



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>



A propos de ce livre

Ceci est une copie numérique d'un ouvrage conservé depuis des générations dans les rayonnages d'une bibliothèque avant d'être numérisé avec précaution par Google dans le cadre d'un projet visant à permettre aux internautes de découvrir l'ensemble du patrimoine littéraire mondial en ligne.

Ce livre étant relativement ancien, il n'est plus protégé par la loi sur les droits d'auteur et appartient à présent au domaine public. L'expression "appartenir au domaine public" signifie que le livre en question n'a jamais été soumis aux droits d'auteur ou que ses droits légaux sont arrivés à expiration. Les conditions requises pour qu'un livre tombe dans le domaine public peuvent varier d'un pays à l'autre. Les livres libres de droit sont autant de liens avec le passé. Ils sont les témoins de la richesse de notre histoire, de notre patrimoine culturel et de la connaissance humaine et sont trop souvent difficilement accessibles au public.

Les notes de bas de page et autres annotations en marge du texte présentes dans le volume original sont reprises dans ce fichier, comme un souvenir du long chemin parcouru par l'ouvrage depuis la maison d'édition en passant par la bibliothèque pour finalement se retrouver entre vos mains.

Consignes d'utilisation

Google est fier de travailler en partenariat avec des bibliothèques à la numérisation des ouvrages appartenant au domaine public et de les rendre ainsi accessibles à tous. Ces livres sont en effet la propriété de tous et de toutes et nous sommes tout simplement les gardiens de ce patrimoine. Il s'agit toutefois d'un projet coûteux. Par conséquent et en vue de poursuivre la diffusion de ces ressources inépuisables, nous avons pris les dispositions nécessaires afin de prévenir les éventuels abus auxquels pourraient se livrer des sites marchands tiers, notamment en instaurant des contraintes techniques relatives aux requêtes automatisées.

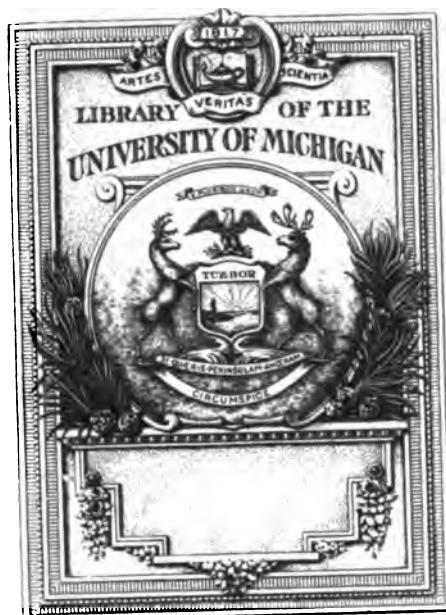
Nous vous demandons également de:

- + *Ne pas utiliser les fichiers à des fins commerciales* Nous avons conçu le programme Google Recherche de Livres à l'usage des particuliers. Nous vous demandons donc d'utiliser uniquement ces fichiers à des fins personnelles. Ils ne sauraient en effet être employés dans un quelconque but commercial.
- + *Ne pas procéder à des requêtes automatisées* N'envoyez aucune requête automatisée quelle qu'elle soit au système Google. Si vous effectuez des recherches concernant les logiciels de traduction, la reconnaissance optique de caractères ou tout autre domaine nécessitant de disposer d'importantes quantités de texte, n'hésitez pas à nous contacter. Nous encourageons pour la réalisation de ce type de travaux l'utilisation des ouvrages et documents appartenant au domaine public et serions heureux de vous être utile.
- + *Ne pas supprimer l'attribution* Le filigrane Google contenu dans chaque fichier est indispensable pour informer les internautes de notre projet et leur permettre d'accéder à davantage de documents par l'intermédiaire du Programme Google Recherche de Livres. Ne le supprimez en aucun cas.
- + *Rester dans la légalité* Quelle que soit l'utilisation que vous comptez faire des fichiers, n'oubliez pas qu'il est de votre responsabilité de veiller à respecter la loi. Si un ouvrage appartient au domaine public américain, n'en déduisez pas pour autant qu'il en va de même dans les autres pays. La durée légale des droits d'auteur d'un livre varie d'un pays à l'autre. Nous ne sommes donc pas en mesure de répertorier les ouvrages dont l'utilisation est autorisée et ceux dont elle ne l'est pas. Ne croyez pas que le simple fait d'afficher un livre sur Google Recherche de Livres signifie que celui-ci peut être utilisé de quelque façon que ce soit dans le monde entier. La condamnation à laquelle vous vous exposeriez en cas de violation des droits d'auteur peut être sévère.

À propos du service Google Recherche de Livres

En favorisant la recherche et l'accès à un nombre croissant de livres disponibles dans de nombreuses langues, dont le français, Google souhaite contribuer à promouvoir la diversité culturelle grâce à Google Recherche de Livres. En effet, le Programme Google Recherche de Livres permet aux internautes de découvrir le patrimoine littéraire mondial, tout en aidant les auteurs et les éditeurs à élargir leur public. Vous pouvez effectuer des recherches en ligne dans le texte intégral de cet ouvrage à l'adresse <http://books.google.com>

B 1,079,113



L
107
C75
1906



LE OPERE DI EDUCAZIONE POPOLARE

Istituzioni Ausiliarie e Istituzioni Integrative
della Scuola Primaria

Insegnamento Professionale Operaio - Cultura Popolare Superiore

RELAZIONI, DISCUSSIONI E VOTI

DEL

PRIMO CONGRESSO INTERNAZIONALE

PER LE

OPERE DI EDUCAZIONE POPOLARE

MILANO, 15-16-17 SETTEMBRE 1906.



PER CURA DEL COMITATO ORDINATORE
presso la

SOCIETÀ UMANITARIA

Milano, via Manzoni, 9
1907.

Atti del
Primo Congresso
Internazionale
per le Opere di
Educazione Popolare
Milano, 15-16-17
Settembre 1906.
Relazioni, Discussioni
e Voti.
Pubblicato per
cura del Comitato
Ordinatore
presso la Società
Umanitaria.
Milano, via
Manzoni, 9.
1907.

LE C

LE OPERE DI EDUCAZIONE POPOLARE

SEC 7A
G-204
STANDARD
SER A
SER 51
SER 60
SER 61
SER 62
SER 63
SER 64
SER 65
SER 66
SER 67
SER 68
SER 69
SER 70
SER 71
SER 72
SER 73
SER 74
SER 75
SER 76
SER 77
SER 78
SER 79
SER 80
SER 81
SER 82
SER 83
SER 84
SER 85
SER 86
SER 87
SER 88
SER 89
SER 90
SER 91
SER 92
SER 93
SER 94
SER 95
SER 96
SER 97
SER 98
SER 99

2.

3

4.

1

1

11

1

9

LE OPERE DI EDUCAZIONE POPOLARE

esse E
oni Gi
de Fri
artno
di Am
Edmo
di An
di En
omo
a Fra
mi Et
elli
otto
Luigi
adi A
ari A
di Le
a Vi
mann
berg
es V
es E
not C
son J
s Sie
st Jac
ropao
ni A
r Blo
ier L
ead
e Bal
do V
ani C
uo Co
Muz
Edou
U
Mar
Ch
in L
Ni
di C
rin
di Ce
ggia
uo
er V
rs C
erm
ig C
Huff
Ex

Congresso internazionale di Educazione Popolare

LE OPERE DI EDUCAZIONE POPOLARE

Istituzioni Ausiliarie e Istituzioni Integrative
della Scuola Primaria

Insegnamento Professionale Operaio - Coltura Popolare Superiore

RELAZIONI, DISCUSSIONI E VOTI

DEL

PRIMO CONGRESSO INTERNAZIONALE

PER LE

OPERE DI EDUCAZIONE POPOLARE

SOTTO GLI AUSPICI DELLA SOCIETÀ UMANITARIA

MILANO, 15-16-17 SETTEMBRE 1906.



PER CURA DEL COMITATO ORDINATORE
presso la

SOCIETÀ UMANITARIA

Milano, via Manzoni, 9
1907.

ssse Karl
ni Giuseppe
e Francesco
artner Andrea
i Ambrogio
Edmond
i Angiolo
i Enrico
omo Alfonso
Frantisek
ti Ettore
elli - Antoniacci
otto Enrico
Luigi
di Augusto
ri Arcangelo
i Léon
Vittorio
ann Ludwig
erg Teodoro
s W.
s Elizabett P.
ot Constant
n J. V.
Siegmund
Jacques
paolo Nicola
i Angelo
Bloomfield
er Léon
ead J. H.
Bahumil
lo Vitt. Eman.
ani G.
o Costanza
Muzio
Edouard
i Ugo
Marie-Louise
Charle
n Léon
Nino
li Carlo
rin P.
i Cesare
gia Massimo
ze Ernst
er Vida
s C. M.
ermans L.
z Clemente
uffel A. Y.
Emile.

100

Rel. att. w.
4-25-38
35508

INDICE

Il Primo Congresso internazionale per le Opere di Educazione popolare (ANGELO MERLINI).	Pag. ix
---	---------

PARTE PRIMA — Le relazioni.

<i>La Scuola in genere rispetto alle necessità delle classi popolari nelle presenti condizioni sociali</i> (PROF. LUIGI FRISO)	Pag. 8
--	--------

I^a SEZIONE. — *Istituzioni ausiliarie e Istituzioni integrative della Scuola Primaria:*

Rapport sur les Œuvres post-scolaires en France (M. C. JEANNOT)	" 28
Les Œuvres scolaire en Belgique (M. L. TIMMERMANS)	" 86
« Les Amis de l'École » en Belgique (M. CH. REMY)	" 48
L'assistenza scolastica come funzione educativa (ON. V. E. ORLANDO).	" 73
Assistenza scolastica (Prof. V. GUYOT)	" 79
I provvedimenti per lo sviluppo dell'educazione popolare in San Pier d'Arena e della scuola in genere rispetto alle necessità delle classi popolari nelle moderne condizioni sociali (Avv. NINO RONCO)	" 87
Gli Educatori (C. RUGARLI)	" 97
I Ricreatori (Dott. A. DELL'UOMO)	" 105
Assistenza fisiologica ed igienica nella Scuola (Dott. G. BADALONI)	" 111
Refezione scolastica (Prof. C. TONZIG)	" 122
La Mutualité Scolaire en France (M. EDOUARD PETIT)	" 129

... ..	Page 15
... ..	141
... ..	151
... ..	159
... ..	173
... ..	181
... ..	189
... ..	191
... ..	195

... ..	208
... ..	213
... ..	223
... ..	241
... ..	249
... ..	255
... ..	259
... ..	271
... ..	273
... ..	277

... ..	287
... ..	299
... ..	307
... ..	319
... ..	325
... ..	331
... ..	337
... ..	343
... ..	350

Les bibliothèques populaires en Hollande (A. J. van HUFFEL) .	Pag. 367
Vicende delle Biblioteche popolari in Alsazia e la nuova Biblioteca popolare di Strasburgo (M.lles PREIS et BOSELLI) .	" 369
Per l'istituzione di Biblioteche pel popolo. L'opera dell'Istituto Pro-Coltura (N. MASTROPAOLO)	" 375
L'insegnamento delle scienze sperimentali nelle Scuole libere per adulti (Prof. ENRICO CASTELLI)	" 387
La vulgarizzazione delle dottrine biologiche (Prof. FR. B. NEMÉC) .	" 399
Le Biblioteche popolari e la letteratura universale (Dott. ERNST SCHULTZE)	" 397
La sede propria della Scuola Samaritana è l'Università Popolare (Prof. Dott. MUZIO PAZZI)	" 403

PARTE SECONDA — Il Congresso.

I - Adesioni al Primo Congresso Internazionale per le Opere di Educazione popolare	Pag. 415
II - Programma	" 435
Il Comitato ordinatore	" 436
Ordine dei lavori	" 437
III - I Lavori del Congresso :	
L'inaugurazione	" 439
La scuola in genere rispetto alle necessità delle classi popolari nelle moderni condizioni sociali	" 451
Istituzioni ausiliarie e integrative della Scuola Primaria. — Funzione pubblica o privata delle stesse	" 469
Les Œuvres auxiliaires et complémentaires de l'École Primaire en France (Conférence de M. H. FRIEDEL)	" 477
L'assistenza scolastica come funzione educativa. — La refezione scolastica nel rispetto giuridico, economico e fisiologico. — L'assistenza igienica. — Gli Educatori	" 487
Scambio internazionale dei fanciulli. — Mutualità Scolastica. — Cooperazione Scolastica. — I Ricreatori	" 497
Insegnamento professionale operaio maschile e femminile . .	" 507
Il lavoro manuale nella Scuola Primaria come rivelatore di attitudini individuali. — Insegnamento preparatorio operaio generico	" 515
Insegnamento di apprendisaggio e di perfezionamento per operai e teorico-pratico per capi-tecnici. — Istruzione pratica per contadini	" 521
Condizioni, qualità, fonti della Coltura generale popolare per adulti	" 527

Università Popolari. — Estensioni Universitarie. — Corsi di cultura popolare. — Ciò che si deve fare perchè le Scuole di Cultura Popolare rispondano al fine per cui sono state create . . .	Pag. 533
Biblioteche popolari in Italia e all'Estero, urbane e rurali. — Rapporto tra la Biblioteca Popolare, l'Università popolare, la Scuola Professionale, i Musei, le Gallerie . . .	" 545
Scuole per Emigranti ed Emigrati. — Tra il Congresso della Pace ed il Congresso dell'Educazione Popolare. — Chiusura . . .	" 557
Ordres du Jour et Vœux adoptés par le Premier Congrès International pour les Œuvres d'Éducation Populaire . . .	" 567

APPENDICE.

Notizie di cronaca del Congresso (ANGELO MERLINI) . . .	" 580
---	-------



IL PRIMO CONGRESSO INTERNAZIONALE per le Opere di Educazione Popolare

**« E chi può dirci quali nuove
forme di mentalità e di spirituale
bellezza trarrà dalle masse fin
qui oscurate il divino scalpello
del pensiero ? »**

ACHILLE LORIA.

Le opere di educazione popolare — vero segno dei tempi — hanno assunto tale importanza in tutti i paesi civili che in una rassegna delle forze vive che animano l'odierna società, in una rassegna, quale vide Milano nel 1906, non potevano mancare.

Il prevalere del regime democratico, che, per l'attività ascensionale del proletariato, di puramente formale e giuridico, diviene via via sostanziale ed economico; il decadere delle viete concezioni cosmiche, etiche e sociali, d'onde l'urgenza di informare positivamente la coscienza popolare alle nuove direttive del pensiero scientifico e vivificarla alla fiamma dei nuovi ideali umanistici; il rapido e continuo evolversi del lavoro verso la grande industria, che applica su vasta scala mezzi produttori così complessi, delicati e, spesso, così terribili da richiedere specifica preparazione, notevole tensione mentale ed un elevato squisito senso di responsabilità; la grande industria che man mano attrae a sé gli strati più bassi della po-



LE OPERE DI EDUCAZIONE POPOLARE

[illegible]

spento negli uomini ogni fiamma benefica di bontà e d'amore.

Negli Stati democratici ogni cittadino ha la sua parte di sovranità e di responsabilità: chi non sa ha il dovere di istruirsi e chi sa ha il dovere di aiutare chi desidera sapere. Solo la scienza generosamente e intensamente diffusa può rinnovare lo spirito pubblico e preparare la pace sociale, fondandola sulla giustizia e sulla ragione.

Per quanto le scuole costino molto e il dispendio per esse vada sempre crescendo, è facile dimostrare come l'ignoranza in realtà costi assai più che l'istruzione. Le statistiche insegnano che la delinquenza giovanile e il pauperismo diminuiscono fortemente man mano si innalza e si estende la coltura popolare.

E per la stessa grande coltura si può ben dire col Russel che il popolo farà ad essa buon viso «quando sarà messo in grado di apprezzarne i passati servizi, di stimarne il valore presente, di confidare per l'avvenire nella lealtà del suo intento».

In grande favore son venute le Università presso le classi lavoratrici laddove hanno istituito «Estensioni Universitarie» o «Corsi popolari». Il Dott. Hartmann racconta dei cortei proletari plaudenti nella festa di Primo Maggio all'indirizzo dell'Università di Vienna, da che essa dà tanta della sua attività a quelle importanti istituzioni di alta coltura popolare; ed il prof. E. Reyer nel suo «Manuale» fa osservare che le Università di Cambridge e Oxford in seguito all'«Extension» ebbero nuova vita, divennero più attive ed in alto grado più popolari, ed hanno acquistato una grande influenza sull'opinione e sulla vita pubblica. «I dotti signori», dice egli, che in passato conducevano una vita appartata, esclusiva, entrano in molteplici rapporti con tutte le

classi della popolazione, imparano a conoscere ed apprezzare molte attività, molti valori, mentre si familiarizzano con tanti bisogni e tante privazioni, delle quali non sapevano farsi un'idea».

Il movimento in pro dell'educazione popolare ha influenza così vasta, diffusa e molteplice che soverchia barriere non solo di classi, ma altresì di razze e di paesi.

Così fitta ed estesa, nella odierna vita internazionale, è la rete dei vincoli, dei rapporti, delle interdipendenze, ed i contatti son divenuti così frequenti, sensibili e profondi, che lo stato di coltura di un paese si ripercuote necessariamente negli altri. La civiltà, di cui l'educazione popolare è indice e coefficiente massimo, è certamente solidale dovunque.

Non sono l'ignoranza e la superstizione del popolo il maggior presidio dei retrogradi e gl'istrumenti ciechi e violenti di un patriottismo burbanzoso diffidente e fanatico, perenne minaccia per la pace, per il progresso, per la tranquilla operosità delle nazioni?

Un più alto livello mentale, un più dignitoso tenore di vita e delle più perfezionate attitudini giovano non solo alla nazione che se ne può vantare, ma ben anche alle vicine, tanto meglio se più ricche, avanzate e produttrici.

D'altra parte è evidente che al progresso generale della umanità ogni gente civile concorre, contribuendovi col suo patrimonio di tradizioni, costumi e pensiero, colla genialità, le doti e le aspirazioni che le sono peculiari. Ed anche nell'edificio dell'educazione popolare, nella creazione di un tipo ideale di sistema educativo, non reca ogni nazione civile la sua parte di iniziative più o meno ardite e recenti, e il frutto delle sue esperienze e de' suoi studi?

È dunque perennemente in atto, nel campo edu-

cativo, una sorta di collaborazione internazionale: uno scambio assiduo e fecondo d'insegnamenti e di stimoli.

Epperò era tempo che questa vasta comunione spontanea di uomini, vigili percorritori di un mondo che diviene, si affermasse con un atto notevole e solenne, nel quale, riassunta e sanzionata l'opera compiuta, additasse nell'educazione democratica le vie dell'ascensione umana.

Si son dette fin qui le ragioni, i sentimenti, gli impulsi ideali onde nacque il proposito di un Congresso internazionale per le Opere di Educazione popolare. Eccone ora gli obiettivi teorici e pratici:

Fissare, preliminarmente, con forti e sicuri tratti, il concetto fondamentale della Scuola popolare odierna: concetto che fosse segnacolo in vessillo della comunanza di principii e di intenti tra i convenuti e premessa necessaria per un lavoro concorde, organico e proficuo.

Sceverare, quindi, dal campo folto dei fatti ed ordinare in rassegna le istituzioni che meglio accostano la scuola al fanciullo, alla famiglia, alla società e alla vita economica, morale e politica; porne in luce la genesi e lo spirito, e, chiaritane la legittima ragione d'essere, determinare da quali enti e con quali mezzi, metodi, forme, condizioni e finalità si dovessero istituire e reggere; infine propugnarle e propagarle.

Come il Congresso abbia assolto il suo compito, documentano gli atti e i verbali raccolti in questo volume.

Non si dirà qui come esso, ispirandosi agli ideali di una civiltà che trae i suoi impulsi dalla scienza sperimentale, che al diritto divino sostituisce la sovranità popolare ed estende oltre le frontiere e le generazioni

il senso e la pratica della solidarietà, abbia proclamato i doveri dello Stato educatore, i caratteri essenziali e le prerogative della Scuola popolare, emananti con logica rigorosa dal processo storico della funzione scolastica in dipendenza da quello della società e rispondenti non meno ai postulati della pedagogia che alle esigenze della vita pratica. Nè sarà ricordato come, attraverso una minuziosa densa e varia rassegna, eloquente per dati ed esperienze che valorosi pratici recarono dal loro campo d'azione in svariatissime istituzioni ausiliarie e integrative della scuola, la Prima Sezione ne abbia sceverati gli elementi essenziali, concludendo che il molteplice problema non può essere risolto dall'iniziativa privata e che in ogni sua forma l'assistenza scolastica è una funzione pubblica. Nè fa d'uopo rilevare con quanto rigore di logica, con quanta esattezza e perspicuità la Seconda Sezione, conciliando razionalmente le esigenze didattiche con le tecniche, gl'interessi industriali con le condizioni sociali, abbia risolte le complesse, intricate quistioni riguardanti i mezzi e i modi pei quali avverrà il passaggio dalla Scuola all'officina, si compirà l'apprendistato ed il perfezionamento; e non è neppur necessario segnalare come sia emerso nettamente essere nello spirito di tutti i congressisti che l'educazione puramente tecnica è inseparabile dall'insegnamento generale, il quale ha da continuare oltre la scuola primaria, e che questo duplice insegnamento degli apprendisti deve essere obbligatorio. E non è qui luogo adatto per un'analisi anche superficiale delle numerose e assai complesse conclusioni cui pervenne la terza Sezione, nelle tre sedute sempre laboriose, nudrite ed appassionate. Tutto ciò appare fedelmente dal resoconto.

Ma ciò che il resoconto non potè tradurre e che

si vorrebbe qui risuscitare è la pulsante anima collettiva che riempi e vivificò di un'onda armoniosa di idealità alte e serene tutto e in ogni sua fase l'ambiente spirituale del Congresso, così nelle grandi assise plenarie, come nelle minori adunanze delle Sezioni. Si vorrebbe risvegliare il senso di squisita gentilezza che, in bello e forte contrasto colla solennità dell'ora, con la parola semplice e la persona austera dell'oratore, commosse l'Assemblea, allorchè il discorso inaugurale del Presidente Saldini evocò la vissuta poesia soavissima della trasmissione di pensiero da insegnante ad allievo. Si vorrebbe riscuotere l'eco degli applausi che nei Buisson, nei Petit, nei dirigenti l'Umanitaria salutarono gli apostoli infaticabili e geniali delle opere di educazione popolare, volte ai più nobili fini della solidarietà umana. Oh potesse in queste pagine alitar lo spirito schietto di fratellanza che rispose festevolmente al semplice e significativo saluto di L. M. Hartmann! E vi rivivesse la calda impressione della sapiente operosità, or raccolta, or concitata, sempre fervida e fattiva, sempre vibrante d'interesse e di passione, che riempi l'ambiente confidenziale delle Sezioni !

Oh, avessero queste pagine virtù di riportar l'animo del lettore alla superba altezza cui il pensiero dell'Assemblea assurse sull'ali robuste ed agili dell'oratoria genialmente dotta di Luigi Friso! Avessero virtù di ravvivare il fuoco di passione e di volere, acceso dall'impeto magnifico di sincerità, d'intelligenza e d'amore di chi, da ministro, aveva dato in Italia il primo impulso verso la scuola per il popolo; o, rievocando la visione di un'eterna giovinezza spirituale, nella sublime purissima canizie di Frédéric Passy, rapisse mente e cuore nel fascino di un'eloquenza olimpicamente dolce e serena, suadente un ideale che sarà gloria agli uomini di buona volontà!

In questo che d'ineffabile, in quest'aura, in quest'armonia di spirituale bellezza è l'essenza recondita, la significazione ideale del Congresso che la parola ha fissato in questo volume con la fredda fedeltà della Storia.

Ma la parola dirà tuttavia che il Congresso segnò decisamente il primo e notevolissimo passo, che il vasto problema dell'educazione popolare fu posto in tutta la sua complessità, che su ciascuna delle molteplici questioni si raccolsero esperienze e studi, ed un pensiero, un voto concorde venne autorevolmente espresso.

A quanti vi concorsero: uomini preclari per dottrina ed operosità benefica ed uomini sacrali ad una lotta aspra ed oscura per la luce; uomini di Stato, parlamentari, filantropi, studiosi ed operai; rappresentanti di governi, provincie e comuni, di sodalizi politici, scientifici e professionali, di giornali e di scuole, di istituzioni educative, di coltura, di assistenza ecc. convenuti da ogni parte d'Italia e d'Europa e d'America; a tutti, da queste pagine diciamo il saluto cordiale della solidarietà, l'augurio che quest'opera sia feconda di frutti pel comune ideale, e la speranza che numerosi accorrano al prossimo appello che lancerà, non ne dubito, la gloriosa Ligue Française de l'Enseignement.

Ardua e lenta è l'opera che imprendemmo, ma « ci rallegriamo nella certezza incrollabile ch'essa sarà un giorno coronata dal più ambito fra i successi; che essa schiuderà alle genti, avvilita da ignoranze secolari, il fulgido impero delle collettività pensanti, ed annunzierà, sui ruderi del sapere aristocratico, i gloriosi plebisciti dell'idea ».

ANGELO MERLINI

*Segretario generale del Comitato ordinatore
e del Congresso.*

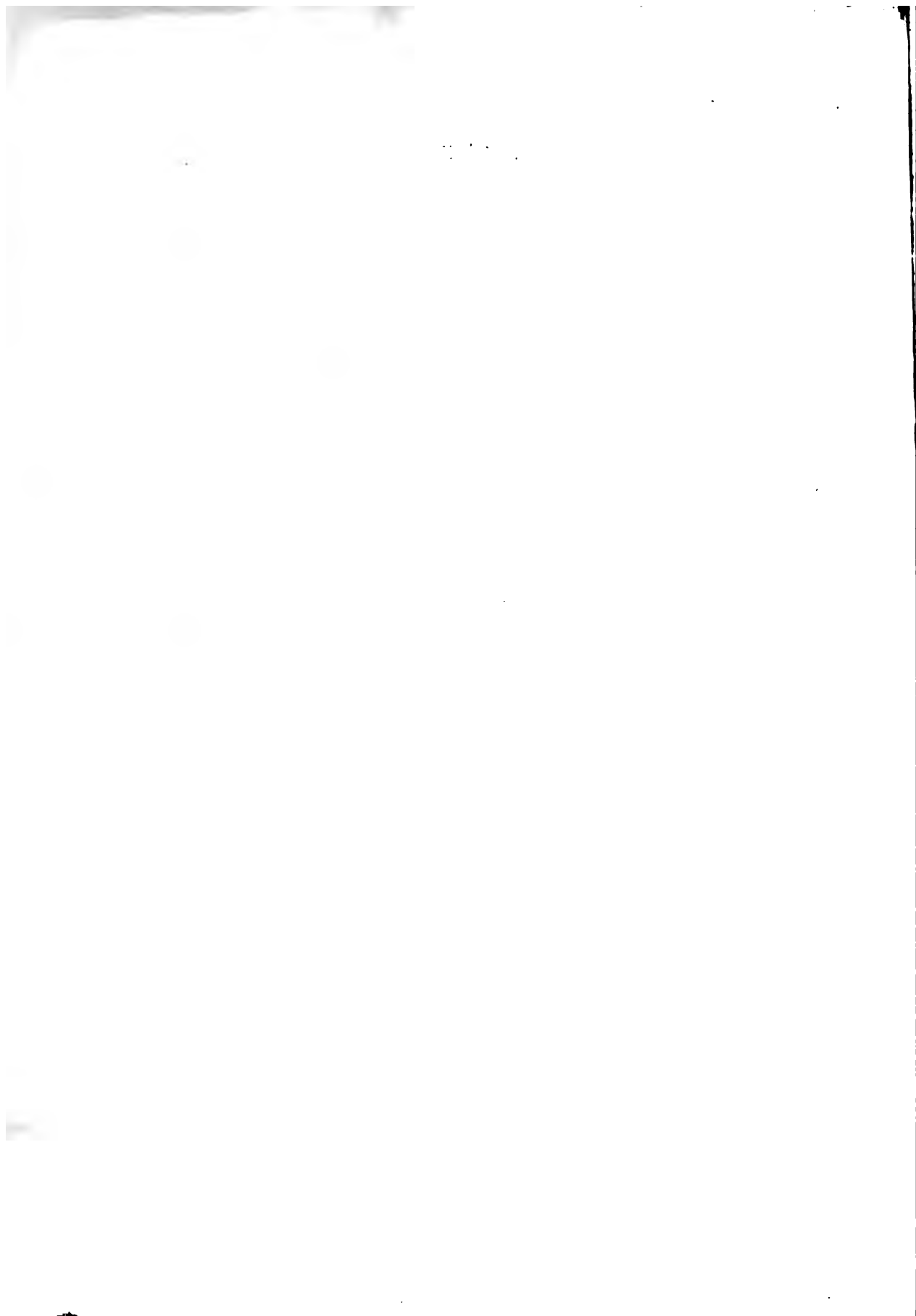
PARTE PRIMA

LE RELAZIONI

A SEZIONI RIUNITE

TEMA UNICO

La Scuola in genere rispetto alla necessità delle classi popolari nelle presenti condizioni sociali.





La Scuola in genere rispetto alla necessità delle classi popolari nelle presenti condizioni sociali.

Mi corre l'obbligo di dichiarare che per la trattazione di questo tema era stata designata altra persona, ben più altamente competente di me, l'on. Luigi Credaro. Vittima designata a sostituirlo, compio il mio dovere.

Per quali ragioni questo tema sia stato scelto come argomento di trattazione per la seduta plenaria, è stato già dichiarato dal nostro Presidente.

La vera materia, di cui si deve occupare il Congresso, non è tanto la Scuola primaria del popolo, quanto le opere ed istituzioni, che questa integrano, aiutano, estendono. E il Congresso non si fa tanto in questa seduta plenaria, quanto nelle tre Sezioni, in cui il suo lavoro è diviso, e che tratteranno rispettivamente delle Opere ausiliarie e complementari della Scuola primaria, delle Scuole professionali operaie e delle Opere di coltura popolare per adulti: istituzioni che non sono la scuola primaria, ma si ordinano intorno ad essa per renderla efficace ed estenderne la portata al di là dei suoi primi confini, per costituire insieme con essa un organismo unico di coltura e di elevazione popolare.

Ma per trattare utilmente e con unità di concetto questi temi distinti nelle tre Sezioni, parve necessario che il Congresso affermasse prima in un concetto generale, e quasi direi filosofico, la natura, l'indole, la struttura, la funzione sociale, gli scopi, i limiti, i rapporti giuridici e morali, il diritto finanziario della Scuola Po-

polare, alla quale si connettono o da cui prendono le mosse quelle altre istituzioni, di cui avranno ad occuparsi le singole Sezioni.

Per procedere a questa determinazione, basta osservare che in ogni prodotto, sia naturale sia artificiale, v'è un carattere essenziale, che contiene la ragione di tutte le altre qualità e proprietà. È quel carattere che I. Taine ricercava come fondamento di spiegazione per la produzione artistica: un carattere fondamentale della cosa, dal quale per rapporti indeclinabili scendono tutte le altre applicazioni di essa; come chi dicesse che le qualità proprie del leone, la sua struttura, tutte le sue abitudini di vita discendono fatalmente dal suo carattere essenziale, che è quello di essere un grande carnivoro, onde fu definito: una mascella montata su quattro zampe.

Questa determinazione è tanto più necessaria nei prodotti artificiali, che vengono portati alla perfezione mediante un lavoro intenzionale, continuo, progressivo, per il quale se ne migliorano via via i congegni, si aggiungono parti utili prima mancanti, si sopprimono organi riconosciuti inutili, si alleggeriscono le membra, si attenuano gli attriti, così da ottenere un maggiore rendimento utile con un dispendio sempre minore.

Ma a conseguire questi risultati, senza snaturare la cosa, deve essere ben chiaro e non mai perduto di vista il suo carattere essenziale e quasi schematico.

La Scuola Popolare è un organo, che fa parte dell'organismo sociale, e contribuisce alla sua vita. Artificiale e naturale insieme: artificiale, in quanto è una creazione umana, voluta per determinati scopi; naturale, in quanto l'uomo, creandola, ha obbedito ad una necessità determinatasi in mezzo a speciali condizioni sociali, in un momento speciale della evoluzione storica. La Scuola Popolare nasce, quando il suo nascere è reso necessario dalla pienezza dei tempi.

Ogni organo esercita una propria funzione specifica: -- quale la funzione dell'organo sociale -- scuola? Trasmettere e distribuire fra le generazioni nuove il capitale spirituale, raccolto, creato, accumulato dalle generazioni precedenti.

Capitale spirituale, cioè: scienza, moralità, arte. Scienza: vale a dire, riproduzione interiore, intellettuale, dei rapporti obbiettivi, ossia delle leggi e proprietà delle cose. Moralità: vale a dire, riproduzione interiore, emotiva, dei rapporti fra gli uomini, e delle leggi che li governano. Arte: vale a dire, un consenso superiore, fatto promiscuamente di pensiero e di sentimento, dell'uomo e del mondo che lo circonda.

Un capitale, che, aumentando e perfezionandosi, consente all'uomo di vivere in condizioni sempre più elevate di vita; e quasi un'atmosfera spirituale, di cui esse respirano e si alimentano.

Quindi una ricchezza vera e propria, perchè costituisce la capacità dell'uomo di dominare ed utilizzare le cose e le forze naturali, di padroneggiare gli impulsi antisociali dell'egoismo, costringendo le energie individuali nella solidarietà sociale, onde riescono centuplicate, di raffinare ed elevare gli istinti, gli stimoli e le aspirazioni umane in una potenza maggiore di produttività civile.

Ed è capitale eminentemente, assolutamente *sociale* e *collettivo*.

Chi l'ha prodotto? Chi vi ha lavorato intorno? Chi l'ha conservato ed aumentato? Il pensiero, che ci illumina la mente, o il sentimento, che ci fa battere il cuore, da quale remota profondità della storia è venuto a noi? A produrlo non ha concorso l'umanità tutta, l'umanità che, per la continuità morale delle generazioni, per l'indefesso germogliare del nuovo dal vecchio, vive ed opera come un uomo solo longevo? Il tesoro di idee e di sentimenti, di cui gli uomini vivono, non è veramente umano, nel senso che tutti gli uomini, che furono, concorsero a generarlo, a maturarlo e di esso già vissero? Lungo la via della Storia si segnalano, è vero, gli uomini eminenti, che qualche cosa di più grande hanno donato all'umanità in fatto di idee o di sentimento: sono i geni del pensiero o del cuore. Ma al di sotto di essi brulicano le moltitudini immense ed anonime, la gran massa umana, in cui ogni pensiero ed ogni sentimento ha le sue radici profonde — da cui trae il suo alimento.

Capitale *sociale*, dunque, per le sue origini, sul quale nessun uomo ha ragionato diritto di porre una proprietà riservata, di stabilire un privilegio, di creare un monopolio.

Capitale *sociale*, altresì, per la sua natura d'essere infinitamente distribuibile, senza mai scemare; anzi, quanto più largamente distribuito, tanto più fecondo e produttivo.

Capitale *sociale*, meglio e più di qualunque altra forma di ricchezza; atmosfera spirituale, eminentemente libera sempre, e d'ogni vita principio ed alimento, sia che spiri agile brezza nelle fresche mattine dei giorni nuovi della Storia, o ristagni pesante negli afosi meriggi, od urli e fischi nei turbini devastatori delle età che tramontano.

Che cosa vietò, adunque, che questo capitale sociale di istruzione, di moralità, di educazione artistica fosse aperto sempre a tutti gli uomini senza esclusioni, e fra tutti distribuito secondo la capacità di ciascuno di appropriarselo?

Fu come dell'aria, nemmeno essa ugualmente distribuita: vi hanno uomini dannati a vivere nell'aria stagnante delle suburre cittadine, o tra i miasmi delle maremme, o fra la polvere delle officine, o tra i veleni delle miniere, mentre ad altri sono riservati i quartieri ventilati e salubri delle città, o gli effluvi salini dell'oceano, o gli aromi delle pinete, o l'ossigeno puro delle vette

eccelse favellanti col cielo. Così dell'atmosfera spirituale: ai più i fondi morti e bui e le nebbie pesanti; ai pochi il libero volo nei limbi sereni irradiati di luce. La ricchezza spirituale ora sottostà al regime del monopolio, ora si svincola nel regime della socializzazione, secondo una legge storica, che risponde alle ragioni economiche ed alla struttura sociale.

Nelle società orientali, una esigua minoranza di sacerdoti inermi domina i guerrieri feroci e le moltitudini selvagge, col monopolio dell'istruzione, convertita in superstizione religiosa.

Nelle società feudali del medio evo, imperativo categorico del mondo morale è: beati gli ignoranti! Coltura e moralità, chiuse nel dogma e nella santità, sono privilegio del clero, che vieta ogni libera ricerca, e scaglia i fulmini della terra e del cielo contro i ribelli e i temerari investigatori.

La società moderna, invece, afferma il diritto e la necessità dell'istruzione universale.

Perchè questo diverso atteggiamento storico?

Perchè, a chi ben guardi, tutta la storia moderna non è che un moto infaticato di democratizzazione progressiva di tutti gli ordini della vita, fino alla creazione della Scuola Popolare, che lo corona e lo consacra in diritto.

Sono le armi da fuoco che democratizzano la guerra, opponendo alla catafratta cavalleria feudale le masse dell'infanteria, folte di borghesi e di villani: e Bajardo diventa un anacronismo di fronte alla colubrina. La stampa democratizza l'erudizione e la coltura, suscitando, fuori del clero e contro ad esso, legioni di dotti e di scienziati laici. Le grandi Monarchie democratizzano lo Stato, convertendo la nobiltà da guerriera in cortigiana, e l'amministrazione pubblica in una grande azienda economica, che affidano alla borghesia sperimentata negli affari. La Riforma di Lutero democratizza la religione, sopprimendo il prete come interprete e intermediario fra l'uomo e il cielo, e a tutti aprendo la Bibbia, in cui Dio si rivela; e non è senza ragione il fatto che proprio dal moto luterano si origini in Germania il primo movimento pedagogico con Melanchton e Neander e Trotzendorff e Comenius. Ha un bell'opporre la reazione cattolica alla Bibbia il Catechismo, ed ai pedagogisti tedeschi i Fratelli delle Scuole Pie e le Orsoline e i Gesuiti. Ma fra la Bibbia e il Catechismo il Rinascimento squaderna il libro della natura, e col senso e l'esperimento democratizza la scienza, svincolandola dai SS. Padri e da Aristotile. E seguono le scoperte geografiche, e i progressi del commercio e delle industrie, e le facilitazioni degli scambi, e l'incremento della produzione, e la creazione delle banche e dei capitali mobili e frazionati: tutto ciò allarga i mercati, spezza le corporazioni e i compagnonati, allenta i vincoli dei lavoratori attaccati

alla gleba o alle piccole officine delle maestranze, sposta e rimiscola le classi sociali, accumula i profitti, moltiplica la ricchezza; che più? democratizza perfino la ricchezza, creando le imprese colossali con capitali collettivi a piccole azioni.

Due ordini di fatti coronano questo processo storico.

Le scoperte scientifiche, traducendosi in invenzioni industriali, trasformano i processi della produzione, mettono enormi forze naturali al servizio del lavoro, generano la grande industria, che nel mentre addensa ingenti masse operale nei centri manifatturieri, e facilita e abbrevia le distanze per terra e per mare, e apre i mercati alla concorrenza mondiale, domanda in sempre maggior misura al lavoratore disciplina e partecipazione d'intelligenza, crea nuove abitudini e bisogni ai popoli, suscita su vasta scala l'emigrazione, genera nuove forme di associazioni operale, di sindacati, di cooperative, di leghe di resistenza.

E parallelamente i cambiamenti politici, compiutisi traverso le rivoluzioni dei Secoli XVIII e XIX, assicurano di più in più alla democrazia una parte notevole o preponderante nella vita politica.

Dunque, da un lato, una profonda mutazione nei rapporti della vita politica, economica e morale, sempre più pervasa di intellettualità; — dall'altro, un'ascensione graduale delle grandi masse umane dalla tutela della minorità all'auto-governo, dal lavoro muscolare e meccanico all'uso intelligente delle macchine, dalla fissità e stazionarietà alla mobilità nello spazio, alla progressività nel tempo.

Di qua è uscita la Scuola Popolare, quando è divenuta necessaria la creazione di un organo sociale per la distribuzione della coltura fra le grandi masse umane. Proclamata un diritto universale dagli ideologi della rivoluzione francese, essa diventa il programma d'azione dal secolo XX: demolire le barriere, che isolavano le masse popolari dal movimento intellettuale, cancellare l'inferiorità dovuta all'ignoranza, dare all'uomo il *battesimo* dell'istruzione.

E il secolo XIX, che era sorto trovando quasi universale l'analfabetismo, tramontò alla Storia lasciando oltre un milione di Scuole Primarie, più che settanta milioni di scolari — settanta milioni di fanciulli, un di abbandonati come bestie selvatiche per le vie e i campi, oggi chiamati a ricevere la loro parte del più alto patrimonio sociale, la spiritualità.

Non è dunque la creazione della Scuola Popolare nè un fatto artificioso di filantropia, nè un generoso capriccio, nè vento di moda. È una necessità storica. La Società ha orientato la sua vita su nuovi poli, ha modificato la sua struttura, e doveva creare l'organo corrispondente ai nuovi bisogni.

E la legge storica, secondo cui avviene la distribuzione della

cultura e il nascere e il prosperare della Scuola popolare, si può enunciare così:

« Finchè le necessità economico-sociali domandano alle masse popolari lavoro o fatica bestiale, esse sono serve di piccole minoranze, tenute sotto tutela, immobili nello spazio e nel tempo, ed escluse dalla partecipazione al capitale sociale della cultura, monopolio di una classe ristretta. Mano a mano che i progressi della scienza offrono all'Agricoltura, all'Industria, al Commercio la servitù di forze naturali e di macchine capaci di un lavoro più produttivo e meno costoso del lavoro umano, svincolano le masse popolari dalla tutela, le rendono mobili nello spazio e progressive nel tempo, e le chiamano ad una partecipazione sempre maggiore del capitale spirituale socializzato ».

Se tale pertanto è la ragione storica e la funzione sociale della Scuola Popolare, se, cioè, il suo carattere essenziale è questo di soddisfare alla necessità che alle grandi masse popolari venga distribuito quanto loro occorre, e in sempre più larga misura, del patrimonio spirituale, che è assolutamente e inalienabilmente patrimonio sociale, ne discendono a rigore di logica tutti gli altri caratteri ed attributi suoi.

I.° La Scuola è un diritto di tutte le classi sociali. Un diritto, perchè il capitale spirituale, che è una forza ed uno strumento di benessere e di elevazione morale, è eminentemente sociale, e come tale, non ammette per principio esclusioni di uomo alcuno; è infinitamente distribuibile, e, come tale, aperto alla partecipazione di tutti, nella misura massima che a ciascuno consentano le condizioni, i bisogni, le forze proprie, senza danno anzi con vantaggio degli altri.

La Scuola è, in particolare, un diritto delle classi popolari, per la funzione politica, che sono chiamate sempre più largamente a compiere in regime democratico, come correlativo del diritto di voto; per la nuova necessità della attività professionale e industriale, che domanda più intelligenza che forza di muscoli; per la necessità di esercitare convenientemente l'auto-governo, così nella vita pubblica come nella privata; per poter elevarsi a forme morali di vita sempre più civili e assurgere ai godimenti superiori dello spirito.

II.° Reciprocamente, la Scuola è un diritto della Società, come ente collettivo, di fronte alle singole classi ed individui che la compongono; ossia la Società ha il diritto di esigere che le classi popolari possiedano almeno un *minimum* di istruzione: 1.° per propria garanzia e difesa sociale; 2.° perchè esse possano esercitare saggiamente il potere politico, avendo conoscenza del bene generale e volontà di attuarlo; 3.° perchè contribuiscano più elevata e utilmente al lavoro ed alla produzione sociale. Che è quanto dire che la Scuola è un dovere delle classi popolari.

III.° Pertanto la Scuola primaria, che ha la funzione di distribuire a tutte le classi sociali, e in particolare alle classi popolari, il *minimum* necessario di istruzione, riposando sopra un diritto collettivo, è e non può non essere funzione di Stato, perchè solo allo Stato spetta e solo lo Stato ha i mezzi necessari per esercitare un dovere e una funzione collettiva della Società. Funzione di Stato, cioè della Società organizzata politicamente ed amministrativamente, sia che essa funzione venga esercitata direttamente sotto il governo degli organi unitari dello Stato, sia che venga commessa agli istituti amministrativi, nei quali lo Stato si distingue territorialmente, quali sono le Province o i Comuni.

IV.° Ed implicitamente l'istruzione primaria dev'essere *obbligatoria*, perchè è un diritto reciproco dello Stato e dei singoli cittadini. Lo Stato ha il diritto di imporre che ogni cittadino acquisti almeno il *minimum* dell'istruzione, come ha diritto di esigere che possieda almeno un *minimum* di moralità. E come, in fatto di morale, l'ideale civile è che essa sia liberamente e spontaneamente sentita e praticata, insorgendo in caso diverso le sanzioni penali, così, in materia di istruzione, l'ideale è che essa sia cercata e reclamata dalle classi popolari, conscie del loro interesse; ma, in caso diverso, sorge nello Stato il diritto di imporla, anche con sanzioni penali.

E qui ha luogo una considerazione. Il diritto scolastico essendo un prodotto naturale dell'evoluzione storica, in quanto questa ha maturato certe condizioni nuove di vita, si osserva ancora una volta che nè l'umanità in genere, nè le singole Società hanno percorso questa evoluzione con passo eguale: — ma da una Società all'altra, e, nella stessa Società, da una classe ad un'altra, si notano differenze nel punto, a cui sono arrivate, dell'evoluzione storica. Alcune Nazioni sono interamente, in massa, penetrate nelle nuove condizioni di vita, e il diritto scolastico è presso di esse in pieno vigore; altre sono parzialmente ed imperfettamente investite delle condizioni stesse, e presso di loro il diritto scolastico è in parte effettivo, in parte solamente teorico, e contrastato nella sua applicazione dalle condizioni reali della vita, ancora arretrate, dalle quali esso non è germogliato, come prodotto naturale, dal di dentro, ma viene in esse inserito, con artificiale violenza, dal di fuori.

E il diritto ad usare questa violenza è giustificato dal fatto che anche quelle classi arretrate sono connesse, non meno delle classi progredite, nel sistema unico, politico, economico, morale, della Società; onde il diritto in esse di progredire verso il livello delle altre, e il diritto nella Società di trarle verso questo livello, per togliere o attenuare le ragioni di remora o di impaccio, che dalla loro inferiorità vengono a tutto il movimento della vita sociale.

Senonchè la effettuabilità del diritto scolastico si appalesa ben diversa, là dove le condizioni di vita, che spontaneamente lo generano, sono state raggiunte, e dove no.

Le masse lavoratrici addensate nei grandi centri industriali chiedono la Scuola, e non pure la Scuola primaria, ma anche istituzioni, che distribuiscono un'istruzione superiore alla minima, e premono alle porte della Scuola media. Egli è che esse meglio hanno sentito la nuova atmosfera storica, vivendo la vita del grande opificio, respirando la spiritualità della macchina, che è pensiero e calcolo fatto acciaio, discutendo i loro interessi nelle associazioni professionali, agitando le questioni pubbliche nei circoli politici, partecipando, negli immediati contatti, del movimento sociale superiore. Mano a mano penetrano e s'inoltrano nella vita spirituale, ne sentono più coscientemente i bisogni e domandano consumazioni spirituali.

Avviene l'opposto fra le masse contadinesche, tradizionalmente tagliate fuori dalla strada maestra della Storia. Lontane dai centri dove più gagliarda e più rapida pulsa la vita sociale, obbligate a regolare ed intonare la vita sul ritmo lento e monotono delle vicende naturali delle stagioni e del giorno, chiuse in un orizzonte angusto di abitudini e di fatica, in cui la vita, dall'infanzia avvoltoata nel fango, dalla puerizia sfruttata nei piccoli lavori campestri, traverso la virilità rotta e asservita nella fatica bestiale, cammina uniforme e sempre ripetuta alla vecchiezza disutile e uggiosa e al piccolo triste camposanto, estrema comune dimora, a contatto con una minima frazione di borghesia ignorante anche essa per vita ed isolamento, o con gli agenti di una nobiltà del sangue, dalle abitudini feudali, o di una nuova nobiltà del danaro, avida e superba, sequestrata in una qualità di lavoro, nel quale più tardiva e lenta e in piccola misura avviene l'applicazione delle macchine, se il bisogno non le fa emigrare e col moto e con nuove esperienze non ne allarga il pensiero, la Scuola non intendono, non apprezzano, non domandano, e il maestro tengono in minor conto del prete, che minaccia le pene dell'inferno, del padrone o dell'esattore del fisco che le sprema, del carabiniere, che rappresenta la forza brutale dello Stato, del Segretario, che è padrone del Comune e tratto tratto distribuisce fra loro le gocce della manna elettorale, del campanaro stesso, che almeno mescola la voce or lieta or triste dalle sue campane alle maggiori vicende della loro vita e quando il turbine infuria e minaccia i raccolti ne scongiura la furia devastatrice.

Fra queste masse, più che altrove, il diritto scolastico deve essere esercitato come un'obbligazione, con le forme della coercizione legale. Minorenni ancora, fra loro la spontaneità dell'auto-governo vuol essere preparata dalle compressioni della tutela.

V.° L'obbligatorietà dell'istruzione implica inoltre la *gratuità*: perchè, l'obbligatorietà giustificandosi con l'interesse pubblico e generale, essa diventa un servizio, che la Società, come ente universale, impone alle singole classi, che la costituiscono, e come tale non può essere gravata anche di un peso fiscale. Oltre a ciò l'imposizione di una tassa scolastica, per l'istruzione primaria — date le condizioni economiche delle classi popolari — si risolverebbe in un danno per gli effetti dell'obbligatorietà.

VI.° E un altro carattere della Scuola Popolare scende dall'essere universalmente obbligatoria: la Scuola dev'essere *laica*. Laica la Scuola, come laico lo Stato, di cui è funzione. L'evoluzione storica ha elevato lo Stato al disopra di ogni confessione religiosa: esso è la somma o il sistema di tutte le energie ed interessi dei singoli cittadini, e l'universalità della sua funzione rispetto ad essi non può non trascendere quei caratteri, per i quali, ristretti come sono soltanto a delle frazioni del corpo sociale e diversi da una frazione ad un'altra — come sarebbe il professare una certa fede religiosa o un'altra o il non professarne alcuna — i cittadini sono fra loro divisi. Dallo Stato laico, e tale per necessità storica, non può emanare una Scuola confessionale, per la contraddizione che non lo consente.

La Scuola non potrebbe essere obbligatoria, nè universale, se non fosse laica. Ma giova intendersi e guardarsi da un equivoco, che artificiosamente e maliziosamente s'è voluto cacciare nella questione: l'equivoco che *laicità* sia il termine contraddittorio di *religione*, che Scuola laica suoni Scuola atea. No. Il concetto *laicità* ha oltrepassato, come più vasto ed esteso, il concetto *religione*; così il genere sorpassa la specie: non nega la *religione*, ma non la include. In questo senso: la Scuola confessionale esige, nell'insegnamento, nei maestri, negli scolari, la nota confessionale, cioè una determinata fede religiosa, ed è quindi una Scuola particolare, per una frazione soltanto di uomini, cioè per quegli uomini che quella fede accettano e professano, e tutti gli altri esclude. La Scuola laica, invece, astraе da ogni singola nota confessionale, e quindi nessuna frazione d'uomini esclude, è universale, e quindi la sola che possa diventare obbligatoria.

Perciò il maestro, che è anzitutto educatore, quando senta l'idea della divinità e sia convinto che la morale è inseparabile da essa, questo sentimento porterà sempre nella Scuola, ad esso intonerà il suo insegnamento, nè sarebbe galantuomo nè educatore se questo non facesse: nè la Scuola laica glielo vieterà mai, nè gli imporrà di educare diversamente dalle sue convinzioni, solo vietandogli di costringere e di immiserire il concetto morale entro il credo di una particolare confessione. Per converso, il maestro che quelle convinzioni non ha e non sente, in altro modo esplicherà

la sua educazione morale, e non sarà costretto a mentire, nel mentre fa l'educatore.

La Scuola laica, adunque, non è atea, come i suoi denigratori fanno credere alle turbe degli ingenui: essa esclude solamente il dogmatismo speciale di una religione, uno speciale catechismo.

E questo, oltre che dalle ragioni già dette, è voluto dalla stessa pedagogia, perchè la Scuola deve esercitare ed educare tutte le potenze dell'intelligenza e del cuore, non ultime il ragionamento, la riflessione, la critica; ma ragionamento e riflessione e critica sono inconciliabili con la fede, con l'inintelligibilità del dogma. La Scuola confessionale fa opera contraddittoria. La Scuola laica invece rimena l'opera sua educativa ai principî, che scendono dalle più elevate filosofie, alle conquiste faticose, che lo spirito umano ha fatto sugli errori e sui pregiudizî, ai progressi sociali compiuti traverso le dure prove storiche. Il fanciullo, che esce dalla Scuola confessionale, avvezzo o persuaso di collegare la moralità coi dogmi di una certa fede, sarà tratto o ad essere inconsequente con se stesso, ove riconosca come morali anche gli uomini, che quella fede non professano, o a diventare settario ed antisociale, se in loro negherà la moralità. Laddove il fanciullo educato nella Scuola laica, non sarà mai condotto a negare la moralità in chi aggiunga ad essa particolari concetti dogmatici e quasi ragioni subordinate.

Onde, anche dal punto di vista dell'educazione sociale, solo la Scuola laica, alzandosi sopra le fedi particolari, può essere preparazione a quel largo spirito di tolleranza, che è la più bella e faticosa conquista della storia, e condizione necessaria a quella fratellanza, che vive operosa anche tra uomini di fede diversa, elevandosi a considerare, al di là del cattolico, del protestante, dell'ebreo, del turco o dell'ateo, l'uomo.

VII.^o Dunque: funzione pubblica o di Stato, universalmente obbligatoria, gratuita e laica. Tale dev'essere la Scuola popolare.

Ma questi sono caratteri teorici ed astratti. Che cosa occorre, perchè la Scuola possa compiere *efficacemente* la propria funzione?

Più volte si è gridato al fallimento della Scuola popolare: la Scuola non educa, la Scuola non istruisce! Ma il più delle volte si è gridato al fallimento, da chi lo desidera ed augura. Spesso si è gridato così, da chi non intende le nuove forme della vita storica e morale, e ha creduto fallimento il fatto che dalla Scuola non si esce più con l'anima di una volta, prendendo l'indipendenza del carattere, la dignità personale, l'affermazione del proprio diritto, a cui la Scuola educa, come manifestazione di disciplina e di immoralità.

Pur troppo non sempre la Scuola è sufficiente alla sua alta funzione. Ma chi più alto grida al fallimento non è forse tra gli avversari, che, per screditarla, le attribuirono maggiori doveri, che non avesse

e le rifiutarono insieme i mezzi necessari, per compierli? La Scuola non è un organo isolato, ma opera in mezzo ed insieme con altri istituti sociali; quante volte le deficienze della Scuola non vanno imputate, p. es. alla famiglia, che non la coadiuva, anzi fa opera ad essa contraria? O deve la Scuola sostituire anche la famiglia? E dategliene i mezzi! Intanto di fallimento della Scuola non si parla là dove essa, per sufficienza di risorse, è diventata veramente Scuola; — è onesto parlare di fallimento là dove, per deficienza di risorse, non è ancora divenuta veramente la Scuola?

Dunque, per essere efficace, la Scuola deve essere efficacemente ordinata e alimentata. E condizioni a ciò sono:

a) Che abbia una durata conveniente, sì che il fanciullo ne beva per un tempo sufficiente l'atmosfera vivificante. Deve stendere le sue radici in una preparazione prescolastica (Asili d'infanzia, Scuole materne), che, accogliendo i bambini dai tre ai sei anni, comincino ad aprire la loro intelligenza, a destare il loro spirito di osservazione, a educare i sensi, a dar loro il sapore della vita civile e alle famiglie l'occasione di apprezzare il raccoglimento scolastico. L'istituto prescolastico deve portare il fanciullo alla soglia della Scuola primaria già digrezzato; e la Scuola primaria, naturalmente e senza interruzione continuandolo, deve lavorare a plasmarlo e finirlo; ma a ciò fare ha bisogno di trattenerlo non meno di sei anni, tanto meglio se più, finchè possa licenziarlo alla vita del lavoro, già nutrito e assimilato con gli elementi almeno della vita intellettuale e morale. Se il figlio del popolo traversa la Scuola, come meteora, per tre o quattro anni, che cosa può portarne con sé, che ben tosto non perda?

b) Che siano sapientemente ordinati i programmi d'insegnamento. Tema arduo e infinito, nè qui in sua sede. Questo principio tuttavia occorre affermare: che corrompe la Scuola primaria tanto chi la intoni e faccia servire alle necessità dell'istruzione secondaria, quanto chi distingua in essa un insegnamento appropriato alle sole speciali condizioni di vita delle classi popolari. Il ceppo, donde deve procedere la coltura morale ed intellettuale dell'uomo e del cittadino, è unico e comune, a qualunque grado di estensione essa sia per essere portata dai singoli individui, o a qualunque specificazione sia per volgersi. Il ceppo primario della Scuola non conosce, non deve conoscere nè distinzioni di condizioni sociali, nè specificazioni di usi diversi, a cui debba servire. C'è nelle radici della vita spirituale un'anima veramente democratica. La Scuola primaria deve dare a tutti i cittadini indistintamente il sapere strumentale e quelle nozioni e idee fondamentali, che son germi, che tutta la coltura potenzialmente contengono, donde, per successivo alimento, tutta la coltura può germogliare, come dal seme la pianta. Solo più in alto del ceppo si diramano i rami vari. Chi altrimenti fa, sacrifica l'uno all'altro o tutti corrompe.

c) Che la Scuola abbia corredo, igienicamente e pedagogicamente, lodevole di edificio, di arredi, di suppellettile.

d) Che al Maestro sia assicurata, materialmente e moralmente, una degna e decorosa condizione, che all'alto ufficio chiami buone intelligenze e saldi caratteri.

e) Che le Scuole Normali preparino convenientemente gli educatori del popolo, per abbondanza e sodezza di cognizioni, e per sicuro dominio di metodo.

VIII.° Nè ciò basta ancora. Creata la Scuola intrinsecamente sufficiente, permangono al di fuori, intorno ad essa, condizioni tali per cui in gran parte l'opera sua resta frustrata, e i suoi benefici inaccessibili.

Convieni persuadersi che la Scuola è tale istituzione, che non può, nonchè prosperare, nemmeno funzionare, se non ad un certo grado di temperatura economica, disgraziatamente in più luoghi e per troppo gran parte delle classi popolari, la temperatura economica è al di sotto di quel limite. Ogni sforzo migliore della Scuola s'infrange contro le condizioni miserabili delle famiglie.

E non si tratta soltanto di quei pochi soldi, che può costare l'acquisto di libri, di quaderni, di carta, di penne, d'inchiostro necessari per lo studio, e che tuttavia rappresentano nella maggior parte dei casi un peso eccessivo per la miseria delle famiglie. Egli è che il bambino e il fanciullo sono bocche, che consumano, e che non possono restare a carico totalmente passivo: la famiglia è nella necessità di sfruttare in qualche modo il lavoro, di cui sono capaci, e che non può conciliarsi con la frequenza alla Scuola. Egli è che i poveri piccini sono mal vestiti e mal riparati dal rigore delle stagioni: e il corpo che soffre non consente attività di pensiero; peggio ancora, sono mal nutriti e troppo spesso vengono mandati alla scuola senza cibo, e stomaco digiuno non tollera lavoro di cervello. Egli è che, quasi universalmente, la famiglia non esiste, dissipata dalle necessità del lavoro, che sequestra negli opifici o disperde per la campagna uomini, donne e ragazzi, onde nessuno, fuori delle ore di scuola, ha cura dei piccini. E nella capanna del contadino o nella stanza angusta, ove la famiglia dell'operaio si stipa per le ore del riposo, manca, nonchè ogni sussidio, anche ogni condizione materiale e morale per quel raccoglimento, che è necessario dopo la scuola a ruminare e digerire le cose insegnate.

Se non è possibile modificare le condizioni di vita della povera gente in modo che la Scuola trovi nella casa e nella famiglia la continuità materiale e morale, che ne maturi i frutti, questi avvizziscono e vana cosa è irrisoria bontà sociale è il coltivare la pianta. Occorre dunque almeno che tra la Scuola e la casa sorgano istituzioni intermedie, che surrogino e sostituiscano questa presso quella.

Le opere sussidiarie e integrative della Scuola, quali il Patronato Scolastico, che fornisce agli alunni poveri, libri, quaderni e indumenti, gli istituti che raccolgono e curano amorosamente gli allievi abbandonati, prima della Scuola, negli intervalli d'orario, o dopo, la refezione scolastica, che ristora le forze del corpo e le rinnova per il lavoro cerebrale, le provvidenze varie degli educatori e dei ricreatori, che diminuiscono la durata dell'abbandono, ed altri consimili istituti, fioriti intorno alla Scuola — si adoperano appunto ad essere organi circum-scolastici, vicari della famiglia.

E non sono accessori, ma essenziali, perchè senza di essi la Scuola non funziona per la parte maggiore della Società: sono come le fronde, onde l'albero si riveste, non per esser più belle, ma per respirare e nutrirsi e fruttificare.

Certo le fronde fanno anche più bello l'albero tutto, e le istituzioni sussidiarie della Scuola ebbero ed hanno ancora in gran parte la bellezza morale della spontaneità benefica dei cittadini, e dalla spontanea beneficenza traggono alimento. Ma non può essere questa che una forma transitoria: perchè, se la Scuola, come abbiamo detto, è un diritto delle classi popolari ed un dovere della Società, non possono rimanere libere creazioni di spontanea beneficenza le istituzioni, che quel diritto alimentano e rendono effettivo. Non si comprende un diritto o un dovere, la cui effettività sia subordinata a condizioni, che non siano ancor esse un diritto e un dovere.

Il passaggio dalla beneficenza spontanea al diritto avviene per inconsaputa evoluzione, mano a mano che le idee maturano. E noi assistiamo ad una fase di questa evoluzione, in cui la refezione scolastica va inscrivendosi, come pubblico servizio, nei bilanci comunali e disciplinandosi nelle leggi di Stato. La rapidità, con cui quest'evoluzione si compirà e investirà gli altri istituti integrativi della Scuola, misurerà la velocità della nostra ascensione civile.

Ma di ciò basta, perchè è questo appunto il primo ramo, che si diparte dal tronco che sto disegnando, e forma il tema dei lavori della prima Sezione di questo Congresso.

IX.° Tuttavia, anche ordinata, sussidiata e integrata sì che raggiunga il pieno sviluppo della sua funzione, la Scuola primaria non basta ancora ai bisogni delle classi popolari, nemmeno quando si considerino come destinate unicamente a riempire i quadri più umili dell'esercito del lavoro. Già le masse popolari più evolute premono alle porte di un insegnamento superiore all'elementare.]]

Quale?

La Scuola secondaria non è fatta per il popolo: il suo ufficio è di preparare all'esercizio delle professioni medie, o di avviare agli studi superiori, donde esce lo stato maggiore dell'industria,

dei commercianti, delle professioni liberali, della coltura più elevata. Sono eminentemente scuole per la borghesia piccola o grassa, e, nell'odierna distribuzione della ricchezza, per gli abbienti. Non che siano chiuse agli ingegni eletti, che si elevano anche dagli strati sociali economicamente più bassi: e per questi dovrebbero anzi abbondare sussidi ed aiuti. Ma è pur vero che siffatti ingegni eletti si elevano, trionfando degli ostacoli economici, non traverso l'ingombrante trafila degli studi medi ufficiali, ma, generalmente, per miracolo di auto-didattica. Come è pur vero che le scuole medie, come sono ordinate — e non da noi soltanto — non hanno virtù di rispondere ad eventuali bisogni di coltura superiore delle classi popolari, o perchè, come nelle cosiddette Scuole tecniche, ministrano una coltura troppo superficiale e farraginosa, o perchè, come le Scuole classiche, vivono troppo fuori da quelle idealità della vita nuova, a cui le classi popolari ultime venute alla luce della civiltà più pressantemente aspirano, troppo sono estranee a quella voce del lavoro, che dai campi e dalle officine con mugghio di buoi, con martellare di incudini, con fischio di sirene annuncia le nuove aurore della civiltà.

Il popolo dei lavoratori domanda anch'esso la sua Scuola media, perchè il fanciullo, che passa direttamente dalla Scuola primaria nell'officina, esce troppo presto fuori dal moto delle idee, cristallizza il pensiero in forme chiuse prematuramente, l'arte sua stessa apprende troppo meccanicamente ed empiricamente, si avvia a tentoni e senza coscienza di libera scelta a specializzarsi, resta operaio di qualità e grado inferiore, che il lavoro eseguisce per servile imitazione di mano e non per saputa intelligenza delle leggi, che regolano la materia su cui si affatica.

La Scuola media, reclamata dai lavoratori, è la Scuola *professionale*, che, varia infinitamente secondo le necessità e le convenienze dei luoghi, qua agraria, là industriale, altrove artistica, seguita a fornire coltura generale, nel tempo stesso che dà il tirocinio dell'arte e prepara l'operaio ed il capo-tecnico cosciente, superiore, intellettuale e progressivo.

Come debbano essere ordinate siffatte Scuole professionali, come coordinarsi col lavoro dei campi e delle officine, dirà la seconda Sezione di questo Congresso.

X.° E non basta ancora.

Circola intorno alla Società civile un'atmosfera spirituale di idee; e, se solo alla minoranza degli eletti è dato respirarla a pieni polmoni e nutrirsene, anche i più umili ne sentono l'alito fresco intorno alla fronte madida del sudore del lavoro. E l'operaio, il commesso di commercio, il piccolo impiegato, per le cui mani passa il giornale od il libro, sente l'appressarsi dell'idea nuova, e la nostalgia di un mondo superiore di coltura.

Chi, che cosa provvede ad estinguere questa sete nobilissima di sapere?

Lo dirà la terza Sezione di questo Congresso, che tratterà delle forme libere dell'insegnamento popolare, di quelle istituzioni, che a me italiano piace chiamare le bande garibaldine della Scuola; le Università popolari, le Biblioteche, i Musei popolari.

Istituzioni garibaldine; fuori dello Stato e della Scuola ufficiale, sciolte da ogni vigilanza burocratica, senza impaccio di programmi, spargano liberamente la coltura fra il popolo, chiamino i maestri a insegnar ciò che sanno, invitando gli scolari a imparare ciò che a loro piace.

E chissà non venga di là un grande ammaestramento, e, come da un utile sperimento, una nuova vita alla Scuola? Chissà la tradizione garibaldina non trionfi ancora una volta sui presenti e compassati metodi ufficiali? E non insegni alla Scuola a svecchiarsi, a muoversi agili con le necessità dei tempi, a non soffocare la vita sotto l'ossequio dell'antichità, ad animare la scienza, oggi inventariata in freddi programmi, col soffio della passione, dell'arte, della moralità, a svincolarsi dal formalismo asfissiante di regolamenti, di esami e di diplomi, a cercare meno pompa, meno accademia, meno erudizione polverosa, vuota, pesante, ma in compenso più sangue, più vigore, più fratellanza di maestri e discepoli, più attiva circolazione di libri vivi e di idee feconde?

Tale io penso, dall'Asilo Infantile alle Estensioni Universitarie, il grande e complesso organismo della Scuola Popolare, quale la reclamano le odierne condizioni sociali. Lavoriamo tutti con amore e con fede ad innalzare il maestoso edificio.

E allora la Storia segnerà mutato il centro della vita sociale. Fu questo un dì nelle Acropoli turrite, inalzate a difesa comune contro esterni nemici: centro di forza. Fu nelle Cattedrali, erette a raccogliere le genti nell'unità di una fede religiosa: centro di sentimento. È forse nella Borsa, che traverso i nervi sottili del telegrafo raccoglie i palpiti più tenui e lontani di un mostruoso organismo economico: centro di affari. Sarà un dì nella Scuola, ove, in aura serena le giovani fronti si corrugano all'alito dell'idea, dove i cuori imparano a palpitare per i sentimenti generosi, dove le volontà sono indirizzate fervide ad un avvenire di lavoro e di solidarietà umana: centro di sapienza e di amore!

Prof. LUIGI FRISO.

PRIMA SEZIONE



PRIMA SEZIONE

**Istituzioni ausiliarie ed Istituzioni integrative
della Scuola Primaria**



I.

Rapport sur les Oeuvres post-scolaires en France.

(Relatione M. C. JEANNOT).

Vous connaissez tous l'objet principal des travaux de ce Congrès. Aucun ne présente un intérêt plus palpitant, n'offre aux pédagogues de tous les pays un sujet plus grave de méditations communes, et répondant mieux aux nécessités, aux préoccupations de l'heure présente.

Cet objet, c'est l'éducation morale et sociale de la jeunesse après la sortie de l'école populaire. J'ai la tâche de vous résumer ce qui se fait en France en faveur de cette oeuvre de post-scolarité.

Je serai aussi bref que possible pour ne pas prolonger ces débats. Mes informations seront toutes officielles. Je les puiserai, pour la plupart, dans les rapports remarquables et lumineux qu'adresse chaque année à M. le Ministre, M. E. Petit, Inspecteur Général de l'Instruction Publique, sous le patronage de qui sont placées ces oeuvres diverses par lesquelles des gens de coeur et de bonne volonté cherchent à donner un lendemain à l'école.

Est-il nécessaire de rappeler les raisons qui ont suscité ce mouvement d'un genre tout nouveau, qui le maintiennent et l'accélèrent ?

Sans doute, l'école existe. Mais elle ne s'adresse qu'aux enfants de six à treize ans. Sauf quelques privilégiés que va retenir l'enseignement primaire supérieur, c'est fini après cette période. On dit adieu au maître et à l'école. Cependant l'instruction est encore bien incomplète, bien superficielle. L'école n'a fait qu'ébaucher l'éducation intellectuelle, ne pouvant faire davantage. Or, l'enfant

la quitte précisément au moment où son esprit s'ouvre aux idées générales, où il éprouve vraiment et fortement le besoin d'apprendre. Que de choses encore à savoir et à approfondir! Le progrès général des sciences, leurs applications multiples, les difficultés d'une existence dans la mêlée des intérêts, rendent indispensables des connaissances techniques et pratiques dont l'assimilation n'est possible qu'à l'adolescent.

D'autre part, l'effet moralisateur de l'école est bientôt perdu chez le jeune homme livré à toutes les suggestions mauvaises. Les nécessités du gagne-pain le jettent de trop bonne heure hors de la famille. L'isolement, l'ignorance, les mauvais exemples, les fausses hontes, les faux points d'honneur, tout conspire contre lui. Et cela alors que la sève de la jeunesse bouillonne et monte, alors que tout est séduisant, que rien ne semble dangereux, alors qu'il dépend d'une heure de faiblesse et d'entraînement, d'une camaraderie mauvaise, d'un exemple, d'une tentation, pour désorienter, pour souiller peut-être toute une vie! On l'a dit: c'est le lieu des bifurcations. Où le train va-t-il se perdre, si l'aiguille est abandonnée?

Les statistiques criminelles en effet constatent, à cet âge critique, les chiffres les plus effrayants, la plus rapide montée du vice. Les enfants, rendus en apparence à leurs familles, sont le plus souvent livrés à eux-mêmes et à leurs camarades vicieux; ils sont moralement abandonnés.

En présence de ces tristes résultats, accuser l'école de banqueroute, c'est la calomnier. L'école enseigne la science; la science c'est la vérité; et la vérité ne peut faire faillite. Le fait, c'est que l'école ne peut pas tout, en raison de sa destination même. Elle est insuffisante, parce qu'elle manque de son complément indispensable: l'extension de son action aux adolescents et aux adultes.

Aussi partout, au nord comme au midi, dans les villes comme dans les campagnes, la nécessité de donner un lendemain à l'école est apparue nettement aux yeux de tous. Sous l'impulsion de M. E. Petit, le principal ouvrier de cette oeuvre sociale, qui y consacre depuis plus de dix ans tout ce qu'il a d'intelligence, de dévouement et de force, de tous les points de la France, des gens de coeur se sont associés, des institutions se sont fondées pour instruire et pour élever ces milliers d'écoliers et d'écolières de la veille qui brusquement sont saisis par la ferme, la boutique, l'atelier, et en qui l'apprentissage du métier doit se doubler de l'apprentissage du caractère. Ce mouvement a commencé en 1894-1895.

Qu'était-il au début? qu'est-il aujourd'hui?

Les oeuvres complémentaires de l'école sont des oeuvres d'enseignement comprenant des cours d'adolescents et d'adultes, des cours de jeunes filles, des lectures, des conférences, des sociétés d'instruction, des universités populaires, et des oeuvres sociales

comprenant les mutualités scolaires, dont M. E. Petit vous parlera lui-même, les associations d'anciennes et d'anciens élèves, les patronages. Passons-les en revue.

Cours d'adolescents et d'adultes. — En 1894.1895, année où a eu lieu la reprise des cours d'adultes, l'on en comptait 8288, dont 7382 de garçons et 966 de jeunes filles.

En 1900.1901 l'on dépassait le chiffre de 40.000. En 1902.1903, l'on atteignait le total de 44.428. L'on a enregistré en 1903.1904, 46.868 cours. En 1904.1905 le total de 47.000 était dépassé. En 1905.1906 l'on demeure encore au dessus de ce chiffre: 47.880 cours ont fonctionné, dont 29.873 de garçons et 17.458 de jeunes filles. Il faut ajouter à ce nombre de cours officiels 6000 cours dus à l'initiative privée et professés dans les Sociétés d'instruction populaire, les Syndicats ouvriers, les Bourses du travail. Tous ces cours ont été suivis par plus de 420 mille jeunes gens et plus de 190 mille jeunes filles. Il y a donc un réel progrès en 1905.1906, malgré la campagne menée surtout dans l'ouest contre les classes d'adultes afin d'empêcher les domestiques de ferme, surtout les jeunes filles, de les fréquenter.

Les académies de Paris et de Lille tiennent la tête du mouvement.

Les services rendus par ces cours expliquent leur faveur auprès du public et leur accroissement continu. De tous les moyens d'éducation et d'enseignement populaire, on peut les ranger parmi les meilleurs. Ils sont, en effet, à la portée de tous; le timide n'y éprouve ni gêne, ni fausse honte, se trouvant dans un milieu qui est le sien, où il n'a à redouter ni humiliations, ni tracasseries, sûr aussi d'avoir dans l'instituteur un conseiller, un guide, un ami. Si ce dernier sait les y convier adroitement, ses écoliers d'hier viennent d'eux-mêmes se placer sous sa bienveillante direction. En liant avec eux un commerce facile, désintéressé, il leur apprend, sans faire de leçons en forme, mais surtout par son exemple, à se respecter eux-mêmes, à se respecter entre eux, à observer la décence dans leur langage et leur tenue; il favorise chez eux le goût des bonnes lectures, leur procure la possibilité de se perfectionner, soit dans une étude particulière et utile, soit dans un art d'agrément. Il les aide par ses conseils et ses démarches à trouver un gagne-pain ou à améliorer une situation. Enfin, élargissant sa tutelle, il leur apprend à se gouverner en hommes et en bons citoyens.

Mais, ce rôle éducatif des cours d'adultes, quelle que soit son importance, ne doit pas faire négliger ce complément d'instruction nécessaire à l'ouvrier, à l'agriculteur, au commerçant, pour entretenir, parfaire, spécialiser ou généraliser les faibles connaissances plus ou moins affirmées et garanties par le certificat d'études primaires.

Et encore, malgré la facilité de son obtention, tous ne l'ont pas, ce petit diplôme ! car, malgré la gratuité et l'obligation, il y a encore des illettrés dans le pays. Ces jeunes gens se rendent compte de leur infériorité sociale et veulent apprendre à lire, à écrire, à compter. Pour eux il faut des classes spéciales. Si tels sont les avantages des cours d'adolescents et d'adultes, quel caractère présentent ceux qui existent actuellement ? quels résultats fournissent ils ?

Après quelques années de tâtonnements, ces cours semblent arrivés à un certain degré de perfection qui justifie leurs progrès et les rend de plus en plus officiels. Ils revêtent de moins en moins la forme écolière qu'ils avaient dès le début. Ils s'ajustent de plus en plus aux exigences économiques de chaque région. Ils préparent, d'une façon plus appropriée au milieu, à la vie industrielle, agricole et surtout sociale. Les programmes suivis cette année dans les cours d'adultes prouvent par leur extrême variété et par le caractère pratique des connaissances qu'ils comportent que les instituteurs distribuent un enseignement utilitaire, un enseignement d'adaptation et d'approximation. On retrouve dans la plupart des plans d'études, qui sont leur oeuvre d'ailleurs, des notions répondant à cette double préoccupation : d'une part, des notions d'un caractère plutôt éducatif, destinées surtout à ouvrir l'esprit, à exercer le bon sens, à former des citoyens (morale sociale, histoire contemporaine etc.) et d'autre part, des connaissances plus directement pratiques, d'un usage courant pour tels paysans, tels ouvriers.

Dans plusieurs communes, les maîtres se sont efforcés de tenir compte des désirs et des besoins des auditeurs, et c'est évidemment là le meilleur moyen d'attirer les jeunes gens et même les hommes à l'école du soir. Dans telle commune où il y a beaucoup de maçons, de tailleurs de pierre et d'entrepreneurs de constructions, on a consacré une partie des séances à l'étude des croquis cotés ; dans telle autre où il y a beaucoup de métayers on a donné des notions de droit rural, applicables à la jouissance des propriétés. On recherche surtout les applications les plus pratiques et immédiatement utilisables. On fait aussi une large place à l'hygiène, à l'enseignement agricole.

Dans quelques communes du littoral il est fait des leçons se rattachant au métier de pêcheur. On y apprend à se servir des cartes marines. Ailleurs ce sont des cours de dessin, d'horticulture, de sténographie etc.

Dans la presque totalité des cours, les adultes sont divisés en deux groupes : le groupe des illettrés, ou des demi-illettrés qui suivent en lecture, en écriture, en calcul un programme tout à fait élémentaire, et ceux qui viennent fixer les connaissances acquises à l'école du jour et compléter leur instruction dans le sens indiqué plus haut.

Les instituteurs, justement émus du nombre de soldats illettrés enrégimentés chaque année ont ouvert, après entente avec l'autorité militaire, des cours spéciaux à l'usage de ces victimes de l'absentéisme, et victimes aussi de certaines dispositions législatives à réviser, et qui rendent les commissions scolaires impuissantes à conjurer ce mal. Ces classes fonctionnent un peu partout mais particulièrement dans les grandes villes.

Cours de jeunes filles — A l'encontre des cours de garçons, les cours de jeunes filles ne sont pas près d'être en haut de la courbe ascendante. La soif d'apprendre est si grande, le besoin si impérieux ! Les cours ont lieu très souvent non le soir, mais le jeudi et le dimanche. Ils se tournent de plus en plus vers l'apprentissage pratique de l'économie domestique. Les institutrices entrent dans une voie nouvelle ; elles cherchent à préparer les jeunes filles à leur futur rôle d'épouses, de mères et de femmes d'intérieur. L'enseignement ménager, dans ces cours, est donné sous toutes ses formes : on y apprend la tenue d'une maison, la cuisine, la pâtisserie la puériculture, l'hygiène (si négligée dans les campagnes) les soins à donner aux malades, la comptabilité domestique, la couture à la main et à la machine, la coupe, la broderie, la confection, le lessivage, le repassage etc. Le côté éducatif et le côté récréatif vont de pair le plus souvent au moyen du chant, de lectures amusantes et morales, de représentations, de petites pièces de comédie, de promenades lorsque le temps le permet. Mais la part réservée à l'enseignement pratique est toujours la plus grande.

Lecture publique. — La lecture publique, la bonne lecture, celle qui est empruntée à nos meilleurs auteurs, dans son rôle éducatif par la conférence populaire, instruit en amusant, révèle à la foule les chefs d'oeuvre de nos classiques, donne des spectacles d'art et de beauté, élève l'âme populaire vers un peu d'idéal.

La lecture populaire est de mieux en mieux appréciée dans les cours d'adultes et les réunions publiques où elle tend à détrôner la conférence populaire. Elle se fait à une ou à plusieurs voix, selon l'exemple et le conseil donnés par le poète Bouchor. Elle constitue la musique et le chant, la partie récréative des soirées populaires. Les lectrices et lecteurs, le livre à la main, lisent, devant leur auditoire, leur rôle au lieu de le jouer. L'école devient ainsi le théâtre du pauvre, théâtre ambulante où parfois des équipes d'amateurs sont organisées et rayonnent dans les communes environnantes. Les pièces de Corneille, Racine, Molière obtiennent beaucoup de succès. Le théâtre contemporain est également fort goûté. Pour les nouvelles, contes, romans, Victor Hugo, Eckmann-Chatrion, Daudet, Loti, Paul et Victor Margueritte, Theuriet, H. Malot, Michelet, Dumas père, About, A. France, Tolstoï, Zola, Maupassant, Richepin, Banville, Balzac sont toujours les favoris du public. Dans quelques com-

munes, les instituteurs ont lu ou fait lire des pages d'histoire locale à l'aide de documents intéressants retrouvés dans les archives. Ces auditions en public donnent le goût de la lecture; on veut parcourir soi-même ce qu'on a entendu avec plaisir, connaître les autres ouvrages de tel ou tel auteur qui vous a charmé. Ainsi on lit, on lit beaucoup, d'abord pour satisfaire une curiosité, pour se distraire ensuite, enfin pour s'instruire et s'éclairer.

Conférences populaires. — Malgré la concurrence victorieuse et utile de la lecture publique, trois millions d'auditeurs vont assister à 90.000 conférences. Les sujets de conférence, ayant à s'adapter au tempérament du conférencier, à sa facilité d'élocution, à ses talents oratoires, et en même temps aux exigences du public, sont de moins en moins variés.

Les causeries géographiques sont les plus nombreuses.

Beaucoup de maîtres abordent des questions historiques sur des faits d'actualité. Enfin plusieurs conférenciers ont développé des sujets d'hygiène (alcoolisme, tuberculose) de mutualité, de prévoyance, de droit civique, et des sujets agricoles ou industriels. La conférence illustrée par des vues, des projections, est menacée de perdre quelque peu de son intérêt, car, sans parler des difficultés matérielles d'installation ou d'appareils, on ne peut pas toujours renouveler les vues et il manque aux projections l'attrait de la nouveauté.

Partout où l'histoire locale est contée aux auditeurs, elle attire un nombreux public, reconnaissant à l'orateur de la peine qu'il a prise pour mettre en lumière les souvenirs du passé. Il faut louer les instituteurs lorsqu'ils parlent aux habitants de la commune de leur pays natal considéré dans son sol ou dans son histoire.

La conférence pénètre de plus en plus dans l'armée. L'éducation populaire a conquis pacifiquement la caserne. Le régiment devient comme un complément de l'école. 2000 officiers environ ont traité devant les soldats des sujets relatifs à l'histoire contemporaine, à la géographie, à l'alcoolisme.

Eux aussi manient la lanterne magique et font défilier devant les soldats des vues dont ils leur expliquent le sens.

Les civils sont admis à donner l'instruction aux militaires.

Des professeurs d'agriculture enseignent aux cultivateurs d'hier et de demain la théorie de leur métier, et les initient scientifiquement aux méthodes culturales qui assurent les plus fructueux rendements. Ils profitent de ce que les paysans sont rassemblés pour leur donner des leçons de solidarité pratique, pour les initier à la vie d'association. Pour réaliser un vœu de la Ligue de l'Enseignement, M. le Ministre de la Guerre vient de décider que l'enseignement professionnel serait organisé désormais à la caserne d'une façon méthodique.

L'initiative privée, surtout celle de nos instituteurs, vient en aide aux officiers pour l'instruction des soldats. Il ne s'agit pas seulement de leçons aux débutants, aux illettrés. Le professorat du peuple a aussi pour clientèle des étudiants militaires. De ce contact entre soldats et enseignants, dont le patriotisme s'affirme d'une façon effective et fraternelle, on peut attendre la consolidation de plus en plus intime, de plus en plus forte, de l'unité morale de la nation.

Sociétés d'instruction populaire. — Ces sociétés sont en nombre de 2500.

Elles font preuve d'une grande activité. Le nombre de leurs cours s'accroît chaque année de quelques unités. Il serait superflu de les énumérer. Une mention cependant doit être accordée aux Sociétés parisiennes qui ont donné des conférences dans les hôpitaux. Un peu de distraction et de réconfort a été ainsi apporté aux malades. La Société des conférences populaires a fait parvenir à ses correspondants 109.350 textes de causeries, 7000 morceaux de poésie destinés à la lecture publique, 7000 certificats d'assiduité (pourquoi ne pas les transformer en diplômes officiels?) réservés aux meilleurs élèves des cours d'adultes. Elle fait pour l'intérieur de la caserne ce que fait pour l'extérieur, par ses Foyers du soldat, qui eux aussi grandissent et s'étendent, la Ligue Française de l'enseignement.

Les sociétés d'instruction populaire ne sont plus enfermées dans les seuls grands centres. Elles pénètrent dans les villes de moyenne importance, presque dans les bourgs. Mais il faudrait que leur action fût accrue et orientée dans une nouvelle voie. Tout en s'occupant d'enseignement, surtout spécialisé et professionnel, selon la tendance qui s'accuse de plus en plus chez elles, elles pourraient se préoccuper davantage de l'éducation sociale. N'y aurait-il pas lieu, par exemple, de faire aux jeunes adolescents qui cherchent leur voie et subissent les influences étrangères quelquefois intéressées à les diriger vers telle ou telle situation, de faire, dis-je, à l'usage de ces débutants dans la vie des causeries sur les avantages et les inconvénients des métiers? Combien de mécomptes seraient évités! combien de sages conseils, d'avertissements précis seraient donnés, qui pourraient mettre chaque homme à sa vraie place! Une autre innovation pourrait être tentée, qui réaliserait ce vœu du Congrès de Bordeaux (avril 1906) demandant que les Sociétés d'enseignement et d'éducation populaire aident à l'organisation de colonies pour les élèves des cours d'adultes et spécialement pour les plus débiles d'entre eux, qui sont placés en apprentissage.

Universités Populaires. — Elles sont arrivées à une période stationnaire, languissante même pour quelques-unes. Leur plus grave défaut c'est que trop souvent elles ne sont pas assez populaires.

Elles s'attardent trop aux questions et aux débats théoriques et qui, par suite, intéressent peu le gros public.

A signaler cependant quelques initiatives. L'Université populaire de Tarbes a fait un essai de placement social. Elle s'est doublée d'une Société d'habitations ouvrières à bon marché. Elle a acheté des terrains et y a édifié six maisons pour ménages ouvriers. Les locataires membres de l'Université populaire deviendront propriétaires par voie d'amortissement. Cet exemple mérite d'être cité et imité.

Associations d'anciens et d'anciennes élèves. — Parmi les oeuvres sociales, il faut citer les associations d'anciennes et d'anciens élèves et les patronages. Les associations ont ce mérite et cet intérêt particulier qu'elles mettent véritablement en oeuvre l'idée de solidarité et de fraternité entre les enfants élevés ensemble, et les enfants élevés, non pas à la même date, mais successivement dans le même lieu et entre lesquels il doit toujours exister une sorte de lien moral. Par elles se réalise entre tous les associés la grande idée de la famille sociale.

Cette année, elles ont poursuivi, avec la même ardeur qu'auparavant, leur triple tâche: récréation, instruction, action sociale.

Parmi les fêtes qu'elles ont organisées, une mérite de retenir l'attention. C'est la fête de l'adolescence, célébrée à Lyon le 18 février 1906 pour marquer l'initiation de la jeunesse, de ceux qui ont vingt ans, à la vie sociale.

A l'imitation des éphèbes d'Athènes, les jeunes Lyonnais ont pris, devant une immense assemblée, l'engagement solennel de toujours obéir aux lois de l'honneur et du devoir, de garder intacte leur dignité d'hommes et de citoyens, de chercher dans le travail la vraie discipline de la vie, d'être actifs et bons, de se dévouer sans réserve pour leur cité et leur pays. Ce serment de fidélité à l'idéal laïque donne à la fête sa signification précise. Pourquoi cette fête, forte et charmante, ne serait-elle pas instituée partout pour célébrer, avec le concours de l'éloquence, de la poésie et de la musique, l'heure grave où la jeune fille et le jeune homme atteignent leur majorité, l'heure où la vie les accueille avec ses labeurs et ses responsabilités?

Une autre fête est proposée à l'activité des associations. C'est la fête de l'arbre, comme il en existe dans les régions vosgiennes et franc-comtoises. La fête de l'arbre est une manifestation en faveur de l'idée forestière du reboisement. Ces fêtes façonnent l'âme populaire; elles ont une force, une vertu puissante de pénétration et de rayonnement, elles créent la cohésion, la sympathie; elles font l'éducation de l'homme.

Les associations d'anciennes et d'anciens élèves continuent à s'occuper d'instruction. Inutile d'énumérer leurs cours. Citons seule-

ment l'aide méthodique et constante donnée pour l'éducation physique, intellectuelle et morale de l'adolescence par l'Association des Instituteurs de la Seine.

Elle donne leçons et conférences dans 56 sections.

Certaines de ces associations sont de vraies universités populaires, où les études se combinent harmonieusement avec de saines distractions.

La pratique des œuvres sociales s'affirme de plus en plus dans ces associations. Les sociétés scolaires forestières, qui sont de réelles coopératives de production agricole, s'implantent de plus en plus. Elles ont déjà pénétré dans 12 départements. On en compte 160, qui ont planté plus de deux millions d'arbres sur plus de 500 hectares. La coopération agricole (Sociétés de viticulture, sociétés contre la mortalité du bétail etc.) pourrait devenir une des formes préférées des associations scolaires rurales. On peut prévoir qu'elles s'adapteront de plus en plus au milieu économique; elles s'ingénieront par la vertu de l'association à obtenir les rendements les plus fructueux par l'achat en commun d'engrais, de machines agricoles, comme on le fait dans les Basses Pyrénées.

Chaque association scolaire, dans les grandes villes, a un office pour l'offre ou la demande d'emplois. Mais ces associations ne pourraient-elles faire davantage? Ne leur serait-il pas possible de découvrir les vocations et les orienter?

N'y aurait-il pas lieu pour elles de suivre chez le patron le jeune apprenti, de le revoir, de l'encourager, de lui prêter un discret mais sûr appui? Ne pourraient-elles créer des cours techniques, non le soir, mais le jour, à l'usage des apprentis que les patrons, dans l'intérêt bien entendu de leur industrie, y enverraient sans prélever de retenue sur leur salaire? Ce serait cette prolongation de l'école, aujourd'hui nécessaire, souhaitée par tous ceux que préoccupe l'avenir de l'enseignement que les associations scolaires devraient chercher à réaliser. Ne trouveraient-elles pas avantage aussi à former des sections de patronage où le jeudi, le dimanche après midi, les anciens élèves, par un roulement établi entre eux, sauveraient de la rue, de la paresse, ou bien arracheraient aux influences qui les guettent, les écoliers, les écolières, dont la famille trop souvent ne peut pas s'occuper? Enfin, pourquoi ne participeraient-elles pas à l'œuvre des colonies de vacances en désignant des pupilles parmi les élèves des écoles, ou des apprentis débiles? On compte 6233 associations d'anciens et d'anciennes élèves dont 4082 pour les garçons et 2151 pour les filles. En 1894-1895 il en existait 56 en tout. En 1895-1896, 622. En 1899-1900, 4784. Le chiffre de 6000 a été dépassé en 1903-1904.

Patronages scolaires. — Tout ce qui peut être bon pour l'esprit de l'enfant, tout ce qui est utile pour sa conscience et de

nature à développer son corps et son intelligence, tout ce qui peut venir à son aide tant au point de vue moral qu'au point de vue physique et financier: tout cela s'appelle le patronage.

Ces institutions ont reçu une vigoureuse impulsion en 1905-1906. Il est à souhaiter que l'initiative privée intervienne davantage pour fonder des patronages laïques en plus grand nombre, assurant leur fonctionnement avec de libres collaborateurs, suppléant les instituteurs et les institutrices pour qui le patronage doit être une aide et non une charge nouvelle.

Dans les patronages de filles on a fait une part importante à l'enseignement ménager, à l'oeuvre du Trousseau, à la mutualité féminine, à la première layette etc. L'apprentissage et le placement des pupilles ont généralement été l'objet d'efforts patients et énergiques. Dans quelques patronages des conférences ont été faites sur le choix des professeurs par des spécialistes et des professionnels. Dans d'autres, des conseils pratiques ont été donnés sur leurs droits et leurs devoirs aux membres du patronage en cas de contrats à passer et de contestations. Les patronages s'élèvent aujourd'hui à 2328, dont 1400 pour les garçons et 928 pour les jeunes filles. L'on en comptait 84 en 1894-1895, 468 en 1895-1896, 1276 en 1900-1901, puis d'année en année, 1668; 2125; 2135.

Collaborateurs de l'oeuvre. — Les meilleurs collaborateurs de l'oeuvre, les plus nombreux, les plus assidus sont toujours les instituteurs et les institutrices. Près de 6500 ont coopéré au travail avec un zèle, un dévouement, qui ne se sont pas démentis depuis douze ans. A ce dévouement inlassable, ils joignent un désintéressement qui ne saurait être trop signalé à la reconnaissance du pays. Dans plus de trente départements, institutrices et instituteurs ont assuré les frais de chauffage et d'éclairage à la classe du soir. D'autres collaborateurs moins immédiats mais tout aussi désintéressés, ont aidé maîtres et maîtresses dans la campagne post-scolaire qui vient de se terminer.

On cite beaucoup de professeurs de lycées, d'écoles normales, d'écoles spéciales, de médecins, d'ingénieurs, d'avocats.

Malgré cette longue liste de collaborateurs, nos instituteurs de campagne restent encore bien isolés, et bien seuls en face de la difficulté à vaincre. Moins favorisés que leurs collègues citadins, ils manquent des concours dont ceux-ci disposent. Pourquoi n'essaieraient-ils pas de trouver dans leur entourage quelques bonnes volontés? Tel commerçant, tel industriel ne pourrait-il raconter ce qu'il a vu dans les pays voisins? Il semble qu'un soldat rentrant d'Afrique ou des colonies pourrait faire, aidé par les instituteurs, un récit anecdotique, intéressant, de ses campagnes. Un apiculteur un horticulteur donneraient utilement des notions sur l'élevage des abeilles, la tenue des jardins, la conduite des arbres fruitiers.

Les choses vues et racontées par le voyageur lui-même, expliquées et pratiquées par le professionnel, ont une saveur et un piquant que ne saurait leur communiquer le professeur le mieux intentionné. En provoquant ces bonnes volontés, l'instituteur s'entourerait d'un noyau de conférenciers, de causeurs plutôt, connus du public et ayant sur lui l'autorité que donnent l'expérience et la compétence. Les délégués cantonaux, les membres des commissions sont également tout désignés pour prendre part à cette tâche.

Contributions financières. — Si de précieux collaborateurs assurent la vitalité des œuvres post-scolaires en payant de leur personne, d'autres non moins précieux se préoccupent de leur résistance et de leur durée et apportent des contributions financières. Les dons, legs, cotisations provenant de l'initiative privée, accusés dans les statistiques officielles pour 80.000 francs, sont évalués en réalité à plus de deux millions. Mais ces recettes ne sont pas employées à rétribuer les collaborateurs qui donnent gratuitement une instruction gratuite. Ce sont les institutions seules qui les absorbent pour avoir vie et durée. Les cours payants ne sont guère en faveur parmi la clientèle française qui, dès l'école, a pris le parti de recevoir tout, (leçons, fournitures, nourriture à la cantine) des libéralités officielles. Très rares sont les départements où les auditeurs se sont imposés quelques sacrifices pour donner une rémunération à leurs professeurs. Les sommes données ainsi s'élèvent à 14408 francs en augmentation de 2000 francs sur l'année précédente.

Le crédits consentis par les municipalités ont continué à s'accroître. Ils se montent cette année à 1.782.000 francs dont 453.852 donnés par Paris et la Seine.

Conclusions. — En résumé, la situation demeure très satisfaisante.

Ce résultat est dû assurément pour une très grande part — peut-être pour la plus large part — à un homme qui se dépense de mille façons pour encourager ces dévouements, pour les susciter, les guider, les soutenir. Il s'est fait l'apôtre de l'éducation populaire, et son nom y restera indissolublement attaché.

Avec la foi que donne une conviction forte, avec l'ardeur que provoque, dans une âme généreuse, la vue du bien à réaliser, il va sans souci de sa santé et de son repos dans les villes, les bourgades, jusque dans les plus humbles villages, porter la bonne parole, diriger et entretenir un zèle intense sans doute, mais parfois mal éclairé et sujet aux défaillances promptes. Il réchauffe partout l'enthousiasme de la première heure, et amène à la cause qu'il a faite sienne tous ceux qui veulent assurer l'affranchissement du peuple, la grandeur du pays par la diffusion de l'instruction et des lu-

mières. J'ai nommé M. E. Petit, Inspecteur Général de l'Instruction publique.

L'âme et le coeur de cet éminent protagoniste de l'éducation populaire ont passé dans la masse et l'ont émue. Animés des meilleures intentions, nos modestes instituteurs et institutrices, ceux des villes et ceux des campagnes, habilement entraînés par de hautes personnalités, vaillamment secondés par des amis de l'école, ont, par un louable effort, courageux, persévérant, désintéressé, poursuivi, surtout pendant ces deux dernières années, et marqué d'un progrès sérieux ce grand travail en faveur des oeuvres complémentaires de l'école.

Ils ont compris l'importance de cette mission, et ce que le pays attend d'eux. Ils veulent préparer les jeunes gens à une vie supérieure à l'égoïsme et à l'intérêt; ils les élèvent à la vie civique, à la vie sociale, aujourd' hui surtout que la vie de l'école devient la vie populaire et nationale. Ils méritent nos éloges.

Les résultats de leurs efforts se manifestent déjà dans les jeunes générations appelées depuis peu à la jouissance des droits du citoyen. Elles ont appris par eux ce qu'est la solidarité fraternelle, comment chacun doit s'employer pour tous et tous pour chacun. Elles savent encore qu'il n'est donné à personne d'arriver à l'aisance, à l'indépendance, à la dignité, à la sécurité du lendemain, sinon par le travail, la tempérance, la sobriété et l'économie.

Elles prouvent déjà qu'elles sont capables de réfléchir et de vouloir, d'obéir à une règle et à une discipline librement consenties. Rappelons-nous donc que c'est moins à l'école qu' après l'école que les connaissances sociales et morales doivent être répandues, et travaillons tous pour que cette école agrandisse toujours le cercle de son rayonnement, afin qu'elle fasse diminuer l'ignorance comme diminuent les ombres des hommes quand monte le soleil.



Les Oeuvres scolaires en Belgique.

(Relations M. L. TIMMERMANS)

Les événements politiques qui se sont produits en ces dernières années et qui, dans certains pays, se sont précipités en une succession parfois vertigineuse, marquent une période importante de l'évolution sociale. On constate qu'un plus grand besoin de liberté, de solidarité, de fraternité, de justice et de paix domine de plus en plus l'humanité et que celle-ci marche vers une conception plus exacte du Bien, du Beau et du Vrai. Il semble qu'elle se sent meurtrie par le mot cinglant de Plaute : *Homo homini lupus* (L'homme est un loup pour l'homme) et qu'elle tend à se régénérer en un sentiment d'altruisme universel.

La science, ce puissant levier de la civilisation, se débarrasse peu à peu des entraves dont l'enserme l'éréthisme des cultes, et pénètre lentement dans les masses populaires. Cette œuvre d'émancipation et de progrès est due en majeure partie à l'action de l'école primaire. Ennemie des préjugés et des dogmes, elle s'attache à former des intelligences et des cœurs. En d'autres termes, elle cherche à constituer une génération d'hommes de caractère, libres, conscients, honnêtes et bons, utiles à eux-mêmes ainsi qu'à la société, possédant toutes les connaissances qui leur sont indispensables dans la carrière qu'ils ont choisie, capables de résister aux entraînements funestes et aux tares ataviques, sachant montrer de la force, de l'initiative et du courage en toute circonstance, même dans les moments de pire adversité.

Mais lorsque nous parlons de l'école primaire, il est bien entendu que c'est l'école laïque et neutre que nous avons en vue. Il a été démontré à l'évidence qu'on ne peut attribuer aucun mérite à l'enseignement confessionnel, qui fonde toute l'éducation sur des principes dogmatiques et qui nie toute morale non basée sur la religion. Il a été établi mille fois que cet enseignement fausse l'intelligence, car il est en constante contradiction avec les données de la science positive, et qu'il ne forme que des créatures soumises aux ordres de l'Eglise, concevant le Bien comme des commandements d'un être suprême, et pratiquant le Bien, non pas parce que c'est le Bien, mais par unique souci de ne pas encourir la disgrâce céleste. C'est ce qui caractérise la morale religieuse, et la différence de la morale naturelle que l'on enseigne dans les écoles neutres.

L'école primaire donne d'excellents résultats au point de vue du relèvement intellectuel, moral et matériel de la classe ouvrière. Malheureusement, malgré les efforts de tous ceux qui soutiennent l'enseignement populaire, son oeuvre n'est pas complète, en ce sens que des milliers d'enfants échappent encore à son influence réformatrice, et croupissent dans l'ignorance, ce fléau social qui a inspiré à Sully Prudhomme les beaux vers suivants :

L'ignorance n'est pas la nuit, c'est pis encore!
L'aveugle, qui dans l'ombre a pour guide sa main,
S'oriente et se fraye à tâtons son chemin,
Mais l'âme est plus qu'aveugle, hélas! quand elle ignore.

C'est une hallucinée! Esclave, elle décore
Du nom de liberté le caprice sans frein;
Le saint pacte des lois lui semble un joug d'airain
Et le travail auguste un tyran qu'elle abhorre.

M. Schollaert, ministre de l'instruction publique, constatait après enquête en 1897, que sur une population de 1.094.000 enfants de 6 à 14 ans, 121.000 ne fréquentaient pas l'école et 169.000 l'avaient abandonnée prématurément.

D'après le recensement de 1900, la Belgique comptait au 31 décembre 1900, 1.060.058 enfants en âge d'école. Or le rapport triennal de 1900-1902 sur la situation de l'instruction primaire publie ce qui suit : « Il est établi que le nombre des enfants de 6 à 14 ans qui fréquentent les écoles, représente au moins 14 pour cent de la population totale du pays ». En admettant que cette proportion soit exacte, on peut conclure que 6.692.548 (popu-

lation totale) $\times 14 : 100 = 987.096$ enfants fréquentent l'école et qu'il y en a $1.060.058 - 987.096 = 122.957$ qui courent la rue.

C'est là une situation déplorable, à laquelle il faut une fin. Mais avant de chercher le remède, il convient d'établir les causes de ce que l'on peut considérer comme une lamentable calamité. Certes, il est des enfants rebelles à l'étude, et qui préfèrent au travail et à la discipline de l'école, l'oisiveté et la vie libre du vagabondage. Mais ceux-là forment assurément l'infime minorité. D'où vient alors que tant d'enfants ne fréquentent pas l'école et que tant d'autres la quittent avant l'âge normal? Le mal trouve sa source dans la misère, cette inlassable pourvoyeuse des prisons, des asiles et des hôpitaux!

Passez dans certains quartiers pauvres de la ville et des faubourgs, et vous rencontrerez une foule d'enfants déguenillés, jouant dans les impasses et les ruelles, et qui ne peuvent se rendre à l'école, faute de vêtements et de chaussures convenables. Demandez à quelques-uns de ces petits malheureux ce qu'ils mangent habituellement. Ils vous diront que tous leurs repas se composent de pommes de terre, de pain et de café. Si vous voulez poursuivre votre enquête, entrez dans l'école de l'un de ces quartiers, visitez les classes et renseignez vous auprès des instituteurs. Ils vous désigneront un grand nombre d'enfants qui s'absentent fréquemment parce que leurs vêtements sont en mauvais état, ou parce que leur santé débile ne leur permet pas de surmonter les fatigues de l'étude. Et ceux qui y résistent se trouvent dans un état d'infériorité intellectuelle vraiment navrant. Cette situation n'a rien de surprenant, car on ne songe guère à s'assimiler les aliments de l'esprit, lorsque manquent les aliments de l'estomac. Ventre affamé n'a pas d'oreilles.

Si quelques sceptiques pensent que nous cherchons à baser sur des affirmations exagérées les conclusions que nous donnerons à ce rapport, nous leur fournirons une preuve indiscutable de l'exactitude de ce que nous avons dit au sujet de l'enfance nécessiteuse.

Il y a quelques mois, la Commission des Oeuvres scolaires de la Ligue de l'Enseignement a procédé à une enquête sur l'alimentation des écoliers, dans les principales localités du pays. Voici le résultat de cette enquête; il prouve que la proportion des enfants insuffisamment nourris est énorme.

LOCALITÉS	Enfants con- fortablement nourris	Enfants suffi- samment nourris	Enfants insuffi- samment nourris	Population scolaire
Anvers	191	872	289	1352
Frameries	128	410	339	872
Thulin	7	17	12	36
Court-S. ^t -Etienne . . .	28	118	223	359
Jumet	263	820	533	1616
Mons	480	654	282	1416
Molenbeck-S.-Jean . .	1186	2408	618	4207
Schaerbeck	1128	2376	462	3966
Verviers	935	1926	793	3054
Beyne-Heusay	27	172	232	431
Bois d'Haine	10	29	29	68
Anderghem	84	150	58	287
Flémalle-Haute	76	187	174	437
Soignies	49	238	98	335
Couvin	39	76	19	134
Dison	142	182	123	447
Lessines	48	184	54	285
Ixelles	475	507	147	1225

Remarque. — Dans plusieurs de ces Communes, l'enquête n'a été faite que dans les classes moyennes de chaque école.

Cette statistique nous démontre que sur les 20527 élèves qui ont répondu à l'enquête, 4480 sont insuffisamment nourris, soit à peu près le cinquième! Exactement: 21,83 pour cent! En établissant une moyenne par classe, on déduit de ces chiffres que sur 40 élèves, de 8 à 9 enfants sont mal nourris.

Il y a donc dans chaque classe 9 petits malheureux qui reçoivent des aliments trop peu variés et trop peu nutritifs, qui manquent de bons vêtements, et qui vivent dans des logements exigus et malsains, situés en des quartiers où l'air est presque toujours vicié et où la lumière pénètre à peine. On conçoit que, soumis à un semblable régime hygiénique, il est difficile d'appliquer, pour ces pauvres hères, le principe physiologique si bien défini par Juvénal: *Mens sana in corpore sano*.

Ceci nous amène à la conclusion logique que les Oeuvres scolaires doivent venir largement en aide aux élèves nécessiteux, de façon à leur permettre de suivre les cours avec régularité et avec fruit. Elles doivent donc constituer le complément indispensable de l'enseignement, et faire partie intégrante du domaine scolaire.

Cela étant établi, il nous reste à analyser l'organisation de ces Oeuvres et à en déterminer le fonctionnement parfait, de manière à sauvegarder la dignité et l'amour propre des enfants et des parents.



D'aucuns prétendent que les enfants nécessiteux ont droit à l'alimentation, aux vêtements et aux colonies scolaires, tout comme ils ont droit à l'enseignement gratuit, au service médical et aux objets classiques, et que, par conséquent, les Oeuvres scolaires doivent être communalisées. Nous ne partageons pas cet avis, pour la raison que l'application de cette thèse tuerait toute initiative privée. Or, il ne faut pas rejeter cette précieuse intervention, si l'on ne veut pas détruire le sentiment de solidarité qui aide si puissamment au rapprochement des classes, et qui empêche l'humanité d'être dominée par l'égoïsme.

Est-ce à dire que le système actuel soit parfait, et qu'il faille abandonner entièrement l'organisation et la gestion des Oeuvres scolaires à des cercles privés? Certes non, car, étant donné que ces Oeuvres sont le complément de l'école, il faut que les pouvoirs publics y apportent leur part de collaboration.

Dans chaque Commune, il devrait être créé un Conseil d'administration, semblable à celui des Hospices, et qui, de même que ce dernier, aurait pour devoir de recueillir par ses propres efforts les ressources nécessaires à l'assistance scolaire. Ce Conseil aurait dans ses attributions de rechercher dans toutes les écoles les enfants nécessiteux, et de pourvoir à leurs besoins. Il se mettrait en rapport avec les citoyens aisés de la Commune pour solliciter leur aide pécuniaire, il stimulerait l'ardeur et le zèle des cercles philanthropiques qui protègent l'enfance déshéritée et avec le concours de ces derniers organiserait des tombolas, des fêtes, des cortèges, des représentations dramatiques, des collectes, etc; en un mot, il emploierait tous les moyens propres à créer un budget de l'assistance scolaire. Ce comité serait composé de membres-délégués de chacun des cercles existants, de philanthropes connus, de médecins et de représentants de l'Administration communale.

Ce comité organiserait l'assistance scolaire de façon que tous les enfants nécessiteux soient soutenus, et qu'il ne soit plus possible qu'un seul écolier ne puisse se rendre en classe, par suite du manque de vêtements, ou parce que l'insuffisance de nourriture le met dans un état de faiblesse extrême. La Commune devrait combler le déficit du budget de l'assistance scolaire, comme elle le fait pour celui de la bienfaisance publique. La gestion des fonds se ferait conséquemment sous le contrôle de l'Administration communale qui, au besoin, serait autorisée à établir une taxe spéciale lui permettant de faire face à la dépense.

Il semble à première vue que ce service augmenterait considérablement les charges de la Commune. Il n'en est rien pourtant,

car les sacrifices faits en faveur des enfants pauvres des écoles primaires dégrèveraient infailliblement le budget de la bienfaisance. En effet, celle-ci n'aurait plus à fournir autant de secours en nature, ni de secours pharmaceutiques, ni même de secours en argent, accordés sous forme de pensions, si, grâce à l'assistance scolaire, les enfants pauvres étaient mieux nourris, mieux vêtus, et s'il leur était permis d'aller se réconforter au grand air de la campagne, pendant la période des vacances,

En général, les Oeuvres scolaires ont été fondées dans le but d'assurer la fréquentation régulière des écoles communales. Celles-ci étant neutres, sont accessibles à tous les enfants, quelles que soient les convictions religieuses des parents. Nous entendons donc bien que le Comité d'assistance scolaire limiterait son action à ces seules écoles. Nous pensons que si un parti politique quelconque ouvre des établissements où l'enseignement est donné suivant ses principes, c'est à ce parti à supporter toutes les charges de cet enseignement.



Les cantines scolaires. A peu près dans toutes les Communes où un repas est servi aux enfants des écoles, ce repas ne comporte qu'une assiettée de soupe. Cela est évidemment insuffisant. Un dîner composé de pommes de terre, de légumes et d'un peu de viande s'impose.

Dans plusieurs localités, et cela par mesure d'économie dans le service, les enfants de toutes les écoles se réunissent dans un réfectoire unique. Ce système présente de grands inconvénients. Sans compter l'encombrement et la difficulté de surveillance que produit la présence de nombreux enfants dans un même local, il faut songer à la distance qui sépare les écoles des grands centres. Il est inhumain et dangereux de forcer les élèves à se rendre à un endroit éloigné pendant les fortes chaleurs d'été ou pendant les froids rigoureux d'hiver.

Nous préconisons donc l'installation d'une cantine dans chaque école. Par ce moyen, les enfants sont à l'abri des intempéries, et ceux dont les parents ne rentrent pas à midi, restent à l'école où ils peuvent prendre leurs ébats sous la surveillance d'un instituteur.

Les vêtements. Les vêtements devraient être distribués par les soins du comité d'assistance, à des époques régulières, avant l'hiver et avant l'été par exemple. Le comité, d'accord avec le personnel enseignant, veillerait à ce que les vêtements, le linge, les chaussures soient toujours tenus proprement et réparés à temps, afin qu'ils puissent être portés le plus longtemps possible. Au point de vue moral, cela a du reste une importance considérable.

Les colonies scolaires. L'Oeuvre des colonies scolaires, créée en 1876 par le pasteur Bion, de Zurich, a pris depuis cette époque une extension énorme dans tous les pays. En Belgique, le mouvement s'est développé avec intensité en ces dernières années. Malheureusement, faute de ressources suffisantes, bon nombre d'enfants pauvres et débiles sont privés encore du réconfortant séjour au grand air et des jouissances que procure la campagne. Nous ne voyons qu'un remède à cette pénible situation : l'action conjointe de la Commune et de l'initiative privée, suivant la forme que nous avons indiquée ci-dessus.

Différents systèmes sont suivis en matière de colonies scolaires. Le système danois consiste à placer les enfants dans des familles de paysans, avec lesquels ils vivent et travaillent même aux champs. Sauf ce dernier point, le système de Genève est le même. Au point de vue de l'éducation, ces combinaisons ont des défauts tels, qu'il faut les abandonner.

Le seul système à préconiser est d'envoyer les enfants dans des villas scolaires construites de façon à pouvoir recevoir les enfants en toute saison. Les avantages que présentent les villas ont été formulés par M. Bion lui-même : « Surveillance plus facile, meilleur choix des aliments, supériorité pédagogique et morale de l'instituteur surveillant, profit intellectuel de la vie en commun ».

Il faut aussi qu'après une maladie, l'enfant pauvre puisse passer le temps de la convalescence à la villa scolaire, afin d'y retrouver force et santé. Cette organisation a été établie à Ixelles par M. F. Cocq, échevin de l'instruction publique, et elle donne d'excellents résultats.

A défaut de villas, les petits colons des villes pourraient être hébergés dans les locaux d'écoles de localités rurales. Celles-ci enverraient par compensation leurs écoliers dans les villes, où les écoles leur serviraient d'asile.

Afin de réduire les frais, le Gouvernement devrait accorder la gratuité pour le transport des colonies scolaires.

X

L'assistance scolaire doit-elle être gratuite pour tous les indigents ? Nous n'hésitons pas à répondre négativement à cette question. A de rares exceptions près, le fait d'obliger chaque famille nécessiteuse, ayant un ou des enfants à l'école, à verser hebdomadairement une somme de 10 centimes pour la cantine scolaire, les vêtements et les colonies, ne constituerait certes pas une privation. Cette contribution minime ferait que la dignité et l'amour

propre des malheureux seraient sauvegardés. Ce que l'on paye n'est plus une aumône, c'est un achat. La somme versée au bout de l'an ne représenterait évidemment pas la dépense faite au profit des enfants, mais la différence, comblée par le comité d'assistance, serait considérée comme un subside, identique à ceux que le Gouvernement, les Provinces et les Communes accordent à chacun des membres des sociétés mutualistes.

Au surplus, les Administrations communales devraient s'efforcer à améliorer les conditions matérielles dans lesquelles se trouvent les ménages pauvres, en créant des habitations ouvrières claires et salubres, en établissant pour les enfants de vastes places de jeu, et en accordant tout leur appui aux sociétés de secours mutuels et de mutualité de retraite. Ce sont-là d'excellents moyens de diminuer l'indigence et, par suite, les charges des Oeuvres scolaires.



“ LES AMIS DE L'ÉCOLE „ EN BELGIQUE

(Relatione M. CH.° REMY)

CHAPITRE I^{er}

INSTRUCTION DES ENFANTS PAUVRES OU PEU AISÉS.

De par la Constitution de 1831, l'enseignement est libre en Belgique. Toutefois, il y a obligation légale pour la commune de veiller à ce que tous les enfants qui ont droit à l'enseignement gratuit et qui ne fréquentent pas les écoles privées, puissent recevoir l'enseignement, soit dans une école communale, soit dans une école adoptée.

Ont droit à l'instruction gratuite pour leurs enfants: Ceux qui payent en principal et en additionnels au profit de l'Etat: dans les communes au dessous de 5.000 habitants, moins de 10 frs.; dans celles de 5.000 à 20.000 habitants, moins de 15 francs; dans celles de plus de 20.000 habitants, moins de 80 frs. de contribution personnelle.

On le voit, ce ne sont pas seulement les enfants des familles pauvres ou indigentes qui ont droit à la gratuité de l'enseignement; pour favoriser le développement de l'instruction dans les masses populaires, le législateur a conféré le même droit aux enfants des petits contribuables, des petits boutiquiers.

Les communes, ainsi que les chefs des écoles adoptées et des écoles privées subsidiées, ont la faculté d'accorder gratuitement l'instruction primaire à des élèves autres que ceux qui y ont droit en vertu de la loi. (Voir l'articulet 8).

✕

Une remarque en passant: les expressions quelque peu blessantes « d'enfants pauvres », « d'enfants indigents » ne se rencontrent plus, fort heureusement, dans nos lois scolaires. Ces infortunés, ces déshérités sont maintenant désignés sous une autre rubrique: « enfants ayant droit à l'instruction gratuite ».

✕

La plupart des communes et des comités des écoles adoptées et privées subsidiées — je suis heureux de pouvoir le signaler ici à leur honneur, — ont étendu la gratuité à des élèves réputés solvables. En effet, à la fin de l'année 1905, il y avait 102.533 enfants admis *facultativement* dans les trois catégories d'écoles primaires soumises au contrôle de l'Etat. Sur un nombre total de 869.811 élèves, il y en avait 819.660 qui jouissaient des bienfaits de l'instruction gratuite. C'est presque la gratuité absolue.

On a donc compris — et je m'en réjouis fort — qu'il ne faut pas avoir sur les bancs de l'école deux sortes de petits Belges: les solvables et les pauvres. Non, ils doivent être tous confondus. Ne sont-ils pas enfants de la même Patrie? Chez nous, l'école devient de plus en plus un foyer de fraternité. La très grande extension de la gratuité scolaire est une des mesures généreuses qui contribuent à cette heureuse transformation.

✕

Dans une localité ayant plusieurs écoles primaires, le conseil communal doit absolument respecter le droit des parents de choisir celle d'entre elles (écoles de caractère différent, communales, adoptées) où ils enverront leurs enfants. Il ne peut même pas en décidant la gratuité générale de l'enseignement, la subordonner à la condition que tels enfants fréquenteront une école déterminée et tels enfants une autre école déterminée.

✕

Aucun enfant ne peut être maintenu sur la liste des élèves gratuits contre le gré de ses parents.

✕

Les communes et les bureaux de bienfaisance ont la mission de pourvoir aux besoins matériels et intellectuels des malheureux.

Une loi du 7 mai 1888 interdit, sous peine d'amende, de subordonner l'octroi des secours de la bienfaisance publique à l'obligation d'envoyer les enfants dans certaines écoles déterminées.

Donc, les droits constitutionnels du malheureux, du déshérité, sont respectés au même titre que ceux de ses frères, les autres Belges.

Mais le droit de refuser les secours de la bienfaisance officielle aux pères de famille qui négligent l'instruction de leurs enfants, est incontestable. Les administrations charitables ont pour devoir de favoriser l'instruction des indigents, sous la seule condition de laisser à ceux-ci une liberté absolue dans le choix des écoles.



Les administrations des hospices ont la direction de tout ce qui a trait au bien-être moral et physique des enfants trouvés et abandonnés.

Les enfants entretenus dans les orphelinats ont droit à l'instruction primaire gratuite.

A défaut d'hospices, il appartient au bureau de bienfaisance de désigner l'école que doivent fréquenter les enfants matériellement abandonnés.



Les administrations communales sont tenues de fournir gratuitement les livres et autres objets classiques indispensables aux enfants qui peuvent réclamer leur admission gratuite comme un droit.

La commune doit allouer annuellement à toute école adoptée une somme suffisante pour payer les fournitures classiques des enfants qui, ayant droit à l'instruction gratuite, sont admis dans cette école. Les fournitures classiques comprennent aussi, pour les élèves du sexe féminin, les matières premières nécessaires à l'enseignement des travaux à l'aiguille.

Généralement, il est alloué annuellement 2 francs par élève pour les fournitures classiques proprement dites et 1 franc pour les matières premières du cours de tricot et de couture.



Les objets confectionnés par les élèves du sexe féminin qui suivent le cours de travail à l'aiguille donné à l'école primaire communale, appartiennent de droit aux élèves qui les ont exécutés.

Cette décision s'applique non seulement aux élèves auxquelles la commune est tenue, de par la loi, de fournir gratuitement les matières premières, mais aussi aux élèves réputées solvables auxquelles la commune, usant de la faculté qui lui est accordée, a trouvé bon de les pourvoir également à ses frais, des matières dont il s'agit.

Touchante solidarité: bien des élèves d'écoles primaires payantes font remettre au bureau de bienfaisance les objets qu'elles ont confectionnés.

CHAPITRE II.

BELGIQUE CHARITABLE - OEUVRES SCOLAIRES.

A. — *Réfectoires ou cantines — Vestiaires — Colonies et villas.*

I. — Action des groupements privés.

En Belgique, depuis toujours, les amis de l'Ecole ont fondé de nombreuses associations urbaines ayant pour but:

- 1.° de favoriser la fréquentation scolaire en procurant aux enfants du peuple la nourriture et la *véture*, — pour m'exprimer comme le savant inspecteur général français, M. Edouard Petit; et
- 2.° de mettre ces enfants, prisonniers des villes, à même d'aller, pendant les vacances, respirer l'air pur, vivifiant de la mer, de la montagne, de la plaine verdoyante.

Ces associations peuvent être rangées en trois catégories:

- 1.° les associations subventionnées par la commune;
- 2.° les associations non subventionnées par la commune et revêtant un caractère religieux ou philosophique; et
- 3.° les associations non subventionnées par la commune et entièrement neutres.

Ces trois espèces d'associations s'occupent, quelques unes, de l'oeuvre de la soupe *ou* de l'oeuvre du vêtement, d'autres de l'oeuvre du vêtement *et* de la soupe, et d'autres, de l'oeuvre des colonies.

Parmi ces associations, il y en a qui accordent en outre des bourses d'études et autres avantages à des élèves méritants qui se trouvent dans une position peu aisée.

LE BIEN QU'ON FAIT À L'ENFANCE.

Voici les noms de ces associations philanthropiques ayant leur siège dans l'agglomération bruxelloise:

OEUVRES SCOLAIRES.

Soupes — Vêtements — Colonies.

1. — *Comité de patronage de l'oeuvre de la soupe scolaire, dans les écoles communales de Bruxelles*, subsidié par la ville. Distribution annuelle: environ 300.000 repas, 90.000 litres de soupe et 17.000 kilogrammes de pain.

2. — *Oeuvre du vêtement et de la soupe scolaire des écoles libres, à Bruxelles*, subsidiée par la ville. Distribution annuelle: environ 30.000 repas et 2.500 pièces de vêtement.

3. — *Oeuvre de la soupe scolaire* (paroisse Saint-Jacques sur Caudenberg) sous le haut patronage de S. A. R. Madame la Comtesse de Flandre.

4. — *Fourneaux économiques* (oeuvre de la soupe scolaire: Filles de la sagesse) à Bruxelles.

5. — *Soupe scolaire* (Filles de Marie) à Saint-Gilles.

6. — *Le denier des jardins d'enfants*. But: habiller les élèves nécessiteux fréquentant les jardins d'enfants dépendant des écoles communales de Bruxelles.

7. — *Comité de l'oeuvre du vêtement des écoles communales, à Anderlecht*, subsidié par la commune. L'oeuvre habille annuellement environ 500 enfants, fillettes et garçons.

8. — *Oeuvre de la soupe scolaire, à Anderlecht*, subsidiée par la commune.

9. — *Oeuvre du vêtement, à Etterbeek*, subsidiée par la commune. But: procurer des vêtements aux enfants nécessiteux des écoles communales.

10. — *Oeuvre de la soupe scolaire, à Etterbeek*. But: distribuer soupe aux enfants des écoles communales.

11. — *Oeuvre de la soupe scolaire, à Etterbeek*. But: distribuer des soupes aux enfants de l'asile Saint-Jean-Baptiste.

12. — *Oeuvre du vêtement des écoles communales. Ixelles*. (Voir Denier de l'Instruction, N. 28).

13. — *Oeuvre de la soupe scolaire de Laeken*, subsidiée par la commune. But: distribuer la soupe journellement en hiver à environ 1400 enfants nécessiteux tant des écoles communales que des écoles adoptées.

14. — *Oeuvre du vêtement de Laeken*, subsidiée par la commune. But: distribuer des vêtements aux enfants pauvres des écoles communales et à ceux qui vont en colonies scolaires.

15. — *Oeuvre de la soupe scolaire, à Molenbeek-Saint-Jean*, subsidiée par la commune. But: distribuer la soupe aux enfants des écoles communales.

16. — *Cantines scolaires* de Saint-Gilles exclusivement réservées aux enfants des écoles communales.

17. *Oeuvre du vêtement et de la soupe scolaire* des écoles communales de Saint-Josse-ten-Noode, subsidee par la commune et par la province. But: distribuer annuellement environ 500 vêtements et 15.000 soupes.

18. — *Oeuvre de la soupe scolaire et du vêtement* de Saint-Josse-ten-Noode. But: distribuer de la soupe, des chaussures et des vêtements aux enfants des écoles libres gratuites.

19. — *Oeuvre de la soupe*, à l'école gratuite de la place François Bossuet. (Filles de la sagesse), Saint-Josse-ten-Noode.

20. — *Réfectoire scolaire*, à Schaerbeek, subsidee par la commune. Les diners se donnent à plus de 600 enfants des écoles communales et des écoles libres.

21. — *Oeuvre du vêtement des écoles communales*, à Schaerbeek, subsidee par la commune. But: distribuer annuellement 500 costumes complets et 100 paires de bottines.

22. — *Oeuvre de la soupe scolaire*, à Uccle, subsidee par la commune. But: distribuer la soupe aux enfants des écoles communales.

23. — *Collecteurs du denier des écoles*, à Bruxelles. But: procurer aux enfants pauvres des écoles communales de la ville, des vêtements et parfois des bourses d'études.

24. — *Eclaireurs du denier des écoles*, à Bruxelles. But: patronner les enfants des écoles communales de la ville; leur procurer des vêtements, des chaussures, des séjours dans les colonies scolaires, etc.

25. — *Le Progrès*, à Bruxelles. But: soutenir l'enseignement laïque neutre au moyen de:

a) Colonies scolaires à Genck et à Westerloo (Campine), à Felennes et à Hamois (Ardennes), à Nieuport-Bains et à Blankenberghe (Littoral); et Villa scolaire près de Blankenberghe, (séjours de quinze jours);

b) Soupe scolaire aux enfants fréquentant les écoles primaires et les jardins d'enfants de la ville de Bruxelles;

c) Oeuvre des vieux vêtements.

26. — *La Feuille d'Étain*, à Bruxelles. But: recueillir les capsules des bouteilles, les feuilles d'étain des tablettes de chocolat, le plomb, le cuivre, le zinc, le caoutchouc, les bouchons de champagne.

Le bénéfice ainsi réalisé sert à l'achat de vêtements pour les pauvres et à l'envoi en colonies scolaires des enfants les plus malheureux.

27. *La Feuille d'Étain*, à Molenbeek-Saint-Jean (Bruxelles),

subsidée par la commune. But: organiser des colonies scolaires pour les enfants nécessiteux et chétifs des deux sexes fréquentant les écoles communales de Molenbeek.

28. — *Denier de l'Instruction d'Ixelles*. But: 1.° procurer aux enfants des écoles communales un séjour à la villa scolaire de La Hulpe, appartenant à la société; 2.° distribuer des vêtements aux enfants de ces mêmes écoles communales.

29. — *Les Gais Lurons*, fanfare burlesque, « Plaisirs et Charité », à Bruxelles. But: secourir toutes les misères en général et en particulier les enfants pauvres des écoles communales.

30. — *Le Taciturne*, à Saint Gilles, subsidié par la commune. But: procurer aux enfants des écoles communales des vêtements, des bains scolaires, des bourses de livres et d'outils.

31. — *Oeuvres des Colonies scolaires*, à Molenbeek-Saint-Jean. But: favoriser l'envoi en colonies scolaires des enfants des écoles communales.

32. — *Colonies scolaires*, à Schaerbeek, sous le haut patronage de S. A. R. Madame la Princesse Albert de Belgique, subsidiées par la commune. But: envoyer chaque année dans les Ardennes, aux environs de Virton, 250 enfants nécessiteux ou chétifs des écoles communales.

33. — *Les Marçunvins*, oeuvre philanthropique, à Bruxelles. Créée le vingt et un mars 1875, de là son nom: Mars-un-vingt.

L'oeuvre a formé une section du vêtement pour venir en aide aux enfants qui fréquentent les écoles laïques.

Elle a organisé des colonies de vacances scolaires en créant la villa scolaire d'Hastière et enfin celle de Westende (littoral) pour les enfants débiles et anémiés.

La villa d'Hastière possède 80 lits.

La villa de Westende possède 85 lits.

34. — *Colonies scolaires israélites. Villa Johanna* (Bruxelles) Colonie scolaire israélite, à Middelkerke. Les adultes sont admis en dehors de la période des vacances.

35. — *Le Comité de la foire*, de Bruxelles. Depuis sa fondation (1885), le Comité a réparti, entre les différentes oeuvres de bienfaisance, la somme de 270.000 francs.

Il a fait don à la ville d'une propriété située à Nil-Saint-Vincent qu'il a entièrement meublée (coût 35.000 francs) et destinée à une colonie scolaire.

Il a créé l'école foraine, qui est de plus en plus fréquentée par les enfants des forains participant à la foire de Bruxelles. En 1902, elle avait, en moyenne, 70 élèves.

Le Comité travaille à la constitution d'un capital dont les intérêts serviront d'abord à l'entretien de la villa scolaire de Nil-

Saint-Vincent et dont le surplus sera consacré à couvrir les frais de séjour d'enfants convalescents, hospitalisés à la Villa, en dehors des vacances.

Le Comité organise également tous les ans plusieurs fêtes pour tous les vieillards des Hospices, de même que pour les orphelins.

36. — *Sociétés de jourmis de Belgique*, à Bruxelles. Chaque jeune fille (fourmi) s'engage à fournir et à confectionner, chez elle, au moins deux vêtements par an. En 1903, 645 vêtements ont été confectionnés et distribués aux enfants de 35 familles pauvres, aux élèves de 2 écoles communales, à une société de bienfaisance protestante et à la maison de relèvement de l'Armée du Salut.

37. — *Oeuvre du Grand Air pour les Petits*, sous le haut patronage de S. A. R. Madame la Princesse Albert de Belgique, à Bruxelles.

L'oeuvre se met en dehors de tout esprit de parti et décline toute ingérence ou subsides officiels. (Voir l'articulet suivant; 2. Organisation du Grand Air pour les Petits).

En province des institutions similaires existent dans beaucoup de localités.

L'Oeuvre de la soupe scolaire est créée dans les communes ci-après:

Alken, Anvers, Bilsen, Boltsfort, Charleroi, Cruyshautem, Diepenbeek, Dinant, Forest, Gand, Jodoigne, Liège, Louvain, Moll, Ostende, Renaix, Rothem, Tessenderloo, Tirlemont, Veldeghe, Verviers, etc. etc.

D'autre part, *L'Oeuvre du vêtement scolaire* est établie à Anvers, Bruges, Charleroi, Court-Saint-Etienne, Jette-Saint-Pierre, La Louvière, Leuze, Liège, Moll, Mons, Namur, Louvain, Ostende, Pottes, Seraing-sur-Meuse, etc. etc.

A Bruxelles, il y a le *Vestiaire pour Italiens indigents*.

Il existe des *Villas* pour les élèves des écoles de Bruges et de Liège.

Enfin il y a:

— l'Oeuvre des colonies scolaires catholiques, à Anvers;
— l'Oeuvre des colonies scolaires, à Huy;
— l'Oeuvre du Denier des écoles catholiques, à Anvers et à Bruges;

— l'Oeuvre du Denier des écoles (écoles communales) à Pepinster;

— l'Oeuvre de la distribution des prix aux enfants pauvres des écoles catholiques à Ostende et, presque partout, les Oeuvres de la Saint-Nicolas.

Etc. etc.

Oeuvres en faveur des Italiens, à Bruxelles.

Écoles: Pour les garçons, 146, rue de la Poste — Pour les filles, 37, rue Philomène — à Liège.

L'Oeuvres des Italiens a été fondée il y a environ 25 ans.

But: réunir au temps de Pâques les Italiens habitant Liège, les instruire, les préparer à la communion pascalle. Les instructions se donnent en italien dans la chapelle des soeurs du Très S.t Sauveur. 31, rue des Anglais.

X

Mais de ces très nombreuses associations, inspirées toutes par un sentiment d'humanité, de solidarité et de fraternité, la plus prospère est « Le Grand Air » que, tout particulièrement, patronne S. A. R. Madame la Princesse Albert, la providence des petits souffreteux. Ainsi que je l'ai dit déjà, l'oeuvre se met en dehors de tout esprit de parti et décline tout ingérence ou subsides officiels.

Depuis 1896 — année de sa fondation — jusqu'à 1906 inclus, l'oeuvre a recueilli 21.572 enfants, pendant 184.461 jours; elle possède les villas-colonies de Wenduyn (au littoral), de Genval, de La Hulpe et d'Over-Yssche (toutes trois en pleine campagne, non loin de bois touffus).

En 1906, elle a hébergé:

A Wenduyn:	217 garçons pendant	2.971 jours;
	297 filles pendant	4.106 jours;
A Genval:	953 garçons pendant	8.412 jours;
A La Hulpe:	782 filles pendant	6.792 jours;
A Over-Yssche:	541 filles pendant	4.472 jours.
Soit un total de 2.790 enfants et		26.753 jours.

La colonie de Genval est réservée aux garçonnetts de toutes les écoles; celle de La Hulpe, aux fillettes des écoles communales; celle d'Over-Yssche, aux fillettes des écoles religieuses, et, enfin, celle de Wenduyn reçoit, tour à tour, des contingents de garçons et de filles, recrutés sans distinction d'écoles.

L'Oeuvre s'est efforcée d'implanter en Belgique le système anglo-américain du placement dans les familles: la famille n'est-elle pas la pierre angulaire de la société?

Toutefois, il a fallu, pour les fillettes des écoles religieuses, recourir au semi-internat du couvent d'Over-Yssche et il a fallu aussi, à la mer, se fixer dans la villa de Wenduyn, mise gratuitement à la disposition de l'Oeuvre par la fondatrice, Mme Jules Carlier; mais à Wenduyn tout est fait pour garder l'allure familiale.

Ailleurs, à La Hulpe et à Genval, on loge chez l'habitant, dans le matériel de l'Oeuvre (lits et literies, linge de nuit, lavabos, essuie-mains, tabliers d'uniforme avec ceinturon, sacs, porte-manteaux, cabans) et l'on en est ravi. Le choix des logements, et leur inspection sont confiés à des dames correspondantes qu'aucune considération électorale ou budgétaire ne peut influencer. Un cahier des charges sévère est signé par le « logeur » et rigoureusement observé. Quatre repas sont servis aux colons. Un règlement est affiché qui indique les heures du lever, du coucher, des repas et des jeux, qui trace les devoirs des colons envers leurs logeurs, leurs institutrices, les particuliers, les animaux, les récoltes, les fruits.

Quand les institutrices font leur ronde de couvre-feu, il est bien rare que tout le monde ne dorme pas à poings fermés. Ce logis-là, c'est l'image de la famille, et la famille, n'est ce pas la base de toute éducation ?

Chaque jour, à 8 heures du matin, la colonie est réunie dans la prairie de l'Oeuvre; de là on se met en route pour une excursion que les institutrices dirigent, ou bien, en cas de mauvais temps, l'on organise des jeux dans une grande salle du village. Jamais les enfants ne sont laissés seuls. Pourtant et par surcroît de prudence, les petits colons sont assurés contre les risques d'accidents, à concurrence de 10.000 francs par enfant. Une des principales compagnies belges leur a accordé cette faveur; un donateur généreux a assuré, lui, les locaux et le matériel contre l'incendie.

Le système familial a permis à l'Oeuvre de consacrer toutes ses ressources aux séjours en colonie. Pas un centime n'a été dépensé en constructions coûteuses d'érection et d'entretien. De là aussi l'étonnante modicité du « prix de revient » fr. 1.22 par jour et par enfant en 1905, le plus bas que l'on connaisse en Belgique. Et dans ce prix figurent les frais de voyage, de lavage, de surveillance, avec une carte-postale remise à chaque enfant une fois par semaine pour écrire à sa famille.

En 1905, « Le Grand Air pour les Petits », a encaissé une recette de 45.008 frs. 02; les dépenses se sont élevées à 37.674 frs. 74. L'excédent de la recette a donc été de frs. 7.333,28. La réserve, — il faut prévoir le cas où des circonstances spéciales influeraient défavorablement sur les recettes, — la réserve atteignait alors 17.000 francs.

Les dons du public, — il y a des dons particuliers de 2.000 frs., — se sont élevés depuis la fondation de l'Oeuvre à 250.000 francs environ.

Toute souscription de 5 francs donne droit à *un bon de vacances* que le souscripteur peut endosser à son gré à un enfant de 6 à 11 ans choisi par lui. Il en est de même, de toute somme

de 5 francs trouvée dans les troncques que l'Oeuvre dépose dans les maisons particulières ou établissements publics, qui en font la demande. Grâce au bon, l'enfant favorisé est envoyé pendant une semaine dans une colonie suburbaine. Le même enfant peut recevoir plusieurs bons et jouir d'autant de semaines de vacances. S'il en a quatre, il peut se rendre, soit pendant quatre semaines à la campagne, soit pendant deux semaines au bord de la mer, à Wenduïne. Non seulement le bon donne aux souscripteurs une collaboration directe et un droit de contrôle, mais il est la meilleure garantie de la stricte neutralité de l'Oeuvre.

Les progrès du « Grand Air pour les Petits » ont été rapides et constants depuis la création des bons de vacances (1).

Il est dit plus haut que le « prix de revient » est de fr. 1.22 par jour et par tête. Ce chiffre indique que le bon rapporte à l'Oeuvre moins qu'il ne coûte. La différence est compensée par les souscriptions inférieures à 5 francs, les dons divers, une partie de la collecte du carnaval et, surtout, la contribution de quelques membres du comité.

Chaque année, la bien-aimée Princesse Elisabeth, choisit une vingtaine d'enfants de l'un des hôpitaux de l'agglomération bruxelloise pour être envoyés pendant 15 jours à la villa de Wenduïne.

Ce qui est venu confirmer l'excellente organisation de l'Oeuvre, et les réels services qu'elle rend à la cause de l'humanité et de l'enseignement populaire, c'est la haute récompense « Le Grand Prix » que lui ont décernée les jurys de l'Exposition Internationale d'économie sociale à Paris, en 1904, de l'Exposition Universelle de Liège, en 1905 et de l'Exposition Internationale de Milan, en 1906.

Cette institution philanthropique, belle entre toutes, fut fondée par feu Mme Jules Carlier, dont je salue avec respect la mémoire. C'était une femme d'initiative, une femme d'oeuvres; elle avait même consacré plusieurs années de son existence à l'éducation des jeunes filles.

Cette grande amie des petits déshérités mourut à la suite du voyage qu'elle fit en 1904, aux Etats-Unis avec son mari, M. Jules Carlier, ancien député au Parlement belge, Commissaire général royal à l'Exposition Universelle de St. Louis.

A son lit de mort, cette femme d'élite, ce grand coeur, légua, — heureux choix, — à celui dont elle allait se séparer pour toujours, la direction de l'Oeuvre qu'elle avait créée et qu'elle avait eu le bonheur de voir se développer et prospérer.

(1) Les administrations des chemins de fer, — chemins de fer vicinaux compris, — accordent aux enfants des colonies scolaires une réduction de 50 0/0 sur les prix ordinaires.

L'administration des Tramways Bruxellois met gratuitement des voitures à la disposition de l'Oeuvre du « Grand Air pour les Petits » les jours de départ pour les colonies.

Sa dernière pensée fut pour ses petits protégés et spécialement pour les petits convalescents, car l'Oeuvre ne s'occupe pas seulement des enfants pendant les vacances de Pâques et d'été; non, toute l'année fonctionne un « service de convalescence », assuré, grâce au revenu de la réserve sociale et aux dernières volontés de la grande bienfaitrice.

Les enfants convalescents sont gratuitement envoyés à La Hulpe — filles — ou à Genval — garçons — pour se rétablir et se fortifier.

A la saison estivale, souvent — comme autrefois la fondatrice — l'on rencontre M. Jules Carlier allant, pieux pèlerin, aux colonies de l'Oeuvre: il aime à passer de longues heures auprès des heureux bambins et bambines qu'affectionnait tant celle qui fut sa meilleure amie.

J'en suis convaincu, l'institution magnifique du « Grand Air pour les Petits » ne connaîtra que des jours de prospérité tant qu'elle sera soutenue par S. A. R. Madame la Princesse Albert de Belgique et qu'elle sera placée sous la présidence de M. Jules Carlier, cet homme actif et intelligent, autant que généreux.



II. — Action des Autorités constituées.

Trois provinces portent à leur budget annuel des crédits destinés à favoriser les institutions ayant pour but la réfection et le vestiaire scolaires ou les colonies scolaires.

Ces crédits sont libellés comme suit:

Exercice 1904.

PROVINCE DE BRABANT.

Subsides aux communes qui consacrent une partie de leurs ressources à une distribution régulière d'aliments, et de vêtements en faveur des enfants pauvres fréquentant les écoles communales et à celles qui encouragent l'oeuvre des colonies scolaires: frs. 25.000.

PROVINCE DE HAINAUT.

Subsides aux communes et aux bureaux de bienfaisance qui organisent l'oeuvre de la soupe scolaire et des vêtements ou l'un de ces services, dans les écoles gardiennes et les écoles primaires communales laïques: frs. 7.000.

PROVINCE DE LIÈGE.

Subsides aux communes qui organisent des distributions d'aliments ou de vêtements aux enfants fréquentant les écoles communales officielles, et dont les parents en feront la demande et à celles qui encouragent l'oeuvre des colonies scolaires pour les élèves des dites écoles : frs. 20.000.

✕

La ville de Bruxelles et de nombreuses communes interviennent spontanément dans les frais de l'oeuvre de la réfection et du vestiaire scolaires.

Chaque année les budgets communaux des faubourgs de l'agglomération bruxelloise prévoient des crédits, quelquefois très importants, pour envoyer les enfants des écoles à la campagne ou à la mer pendant un temps plus ou moins long.

✕

Les colonies scolaires éloignées de Bruxelles ont cet inconvénient de coûter fort cher de transport.

En vue de réduire considérablement les frais de ce chef et d'envoyer au grand air le plus d'enfants possible, M. Bottiau, échevin de l'instruction publique de Saint-Josse-ten-Noode (faubourg de Bruxelles) désirerait voir créer une colonie aux environs de la capitale (des endroits salubres n'y manquent pas) de manière à en faire une institution intercommunale avec parts d'intervention des communes affiliées au lieu de crédits éparés.

Il y aurait là une grande économie à réaliser au profit de l'oeuvre, puisque l'établissement serait exploité en coopérative.

✕

B. — Promenades ou excursions scolaires. — Places ou lieux de récréation pour enfants.

A Bruxelles, les élèves des écoles communales font des promenades, de quinzaine en quinzaine, quand le temps le permet.

L'administration des Tramways accorde des prix de faveur aux communes et aux écoles libres pour les élèves qui, accompagnés de leurs maîtres ou de leurs maîtresses, se rendent au

bois, ou à la campagne; de plus, elle met gratuitement des voitures à la disposition de l'Oeuvre du Grand Air pour les Petits, les jours de départ pour les colonies scolaires.

Les excursions scolaires recommandées par le programme du Gouvernement doivent avoir pour but de montrer à l'enfant la nature et ses beautés; de lui faire observer les plantes, les animaux, les travaux, les champs, les bois, les beaux sites; de lui apprendre sur place, pratiquement et efficacement, une foule de choses.

« Pour atteindre ce but, les excursions doivent être bien préparées, bien combinées et être suivies d'une causerie-répétition sur ce qu'on a vu ou appris ». (Rapport général de 1901, de M. De Vos, alors inspecteur principal du ressort de Bruxelles).

Des écoles organisent les promenades ou excursions de façon systématique. L'instituteur en chef de l'école N.° 5 de Tournai a même créé dans sa classe un cercle: « Les jeunes touristes » avec lequel il fait chaque année plusieurs voyages fort intéressants. (Rapport général de M. Guévert, Inspecteur principal de Tournai).

Le nombre des écoles primaires (1) qui ont organisé des promenades ou excursions, est indiqué ci-après:

Années 1903-1904-1905.

Ressorts d'inspection principale:

			Report 1.255
Anvers	65	Mons.	105
Malines	105	Tournai	198
Bruxelles	221	Huy	190
Louvain	96	Liège	208
Bruges	120	Hasselt	156
Courtrai	133	Arlon	154
Alost	171	Marche	181
Gand	172	Dinant	144
Charleroy	172	Namur	107
	1.255		Total 2.648

A BRUXELLES.

Dans les parcs publics, des endroits, surveillés par des gardiens spéciaux, sont réservés aux jeux d'enfants; il y a même au centre de la ville, près des écoles, des places publiques garnies d'arbres affectées aux jeux des élèves: Place du Vieux marché aux grains, Place Anneessens, etc.

(1) Communales, adoptées et privées subsidees.

A WOLUWE SAINT-LAMBERT
(Bruxelles).

L'Oeuvre « Le rayon de soleil ».

« *Le rayon de soleil* », fondé par M. Charles Vloeberghs, le 24 avril 1905, et situé à Woluwe Saint-Lambert près Bruxelles, a pour but: 1.^o Procurer aux enfants et aux jeunes gens peu aisés, habitant un faubourg populeux à Bruxelles, les avantages du grand air et de la campagne, en mettant à leur disposition un large espace où, pendant la belle saison, ils puissent se rendre le dimanche et les jours de congé, ainsi que durant toutes les vacances, pour se livrer aux jeux et aux sports de leur âge;

2.^o Développer chez ces enfants des goûts champêtres, les initier aux travaux de culture, en leur attribuant à chacun un jardinet qu'ils entretiennent et cultivent eux-mêmes d'après les conseils et les leçons qui leur sont donnés.

3.^o Par extension: a) Permettre aux parents des patronnés de conduire et de venir reprendre les enfants; b) Les jours où le jardin serait inoccupé, autoriser les vieux parents, les malades, les convalescents à venir en user.

A ANVERS.

L'Oeuvre « La Vie au Grand Air ».

Le cercle des instituteurs de la ville d'Anvers a organisé l'oeuvre « *La Vie au Grand Air* ». Il a pour objet de procurer aux élèves indigents des écoles communales d'Anvers des lieux de récréation sains et agréables, où ils puissent se rendre, les jeudi après-midi, le dimanche et les jours de congé. Le cercle possède un jardin à Anvers et un à Vieux-Dieu; différents jeux y sont installés; les enfants s'y réunissent sous la surveillance de leurs instituteurs. L'oeuvre ne vise pas seulement les enfants chétifs, mais s'adresse à tous les écoliers.

✕

C. — *Varia.*

(Soins hygiéniques, bains scolaires, bibliothèques et musées scolaires, loi protectrice de l'enfance, etc. ⁽¹⁾).

A Anvers des médecins visitent hebdomadairement toutes

(1) Pour le surplus, voir la notice spéciale « *L'Hygiène scolaire* ».

les classes des différentes écoles; ils prescrivent les précautions à prendre, les remèdes à employer, et ils font régulièrement rapport à l'administration communale sur les résultats de leurs investigations.

A *Bruxelles*, un médecin est attaché à chaque école; il est tenu de visiter l'institution au moins une fois par semaine.

Les communes faubourgs suivent l'exemple donné par la capitale.

La ville de *Liege* a organisé des bains de Meuse (à l'école de natation) pour les élèves, filles et garçons.

Chaque enfant prend deux bains par semaine; le costume spécial leur est fourni gratuitement par l'administration communale.

Un médecin reste et demeure au bain, pendant que les élèves se baignent.

Un groupe d'instituteurs et d'institutrices exercent la surveillance au bain, ainsi qu'à l'aller et au retour des enfants; pas le moindre accident n'est arrivé.

A *Saint-Gilles*, Bruxelles, la société « *Le Taciturne* » procure notamment des bains aux enfants des écoles communales.

A *Gand*, on ménage dans les bâtiments d'école, des salles de bains et de douches pour les élèves.

A *Louvain*, pendant la saison d'été, la ville distribue aux enfants de ses écoles gratuites des *bons* donnant accès aux bains publics; de plus, sous la surveillance du directeur du service hygiénique, elle fait prendre journellement aux élèves d'une complexion chétive, de l'huile de foie de morue, en hiver, du sirop d'iodure de fer, en été.

D'après le règlement type du Gouvernement, les médecins des pauvres (1) sont tenus de visiter les écoles publiques en cas d'épidémie, et hors les cas d'épidémie, au moins une fois par mois.

Il y a environ 1800 écoles primaires soumises au contrôle de l'Etat dans lesquelles est organisé le service hygiénique, et il y a plus de 2800 écoles qui sont dotées d'une petite pharmacie ou boîte de secours.

(1) Médecins qui reçoivent un traitement du bureau de bienfaisance ou de la commune (dépense facultative).

Loi protectrice de l'enfance. La loi du 18 décembre 1889 prohibe l'emploi au travail des enfants âgés de moins que 12 ans.



En vue de favoriser la cause si importante de l'instruction populaire, beaucoup d'administrations communales, de comités des écoles et d'instituteurs ont établi pour les élèves des bibliothèques spéciales et des musées spéciaux. Le relevé ci-après les mentionne numériquement: Bibliothèques pour élèves installées dans les écoles primaires ou d'adultes; volumes que renferment ces bibliothèques; écoles primaires ou d'adultes dans lesquelles est installé un petit musée: collections scientifiques, collections d'engrais chimiques, etc.

SITUATION AU 31 DÉCEMBRE 1905.

Désignation des ressorts d'inspection principale	Nombre des bibliothèques pour élèves établies dans les écoles primaires ou d'adultes			Nombre des volumes renfermés dans les bibliothèques			Nombre des écoles primaires ou d'adultes dans lesquelles est installé un petit musée scientifique
	communes	adoptées	privées subsidees	communes	adoptées	privées subsidees	
Anvers	69	8	1	10.076	327	182	114
Malines	93	11	—	5.514	1.285	—	128
Bruxelles	148	19	7	29.417	758	1.893	195
Louvain	189	5	11	18.769	629	3.595	233
Bruges	38	21	9	7.024	3.685	1.658	136
Courtrai	32	22	4	5.540	2.833	795	131
Alost	48	10	9	3.187	2.207	2.092	213
Gand	66	20	15	29.441	1.491	4.280	85
Charleroy	80	5	20	8.417	968	4.996	380
Mons	252	14	40	36.525	1.629	8.108	321
Tournai	266	24	40	33.490	2.524	9.291	348
Huy	174	6	24	13.324	450	4.836	350
Liège	283	5	25	27.907	985	7.161	300
Hasselt	64	78	9	7.639	4.479	1.927	214
Arlon	51	6	5	9.392	704	1.142	145
Marche	113	7	5	9.639	405	1.208	230
Dinant	193	6	9	14.631	433	2.507	294
Namur	309	14	9	30.252	2.207	1.505	394
TOTAUX	2.843	267	242	300.174	27.999	57.064	4209

CHAPITRE III.

I. — *Élèves ambulants.*

Mesures prises pour assurer les bienfaits de l'instruction primaire aux enfants des bateliers ou marins et aux enfants forains.

Succinotement, je vais faire connaître les résultats de la petite enquête à laquelle je me suis livré tout récemment.

A. — Enfants des bateliers ou des mariniors.

A *Gand*, sur l'Escaut et la Lys (fleuve et rivière), il y a une école communale et une école subsidiée pour cette catégorie d'enfants.

A *Antoing*, sur l'Escaut, il existe un pensionnat pour enfants de bateliers annexé à l'école communale de garçons. On y suit le programme primaire officiel en orientant l'enseignement vers les choses de leur future profession.

A *Anvers*, sur l'Escaut — la métropole commerciale de la Belgique, — les enfants des bateliers sont reçus dans deux écoles communales et dans une école privée subsidiée; on s'y borne au programme minimum. M. le Curé De Bruyn de St Lambert, à Anvers, a fondé près de son église une école primaire en faveur des enfants des bateliers.

A *Namur*, sur la Meuse et la Sambre (fleuve et rivière), Mlle Jeanmart a fondé, en 1903, une école spéciale pour les enfants des bateliers; elle est dirigée, avec compétence et dévoûment, par le Révérend Père Lucas. En moins de 3 ans, l'institution a été fréquentée par 500 enfants.

A *Ostende*, mer du Nord, les enfants des bateliers sont admis dans une école communale et dans une école privée. Indépendamment du programme officiel, on leur enseigne ce qui se rapporte à la pêche.

Ces deux écoles sont subventionnées par le Ministère de l'Industrie et du Travail.

En outre, depuis le mois de juin 1906, il été créé à Ostende, sous les auspices de Monseigneur le Prince Albert de Belgique, un bateau-navire-école pour les orphelins des pêcheurs.

Enfin, il y a à Bruges et à Gand une « *Oeuvre des bateliers* » ayant pour objet de protéger les bateliers, veiller à leurs intérêts moraux et matériels.

B. — Enfants forains.

Depuis 1898, il existe à Bruxelles une « Ecole des enfants forains », installée dans des locaux prêtés par la ville.

Créée et dirigée par une éducatrice digne d'éloges, Mlle Théodor, cette oeuvre que patronne le comité de la grande foire qui dure six semaines (juillet-août) produit d'excellents résultats.

Ainsi, cette année, 102 enfants ont pu profiter des leçons de trois institutrices; parmi eux il y en a qui fréquentent l'école depuis sa fondation.

Il y a des élèves de tout âge: le cadet compte 2 1/2 ans, l'aîné 17 ans; on leur apprend à lire, à écrire et à compter, et on les initie aux travaux manuels. Très obéissants, très travailleurs, d'une intelligence moyenne, ces enfants sont dignes de l'intérêt qu'on leur porte.

A la fin des cours, il est procédé à une distribution de prix présidée par M. Bosquet, l'âme du comité de la foire. Cette année, il a félicité les parents d'avoir envoyé régulièrement leurs enfants à l'école et de comprendre si bien leur devoir, car à l'époque où nous sommes, a-t-il dit, l'instruction est aussi nécessaire que la nourriture.

Les petits écoliers reçoivent des jouets, les grands des livres.

Depuis la fondation de l'école, il a été délivré 127 livrets de caisse d'épargne et 73 livrets de caisse de retraite. Cette année, 66 livrets de caisse d'épargne et 43 livrets de caisse de retraite ont été distribués aux élèves.

x

Dans les autres localités importantes du pays, les enfants des bateliers et les enfants forains suivent les cours des écoles communales ou libres.

x

Il existe dans la plupart des chefs-lieux de province et dans d'autres villes une « *Oeuvre des forains* » ayant pour objet de visiter et moraliser les forains et veiller à ce que leurs enfants fréquentent les écoles.

II. — *Enfants arriérés ou anormaux.*

VILLE DE BRUXELLES (Année 1902) (1)

Il existe dans la capitale 27 classes d'arriérés et deux classes d'enfants anormaux, une pour filles et une pour garçons.

(1) Article emprunté au rapport officiel de M. De Vos, alors inspecteur principal de l'enseignement primaire pour le ressort de Bruxelles.

A. — Elèves anormaux

Le contingent des classes d'anormaux est fourni par des enfants dont les facultés intellectuelles ne s'éveillent que fort tardivement et dont l'intelligence ne dépassera jamais une certaine limite; tels les imbécilles, les déséquilibrés, les détraqués, les rachitiques et, en général, tous ceux qui ont une tare intellectuelle ou physique fortement prononcée.

Les principaux défauts d'ordre intellectuel qu'on constate chez les enfants anormaux sont :

- Conception extra-lente;
- Travail psychique fort laborieux
- Attention très peu soutenue;
- Mobilité d'esprit déconcertante;
- Incapacité d'effort intellectuel;
- Manque de volonté, absence de mémoire;
- Langage haché. Débit chantonnant.

Malgré le nombre d'élèves relativement minime des susdites classes (une douzaine en moyenne), le travail, tant au point de vue de l'éducation que de l'instruction y est fort difficile et des plus pénibles. Pour faire entrer un peu de lumière dans ces esprits qui, au premier abord, semblent incultes et impropres à tout développement, il faut de la part du maître, un dévouement sans bornes, une patience qui ne se lasse jamais et une connaissance approfondie des lois psychologiques.

Il importe aussi que, sous le double rapport de l'espace et de l'emplacement, l'école, la classe, la cour ou plutôt le jardin ne laissent rien à désirer. Ces écoles devraient de préférence être construites en pleine campagne, loin de la vie intense et houleuse des grands centres.

L'éducation physique comportant ici, non seulement les premiers, mais en même temps de très grands soins, il importe d'attacher beaucoup d'importance à la propreté du corps, aux bains et exercices de natation; à une gymnastique rationnelle, aux promenades hygiéniques; à une nourriture simple, frugale et substantielle.

Quant à l'enseignement, il sera plutôt individuel que collectif; les notions seront toujours concrètes et sensibles et tout travail intellectuel s'alternera avec une occupation manuelle.

Enfin, la discipline sera vigilante, mais douce et conciliante.

Les résultats auxquels on est arrivé dans chacune des deux classes créées à Bruxelles, sont très satisfaisants et laissent entrevoir que ceux de ces pauvres déshérités qui ne quitteront pas

trop tôt l'école, pourront plus tard se suffire par leur propre travail et cesser d'être des parias de la société.

B. — *Élèves arriérés.*

Les 27 classes d'enfants arriérés se composent d'éléments fort différents de ceux des 2 classes d'anormaux proprement dits, dont il est question dans l'articulet précédent.

Les arriérés n'ont généralement pas de tares physiques ou intellectuelles. Ce sont pour la plupart des enfants dont l'éducation a été peu soignée par les parents ou qui n'ont pas du tout reçu d'éducation. Aux dossiers de ces élèves, on trouve presque toujours l'une ou l'autre des indications suivantes :

N'a fréquenté aucune école avant l'âge de 9, voire 10 et 11 ans ;

A fréquenté très irrégulièrement l'école ;

A fréquenté 4, 5, 6, 7 et jusqu'à 8 écoles différentes ;

A été malade jusqu'à l'âge de 8, 9, 10 et 11 ans ;

Indiscipline notoire, crises multiples d'indiscipline ;

Récalcitrant ;

Enfant borné.

Partout on a compris que le programme d'études pour les arriérés devait être conçu de façon à permettre de regagner, autant que possible, le temps perdu. On n'y a donc inscrit que les matières essentielles du programme des écoles primaires ordinaires, tout en ayant soin d'en éloigner encore ce qui ne présente ni un intérêt immédiat, ni une utilité évidente.

On a admis aussi le principe qu'il faut rendre l'enseignement le plus possible concret, positif et pratique. On est également d'accord pour dire qu'il est indispensable que la discipline s'obtienne ici par l'habitude du travail, le tact du maître et l'ascendant moral de celui-ci sur ses élèves.

Partout où les classes pour enfants arriérés sont organisées et dirigées comme il est dit plus haut, ces institutions donnent d'excellents résultats et rendent de réels services.

A chacune des deux écoles normales agréées de Bruxelles, dirigées l'une par M. Sluys, l'autre par Mlle Torrekens, il a été créé un cours pratique de pédagogie de l'enseignement spécial ; ce cours est confié à deux professeurs expérimentés, M. le Docteur Demoor (institutrices) et M. Jonckheere (instituteurs).

Ville d'Anvers.
(Année 1902) (1)

Depuis le mois de novembre 1899, la ville d'Anvers possède son école d'arriérés, désignée sous le nom d'école d'enseignement spécial.

Le personnel a été recruté parmi les bons instituteurs des écoles communales; ils ont dû faire eux-mêmes leur éducation spéciale afin d'accomplir convenablement la tâche extrêmement difficile qui leur était imposée. Placés sous la direction d'un homme intelligent, ils sont, après quelques tâtonnements, parvenus à s'initier assez bien aux procédés à appliquer pour porter un peu de lumière dans les cerveaux troublés confiés à leurs soins.

Avant leur admission, les élèves sont soumis à un examen médico-pédagogique, dont les résultats sont consignés sur une feuille *ad hoc* et complétés dans la suite par les observations de l'instituteur de la classe. Il y a deux catégories d'élèves: ceux dont la cause de leur état réside dans un défaut d'organisation physiologique (les anormaux), et d'autres qui ne sont arriérés que par l'insouciance des parents laissant vagabonder leurs enfants, qui, de cette façon, ont contracté des habitudes vicieuses ayant altéré le cerveau.

Le mouvement rythmique est un des principaux moyens de guérison; puis viennent les travaux manuels (pliage, découpage et modelage), le chant et le dessin; en dernier lieu, les notions élémentaires de l'enseignement primaire proprement dit.

Déjà on a eu à enregistrer quelques beaux résultats: des élèves, jadis paresseux et intraitables, sont devenus actifs et prévenants; d'autres, signalés comme constituant des cas désespérés, sont arrivés à un certain degré de développement intellectuel.

✕

Je détache le passage suivant de la circulaire que le 30 juin 1903, M. le Ministre de Trooz, adressait à M.M. les Inspecteurs de l'enseignement primaire:

« *L'Oeuvre de l'enfance anormale* a préconisé et obtenu, dans quelques centres très populeux, l'établissement d'écoles spéciales pour les enfants pauvres que des infirmités intellectuelles ou physiques éloignent forcément des écoles publiques. Des instituteurs,

(1) Article emprunté au rapport officiel de M. Heinz, inspecteur principal de l'enseignement primaire pour le ressort d'Anvers.

parmi lesquels des instituteurs pensionnés, prêtent à cette oeuvre un concours désintéressé que je ne puis louer assez hautement. Selon les circonstances, ces vaillants vont voir à domicile ou font venir chez eux quelques enfants déshérités, leur consacrent chaque semaine deux ou trois demi-heures, et, par d'ingénieux procédés, efficaces comme ceux que l'amour inspire aux mères, ils parviennent souvent à leur apprendre à lire, même à écrire, leur procurent des livres instructifs, et mettent ainsi à leur portée un moyen de distraction utile pour ces heures que la souffrance ou l'inaction forcée leur rendraient fort pénibles.

« Je souhaite que ces éducateurs dévoués trouvent de nombreux imitateurs, afin que, grâce à leur désintéressement, l'*Oeuvre de l'enfance anormale* soit de plus en plus connue par ses bienfaits; c'est pourquoi il me serait agréable de lire désormais dans les rapports que vous m'adressez périodiquement, à côté des noms des instituteurs qui s'appliquent à diminuer l'absentéisme scolaire, ceux des instituteurs qui sacrifient une partie de leurs loisirs au succès de cette oeuvre éminemment méritoire.

« Je vous invite aussi, Monsieur l'Inspecteur principal, à me signaler tous les moyens qui, d'après vous, pourraient être utilement employés pour venir en aide aux enfants anormaux ».

✕

Rapports d'Inspecteurs Scolaires.

Ressort d'inspection principale de Bruxelles (Rapport de M. Mestdagh, 1905).

Bruxelles, Anderlecht et Molenbeek-Saint-Jean sont les trois communes du ressort, qui ont organisé l'enseignement spécial pour enfants arriérés ou anormaux.

La question est à l'étude à Ixelles, à Saint-Gilles, et dans d'autres faubourgs.

Les relevés statistiques accusent les chiffres suivants :

Nombre de classes d'arriérés :

garçons: 28 classes avec 640 élèves;

filles: 10 classes avec 197 élèves.

Nombre de classes d'anormaux :

garçons: 4 classes avec 117 élèves;

filles: 3 classes avec 44 élèves;

soit un total de 40 classes d'enseignement spécial comprenant 1098 élèves.

La ville de Bruxelles seule compte 37 de ces classes, parmi lesquelles 2 classes d'anormaux et 3 classes d'anormales ou d'arriérés psychiques. Ces 37 classes sont organisées dans 6 écoles pri-

maires; 11 de ces classes forment l'école d'enseignement spécial pour garçons.

Dans les grands centres, comme l'agglomération bruxelloise, les classes d'arriérés pédagogiques donnent d'excellents résultats.

✕

Ressort d'inspection principale de Gand. (Rapport de M. Van Herstraeten, 1905).

L'école d'enseignement spécial, organisée par la ville de Gand dans un local provisoire, compte actuellement 28 élèves.

Elle comprend, depuis septembre 1905, deux classes mixtes. La première de ces classes, dirigée par une régente, compte 15 élèves; la seconde, dirigée par un instituteur, en compte 13.

A l'entrée de l'élève à l'école d'enseignement spécial, le médecin de l'école et la directrice lui font subir l'examen médico-pédagogique. Cet examen constitue la base de la fiche médico-pédagogique du sujet; elle s'augmentera des observations, des améliorations progressives de l'élève, et ainsi se complètera graduellement.

Tous les enfants, en entrant, font un stage plus ou moins long dans la première classe, où ils sont l'objet d'une observation psycho-pédagogique. Après cette observation, ils sont classés dans la division qui leur convient.

Le nombre des sections, suivant les exigences des sujets, est de 3 ou 4 dans la deuxième classe. Quant à l'enseignement donné dans la première, il est exclusivement individuel.

L'horaire des cours varie suivant les progrès des élèves et suivant leurs dispositions. Les premières heures de la journée sont consacrées aux travaux intellectuels proprement dits. L'enseignement est toujours concret et le plus concret possible. La plus grande partie des heures de classe est employée par les occupations et les travaux manuels. Une large part est consacrée à l'éducation physique. Elle comprend; 1.° la gymnastique eurythmique, tous les jours une demi-heure; 2.° les jeux libres en plein air, deux fois par jour; 3.° les promenades suivant le temps et les indications du médecin; 4.° les douches, froides ou chaudes, hebdomadairement.

Les soins hygiéniques ordonnés par le médecin, se donnent, tous les jours, régulièrement, pour autant que les moyens permettent de les satisfaire.

L'état de tous les élèves qui fréquentent l'école d'enseignement spécial s'est avantageusement modifié. Des résultats complets, il n'y en a pas encore, vu que l'institution n'existe que depuis un an et demi et que les élèves sont tous profondément atteints.



Ressort d'inspection principale du Namur. (Rapport de M. Brohée, 1905).

Les instituteurs et institutrices traitent avec une douceur et une bienveillance spéciales les enfants anormaux fréquentant leurs classes. Ils leur donnent régulièrement de petites leçons particulières, causeries, exercices d'articulation, lecture, écriture, calcul. Les institutrices s'exercent à inculquer l'habileté dans les travaux manuels.

Résultats. — L'intelligence s'ouvre, la langue se délie, et quelques-uns de ces anormaux parviennent à lire et à compter.

Généralement, ils deviennent plus sociables.



Dans d'autres ressorts scolaires, des membres du personnel enseignant font également des efforts particuliers pour améliorer le sort de ces enfants.



Société protectrice de l'enfance anormale.

Fondée en mai 1901, cette société est placée sous la présidence de M. Jules Le Jeune, Ministre d'Etat. Son but est de protéger l'enfance anormale. Elle s'occupe: 1.^o de soutenir, pendant leurs années d'apprentissage, les enfants sortant des écoles d'éducation spéciale et de les aider à trouver, dans la vie, la voie qui leur convient; 2.^o de rechercher les moyens capables d'améliorer la déplorable situation actuelle des idiots, des faibles d'esprit, des épileptiques, des déviés moraux, bref de tous les déshérités de la pensée.

Les sections suivantes ont été créées: 1.^o celle de l'école N. 14 de Bruxelles (école d'enseignement spécial pour garçons), 35 Nouveau Marché-aux-Grains; 2.^o celle de l'école N. 21 d'Anvers (école d'enseignement spécial pour garçons); 3.^o celle des fillettes arriérées (Bruxelles); 4.^o celle des arriérés médicaux (Bruxelles); 5.^o celle de Verviers.

La société a organisé dans le pays deux enquêtes d'où il ressort qu'on trouve en Belgique un arriéré médical pour 550 habitants, donc pour le pays entier 8000 arriérés; il y a lieu de créer toute une série d'organismes nouveaux, où ces enfants recevront les soins qu'exige leur santé physique, morale et intellectuelle.

Une conférence pour l'amélioration du sort de l'enfance anormale se réunit annuellement.

Une société analogue existe à Verviers.



La question des anormaux et des arriérés à la Chambre des Représentants.

(Séance du 2 août 1901).

M. le docteur Delbastée, député de Bruxelles: — « Vous savez, Messieurs, que l'on comprend sous l'étiquette « *Enfants arriérés* » des enfants qui sont jetés, au hasard, dans des classes correspondant à leur âge et à leur développement physique, mais qui se trouvent dans l'impossibilité de suivre les leçons données aux autres élèves et constituent ainsi un obstacle à la marche des études. Ils ne peuvent arriver à acquérir les notions que l'on enseigne dans ces classes, et cet obstacle, ainsi que le dit un rapport fait par M. Lepage, au conseil communal de Bruxelles, constitue un exemple déplorable pour les autres enfants.

« Pour les anormaux eux-mêmes, dit ce rapport, le temps passé dans ces classes étant totalement perdu, ils y végètent sans profit intellectuel aucun, gagnant peu à peu le dégoût de l'école. Leur intelligence au lieu de s'ouvrir s'obscurcissait davantage jusqu'au jour où, enfin, l'âge les forçant à quitter l'école, ils allaient renforcer le bataillon des déclassés, inconscients, pour ainsi dire, de leur véritable situation.

« Des essais furent tentés à diverses reprises et des tentatives furent faites afin d'améliorer le sort de ces enfants. Aucune de ces tentatives n'avait réussi, lorsqu'un jour, prenant exemple sur ce qui se faisait et sur ce qui se fait encore en Angleterre et plus particulièrement à Londres, on prit la résolution de créer une école spéciale, où une éducation spéciale serait donnée par des maîtres spéciaux. Jusque là, les élèves de cette catégorie étaient considérés comme incapables d'acquérir aucune notion scientifique ou même aucune notion d'éducation; il est établi aujourd'hui que l'opinion qu'on se faisait de ces enfants est totalement erronée et qu'ils sont parfaitement susceptibles d'acquérir ces notions et de se perfectionner grâce, je le répète, à des méthodes spéciales dont j'ai pu moi-même constater les qualités et les résultats surprenants.

« Grâce à ces méthodes, en effet, ces enfants font des progrès considérables et l'on est étonné de voir au bout de quelque temps ces petits indisciplinés, qui semblaient perdus pour la société et dont la mentalité ne semblait pas pouvoir se développer, parvenir assez rapidement à rattraper les enfants de leur âge et pouvoir

reprendre les cours avec les petits camarades. On voit même les derniers de ces enfants, ceux qui sont presque atteints d'idiotisme, acquérir certaines notions d'éducation et surtout une habileté manuelle qui leur sera précieuse dans l'avenir ».

M. de Trooz, Ministre de l'Intérieur et de l'Instruction publique: « L'honorable M. Delbastée a présenté des considérations intéressantes sur ce qui devrait être fait en faveur de l'instruction des enfants retardataires. Il a constaté que la ville de Bruxelles avait créé une école de ce genre pour ses enfants; je pense pouvoir compléter ce renseignement en disant qu'il en est de même à Anvers.

« Nous ne pouvons que féliciter ces administrations communales de ce qu'elles ont fait dans cet ordre d'idées, mais l'honorable M. Delbastée reconnaîtra que le gouvernement ne doit pas prendre l'initiative de créer de pareilles écoles; l'enseignement primaire, en effet, est confié par la loi aux soins des communes. Tout ce que le gouvernement peut faire, c'est encourager les efforts des administrations communales qui créeront des écoles ou des classes de ce genre, en ne leur marchandant pas les subsides ordinaires ».

« L'honorable membre admettra aussi avec moi que si, dans une agglomération comme Bruxelles ou Anvers il est possible d'organiser des cours spéciaux pour les enfants retardataires, il ne peut évidemment pas en être de même dans des localités de moindre importance, encore moins dans les communes rurales ».

PRIMA SEZIONE

TEMI PARTICOLARI



L'assistenza scolastica come funzione educativa.

(Relazione V. E. ORLANDO).

Quando dal Comitato Ordinatore di questo Congresso ricevei l'invito di trattare dell'*assistenza scolastica come funzione educativa*, provai quell'impressione di difficoltà, che nasce dall'eccessiva facilità; molto spesso gli estremi si toccano. E, difatti, io pensavo che per quanto riguarda codesta assistenza, il pubblico si preoccupa — e come e quanto a ragione! — della possibilità e del modo di attuarla; ma del dovere e della utilità di attuarla ormai nessuno più dubita. A prima vista può, quindi, sembrare che a questo proposito tutto lo sforzo ad altro non debba tendere che a percuotere e tenacemente, alle *dure illustri porte* del Tesoro italiano, da cui s'aspetta abbiano a prorompere le auree correnti rinnovatrici della scuola italiana e degli istituti ausiliari di essa; e certo havvi in questa opinione tanta parte di vero, che per conto mio, in una solenne occasione, ebbi a dire alla Camera che la cultura popolare in Italia aveva bisogno molto più di milioni che di parole. Dopo una simile dichiarazione il mio compito resterebbe già assolto; ma poichè l'argomento, che pure accoglie un pressochè unanime consenso, non costituisce una verità rivelata, la quale, per altro, neppur essa si sottrarrebbe all'odierno spirito critico, divenuto sempre più acuto e vigile, sarà utile discutere qui quello che può essere il criterio educativo dell'assistenza scolastica, della quale se si ha preciso il sentimento del bisogno, si ha vaga e incerta finora la intuizione della essenza. E la nostra disamina gioverà, non fosse altro, a questo: che, entrati nello spirito della cosa, trarremo dall'intima sua natura più sicuramente le norme, che ne

guidino l'applicazione. E in questo esame, riconosceremo anzi tutto come del concetto dell'assistenza, si avvertono, nel pubblico, due ordini di considerazioni. La prima e più comune impressione è quella di connettere questa forma speciale di assistenza con quella generale della beneficenza pubblica e di considerarla, perciò, come una funzione dello Stato, intesa specificamente a sovvenire i fanciulli miseri della Scuola; la seconda maniera, più nobile, di considerare l'assistenza, fa vedere in essa un'arme formidabile contro l'analfabetismo. Or sarà bene indagare se proprio stia qui tutta la efficacia educativa dell'assistenza scolastica, e bisognerà, quindi, penetrare nello spirito dell'istituzione e ricercare le sue finalità.

Nella questione bisogna considerare due aspetti: l'uno generale ed immanente, l'altro speciale e transitorio. E cominciamo da questo. A non voler fare della pura metafisica pedagogica, non è possibile indicare dei criteri educativi di assistenza, prescindendo dalle condizioni sociali e morali, in cui il popolo versa. Frattanto, più degli altri fatti politici ed economici odierni, uno in particolar modo vuol essere rilevato: il senso profondo di vergogna che ci ha preso per la nostra ignoranza. Le condizioni nostre circa la cultura si riassumono nelle desolanti statistiche, che dimostrano come il 50 0/0 della popolazione d'Italia sia analfabeta. Or questo stato non può considerarsi che come patologico; e non occorre essere scienziato profondo per riconoscere come il trattamento da farsi ad un malato debba essere diverso da quello che si usa per un sano; e perciò, sotto questo aspetto, le finalità dell'assistenza scolastica in Italia non possono considerarsi alla medesima stregua che presso gli altri popoli. Date le condizioni specifiche dell'analfabetismo in Italia, si spiega perfettamente come l'assistenza scolastica sia considerata qual mezzo di poderoso ausilio nell'ardua lotta e come ogni altra sua finalità, per importante che sia dal punto di vista pedagogico, resti a questo scopo subordinata. Ma nondimeno, neppure in questo caso ed entro questi limiti, io arriverò mai a considerare l'assistenza scolastica come una funzione elemosiniera della scuola. Non si discute; questo sentimento si sente o non si sente: che cosa mai diventerebbe l'educazione in comune, allorquando dentro la medesima scuola abbiano ad apprendersi quelle distinzioni sociali, quelle differenze di classe, che contrappongono i fortunati ai diseredati; allorquando sui medesimi banchi siede chi mangia il pane della sua famiglia e chi mangia il pane della beneficenza? Non avverrà in quegli animi giovanili un movimento che è di amarezza dell'umiliazione, dalla quale nascerà poi l'amarezza dell'invidia? Io ho sempre considerato questo: che nell'uomo, forse mai come nell'età della puerizia, è vivace e profondo il sentimento dell'eguaglianza. Noi avremmo ferito, insanabilmente ferito l'anima infantile, se stabilissimo nella scuola, che è e dev'essere il tempio

dell'intelligenza, le distinzioni delle classi sociali. In una città della mia Sicilia, essendo stata istituita la refezione scolastica per fanciulli poveri, questi con unanime accordo la respinsero.

Tale eccesso d'amor proprio, che spinge tenere anime infantili al penoso esercizio di un'austera virtù riservata ad uomini maturi, sia pure fondato su di un pregiudizio, esclude, dal punto di vista educativo, che le forme d'assistenza scolastica possano regolarsi coi principii della beneficenza. Ed è escluso altresì ch'esse possano servire di esca allo studio, il quale verrebbe perciò ad essere considerato come una seccatura, o fors'anco come un danno, di cui si offra in quel modo il risarcimento. Il concetto, cui l'assistenza scolastica deve ispirarsi, nelle condizioni transitorie odierne che certamente supereremo, riposa sul principio stesso della obbligatorietà, il qual principio nessuno in Italia ormai oserebbe più mettere in discussione, ma che è bene tenere in ogni caso presente per dedurne efficaci e pratiche conclusioni. In altri termini, quando lo Stato richiede che ogni cittadino acquisti un minimo di coltura, nell'interesse non solo individuale, ma collettivo, necessariamente consegue ch'esso debba pure adoperarsi a rimuovere quelle condizioni subiettive, che possano impedire al cittadino di adempiere all'obbligo della istruzione. Ricorre qui un'analogia, alla quale l'amico Friso ha accennato, fra l'istruzione obbligatoria e il servizio militare obbligatorio. Lo Stato obbliga il cittadino a prestare l'opera sua per la difesa della bandiera, ed in conseguenza ne assume su di sé il mantenimento, senza distinzione fra povero e ricco. E parimenti, se esso impone pure quale obbligo a tutti comune la istruzione elementare, dovrebbe pur provvedere a rimuovere quegli ostacoli, dirò soggettivi, i quali impediscono che l'affermazione teorica di quell'obbligo diventi una pratica realtà. Che la miseria sia ostacolo grandissimo è inutile soffermarsi qui a dimostrarlo. Onde sarebbe giusto e conseguente che lo Stato medesimo provvedesse a quei bisogni del fanciullo, che hanno immediato rapporto con la scuola e si assumesse quelle spese, che la scuola determina.

Da quanto fin qui si è detto si possono trarre le conclusioni seguenti:

Per riguardo alle attuali condizioni della cultura popolare in Italia, e, quindi con una efficienza transitoria pel tempo, e variabile nel territorio, l'assistenza va considerata come indispensabile integramento del principio della obbligatorietà della istruzione; e poichè sembra dannoso, sotto l'aspetto educativo, ch'essa si eserciti a titolo di pura e semplice beneficenza, è preferibile che le sue forme rivestano un carattere generale, per cui sia titolo la qualità di alunno obbligato, non di alunno povero. Lo Stato poi avrebbe l'obbligo di regolare l'assistenza in modo preciso e determinato, rispondente ad un vasto disegno concreto, abbandonando la forma

dei sussidi, che riesce saltuaria, inorganica, fatalmente ingiusta anche quando non s' inframmetta il dolo (*approvazioni*).

Così si presenta il problema dell'assistenza scolastica, intesa a combattere il presente stato di analfabetismo; ma bisogna considerare la questione nei suoi tratti generali e in maniera più obiettiva e serena. Ed è conforto pel nostro cuore d' Italiani il poterne parlare in questa città, la quale veramente ha dimostrato di aver superato le difficoltà, e di aver affermato un più alto grado di cultura popolare, in modo d'aver potuto provocare la lode d'un Francese. Sia benedetta Milano! Ma mentre, da una parte, bisogna riconoscere, per temperare l'acrimonia dell'accusa, i progressi già fatti, specialmente in alcune regioni, dall'altra, occorre istituire una giustizia distributiva, di modo che ad ognuno vada la sua parte di torto.

Nel trattare, sotto questo secondo aspetto, dell'assistenza scolastica, si può dire che, in genere, tutti i punti di vista si modificano; e sorge il dubbio se in queste forme di attività più e meglio dell'azione dello Stato non si possano svolgere, invece le iniziative private.

E poichè è tanto di moda in Italia di dire male dell'azione dello Stato, in materia di pubblica istruzione, sia lecito a me, che forse più di qualcun altro posso conoscere tutta l'insufficienza di quel ramo dell'amministrazione italiana, sia lecito a me di contrapporre un'altra considerazione, e di osservare, limitandomi alla istruzione elementare, che se lo Stato ha fatto in questo campo poco e male, che hanno fatto le classi dirigenti, dalle quali vengono la maggior parte delle accuse? (*applausi*).

Nel mentre, in Francia, la lotta magnifica contro l'analfabetismo fu sostenuta per opera soprattutto di individui; in Italia, salvo luminose eccezioni, le classi dirigenti in altro modo non hanno dimostrato di occuparsi del problema della istruzione, se non col dire male dello Stato.

Io non sono socialista per pregiudiziale filosofica; ma riconosco la verità di un fatto, che i socialisti denunciano: il pregiudizio di classe. Questo pregiudizio, che spinge le classi dirigenti ad impedire ogni attacco allo Stato nelle sue rappresentanze di forza armata per l'onore immacolato dell'esercito, questo pregiudizio non impedisce alle classi medesime di abbandonarsi volentieri, nei rapporti dell'amministrazione dell'istruzione, ad una critica acre e pettegola. Or io credo che sia tempo che la classe dirigente abbandoni questo scetticismo ironico, questa maldicenza da salotto del '700, che palesa un'assoluta nullità di coscienza del dovere e d'ogni volontà energica e fattiva (*ovazione*).

Per quanto ha rapporto con la questione dell'assistenza scolastica, l'ideale, secondo che io penso, sarebbe che da una parte vi

fosse il dovere dello Stato, dall'altra l'opera dell'educatore, e che l'azione dell'uno e quella dell'altro fossero integrate dall'iniziativa privata, che è tempo si svegli: con tale cooperazione di forze, gli istituti sussidiari della scuola si rafforzerebbero, diventando a un tempo causa ed effetto della formazione e dello sviluppo del sentimento sociale nella scuola. Perciò, idealmente io invoco, non la formazione di una pesante macchina burocratica che automaticamente distribuisca a tutti i ragazzi refezione, libri, indumenti, ma mi auguro il sorgere di autonomi, intelligenti, attivi organismi, che conferiscano alla scuola il suo vero carattere.

La scuola è, innanzi tutto, una delle varie forme di vita sociale; e, fra di esse, appare intermedia tra quelle familiari e quelle cooperative, avendo, delle une, l'intento di educazione, delle altre, il fine di accumulare gli sforzi dei singoli ad uno scopo collettivo. I fini, quindi, che l'azione sovventiva intende di conseguire nella scuola, dovrebbero collegarsi con quegli altri, che la così detta mutualità scolastica si propone. Forse, la mutualità, di per sé sola considerata, dimostra un carattere soverchiamente utilitario, come soverchiamente elemosiniero, per l'opposto, è il carattere che nell'assistenza si è rilevato: dalla fusione delle due forme deriverà il vero e grande valore educativo dell'una e dell'altra. E può provvedere a questo intento la istituzione di una cassa scolastica, alimentata dalla varia forza contributiva degli allievi, soccorsa dallo Stato e dai Comuni e soprattutto dalle iniziative private; e sia essa come il piccolo patrimonio di tutta la famiglia scolastica, organo di previdenza e di provvidenza ad un tempo.

Così la mutualità scolastica può assumere un fondamentale carattere educativo e costituire un saldo vincolo, che leghi gli allievi, anche quando sono fuori dalla scuola, ispirandoli ad ideali altruistici.

Fin dalla scuola si verrà, in tal modo, determinando quella profonda trasformazione del sentimento sociale — vanto purissimo dei tempi nostri — per la quale gli ideali altruistici non si presentano più esclusivamente sotto la forma della pietà, che, se ha un lato nobile e degno pur essa, tuttavia — e specialmente negli animi infantili — può dare alimento sproporzionato alla personalità di un uomo, eccessivamente deprimendo quella di un altr'uomo.

L'assistenza dei bisognosi non è che una forma, e forse neppure la principale, con cui si manifesta un sentimento ancora più elevato e comprensivo: la solidarietà umana; e alla sua volta, questo sentimento non è se non una derivazione del sentimento di giustizia. Per questo sentimento di solidarietà, noi dobbiamo sentire i dolori e le gioie degli altri uomini, come se fossero nostre, e tali veramente sono, perchè la vita non è che un immenso lavoro in comune, comune nello spazio per lo scambio attuale dei servizi,

comune nel tempo, perchè noi viviamo sul patrimonio faticosamente accumulato dalle generazioni precedenti e che dobbiamo trasmettere, migliorato ed accresciuto, alle generazioni future. Il coltivare ambedue questi sentimenti: della solidarietà umana e della giustizia, mediante le forme di assistenza unite a quelle della mutualità, gioverà a tener viva e desta nell'animo infantile la fede nella comunione degli sforzi collettivi e nel reciproco aiuto, e sarà modo fecondo d'impartire una educazione morale, che reprima gl'istinti inferiori ed ereditarii dell'egoismo e dell'orgoglio, ed elevi l'innata tendenza umana verso la simpatia e verso il bene.



Assistenza Scolastica.

(Relazione V. GUYOT).

Il ministro Luigi Rava, assumendo la Direzione del Ministero dell'Istruzione pubblica, scriveva nella sua circolare alle Autorità le seguenti parole: « Il Paese domanda alla scuola, nelle sue molteplici forme, maggior virtù educatrice, migliore efficacia preparatrice alle esigenze della vita moderna ».

La scuola primaria non può da sola, nelle presenti condizioni sociali, corrispondere pienamente a tali intenti, e dare alle classi popolari i benefizi che se ne aspettano, se essa non è circondata, non è aiutata e sorretta da istituzioni ausiliari ed integrative. In questa opinione credo che tutti convengano unanimemente.

Si tratta dunque di esaminare quali sono tali istituzioni che valgano meglio a rassodare e ad allargare i benefizi della scuola primaria, a renderli fruttiferi e durevoli.

Una di queste istituzioni nei cui benefici effetti tutti pure convengono, è l'« Assistenza » ai fanciulli dopo la scuola; ma occorre tuttavia che discutiamo le forme diverse di questa Assistenza scolastica, che il programma del nostro Congresso determina in alcuni punti e che nelle sue finalità essenziali chiama educativa, economica e fisiologica.

✕

L'Assistenza scolastica deve preoccuparsi prima di tutto di due periodi distinti durante l'anno e ad essi deve provvedere con mezzi diversi: il periodo cioè delle scuole aperte e il periodo delle scuole chiuse per le vacanze o intermittenti o continuative durante i mesi d'estate.

Fermiamoci intanto al primo periodo, che abbraccia tutti i mesi di scuola.

I fanciulli generalmente vanno alla scuola il mattino, verso le 12 ne escono, e vi rientrano alle 14, per tornare poi definitivamente a casa verso le 16; avendo così cinque ore di scuola al giorno.

I figli del popolo, specialmente nelle città manifatturiere, sono abbandonati a sè nelle altre ore della giornata, in cui i genitori sono trattiene fuori di casa per i lavori che devono dare il guadagno necessario al mantenimento della famiglia.

Così pure i bambini che abitano lontano dalla scuola, uscendo da essa alle 12 per ritornarvi alle 14, sono esposti ai pericoli della strada, e, nella brutta stagione, alle intemperie, onde avviene sovente di vedere tanti di essi nei giorni di pioggia e di neve coi panni inzuppati durante le ore del pomeriggio.

Molti di questi fanciulli, tornando in famiglia per il desinare, trovano una scarsa minestra e misurato il pane, mentre per l'età e per la loro condizione fisica avrebbero bisogno di avere un cibo abbondante e sano. E si vedono crescere gracili e sottili come sofferenti piante tiscuzze, alle quali fa difetto il nutrimento.

Per questi infelici bambini si è istituita in parecchie città la refezione scolastica e un'assistenza dalle 12 alle 14, nelle ore cioè di intervallo fra la scuola del mattino e del pomeriggio.

Questa assistenza in molti luoghi si riconosce opportuno di prolungare ancora per una o per due ore dopo la scuola del pomeriggio, cioè dalle 16 in poi, per evitare che i bambini restino nella strada quando, arrivando alle loro case, le trovano deserte, perchè i genitori sono ancora trattiene fuori per il loro lavoro, oppure sono in casa assorbiti da tali impegni da non potere ad essi dare la sorveglianza necessaria.

Gli oppositori della refezione scolastica e dell'assistenza, se ne sono ancora, dicono che i fanciulli devono temprarsi alla vita e che il pensiero di salvaguardarli dai pericoli della strada e delle intemperie non è ancora sufficiente ragione per trattenerli nella scuola e istituire assistenza e refezione.

Possiamo sempre rispondere che loro resta sempre, pur troppo, tempo e modo di trovarsi esposti alla pioggia, alla neve, al freddo ed ai venti, se anche vi sono sottratti, per le conseguenze che possono derivarne, nelle ore che intercedono fra la scuola del mattino e quella del pomeriggio.

Dicono che, trattinandoli alla scuola per la refezione quando genitori e fratelli si raccolgono tutti intorno al desco domestico per il parco desinare, si rallentano i vincoli della famiglia e si sottraggono i bambini all'influenza morale, lenta e impercettibile forse, ma reale, che esercita sull'animo loro lo spettacolo quotidiano

della frugalità, delle privazioni affrontate per il loro allevamento; ma noi possiamo rispondere: che, pur valutando al più alto grado la poesia della famiglia, non ne rallentiamo i vincoli, trattenendo i figliuoli alla refezione nella scuola, come non si rallentano in tanti e tanti delle classi privilegiate che vivono lontani dalla casa, chiusi negli educandati; e che lo spettacolo delle privazioni e dei sacrifici, a cui si sottomettono tanti genitori per allevare i figli, avrà tempo ancora a presentarsi ai loro occhi in tutta la sua eloquenza in tante altre ore e circostanze della giornata, se anche loro è tolto nelle brevi ore meridiane.



L'assistenza scolastica in queste ore meridiane fra lezione e lezione e dopo la lezione pomeridiana, giudichiamo conveniente che sia affidata, non agli insegnanti delle classi, che stanchi del loro lavoro hanno bisogno di riposo, ma ad insegnanti speciali che entrino freschi e ben disposti all'opera educativa dopo la scuola.

E questa assistenza non deve tradursi soltanto nel tenere insieme raccolte schiere di fanciulli e di fanciulle in cortili o sale per qualche ora, in attesa che la scuola si riapra o che sia giunto il momento del ritorno a casa. Sarebbe troppo misera cosa, non risponderebbe al sacrificio di denaro che essa apporta, e non sarebbe efficacemente educativa.

Questa assistenza deve, prima di tutto, essere molto oculata per parte degli insegnanti, per modo che ciascuno possa rendersi conto del carattere, delle tendenze, delle abitudini buone o cattive dei singoli fanciulli a lui affidati per poter consigliare, incoraggiare nel bene, riprendere e correggere nel male; per poter ben d'accordo col titolare della classe concorrere a formare le coscienze e creare l'uomo.

Durante queste ore di assistenza, con orari settimanali bene studiati ed equilibrati, l'educatore deve trovar modo di intrattenere sempre piacevolmente i fanciulli; e, alternando giuochi, esercizi ginnastici, canti e conversazioni, con letture, esercizi di dicitura, lavori di disegno e manuali, trattenimenti su argomenti di morale pratica, di doveri sociali e di buona creanza, lavori femminili, per le fanciulle, passeggiate all'aperto e contemplazione della natura nei suoi fenomeni maravigliosi; alternando tutto questo, deve sapientemente istruire, educare la mente e il cuore col diletto; lentamente, ma costantemente, ricordando il « *gutta cavat lapidem* » deve gettare di continuo, nelle anime infantili, dei piccoli semi di bene, che fruttificheranno un giorno; deve rendere per tal modo attraente la scuola e gli ammaestramenti suoi, perchè i fanciulli vengano ad essa giulivi, come gli assetati corrono ad una sorgente d'acqua limpida e fresca.

Ben inteso, quest'assistenza deve esercitarsi in tutti i giorni di vacanza, anzi meglio ordinarsi e svolgersi in tali giorni, nei quali essa è tanto più necessaria; poichè i fanciulli, non dovendo intervenire alla scuola, sono per tutta la giornata abbandonati a sè ed esposti ai pericoli delle strade.



La refezione scolastica, che si svolge durante quest'assistenza e sotto la direzione degli insegnanti preposti ad essa, si distribuisce al mezzogiorno e consiste generalmente in una buona minestra variata e in una bella pagnotta di pane. Da alcuni si desidera un companatico, e da altri si desidera aggiungere alla refezione meridiana la merenda alle 16, se i fanciulli si trattengono ancora dopo la scuola.

Se i mezzi finanziari non sono d'ostacolo, non si troverà nessun uomo di cuore che voglia opporsi a queste aggiunte; ma non si deve dimenticare che qualche volta il meglio è nemico del bene, e che, incamminati sulla via della larghezza, quando in essa non si potesse durare, sarebbe poi doloroso e non senza inconvenienti ritornare sulla via della restrizione.

Non entro nel funzionamento delle refezioni, perchè altri ne parlerà di proposito, e anche perchè non credo opportuno dettare per tutti norme uniformi, potendo tale funzionamento variare secondo i paesi, i gusti ed i costumi, ed essendo più utile lasciarlo al senno delle persone che sono preposte alle istituzioni.

L'assistenza scolastica mette in evidenza altri bisogni dei fanciulli delle classi popolari e quindi sprona ad adoperarsi per sopperire ad essi.

Molti fanciulli vengono alla scuola sprovvisti dei libri, della carta e delle penne; molti vengono alla scuola scalzi e in panni così miseri da fare pietà.

Bisogna provvedere gli oggetti scolastici.

Bisogna distribuire vestiti e calzature.

E in questo non soltanto si compie opera buona dal punto di vista economico per i fanciulli beneficiati, ma opera buona per la scuola medesima, a cui si conferisce per tal modo ordine, pulizia, uguaglianza, e si facilita il compito all'insegnante.

Nelle scuole elementari di Torino, avendo un medico, che fa parte della Direzione del Patronato Scolastico, rilevato che molti fanciulli avrebbero avuto giovamento da una buona cura di olio di fegato di merluzzo, dal Patronato stesso fu introdotta la distribuzione dell'olio, che avviene infatti ogni giorno prima della refezione scolastica.

Ci sono tanti fanciulli che non fanno mai un bagno, ed ognuno vede quale vantaggio sarebbe per la salute loro e per l'igiene della scuola, se periodicamente tali bagni di pulizia potessero aver luogo.

Le norme igieniche, pur tanto benefiche, tardano a penetrare fra il popolo e perciò durante l'assistenza scolastica gli insegnanti dovrebbero farne oggetto delle loro conversazioni periodiche. Il Patronato Scolastico di Torino ha adottato anche il sistema di stamparne alcune delle più elementari e pratiche sulle copertine dei quaderni che distribuisce agli alunni, perchè questi le abbiano costantemente sotto gli occhi ed esse penetrino anche nelle famiglie dove tali quaderni sono portati e letti dagli adulti.

Riassumendo, dunque, vediamo che l'assistenza ai fanciulli del popolo dopo la scuola può svolgersi sotto diverse forme.

- 1.° Opera di vigilanza e di educazione pratica.
- 2.° Distribuzione di oggetti scolastici.
- 3.° Distribuzione di calzature e di indumenti.
- 4.° Assistenza igienica.
- 5.° Refezione scolastica.



È un'opera complessa, ma fra sè collegata ed armonica, e quindi è vantaggioso che in ogni città essa sia affidata ad una Direzione generale coadiuvata da tanti Comitati locali quanti sono i Compartimenti scolastici in cui si svolge.

Quest'opera può essere affidata ai Patronati Scolastici, che bene costituiti la possono svolgere nelle singole parti, associando nell'opera insieme valorosi insegnanti, uomini e donne dell'alta società e del popolo, persone ricche e generose, persone diseredate ed operanti, persone di ogni classe e di ogni parte, purchè di cuore, amanti del prossimo e del pubblico bene.

Ma ora sorge la domanda: E come provvedere ai mezzi finanziari per un'opera così complessa e vasta, che nelle grandi città si rivolge a migliaia e migliaia di fanciulli?

A Torino, dove il Patronato Scolastico esplica l'assistenza ai fanciulli poveri delle scuole primarie in tutti i Compartimenti scolastici urbani e suburbani e nelle forme diverse che ho sopra riassunte, i mezzi finanziari sono provveduti da un ammirabile concorso del Governo, del Comune, di istituzioni pubbliche e di privati.

Il Comune stanZIA nel suo bilancio una somma che al presente raggiunge le centotrenta mila lire; l'Istituto delle Opere Pie di S. Paolo (beneficenza e credito), la Cassa di Risparmio e i principali istituti di credito danno annualmente delle cospicue elargizioni; i grandi stabilimenti industriali danno il concorso loro o

con prodotti manifatturieri e di consumazione negli scopi del Patronato o con oblazioni annuali in danaro; i privati si costituiscono azionisti della provvida e simpatica Opera di Beneficenza Scolastica pagando una o più azioni di lire cinque annue cadauna ed entrando così a far parte della grande Assemblea Generale di Sorveglianza che è convocata una volta all'anno per l'approvazione dei rendiconti, che sono poi sottoposti al Consiglio Comunale, e per la nomina di una parte dei membri che devono comporre il Consiglio Direttivo centrale del Patronato, di cui fanno parte pure il Regio Provveditore agli studi, l'Assessore della pubblica istruzione, l'Assessore per l'igiene, il Direttore Generale per le scuole e alcuni membri nominati dal Consiglio Comunale della città.

Ci sono poi Patronati locali che hanno sede in ogni Compartimento scolastico, e dei quali fanno parte, oltre ai membri elettivi, il Deputato di Vigilanza, il Direttore della Scuola e un' Ispettrice.

Mi pare quindi che questa organizzazione possa rispondere pienamente alle funzioni che le sono affidate, unendo in un intento comune le forze delle pubbliche Amministrazioni e quelle dei privati.

Quello però che bisogna chiedere insistentemente ed ottenere si è che i Comuni provvedano a mettere a disposizione dei Patronati, presso ogni scuola, dei locali adatti alle diverse forme di assistenza.

È la base su cui si deve elevare l'opera ausiliare ed integrativa della scuola, ed ogni Comune deve affrontare anche qualche sacrificio per costituire la sede alla nuova istituzione benefica che moltiplicherà i vantaggi della scuola e quindi i frutti delle somme che già il Comune spende per essa.

Ma si deve ottenere di più.

Provveduto ai locali, i Municipi che hanno in funzione un Patronato Scolastico, devono nei loro bilanci annuali stanziare una somma corrispondente ai bisogni da esso dimostrati e dal Consiglio Comunale riconosciuti.

Si tratta di un bene generale di primo ordine, e alle spese di ordine generale il Comune deve, nei limiti delle sue forze, concorrere e provvedere.

Potrebbero farsi queste domande: Convieni che il Comune provveda direttamente a queste diverse funzioni o ad alcune di esse e ne amministri e ne curi l'andamento?

I Comuni, i grandi Comuni specialmente, non sono un'organismo troppo rigido e i suoi procedimenti non sono troppo lenti e formali?

Se il Comune assume direttamente tali funzioni, non allontana da sé le iniziative ed il concorso di simpatia, di opera e di denaro che possono venire dai privati?

Quando il Comune stanZIA i fondi corrispondenti al bisogno, non è meglio che ne affidi l'amministrazione ai Patronati bene costituiti nei quali entrano a far parte, nella più larga misura, i suoi rappresentanti?

X

Ma dobbiamo occuparci ancora di altre opere di assistenza scolastica, riconosciute necessarie nel secondo periodo dell'anno a cui ho accennato in principio, cioè nel periodo delle vacanze estive.

Nel nostro Paese le vacanze estive durano effettivamente dai primi di luglio alla metà di ottobre. Le iscrizioni alle scuole si aprono in principio di ottobre, ma regolarmente le classi non si frequentano che verso la metà.

Sono dunque tre mesi e mezzo che i fanciulli sono abbandonati alla strada. Ed è troppo.

Nei paesi rurali il male di tale chiusura di scuole è meno sentito, perchè i ragazzi si danno al lavoro della campagna; ma nelle città è una sciagura.

Ci sono in alcuni luoghi delle scuole estive; ma generalmente non sono bene organizzate, non tenute in gran conto e quindi pochissimo frequentate e con profitti troppo scarsi.

Noi siamo qualche volta persino meticolosi nel provvedere all'assistenza dei fanciulli durante l'anno scolastico; ma facciamo noi abbastanza per l'assistenza di essi durante le vacanze?

E non pensiamo che nei tre lunghi mesi e mezzo che li abbandoniamo, sciolti da ogni sorveglianza educativa, sottratti ai nostri consigli e alla nostra amorevole influenza, può andare disperso tutto il frutto delle fatiche nostre durante i nove mesi precedenti?

Ci troviamo come il vignaiuolo che in un periodo di malattia parassitaria si vede minacciati e distrutti non soltanto i raccolti, ma perfino le piante che gli sono costate tante spese, tante fatiche, tanti pensieri.

Dobbiamo dunque preoccuparci di questo pericolo e provvedere a creare istituzioni e a sviluppare quelle esistenti per soddisfare ai bisogni irrefutabili di assistenza ai fanciulli anche e più durante le vacanze estive, in cui già manca loro l'assistenza principale della scuola e la guida del loro maestro.

Prima di tutto occorre agire affinché i Municipi istituiscano buone scuole estive con orario di lezioni almeno nel mattino, quindi adoprarsi perchè i fanciulli le frequentino.

Dobbiamo quindi favorire l'istituzione di Ricreatori, di Colonie alpine, Colonie marine, Società scolastiche per viaggi, come già funzionano con tanto beneficio in paesi più progrediti.

A Torino una ricca e benefica signora, che ha una bella villa sulla collina, l'ha dedicata a raccogliere nella stagione estiva schiere di fanciulli gracili delle scuole primarie che hanno bisogno d'aria aperta, di sole e di buon nutrimento per rinvigorire le membra e crescere sani e robusti: così ebbe vita il Ginnasio Ricreativo Genero.

Si dovrebbe favorire l'istituzione di simili Educatori, che sarebbero una vera provvidenza dal punto di vista educativo, economico ed igienico per molti bambini e per le loro famiglie.

In Italia le opere di assistenza scolastica non sono dal Governo molto favorite, caldeggiate e protette. Poco o nulla si fa per esse, e quindi crescono fra gli stenti e qualche volta neppure secondate dall'opinione pubblica, che pur troppo in molti luoghi si plasma sull'opinione governativa.

In Francia, per esempio, le associazioni miranti all'assistenza scolastica sotto le svariate sue forme sono floride ed in continuo sviluppo e dal Governo sono incoraggiate e seguite con vivo amore.

Basta leggere la Relazione che il signor Edoardo Petit, ispettore generale dell'Istruzione pubblica, rivolge al Ministro Briand sulla educazione popolare in Francia nell'anno scolastico 1905-906, per farsene un'idea.

X

Per conchiudere, e badando in particolare alle condizioni dell'Italia rispetto a questo tema, io propongo che si faccia voto:

1.° perchè dal Governo, dai Comuni e dai privati sieno favorite il più largamente possibile le Istituzioni ausiliarie e integrative della scuola primaria;

2.° che i Municipi stanzino nei loro bilanci somme adeguate ai bisogni delle Refezioni e dell'Assistenza scolastica, in base alla facoltà accordata loro dalla legge vigente;

3.° che sieno promosse Associazioni per Ricreatori, Educatori, Colonie e per ogni altra forma di assistenza educativa ai fanciulli poveri durante le vacanze estive.



I provvedimenti per lo sviluppo dell'educazione popolare in San Pier d'Arena e della scuola in genere rispetto alla necessità delle classi popolari nelle moderne condizioni sociali.

(Relazione del Sindaco Avv. Nino Ronco).

La Scuola, intesa nella maggiore generalità, come il complesso di tutti gl'istituti atti ad aumentare il valore dell'individuo e ad accrescere il potenziale della collettività è certamente il primo tra i fattori dell'umano progresso, e studiare questo fattore, non per vana curiosità, ma per cercarvi le verità inalterabili che ne sono gli elementi definitivi, è dovere della Società moderna.

Ond'è che lo scrivente è grato agli Egregi Signori Ordinatori del Congresso per le opere di educazione popolare, per avergli offerta l'occasione di rilevare i vantaggi conseguiti dal popolo di San Pier d'Arena, per l'istruzione e l'educazione.

Dar vigore al corpo, penetrazione alla mente e tempra al carattere, vuol dire preparare uomini capaci di valersi, secondo la legge del minimo mezzo, di tutte le energie della natura per volgerle al bene. Educare fisicamente, intellettualmente e moralmente secondo norme razionali e ordinate, vuol dire far opera di selezione che permette a ciascuno di collocarsi, nella scala delle attività sociali, a quel posto che gli assegnano le sue attitudini.

Non dovrebbero esservi spostati, ma neppure energie latenti, e la scuola dovrebbe porre ognuno in grado di impiegare col massimo vantaggio suo e dei suoi simili tutte le proprie facoltà.

Gli è sotto questo punto di vista che il problema della scuola si connette intimamente con tutti i problemi che concernono una delle principali energie sociali, le classi lavoratrici.

È ormai consacrato che gli enti pubblici debbano sovvenire ai ceti più miseri della Società. Prima l'aiuto si prestava sotto forma di beneficenza ai completamente poveri, agli ultimi strati sociali, agli sprovvisti d'ogni capacità; oggi invece si è fatta strada il concetto che accanto a questa forma di aiuto, destinata a sparire, altra debba svilupparsene, socialmente più utile, a pro di coloro che pur essendo poveri, non sono i mendicanti, i vagabondi, i malati di corpo o d'intelletto, ma sono lavoratori che producono, e coi loro risparmi possono e debbono concorrere in parte a sollevare le proprie miserie.

La scuola popolare, in quanto integra l'opera della famiglia provvedendo alla sorveglianza, alle cure che i genitori non possono prestare ai bambini, è certamente, fra le opere di assistenza e di previdenza, quella il cui effetto utile è maggiore.

A quest'ordine di idee si è ispirata sempre quest'Amministrazione nei provvedimenti che furono presi allo scopo di dare incremento alla scuola popolare.

Condizioni delle famiglie operale in confronto di quelle agricole.

La popolazione di San Pier d'Arena, nel 1853, all'epoca dell'apertura del primo valico appenninico, per la ferrovia Genova-Sampierdarena-Torino, era di 10 mila abitanti; nel 1865 salì a 15500, superò i 24 mila dopo dieci anni, raggiunge i 42500 attualmente. Questo meraviglioso aumento di popolazione non è superato in Italia che da poche grandi città, ed è dovuto alla immigrazione aumentata gradatamente per l'aumento più rapido degli scambi, per la fama ognora crescente di paese ove non manchi lavoro e benessere.

Quali regioni e quali elementi diedero la maggiore immigrazione? Il Piemonte, in primo luogo, perchè il più vicino e col quale furono più facili le comunicazioni; quindi l'Emilia, il Veneto e la Lombardia furono le zone italiane chiamate ad aumentare la nostra popolazione e per la massima parte con elementi provenienti dalle campagne: contadini, terrazzieri, minatori, che qui si tramutarono subito in manovali degli stabilimenti industriali od in garzoni muratori. Immigrarono in masse fitte, molti colla famiglia giovane e numerosa, attratti dalla visione d'una paga di due e cinquanta o tre lire al giorno, che a loro pareva radiosa come l'apice della migliore aspirazione. Lasciarono le loro campagne vaste, illuminate dal sole, dove i loro padri, ignari d'una esistenza migliore, vissero tranquilli, e convennero qui colla moglie ed i piccini, certi di conquistare la felicità e si trovarono in un paese dove la penuria delle abitazioni fa naturale riscontro col loro valore elevato, obbli-

gati a vivere in comune con altre famiglie e contentarsi spesso di un unico ambiente per tutti i bisogni.

Quale turbamento un tale disagio abbia potuto [apportare a questi elementi semplici, abituati alla più ampia libertà della esistenza, accoppiata alla minima quantità di esigenze sociali, è facile dedurlo. Il bimbo delle campagne, assorbe coll'aria e colla luce, fra i campi e il cielo, colla semplicità della vita, colle facoltà istintive chiuse nei più modesti confini, forza fisica completa e gusti semplici; sbalzato qui, fra i vicoli oscuri ed affumicati della città, obbligato a vivere l'intera giornata sulla pubblica strada, fra gl'insegnamenti del marciapiedi ed i bisogni dello stomaco, si trasforma e, certamente, non migliora.

Poichè nelle grandi città industriali la sorveglianza e l'assistenza della famiglia sui figli del popolo non esiste. Le officine assorbono così l'opera degli uomini come quella delle donne; le poche restanti si sobbarcano al compimento di quelle prestazioni d'opera di cui v'ha tanta ricerca. In un siffatto ambiente di stanchezza e di dolori, a cui si aggiunge l'ignoranza atavica e il bisogno di sfruttare anche le forze adolescenti per raggiungere l'equilibrio del bilancio quotidiano, si atrofizza spesso il senso della dignità, e si spegne la speranza di un miglioramento avvenire mediante la conquista dei mezzi concessuti dai poteri pubblici, colla scuola elementare e con quelle serali.

È, come voi vedete, tutto un complesso di cose a cui è avvinta tutta la questione sociale, tutta l'augurata civiltà avvenire della nazione.

Scienziati eminenti ed uomini di cuore studiarono il problema ed è trascorso, è pur doloroso dirlo, oltre un secolo, prima che il frutto di tante deduzioni coraggiose, di tante grida di dolore e di biasimo giungessero a prendere un timido posto nella nostra legislazione scolastica, coll'articolo 4 della legge 8 luglio 1904 (1); occorsero 113 anni, prima che giungesse in Italia l'eco delle parole pronunciate all'Assemblea Nazionale Francese dal Mirabeau:

« Vostro unico fine sia di rendere all'uomo l'uso di tutte le sue facoltà, di fargli godere tutti i suoi diritti, di far nascere l'esistenza pubblica da tutte l'esistenze individuali liberamente svolte e la volontà generale da tutte le volontà private ».

E l'Assemblea Nazionale approvava, poco dopo, quella grande legge rimasta una generosa utopia: « Decretiamo che tutti i fanciulli, tanto i maschi quanto le femmine, le fanciulle dai cinque agli undici anni, i fanciulli dai cinque ai dodici, siano educati e mantenuti in comune, a spese dello Stato ».

(1) I Comuni hanno facoltà d'iscrivere in bilancio un fondo per sovvenire gli inservizi appartenenti a famiglie povere, sia con la refezione scolastica, sia con la distribuzione di indumenti ecc.

Provvedimenti per l'istruzione.

Fino all'anno 1885, senza contare la scuola rurale posta sul Colle di Promontorio, Sampierdarena provvedeva ai bisogni dell'istruzione pubblica con due soli locali centrali, uno per i maschi e l'altro per le femmine. In quell'anno trasferiva la scuola tecnica in un palazzo di recente acquistato, quindi apriva una nuova scuola maschile a levante della città, poscia una terza a settentrione nel 1889, ed un'altra femminile ne apriva a Ponente, spendendo in quel turno di tempo, per l'acquisto e l'adattamento di quattro palazzi già appartenenti alle nobiltà genovese e tutti esclusivamente dedicati a scuole, ben cinquecentomila lire, finchè l'amministrazione presente, constatata la necessità di togliere la generazione adolescente da locali che malgrado le migliorie sentivano tutti i difetti di ambienti creati a tutt'altra destinazione, ~~divise di costruire quattro nuovi palazzi scolastici~~, che furono inaugurati nel novembre dell'anno scorso, i quali, oltre alle spese di arredamento, costarono 800 mila lire.

Nè le spese di esercizio furono di minore importanza di quelle per l'impianto. Ecco il prospetto comparativo di tali spese, in rapporto alla popolazione ed agli alunni iscritti alle scuole :

Anni	POPOLAZIONE abitanti	SPESE	Alunni iscritti	Spesa per abitante	Spesa per ogni alunno	Annotazioni
1885	24120	85241	1241	3,53	68,68	
1890	27842	100236	1988	3,60	50,42	
1895	31070	141341	2681	4,54	52,71	
1900	35420	178492	5207	5,03	55,65	
1905	42354	242164	3738	5,71	64,78	

Applicazione della legge sull'obbligo dell'istruzione.

Ma in pratica non è nè facile, nè semplice ottenere la completa applicazione della legge sulla obbligatorietà dell'istruzione e neppure col beneficio della refezione scolastica, neppure col vantaggio della concessione di buone scarpe; e si è sentita la necessità di incaricare gli agenti di polizia urbana di dare la caccia, nei giorni che seguono immediatamente la riapertura delle scuole, a tutti i fanciulli che si trovassero sulla pubblica via nelle ore di scuola, e identificarli per costringere i parenti ad adempiere agli obblighi della legge sull'istruzione obbligatoria. Poichè, è d'uopo dirlo,

l'elenco degli obbligati non ha, nei grandi centri industriali, dove la popolazione muta ogni momento, alcun valore pratico.

Quali siano le famiglie che normalmente non si curano della scuola è facile intuirlo. Quelle colpite dalle maggiori sventure, dove il capo, il padre, o morto, o infermo, o in carcere, ha lasciato la consorte e i figli nel dolore, nella miseria, o nella vergogna.

Sono in sostanza quei piccoli esseri umani, i più bisognosi di soccorso materiale e morale, che sfuggono, per cause indipendenti dalla loro volontà, all'appoggio che offre loro la legge e la civiltà, e si mantengono, fatalmente, negli ultimi gradini della scala sociale.

È la scuola pubblica, comune, obbligatoria, che adempie alla missione di porre, sotto l'abile guida di un maestro, tutti gli elementi del popolo per formarne la intelligenza e il carattere e per guidare la prima età nella grande strada comune.

Per ottenere questo risultato, che si risolve in un bisogno sociale urgente, assoluto, affinché il Paese possa raggiungere al più presto il posto conquistato dalle altre Nazioni d'Europa e dell'America Settentrionale, colle quali ha tanti rapporti, la scuola elementare diurna non basta. È necessario intensificare quanto è possibile la coltura e l'educazione, profittando di tutti i mezzi consigliati dall'esperienza.

Alle scuole serali per gli adulti analfabeti e per la gioventù desiderosa di completare le cognizioni acquistate nella scuola elementare diurna, Sampierdarena pensò da molto tempo e andò perfezionando di anno in anno queste istituzioni per mantenerle corrispondenti alle crescenti necessità.

Così alla scuola serale comprendente le cinque classi elementari, ne aggiunse una complementare per l'insegnamento della lingua patria, gli elementi di geometria e di algebra, di disegno e di aritmetica e mentre mantiene una scuola tecnica diurna per le classi più fortunate del popolo; inoltre istituì una scuola di meccanica e di elettrotecnica per gli operai degli stabilimenti metallurgici. Queste scuole serali sono complessivamente frequentate da circa un migliaio di alunni che vanno dai tredici anni, qualche volta, fino ai trentacinque.

Accenno appena alle tre sezioni degli Asili Infantili, mantenute in parte dal Comune, in parte da pubbliche sottoscrizioni; alle scuole serali per gli analfabeti, a quelle speciali per il conseguimento del titolo che dà diritto all'elettorato.

Malgrado tutti questi provvedimenti, allorché si trattò di dare completa applicazione della legge sul lavoro delle donne e dei fanciulli, si constatò che non pochi dei piccoli aspiranti operai d'ambo i sessi mancavano dei necessari requisiti per ottenere il libretto

di lavoro, che fu rilasciato colla riserva che completino la loro istruzione.

La refezione scolastica fu istituita nell'anno scolastico 1901-1902.

Fin dal 1898 si era costituito un patronato scolastico col lo devole intento di raccogliere fondi atti a provvedere a tutte le istituzioni integrative della scuola; ma le sottoscrizioni scemarono e prevalse il concetto, d'altronde più razionale, di provvedere a queste necessità col bilancio del Comune. Dal 1900 al 1906 i fondi necessari a questi servizi sono così ripartiti:

Anni	Refezioni scolastiche	Provvista di scarpe e di indumenti	Libri e quaderni ai poveri	Borse di studio
1900	—	1500	1500	1500
1901	—	1500	1500	1000
1902	25000	1500	1500	1000
1903	25000	1000	1500	1000
1904	25000	2000	1500	1000
1905	30000	2000	2000	1000
1906	30000	2000	2500	1200

Il servizio delle refezioni scolastiche, affidato fino all'ultimo anno scolastico alla Cooperativa «Avanti!» viene fatto in ampi corridoi e stanzoni sottostanti alle classi, abbondantemente illuminati e aereati.

Gli alunni scendono in doppia fila dalle aule e, giunti nel refettorio, le file si bipartiscono e percorrono lo spazio attorno ai deschi, fermandosi quando gli alunni si trovano tutti di fianco alla propria scodella, collocata al posto distinto da un numero progressivo che corrisponde a quello occupato nel banco della classe ed a quello del quale è segnato l'attaccapanni rispettivo.

Gli insegnanti sorvegliano la distribuzione e il pasto, riferiscono volta per volta, ed in fin d'anno presentano una relazione speciale molto interessante che guida l'amministrazione nei provvedimenti per il perfezionamento del servizio. Non è ancora accertato se sia da preferirsi nella scuola la refezione calda a quella fredda. È certo che gli alunni preferiscono la seconda e noi abbiamo finora seguito sistema alternato.

I vantaggi di questo miglioramento alle condizioni di tanti scolari non possono essere accertati che a lunga scadenza. Ma fin da ora abbiamo notato che la media della frequenza, dal 65 0/10 sugli iscritti, è salita al 90 e si mantiene costante anche negli ultimi mesi di scuola.

Possiamo per altro notare con orgoglio un altro dato di fatto, che parmi tale elemento di elevazione da essere segnalato; quello che riguarda l'iscrizione di elettori per capacità:

Anni	Numero degli elettori		Aumento degli iscritti		Annotazioni
	politici	amministrat.	politici	amministrat.	
1896	2576	3044	—	—	(1) Il numero degli iscritti fu quasi doppio, ma qui non figura perchè si son detratte le cancellazioni.
1897	2576	3040	—	—	
1898	2600	3065	24	25	
1899	2606	3068	6	3	
1900	2640	3084	34	—	
1901	2898	3303	258	269	
1902	3080	3528	182	225	
1903	3543	3939	463	411	
1904	4006	4558	463	619	
1905	4582	5188	576	630	
1906	4722	5331	140	(1) 143	

Molte ragioni influirono sull'aumento straordinario degli elettori in questi ultimi sei anni, ma non possiamo a meno di dedurre che una grande forza latente esiste nel popolo, frutto di un'istruzione elementare impartita negli anni anteriori.

Tutto quanto accennai fin qui è ampiamente illustrato con disegni, fotografie, diagrammi e quadri, occupanti buona parte del padiglione eretto dal Comune, al Parco, nella vostra Esposizione Universale. Non mancano saggi copiosi dei lavori manuali, di quelli femminili, dei disegni e di quant'altro può dare un'idea dello sviluppo intellettuale della popolazione scolastica e dei metodi tenuti nell'insegnamento.

Accenno ancora alla Biblioteca Comunale, istituita fin dal 1868, or ora trasferita nello splendido palazzo del Galeazzo Alessi; del grande architetto che in questo momento m'è gradito rievocare, perchè ai tanti vincoli che legano Sampierdarena alla Capitale Lombarda, contribuisce non ultimo questo nome del pari venerato da ambedue le Città, dove lasciò tanta orma del suo poderoso ingegno.

Tuttavia, non possiamo ancora affermare di aver compiuto l'edificio. Altri Comuni, come Milano, posseggono gli Educatori, i Ricreatori, i mezzi scientifici e di ambiente per classificare i deficienti e separarli dai normali; manca ancora, e credo dapper-

tutto in Italia, una visita rigorosa a tutti gli alunni per accertarne la costituzione fisica, la facoltà visiva, dedurne la capacità a sostenere le fatiche dello studio, e preservare i sani da contatti con gli affetti da malattie non ancora manifeste. Una continua sorveglianza alle classi viene per altro esercitata nelle scuole dai medici condotti sotto la sorveglianza dell'Ufficio d'Igiene, e in certe circostanze, come durante epidemie di morbillo o di vaioloide, non si esitò a sospendere le lezioni.

Nel suo costante pensiero alla scuola, il Comune non dimenticò mai i maestri e i loro bisogni, talchè gli stipendi furono sempre mantenuti in misura molto superiore al terzo in più del minimo legale stabilito dalla legge. Perchè l'insegnante possa perfezionare sè stesso per educar bene i fanciulli è necessario che egli si trovi in condizioni economiche tranquille e decorose; è necessario che possa vivere costantemente in un ambiente di studio e di sufficiente benessere. È a lui che affidiamo la presente generazione di adolescenti, perchè sui loro cuori, sulle loro menti, sulle loro volontà agisca con animo sicuro, e radichi in loro due sole e semplici idee: l'onore, il dovere.

Nei Comuni industriali come Sampierdarena, la scuola, in relazione ai bilanci delle classi popolari dovrebbe comprendere: l'Asilo, dove il fanciullo troverebbe l'assistenza che gli manca in famiglia; la scuola elementare come fine a se stessa per i meno intelligenti o meno propensi all'applicazione, sussidiata tale scuola da tutte le altre istituzioni ausiliarie, come la ginnastica educativa, i bagni, le doccie, la refezione, che servono a dare il vigore necessario al corpo perchè il lavoro mentale non sia a detrimento dell'Igiene; infine le scuole speciali essenzialmente pratiche, fatte in modo che gl'insegnamenti possano stare ciascuno a sè, oppure coordinarsi per poter dare la misura intellettuale di ciascun allievo e portare la somma delle cognizioni al livello più elevato, tanto che l'operaio sia reso capace di darsi ragione d'ogni lavoro che è chiamato ad eseguire e, come scopo ultimo, accanto alla coltura che ha il suo coronamento negli studi superiori e che ha bisogno di completarsi nel laboratorio, si possa giungere ad una coltura che la mente dell'operaio acquisterebbe meditando, col sussidio dei principî semplici attinti alla scuola, su dei fatti che l'officina gli presenta.

Comunque si dia l'insegnamento nelle scuole popolari, si dovrà sempre tener conto della forma della mentalità degli operai, desiderosi di imparare, ma assolutamente refrattari ad ogni deduzione artificiosa, repugnanti alle dimostrazioni astruse.

È necessario un insegnamento semplice, istruttivo, che, senza dubbio esige, da parte di chi lo dà, a parità di nozioni comunicate, maggiore fatica e maggior levatura; come certamente è necessario

cercar di ottenere nella massa degli allievi operai che assistono ad un corso, quella relativa uniformità di attitudine ad apprendere, cosa che solo con la specializzazione e la divisione si può raggiungere, dopo che la scuola di perfezionamento abbia avuto sulla mente dell'operaio quell'influenza che nelle scuole ordinarie si ottiene collo studio delle lingue classiche, delle matematiche, della filosofia, della storia.

Il risultato del nobilissimo tentativo delle Università popolari in Italia ha dimostrato che la classe operaia, la quale aveva accolto con slancio la prospettiva di elevarsi, non era forse preparata ad apprendere dalla viva voce di illustri scienziati, che pur sapevano esporre con tutta la semplicità possibile i trovati della scienza, quelle sintesi che possono sembrare evidenti a chi ha vissuto fra gli studi, ma che invece sono oscure per l'operaio, che può avere tutta la penetrazione possibile, ma non ha familiarità col linguaggio e col metodo.

Quindi ben venga l'università popolare, ma venga come coronamento di tutto il sistema di scuole popolari, ciascuna delle quali possa essere fine a se stessa od avviamento all'altre più elevate e specifiche, e tutte insieme siano il mezzo per l'attuazione più completa possibile delle grandi energie morali intellettuali che esistono nella classe lavoratrice allo stato di potenza e che devono essere uno dei coefficienti principalissimi di progresso sociale.



Gli Educatori.

(Relazione C. BUGARLI).

I. — EDUCATORI sono radunanze di alunni — *prima e dopo* la scuola — le quali, mercè la guida di abile insegnante, si prefiggono lo scopo di integrare l'azione educativa della scuola e di favorire l'opera di sviluppo intellettuale, fisico e morale della scolaresca.

EDUCATORIO è complemento virtuale della scuola elementare, poichè sostituisce la famiglia, quando questa manchi totalmente, oppure dichiara espressamente o tacitamente la sua inefficacia educativa.

EDUCATORIO è — nella sua azione pratica: *guerra alla strada* corrompitrice di piccole anime abbandonate; *correttivo* all'opera insufficiente della famiglia; *integrazione*, nel vero senso della parola, della scuola.

II. — Lo sviluppo della grande industria, l'accentrarsi della popolazione nelle grandi città, il lavoro delle donne all'officina, allo studio, al banco, sono la causa della necessità degli Educatori. Invero: allorquando l'operaio attendeva sereno al lavoro nella quiete del laboratorio domestico, e la donna, non incalzata dai bisogni della lotta per la vita — che, anzichè scemare, va sempre più acuendosi — accudiva alla famiglia, non v'era certo bisogno che un ente qualsiasi si prendesse cura degli alunni prima e dopo la scuola. Restavano, è vero, i fanciulli nella strada, al libero giuoco; ma il vigile occhio materno, o la voce austera del padre li seguiva: il risultato morale e fisico era ottimo; deficiente, in molti casi, l'intellettuale.

III. — Sarebbe interessante sapere quando, come, da chi sorse la prima idea, semplice e buona, degli Educatori.

Ma le migliori istituzioni benefiche non hanno purtroppo la storia delle loro origini: esse nascono, si propagano con rapidità vertiginosa, così che le vedi sorgere quasi contemporaneamente in paesi lontani l'uno dall'altro, con fisionomia poco distinta, con nomi diversi, ma con scopi identici.

Così è degli Educatori: difficile è trovare le loro origini, impossibile stabilire quale fu il primo a sorgere. So che nel 1886 a Milano sorgeva per iniziativa di una donna, in via Quadronno, in un magazzino lungo lungo, con annesso un vasto giardino, il primo Educatorio: quella donna è la signora Rosa Cavalli Porro, alla quale io mando da questa tribuna il mio reverente saluto.

So che a Parigi nel 1887 sorgevano, per opera diretta del Comune, le *Garderies*, Educatori nel vero senso della parola; so che a Cremona, pure per opera del Comune, si tengono aperte da anni delle *sale di custodia*, ma solo nelle stagioni di primavera, estate e autunno; so che Roma, dopo l'esempio di Milano, aprì Educatori, non numerosi, ma ben curati; so che in molte città italiane ed estere gli Educatori esistono: ma da quando? con quali scopi?

Poichè v'è chi vuole l'Educatorio avviato a scopi molteplici: per taluno non basta che miri a completare l'opera della scuola per rapporto alla intelligenza, al fisico, al morale; deve altresì creare delle anime devote ad una determinata credenza: così nella nostra Milano vi sono Educatori laici, come quelli della *Scuola e Famiglia*: e vi sono Educatori cattolici, apertamente cattolici, ove l'accettazione degli alunni non è dettata solo dal maggiore o minor bisogno degli alunni stessi, ma subordinata alla loro fede religiosa: così — e chi non può attenderselo? — vi possono essere, e forse vi saranno, Educatori protestanti, ebraici, atei, ecc.

Ora è ben presto veduto — e concludo su questo argomento — che una storia degli Educatori è opera molto delicata, non tema di relazione ad un Congresso, ma opera di un Istituto internazionale, quale io mi auguro sorga da questa eletta riunione di rappresentanti della educazione internazionale.

IV. — Tutto quanto dissi più sopra non riguarda che gli Educatori dopo la scuola; per gli Educatori prima della scuola le deduzioni cambiano e la loro storia è presto esposta. Non meno necessari dei loro fratelli maggiori, si prefiggono lo scopo di aprire il mattino una sala di custodia a quegli alunni i cui genitori sono costretti dalle prime ore del giorno al lavoro, e, anche in questo caso, di completare l'opera della famiglia, quando non si tratti di compierla totalmente, facendo lavare i fanciulletti, usciti all'alba da casa, far loro studiare la lezione, e, occorrendo, rifocillarli

con una tazza di latte, freddo o caldo, a seconda della stagione. Concetto pur questo semplice, e perciò buono.

La organizzazione degli Educatori prima della scuola è semplice e poco costosa, mentre grande è l'utilità ch'essi apportano; favoriscono, soprattutto, la frequenza scolastica: tolgono dal vagabondaggio infantile reclute sicure, affrancano dal freddo invernale tante misere e minuscole vite, preparandole convenientemente alla scuola.

A Parigi, cervello del mondo, mentre si provvedeva dal Comune alla custodia degli alunni *dopo* la scuola, si aprivano contemporaneamente le *Salles de garde*; a Milano, invece, un Comitato di cittadini, amanti della scuola come sorgente d'ogni bene sociale, prefiggendosi lo scopo di circondarla di tutte le opere integratrici, apriva nel novembre 1900 il primo *Ritrovo Mattutino*, ben presto imitato da Patronati scolastici, solleciti del bene dei fanciulli. Ma nel breve volgere di pochi anni i Ritrovi Mattutini andarono pressochè scomparendo.

Discorrere ora delle cause di tale insuccesso, potrebbe parere superfluo: mi sia però concesso di rivolgere a chi non crede alla necessità dei *Ritrovi Mattutini* o *Educatori prima della scuola* che dir si vogliano, alcune esplicite domande:

È o non è vero che le scuole elementari si aprono due ore circa dopo gli opifici?

È o non è vero che nelle grandi città industriali v'è un certo numero di famiglie in cui i genitori vanno entrambi al lavoro?

È o non è vero che per tutte le famiglie non può esservi la terza persona che custodisca i figli e li prepari convenientemente alla scuola, data l'assenza dei genitori?

Se le risposte fossero per avventura negative, a che staremmo a parlare di Educatori? e se di *Educatori* dopo la scuola si parla e si riconosce incontestabilmente l'utilità, perchè negarla agli Educatori prima della scuola, ai così detti *Ritrovi Mattutini* o *Salles de garde*?

Si obietta: i casi di bisogno son pochi. L'obiezione non ha valore: essa richiama alla mente la parabola evangelica della pecorella smarrita e delle novantanove sicure, abbandonate dal pastore, per la prima.

Perciò io non mi sono peritato, trattando di Educatori in un Congresso Internazionale delle Istituzioni integratrici della scuola, di occuparmi anche di questa umile istituzione, fiorente nella capitale morale del mondo, trapiantata con poca fortuna nella capitale morale d'Italia, per esprimere un augurio; che, cioè, quanti hanno a cuore la custodia degli alunni, studino serenamente la istituzione dei *Ritrovi Mattutini*, ed operino per il loro sviluppo proporzionale ai bisogni.

V. — Gli Educatori oggi esistenti rappresentano la gamma delle varie forme di costituzione: e cioè essi vivono o per virtù diretta della beneficenza, o per concorso cooperativo di genitori associati, o per merito dei Comuni.

E, per proporci degli esempi pratici, possiamo additare a prototipi delle tre forme: la *Scuola e Famiglia* di Milano, tipo di beneficenza pura; i *Forti e Buoni*, pure di Milano, tipo di Società cooperativa applicata ad un determinato Educatorio di una scuola; le *Garderies* di Parigi, Educatori comunali.

Esaminiamo quale delle tre forme sia da preferire.

VI. — È giusto, è utile che la beneficenza provveda direttamente agli Educatori? Questa è la domanda che ci corre spontanea alle labbra; e mentre sentiamo alta e grande l'ammirazione per generosi sforzi di chi amministra le istituzioni benefiche oggi esistenti, rispondiamo che non è nè giusto, nè utile che gli Educatori sieno emanazione diretta della beneficenza.

Due ragioni ci inducono a tale risposta:

1.^a Se gli Educatori sono — come è dimostrato — necessari, devono essere sicuri del loro funzionamento, e sicuri di esserlo in misura sufficiente: può la beneficenza garantire tutto ciò? Scorrendo la storia della beneficenza milanese, pubblicata in questi giorni per cura e spese di un eminente filantropo, si vede ben presto che la beneficenza ha la sua moda, i suoi figurini del giorno; che l'attività nella raccolta dei fondi è d'altra parte temporanea, mai in nessuna Opera Pia permanente, e le diverse istituzioni, raggiunto un certo grado di agiatezza, più non si curano di rinvenirsi, attingendo nuove forze, ma si cullano dolcemente nel patrimonio formato da coloro che furono; quindi nessuna garanzia di vita, o di vita sufficientemente attiva.

2.^a Chi dà, o meglio dona, intende imporre determinate condizioni: da ciò, ed anche per amor di vita della istituzione, regolamenti che fissano le condizioni più disparate e talvolta anche curiose per l'accettazione negli Educatori; manifestazioni periodiche di gratitudine ai generosi benefattori, non atte certo alla formazione del carattere dei piccoli beneficiati; un chiedere documentato, un concedere condizionato; uno stato di cose che, se può piacere a chi s'interessa dell'istituzione, non può certo soddisfare i bisogni — non dirò delle singole famiglie, poichè gli interessi dei singoli non debbono mai preoccupare — ma i bisogni della istruzione e della educazione popolare.

Un esempio? Eccolo: Una delle migliori istituzioni integratrici della scuola ha stampato nei suoi regolamenti che due fratelli non possono essere contemporaneamente accettati nei suoi Educatori; che non può trovarvi posto l'alunno che abbia compiuto i dieci

anni: ognun vede in quale controsenso si trovino queste disposizioni colla ragion d'essere della istituzione.

Ma vi ha di più: talvolta sono condizioni tali che sono vere sopraffazioni alla libertà di coscienza, quando non sono esclusioni inique dagli Educatori. Intendo parlare delle istituzioni di carattere confessionale.

Per queste ragioni non mi basta l'animo di proporre al Congresso un voto che incoraggi lo sviluppo degli Educatori in virtù della beneficenza.

VII. — Certo che la forma cooperativa anche nel campo d'azione degli Educatori è da preferire alla forma benefica. Dire ai genitori che sentono il bisogno di un ente che faccia le loro veci prima e dopo la scuola: « Costituitevi in società, aprite un Educatorio, affidatelo a maestri scelti da voi » è già un fatto educativo di grande efficacia; abituare a non chiedere, ma a provvedere a sé stessi è un fatto etico degno di alta considerazione.

Ma la forma cooperativa esige naturalmente un contributo pecuniario: ora è giusto chiederlo proprio a coloro i quali debbono affidare ad altri i propri figli per poter sostenere, liberi d'ogni impegno, l'ardua lotta per la vita? No.

Il principio cooperativo è sempre preferibile — anche se accoppiato alla beneficenza — al principio benefico; i vantaggi morali ed educativi ch'esso trae con sé, lo rendono altamente apprezzabile: pur tuttavia i voti dell'odierno Congresso non dovrebbero essere per questa forma di costituzione. Esso ha due difetti capitali: 1.° di richiedere fondi a chi presumibilmente ne è sprovvisto; 2.° d'essere di difficile iniziativa. Là ove manchi un Direttore di scuola che *voglia* la costituzione della Cooperativa, anche a costo di sacrifici personali non lievi, l'Educatorio non sorge, per quanto i bisogni vi sieno manifesti.

VIII. — È il Comune che deve provvedere agli Educatori. È questa la conclusione a cui, date le premesse, si perviene.

Scartata in merito l'opera della beneficenza, approvata l'opera della cooperazione, ma rilevatine i difetti, altro non resta che richiamare l'opera del Comune.

Ed invero non si comprende come, posto che l'istruzione è obbligatoria per legge, la legge stessa non fornisca anche tutto quanto è necessario per mettere il cittadino in condizioni d'esserle ossequiente; e prima, fra le più impellenti necessità di uno scolaro, crediamo avere dimostrato essere oggi l'Educatorio.

Sono controsensi inesplicabili delle leggi questi, che pure si vogliono giustificare.

Sono due gli argomenti principali di coloro che non vogliono l'Educatorio emanazione del Comune:

1.° Gli abusi facili ad introdursi in un esercizio comunale:

2.° La questione finanziaria.

Premetto: io sono fautore di quell'assistenza scolastica a larga base, che non è richiesta da chi ne ha bisogno, ma offerta dall'Ente sociale; di quell'assistenza che si può rifiutare quando non occorra o non si desideri, ma che è pur sempre larga sostenitrice, anonima benefattrice di tutti i bisogni palesi o nascosti; così vorrei, come per la refezione scolastica, che l'Educatorio fosse aperto per tutti gli alunni, liberi i genitori di non lasciarvi i loro figli: la domanda insomma dovrebbe essere inoltrata, non per ottenere il servizio della custodia dei figli, ma per rinunciarvi.

Questa forma di assistenza scolastica è certamente — nell'anno di grazia 1906 — assai ardità; ma è evidente che così organizzati gli Educatori, la parola *abus* cesserebbe d'aver valore; che tutti gli alunni, i cui genitori sono costretti al lavoro, o non possono occuparsi o — quel che però è assai meno frequente di quanto si crede — sentono così poco affetto per i propri figli da tenerli lontani da casa senza ragione, tutti gli alunni saranno convenientemente curati, e l'opera della scuola sarà veramente integrata.

Ma, prescindendo da una organizzazione a così larga base com'io vagheggio, a dirimere gli abusi, qualora si volesse limitare l'Educatorio Comunale ai senza casa prima e dopo la scuola, mancano al comune i mezzi per avere informazioni sulle condizioni delle famiglie? E dato pure, ma non concesso, qualche abuso, è umano che per esso il Comune si disinteressi di tutti i bisogni?

La questione finanziaria.

Certamente è impressionante; tuttavia l'esperienza dimostra che la ragion finanziaria ha sempre ostacolato lo sviluppo di tutte le riforme sociali, ma non potè mai impedirne l'attuazione finale.

Invero: chi avrebbe mai immaginato un secolo fa che i bilanci comunali avrebbero sopportato il peso, per quanto inadeguato, non esiguo dell'istruzione primaria? E solo pochi anni sono, ed ancor oggi, in molti Comuni non è ancora utopia il pretendere che il bilancio comunale possa *sopportare* la spesa per la refezione scolastica?

La ragione finanziaria, che è certamente la più forte in ogni questione, deve però cedere — e cede sempre infatti — davanti alla ragione di progresso. Perciò la questione economica non deve trattenerci dall'emettere liberi voti, che da un Congresso come l'odierno, avranno sicuramente una ripercussione non lieve negli organismi amministrativi delle nazioni civili.

Ordinamento didattico degli Educatori.

I. — Gli Educatori prima della scuola, dovrebbero aprirsi in ogni centro scolastico ove fossero richiesti liberamente dai genitori alla Direzione. Un'aula dovrebbe essere esclusivamente adibita a questa istituzione. Un insegnante, convenientemente retribuito, dovrebbe essere chiamato a reggere l'Educatorio; suo compito quello di preparare convenientemente gli alunni alla scuola per rapporto all'igiene e alla istruzione.

I genitori dovrebbero essere obbligati a consegnare di presenza i loro figliuoli ad una determinata ora, stabilita su quella d'apertura degli opifici del rione.

II. — E' dimostrato dall'esperienza che il rimanere l'intera giornata nell'ambiente scolastico, produce negli alunni un senso di stanchezza, di noia, di tedio, che si manifesta coll'indisciplina, più spesso colla svogliatezza; dovrebbe ogni centro scolastico avere dei locali sussidiari, preferibilmente lontani una mezz'ora di strada dalla scuola, arredati con suppellettile diversa da quella scolastica (tavolini e sedie, invece di banchi) in modo che l'alunno cambiasse realmente l'ambiente, ed avesse per necessità lo sfogo giornaliero di una passeggiata appena finita la scuola.

III. — L'orario generale dovrebbe necessariamente variare da scuola a scuola, a seconda degli orari degli stabilimenti, degli opifici, degli uffici del rione in cui ha sede l'Educatorio.

L'orario didattico dovrebbe comprendere e lasciare larga parte alla ricreazione libera, ai giuochi organizzati, alle escursioni nel giovedì; comprendere il tempo necessario per eseguire diligentemente i compiti; parte dell'orario dovrebbe essere impiegato in amene letture libere, su prestiti della biblioteca circolante di cui ogni Educatorio dovrebbe essere fornito.

Un canto dovrebbe segnare l'inizio e la fine dell'orario dell'Educatorio.

IV. — Il programma dell'Educatorio può essere espresso in due parole:

Integrazione dell'opera della scuola.

Ma qualche dilucidazione a questo proposito non guasta:

Occorre prima fissare che l'Educatorio non può essere istituzione indipendente dalla scuola in cui ha sede, o donde gli vengono gli scolari, ma deve essere istituzione coordinata alla principale, che è la scuola; la direzione sua dovrebbe essere quindi quella della scuola.

In secondo luogo stabilire che il carattere fondamentale dell'Educatorio, deve essere laico, come laica dev'essere la scuola, se vuol essere educativa sempre.

Ciò bene stabilito, le materie facoltative (così chiamate forse — vedi scherzi delle parole! — perchè fisiologicamente e sperimentalmente sono le più necessarie) quali la ginnastica, le escursioni, il canto, il disegno, il lavoro manuale, le visite ai musei, ecc. che nella scuola non trovano per mancanza di tempo il loro sviluppo sufficiente, dovrebbero trovare nell'Educatorio la loro sede naturale.

Dovrebbe, sotto questo punto di vista, il programma dell'Educatorio essere il vero complemento razionale del programma della scuola: da ciò consegue: non un programma generale a tutti gli Educatori di una città, ma un programma particolare per ogni singolo Educatorio.

V. — Gli insegnanti bene retribuiti, e scelti per merito, potrebbero essere, per gli Educatori prima della scuola, gli stessi maestri — o assistenti, o supplenti — della scuola regolare; per gli Educatori dopo la scuola gli insegnanti debbono essere completamente liberi d'ogni altro ufficio, poichè già troppo faticoso è quello di dirigere un Educatorio, per quanto limitato a 30 alunni circa. Epperò potrebbe affidare la reggenza dell'Educatorio prima e dopo la scuola ai medesimi insegnanti, costituenti un novello corpo che potrebbe ben chiamare della integrazione scolastica.

VI. — Gli alunni non dovrebbero mai superare il numero di 30 per ogni sezione di Educatorio; ed ogni sezione non dovrebbe avere che alunni provenienti da una determinata aula scolastica.

Una razione di pane dovrebbe essere distribuita a tempo opportuno, ed ogni giorno, a quegli alunni che fruiscono del beneficio — chiamiamolo così ancora — della refezione scolastica.

VII. — La Direzione della scuola, cui verrebbe accollato il nuovo ordinamento della scuola integrata, dovrebbe essere retta da un Direttore e da un personale supplente, convenientemente retribuito, con funzioni altresì di Segretario.

CONCLUSIONE.

Queste, a brevissimi cenni, le linee principali dell'organizzazione degli Educatori quali dovrebbero essere nel concetto di una scuola integrale o popolare, che dir si voglia.

Inutile mi è parso uno studio critico sugli Educatori ora esistenti, pressochè tutti d'indole privata, e quindi temperanti la nobiltà dello scopo principale con considerazioni particolari, tutte soggettive, di ogni Ente organizzatore.



I Ricreatori.

(*Relazione Dott. A. DELL' Uomo.*)

Breve vuol essere la Relazione intorno ai « Ricreatori » perchè così impone la molteplicità dei temi da trattarsi; perchè il campo è già sgomberato di tutte le opposizioni che da varie parti, con diverse premesse si fanno in generale alle istituzioni integrative della scuola primaria; perchè infine l'utilità, anzi la necessità dei Ricreatori si presenta così evidente che non può dar luogo a molta discussione: se dissensi ci potranno essere, sarà su questioni di programmi, sul modo di estrinsecare l'opera loro.

Scopo dei Ricreatori è quello di raccogliere i fanciulli e i giovanetti delle famiglie dei lavoratori alla domenica, in un determinato numero di ore, e di intrattenerli in piacevoli ed utili esercizi, in ordinata e dilettevole attività del corpo e dello spirito, raggiungendo il doppio intento di tenerli lontani dal mal vezzo di passare le ore in ozio sfaccendato e deprimente, di tenerli lontani dalle tentazioni, dai mali esempi e dalla corruzione della strada, e di educarli, avviarli al bene.

Una prima conseguenza è che questa dei Ricreatori, quale ci si presenta dinanzi agli occhi della mente, è ora istituzione più propriamente cittadina; nel contado altri mali prevalentemente sarebbero da combattere o da prevenire, ed altre direttive si domanderebbero.

Dobbiamo noi fermarci a parlare dei pericoli che minacciano i nostri giovanetti abbandonati a sè per le vie e, qualche volta, per le osterie di una città?

A Roma come a Milano, nelle città grandi come nei piccoli centri, tutti conoscono pur troppo l'esistenza di quegli elementi irriducibili, che sotto vari nomi, qua di teppismo, là di mala vita, minacciano continuamente la quiete e il lavoro cittadino. Chi è appena appena, anche superficialmente, curioso di afferrare qualche esterior sintomo di questo male sa cosa voglion dire i quartieri di San Lorenzo o i pressi di Ponte S. Angelo a Roma, o certe parti dei nostri bastioni, certi prati lungo la circonvallazione, dove i peggiori elementi passano le ore della giornata, dove si attirano attorno, attratti o dalla curiosità morbosa di ciò che è male, o da un cenno ribaldo, i ragazzi nostri che vi imparano le prime parole di un gergo infame, i primi lazzi di atti osceni. Così il contagio si va mantenendo vivo, ed aumenta la triste schiera, tal che pare che d'anno in anno vada estendendosi e rinvigorendo questo male che il carabiniere potrà giungere spesso a infrenare nelle individuali manifestazioni, ad estirpare non mai.

Raccogliere i giovanetti dagli otto ai diciassette o diciotto anni; quelli che ancora frequentano la scuola primaria, quelli che già l'hanno abbandonata per l'officina, il magazzino, la bottega: ecco il compito dei Ricreatori. Fu discusso in un Congresso se era bene questa promiscuità di studenti e di giovanetti lavoratori; ma, lasciando che una distinzione netta non si può fare, perchè molti di quelli che già di giorno lavorano, frequentano, fortunatamente, alla sera le scuole serali e le scuole di disegno, è un fatto che in fondo si tratta di ragazzi che sono tutti nelle stesse condizioni, e non è che questione di età; ed agli inconvenienti che possono derivare dal mettere assieme ragazzi di dieci e giovanetti di diciassette anni, trovan rimedio i regolamenti interni, che dividono gli alunni in squadre per necessità di istruzione, date le diverse forze ed attitudini.

Raccogliere dunque questi giovanetti in locali adatti, ampi, sani e simpatici, e intrattenerli così che essi amino questi ritrovi, e li desiderino: perciò l'azione dei Ricreatori si esplica in ordinati esercizi collettivi: ginnastica, nuoto, canto corale, e nelle relative gare o individuali o a squadre, che sveglino il sentimento dell'emulazione, che deve sempre accompagnare l'altro dell'amore alla collettività; dove è possibile, istruire una schiera nell'uso di istrumenti musicali si da formare o una fanfara o una squadra di tamburini, o una piccola banda musicale che accompagni coi vivificanti suoni il Ricreatorio nelle sue marce, nelle sue libere passeggiate all'aperta campagna, nelle sue gite. Perchè è questo un altro dei precipui intenti che devono i Ricreatori prefiggersi: innamorare i giovani, che vivono tutta la settimana nella chiusa città, della vita all'aria aperta nei campi; far conoscere loro le bellezze del paese, nei suoi

monti, nelle sue vaste distese, nei suoi laghi, ne' suoi mari; far sentire quanta vita e quanta forza palpita, soffre e combatte anche fuori delle affollate vie della città; far sì che oggi, mentre i mezzi di trasporto diventano di giorno in giorno più facili e alla portata di tutti, essi sentano il bisogno di respirare l'aria vivida dei campi, si innamorino di questa vita di moto, di questi bagni di sole, di questa sana giocondità, e amino sposare le liete e oneste e vigorose canzoni patrie, cantate in coro, alle camminate lungo la pianura, alle salite ai monti, e finiscano col sentir nausea del chiuso delle taverne, e delle ore ed ore passate a una tavola d'osteria colle odiose carte in mano, tra un bere malsano, un vociare indecente e scurrile, e piatti e liti volgari, quando non si trascende alla rissa omicida.

E insieme a questa l'altra parte del programma dei Ricreatori, che è la più direttamente istruttiva: brevi, facili conferenze, coll'aiuto di proiezioni, che diano ai giovani notizie delle applicazioni della scienza alle industrie, alla vita di tutti i giorni, e le nozioni di geografia più importanti; sì che imparino a conoscere la vita di tutto il loro paese e quella delle altre regioni colle quali più o meno siamo a contatto, per cui, se un giorno il destino li porterà oltre i confini della patria, non siano pecore dal branco avviate allo scannatoio; e, alternate a quelle nozioni, conferenze di igiene, che è della morale in pratica; e nelle solenni ricorrenze, senza innamorarli degli sbandieramenti e delle vuote ciance, un ricordo dei grandi fatti della storia patria, e dei passi della umanità nella marcia sua faticosa verso un consorzio meno feroce.

Abbiamo parlato sin qui di giovanetti, e di fanciulli, e il programma che siamo venuti tracciando è, per verità, più fatto per maschi che per fanciulle: vuol dir questo che noi pensiamo essere i Ricreatori una istituzione essenzialmente adatta solo alla parte maschile?

No: gli è che, meno qualche rara eccezione — a Roma, per esempio, dove abbiamo un Ricreatorio femminile Regina Margherita — i Ricreatori femminili in Italia sono generalmente ancora un desiderio: a Milano tra l'altro, ad onta della buona volontà di parecchi cittadini, non si è ancora riusciti ad aprirne uno. Noi siamo troppo facili, pure in mezzo a tanto femminismo a parole, a dimenticare nella realtà dei fatti la donna; nella smania d'arrivare è ancora la prepotenza virile che prevale, e quando in una istituzione abbiamo pensato ai signori maschi, ci pare di aver fatto tutto. Non mi dilungherò certo nella dimostrazione dei vantaggi, della necessità dei Ricreatori femminili: spero che nella discussione che seguirà, sorgeranno ben altre e più competenti voci in sostegno di essi: basti qui accennare come nella presente organizzazione del

lavoro delle industrie e del commercio si sia venuta e ogni di più si venga trasformando la condizione della donna; basterà accennare a certi sprazzi di luce che tratto tratto studi e statistiche vengono a gettare sulle cause e sullo sviluppo della prostituzione, per vedere quanto urga aprire in ogni quartiere un Ricreatorio che accolga la domenica queste fanciulle che oggimai fanno la stessa vita dei maschi, correndone gli stessi pericoli con ben più terribili e troppo spesso irrimediabili conseguenze.

Uno sciopero originalissimo — che non mancò della nota gaia, della quale di preferenza si impadronirono i giornali a conforto dei loro lettori, dimenticando tutto ciò che di dolorante si nascondeva sotto il cicalio delle scioperanti minuscole — ha dato tempo fa qui a Milano occasione al sorgere della scuola domenicale delle « *piscininn* » (le piccole commesse delle sarte e delle modiste) che facilmente avrebbe potuto trasformarsi in un vero e proprio primo Ricreatorio femminile; ma l'apatia dei più lasciò cadere il tentativo. E si che non mancano i buoni esempi: le società ginnastiche femminili, sorte per le fanciulle della piccola borghesia, ci additano in parte quello che corre l'obbligo di fare per le figlie del popolo. Speriamo che almeno l'ultimo concorso ginnastico tenutosi tre mesi or sono qui a Milano abbia valso a cancellare le ultime renitenze che il pregiudizio antifemminista, radicato ancora anche là dove meno lo si sospetterebbe, ha opposto fin qui trionfalmente ai tentativi di allargare alle donne molte istituzioni riconosciute pur proficue pei signori uomini.



Quale carattere deve avere il Ricreatorio?

Non esitiamo a porre innanzi come risposta la parola di *laico*, per quanto possa suonare meno bene all'orecchio di chi in essa sente come uno squillo di battaglia contro credenze vive e care nella sua coscienza: ma per noi questo carattere di laicità è garanzia che in esso saranno rispettate tutte le coscienze, come deve essere a tutti aperto; a tutti aperto non perchè vi si facciano distinzioni di minoranze più o meno tollerate, ma perchè la educazione che vi si impartisce, informata a quei principj di rettitudine che non sono privilegio di nessuna Chiesa o di nessuna Scuola filosofica, perchè al di sopra di tutte, deve arrivare al cuore ed alla mente di tutti.

E come devono essere laici, così non devono i Ricreatori diventare il mezzo di meschine manifestazioni politiche, o una specie di parataio per impigliare le giovinette anime nella rete di questo o di quel cacciatore.

Quanti sentono tutta l'altezza morale della libertà del pensiero devono rifuggire da questo irreggimentare ignari bimbi e facilmente creduli ragazzi, dietro una bandieruola azzurra o rossa o gialla, e condurli in marcia al grido di viva il re o il papa o il sole dell'avvenire.

Ben più alto e ben più vasto è il compito educativo che devono prefiggersi i Ricreatori, i quali cominciano oggi a largamente diffondersi in Italia, per quanto siano ancora lontani dall'avere quel largo consenso di appoggi e quella diffusione che devono raggiungere.

Non mi fu dato in questi giorni di poter fare una statistica dei Ricreatori che fioriscono in Italia, ma ricordo che numerosi sono quelli di Roma, dove questa istituzione è divenuta veramente popolare; un magnifico Ricreatorio, modello di ordine, esempio di attività varia, vanta Pavia nel suo Ricreatorio Laico Felice Cavallotti, che risponde davvero a tutta la tenace italianità che vibra nel nome caro a cui si intitola; notevole pure per fiorente vita e nobiltà di iniziative è il Ricreatorio Civile di Brescia; nè mancano di tale istituzione, oltre le altre che mi duole dimenticare, le città di Bologna, Genova, Montechiari, Taranto, Verona: Milano intitola i suoi ad Antonio Sciesa, e qui l'Umanitaria innalzando un nuovo quartiere di case operaie, volle che avesse il suo speciale Ricreatorio; esempio che auguriamo venga imitato.

Come vivono oggi quasi tutte queste istituzioni da noi? e quali frutti danno?

Che tutti diano i risultati che dovrebbero non si può proprio dire; quasi sempre la scarsità dei mezzi, la inesperienza delle persone che più per buona volontà o smania di fare che con meditata fermezza si addossano il non lieve incarico di impiantarli, dirigerli, amministrarli; la apatia e la indifferenza dei più, che non danno loro l'appoggio, reso più necessario dalla guerra che a queste istituzioni muove ingiustamente il clero, geloso forse pe' suoi oratori (e dico ingiustamente perchè al contatto colla nuova istituzione il bisogno della conservazione ha fatto sì che anche gli oratori si sono venuti svecchiando e hanno cominciato ad uscire dal chiuso dei loro recinti e a dare grande importanza alla educazione fisica, nel passato lasciata tutta al giuoco delle bocce e all'altalena piantata nei loro giardini); tutte queste cause ed altre che lungo sarebbe enumerare hanno spesso impedito da noi ai Ricreatori esistenti di rispondere pienamente alla aspettativa che in essi si era riposta.

Così come oggi sono costituiti, i Ricreatori in generale sono sostenuti da un nucleo di azionisti dal numero fluttuante, da proventi di spettacoli dati per beneficenza, da elargizioni di privati, da pubbliche sottoscrizioni, da sussidi del Governo, dei Mu-

nicipi o di Enti morali, quali le Banche, le Congregazioni o altre istituzioni di beneficenza. La enumerazione è lunga, ma non sempre la somma che si raccoglie è adeguata alla lunghezza della lista; i redditi sono sempre incerti, e troppo spesso dipendono dalla maggiore o minore attività od abilità di un Comitato ad attirare al proprio mulino più o meno delle copiose acque che annualmente versa la inesauribile fonte della pubblica beneficenza.

Un Congresso speciale dei Ricreatori, tenutosi nel 1904 a Brescia, approvava lo Statuto di una Federazione dei Ricreatori italiani, così che avessero maggior armonia di mezzi e di intenti, e fu lodevole proposta. Ma noi, in questo Congresso per le Opere di educazione popolare, dobbiamo affermare il principio che spetta alle Autorità, cui è affidata la cura della scuola primaria, il dovere di integrarla con tutte le istituzioni che valgano a renderla veramente popolare, veramente utile a tutti i cittadini; essa quindi deve assumersi anche i Ricreatori, non lasciarli alla fluttuante opera ed attività della privata beneficenza.

Ma questo voto non sia di danno alla istituzione: perchè i Ricreatori dovrebbero essere una funzione pubblica, non se ne disinteressi, fino a vittoria ottenuta, la iniziativa privata; ma più saldo si formi il proposito di cooperare a che si diffondano prosperi e fiorenti ad accogliere ovunque i figli del popolo.

V O T O :

Il Congresso, considerata l'efficacia educatrice dei Ricreatori, ne afferma il carattere laico, ne riconosce la necessità come istituzione integratrice della Scuola primaria e fa voto perchè la privata iniziativa li sorregga e li diffonda in tutte le città, in attesa che essi vengano assunti dai pubblici poteri come parte viva della scuola veramente popolare.



L'assistenza fisiologica ed igienica nella Scuola.

(Relazione DOTT. G. BADALONI).

È argomento di grande importanza sociale quello che, per la prosperità delle future generazioni, preoccupa oggi la mente dei pedagogisti e dei medici riguardo alla istituzione dell'*assistenza fisiologica ed igienica della Scuola*, quale parte integrante indispensabile dell'azione educativa della scuola medesima.

Quando si rifletta che le statistiche ufficiali dei Consigli di leva attestano sul numero ognor crescente degli inabili al servizio militare e quando si consideri che le cifre della mortalità per tubercolosi polmonare denunziano che il 40 0/10 dei decessi è dato dalla gioventù studiosa, si deve per necessità pensare alla decadenza fisica ed alla urgenza di difendersi dal gran pericolo che minaccia questa gioventù.

Ma non soltanto la constatata miseria fisiologica è cagione di studio da parte degli igienisti e degli educatori, sibbene le deficienze psichiche, i ritardi e le anomalie di sviluppo delle facoltà del cervello, la loro incompleta coordinazione che, associate alle più svariate nevrasie ed alle anormalità in genere di crescita che hanno intimo rapporto colla scienza della educazione, richiedono oggi, *per il pubblico bene*, provvedimenti energici ed immediati.

Non posso entrare a discutere sulla *ereditarietà* e sugli altri *fattori fisici e morali* della crescente degenerazione umana che non abbiano rapporti intimi e diretti colla Scuola; debbo però occuparmi di quell'intensa opera integrativa, che coordinando i vari mezzi di educazione *fisica, intellettuale e morale* in relazione alla capacità organica dei fanciulli, riconduce la vita della scuola sotto

l'imperio delle leggi della fisiologia e sotto l'usbergo delle norme della igiene moderna.

Per raggiungere questo intento occorre l'intervento del *medico della Scuola*; non di quel sanitario, il cui ufficio fu istituito con la fondazione della Scuola popolare, al quale incombeva soltanto il dovere di attendere alla profilassi delle malattie trasmissibili, ma di un medico specializzato nella materia, dotato di particolari studi e forte di osservazioni sperimentali che gli consentano di valutare e controllare autorevolmente, spesso, periodicamente, e con tutti i mezzi che la scienza possiede, lo stato di salute fisica, quello della crescita somatica e psichica e dell'adattamento dell'organismo alle necessità della vita sociale e particolarmente agli obblighi che essa impone dal punto di vista della cultura intellettuale.

Fu nel Congresso internazionale d'igiene, tenuto a Bruxelles nel settembre del 1903, che pedagogisti ed igienisti di ogni Paese convennero unanimi nella idea di richiedere al *medico* — specializzato in questo studio — l'applicazione del concetto medico-pedagogico che può riassumersi nei seguenti capitoli:

- a) sorveglianza sulla salubrità dei locali scolastici e dell'arredamento, con particolare studio sul mobilio;
- b) profilassi delle malattie trasmissibili;
- c) controllo periodico e frequente della normale funzione degli organi, della crescita regolare dell'organismo e dello sviluppo delle facoltà psichiche del fanciullo;
- d) educazione fisica razionale;
- e) adattamento — d'accordo col pedagogo — della cultura delle facoltà intellettuali con la capacità fisica individuale, così come della istruzione e della educazione del fanciullo.

Insomma, d'oggi innanzi la missione affidata al *medico della Scuola* ha uno scopo essenzialmente *sociale*, la cui importanza dipende dal fatto, secondo il concetto suesposto, che diventa la condizione prima e necessaria dell'efficacia dell'educazione integrale del ragazzo.

Non è possibile, per difetto di spazio, enumerare qui tutte le ragioni che militano a favore della propugnata istituzione dell'*assistenza fisiologica ed igienica della Scuola*, ragioni che si compendiano nei capitoli sopra enunciati; spero però che basti allo scopo che io accenni per sommi capi ad alcuni principali argomenti d'igiene e di fisiologia.

Tacerò di quanto si riferisce alla igiene degli edifici scolastici, quantunque l'argomento sia di grande interesse per la salute dei giovanetti, trascurando di esaminare lo stato dei muri, la loro permeabilità, l'intonaco, la pittura, verniciatura e il colore delle pareti, le finestre e le loro disposizioni ed ampiezza, la cubicità, la

ventilazione, il riscaldamento, la fognatura, l'acqua potabile, i lavandini, bagni ecc. perchè dalle condizioni peculiari di questi dettagli possono derivare anche gravi danni alla salute della scolaresca, sia per inquinamento dell'aria ambiente, che per avvelenamenti derivanti da gas della fogna o da cattivi sistemi di riscaldamento; come debbo astenermi dal parlare della profilassi delle malattie infettive e trasmissibili, perchè dovrei spendere molto tempo ad indicare la sistematica e razionale applicazione dei migliori mezzi adottati dalla scienza.

Non mi è possibile neppure di tenere parola di alcuni provvedimenti oggi adottati quasi ovunque in Italia, con tanto vantaggio della educazione e della salute dei ragazzi, diretti a combattere la miseria fisiologica, quale la refezione scolastica; nè parlare dell'adattamento del lavoro cerebrale in rapporto alla capacità organica individuale rievocando i geniali ed importanti studi del Mosso sulla *jatica* e ricordando l'analogia del lavoro compiuto dal cervello che pensa e dal muscolo che si contrae con il conseguente controllo dato all'ergografo, al termometro o al compasso di Weber, perchè dovrei entrare a discutere sulle teorie dominanti e tuttora in discussione, sui metodi di ricerca sperimentale, a proposito dei quali occorrerebbe ricordare i bei lavori di Griesbach, di Mülhausen, e di A. Binet di Parigi, fra gli altri, nonchè quelli dei nostri Albertoni, Tamburini, Ferrari, Bellei, ecc., e perchè ad altri sarà riservata la trattazione di questo tema.

Accennerò invece come sia indispensabile l'opera costante del fisiologo e dell'igienista per guidare e controllare l'armonico sviluppo del fanciullo. Si credette infatti un tempo che la crescita dell'organismo umano avvenisse progressivamente e continuamente tanto in peso che in statura, mentre le osservazioni di valenti igienisti, primo tra i quali in Italia, il Pogliani di Torino, provarono che l'accrescimento procede a periodi, in cui ad un momento di attività straordinaria di tutto l'organismo segue un periodo riparatore, destinato — direi quasi — a preparare nuove forze e materiali per un successivo periodo formativo. Si hanno infine grandi aumenti (se non vi sono perturbazioni) sino a 6-8 anni di età, poscia l'accrescimento medio annuale diminuisce, indi da 9 a 11 anni la statura si avvantaggia poco, ma dai 12 ai 15 anni si nota un grande risveglio dovuto all'apparire della pubertà, risveglio il quale innalza di nuovo, e più che in ogni altro periodo, l'indice di accrescimento. Passato questo momento critico, in cui l'organismo è più che in ogni altra epoca della vita vulnerabile, la statura aumenta ancora fisiologicamente, sempre però in modo lento, sino ai 25-30 anni.

È evidente che quando questi periodi non si succedono con

regolarità, conseguono gravi perturbazioni che si riverberano sulla salute generale dell'organismo, che può restarne fatalmente compromessa.

Se per un momento si richiami alla mente la struttura e il modo di accrescersi delle ossa, nonché la funzione della sostanza midollare, non ci sarà difficile comprendere come dalle anomalie di sviluppo derivino, con la deformazione dello scheletro, disturbi della sanguinificazione con tutte le conseguenze patologiche per l'intero organismo. E questo anche quando, ad onta di una aumentazione riparatrice delle perdite quotidiane, il sistema di vita e le abitudini favoriscano il decadimento organico e la miseria fisiologica, che sono la conseguenza diretta o della ereditarietà o delle condizioni di vita fatte dall'ambiente scolastico e che vanno generalmente designate col nome di *gracilità*. Nell'uno e nell'altro caso occorre modificare l'organismo.

La vita, ha detto Lavoisier, è una funzione chimica, e tutti i progressi della fisiologia hanno confermato questo concetto: per il lavoro del cervello come per quello del muscolo si ha una vera combustione nella quale i prodotti regressivi, le scorie, sono in gran parte eliminati per via del sangue. Allorquando tali prodotti si trovino in eccesso nella circolazione e quando non si accordi all'organismo il tempo sufficiente — con adeguato riposo — onde il sangue possa spogliarsi dei detriti residui della combustione suaccennata, avviene uno stato d'intossicazione che deteriora dapprima e mina poi irreparabilmente la salute.

La fisiologia e la chimica biologica hanno dimostrato specialmente per gli studi di Mosso, di Gautier e di Cheveau, che l'esercizio fisico — la contrazione del muscolo — accresce l'afflusso del sangue, accelera la circolazione e per conseguenza favorisce il ricambio materiale e la eliminazione dei materiali regressivi. E a proposito del sistema nervoso, il Fonssagrives, celebre clinico francese, parlando della decadenza organica si esprimeva in questi termini: « L'umanità se ne va per causa del cervello e non può essere salvata che dal muscolo ».

L'educazione fisica quindi, mentre provvede a modificare ed a migliorare la costituzione, attende anche a mantenere lo stato di salute dell'organismo, lavando e vivificando i tessuti con l'abbondante irrigazione sanguigna che, accrescendo lo scambio materiale, facilita il trasporto e l'eliminazione dei prodotti della combustione e conduce in abbondanza l'ossigeno ai tessuti.

Ecco perchè, a riparare le deficienze della miseria fisiologica, è oggi necessario dare alla cultura fisica il posto d'onore che le spetta nella educazione della gioventù, posto che per ciò deve avere la preferenza anche sulla cultura intellettuale, alla quale dovrebbe perciò essere destinato il tempo che alla prima non è indispensabile.

Insomma, la scuola non deve nuocere e neppure ostacolare lo sviluppo fisico dei giovanetti, ma deve invece provocare, favorire e dirigere lo sviluppo delle funzioni essenziali; deve con le Opere ausiliari e integratrici formare l'educazione degli operai e degli apparecchi normalmente sviluppati mediante esercizi fisici e giochi che siano metodicamente combinati, scientificamente calcolati in guisa da spingere la gioventù ad acquistare collo spirito d'iniziativa e di disciplina quel maggiore grado, che sarà possibile di raggiungere, di agilità, di abilità e di resistenza corporea.

E ritengo necessario d'insistere su questo punto perchè, dopo l'esame dell'apparato digerente, che suppongo già normale agli alunni ammessi alla scuola, bisogna badare a quelli della circolazione e della respirazione, che sono ambedue costituiti da elementi e da organi essenzialmente vitali, destinati ad una medesima funzione, l'ossidazione del sangue. Non basta che i giovani dimorino per qualche tempo all'aria libera nella campagna; occorre che essi posseggano gli organi del respiro e del circolo sviluppati normalmente e bene esercitati alla funzione.

Il grande merito di Ling, il creatore della ginnastica svedese, sta nell'aver compreso questo principio e nell'averne fatta la base della educazione fisica. Per merito di questa idea fondamentale — di una giustezza incontestabile — egli ha stabilito tutto un sistema che ha lo scopo di promuovere lo sviluppo più completo degli apparecchi della respirazione e della circolazione nei giovanetti e di esercitare isolatamente ciascun gruppo di muscoli, destinato a tonificare ogni funzione del corpo, senza mai ledere quella del respiro e del circolo.

A questi esercizi deve presiedere una norma fondata sulla conoscenza della anatomia e basata sulle leggi della fisiologia, e deve anche corrispondere un controllo, che oggi viene talvolta fatto incompletamente e sempre empiricamente con il dinamometro e con la bilancia. Anche tali prove hanno bisogno dell'opera del *medico della scuola* che deve valutarne il significato aggiungendo la misura del perimetro toracico, poichè non basta di constatare che il fanciullo ha il torace ampio, bisogna accertarsi che egli possa valersene. Ma così le risultanze dell'esercizio dei muscoli — in una parola della educazione fisica — come gli effetti benefici sulle varie funzioni e sugli organi dei sensi devono essere accertate e controllate con speciali mezzi che sono suggeriti dalla fisiologia; l'esame del sangue, cioè, che è indice complessivo delle funzioni organiche più essenziali ed anche della integrità delle ossa; l'esame della vista, dell'udito, del tatto, mercè appositi strumenti che ne determinino la perfetta funzionalità e il grado d'acuità e ne denuncino i difetti: tutte quelle ricerche infine che valgono a con

statare il regolare ed armonico sviluppo fisico-intellettuale del fanciullo.

L'esposizione dei fatti e dei documenti che dimostrano la necessità dall'*assistenza fisiologica ed igienica nella scuola* sarebbe così lunga e porterebbe ad un lavoro di tanta mole che sarebbe impossibile qui discutere. Riassumerò invece la questione, parlando di due fatti soli che, sebbene l'uno sembri di esclusiva pertinenza dell'igiene e l'altro della fisiologia, hanno pure sì intimi legami di dipendenza da essere cagione, come del benessere, così di tutte le gravi conseguenze attribuite alla vita della scuola.

Questi due fatti, che io studiai particolarmente con la osservazione nella scuola e con l'esperienza nel laboratorio *si riferiscono alla banco di scuola ed alle posizioni simmetriche tenute dal ragazzo nel lavoro scolastico.*

Premessa la conoscenza delle regole che presiedono alla costruzione del banco di scuola in relazione alla pedagogia, alla igiene ed alla tecnica, è risaputo che sebbene siasi da tutti lamentato che il banco a distanza positiva — l'antico banco senza schienale e senza poggiatesta — può diventare causa di gravi danni per la salute del bambino, anche quando sia nelle singole parti proporzionato alla statura, pure pochi educatori ne fanno oggetto di particolare cura. Dalle lagnanze dei medici e dalle conseguenti richieste dei pedagogisti conseguì un lavoro febbrile, ma empirico, da parte dei costruttori, i quali si affrettarono a presentare sempre nuovi modelli che rispondessero, secondo il suggerimento dell'inventore, al bisogno di mantenere la così detta *posizione corretta* nel lavoro scolastico.

Ebbene, quanti hanno pensato alle leggi fisiche che regolano la *posizione seduta* ed alle conseguenti condizioni fisiologiche fatte ai visceri prima di stabilire le modalità di costruzione di un banco di scuola? Quanti pedagogisti ed educatori in genere hanno ritenuto che il banco può essere causa di disturbi più o meno gravi degli organi della circolazione, della respirazione e della digestione, oltre che cagione di difetti fisici e di deformità scheletriche?

Studiata prima anatomicamente la *posizione di sedere*, e questa con inclinazione del corpo all'innanzi, o reclinato all'indietro, e valutato poi il centro di gravità che ne deriva, appare tosto che nel primo caso si ha compressione degli organi addominali con rallentata circolazione, stasi e congestione della testa; nel secondo caso si ha impossibilità di attendere al lavoro utile perchè il corpo scivola all'indietro. Occorre perciò prendere in esame una posizione intermedia, *dritta*, la quale non potrebbe essere mantenuta a lungo senza che prima siasi trovato il terzo punto d'appoggio, essendo riconosciuti insufficienti ed instabili i due formati delle protube-

ranze ischiatiche. Ma, anche quando siasi provveduto a ciò, almeno in parte, resta pur sempre da risolvere il problema che riguarda la difficoltà di durare nella posizione presa.

Per ovviare alle conseguenze della stanchezza dei muscoli della nuca e del dorso, bisogna tornare ancora allo studio delle singole parti costituenti il banco di scuola; occorre esaminare cioè il sedile in rapporto alla forma, alla distanza dal tavolino e all'altezza dello scolaro.

Numerose prove sperimentali, basate sopra norme anatomiche e sulle leggi della fisiologia, hanno dimostrato che il banco di scuola non può essere considerato alla stregua di un ordigno destinato a mantenere coattivamente le posizioni corrette e volute, deve invece essere tenuto come un mezzo ausiliario, ma importantissimo per conservare una buona posizione; così:

a) il banco di scuola per favorire la buona posizione deve avere il sedile con una escavazione corrispondente al volume delle masse muscolari, la quale deve essere più profonda dalla parte posteriore del sedile perchè destinata a favorire la posizione di riposo della regione dorsale con l'appoggio lombare combinato in maniera, che lo schienale risponda alle curve fisiologiche;

b) il banco, con il sedile scavato secondo le forme anatomiche date dalle protuberanze ischiatiche in rapporto ai muscoli glutei e della coscia, contribuisce efficacemente a mantenere la posizione *simmetrica* del corpo, la quale non potrebbe essere variata senza disagio dello scolaro;

c) il banco che mantiene la posizione corretta dello scolaro, avvertendolo delle deviazioni, contribuisce potentemente ad evitare la miopia, la scoliosi, le congestioni passive degli organi in generale e del cervello in particolare, ed a favorire la respirazione (1).

Ora, tornando sul banco a distanza positiva ed anche su quelli a distanza nulla, in uso presso alcune scuole, ma difettosi in qualche parte o mancanti dei requisiti suindicati, accade che il ragazzo si muove incessantemente per trovare un appoggio stabile, e spesso, abbandonandosi all'innanzi porta tutto il peso del corpo su di un'anca e quello del capo sul braccio poggiato al tavolino, derivandone *asimmetria* del tronco ed in conseguenza una spalla più alta dell'altra ed il torace e l'epigastrio compressi contro l'orlo del tavolo stesso.

Lo studio delle attitudini viziose prese dagli scolari nell'attendere al loro lavoro ha in questi ultimi tempi destato grande

(1) G. BADALONI. — *Sopra qualche dettaglio del banco di scuola in rapporto all'igiene*. Bollettino delle Scienze mediche. Bologna 1906.

Id. id. — *L'esame dell'acuità visiva e del senso cromatico nella scuola*. Bollettino delle Scienze mediche. Bologna 1904.

interesse, perchè le conseguenze patologiche che ne derivano si riflettono gravemente sulla prosperità delle future generazioni. E questo perchè non è più per la miopia o la scoliosi che si temono, ma per i danni che ne derivano alla respirazione in causa delle *asimmetrie* del torace. L'influenza esercitata dalla posizione di studio — sia di lettura che di scrittura — sulla funzione del respiro non era stata studiata sino ad oggi. Occorreva verificare se l'*asimmetria* delle spalle avesse alcuna relazione sulla respirazione e bisognava perciò istituire un confronto sul modo di comportarsi dal lato destro del torace con quello sinistro nei movimenti della respirazione.

Istituii all'uopo presso il laboratorio di Fisiologia della R. Università di Bologna — diretto dal Prof. Albertoni — una serie di ricerche, che dettero risultati di grande valore per l'igiene della scuola (1).

Sul concetto desunto dalle esperienze di Marcy, che cioè i movimenti esterni della respirazione hanno una intensità proporzionale alla quantità di aria che il polmone aspira od espelle in ciascun atto respiratorio, mi parve possibile di stabilire ricerche comparative tra i movimenti della respirazione di un lato con quelli dell'altro del torace, onde apprezzare la maggiore o minore quantità di aria penetrata nel polmone destro piuttosto che nel sinistro, in rapporto alle posizioni del torace che importano *asimmetria* o conservano la perfetta *simmetria* delle parti.

Per il controllo bisognava ricorrere al metodo grafico, come quello che avrebbe permesso di registrare contemporaneamente l'espansione toracica di ambo i lati, e mi sono servito dell'apparecchio più semplice, che si fonda sul principio della trasmissione ad aria mediante un tamburello di Marcy sul quale è fissata la penna destinata a registrare i movimenti di elevazione e di abbassamento della cassa toracica, cioè gli atti respiratorii, sul cilindro affumicato del chimografo.

Riferirò qui soltanto di alcune esperienze essenziali, avvertendo che il risultato fu sempre positivo in tutte le prove numerose che, incominciate nel luglio del 1904, ho continuato sino al gennaio del 1905.

Il 1° novembre 1904 il ragazzo F. R. di 14 anni viene posto in condizione normale seduto innanzi ad un tavolo e quindi invitato a scrivere, posando ambedue le braccia sul tavolino e tenendo il quaderno dritto, per cui risulta simmetria perfetta di ambedue

(1) *Les positions asymétriques du tronc en rapport avec la fonction de respiration*, par M. BADALONI. Bull. de l'Académie Royale de médecine de Belgique. Bruxelles 1906.

G. BADALONI. *La scrittura dritta e la scrittura inglese: influenza della scrittura sulla funzione del respiro*. Archives internationales d'Hygiène Scolaire. W. Engelmann. Lipsia 1906.



Refezione scolastica.

(*Relazione* PROF. C. TONZIG.)

Ad altro relatore spetta il compito di esporre il lato giuridico, economico e statistico di quella importante opera moderna e civile di assistenza scolastica che è la Refezione.

Mi limito qui ad esporre brevemente la parte igienica, e quindi fisiologica e tecnica.

Veramente mi parve difficile di non sorpassare i limiti che su questo argomento mi sono imposti, poichè la istituzione di cui ora ci occupiamo si collega colla scuola, e quindi colla vita morale e sociale in modo che il tema della Refezione passa facilmente dal campo dell'igiene in quello della sociologia e da questo in quello del pubblico diritto (Serafini).

Il fisiologo e l'igienista, però, hanno nella Refezione scolastica un campo ben importante da trattare, poichè ad essi spetta di rilevare e fissare i bisogni dello scolaro ed il modo di sopperirvi.

Si sa che la scuola è ritenuta, non più come una volta si credeva, un luogo di ozio, ma un luogo di fatica (Credaro). Il tracciare le aste, lo scrivere vocali, consonanti e sillabe costituisce pel bambino un dispendio di forza nervosa non inferiore al dispendio di forza fisica che il facchino sopporta per alzare un grave peso, avendo la fisiologia constatato che la fatica fisica e quella intellettuale si assommano nella fatica nervosa (Mosso — *La fatica*).

A tale lavoro dello scolaro, si aggiunge il dispendio di energia che egli fa per stare immobile o quasi, in ambienti troppe volte non corrispondenti alle esigenze dell'igiene, con aria viziata, scarsi di luce e polverosi, seduto in banchi contrari ad ogni buona regola di igiene pedagogica.

Questo dispendio di energie deriva da ciò che l'immobilità ed il silenzio sono pel fanciullo un martirio. Egli sente continuamente il bisogno imperioso di alzarsi, di cangiar posto. Lo vediamo infatti stirar le membra, allungare le braccia, voltare qua e là il capo, cambiare l'atteggiamento della persona. Questo costituisce per esso una repressione continua di passioni e sentimenti vari, la quale produce nei centri nervosi fenomeni analoghi a quelli della fatica.

Anzi, per quello stesso fanciullo il moto all'aria libera, e la stessa fatica della corsa del salto, del giuoco, perchè voluti dai bisogni del suo organismo, cagionerebbero certamente meno consumo di energie che la immobilità nella scuola.

L'organismo dell'alunno in queste condizioni assomiglia ad una macchina in azione, al moto della quale si oppongano forti freni i quali, impedendo lo sviluppo della forza, consumano per l'attrito le parti della macchina stessa.

Il fanciullo quindi nella scuola a cui è obbligato, lavora e consuma i poteri del suo organismo.

Ma v'ha di più. La pedagogia moderna, come dice il Credaro nella sua relazione presentata al Consiglio comunale per l'impianto della refezione scolastica a Pavia, si propone di trarre dal fanciullo l'uomo moderno, d'imprimergli carattere e fermezza morale, di fortificare le sue attività *psiche*, intellettive e volitive, per fini sociali e umani. L'allievo quindi deve, non solo essere in condizioni di apprendere, ma anche di ritenere quanto ha appreso e di potere nella sua vita futura esplicare la sua educazione ed essere veramente un cittadino cosciente dei propri diritti e doveri.

Ma « *ventre vuoto non ha orecchi* », ed invano si alza la voce affettuosa del maestro davanti ad alunni che sentono i tormenti della fame; alunni che, non solo nella scuola, ma anche poi nella famiglia languono ed intristiscono in mezzo alle privazioni.

Ora, che nella scuola vi siano fanciulli che hanno fame, è dimostrato dalle inchieste eseguite quasi contemporaneamente a Monaco di Baviera, a Cristania, a Pavia ed a Padova; le quali, come io espongo nel mio lavoro eseguito nell'Istituto d'Igiene di quest'ultima città, diretto dal Serafini, hanno messo in evidenza che i fanciulli di quelle scuole, nella metà circa dei casi, erano mal nutriti o senza nutrimento, e che altri, ed in numero maggiore, non potevano rispondere all'appello della scuola perchè costretti invece a procacciarsi un tozzo di pane, spesse volte stendendo la mano.

E qui debbo poi ricordare le numerose ricerche le quali hanno dimostrato che i fanciulli delle scuole, durante l'anno scolastico, nei 70-80 per cento dei casi diminuiscono di peso, per aumentare invece in proporzione maggiore durante le vacanze, e quelle che hanno di-

mostrato il maggior profitto che dalla scuola traggono i fanciulli delle classi benestanti in confronto di quelli nei quali troppe volte la fame e le privazioni si fanno sentire. E tra questi secondi troviamo coloro che più facilmente corrono al delitto, poichè sentono l'influenza del mezzo sociale in cui vivono, se la loro mente non è educata e disciplinata e abituata all'ordine, se il loro corpo non è sano e robusto per rispondere alle facoltà della mente.

Nasce quindi, come io ho asserito nel mio citato lavoro, il *diritto* da parte dello scolaro di essere garantito contro l'esaurimento della riserva fisiologica e contro i pericoli che la scuola produce, e l'*obbligo* da parte della società di garantire lo scolaro e di metterlo in condizioni di poter godere nell'avvenire i frutti del lavoro che la Società gl'impone.

È quindi necessario rifornire lo scolaro di quanto consuma e, nello stesso tempo, dare a lui quanto gli manca per poter essere educato anche fisicamente.

Al mio illustre collega, in questo compito speciale, spetta di ricordarvi come dagli esempi avuti finora e dalle considerazioni speciali di diritto pubblico sia sorta ormai la conclusione che a tale obbligo la Società non può sopperire colle opere di pubblica beneficenza, la quale è instabile e segue talvolta le opportunità della politica o quelle della moda; ma bensì colla istituzione di servizi municipalizzati i quali abbiano base fissa nei bilanci comunali.

Io ometto anche di riandare la storia della Refezione scolastica attraverso il secolo scorso ed al sorgere del presente, storia che io ho in modo quanto possibile completo già altra volta esposta. Mi basta da essa rilevare come il bisogno della somministrazione di alimento ai poveri fanciulli fosse già sentita in passato e si manifestasse sotto varie forme, e cioè dalla raccolta di essi, al mezzodì, nelle case dei compagni benestanti, coi quali dividevano il desco, all'istituzione di vere refezioni asciutte od umide da parte di società umanitarie più o meno potenti, di patronati e di corporazioni religiose.

Fu solo dopo il Congresso d'Igiene di Londra che l'argomento passò nel suo vero campo, trovando il più ampio e rapido ascolto nelle autorità comunali di molte parti d'Europa, e la Refezione scolastica si è venuta affermando nel concetto come oggi è comunemente ideata.

Il mio collega, in modo completo e con speciale competenza, in seguito alle sue diligenti ricerche ed ai profondi studi compiuti, vi riferirà sulla esistenza della refezione al giorno d'oggi, dimostrando come in realtà oggi sia dai fatti confermato che il dibattito sulla importanza e sulla necessità di questo servizio sia cessato e che oramai si debba mettere il capitolo della Refezione scolastica.

tra quelli dell'Igiene scolastica ed esporne sicuramente le basi scientifiche ed il modo pratico di applicazione, affinché esso trovi, in ogni tempo, facilmente il suo giusto orientamento.

Il Di Vestea, nella sua conferenza sulla Refezione, richiama l'attenzione degli studiosi sulla importanza che essa sia basata, innanzi tutto, nella scienza dell'alimentazione, e che si debba questa esclusivamente seguire per evitare il pericolo che la istituzione riesca addirittura (sono le sue parole) una ipocrisia sociale di più.

Il punto di partenza per stabilirne le basi deve essere l'esame dell'alimentazione di fanciulli normali nei limiti di età compatibili colla scuola obbligatoria.

Va notato che l'epoca di frequenza della scuola popolare prelude allo sviluppo della pubertà, la quale è caratterizzata da un brusco e forte aumento della crescita corporea, e perciò maggiori si fanno i bisogni dell'organismo.

Con questi criteri il Di Vestea propone che la Refezione scolastica formi per quantità il 38 0/0 del fabbisogno giornaliero.

Però tali conclusioni del Di Vestea, dedotte da criteri dottrinali ed empirici, avevano bisogno di un necessario complemento, e cioè della ricerca sperimentale.

Il clima e le abitudini delle varie località sono indubbiamente importantissimi fattori, che hanno sul fabbisogno giornaliero dei fanciulli delle varie scuole una straordinaria influenza.

Infatti, nei trattati della scienza dell'alimentazione riscontriamo che per lo scolaro del peso di kg. 24 sono necessari giornalmente gr. 62 di albumina, gr. 45 di grasso e gr. 210-215 di carboidrati.

Partendo invece dalle classiche ricerche del Voit sull'operaio medio, e calcolando secondo Rubner, sempre ritenendo il peso di kg. 24, abbiamo per lo scolaro come necessaria la quantità giornaliera di gr. 67,6 di albumina, gr. 49 di grasso e gr. 229 di carboidrati.

Mainer invece accetta per l'infante, dai 4 agli 8 anni, gr. 55 di albumina, gr. 45 di grasso e gr. 200 di carboidrati; e dagli 8 ai 12 anni gr. 60 di albumina, gr. 50 di grasso e gr. 250 di carboidrati.

Cramer, all'età di 5 anni e col peso medio di kg. 16, albumina gr. 59, grasso gr. 97, carboidrati gr. 192;

all'età dai 7 ai 9 anni, col peso medio di kg. 21,17, albumina gr. 60,9, grasso gr. 36,00, carboidrati gr. 221;

all'età dagli 11 ai 12 anni, col peso medio di kg. 27,31, albumina gr. 66,6, grasso gr. 35,4, carboidrati gr. 255,7.

Questi differenti dati, raccolti dallo studio di bambini e fanciulli di varie regioni, climi e condizioni sociali, dimostrano l'importanza di altre ricerche per dedurre il fabbisogno giornaliero e la frazione che deve essere contenuta nella Refezione scolastica.

Guidato da tali ragioni, nell'Istituto d'Igiene di Padova, diretto

dal Serafini, ho voluto studiare sperimentalmente la refezione già funzionante in quella città, deducendo il suo valore alimentare per metterlo in confronto col fabbisogno giornaliero di fanciulli delle scuole stesse, ma conviventi nei due Istituti cittadini, Infanzia Abbandonata e Istituto V. Emanuele II.

Seguendo il metodo inglese, le mie ricerche riguardarono la totalità dei convittori, osservando il peso medio di essi prima e dopo. Così ho potuto conoscere che il fabbisogno minimo dei fanciulli della nostra regione è di qualche poco inferiore a quello generalmente indicato ed equivale a gr. 47,87 di albumina, gr. 22,5 di grasso e gr. 282,18 di carboidrati, equivalente in totale a 1531 kilocalorie.

Stabilita così la quantità totale, quale frazione di esso deve essere rappresentato dalla Refezione scolastica?

Le considerazioni da seguire sono non poche e tutte guidano a concludere che la Refezione scolastica deve sostituire il pasto del mezzodì.

Tal pasto, nella casa dell'operaio come in quella del ricco, dovrebbe essere il più abbondante e lo è infatti quando la miseria, la necessità del lavoro o le condizioni artificiali di vita non lo impediscono.

Nell'Orfanatrofio V. Emanuele II, nel pasto del mezzogiorno, vengono consumati giornalmente il 49 0/10 del totale giornaliero di albumina, il 56 0/10 di grasso ed il 49 0/10 di carboidrati.

Questo fa concludere che nella refezione dovrebbero essere consumati gr. 22 di albumina, grammi 13 di grasso e gr. 137 di carboidrati.

Con tali premesse, la Refezione scolastica, in generale, è inferiore al bisogno. Infatti, a Padova, dove ora è assai migliorata anche per la quantità, venivano nell'anno delle mie ricerche distribuiti giornalmente gr. 15,2 di albumina, gr. 7,6 di grasso e gr. 78 di carboidrati.

Ma la considerazione non basta, e bisogna tener conto dell'orario scolastico, che chiama nell'aula il fanciullo troppo presto dopo la somministrazione della refezione, quando cioè la digestione è ancora al suo acme, e l'organismo male sopporta che essa sia aggravata e disturbata da altri lavori.

Si deve ancora tener conto che i fanciulli ammessi alla refezione sono quasi tutti provenienti dalle classi povere, nelle quali l'alimentazione giornaliera è scarsissima o del tutto priva di azoto animale.

Quindi la refezione dovrebbe sostituire tale mancanza e, costituendo il 50 0/10 del valore energetico della alimentazione giornaliera, dovrebbe essere più ricca di azoto animale e meno ricca di carboidrati.

L'albumina quindi dovrebbe essere di circa gr. 40, il grasso di gr. 20, pur mantenendo la quantità di carboidrati intorno a circa gr. 100.

E traducendo tali dati in sostanze alimentari, secondo il contenuto medio di esse dei principi nutritivi, alcuni tipi che corrisponderebbero a questo ideale sarebbero i seguenti:

Refezioni asciutte:

pane	gr. 160	salame	gr. 100
"	"	formaggio	" 75
"	"	uova	due

Refezioni umide:

pane gr. 125, minestra (pasta in brodo) decilitri 3, carne gr. 75.

A questo ideale si oppongono, pur troppo, ragioni finanziarie; inoltre la forza delle abitudini renderebbe il cibo, così preparato, di difficile consumo pel fanciullo.

Quindi, colla lieta speranza che l'evoluzione sociale progredisca tanto che in ogni regione d'Italia anche la mensa delle famiglie meno abbienti sia provvista della necessaria quantità di azoto e che la Refezione scolastica non debba perciò sopperirvi, pensiamo invece a proporre la quantità di cibo corrispondente alla metà circa del fabbisogno giornaliero, e quindi, per i nostri fanciulli, gr. 22 di albumina, gr. 18 di grasso e gr. 187 di carboidrati, tenendo presente che la quantità di questi ultimi sia piuttosto minore per non difficolare la digestione durante il lavoro, col volume di alimento. Su questo possono essere basate le razioni seguenti:

Asciutte:

pane	gr. 125	salame	gr. 50
"	"	formaggio	" 40.
"	"	uova	uno

Umide:

pane gr. 60, minestra in brodo decilitri 2 1/2, carne gr. 50

" " 60, fagioli conditi gr. 15, uova 1/2

" " 125, caffè e latte gr. 300

" " 60, pasta asciutta gr. 250, carne gr. 40.

Le ragioni finanziarie e talvolta politiche hanno però finora indotto gli Amministratori a considerare la refezione come un complemento necessario a riparare le energie che il fanciullo consuma durante le ore di scuola, per renderlo atto a poter approfittare del suo lavoro intellettuale.

La refezione sarebbe allora una semplice aggiunta al normale pasto giornaliero.

Notisi però che pochi dei nostri alunni, al loro ritorno, trovano modo di rifocillarsi con qualche cibo che la provvida mamma abbia loro preparato.

Molti e troppi devono aspettare la sera, al ritorno del babbo dal lavoro, per poter fare ancora un pasto, che per lo più è poco digeribile e poco nutriente.

Ma, come l'istruzione popolare, anche la refezione scolastica deve produrre effetti i quali sorpassino i limiti della scuola. Noi vogliamo, dissi, avere cittadini istruiti, ma anche forti e sani. Per questo noi vogliamo che la refezione, oltrechè rendere proficuo il lavoro della scuola, serva ad educare fisicamente lo scolaro, a rigenerarlo ed impedire che esso vada incontro alla miseria fisiologica, causa di miseria morale, cagione prima per la quale, dopo qualche anno di assenza dalle scuole elementari, l'istruzione avuta è quasi dimenticata; quando lo scolaro non vada incontro ai più terribili flagelli del nostro paese, la tubercolosi e la pellagra.

Un gran passo, è vero, si è fatto, ma bisogna farne ancora e, pur limitando per ora la somministrazione gratuita della refezione ai soli scolari bisognosi, si aumenti la quantità di alimento in modo che questa serva a dare al fanciullo quanto gli è necessario, oltre al pasto che la famiglia gli somministra in modo deficiente.

La spesa sarà maggiore, ma veramente produttiva, poichè allora si risentiranno a lungo gli effetti della istruzione impartita: saremo sicuri di avere ottenuta sana la mente in corpi sani, diminuiranno le spese di soccorso agli ammalati e potrà ritenersi esatto, come finora purtroppo non è, quel detto: « chi apre una scuola chiude una prigione ».



Ma nell'attuazione pratica della Refezione scolastica non è solo la quantità dei principi alimentari da distribuire che deve servire di mira.

Le speciali esigenze ed il gusto del fanciullo, considerato singolarmente, e l'alimentazione di masse di fanciulli, sono altri criteri che non si possono trascurare senza incorrere in gravi errori, causa di sperpero deplorabile.

Inoltre, le contemporanee distribuzioni dei cibi alla popolazione scolastica ammassa alla refezione, popolazione che è distribuita talvolta in scuole lontane, la manipolazione delle razioni da parte di più incaricati, dalla cucina al refettorio, ed il modo stesso con cui il fanciullo deve portare alla bocca la vivanda, non possono sfuggire a chi si appresta a preparare un progetto di refezione.

In ultimo è necessario tener in conto la stagione calda o fredda, le esigenze del mercato, le abitudini locali ecc. ecc.

Ma, stabilita la refezione, a quali fanciulli si deve distribuire?

L'ideale nostro, se non come igienisti, come cittadini, sarebbe che la refezione fosse il cibo di tutti i fanciulli di una scuola, affinchè non apparissero con essa differenze sociali fin dalla prima età.

A tale ideale si arriverà in avvenire, quando la civiltà sarà convenientemente progredita; per ora seguiamo le esigenze dell'igiene e diamo la refezione a chi ne ha bisogno.

I fanciulli devono essere scelti tra quelli di famiglie non abbienti e tra questi devono essere messi in evidenza dal medico scolastico, d'accordo col maestro, quelli che fisicamente sono più bisognosi. Così sarà equa la distribuzione di energia (1).

(1) Vedi, tra le Comunicazioni alla Prima Sezione, quella dello stesso Relatore-Prof. Clemente Tonzig sulla « Refezione Scolastica nel Comune di Padova ».



La Mutualité Scolaire en France.

(Rapport ÉDOUARD PETIT).

1. — *Origine* : La Mutualité Scolaire est une institution d'épargne et de prévoyance collective née et pratiquée à l'École.

Elle a été fondée en 1881, à Paris, dans quelques Écoles du XIX.^e Arrondissement, par un philanthrope, M. J. C. Cavé.

M. Cavé était président d'une Société de Secours Mutuels d'adultes. Or, il remarquait que, si les secours pour maladies étaient fournis largement aux ayant-droit, c'était à peine si le maximum des pensions de retraite dépassait cinquante francs à l'heure de la vieillesse.

L'expérience l'amena à penser qu'il fallait commencer l'apprentissage, l'application de la Mutualité de bonne heure, mettre à profit les années d'enfance, tirer parti de l'École primaire.



2. — *Le mécanisme de l'Institution* : Il fallait agir avec méthode, avec prudence. Si l'on demandait une trop forte cotisation aux enfants, on risquait d'échouer, car ils n'appartenaient pas à la classe aisée. C'étaient filles et fils d'ouvriers, de travailleurs.

Il y avait péril aussi à généraliser trop tôt une expérience qui ne pouvait prouver son utilité, sa possibilité, qu'à l'user.

M. J. C. Cavé, avec beaucoup de sens pratique, s'en tint, jusqu'en 1889, aux seules Écoles de la Villette, situées en plein quartier industriel. Si l'on réussissait sur ce terrain, on pouvait tenter l'expérience ailleurs.

Mais, surtout, il imagina pour les petits placements de ses adeptes, un mécanisme à la fois très ingénieux et très simple, qui a fait la fortune de l'institution.

Il a, avec beaucoup d'adresse, avec une rare compétence en matière financière, établi des statuts modèles de Sociétés fondées entre enfants, qui, d'une part, accordent certains avantages immédiatement réalisables, et qui, d'autre part, assurent d'une façon absolue l'avenir.

M. J. C. Cavé a, de plus, fait de son invention une admirable leçon de choses, de morale appliquée. Familles, éducateurs, en ont vite saisi la portée pratique et aussi humaine et sociale. Ils ont donné droit de cité dans l'École à cette excellente innovation qui, selon le mot d'un Ministre de l'Instruction Publique, M. Poincaré : *« montre tout ensemble à l'enfant la puissance de l'épargne et celle de l'association, lui apprend à la fois la prévoyance pour soi, forme de l'intérêt bien entendu, et la prévoyance pour autrui, forme de la fraternité »*.

L'enfant, en effet, verse *dix centimes* par semaine. Cinq centimes sont prélevés pour constituer un *fond personnel de retraite* qui profite des libéralités légales de l'État 3 1/2 0/0, un quart de la somme versée, plus une capitation d'un franc par tête de sociétaire. C'est la part de l'épargne.

Cinq centimes servent à payer un secours de 25 à 50 centimes par jour à la famille des sociétaires tombés malades. C'est la part de la solidarité, de l'entraide enfantines.

Mais les cinq seconds centimes ne sont pas absorbés en entier par les frais de maladie. On a calculé qu'en moyenne ces dépenses n'atteignaient guère que deux centimes et demi par tête. Les deux centimes et demi qui restent — soit 1 franc 80 par an — sont ou versés à la masse, au *fond commun*, ou répartis entre les *livrets individuels*, selon les statuts des Sociétés.

Comme on le voit, la Mutualité Scolaire, par l'emploi qu'elle fait des cotisations, tient compte à la fois de la prévoyance personnelle et de l'altruisme. Elle fait songer l'enfant à lui-même, par l'effet d'un *« égoïsme supérieur »*. Elle le fait songer aux autres. Elle élargit le culte du *Moi* dans la Fraternité.



3. — *Le succès de l'Oeuvre*: La Mutualité Scolaire, qui est la pépinière des Sociétés Mutuelles d'adultes, qui a pour objet de leur fournir des recrues conscientes, a obtenu en France un prompt et grand succès.

Elle a englobé dans 65 Départements les *Enfants Assistés*.

Elle a conquis 25 Lycées, 40 Collèges de jeunes filles et de garçons, rapprochant l'Enseignement Secondaire de l'Enseignement Primaire.

Elle a fait des essais de « *placement social* ». Dans certains Départements (Jura, Loire, Vosges, Meurthe et Moselle, Ain, Ardèche) elle loue ou bien achète des terres, les reboise, avec les bénéfices des *fonds communs*. Elle se transforme, en pays de montagne, en Mutualité Scolaire forestière qui, plus tard, procurera d'importants avantages aux adhérents.

En 1881, une seule Société existait, dans le XIX^e Arrondissement de Paris. Elle possède plus de *cinq cent mille* francs au compte de ses sociétaires, qui sont au nombre de sept mille.

Elle a été imitée à Paris et dans les Départements surtout à partir de 1894, année où M. J. C. Cavé fit une méthodique campagne de Conférences en province, expliquant l'Œuvre, gagnant des sympathies et adhésions.

En 1906, 13.000 Écoles ont des Mutualités Scolaires.

Les écolières et écoliers qui versent la cotisation hebdomadaire sont au nombre de 705.000.

Ils économisent environ 4 millions par an. Ils donnent à leurs camarades malades 800.000 francs de secours à titre de « *journées de maladie* ».

Depuis l'origine, par pièces de dix centimes, la Mutualité Scolaire a épargné *cinquante millions*.



4. — *Avenir de la Mutualité Scolaire*: L'avenir de la Mutualité Scolaire est assuré en France.

Elle est la base de l'édifice mutualiste. Elle enseigne la prévoyance à l'enfant qui, devenu adolescent, puis adulte, continuera ses versements à une Société de Secours Mutuels et aura une pension de retraite d'autant plus forte qu'il aura commencé à économiser plus tôt.

Et au cas où la loi sur les retraites ouvrières déjà votée à la Chambre des Députés serait adoptée par le Sénat, loi qui prescrit l'obligation, la Mutualité Scolaire en serait la préface nécessaire. Elle en rendra l'application possible et facile, car elle donnera à ses adeptes l'avance des années d'enfance et d'adolescence, ce qui allègera les sacrifices pécuniaires et de l'assuré et de l'État.

Quel que soit le mode d'épargne collectif qui soit adopté en France, la Mutualité Scolaire s'accommodera et de la *liberté* et de l'*obligation*. Elle prépare aux deux systèmes. Elle conduit aux deux voies.

On peut augurer d'elle qu'elle ne cessera de se fortifier et de s'étendre, et que bientôt elle comptera comme membres participants les quatre millions et demi d'écolières et d'écoliers qui, en France, suivent les cours des institutrices et des instituteurs dont le dévouement a fait le succès de l'oeuvre.

L'Union Nationale des Mutualités Scolaires, fondée le 2 Juin 1906 mettra harmonie et unité dans les efforts et fortifiera encore la propagande.



Cooperativismo scolastico.

(Relazione FRANCESCO BASOONE).

Nessuno ormai dubita più della necessità di tutto quel complesso di istituzioni, che vanno considerate sotto il nome collettivo di *assistenza scolastica*, le sole che possono rendere efficace l'opera della scuola. In Italia il legislatore ha consacrato in una legge dello Stato questo diritto degli umili, ma non vi ha fatto corrispondere il dovere della collettività. Difatti l'art. 4 della legge 8 luglio 1904, mentre impone all'autorità tutoria l'obbligo di dare, fra le spese facoltative, la preferenza a quelle che si riferiscono all'assistenza scolastica, d'altro canto nessun obbligo impone ai comuni, ma concede loro una facoltà, della quale naturalmente pochissimi si sono giovati e si gioveranno.

Ed è così che i poveri fanciulli, che ricevono la refezione o i quaderni e i libri gratuiti, sono costretti ad arrossire di fronte ai compagni, che portano l'obolo al Patronato, e restano vergognosi e timidi davanti ai protettori e alle protettrici, che, con grande degnazione, fanno sentire il peso della loro carità mondana. Ora tutto ciò è antieducativo (perchè è umiliante: noi dobbiamo affermare non solo il diritto degli umili, ma altresì il dovere dello Stato e delle amministrazioni pubbliche, perchè lo scolaro sia, non beneficiato come un povero ricoverato in un istituto di derelitti, ma trattato come il soldato dalla Società che lo recluta per un servizio pubblico; poichè l'educazione è utile sì allo scolaro, ma è utile anche, e forse più, alla Società.

Però, per esser pratici, non possiamo contentarci dell'affermazione platonica di un diritto e di un dovere, dobbiamo anche guar-

dare allo stato attuale delle cose. L'assistenza scolastica, riconosciuta necessaria, non è prestata nè dallo Stato, nè dalle pubbliche amministrazioni, nè è dato presumibilmente di ottenere che lo sia da un momento all'altro. D'altra parte non credo nemmeno sia necessario accettare senz'altro le forme di beneficenza che umiliano e mortificano.

In un momento storico, in cui tutto l'ordinamento morale della Società si fonda sulla *solidarietà*, in cui tutte le classi sociali produttrici tendono al loro elevamento mercè la cooperazione, niente di più naturale che questo principio cooperativista entri nella scuola per educare le nuove generazioni ai sentimenti nobili della solidarietà e per ottenere a prò dell'assistenza scolastica i mezzi che finora si sono chiesti alla pubblica carità.

Che cosa è una cooperativa scolastica? Una vera e propria cooperativa di consumo, i cui utili vanno a beneficio degli alunni poveri. È una forma di beneficenza, che non inorgoglisce il benefattore e non umilia il beneficiario. I piccoli consumatori non spendono un centesimo di più di quello che spenderebbero, facendo le loro provviste dal solito negoziante; che anzi possono godere di piccoli sconti, e i poveri beneficiari non sono costretti ad arrossire davanti ad alcuno.

La Cooperativa scolastica si sostituisce ai rivenditori di libri, di quaderni e di tutto quanto occorre nella scuola allo scolaro; ritira direttamente dagli editori e dalle fabbriche tutti i generi di vendita, e rivende ai fanciulli abbienti, e regala ai poveri libri, quaderni, penne, ecc.

Questa istituzione ha, verso gli alunni, efficacia istruttiva ed efficacia educatrice.

Non molto tempo addietro, infatti, insegnare ai ragazzi che cosa è una cooperativa, avrebbe potuto significare parlare agli alunni delle cooperative, del modo come funzionano, senza chiamare questi a vederle in azione; i ragazzi rimanevano passivi in questo atto educativo, che suppone un soggetto educatore e un oggetto educando ben distinti. Ora insegnare che cosa è una cooperativa significa mostrarne una in azione.

Ora si sa che nell'atto educativo l'educando non è solo oggetto, ma anche soggetto, perchè la sua non è più passività, ma attività, elaborazione, cooperazione. Or dunque, mettere gli scolari a contatto di una cooperativa scolastica è insegnargli che cosa è una cooperativa di consumo, quali ne sono gli scopi, quali le funzioni.

Nè minore è l'efficacia educativa. L'educazione morale delle scolette consiste molto spesso nei soliti imparaticci pietosi dei fanciulli caritatevoli, che danno la loro colazione al povero cieco che incontrano sull'angolo della via. Ora tutto ciò è convenzionale e antieducativo.

Un uomo povero ha il diritto al soccorso, non di un uomo ricco, ma dell'intera società, che non deve permettere che uno dei suoi membri soffra la fame. Questo principio sovversivo è molto diverso da quelli che finora sono stati i fondamenti della morale sociale, ne convengo; ma è molto migliore, perchè rispetta la dignità umana, e riconosce i diritti dell'uomo.

L'elemosina è un atto di generosità di un uomo ricco verso un uomo povero, è un atto ancora più umiliante di quello del padrone che getta un tozzo di pane al suo cane. In fin dei conti il cane riceve il compenso delle sue fatiche, mentre il povero che riceve il soccorso da chi non ha l'obbligo di soccorrerlo è in condizione di evidente inferiorità; egli arrossisce perchè scende al disotto di un animale che lavora. Tutto ciò non è che l'effetto di una morale che non riconosce il diritto degli umili, e che non ne rispetta la dignità. Non è la tendenza alla carità che noi dobbiamo far acquistare ai nostri alunni, ma il sentimento della *solidarietà umana*. Per questo principio non è generoso umiliare il nostro simile col peso dell'elemosina e con la pretesa della gratitudine eterna; ma è dovere di tutti rendere la società migliore e metterla in grado di provvedere a tutti i bisogni de' suoi membri. Se è vero quel che dice il Kant, che il maestro deve educare i suoi alunni per una società migliore, noi non possiamo esimerci dal dovere di sostituire al vecchio insegnamento: *Soccorri!* il nuovo più largo e più comprensivo: *Sii solidale!* — Nella solidarietà c'è il soccorso, ma non la umiliazione dell'elemosina.

Ma è poi vero che l'esercizio di una cooperativa scolastica possa dare tali utili da venire in aiuto dei fanciulli poveri, e sostituire o integrare l'opera dei municipi o dei patronati? Quali guadagni può dare la vendita di qualche migliaio di quaderni e di poche scatole di penne? Ecco: io credo che di fronte a questi dubbi i fatti rispondano meglio delle parole.

La prima cooperativa scolastica, narra il comm. Bruto Amante nel suo pregevole *Manuale di legislazione scolastica*, sorse in un piccolo paese degli Stati Uniti, Fountain-Creek.

Nel 1881 questo comunello aveva una sola scuola mista, frequentata da circa 50 fanciulli, costretti a percorrere in vettura 15 km. di strada ogni mattina per recarsi a scuola. Nel 1884 la direttrice, miss Huntington, formò una specie di cooperativa per preparare la colazione agli scolari. Con i guadagni di questa piccola azienda, pur riducendo la retta di ogni alunno a 50 centesimi, si poterono comprare 80 acri di terreni, si poté costruire una stalla e una modesta latteria, dove furono installate 20 vacche e una macchina pel burro. Ora il reddito della cooperativa è di 50.000 lire e accanto alla modesta scuola rurale sorge una scuola professionale,

fornita di ricchissimo materiale scientifico, frequentata da 250 alunni, dei quali i più poveri ricevono gratis il vitto.

In Italia la prima cooperativa scolastica sorse a Legnano nel 1896 per opera del Dott. Monti. Essa, nel suo primo anno di vita, pure concedendo ai compratori lo sconto del 10 0/0, fornì per 606 lire di libri e quaderni gratuiti, e vesti completamente 150 scolari. Nel secondo anno, oltre tutte le opere di beneficenza restarono in cassa 1.000 lire, con le quali si comprò un campo sperimentale, per l'insegnamento dei metodi moderni di agricoltura ai piccoli contadini.

La cooperativa scolastica del circondario di Mistretta (prov. di Messina) fondata dal R. Ispettore scolastico, cav. professor Vittorio Aliquò, nel primo anno di gestione diede un utile netto di lire 720,49, che furono naturalmente impiegate a beneficio degli alunni poveri.

L'ispettore Aliquò si rese in Italia l'apostolo del cooperativismo scolastico, e, trasferito nella provincia di Trapani, istituì le cooperative in quasi tutti i comuni della provincia. La prima di queste sorse a Mazara del Vallo; ma durò poco tempo, tre mesi appena, per le indegne lotte del bottegaio. Nondimeno la cooperativa però chiuse il suo breve esercizio con un utile di seicento lire. Molte altre se ne sono istituite a Bologna, a Lentini, a Gravina di Puglia, a Gioia del Colle, a Cesena, ecc.

Tutte queste cooperative hanno avuto effetti sempre superiori a quelli che si sarebbero aspettati.

Avranno avuto dei mezzi finanziari, mi si dirà, perchè già si sa che per far sorgere una cooperativa scolastica occorrono denari, e spesso non è facile trovarne. Che occorran denari è fuori dubbio, ma che non sia facile trovarne non è del tutto esatto.

Per istituire una cooperativa scolastica occorre qualche cosa di più e di meglio che i denari; qualche cosa che è più difficile trovare, cioè la buona volontà, quella buona volontà che sa vincere tutti gli ostacoli, e che muove incontro ai sacrifici. I mezzi finanziari si trovano più presto e più facilmente di quello che si creda. Intanto, se esiste il *Patronato scolastico*, la difficoltà è subito vinta, perchè l'amministrazione del Patronato può anticipare la somma occorrente per la provvista dei libri e di tutti i generi di cancelleria. Se il Patronato non c'è, si può fondare; se non si riesce a fondarlo o non si vuole aspettare che esso sia costituito, o se dell'amministrazione del Patronato fanno parte elementi non del tutto compatibili con le idee del cooperativismo in genere e scolastico in specie (sono casi questi che accadono spessissimo), allora la cooperativa scolastica può sorgere e prosperare con amministrazione autonoma.

I mezzi finanziari si possono trovare in mille maniere, secondo le peculiari circostanze dell'ambiente. Si possono, per esempio, emettere azioni di pochissimo valore (5 o 10 lire) rimborsabili dopo un anno, da far acquistare ai padri di famiglia, o azioni di ancor minor valore per i fanciulli abbienti. Il primo capitale che occorre per istituire una cooperativa scolastica non deve essere del resto superiore a qualche centinaio di lire, e ciò non può costituire una difficoltà insormontabile, tanto più che non occorrono somme a fondo perduto. Ma dirò di più, si può anche istituire una cooperativa scolastica senza denari. Ecco come:

Ogni anno nella scuola si comincia con la fornitura dei libri, che sono molto spesso fonte di ingenti guadagni per i rivenditori, e di modesti utili qualche volta anche per i maestri. Si sa, gli editori danno forti sconti sui libri per le scuole elementari, che portano in copertina i prezzi più favolosi in confronto di tutta la produzione letteraria. La concorrenza degli editori, e anche degli autori, fa di giorno in giorno aumentare in proporzione i prezzi di coperta e gli sconti ai rivenditori e ai maestri con poca soddisfazione dei genitori, che si accorgono molto spesso che la scienza costa cara.

Io ho parlato di ingenti guadagni per i rivenditori e modesti utili per i maestri, e ciò per una ragione semplicissima. Ogni maestro può provvedere i libri per una sola classe, e su essi ha il solito sconto che gli editori danno per le piccole commissioni; il rivenditore invece riceve sempre uno sconto maggiore e provvede i libri per tutte le classi. Questi guadagni, lasciatemelo dire, sono utili da usurai, perchè il rivenditore che cura di richiedere ai maestri il numero esatto delle copie, di cui hanno bisogno per ciascun libro, o che gode del così detto diritto di resa, non corre alcun rischio e impiega il suo capitale a un interesse che farebbe arrossire di vergogna Shylock e Gobseck. Ora se questo inconveniente esiste, non è utile volgerlo al bene? Il guadagno sulla fornitura dei libri si realizza nel massimo periodo di 15 giorni, e può formare un bel gruzzolo per costituire il capitale della cooperativa scolastica. Quale può essere questo guadagno-capitale? Esso è certo relativo al numero di alunni che frequentano le scuole del comune, ma basta sempre all'impianto della cooperativa, che deve essere fornita di oggetti di cancelleria in quantità proporzionata al numero dei... consumatori. Gli editori sogliono dare ai maestri lo sconto del 20 0/0 e anche meno, ma non corrispondono mai al disotto del 30 0/0 ai rivenditori; e, ad onor del vero, molti editori sono più larghi di agevolezze verso le istituzioni di beneficenza che verso i rivenditori, e concedono fino il 40 0/0 ai patronati e alle cooperative scolastiche. Io però voglio calcolare lo sconto medio

del 30.00 e fare un esempio aritmetico. Immaginiamo una scuola frequentata da grandi e piccini, tra maschi e femmine, da 500 alunni nel corso completo. Ad essere economi, ogni alunno non spende meno di 2 lire in media per libri (considerando che i bambini della prima classe per sillabario, compimento e abaco, dato che ne consumino una sola copia, spendono per lo meno 60 centesimi, e gli alunni di IV e V non spendono meno di quattro lire, quando non sono cinque). Si ha subito una fornitura di un migliaio di lire con un guadagno netto di 300 lire.

Non basteranno 300 lire per costituire un fondo per comperare quaderni, carta, inchiostro, penne, ecc.? In 15 giorni gli alunni saranno in grado di provvedersi di tutti gli oggetti di cancelleria presso la cooperativa, la quale si sarà fornita di tutto l'occorrente, e una volta cominciata, la faccenda andrà da sè. Non vi pare? Tutto sta bene, si dirà, ma intanto per avere le 300 lire bisognerà vendere i libri, e, prima di venderli, bisogna comprarli e pagarli; insomma bisogna sborsare subito 700 lire. Come si fa?

Ciò è vero, ma neppur questa è una difficoltà insuperabile. Ordinariamente gli editori aprono facilmente un conto corrente con i maestri, dai quali richiedono tutt'al più un anticipo di un terzo del valore della commissione, e per quest'anticipo, e magari per anticipare l'intero importo della commissione si potrà rimediare facilmente. Quante volte i maestri che forniscono i libri ai propri alunni, fanno prima la raccolta del danaro fra gli alunni, intascano lo sconto, e poi mandano la cartolina vaglia all'editore? Ebbene, niente di male se lo stesso sistema si adopererà a beneficio della cooperativa scolastica, facendo anticipare dagli alunni per due o tre giorni l'intero o una parte dell'importo dei loro libri.

In questo modo semplicissimo è sorta qualche cooperativa scolastica, la quale poi ha sortito effetti sorprendenti.

Io non ho bisogno qui di dilungarmi nel funzionamento dell'istituzione per quanto riguarda i rapporti con i fornitori all'ingrosso e con la minuscola clientela. Non nascondo la difficoltà dell'impresa, perchè la cooperativa scolastica nuoce agli interessi di qualche rivenditore; ma questi non sono ostacoli che possano scoraggiare chi ha fede e tenacia di volontà.

L'esperienza mi ha provato che, se le cooperative scolastiche trovano facilmente credito presso gli editori, i quali, come ho già detto, fanno spesso alle istituzioni di assistenza scolastica condizioni più favorevoli di quelle che sogliono fare ai liberali rivenditori, la stessa simpatia non trovano presso i produttori di altri generi di cancelleria: carta, penne, matite, ecc., i quali evidentemente disdegnano di trattare con clienti di lievissima importanza commerciale.

Eppure, perchè le cooperative scolastiche vincano la concorrenza dei rivenditori, hanno bisogno di fare le loro provviste direttamente alle fabbriche produttrici; è necessario perciò che esse diventino quello che in gergo commerciale si dice consumatori importanti. Come?

Io credo che l'unico mezzo di vincere la concorrenza dei produttori e la concorrenza dei rivenditori sia il consorzio nazionale di tutte o della massima parte delle cooperative scolastiche che esistono nello Stato.

L'amministrazione del Consorzio riceverebbe le richieste delle forniture e le commetterebbe alla casa produttrice che fosse disposta a fare le migliori condizioni. Così le singole cooperative scolastiche, pagando una minima percentuale al Consorzio per concorrere a coprire le lievi spese di amministrazione, potrebbero fare gli acquisti a condizioni vantaggiosissime, che si riverserebbero a beneficio, non solo degli alunni soccorsi, ma anche dei clienti a pagamento.

Quali saranno gli utili? Io non voglio fare che una previsione la quale però è sicura: è impossibile rischiare delle perdite. Data questa sicurezza, provatevi, e se avrete vantaggi, impiegateli a beneficio dei poveri ragazzi scalzi e digiuni. Chissà che non vedrete, come ho visto io, aumentare il numero degli iscritti e dei frequentanti nelle pubbliche scuole, dopo l'istituzione della cooperativa scolastica.

Con la fiducia intanto che il Congresso sia convinto dell'utilità e della praticità dell'istituzione, chiedo l'approvazione del seguente

ORDINE DEL GIORNO:

Il Congresso Internazionale per le opere di educazione popolare, udita la relazione sull'istituzione, sul funzionamento e sugli scopi delle cooperative scolastiche;

considerando che il cooperativismo scolastico ha efficacia istruttiva ed educativa;

ritenuto che gli utili finanziari delle cooperative scolastiche, opportunamente impiegati, aumentano e integrano le forme di assistenza scolastica, senza la quale è inutile parlare di guerra all'alfabetismo e al semianalfabetismo;

ritenuto che l'istituzione e il funzionamento di queste piccole cooperative sono facili e di pratico e sicuro vantaggio, e che esse si rendono più vantaggiose con l'istituzione del Consorzio nazionale delle cooperative scolastiche; affermando il principio che l'assistenza scolastica debba essere una funzione comunale o dello Stato perchè di utilità collettiva, e accettando il concetto

che l'iniziativa privata debba supplire alla deficienza dei servizi pubblici

fa voti:

1°. *Che i Patronati scolastici, i maestri e gli amici della scuola si adoperino per far sorgere le cooperative scolastiche, specialmente nei luoghi dove più scarsa è l'assistenza scolastica e più frequente la diserzione dalla scuola.*

2°. *Che le cooperative scolastiche, pur impiegando esclusivamente a beneficio degli alunni poveri delle scuole del luogo, dove funzionano, i guadagni e gli utili, si uniscano in consorzio nazionale allo scopo di ottenere i migliori vantaggi nelle forniture.*



Scuole speciali per emigrandi e per emigrati.

(Relazione ANGILO CABBINI — ENRICO FORNASOTTO).

Il problema dell'emigrazione italiana è oggidì della massima importanza. Statisti e studiosi, enti governativi e enti locali, proprietari e capitalisti, operai e agricoltori: tutti, chi più chi meno, rivolgono il loro sguardo al problema involuto e complesso della nostra potente emigrazione.

A fianco di coloro che si felicitano per questo esodo di migliaia e migliaia di italiani — perchè rappresenta una specie di valvola di sicurezza contro i perturbamenti sociali e politici interni della Nazione e una fonte inesauribile di ricchezza (Bovio, Stringher, Colaianni, ecc.) — vi sono coloro che gettano l'allarme per lo spopolamento di intere regioni, specie meridionali, il dilagare del vizio e il peggioramento dei costumi (Riparbelli, Villari... e i latifondisti in genere, che vorrebbero sopprimere l'emigrazione con una legge, come esistesse ancora la servitù della gleba).

Che l'emigrazione sia un bene o un male non è qui il luogo per decidere: che esista in vaste proporzioni e che ogni anno vada estendendosi (da 108.771 nel 1876 a 726.331 nel 1905); che rappresenti un cespite di ricchezza per la nostra Nazione (secondo il Colaianni ogni anno entrano in Italia 300 milioni col suo mezzo) e che di contraccolpo contribuisca a rialzare il salario della mano d'opera fra noi: che questa enorme massa di circa un milione di connazionali si sparga ogni anno per tutto il mondo quasi in nessun modo protetta dal Governo... poco paterno (la legge sull'emigrazione, imperfettissima, riguarda solo l'emigrazione oltre l'oceano e gli agenti consolari nostri in generale fanno di tutto... tranne il loro

dovere); che i nostri fratelli nella loro maggioranza quasi assoluta siano deficienti di coltura e di educazione, usi a un tenore di vita bassissimo, privi di spirito di solidarietà, sporchi e sudici, dediti al coltello, al furto e all'imbroglio, poco dignitosi e volentieri.... krumiri preziosi; che per tutto ciò la nostra emigrazione sia mal vista nei paesi esteri dall'elemento popolare e molto apprezzata dagli industriali e dai capitalisti in genere: tutto ciò è cosa risaputa da chiunque il quale, anche superficialmente, tenga dietro alla vita quotidiana e si guardi d'attorno nel luogo ove abita.

A riparare a tanti mali e a tante vergogne si presentano moltissimi rimedi. Certo si è che il più indicato, quello di maggiore e profonda efficacia, consiste nell'*istruire l'emigrante*. Questa *merce lavoro* greggia, utilissima, ma a buon mercato causa l'elemento eterogeneo ond'è costituita, bisogna epurarla, dirozzarla, renderla più commerciale, migliorarla nella sua forma e nella sua essenza.

Tale risultato si ottiene principalmente con la *scuola*: con la consueta panacea di tanti mali sociali. Solo l'istruzione potrà rendere l'italiano emigrante più civile, più evoluto, compagno in ogni senso dell'operaio indigeno: nella coltura, nella solidarietà, nel tenore di vita, nella civiltà in una parola.

Solo l'istruzione farà sparire le magagne dell'analfabetismo consacrate in statistiche estere per noi obbrobriose (i turchi che emigrano agli Stati Uniti tengono il primo posto col 54 0/10 di analfabeti: seguono gli Italiani col 48 0/10), il primato della delinquenza, la vergogna del crumiraggio e la tendenza a compiere i mestieri più bassi (gli italiani fanno per lo più i braccianti, i venditori girovaghi, gli sterratori ecc. cosicchè vennero detti anche i *cinesi d'Europa*).

E poichè in Italia la scuola popolare è ancora di là da venire e dopo 40 anni di unificazione abbiamo ancora il 48 0/10 d'analfabeti in media (con un massimo a Girgenti dell'80 0/10), con scuole antigieniche, maestri retribuiti in modo irrisorio, istituzioni ausiliarie e complementari della scuola allo stato embrionale (quali la refezione scolastica, i ricreatori, le biblioteche popolari, gli asili infantili ecc.), con durata d'insegnamento insufficiente (la scuola rurale di almeno 5000 Comuni non ha più di tre anni, compresi in quell'aborto pedagogico che si chiama *scuola unica*) e con frequenza scarsissima ad onta dell'obbligatorietà della legge; poichè tutto ciò esiste e per ora non si pensa al rimedio (ad onta della bella campagna sostenuta dall'Unione Magistrale Nazionale e dalla democrazia in genere) e poichè, qualora anche a ciò si rimediasse sul serio, gli effetti buoni non potrebbero riversarsi subito sugli emigranti, bisogna che il Governo e per lui gli Enti interessati (Comuni, Province, Segretariati, Società Dante Alighieri, Società Umanitaria, ecc.)

pensino a migliorare l'istruzione dell'emigrazione nostra diffondendo scuole speciali, ove con un metodo rapido e pratico si cerchi di dare ai nostri fratelli, che vanno a guadagnarsi il pane fuori, una coltura adeguata ai loro bisogni speciali.

✕

L'emigrazione — è notorio — si divide in due grandi correnti: quella *permanente* e quella *temporanea*. La prima nel 1905 era rappresentata da 447.088 emigranti: la seconda da 279.248. Secondo i calcoli dell'on. Colaianni e dell'on. Pantano poi, gli italiani residenti in via stabile all'estero nel 1901 erano 4 milioni circa, dei quali un milione negli Stati Uniti, oltre uno nel Brasile, e uno nell'Argentina: la rimanenza si frazionava in tutto il mondo, fino nell'Australia.

Ora indubbiamente gli italiani all'estero non sono inferiori ai 5 milioni. Ebbene, quanti di questi nostri fratelli non sono perduti per noi? Quale vincolo li lega alla madre patria?

Mentre le altre Nazioni, con scuole, società, organi del potere governativo (consoli, rappresentanti, ecc.) rapporti commerciali e via discorrendo, mantengono vivo il contatto con gli emigranti fissati all'estero, noi poco o nulla facciamo per imitarle.

Specialmente quasi nulla facciamo per mantenere la lingua, i ricordi e gli affetti patri fra i connazionali residenti in via stabile all'estero e i loro figli nati in terra straniera, destinati a ignorare persino la lingua dei loro padri.

Nel Brasile, su circa un milione di Italiani, le nostre scuole contano appena 13.000 scolari: nell'Argentina 4.900: negli Stati Uniti 6600: gli altri a migliaia e migliaia o *italianamente non vanno a scuola* o vanno a quella della Nazione che li ospita. Caspita, il nostro Governo spende 294.000 lire per le scuole d'America, ove si trovano almeno 4 milioni d'italiani; la rimanenza la spende nel bacino del Mediterraneo (900.000 lire circa) ove si hanno appena 150.000 italiani! E quanto spende in totale? Un milione e 200 mila lire per tutti i nostri connazionali!!

Dall'esposto si vede quale campo si presenti davanti a chi voglia tendere a istruire gli italiani emigrati. Confessiamolo è un'opera immensa che richiede mezzi grandissimi e perciò noi riteniamo che spetti esclusivamente allo Stato.

Occorre diffondere a migliaia le scuole all'estero, mandandovi provetti *maestri*, che compiano — ove occorra — anche la funzione di agenti consolari: scuole ove, oltre la coltura italiana, si insegnino anche quella del luogo, affinché i nostri connazionali si sentano in casa loro all'estero e in patria. A tali scuole si devono aggiun-

gere poi tutte quelle istituzioni che le integrano: quali le biblioteche popolari, i circoli di ritrovo, i patronati scolastici, le conferenze istruttive, ecc.

Solo con tale mezzo la Patria terrà a sé legati i milioni di figli sparsi pel mondo, potrà ricavare utile per i traffici internazionali e onore per il buon nome italiano.



Dove lo Stato, e, finchè questo è sordo al suo dovere, dove gli Enti speciali sorti a difesa del buon nome italiano e degli emigranti, possono fare opera utile di istruzione si è in Patria, fra gli *emigranti*; fra coloro che tornano nell'inverno dai lavori compiuti all'estero, verso la fine di novembre, per ripartirsene in febbraio.

Questo flusso continuo di flusso e riflusso emigratorio si può con più facilità e con minori mezzi dirozzare ed istruire con la diffusione di scuole speciali, dove si insegnino con corsi accelerati di 2 mesi all'anno le nozioni necessarie alla vita.

Già in Italia abbiamo degli esempi di tali scuole per gli emigranti: a Gaeta Elena, a Cividate nel Friuli, a Ovaro, Prato Carnico, Tolmezzo di Carnia e in altri Comuni della provincia di Udine. Scuole dovute a iniziative private e sorrette dalla benemerita Dante Alighieri e dal Segretariato per l'Emigrazione di Udine, il più perfetto che esista fra noi.

In tali scuole si insegna un po' di lingua italiana, un po' di lingua tedesca, aritmetica e nozioni di igiene. Ma il programma è troppo ristretto: non devono e non possono mancare nozioni di geografia e di morale sociale, di legislazione sugli infortuni, sul contratto di lavoro, sulla circoscrizione e sui doveri dei Consolati italiani all'estero e sul disegno applicato alle industrie.

Il Comitato mantovano della Dante, in un suo aureo *Vademecum* dell'Emigrante, ha riunito molte nozioni, varie e utilissime, con intendimenti di fornire un amico e un consigliere all'operaio costretto ad esulare. Completato, secondo il nostro intendimento, tale libro potrebbe diventare un eccellente testo per queste scuole speciali di emigranti.

Il maestro dovrebbe spiegarlo e commentarlo, unendo all'insegnamento orale gli esempi grafici di composizioni di lingua, di aritmetica e computisteria e di disegno.

Riassumendo, ecco il programma di una scuola per emigranti:

Lingua italiana e morale sociale. — Corrispondenza epistolare, lettere di porto, rapporti alle autorità, lettere e poesie riguardanti la patria e i paesi esteri.

Doveri dell'emigrante. — Le organizzazioni operaie in patria

e fuori: loro scopo e funzioni. Il Commissariato dell'emigrazione e i Consoli.

Aritmetica, geometria e disegno applicato. — Le quattro operazioni con interi e decimali. Proporzioni e regola del tre. Misure italiane ed estere. Cambio e monete. Figure geometriche principali: area e cubatura. Registrazione semplice: fatture, quitanze, mastro, giornale.

Elementi di disegno applicato e geometrico.

Geografia commerciale. — Nozioni sull'Italia e sui principali Stati esteri. Centri d'emigrazione: mercati del lavoro; salari, industrie, ferrovie, movimenti operai.

Legislazione operaia. — Contratto del lavoro e sue leggi in Italia e fuori. Reclami e autorità competenti. Varie specie di assicurazioni: autorità competenti a giudicare.

Igiene del lavoro. — Elementi di struttura e funzionamento del corpo umano. Le malattie del lavoro. Rimedi più comuni.

Lingua estera. — Pronuncia e rudimenti di grammatica. Frasi e vocaboli più comuni e necessari.

Nozioni fisiche e chimiche. — Fenomeni fisici e chimici principali, con riferimento ai diversi generi di lavoro: miniera, edilizia, officina meccanica, laboratori ecc.

X

E i mezzi per fare queste scuole? Per l'Estero dovrebbe pensarci il Governo, stanziando una somma forte, adeguata allo scopo: noi abbiamo veduto l'esigua spesa sostenuta dallo Stato finora per sovvenire le scuole esistenti e fondate da enti privati o dalla benemerita Dante Alighieri.

In Italia — ove le poche scuole esistenti sono sostenute pure da iniziative private e sorrette dalla Dante — lo Stato potrebbe concorrervi con un forte aiuto e con la sorveglianza a mezzo de' suoi organi scolastici; ma dovrebbe lasciarle alla iniziativa del Segretariato per l'Emigrazione, dei Comuni o di altri enti che hanno conoscenza profonda del fenomeno emigratorio.

Si potrebbe cominciare con un esperimento di 1000 scuole: e siccome lo Stato ci pensa prima di spendere de' suoi denari, si potrebbe spendere intanto i denari degli stessi emigranti. Il Commissariato per l'Emigrazione in 5 anni ha formato già un fondo di 2 milioni circa, colla tassa di L. 8 pagata da ciascun emigrante transoceanico.

Come utilizzare meglio tale fondo cospicuo — oltre alla protezione dell'emigrante nei luoghi di sbarco — che istruendo il lavoratore in patria, agguerrendolo con le armi dell'istruzione, prima che incominci la rude battaglia della vita in terre straniere?

È certo che con 200 lire ciascuna le 1000 scuole potrebbero funzionare subito: l'esperienza dirà poi se si dovranno aumentare esse e come si dovranno riformare.

Ma cominciamo intanto a fare qualche cosa e il Congresso dia la prima spinta alla grande opera, che sarà opera di vantaggio economico per la Nazione, ma soprattutto di dignità e di civiltà per l'Italia nostra.

Presentiamo quindi il seguente

ORDINE DEL GIORNO:

Il Congresso :

premessò

che è dovere dello Stato, degli Enti pubblici amministrativi e degli Italiani tutti di rialzare le odierne tristissime condizioni dell'emigrazione, specialmente in quanto riguarda la sua istruzione;

ritenuto

che prima condizione per raggiungere tale scopo è quella di far scomparire in tutta la Nazione la piaga vergognosa dell'analfabetismo, mediante una riforma completa dell'ordinamento scolastico attuale;

plaude

all'opera compiuta in favore della cultura degli Italiani emigranti dalla Società Dante Alighieri, dal Consorzio dell'Emigrazione, dai Segretariati, sodalizi operai e da privati;

fa voti

che si provveda ad elevare l'istruzione dei lavoratori, costretti ad espatriare, con scuole speciali e precisamente:

Per gl' Italiani emigrati (*Scuole all'estero*).

a) istituendo a spese dello Stato scuole serali e festive per adulti — oltre le diurne per giovani nei centri dove sono più numerosi i lavoratori emigrati — condotte da maestri che compiano, ove occorra, anche l'ufficio di rappresentanti della Nazione;

b) fondando biblioteche popolari, sale di lettura e di ritrovo col concorso dello Stato, di società e degli stessi emigrati;

c) pubblicando libri, guide, informazioni, ecc., atte a sviluppare e rinsaldare negli emigrati la conoscenza e i vincoli con il paese che li ospita e la Patria lontana.

Per gl' Italiani emigrandi (*Scuole in Patria*).

a) istituendo scuole serali e festive invernali sotto la sorveglianza e con il concorso dello Stato, Province, Comuni, Commissariato per l'Emigrazione, Segretariati e sodalizi operai:

b) fondando biblioteche popolari e luoghi di ritrovo ove vengano tenuti cicli di conferenze istruttive;

c) obbligando le autorità a non rilasciare — dopo cinque anni la promulgazione di apposita legge — il passaporto a tutti coloro che, non oltrepassando il 40° anno di età, non forniscano la prova, con titoli o con esame, di possedere l'istruzione necessaria per l'elettorato;

propone

che l'insegnamento in dette scuole speciali sia della durata di due anni almeno e verta su nozioni delle seguenti materie: Lingua italiana e morale sociale — Aritmetica, geometria e disegno applicato — Geografia commerciale — Fisica e chimica — Legislazione operaia — Igiene del lavoro — Lingua estera necessaria all'emigrante;

dà mandato

al Consorzio dell'Emigrazione, istituito dalla Società Umanitaria, di iniziare — col concorso di quanti s'occupano del fenomeno emigratorio — un serio lavoro per istituire in patria nella prossima stagione invernale un buon numero di tali scuole, ottenendo dal R. Commissariato per l'Emigrazione un contributo di L. 200.000, e dallo Stato e da Province, Comuni e sodalizi interessati al vitale problema, un adeguato concorso finanziario;

e invita

il Governo a presentare sollecitamente al Parlamento un progetto di legge inteso a riordinare e diffondere le scuole italiane all'estero secondo i criteri sopra esposti.

COMUNICAZIONI



Les auxiliaires de l'École Primaire.

(Communication JACQUES MASSOT).

Former l'*intelligence*, le *cœur*, la *volonté*, tel est, analysé dans ses grandes lignes, l'objet de l'éducation; telle est aussi par conséquent la mission de l'école primaire, car elle ne peut se borner à être distributrice d'enseignement; elle doit viser à cultiver toutes les facultés de l'enfant. Mais cette tâche est trop vaste pour qu'elle puisse prétendre à la mener seule à bonne fin: il lui faut des auxiliaires. C'est un auxiliaire semblable que nous nous permettons de signaler en parlant de l'*Union Familiale* (1).

Fondée à Paris en 1894 par *Mademoiselle Gahery*, dans le quartier populeux de Popincourt et établie depuis lors à quelques pas de là, rue de Charonne, c'est donc en plein faubourg ouvrier qu'elle s'est développée et qu'elle vit. *Mademoiselle Gahery*, qui la dirige encore, n'a pas craint dès 1897 de fixer sa demeure au siège même de l'association. Grâce à cette *résidence* dont, la première en France, elle a compris et appliqué le principe, elle a su acquérir la confiance entière de ses nouveaux amis, et de plus elle a été en situation de découvrir les besoins les plus essentiels de cette population laborieuse et souvent pauvre; elle s'est appliquée à y répondre non par l'aumône même déguisée, mais par une éducation appropriée: un de ses principes favoris est que: *Mieux vaut prévenir le mal que d'avoir à le guérir.*

(1) L'Union Familiale, 172 rue de Charonne — Paris 11.e

Voyant ce que l'école ne peut pas faire, elle a pris à tâche de lui venir en aide. Cette collaboration sincère à l'école laïque est une des caractéristiques de l'*Union Familiale*. Loin de concurrencer l'école, elle cherche à la compléter en joignant ses efforts aux siens et ces efforts peuvent être efficaces parce qu'ils sont absolument désintéressés et qu'ils n'empêchent pas la plus grande tolérance : *l'Union Familiale ne travaille ni pour une secte ni pour un parti*. En raison de cette attitude loyale, Directeurs et Directrices d'écoles sont en excellents rapports avec M.^{lle} Gahery. Reconnaisant l'utile influence qu'elle possède sur les écoliers et les écolières, ils lui demandent parfois un appui qu'ils ne rencontrent pas chez les parents.

I. L' Intelligence.

L'enfant a 6 ans lorsque l'école lui ouvre ses portes; il est vrai qu'auparavant il a pu fréquenter l'école maternelle, mais ces écoles, trop peu nombreuses, sont fort encombrées, aussi l'*Union Familiale* a-t-elle créé en 1902, une *garderie* où, moyennant 10 centimes par jour, elle reçoit des bambins depuis 3 ans, voire même depuis 2 ans 1/2 jusqu'à 6 ans. Cette garderie est dirigée par une maîtresse pourvue du diplôme *Froebel*. Cette excellente méthode pédagogique n'est plus ignorée maintenant: il n'est pas besoin de la définir ici. Elle promène l'enfant dans le monde qui l'entoure et le familiarise avec ce qu'il renferme; elle facilite le premier apprentissage de ses sens et de ses facultés, sans empiéter sur le domaine de l'école, puisqu'elle n'apprend positivement ni à lire, ni à écrire, ni à compter, la garderie froebellienne prépare admirablement l'enfant à l'acquisition de connaissances abstraites en lui fournissant une foule de notions concrètes. Lorsque plus tard l'enfant ira à l'école, l'*Union Familiale* ne l'abandonnera pas: une étude surveillée sera à sa disposition tous les jours scolaires, s'il ne trouve pas chez ses parents la tranquillité ou la surveillance nécessaires pour la confection de ses devoirs.

Mais voici l'enfant sorti de l'école, est-il cependant préparé à la vie, à l'unique point de vue de l'intelligence? Nous en douterons si nous songeons à cette quantité de jeunes gens ou d'hommes incapables d'une lecture sérieuse, d'une discussion raisonnable, d'un jugement éclairé, hommes de préjugés, de routine, sans opinions réfléchies. — Peut-on dire d'autre part que la jeune fille est suffisamment formée à son rôle de ménagère, si elle ignore les notions relatives à l'alimentation, à l'hygiène, à la puériculture? Nous ne critiquons pas ici l'office de l'École pour le plaisir de critiquer, nous constatons des lacunes inévitables.

L'Union Familiale a suscité chez ces jeunes gens deux cercles d'études qu'ils administrent eux-mêmes avec le concours de guides compétents « *Le petit Semeur* » et le « *Semeur* ». On entre au « *Petit Semeur* » quand on a quitté l'École; à 16 ans on peut faire partie du « *Semeur* ». Le « *Petit Semeur* » initie les jeunes intelligences aux travaux du « *Semeur* »; il provoque ou entretient le goût de l'étude, du travail personnel. Le « *Semeur* » aborde les questions morales, historiques, philosophiques, religieuses, sociales, économiques. Les intéressés, traitant généralement les sujets eux-mêmes, peuvent, grâce à ce rôle actif, se former plus sérieusement que les adhérents de nombreux Cercles aux Universités populaires qui assistent passivement à un défilé de Conférences plus ou moins adaptées à leur culture.

Pour les jeunes filles existe une *École Ménagère* dirigée par des maitresses sortant des meilleurs instituts de Suisse, d'Allemagne ou de Belgique.

Les écolières bénéficient de cours organisés le jeudi et pendant les vacances. Si elles n'ont pu en profiter ou qu'elles désirent les compléter, elles peuvent, après l'âge scolaire, suivre des cours, le dimanche, ou mieux, faire un stage comme pensionnaires ou demi-pensionnaires à l'École Ménagère. N'est-ce pas là le meilleur des apprentissages? Les parents arrivent à le comprendre, mais bien lentement. Il est vrai que les familles nécessiteuses sont pressées de recueillir un gain.

Pour les plus intéressantes d'entre elles l'Union Familiale, grâce à de généreux amis, dispose de pensions qui permettent d'offrir aux élèves, en retour de leurs services, une rétribution au moins égale à celle qu'elles pourraient retirer d'un autre apprentissage, étant donné surtout qu'elle se surajoute à l'acquisition d'une foule de connaissances.

II. Le Cœur.

L'école assure la formation intellectuelle de l'enfant, quoique d'une façon incomplète. Il n'en est pas de même pour la formation du cœur. L'enseignement peut-être en effet distribué collectivement à la rigueur, mais pour pénétrer l'âme de l'enfant, il faut une action individuelle. Est-ce pendant quelques heures journalières de classe, avec 40 ou 50 enfants, qu'un maître peut exercer cette action? Le nombre même de ses élèves lui impose une attitude « *magistrale* » impropre à ouvrir les cœurs; entrerait-il d'ailleurs dans leur intimité que la fin de l'année entraverait sa tâche en faisant passer l'enfant dans d'autres mains. Cette éducation du cœur, au surplus, c'est aux parents avant tout qu'elle incombe,

mais, lors même qu'ils auraient le loisir et le souci de la procurer, ils manqueraient souvent de la préparation suffisante (1), et enfin il est toujours utile qu'une autre autorité vienne confirmer ou compléter la leur. *L'Union Familiale* se préoccupe donc de donner cette formation à ses pupilles.

La garderie est le premier cadre de ce travail. Sur des âmes jeunes, il est facile de déposer des empreintes qui subsisteront pour peu qu'on les entretienne. Une expérience de 12 années a montré à Mlle Gahéry, qu'une grande partie des enfants admis à *l'Union Familiale* après 9 ans ne persévéraient pas, tandis qu'avec ceux pris plus jeunes on arrivait presque toujours à des résultats satisfaisants. — Le bambin de la garderie est devenu écolier; il trouve la porte ouverte, les dimanches, les jeudis, et les jours de congé. Des jeux, des causeries, des promenades, des occupations manuelles lui offrent des distractions préférables à celles de la rue. Et lorsque il a dépassé l'âge scolaire, il fréquente encore la maison, car si les relations de maître à écolier n'ont qu'un temps, celles d'ami à ami ne sont pas limitées.

Le titre de *Union Familiale* n'est pas un vain mot: c'est bien une grande famille qui vit, et s'enrichit constamment de nouveaux membres. L'affection qui unit grands et petits crée une atmosphère qui s'insinue inconsciemment dans le cœur du nouveau venu, et provoque une confiance réciproque dont nous voyons souvent des manifestations touchantes. Cette cordialité est le secret de l'Oeuvre, *l'Union Familiale* s'interdit tout ce qui ressemble à l'aumône; installée jusqu'à ce jour d'une façon très défectueuse, elle ne procure forcément à ses jeunes amis qu'une faible somme d'agréments; c'est donc bien exclusivement le cœur qui les y retient. — Il y a plus: dans toutes les familles nombreuses, il y a des charges qui se répartissent entre les enfants, il en est de même à *l'Union Familiale* qui ne craint pas de demander à ses membres une collaboration effective. À vrai dire, elle y a été conduite un peu par les circonstances: par la difficulté de recruter à l'extérieur un nombre suffisant de bonnes volontés; mais elle se félicite de cette nécessité qui lui a permis d'apprécier le désintéressement de ses jeunes gens et de ses jeunes filles. L'écolier revêtu vis-à-vis de ses condisciples de la dignité de moniteur se montre flatté de cette distinction; mais ce sentiment d'amour propre, qui sans doute est exploité et cultivé à *l'Union Familiale*, ne suffit pas à expliquer la constance de jeunes gens ou jeunes filles de 15-17-20 ans et plus, qui s'astreignent chaque Dimanche à la tâche parfois ingrate

(1) C'est pourquoi le Cercle d'études Familiales a été formé afin de les aider dans cette tâche difficile.

d'occuper et de distraire leurs plus jeunes camarades. De ceux-là, on peut dire que l'éducation du coeur est accomplie, puisqu'oubliés de leur intérêt immédiat, ils ont su s'élever à la pratique du dévouement. Leur générosité, il est vrai, n'est pas sans compensation: sans compter la satisfaction intime qu'ils retirent, et l'affection dont ils sont largement payés, ils font un excellent apprentissage de leur futur rôle de père ou de mère.

Rien n'est négligé pour assurer ce genre de formation. Au cours de réunions fréquentes, collaborateurs et collaboratrices sont familiarisés pratiquement avec la psychologie. Notons aussi dans cet ordre d'idées le cours des « *Petites mères* ». Dès l'âge de 10 ans, les fillettes obtiennent comme une faveur le jeudi de faire l'office de « *Petites mères* », c'est-à-dire de s'occuper sous la direction de la maîtresse d'un groupe de 3 ou 4 enfants de la garderie, qu'elles apprennent à intéresser et à « tenir » avec l'aide de toutes les ressources que comporte la méthode Froebel. Qu'on ne s'étonne pas d'une imitation aussi précoce! il n'est pas rare dans ces familles ouvrières que la nécessité impose à de plus jeunes enfants encore la charge d'un petit frère ou d'une petite soeur.

III. La Volonté.

Ces difficultés avec lesquelles l'enfant a à compter et avec lesquelles, homme, il aura toujours à lutter, ces tâches qu'il aura à assumer, ces devoirs qu'il devra remplir, pourquoi ne pas habituer le jeune homme ou la jeune fille à les regarder en face? Pourquoi ne pas les aider à découvrir le sens de la vie, leur faire comprendre qu'elle est pénible mais qu'elle vaut la peine d'être vécue, qu'avec de l'idéal on peut l'ennoblir, qu'avec du courage on arrive à l'adoucir? C'est ainsi qu'on trempe les volontés.

Il entre dans le programme de l'école de travailler à cette formation, mais faut-il s'étonner qu'elle ne puisse que l'ébaucher? Le grand ressort de la volonté c'est le coeur; c'est donc à ceux qui possèdent l'affection de l'enfant de s'en servir pour discipliner son caractère. — *L'Union Familiale* le sait; aussi s'efforce-t-elle de développer chez ses pupilles la conscience, l'initiative, la persévérance, l'ordre, la prévoyance, toutes les vertus susceptibles d'armer l'homme pour la vie.

Veut-on faire des personnes libres et convaincues et non pas des automates, des hypocrites, c'est la conscience qu'il faut former en elles. A l'école, avons-nous dit, la méthode autoritaire est presque obligatoire. L'action individuelle, qui est le principe à *L'Union Familiale*, permet de demander à l'enfant une obéissance raisonnée. Combien de révoltes intérieures sont évitées par le soin

pris de faire comprendre le pourquoi des actes exigés! Ainsi inculquée, l'obéissance devient spontanée; elle se manifeste par le souci d'accomplir, minutieusement et de bonne grâce, les moindres occupations. Sur les murs de nos salles on lit ce précepte suggestif « Tout ce qui mérite d'être fait, mérite d'être bien fait ».

A mesure que grandit la conscience de nos enfants ou de nos jeunes gens, nous augmentons leurs responsabilités. Nous avons dit que les aînés étaient chefs de catégories; ils ont leur besogne attribuée et participent effectivement à la direction de l'Oeuvre, qui fonde sur eux pour l'avenir toutes ses espérances. Ils n'attendent d'ailleurs pas toujours qu'on accroisse leurs charges; ils savent s'en créer de nouvelles, et lorsque leurs initiatives sont sages, nous ne manquons pas de les encourager comme il convient.

« Le Semeur », dont nous avons parlé plus haut, est administré par ses intéressés qui règlent eux-mêmes ou peu s'en faut le choix de leurs sujets d'études et l'ordre du jour de leurs réunions; nous aurons à citer d'autres groupes autonomes. —

Facilement d'ailleurs la jeunesse est entreprenante, mais l'attrait de la nouveauté disparaissant, le découragement a chance d'arriver, avec les difficultés. La persévérance est souvent dure à maintenir, et nous devons user de beaucoup de fermeté. De fait, les aînés de la maison, des jeunes gens ou jeunes filles de 20 ans et d'autres plus jeunes ne se lassent pas de nous fournir depuis plusieurs années une collaboration continuelle: nous sommes donc en droit de nous déclarer satisfaits.

Une autre qualité qui est sévèrement exigée à l'*Union Familiale*, c'est l'ordre. — Nous l'exigeons des garçons, mais c'est chez les filles surtout, que nous la voulons en honneur: c'est un des principaux fruits que nous attendons de l'*Enseignement ménager*. Bien des gens ne voient dans cet enseignement que son côté immédiatement utilitaire: *Mlle Gahery* apprécie davantage son caractère éducatif.

Il oblige à réfléchir, à calculer; il est ennemi de tout ce qui ressemble à l'étourderie, à la négligence, au caprice; il inculque l'habitude de l'ordre, et de l'ordre appliqué non seulement à la tenue de la maison, mais à l'emploi du temps, à l'organisation des dépenses, au règlement de la vie toute entière. Ajoutons qu'il est une merveilleuse école d'économie bien comprise, de prévoyance. Pour en donner une preuve, nos jeunes filles ont fondé et administrent une société du « *Trousseau* » sur le modèle de cette institution admirable qui se répand par toute la France et même au delà. Pièce par pièce avec du linge qu'elles remboursent par des cotisations mensuelles, elles confectionnent un trousseau dont elles auront la disposition à 18 ans: excellent exercice d'économie, de persévérance, de travail manuel.

La justice nous oblige de dire à l'honneur de nos jeunes gens qu'ils témoignent à leur manière d'une égale prévoyance. Il administrent une *Société d'Epargne*, à laquelle les demoiselles ont d'ailleurs droit d'entrée. La régularité de leurs versements est stimulée par des primes qui s'ajoutent à un intérêt. Soit qu'ils prélèvent de temps en temps les frais d'une longue excursion ou d'un voyage, soit qu'ils laissent leurs économies s'accumuler en vue de circonstances plus importantes, ils peuvent apprécier la force de l'épargne et l'avantage que procure le sacrifice répété de menus plaisirs.

Grandissant ainsi dans ce sentiment du devoir, dans la pratique de l'effort, entraînés par l'exemple de leurs aînés, nos garçons et nos filles deviendront, nous l'espérons, des hommes et des femmes qui feront leur chemin et rempliront leur mission dans la vie.

Qu'on nous excuse d'avoir parlé si longtemps de nous-mêmes : en le faisant nous n'avons pas visé notre louange. Aussi bien disions nous en commençant ce rapport que le succès de notre entreprise revenait en grande partie à la sûreté de notre méthode : la *méthode d'observation*. En créant l'*Union Familiale*, *Mlle Gahery* n'obéissait pas à un plan préconçu : elle s'est laissé guider par les circonstances. Chacun des organismes dont nous avons parlé est apparu à son heure, quand le besoin s'en est fait sentir. C'est ce qui explique l'opportunité de l'Oeuvre toute entière.

Aussi sommes nous convaincus que d'autres, employant la même méthode, arriveront également à de bons résultats. Nous partagerons volontiers le bénéfice de notre expérience avec ceux qui voudront travailler de leur côté à l'éducation populaire dans le même esprit de désintéressement et de loyauté qui est le nôtre. En particulier, nous offrons aux dames l'hospitalité de notre (1) *settlement* en attendant qu'une installation plus complète nous mette en état de fonder aussi une résidence pour les hommes.

En dernier mot, nous nous permettons de soumettre aux suffrages du Congrès les vœux ci-après.

VŒUX :

Pour être vraiment efficaces, les Oeuvres d'éducation populaire ne doivent pas se contenter d'atteindre les adultes, il faut qu'elles prennent l'enfant et que, par une formation spéciale

(1) Les personnes désireuses de venir passer quelque temps à l'*Union Familiale*, pour y étudier plus facilement son fonctionnement, y sont reçues moyennant 90 f. par mois pour le logement et la pension. Vu l'exigüité du local, on est prié de retenir sa chambre à l'avance, en s'adressant à Mlle Gahery — 172 rue de Charonne — Paris, 11.

adaptée à ses facultés, à son tempérament, à son milieu, elles agissent sur lui le plus possible, et soient vraiment son éducateur.

Pour cela, une préparation s'impose, le dévouement seul n'y suffit pas.

Cette préparation étant facilitée dans les grandes villes par la résidence dans les quartiers ouvriers, le Congrès émet le vœu, que les Oeuvres d'Éducation populaire deviennent des centres d'Études ouverts à toutes les bonnes volontés et à toutes les nationalités.



Quanto ha fatto Milano a pro' dei deficienti.

(Comunicazione Dott. U. PIZZOLI).

Classificazione dei deficienti.

L'ortofrenia ha studiato diverse forme di deficienza, distinguendo i deficienti in varie classi a seconda del grado più o meno intenso di arretrazione delle energie psichiche.

E qui potremmo accennare a talune di queste « classificazioni », basate sull'attenzione o sui fenomeni del sentimento e della volontà; ma per lo scopo educativo è necessaria e sufficiente un'unica e grande classificazione di essi, fondata sui criteri che regolano i mezzi di educazione e di protezione.

A	Pazzi	Imbecilli o educabili solo parzialmente	<i>in Istituti ortofrenici</i>
	Neuropatici		
	Paralitici		
	Amorosi		
	Idioti		
	Cretini		
	Imbecilli gravi		
	Afasici		
B	Deficienti	educabili	<i>in scuole speciali con metodi speciali</i>
	Tardivi		
	Nervosi		
	Imbecilli lievi		

Scelta degli alunni.

La scelta nostra non cadde solo sui fanciulli deficienti nello stretto senso della parola — che occuperebbero un posto alquanto limitato — ma su tutti i fanciulli che a parere di una Commissione medico-pedagogica furono giudicati incapaci di stare a livello dei compagni.

Questa scelta comprende quindi i tardivi, gli arretrati nello sviluppo intellettuale, i bimbi che troppo diversificano dagli altri normali, perchè taciturni, cupi, melanconici, o addirittura sfrenati, fanciulli che presentano mancanza di vivacità o torpore nell'associazione delle idee, o che hanno difetti nel linguaggio.

Numero degli scolari.

Tenuto conto delle speciali ed anormali condizioni di ogni alunno, risulta che prima norma pedagogica deve essere quella di una educazione quasi individuale. Per tal modo queste scuole non debbono avere « un numero di alunni superiore a 15 ». — Si consideri che l'insegnante deve intorno a ciascun alunno raccogliere i diversi dati (anamnestici, somatici, psicologici) che valgono a dargli la fotografia morale dell'educando, e questo esame scientifico che d'altra parte si rende necessario per conoscere la natura ed il grado di deficienza fa impiegare una grande quantità di tempo e di attività da parte dell'insegnante.

Distribuzione delle scuole.

La ripartizione topografica di queste classi fu fatta in ragione diretta della popolazione dei quartieri cittadini, avendo riguardo che ciascuna classe corrispondesse ad un centro molto popolato. Però si sta studiando il mezzo di tenere riunite per l'anno venturo tutte queste classi di anormali in un « solo locale », posto nel centro della città, provvedendo mediante vetture speciali al trasporto dei bambini residenti nei quartieri più lontani. Così facendo, le spese occorrenti pel materiale didattico speciale, pel personale assistente, per le refezioni calde, pel sussidi farmaceutici, pel provvedimenti di igiene, per la vigilanza didattica, ecc., saranno assai diminuite e l'efficacia educativa assai maggiore.

Scelta dei maestri.

La scelta cadde su quei docenti « abilitati alla direzione delle scuole dei deficienti »; che il Comune annovera numerosi fra i

suoi insegnanti. Essi con vero intelletto d'amore frequentano i due corsi di Pedagogia sperimentale, presso il Civico Istituto.

Vigilanza e direzione delle scuole.

Per ottenere: a) uniformità di metodo; b) una razionale applicazione del programma; c) ed una regolare registrazione dei dati biografici, somatici, psicologici, tali scuole furono dirette ed invigilate dal Direttore dell'Istituto di Pedagogia che non solo aiutò i maestri nel campo educativo, ma li sorresse nel campo delle ricerche scientifiche.

Quando tutte le scuole degli anormali saranno riunite in un solo locale, la Direzione di esse riuscirà assai più agevole e dall'accordo più facile fra direttore ed insegnanti risulterà un grande vantaggio educativo e didattico.

Programma.

Norme generali.

Le scuole per i deficienti non possono certo formalizzarsi con « un metodo e con un programma »; questo può solo servire di guida, e potrà, in parte, facilitare il lavoro arduo di chi si accinge all'educazione dei fanciulli anormali. Non sarà quindi una vera e propria falsariga, perchè l'opera educativa, nelle dette scuole, dovrà variare da individuo a individuo; i limiti della curabilità e dell'educazione dovranno essere sempre subordinati ad una diligente diagnosi. Quello che più importa, perciò, si è di rivolgere fin da principio una speciale osservazione sulle condizioni anamnestiche della famiglia, sulle qualità somatiche, sullo sviluppo intellettuale e sulle tendenze morali dei singoli alunni. Nostro compito è di sopprimere, di secondare, di eccitare, di regolare i moti della loro mente e quelli del loro cuore; è uno studio continuo che bisogna fare per conoscere ciò che conviene o non conviene al loro sviluppo fisico, intellettuale e morale.

Intanto non dobbiamo dimenticare che per questi poveri disgraziati, appartenenti quasi sempre a famiglie diseredate e non-curanti, « l'opera della scuola deve essere più estesa », deve sorpassare i confini ad essa imposti ed invadere il campo dell'educazione familiare. Non sempre la frenastenia rappresenta il prodotto di un fattore biopatologico: spesso è il risultato dell'insufficiente nutrizione, dell'abitazione buia e umida, dell'ambiente morale corrotto. Da ciò la necessità di procurare all'alunno, con una abbondante nutrizione, le energie compensatrici, e di tenerlo, pel maggior tempo possibile, lontano dall'ambiente che lo crebbe sonnolento, pigro, apatico; che gli travolse, forse, anche il senso morale.



Nella compilazione del presente programma comprendemmo la *educazione fisica — l'educazione intellettuale — l'educazione morale — l'educazione del linguaggio fonico articolato*. — Demmo pure la massima importanza alla *scrittura*, agli *esercizi froebeliani*, a quelli di *lavoro manuale* e al *canto*, mezzi efficacissimi, i quali ci permettono di rilevare e di educare le attività del fanciullo.

1. **EDUCAZIONE FISICA.** — Il maggior contingente alla deficienza è dato dai fanciulli neuropatici; perciò in una scuola emendatrice l'educazione fisica non dovrà mai perdersi di vista, sapendo bene quanta influenza abbia il benessere fisico sul sistema nervoso. A tal uopo non solo si eviterà che la scuola peggiori in qualche modo le condizioni fisiche degli alunni, ma si curerà la educazione del sistema osseo e del sistema muscolare, basi di un regolare e completo sviluppo dell'organismo. — Per quanto riguarda il sistema osseo, l'educazione sarà più che altro, preventiva, avendo cura di mettere l'organismo in condizioni tali da impedire le deformità, osservando sempre la regolare posizione del corpo, sia nello stato di lavoro come in quello di riposo. Noi non ignoriamo quanto sia facile, specie nel periodo di decrescimento, nei soggetti deboli per qualità congenite o acquisite, l'ottenere alterate funzioni, e il contrarre, con le abituali posizioni del corpo, anomalie scheletriche.

Il sistema muscolare verrà rafforzato e sviluppato con frequenti esercizi di ginnastica e con una serie graduata di giuochi, che avranno pure il vantaggio di dilettere.

Le occupazioni non dovranno essere faticose, ma dilettevoli e svariate; i necessari riposi tra l'una e l'altra impediranno il sovraccarico mentale, causa del deperimento fisico di molti scolari.

Non saranno da trascurarsi, nel maggior numero dei casi, opportuni esercizi per la regolare deambulazione.



2. **EDUCAZIONE SENSORIALE.** — Considerando il parallelismo esistente tra la sensazione e i fenomeni più elevati dell'ideazione, noi demmo la massima importanza all'educazione dei sensi, poichè è assolutamente necessario partire da essi per un razionale svolgimento di ogni attività superiore dell'organismo. Un'alterazione nello stato della sensibilità produce spesso, come fenomeno conseguente, la inesattezza delle percezioni, delle idee e delle associazioni di queste; talvolta anche il perversimento del senso morale.

Nell'educazione corretttrice lo sviluppo dei sensi è il perno intorno a cui si aggireranno i vari insegnamenti, quali la lingua, il calcolo e le lezioni di cose. Infatti, come meglio provocare la manifestazione delle idee mediante la parola, prima orale e poi scritta, come iniziare un bambino al calcolo senza l'aiuto d'essi?

Scrisse il Seguin oh'egli non avrebbe giammai tentato d'intraprendere l'educazione intellettuale dei frenastenici, se in essi non avesse esercitato da principio gli apparecchi della sensazione.

Gli oggetti più propri, presentati alla scolaresca per l'educazione dei sensi, stimolando il potere attentivo, dovranno conferire nozioni chiare e precise, e dotare a poco a poco lo spirito di osservazione e di ricognizione, quasi sempre ottuse nei deficienti. Per rendere i medesimi poi maggiormente efficaci, si procurerà di variarli spesso, di adattarli alle condizioni fisiologiche degli alunni, di escludere tutti quelli che, non riuscendo a tenere desta la curiosità e l'attenzione, potrebbero ingenerare stanchezza e tedio.



3. EDUCAZIONE INTELLETTUALE. — Prima di iniziare lo svolgimento delle attività intellettuali, sarà bene, come già si è detto, di raccogliere nel fanciullo un diligente esame psicologico. Questo esame avrà la fase passiva, perchè l'insegnante ritrarrà, dall'intellettualità di ciascuno, un concetto relativo, nell'osservare e ponderare le parole rivelanti i moti psichici o qualunque atto intellettuale manifestato spontaneamente, nell'osservare le prove materiali, vale a dire i lavori scolastici, i saggi di disegno o di lavoro manuale, il diverso modo con cui sono tenuti gli oggetti di uso personale. Nella fase attiva i moti psichici saranno provocati. L'insegnante porrà improvvisamente l'alunno in relazione con oggetti da questi sconosciuti o conosciuti, allo scopo di studiarne l'impressionabilità, il potere attentivo, la facoltà di percepire, di ricordare, di immaginare, di giudicare, di ragionare, di astrarre.

Farà spesso un interrogatorio ad arte, graduato e metodico, procedente dal semplice al complesso. Di tale eccitamento, come pure dei testi o reattivi mentali, potrà pure valersi per esercitare efficacemente le attività psichiche dei vari soggetti.

L'attenzione, non difficile ad ottenersi nei fanciulli sani, è invece debolissima nei deficienti; debolissima è l'attenzione istintiva, e quella volontaria è spesso mancante. E' necessario, perciò, educarla mediante l'interessamento destato da oggetti, da esperimenti e da brevi narrazioni. Educando l'attenzione istintiva, si disporrà l'alunno all'attenzione volontaria, e a poco a poco egli potrà crearsi l'abito dell'osservazione e della riflessione. Si eviterà la disatten-

zione causata dalla soverchia attenzione mentale, e si cureranno particolarmente, con ogni espediente, i tipi affetti da disattenzione patologica, in seguito ad uno stato nevropatico dell'organismo. Ogni esercizio non dovrà durare più di 15 minuti, e spesso le lezioni avranno un carattere, diremo così, « spettacoloso » allo scopo di fissare meglio l'attenzione. Non possiamo tacere la parte importantissima che ha la suggestione esercitata dall'insegnante per intensificare e prolungare nell'alunno lo stato di potere attentivo.

✕

Parlando dei sensi, abbiamo visto come questi forniscano il materiale alle percezioni, le quali saranno esatte, se i sensi sono perfetti; inesatte, se i sensi sono imperfetti. Però non dobbiamo dimenticare che talvolta, mentre i sensi sono perfetti, il cervello per una mancata nutrizione dei sensi principali è molto lento nel ricevere e fissare le impressioni che da essi gli vengono, e che, spesso, i difetti di linguaggio concorrono pure a ostacolare lo sviluppo intellettuale. Prima adunque che il bambino possa essere capace di percezione semplice e complessa, dovranno essere eliminati molti ostacoli inerenti alle sue deboli funzionalità psichiche, e saranno in parte corretti anche i disturbi del linguaggio. L'insegnante, con una serie graduata di esercizi accrescerà nel bambino il numero delle sensazioni, e farà sì che, anche cessati gli stimoli che la produssero, rimangano tracce nervose cerebrali capaci di rappresentare le medesime sotto forma d'immagini. Col riconoscimento di oggetti, persone, figure, lettere, numeri ecc., svilupperà nel soggetto, il potere percettivo semplice; come pure con altri accorti esercizi dei quali parleremo in seguito, svilupperà il potere percettivo complesso dello spazio visivo, acustico e motorio.

Sempre nel campo delle percezioni sensibili sarà utile che il bambino stabilisca dei paragoni tra due o più percezioni della stessa categoria. Molti testi mentali riusciranno efficacissimi per conoscere e aumentare nel soggetto il numero delle percezioni e per stabilire dei rapporti tra l'una e l'altra.

✕

Ma le percezioni dovranno ben lasciare nella mente una traccia, e quindi non si potrà trascurare lo sviluppo della memoria (visiva, acustica, motrice, grafica, muscolare, olfattiva, ecc.) nei suoi poteri di evocazione, di conservazione e d'estensione.

In Francia, non solo nelle scuole per i deficienti, bensì anche nelle scuole ordinarie, la memoria viene opportunamente sviluppata.

Il maestro scrive sulla lavagna una sillaba e la nasconde agli occhi degli alunni. A un dato segnale si scopre, rimane esposta per due o tre secondi, indi si ricopre nuovamente e ogni alunno deve scrivere ciò che ha visto e ritenuto. L'esercizio viene poi continuato con due, tre, quattro sillabe; se vi sono degli errori, si ripete collo stesso numero di sillabe fino a che la maggioranza non commetta più sbagli. Allorchè gli alunni manifestano una certa stanchezza, l'esercizio viene sospeso e l'insegnante ritira il foglio. Da molti saggi così ottenuti si può stabilire una media approssimativa del grado di potere mnemonico di ciascun alunno, e dopo qualche tempo si può anche apprezzare l'elevazione della stessa media e quindi il progresso dell'allievo.

Nelle classi per deficienti, tali esercizi, ed altri, saranno individuali; si ripeteranno spesso e saranno saggiamente graduati allo scopo di rendere, il più possibile, la memoria fedele e tenace. Non è raro il caso di trovare bambini dotati di una memoria stentata, labile, confusa, come pure di quelli affetti da afasia motrice, da agrafia e anche da ecolalia. Affinchè possa notarsi un progresso, è necessario che le sensazioni corrispondenti siano state forti e tali da tener desta la curiosità e l'emozionalità del soggetto.

Molti testi mentali rispondono a tali esigenze poichè servono, ad un tempo, a educare e a dilettere. Altra condizione favorevole allo sviluppo della memoria è quella di far sì che le percezioni da evocarsi siano associate con altre del medesimo genere. Il colore della ciliegia, ad esempio, potrà essere meglio rievocato quando nella mente esistano pure le immagini del colore del sangue, del papavero, ecc. Lo studio speciale e assiduo sulla memoria ci farà presto conoscere i tipi mnemonici visivi, uditivi, verbomotori e grafomotori. Ciò sarà molto utile per consigliare le famiglie a cui i deficienti appartengono, a voler dare ad essi la professione o il mestiere meglio rispondenti alle speciali attitudini manifestate.

X

Mediante le lezioncine oggettive, il disegno, le carte mute da colorire e gli esercizi di lavoro manuale, si cercherà di svolgere e disciplinare l'immaginazione riproduttiva, la quale non è altro che una forma di memoria. Anche qui la simpatia per i colori, disegni, lavori, potrà molto facilmente rivelarsi. Riguando alla fantasia, essendo questa un'immaginazione creatrice, poichè nella mente, col sussidio delle immagini riferentisi a cose reali si formano spesso immagini nuove, spesso lontane dalla realtà, il compito nostro deve essere qualche volta diretto a disciplinarla, altre volte, invece, a eccitarla. Il deficiente ha talvolta, come suol dirsi, la

fantasia sbrigliata; col ritorno continuo alla realtà delle cose, con l'osservazione metodica di soggetti e fatti riusciremo a disciplinarla; potremo invece eccitarla, nei soggetti torpidi, con quadri figurativi, proiezioni di cose da essi non mai vedute.



Come è ben facile immaginare, i processi superiori del pensiero, vale a dire la capacità di associare, giudicare e ragionare, nei soggetti frenastenici, sono deboli e falsati. Nel campo dei fatti concreti i loro giudizi associativi sono spesso esatti non così nel campo astratto ove il potere d'analisi è manchevole e l'affettività predominante. Ben sapendo come le idee costituiscano la base di tutta l'attività del pensiero, noi faremo in guisa che il bambino possa innanzi tutto arricchiare la sua mente di idee semplici e chiare. Per tal modo non basta che egli acquisti la nozione di un dato oggetto e che sappia distinguerlo dagli altri, è pure necessario, affinché nella sua mente possa nascere l'idea, ch'egli conosca i rapporti di quel dato oggetto con un altro. Avrà presto la nozione del gesso, ma non ne avrà l'idea che quando conoscerà i rapporti del gesso con la lavagna. Moltissimi, perciò, saranno gli esercizi che si riferiscono alle relazioni di differenza, di somiglianza, non più tra gli oggetti concreti, ma tra le percezioni intellettuali. Dipenderà in parte, dall'abbondanza e dall'esattezza del lavoro di associazione che sapremo destare nella mente dell'alunno, il successo dell'opera nostra.

I giudizi errati verranno sempre corretti, affinché il ragionamento non riesca troppo fallace. Per attivare l'ideazione e la capacità di astrarre, molti testi mentali verranno efficacemente in sussidio all'insegnamento empirico fatto a base di conversazione.



4. EDUCAZIONE MORALE. — Vari esempi quotidianamente dimostrano che i deficienti morali, lasciati a sé, possono diventare pericolosi, e quanta importanza abbia quindi per essi e per la società una sana educazione. Dall'abituale umore, dai rapporti coi compagni, dai giochi particolarmente, dalle simpatie o antipatie, dal contegno tenuto in classe, a tavola, in ricreazione, i bambini avranno agio di mettere a nudo i loro sentimenti e la loro volontà. L'insegnante si gioverà perciò dell'amorevolezza e della bontà, per incoraggiare e coltivare le buone inclinazioni, la normale affettività, e per correggere le cattive tendenze, la fiacchezza degli atti volitivi. Di fronte ad un bambino che passi improvvisamente da

uno stato di piacere ad uno di dolore e viceversa, che sussulti anche per lievi rumori, che passi repentinamente dal pallore al rossore, all'espansività all'irascibilità, l'educazione del sentimento sarà veramente delicata e materna. In generale, quasi tutti i bambini deficienti sono nevropatici e hanno una volontà fiacca e impotente; ma l'amore opera miracoli sempre e spesso viene a far penetrare un vivido raggio di luce là dove esisteva il buio di una notte tenebrosa.

Le lezioncine per aspetto, collegate con brevi narrazioni, gioveranno efficacemente per l'educazione morale.

In esse si farà di tutto per destare il senso estetico colla vista dei fiori, delle figure, di altre cose belle; per istillare, colle parole e coll'esempio, buoni sentimenti, quali l'amore, la pietà, la carità, il sentimento di dominio su sè stessi e la socievolezza, fini supremi dell'educazione.

Le prime impressioni assumono, per la psiche infantile, una importanza grandissima, e di ciò si varrà l'insegnante per correggere con potere suggestivo e quindi influire sull'armonico integrarsi delle personalità affidate alle sue cure. Anche per tale scopo l'azione dell'ambiente scolastico deve sostituirsi a quella dell'ambiente familiare, il quale esercita grandemente la propria influenza sull'effettività, sui sentimenti e sulla volontà.



5. EDUCAZIONE DEL LINGUAGGIO VERBALE E DI QUELLO SCRITTO. —

Non dobbiamo dimenticare che una causa della deficienza è l'alterazione del linguaggio fonico articolato. Simile alterazione può dipendere da lesione dell'apparato di fonazione (laringe, da cui si generano i suoni); da irregolarità nella funzione respiratoria (necessaria per la produzione dei suoni nella laringe); da lesioni nell'apparato articolato (risiedente nella cavità orale); da lesioni nei centri nervosi e nei nervi periferici. Il tartagliamento è sempre dipendente da neurosi nella coordinazione verbo-motoria.

Non sempre i difetti di linguaggio possono essere facilmente corretti; qualche volta l'opera dello specialista si impone.

Molti casi, però, di linguaggio disordinato, di disfasie, di sartrie e di slalie, si possono correggere con una cura meccanica delle parti fonatorie, con esercizi metodici di inspirazioni ed espirazione, e con l'esatta emissione dei suoni. Il dott. Bourneville tra gli esercizi preliminari per la educazione del linguaggio, consiglia « i movimenti delle labbra, dell'articolazione temporo-mascellare, della lingua, dell'apparecchio vocale ». Per aumentare la meccanica della espirazione, per aumentare la forza del soffio che pro-

durra il suono e per insegnare a guidarlo, il medesimo consiglia « di far spegnere una candela che si potrà allontanare a poco per volta; di far soffiare un fischietto o di far rotolare una pallina più o meno grossa ». Tali esercizi, se fatti collettivamente, sarebbero causa di disordini e desterebbero l'ilarità fra la scolaresca; perciò saranno sempre individuali.

Le prime sillabe su cui i bambini verranno esercitati, saranno le labiali; si passerà inseguito alle labio-dentali e alle gutturali. Prima di ripetere i suoni, le sillabe e le parole, il soggetto dovrà bene osservare nell'insegnante le diverse posizioni della bocca. Qualche volta dovrà ripeterli anche ad occhi bendati. Una stessa parola o una stessa frase si farà ripetere tante volte sino a che non si sarà ottenuto l'effetto desiderato.

La cura della balbuzie e del tartagliamento si effettua anche rafforzando il sistema nervoso e mantenendo sempre il morale del soggetto in uno stato normale.

X

A tutti è noto l'importanza che ha la scrittura nello svolgimento dell'intelligenza e della coordinazione muscolare. Essa, infatti, pone in attività i centri destinati alla memoria visiva e a quella cinestetica e le fibre motrici che devono eseguire il movimento. Con la scrittura si provocano molte attività psichiche, dall'attenzione volontaria ai processi ideativi, e si educa, in particolar modo, il movimento di coordinazione dell'apparecchio neuro-muscolare, visivo-scrivente.

Nei deficienti, l'apprendimento della scrittura è più difficile che nei fanciulli normali per la fiacchezza degli atti psichici e per l'incoordinazione muscolare.

Il tempo materiale necessario affinché la scrittura, da atto volontario, capace di produrre dopo breve tempo una certa fatica si trasforma, per la ripetizione continua degli stessi movimenti, in atto automatico, è sempre maggiore nei fanciulli deficienti che nei normali. Però la costanza e una buona dose di pazienza da parte dell'insegnante farà giungere in porto anche i piccoli frenastenici.

L'insegnamento della scrittura propriamente detta sarà preceduto da un periodo preparatorio, in cui l'alunno possa sciogliersi la mano e coordinare i movimenti, mediante appositi testi mentali. La lettura che seguirà all'educazione del linguaggio dovrà cominciare con una fase passiva durante la quale il fanciullo metterà nominandole, le lettere mobili dell'alfabeto sulle corrispondenti stampe nei cartelloni. Seguirà poi la fase attiva nella quale il fanciullo dovrà riconoscere il nome della lettera e pronunciarlo. Si

passerà in seguito all'insegnamento delle vocali e delle consonanti, le quali verranno insegnate individualmente e con un certo ordine, lasciando per ultimo il gruppo di quelle che riuscissero più difficili all'alunno, per propri difetti nell'organo della fonazione. Il metodo sarà fonico, sillabico, mimico, ideativo.

Si avrà cura di evitare le monotone cantilene, e fin da principio si faranno leggere paroline intere senza un'esagerata sillabazione, la quale molte volte contribuisce a ritardare la lettura corrente. L'insegnamento della lingua verrà completato con frequenti conversazioni, esercizi di pronunzia, raffronto di voci, racconti educativi, e con facili esercizi mnemonici precedentemente spiegati.

Il programma di lezioni di cose sarà svolto e reso dimostrativo nelle lezioncine per l'educazione dei sensi e in quelle per aspetto.

L'insegnamento dell'aritmetica si inizierà col conteggio d'oggetti d'uso familiare; procederà poi con molta graduazione e sempre intuitivamente.



Ottimi riusciranno pure gli esercizi di disegno e di canto corale. Tutti e due rispondono a un bisogno dell'infanzia, e mentre l'uno educa l'occhio e la mano all'armonia delle forme, il canto educherà l'orecchio alla coordinazione muscolare per i passi ritmici e all'armonia dei suoni. Sarà utile il vocalizzamento nei toni delle varie scale di una data vocale o di una data sillaba. Si faranno cantare facili cori nei quali si trovino salti d'ottava, di terza, ecc. e marce per accompagnamento di esercizi ginnastici. Le parole delle canzoncine saranno ben comprese dagli scolari. Gli esercizi di disegno riusciranno un valido sussidio all'insegnamento della scrittura, educheranno l'osservazione e la riflessione, svilupperanno lo spirito inventivo, educheranno l'occhio all'armonia delle forme e dei colori.



Di molta utilità per lo sviluppo intellettuale e per favorire le attitudini costruttive, riusciranno gli esercizi sui doni froebelliani e quelli di lavoro manuale educativo. Quest'ultimo è indicatissimo nelle scuole per deficienti, essendo un efficace sussidio per l'educazione dei sensi e per l'educazione intellettuale e morale, e un ottimo correttivo del lavoro mentale.

Si faranno eseguire esercizi di piegatura, tessitura e intreccio con carte, paglia e truciolo, facili modellature con l'argilla e vari esercizi di applicazione.

Orario per le scuole speciali dei tardivi, deficienti, ecc.

<i>Tutti i giorni:</i>		9,20—9,45.	L'assistente vigila l'ingresso e visita la cartella, l'insegnante s'intrattiene coi bambini che hanno maggior bisogno di essere curati e fa loro un po' di lettura o di dettato o di conversazione secondo che si tratti di deficienti intellettuali o morali.
		9,45—10,30.	Pulizia. La scolaresca verrà divisa in due squadre. Mentre la prima squadra farà il giro dei lavandini e dei cessi, la seconda sarà intrattenuta in una conversazione occasionale o preparata, oppure in una lezione per aspetto a scopo educativo e istruttivo. Altrettanto si farà con la prima quando la seconda sarà occupata nella pulizia.
			N. B. Nei giorni piovosi, non potendosi condurre la scolaresca ai lavandini, oltre la conversazione si farà fare un po' di lettura collettiva per i migliori, individuale per i peggiori.
		11,45—13,50.	Giro dei cessi. Refezione. Ricreazione (ginnastica e giuochi). Nuovo giro dei lavandini e dei cessi.
<i>Lunedì</i>		10,30—11.	Mentre l'insegnante esercita individualmente gli alunni col materiale scientifico, per l'educazione dei sensi, l'assistente farà eseguire un esercizio di copiatura.
		11—11,50.	Ginnastica e canto.
		11,10—11,25	L'insegnante fa eseguire un esercizio di dettatura, lo corregge e quindi lo fa leggere, mentre l'assistente mantiene la disciplina o si occupa dei refrattari che non possono seguire i migliori.
		13,50—14,20.	L'insegnante fa ai migliori un po' di conteggio orale pratico, mentre l'assistente cura i più deboli.
		14,20—15.	Esercizi collettivi col materiale scientifico per l'educazione dei sensi.
		15—15,25.	Disegno libero.
<i>Martedì</i>		10,30—11.	L'assistente fa eseguire un esercizio di numerazione scritta e l'insegnante compie qualche esperienza scientifica individuale

- per l'educazione dell'intelligenza o cura l'educazione del linguaggio.
- Martedì* 11—11,10. Ginnastica e canto.
11,10—11,25. Lezioncina oggettiva occasionale o preparata fatta dall'insegnante.
13,50—14,20. L'insegnante fa leggere i migliori sul sillabario e l'assistente vigila la scrittura dei peggiori.
14,20—14,25. Canto e ginnastica.
14,25—15. Mentre l'insegnante chiama ad uno ad uno gli alunni e fa loro una conversazione a scopo esclusivamente educativo, l'assistente vigila un esercizio di copiatura.
15—15,30. Esercizi collettivi col materiale scientifico per l'educazione dei sensi.
- Mercoledì* 10,30—11,15. Esercizi collettivi col materiale scientifico per l'educazione dei sensi.
11,15—11,25. L'insegnante fa eseguire ai migliori un esercizio di dettato, o cura l'educazione del linguaggio, mentre l'assistente cura i più deboli.
13,50—14,25. Mentre l'insegnante s'intrattiene con quelli che hanno maggior bisogno di essere curati in apposite conversazioni educative, l'assistente fa leggere i bambini al sillabario e alla lavagna.
14,25—15,30. Lavoro manuale o esercizi sui doni froebeliani.
- Venerdì* 10,30—11,25. L'insegnante fa fare un esercizio di lingua (scomposizione di una parola in sillabe o di una frase in parole o formazione di semplici pensieri orali).
13,50—14,20. L'insegnante fa fare un po' di calcolo orale ai migliori e l'assistente cura i più deboli.
14,20—15. Dettatura e correzione; l'assistente fa leggere i peggiori.
15,—15,30. Disegno per imitazione.
- Sabato* 10,30—11,15. Esercizi collettivi col materiale scientifico per l'educazione dell'intelligenza.
12,15—11,25. L'insegnante fa fare un esercizio scritto di aritmetica e l'assistente cura i più deboli.

<i>Sabato</i>	13,50—10,25.	L'insegnante copia qualche esperienza scientifica individuale per l'educazione dei sensi e dell'intelligenza, mentre l'assistente vigila un esercizio di bella scrittura.
	14,25—15,35.	Lavoro manuale educativo o esercizio sui doni froebeliani.
<i>Tutti i giorni:</i>	15,35—16.	Refezione.
	16,16—50.	Giardinaggio o lavoro manuale.
	16,50—17.	Uscita.

NB. — Per le materie di studio, ogni insegnante compilerà il proprio programma didattico, sulla base di quello governativo per la prima classe, e lo svolgerà con molta lentezza a seconda della capacità di ciascun allievo.

Nessun limite di tempo verrà fissato per lo svolgimento del medesimo.

La cura individuale, sia nella sfera sensoriale, che intellettuale, sentimentale e volitiva, è assolutamente necessaria.

Per l'assegnazione dei posti nell'aula scolastica si terrà strettissimo conto dei sordastri e dei difettosi nella vista, per dar loro i posti migliori.

Durante gli esperimenti individuali che saranno più volte ripetuti, per evitare il pericolo dei giudizi avventati, si procurerà che il soggetto non subisca alcuna suggestione. Dopo ogni esperimento errato, l'insegnante darà gli opportuni consigli e lo farà ripetere sino a che l'allunno non riesca ad eseguirlo bene. Si faranno esperimenti bimensili su appositi moduli per conoscere i progressi dell'allievo.

Scuola dei deficienti a Milano.

Scuola di via Moscova — femminile — 12 scolare. Diretta dalla signora maestra Rondi Marabelli.

Scuola di via Gentilino — maschile — 15 scolari. Diretta dalla signora maestra Giulia Mariani Alessandrini.

Scuola di via Stoppani — maschile — 14 scolari. Diretta dal maestro Umberto Montagna.



La Refezione scolastica nel Comune di Padova (1).

(Comunicazione Dott. C. Tonzig).

Ora io cito qui, a titolo d'esempio, la Refezione scolastica del Comune di Padova, che la istituì nel 1901 come servizio municipale.

Il Lussana, allora Assessore della pubblica istruzione, ebbe il merito di condurre in porto la felice iniziativa della Giunta Municipale, della quale era capo il Moschini, ed Assessore per la pubblica igiene e forte propugnatore dell'idea il Salvioli.

A Padova si fornisce, ogni giorno di scuola, il cibo agli alunni, i quali sono distribuiti in 17 edifici scolastici, sparsi in tutto il territorio comunale. Viene confezionato in tre cucine, una in città e due nel suburbio, l'impianto delle quali costò complessivamente L. 28.000.

Con 10 persone addette alle cucine e con 17 fattorini, il cibo viene preparato e recapitato alle scuole in una data ora, dove i maestri ne dirigono la distribuzione a più di 5.000 fanciulli, chè tanti, sugli 8.000 iscritti nelle scuole di Padova, sono gli ammessi alla refezione scolastica.

Il servizio dipende dall'Ufficio municipale d'Igiene, che esercita un severo controllo ed una continua sorveglianza per mezzo di tutto il personale.

Il medico scolastico, sempre d'accordo coll'ufficiale sanitario, capo di detto ufficio, stabilisce il *menu* settimanale, prescrive la

(1) Vedi la Relazione sulla « Refezione scolastica » dello stesso Dott. Clemente Tonzig, alla I.^a Sezione.

confezione di nuovi cibi e sorveglianza la cottura e la distribuzione di essi dal punto di vista dell'igiene.

I generi forniti vengono esaminati dal personale addetto alla sorveglianza igienica e cioè dai capi dei laboratori medico, micrografico e chimico, dall'ispettore delle carni, dai vigili annonari; e così vengono di volta in volta sottoposti a controllo i materiali di cucina e le stoviglie.

La cottura dei cibi viene fatta dai cuochi sotto la sorveglianza diretta dell'economo della refezione e sotto il controllo del medico scolastico e degli altri funzionari dell'Ufficio. Finora, seguendo il criterio generale delle refezioni scolastiche come sono attualmente, si distribuiscono i seguenti cibi e nelle seguenti quantità:

Refezione umida:

1. Minestra in brodo	3 dec. e 50 gr. di pane
2. Pasta asciutta	200 gr. e 50 " "
3. Ragù di carne o di fagioli	150 " e 100 " "
4. Insalata di fagioli con uova	150 " e 100 " "

Refezione asciutta:

1. Tonno all'olio	25 gr. e 100 gr. di pane
2. Crema	pezzi n. 1 e 100 " "
3. Salame	20 gr. e 100 " "
4. Formaggio	25 " e 100 " "
5. Pasta dolce con crema	120 " e 100 " "

Merita pure di essere menzionata la distribuzione di latte con cacao; di un uovo, una focaccetta ed un panino nella ricorrenza delle feste pasquali; di minestra con piselli, di fragole condite di vino dolce, ecc.

La refezione calda viene distribuita tre volte la settimana, e anche sei durante l'inverno; pel resto si distribuisce la refezione asciutta.

Il servizio dell'anno 905-906 ha dimostrato che, eccezione fatta per le spese d'impianto, seguendo sempre il criterio della varietà dei cibi, la distribuzione della refezione calda merita di essere preferita, oltrechè per la sua facile digeribilità, anche per ragioni di economia. Ciò riesce dimostrato dagli specchi che seguono, i quali mettono in evidenza la composizione ed il costo individuale di 16 Refezioni distribuite nello scorso anno nelle scuole di Padova.

Al costo individuale segnato per ciascuna razione, deve si aggiungere l'aliquota delle spese generali che naturalmente varia e che per Padova corrispose nell'ultimo anno a lire 0,0271 per razione.

**Esempi di refezioni distribuite nelle scuole di Padova
nell'anno 1905-1906.**

**Refezione di pasta e piselli con brodo di carne consumata il 22
gennaio 1906 nelle scuole di Città da 2741 alunni.**

PRELEVAMENTI				COSTO	
Carne disossata	Kg.	91,400	(1,85)	L.	128,39
Pasta di I. ^a	"	140,—	(0,435)	"	60,90
Pane misto	"	187,050	(0,36)	"	59,33
Piselli	"	25,—	(0,60)	"	15,—
Verdura	"	—,—	(—,—)	"	3,—
Sale	"	8,—	(0,40)	"	3,20
Formaggio grana.	"	8,—	(3,50)	"	10,50
Ossa	"	25,—		"	—,—
				L.	275,82
Carbone cok	Kg.	50,—		"	2,—
				Totale L. 277,82	

Costo individuale L. 277,82 : 2741 = L. 0,1011.

NB. La carne venne risparmiata per la refezione del giorno susseguente.

**1) Manzo in umido con patate; 2) manzo in umido con pasta
asciutta. Refezione consumata il 23 gennaio 1906 da 3243
alunni.**

PRELEVAMENTI				COSTO	
Pane misto	Kg.	187,350	(0,36)	L.	67,44
Pasta di I. ^a	"	190,—	(0,435)	"	82,65
Patate	"	40,—	(0,15)	"	6,—
Rognolata	"	10,—	(0,90)	"	9,—
Lardo	"	10,—	(1,30)	"	13,—
Burro	"	10,—	(2,40)	"	24,—
Grana	"	5,—	(3,50)	"	17,50
Cannella garofanata	"	0,200	(6,75)	"	1,35
Pepe	"	0,200	(3,50)	"	0,70
Conserva di pomodoro . . .	"	1,—	(2,—)	"	2,—
Sale	"	8,—	(0,40)	"	3,20
Verdura	dai civanzi			"	—,—
				L.	226,84
Carbone cok	Kg.	50,—		"	2,—
				Totale L. 228,84	

Costo individuale L. 228,84 : 3243 = L. 0,0705.

NB. Il manzo è del giorno precedente.

Refezione di minestra con carne, consumata il 24 gennaio 1906 da
2503 alunni.

PRELEVAMENTI			COSTO
Carne disossata	Kg. 100,—		L. 185,—
Ossa	" 25,—		" —,—
Pasta di I. ^a	" 100,—		" 48,50
Grana	" 3,—		" 10,50
Verdura	" —,—		" 6,—
Sale	" 8,—		" 3,20
Pane misto	" 125,150		" 45,05
Conserva pomodoro	" 1,—		" 2,—
			L. 245,25
Carbone cok	" 50,—		" 2,—
			Totale L. 247,25

Costo individuale L. 247,25 : 2503 = L. 0,098

Minestra di pasta e fagioli (olio e burro) per 2500 alunni.

PRELEVAMENTI			COSTO
Fagioli	Kg. 100	(0,92)	L. 32,—
Pasta di II. ^a	" 100	(0,395)	" 39,50
Olio	l. 15	(1,20)	" 18,—
Burro	Kg. 10	(2,40)	" 24,—
Grana	" 3	(3,50)	" 10,50
Sale	" 10	—	" 4,—
Verdura	" —	—	" 3,—
Pepe	" —	—	" 0,70
Pane	" 125	—	" 45,—
			L. 176,70
Carbone cok	" 50	—	" 2,—
			Totale L. 178,70

Costo individuale L. 178 : 2500 = L. 0,071

Refezione asciutta per 3450 alunni.

FORMAGGIO EMENTHAL

PRELEVAMENTI			COSTO
Ementhal	Kg. 86,240	(2,20)	L. 189,75
Pane	" 345,—		" 124,20
			Totale L. 313,95

Costo individuale L. 313,95 : 3450 = L. 0,091.

Refezione asciutta per 3450 alunni.

FORMAGGIO GRASSO MONTE

PRELEVAMENTI				COSTO
Grasso Monte	.	.	Kg. 86,250 (1,60)	L. 138,—
Pane	.	.	n 845,—	n 124,20
Totale				L. 262,20

Costo individuale L. 262,20 : 3450 = L. 0,076

Refezione asciutta per 3450 alunni.

SALAME

PRELEVAMENTI				COSTO
Salame	.	.	Kg. 69 (2,60)	L. 179,40
Pane	.	.	n 845	n 124,20
Totale				L. 303,60

Costo individuale L. 303,60 : 3450 = L. 0,088.

Refezione asciutta per 3450 alunni.

CREME

PRELEVAMENTI				COSTO
Crema	.	.	Pezzi 3450 (0,05)	L. 172,50
Pane	.	.	Kg. 845	n 124,20
Totale				L. 296,70

Costo individuale L. 296,70 : 3450 = L. 0,086.

Refezione asciutta per 3450 alunni.

TORTA GIAPPONESE

PRELEVAMENTI				COSTO
Torta	.	.	Pezzi 6900 (0,05)	L. 345,—

Costo individuale L. 0,10.

NB. Ogni razione di torta consta di due pezzi del peso complessivo di gr. 120.

Refezione di pasta e fagioli con brodo di salame consumata il 29 gennaio 1905 da 2894 alunni.

PRELEVAMENTI				COSTO
Fagioli	Kg. 100			L. 32,—
Pasta di II. ^a	" 120			" 47,40
Sale	" 10			" 4,—
Verdura	" —,—			" 5,—
Pane	" 144,700			" 52,—
Grana	" —,—			" —,—
Lardo	" 6			" 7,80
Salame	" 75	(2,20) (*)		" —,—
Perdita nel peso del salame da considerarsi come condimento				
	" 20			" 44,—
Carbone cok	" 50			" 2,—
				Totale L. 194,20

Costo individuale L. 0,07.

*) NB. Il salame venne avanzato pel giorno susseguente.

Refezione asciutta di salame alessso del giorno precedente per 2750 alunni.

PRELEVAMENTI				COSTO
Pane	Kg. 275			L. 99,—
Salame alessso	" 55	(2,20)		" 121,—
				Totale L. 220,—

Costo individuale L. 220,00 : 2750 = L. 0,08.

Latte per 600 alunni.

PRELEVAMENTI				COSTO
Latte	Ett. 1 1/2 a L. 17,—			L. 25,80
Pane	Kg. 60			" 21,60
Carbone cok				" —,90
				Totale L. 48,—

Costo individuale L. 48,00 : 600 = L. 0,08.

Pasta asciutta con ragù di carne, consumata l'8 maggio 1906 da
3149 alunni.

PRELEVAMENTI				COSTO	
Pane	Kg. 160	(0,36)	L.	57,60	
Pasta	" 220	(0,4350)	"	95,70	
Carne	" 50	(1,84)	"	67,—	
Rognolata	" 10	(0,98)	"	9,—	
Burro	" 5	(3,40)	"	12,—	
Lardo	" 5	(1,80)	"	6,50	
Grana	" 5	(3,50)	"	17,50	
Conserva di pomodoro	" 2	(2,—)	"	4,—	
Sale	" 10	(0,40)	"	4,—	
Verdura	" —	—	"	3,—	
Combustibile	" —	—	"	2,—	
				Totale L. 278,30	

Costo individuale L. 278,30 : 3149 = L. 0,0883.

Pasta asciutta con sugo di coradina, lardo, burro e rognolata, consumata il 19 maggio da 2950 alunni.

PRELEVAMENTI				COSTO	
Pane	Kg. 150		L.	54,—	
Pasta	" 200		"	87,—	
Coradina	" 7		"	9,98	
Rognolata	" 9		"	8,10	
Lardo	" 10		"	13,—	
Burro	" 7		"	16,80	
Grana	" 5		"	17,50	
Conserva	" 2		"	4,—	
Cannella	" 0,200		"	1,20	
Sale	" 10		"	4,—	
Verdura	" —		"	3,—	
Combustibile	" —		"	2,—	
				Totale L. 219,98	

Costo individuale L. 219,98 : 2950 = L. 0,074.

Conclusioni.

Da quanto ho finora esposto ed indipendentemente dalle altre considerazioni, l'igiene ha ragioni sufficienti perchè si possa affermare che la refezione scolastica è un diritto del cittadino ab-

bligato a frequentare la scuola ed un dovere della società che lo obbliga, onde ottenere che il fanciullo possa imparare e dare nell'avvenire il frutto della istruzione ricevuta.

La refezione scolastica deve corrispondere al pasto del mezzodi e rappresentare quindi il 50 0/10 del fabbisogno alimentare giornaliero dei fanciulli, e se la mensa paterna è scarsa di azoto animale, la refezione scolastica deve sopperirvi.

Per ragioni fisiologiche, igieniche ed economiche è necessario alternare la refezione calda con quella fredda, e tener presente che la varietà del cibo lo rende gradito.



Il Giardino Educativo Nomentano in Roma.

(Sunto della Comunicazione COSTANZA PALAZZO).

Togliere i fanciulli all'ozio delle vie è certo opera assai utile, ma è necessario raccogliere anche le povere creature sfruttate dalle famiglie. È poi necessario mostrare a tutti, seriamente, le difficoltà della vita, e far comprendere che bisogna cercare in se stessi la propria felicità, in se stessi riporre la fiducia per il proprio avvenire; e perciò occorre *preparare* ad entrare sereni e forti nella lotta per l'esistenza, insegnando l'arte od il mestiere a cui si è più predisposti per naturale inclinazione.

Quest'idea, unita all'affetto ardente per tutti i figli del popolo e scevra di reconditi fini politici o confessionali, condusse, nel luglio del 1903, per iniziativa del maestro Cesidio Sbriccoli coadiuvato da suo figlio Bruno e dai maestri Bersani Ernesto, Bini Giacinto, Cicconardi Salvatore, e Muzio Mochen, alla fondazione del Giardino Educativo Nomentano, di cui riproduciamo il programma.

« I. — Si è costituito in Roma ad iniziativa di alcuni insegnanti un Comitato per fondare i Giardini Educativi.

« Lo scopo è di riunire nelle ore d'ozio i figli del popolo in trattenimenti piacevoli, ai quali saranno ammesse, nei giorni festivi, anche le famiglie.

« Gli iscritti si eserciteranno nei lavori agricoli elementari, in esercizi di ginnastica puramente educativi, in giuochi intellettuali e morali, nelle varie applicazioni del lavoro manuale, in trattenimenti musicali, in conferenze e letture, ecc.

« Tuttociò non deve avere alcun carattere scolastico, ma di puro esercizio ricreativo, cui ciascuno sarà libero di attendere o no. In tal modo ciascun giovinetto, senza esservi obbligato, troverà da sé anche nel lavoro il proprio piacere, secondando e favorendo così la propria inclinazione la quale potrà guidarlo nella scelta di una professione.

« II. — L'istituzione non à assolutamente carattere politico nè religioso, ma deve esclusivamente curare l'educazione civile del popolo.

« III. — Il comitato si compone di cittadini che, a scopo puramente umanitario, prestano l'opera loro per l'incremento della istituzione e vi contribuiscono mensilmente almeno con cent. 50.

« IV. — Altre risorse finanziarie dei Giardini sono le oblazioni di cittadini, i sussidi di enti morali e di pubbliche amministrazioni e il ricavato da feste di beneficenza, lotterie ecc. ».

Il Giardino Educativo e l'Agricoltura.

Il Giardino Educativo Nomentano è situato fuori di Porta Pia, lungo il Viale della Regina. Occupa 35.000 metri quadrati dell'antica Villa Berardi, è in aperta campagna, ha per isfondo i lontani monti del Lazio.

In mezzo alla vasta spianata sorge un grande e ben chiuso padiglione di legno attorniato da alberi frondosi e da molte aiuole di fiori; e un po' più lontano, sparsi qua e là, verdeggiano numerosi pergolati in forma di capannucce e di padiglioncini, mentre da un lato spicca una casetta da contadini, circondata da un po' d'orto.

Nell'interno del Padiglione, che può contenere più di 300 persone, oltre a due stanze per uffici e magazzino v'ha una grande sala, nella quale sono qua e là, in ordine sparso, panche da lavoro e arnesi per operai rilegatori e falegnami; arnesi per plastica, disegno, cartonaggio, traforo, ecc. Nel piccolo ufficio, una bibliotechina per bambini e giovanetti, oggetti svariati per giochi, e insieme zappe, pale e falcette, e un piccolo teatro di burattini. In fondo alla sala, artisticamente dipinto, c'è un palcoscenico per recitazione e conferenze.

Fuori, le aiuole dai fiori più svariati, numerose e ben coltivate, danno al visitatore un senso gentile di galezza, mentre lo sorprendono i pergolati che si elevano più oltre, isolati in mezzo a pochi metri quadrati di terreno anch'esso coltivato, qua a fiori, là a erbaggi, e frutta. E c'è anche, a destra, tutta una distesa di terreno coltivato a grano; e a sinistra, nn po' più in basso, un delizioso boschetto, ove i bambini dell'Istituto dei deficienti passano le loro ricreazioni. Più lontano c'è l'orto, in cui tutti i ragazzi

sotto la guida d'un maestro, prestano opera di piccoli agricoltori. I fanciulli così si trasformano in lavoratori umili e contenti, che, respirando aria libera e salubre, s'innamorano della serenità dei campi e non sognano che un abbondante raccolto di cui tutti si avvantaggeranno. Nessuno li obbliga al lavoro, eppure ben raramente se ne astengono.

La caratteristica principale del metodo educativo del Giardino è questa *non obbligatorietà*, così nello studio che nel lavoro. Qui i ragazzi *fanno quello che vogliono*, essendo persuasione degli iniziatori che la migliore norma di educazione sia la libertà. Il ragazzo, se anche vuol passare tutte le ore che si trattiene nel Giardino a correre e saltare e giuocare, può farlo, chè niuno lo obbliga ad occuparsi di ciò che egli non ama e non desidera. Oltre ai soliti ginocchi ginnastici (che ognuno può fare a suo modo, senza l'osservanza di alcuna di quelle regole scolastiche che li renderebbero noiosi, ma sorvegliati soltanto a che nessuno si faccia del male), ne sono ammessi altri, come la palla, il *foot-bal*, il domino, la dama, le bocce, e qualche altro del genere, esclusa sempre però fin la parvenza del lucro.

Non mancano dunque incentivi *al dolce far niente*; eppure i ragazzi giuocano sì, ma lavorano anche, e con piacere; qualcuno con vera passione. Gli uni rilegano libri, altri disegnano, oppure si applicano a lavori in plastica, in cartonaggio, in traforo, in truciolo o in legno. E tutti, tutti spontaneamente, senza esservi obbligati; i maestri e i direttori del lavoro insegnano loro, non comandano; e sono per essi degli amici che, dopo aver lavorato, si mettono magari a giuocare con i loro piccoli allievi. L'opera di ciascuno ha un *carattere niente affatto scolastico, ma di puro esercizio ricreativo, cui ognuno è libero di attendere o no, a seconda della propria inclinazione.*

Ebbene, è proprio questo largo senso di libertà che invita e spinge più fortemente i fanciulli a lavorare di più ed oziare di meno.

Oltre l'educazione dei fanciulli, il Giardino si cura degli adulti, cercando di richiamare il concorso dei parenti degli alunni, e di interessare in qualche modo all'incremento dell'istituzione le famiglie dei soci. Infatti il resto del terreno è diviso in aree di 100 metri quadrati ciascuna, che vengono cedute mediante tenue oblazione affinché, nelle ore di libertà, tutti, operai, impiegati, maestri, studenti, professori, vi si rechino a ritemprare le membra nel lavoro benefico della terra, che rinvigorisce, uguaglia ed eleva. E si vedono già molti giardinetti variamente coltivati e chioschi verdeggianti, ove si raccolgono le famiglie a godervi l'aria pura della campagna.

Educazione fisica ed Igiene.

L'aria buona e la nettezza, condizioni indispensabili per la salute, mancano generalmente ai figli del popolo.

Il Giardino Educativo, sorgendo in aperta campagna, soddisfa al bisogno di aria pura e abbondante; provvede inoltre alla nettezza, non solo stimolando e rimproverando i fanciulli non avvezzi alla pulizia, ma fornendo ad essi il mezzo di osservare questa importantissima regola d'igiene. A tale scopo è stata costruita una grande vasca d'acqua corrente, dove, in costume da bagno, si tuffano i ragazzi, lieti di acquistare vigore, freschezza e benessere.

Un altro mezzo efficacissimo per la conservazione della salute è il giuoco libero e spontaneo, al quale, in certe ore della giornata dopo il lavoro, si abbandonano i frequentatori del Giardino, correndo tra le aiuole, saltando la cavallina, arrampicandosi sulle pertiche ecc., sorvegliati soltanto a che non corrano gravi pericoli.

E come è bello vedere tutti quei ragazzi intenti a occupazioni così varie! Chi si diletta lavorando, chi giuoca col cerchio e chi con la palla, chi al pallone o alle bocce, chi discorre animatamente in crocchio e chi infine se ne sta in disparte a leggere.

Inoltre si fanno frequenti *passeggiate*, per lo più in campagna e, generalmente, nel mattino della domenica, al doppio scopo di giovare all'organismo ed allo spirito. Vi si distribuiscono refezioni gratuite. Si fanno anche escursioni in città, affinché i fanciulli non ne ignorino le maggiori bellezze. Nè si trascurano di far loro visitare musei e gallerie ed esposizioni d'arte. Forse i fanciulli non comprendono l'armonia dei colori e delle linee, nè le leggi che danno vita alle opere d'arte, ma si destano in essi mille sentimenti e la loro immaginazione si arricchisce di nuove e vivissime impressioni.

Insegnamenti di mestieri.

La maggior parte dell'attività dei fanciulli si esplica, sia nel padiglione che fuori, quando, finito il lavoro agricolo, essi attendono spontaneamente, in buon ordine, all'occupazione prescelta.

a) *Rilegano libri* con elegante semplicità.

b) *Lavorano in paglia*, non le solite tessiture monotone, ma graziosi cestini, porta-ritratti, porta-vasi, cartocci per fiori, ecc.

c) *In legno*, fanno attaccapanni, mensole ad altri oggetti.

d) *A traforo*, fanno cornici, porta-penne, tagliacarte, porta-specchi.

e) *In plastica*, lavorano vasselli, quadretti, imitazioni di frutti, ecc.

f) *In cartonnaggio*, cornici scatole, cofanetti, cartelle, ecc.

g) *Col fil di ferro*, candellieri, porta-orologi.

h) *Collo spago*, pantofole, reti, frangie.

I maestri attendono con amore al loro compito, mettendo in ogni lavoretto una nota geniale, che lo rende poi più piacevole, e quindi più facilmente smerciabile: poichè tutto ciò che i fanciulli fanno, divertendosi e quasi senza accorgersene, è venduto ed il guadagno si divide tra l'istituzione ed i piccoli lavoratori. E mentre essi operano con attività quasi febbrile, mentre le mani producono oggetti utili, qualche cosa di più grande si compie nelle giovani anime: si fanno strada in esse l'amore al lavoro, l'abitudine all'ordine, alla pazienza, alla costanza ed il desiderio di rendere l'utile bello e il bello sempre utile.

Disegno.

Anche questo esercizio geniale è stato introdotto non già per fare, dei bimbi, altrettanti artisti, ma per perfezionarli e proseguire l'opera iniziata dalla scuola elementare.

Canto corale.

Il canto, prima che un'arte, è un bisogno comune a tutti gli uomini ed in tutti i tempi; ma in Italia non è tenuto in onore come in altri paesi e segnatamente in Germania, dove corre un proverbio che dice:

« Tu puoi sicuro andar dove si canta,
Poichè i cattivi — cantar non sanno ».

Il canto, infatti, non solo sviluppa l'organo vocale, agevola la respirazione e perfeziona l'orecchio; ma educa anche l'intelligenza e, soprattutto, ingentilisce l'animo.

Perciò nel Giardino Educativo Nomentano è stato introdotto questo insegnamento e, verso sera, quando cessa ogni lavoro, tutti i ragazzi si raccolgono intorno al maestro e cantano le loro canzoni con voce sonora ed intonata: voce gagliarda di lavoratori felici, che è promessa e speranza insieme.

Tiro a Segno.

Nell'ampio giardino è destinato uno spazio al tiro a segno con le carabine Flobert e a distanza di dodici metri. Questo esercizio viene fatto al solo scopo di educazione fisica.

Premi per i ragazzi.

Il Giardino ha stabilito tre ordini di premi, consistenti in libretti della Cassa di Risparmio. (Nel terzo anniversario della fondazione dell'Istituto ne furono distribuiti venticinque).

Essi sono :

I.° *di profitto*, perchè il fanciullo sappia che, quanto maggiore è il lavoro, tanto maggiore è il compenso.

II.° *di frequenza*, affinchè i ragazzi abbiano uno stimolo di più per frequentare assiduamente le lezioni.

III.° *di anzianità* per quegli alunni, e sono molti, che frequentano da molto tempo il Giardino.

Naturalmente, per ottenere uno di questi premi sono condizioni necessarie la bontà e la gentilezza.

Educazione intellettuale e morale.

Nel Giardino Educativo Nomentano non si insegna nulla che non tenda ad educare anche il sentimento. L'educazione intellettuale non è sistematica, ma occasionale, affinchè, interessando di più, riesca più efficace.

Suo primo scopo è quello di abituare i fanciulli ad esprimersi in lingua italiana. Si correggono, perciò, instancabilmente gli ostinati errori dialettali e, per facilitare questo compito, si è istituita una biblioteca, che serve anche ad arricchire la mente di cognizioni utili ed il cuore di buoni sentimenti.

La domenica è destinata esclusivamente all'educazione intellettuale e morale, ed il Giardino Educativo cerca di attirare in quel giorno non solo gli alunni, ma anche i genitori, perchè essi dedichino la serena libertà del riposo a trattenimenti utili, lontani dal rovinoso culto di Bacco.

Sul palcoscenico che è nel padiglione salgono talvolta i ragazzi a recitare monologhi, poesie e brevi commedie, tal altra si tengono conferenze semplici ed istruttive su argomenti vari e interessanti. Conferenze di storia che facciano conoscere ed amare al popolo gli eroi della patria; conferenze scientifiche che distruggano pregiudizi ed errori; conferenze pedagogiche che mostrino, con elementare chiarezza, ai genitori la responsabilità della loro difficile missione ed il modo di compierla. E poi letture facili e gioconde che portino un raggio d'idealità anche tra il popolo e che stendano per un momento un velo d'oblio su tutte le sue miserie materiali e morali. Conferenze e letture che si addichino a tutti di tutte le opinioni, e mostrino come, prima di appartenere a questo o a quel partito, a questa o a quella chiesa,

dobbiamo sentirci cittadini probi, professare la religione del dovere che affratella, elevandole, tutte le coscienze, senza distruggerne l'individualità.

Anzi per sviluppare viepiù l'individualità del fanciullo, insieme alla libertà, si dà ad esso la facoltà di cooperare direttamente al buon ordine dell'istituzione, facendo che i ragazzi eleggano essi stessi i propri capi-squadra, il capo-giardiniero ecc.

Feste.

Il popolo ama le feste e vi accorre numeroso, e però il Giardino Educativo ne dà ogni tanto.

Meritano di essere ricordate: la festa degli alberi celebrata nel 1905; la gara di tiro-a-segno, e la gara di corsa, alle quali concorsero molti Ricreatori.

Oltre a queste feste straordinarie, vi sono le abituali: quella dell'anno nuovo, in cui si fanno regali in oggetti di vestiario, giocattoli e dolci a tutti gli iscritti; quella di carnevale, con ballo mascherato dei bambini e con premi; quella di mezza quaresima pure con giuochi e premi; l'altra del XX Settembre; e infine, la principale, quella che si fa per l'anniversario della fondazione dell'istituto, alla chiusura dell'anno scolastico, il quale si rinnova però subito senza intervallo di vacanze. Quest'ultima festa si fa generalmente in una domenica del giugno. Si espongono i lavori dei ragazzi, i quali, attendendo come il solito alle loro varie occupazioni, mostrano agli intervenuti in qual modo funziona il Giardino.

Altre feste, meno solenni però, si fanno per le gare mensili interne, che hanno lo scopo di far constatare il progresso dei ragazzi e di spronarli a divenir sempre migliori.

1

—



Le Associazioni Amichevoli di antichi allievi ed allieve.

(Comunicazione LÉON ROBELIN).

Sotto il nome di « *Petites A.* » si sono costituite in Francia, da una decina d'anni a questa parte, delle Associazioni Amichevoli di antichi allievi e allieve, il numero delle quali si è considerevolmente accresciuto. Da un centinaio che esse erano nel 1895, se ne contano oggi 6000, che riuniscono circa 700.000 membri. Le « *Piccole A.* » riassumono e coronano, lo si può dire, tutti gli sforzi che sono stati fatti in favore dell'educazione popolare in Francia.

« Esse rispondono — ha detto il Signor Edoardo Petit, cui è dovuta questa iniziativa — ai sentimenti di solidarietà e di fratellanza, che penetrano oggi le coscienze: ne sono la realizzazione pratica, l'applicazione evidente. Stabiliscono un ravvicinamento fra lo scolaro di ieri ed il maestro. Sono un legame fra gli « *antichi* » e i « *nuovi* ». Costituiscono un raggruppamento di forze giovani e attive intorno alla scuola, di cui prolungano l'influsso ».


Le Associazioni Amichevoli hanno assunto dovunque un carattere istruttivo, ricreativo, educativo e sociale; soprattutto sociale.

Le « *Amichevoli* » sono *istruttive*, perchè gli antichi allievi assistono ai corsi e alle conferenze istituite per gli adolescenti; le aiutano col loro danaro e con la loro influenza; danno loro sovente un'orientazione pratica, rispondente all'ambiente dei mestieri, dei bisogni e delle aspirazioni.

Le « *Amichevoli* » sono *ricreative*. Organizzano, così nelle città come nelle campagne, partite di musica, di canto, esercizi di ginnastica, di scherma, di tiro; si fanno iniziatrici di passeggiate, escursioni, viaggi.

Le « Amichevoli » sono *educative*. In ciascuna delle riunioni da esse promosse, siano corsi o feste, conversazioni o giochi, quante idee sane, morali, elevate, possono essere instillate nelle giovani menti degli associati!

Infine le « *amichevoli* » sono soprattutto *socievoli*. L'aiuto reciproco è la loro principale ragione d'esistenza. Sono tutte un mezzo di collocamento.

Ogni anno, gli allievi uscenti dalla scuola si fanno inscrivere in un registro comunicato agli *anziani* che possono aver bisogno di commessi, di apprendisti, d'impiegati. Questo servizio di collocamento dà ottimi risultati. Oltre il collocamento, le *Piccole A.* leniscono sovente l'infortunio d'un condiscipolo colpito da malattia, prestano soccorso ed assistenza a bambini, a vedove lasciate nella privazione. In molte occasioni, al reggimento, durante il servizio militare, riesce loro di tradurre in atto l'amicizia [inscritta nel loro titolo. 

Tale è lo scopo, che è stato dovunque compreso.

Si può affermare che fra qualche anno non vi sarà in Francia un solo Comune che non abbia la sua *Piccola A.* dei ragazzi e delle giovinette, guardie d'onore della scuola pubblica e delle istituzioni nazionali.



L'immigrante nel Nord America.

(Comunicazione MEYER BLOOMFIELD).

Ragione di interesse proprio, per non parlare di cause di importanza superiore, devono incitare chi sta per calcare una nuova terra straniera, ad adattarsi quanto più presto possibile alle nuove condizioni del nuovo paese. Quando l'immigrazione avviene in un paese che è lieto di accogliere l'immigrante, allora diventa dovere di quest'ultimo rendersi esatto conto delle nuove istituzioni sotto le quali deve vivere.

L'America è il vero asilo dell'immigrante sano di corpo e retto di mente. Egli ha verso di essa un sacro dovere; ma oltre questo dovere, egli ne ha altri, senza dubbio. Di che cosa è debitore il nuovo arrivato alla nuova patria? L'Italiano, per esempio, ha verso la nuova terra il dovere di portarvi uno spirito in consonanza con gli ideali e le lotte del paese; questo è il dovere verso il paese nuovo. Ma egli ha anche l'altro di conservare ed aver caro tutto ciò che è degna e nobile tradizione del suo paese nativo, facendo della sua fedeltà a quelle tradizioni un tributo al nuovo paese; questo è il suo dovere verso la madre-patria.

La sana educazione dell'immigrante deve tener presenti questi due obbiettivi.

Troppo sovente, quando l'affetto per la madre-patria è perduto, nella patria di elezione viene intrapreso ed imitato il peggio.

Ma questo scritto non mira particolarmente ad insegnare al nuovo arrivato i suoi doveri. Quando egli mette piede a terra si sente turbato, col cuore angosciato, confuso, posseduto da ansie. Forse anche è derubato e intimorito; la sua mente è troppo di-

sposta a considerare un'arringa patriottica, retorica e poco intelligibile, circa i suoi nuovi doveri, come un'ironia, uno scherzo cattivo. L'immigrante arriva desideroso soltanto di acclimatarsi, di porsi in grado di tirare avanti, di assicurare a sè ed ai suoi figli l'esistenza. L'animo suo è pieno di buon volere. È soltanto la sua disdetta che lo fa giungere impreparato, ignorante ed impoverito. Egli ha spezzato i legami col diletto paese natale. Gli fu d'uopo di grande coraggio morale per indursi al distacco. Oh! se potessimo soltanto compenetrarci di questa verità, che l'immigrante è generalmente, in linea morale, un eroe!

L'America ha doveri verso il nuovo arrivato; lo provvede generosamente di scuole serali; invece di obbligarlo al servizio militare, lo spinge ad educare sè stesso, specialmente per quanto riguarda i suoi figli.

Essa ha bisogno di insegnare all'immigrato non i suoi doveri, ma i suoi diritti. Quando un uomo sa quali sono i suoi diritti, egli è già molto più preparato a sviluppare in sè un senso di responsabilità che non quando la sua mente è confusa da una vaga accozzaglia di luoghi comuni a base di patriottismo. Per conseguenza, ciò che egli deve imparare per prima cosa non è la costituzione degli Stati Uniti, per quanto sia di somma importanza per lui il constatare che ivi è un governo di leggi e non di uomini; egli deve invece imparare le disposizioni igieniche e di polizia urbana, così che gli astuti e i senza coscienza non possano derubare lui e la sua famiglia nella salute e nell'avere. Poichè il povero immigrato deve pur venire alla grande città, alla pericolosa città, dove sono già dei suoi compatrioti e dove la sua lingua può essere capita; poichè egli deve quindi vivere nelle grandi case d'affitto dove le leggi edilizie e le leggi igieniche sono così spesso trasgredite, è di vitale importanza per lui e per la collettività che egli sappia quando e come può alzare la voce contro condizioni illegali. Il principio di retto patriottismo è un'attiva rimostranza contro le locali infrazioni della legge. La nostra Costituzione può provvedere a sè stessa. Noi vogliamo che ogni immigrato sappia che vi sono anche leggi fondamentali destinate a proteggere il suo benessere fisico e morale.

Quando l'immigrato toccherà con mano che la Repubblica è pronta a proteggerlo nella sua vita di ogni giorno e che anche a questa, non solamente ai rari procedimenti di Tribunale, viene applicata la legge, ben presto si accorgerà che egli conta per qualche cosa fra noi, che i suoi diritti valgono quanto quelli di ogni altro, e che questo paese ha il diritto di chiedere la miglior parte di lui, poichè egli vi entra come uomo, non come un intruso.

Mazzini predicò nobilmente il Vangelo del dovere. Se tutti si

conformassero ai dettami della sua dottrina, noi certo non avremmo nulla da dire a proposito di diritti.

Ma affinché l'immigrato sia reso capace di far fronte alle difficoltà e agli eventi in un paese libero, bisogna affrontare la questione dei suoi bisogni materiali.

Un ostacolo costante al godimento effettivo dei suoi diritti — e da ciò l'irrigidirsi contro ogni impulso d'affetto verso la terra d'adozione — è per l'immigrato la difficoltà della lingua. Chi si espone a servitù ed oppressione, per la propria ignoranza della lingua del nuovo ambiente, non dovrebbe incolpare questo ambiente. E nessuno sforzo dovrebbe essere omesso pur di riuscire a imparare questa lingua.

Ottima cosa sarebbe insistere su questo punto con grande energia, pel vantaggio personale dell'immigrante e per quello del paese. È di pregiudizio per il nuovo paese d'adozione, oltre che per l'individuo, ogni nuovo caso di un immigrante improtetto che viene ingannato e derubato. Per la buona pace di tutti, dobbiamo rilevare l'urgente necessità che l'immigrato si famigliarizzi con la lingua inglese. Ma anche noi, poichè godiamo il privilegio dell'associazione coi nuovi venuti di tutti i paesi, dobbiamo accogliere ospitalmente le loro tradizioni, le loro lingue. Si parla di *americanizzare* l'immigrato, come se la grandezza del nostro paese dipendesse da una specie di ricoveri o da un tipo uniforme di prigionieri, invece che dalla ricchezza e dalla disuguaglianza dei tipi componenti. Noi abbiamo trascurato, nel nostro sistema di educazione comune, di insegnare ai fanciulli americani la ricchezza delle risorse umane, quindi universali a tutti gli uomini. I nostri libri scolastici parlano di mine, di strade ferrate, di opifici; ma alla nostra più preziosa ricchezza non è ancora stato dedicato uno speciale capitolo. Essa consiste in queste vaste correnti umane che affluiscono a noi da ogni parte del mondo, in questi forti uomini, in queste loro forti donne. Quando noi riconosceremo questo, porremo i fondamenti della vera democrazia. I nostri ragazzi impareranno, dalla scuola, a rispettare la strana lingua e il bizzarro abbigliamento del nuovo venuto, consci del fatto che il nostro paese è reso più ricco dalla sua presenza.

Per concludere: il vecchio e il nuovo si toccano nella nostra Repubblica. Ognuno ha ancora molto da dare, molto da ricevere. Quando noi cominceremo ad imparare quanto ci dobbiamo l'un l'altro, quanto possiamo fare l'un per l'altro, e quanto è più degna la vita considerata con spirito d'amore, renderemo allora alla nostra terra il miglior servizio possibile.



L'éducation populaire chez les Italiens de Boston.

(Communication VIDA D. SCUDDER).

Dans les Etats Unis, le problème de l'éducation populaire est plus compliqué qu'ailleurs.

A la diversité des classes sociales qui rend si difficile la franche fraternité intellectuelle, s'ajoutent des diversités presque insurmontables de langue et de race. Les masses pauvres, envers lesquelles les personnes sérieuses ont une grave responsabilité, ne sont pas de sang américain. Poussés, non comme nos aïeux par des forces politiques ou religieuses, mais par des forces économiques, Irlandais, Allemands, Slaves, Juifs, Italiens, viennent sans trêve sur nos rives.

Depuis l'invasion barbare, qui a transformé la civilisation du monde antique, aucune société ne s'est trouvée en face de pareil problème. Il est inutile de le discuter théoriquement et d'en rechercher les causes: le fait est qu'il existe. Nous, les Anglo-Saxons, nous demandons ce que sera, dans un siècle, la nation américaine et nous la prévoyons toute autre, que ne l'avaient rêvée nos pères.

Nous devons désespérément vouloir que ses éléments divers et presque incompatibles soient unis et coordonnés par la sainteté de l'esprit démocratique, inaccessible aux préjugés de race ou de religion.

Il y a vingt ans, les émigrants italiens étaient suspects, souvent détestés chez nous. Maintenant, nous commençons à apprécier leurs qualités admirables de frugalité, d'industrie, ce je ne sais quoi de gentillesse, d'amabilité, de douceur, qui manque à notre civilisation

franchement pratique. Et à mesure que l'on reconnaît la grande valeur des dons qu'ils nous apportent, notre sentiment de responsabilité envers ces nouveaux citoyens s'éveille. Les lois, même bonnes, ne suffisent pas: il ne suffit pas d'envoyer les enfants à l'école pendant que nous offrons aux adultes, comme à toutes les personnes qui arrivent chez nous, toute faculté industrielle, leur permettant une libre concurrence. En Amérique, comme ailleurs, la vie est double: un laid matérialisme, un idéalisme des plus élevés y coexistent. Si nous laissons nos émigrants sous l'influence exclusive de forces naturelles économiques, ils se laisseront dominer par le matérialisme, perdant leurs qualités les plus précieuses pour eux et pour nous. Si nous voulons les initier à la vie noble de l'intelligence et du cœur qui existe puissante, quoique cachée dans notre civilisation, si nous voulons les faire participer à ce qu'il y a de meilleur chez nous, avec l'espérance qu'ils nous aident à rehausser la société selon nos rêves démocratiques de l'Etat et de la Cité, il faut aussi que nous les aidions à s'élever par nos efforts volontaires, enthousiastes et cordiaux.

Dans ce but, un travail éducatif et social a commencé dans plusieurs villes américaines, parmi les colonies italiennes. Pas toujours, mais souvent, ce travail se fait sous les auspices des « Settlement Houses ». Ces maisons doivent être bien comprises en Italie. Elles sont, peut-être, l'expression la plus caractéristique du désir passionné de justice sociale, qui s'éveilla dramatiquement chez nous à la fin du siècle passé, en opposition au matérialisme menaçant de notre vie nationale, et qui va toujours élargissant son champ d'activité. Les « Settlements » sont un des instruments les plus puissants de réforme sociale: ils cherchent, au moyen du rapprochement du bas peuple et du peuple cultivé, à réaliser le mélange fraternel des races, des classes et des religions. Aujourd'hui dans chacune de nos villes on trouve plusieurs « Settlements ». Des personnes cultivées, hommes ou femmes, sorties de la classe privilégiée, y habitent et se consacrent au service des pauvres, à une amitié étroite avec les personnes de la classe ouvrière, aux études économiques, aux travaux de réforme sociale et d'éducation populaire. Je crois que ce sont des maisons où Mazzini et Saint François se seraient parfaitement trouvés d'accord.

La personne qui rédige cet écrit ne peut donner des détails que sur le travail qui lui est connu et qui se fait à Boston dans le Massachusetts, étant en relation avec un « settlement » appelé « Denison House ». Cette maison est soutenue par une Société fondée dans les grands collèges féminins de grade universitaire au Nord-Est, avec l'intention de rapprocher la vie académique supérieure de la

vie industrielle et sociale du bas peuple. Il y a quinze dames qui y habitent. En 1892 quand la maison fut établie, le voisinage était irlandais. Maintenant nous sommes inondés de Grecs, de Syriques, d'Italiens !

Dans la ville de Boston, il y a au moins cinquante mille Italiens. Pauvres malheureux ! Ils ignorent pour la plupart la langue de leur patrie adoptive, n'ont aucune connaissance de cette vie, nouvelle pour eux, habitent des quartiers malpropres, peu gais, abandonnés par les Américains, et mènent une vie isolée, peu saine, peu agréable. Ils gagnent plus qu'en Italie, mais ils ont perdu leur beau ciel, et la poésie, la gaieté, qu'ils n'auraient pas perdues, même en vivant misérablement dans leur pays natal. Comment leur faire comprendre ce que la vie américaine offre à l'âme ? Comment faire de cette grande famille de travailleurs une partie intégrante de notre société ? Très grave est le problème, presque insoluble, et bien mesquins nos moyens pour le résoudre !

Néanmoins, nous faisons pour cela, une tentative, grâce au courage idéaliste de quelques membres de la Colonie elle-même, et spécialement de Monsieur François Malgeri, que je me fais un plaisir de vous nommer, et aussi, grâce au sentiment d'amour profond pour le pays de Dante, de Saint François, de Raphaël, de Garibaldi, qui anime l'âme de nos meilleurs concitoyens.

Les « Settlements » sont convaincus que l'éducation populaire est toujours plus efficace quand elle se fait dans un milieu d'amitié et de vie sociale. Et pour que cette éducation donne de bons fruits pour l'instruction des personnes peu cultivées, peu habituées à l'étude, lassées des travaux manuels, il est nécessaire que l'inspiration du coeur s'ajoute aux forces intellectuelles. Les Cercles ayant un but non philanthropique, mais démocratique, sont très en usage dans les « Settlements » comme étant les meilleurs moyens d'éducation réciproque. Nous avons donc commencé notre travail pour les Italiens par l'institution d'un Cercle Italo-Américain, composé de membres des deux races, appartenant à presque toutes les classes sociales. Nous avons parmi nos membres des travailleurs des fermes ou des rues, des cuisiniers, des valets de chambre, des barbiers, des employés, des commis : nous avons des avocats, des médecins, des sculpteurs, des professeurs, des journalistes, des musiciens. Et parmi les Américains, des hommes distingués et des professeurs très connus, dans nos universités, sont aussi nos membres les plus enthousiastes. L'honorable baron Tosti, consul italien à Boston, a accepté d'être notre président honoraire.

Les réunions mensuelles sont tenues à la Denison House : quelquefois nous sommes invités dans une maison privée américaine et de temps en temps nous faisons une promenade dans la cam-

pagne magnifique qui entoure Boston, ignorée complètement de beaucoup de nos associés.

Dans les réunions on fait de la musique, on donne des représentations dramatiques, on tient de brèves conférences sur des sujets littéraires ou artistiques, on fait des lectures en anglais ou en italien, et surtout de la conversation. Les Américains sont surpris de la politesse, de l'amabilité et du talent musical et dramatique des Italiens, en qui ils découvrent avec plaisir des admirateurs sincères de leur pays. Pour une colonie isolée comme la colonie italienne, la connaissance de l'élément cultivé et intelligent de la ville, est déjà une éducation: comme pour nous autres Américains est éducative l'occasion d'entendre parler la belle langue italienne et d'échanger nos idées avec les représentants d'une civilisation si différente de la nôtre. Le Cercle Italo-Américain fournit aux « Settlements » une nouvelle preuve de l'efficacité des cercles, comme étant l'expression de la fraternité la plus sincère.

Ce cercle est le centre d'autres tentatives éducatives. Nous instituons en ce moment une bibliothèque circulante de livres classiques italiens et anglais.

Pour les femmes ignorantes, pauvres paysannes de la Calabre ou de la Sicile, égarées dans la vie américaine, nous avons établi des cours de couture et d'enseignement ménager. Des dames américaines ou italiennes, membres du Cercle Italo-Américain, dirigent cette belle entreprise: elles comprennent que tous les membres du Cercle, des deux races, doivent s'unir pour aider, selon leurs capacités, les Italiens plus besogneux qu'eux.

Pour les enfants nous avons ouvert des classes pour l'étude de la langue italienne, et les leçons sont données par des maîtres et des maîtresses choisis dans la colonie. Bien que nous soyons convaincus que beaucoup d'Italiens resteront toujours ici, nous ne voulons cependant pas qu'ils oublient leur belle langue natale — héritage trop précieux pour être sacrifié. Si les enfants oublient l'italien, les adultes souffrent parce qu'ils ne connaissent pas l'anglais! Nous Américains, nous ne pouvons comprendre comment la vie dans un pays nouveau soit possible, lorsque manque toute possibilité de communiquer avec les habitants.

Ils vivent: mais souvent dans la misère, toujours dans la gêne, et les cours du soir pour l'enseignement de la langue, qui pourtant ont en vue un travail utile et sérieux, sont trop encombrés par la foule pour être vraiment efficaces.

Pour obvier à cet inconvénient une éducatrice distinguée, Mademoiselle Hazarda, a institué des cours de langue anglaise pour les ouvriers italiens, où est en usage une méthode d'instruction vraiment supérieure, pratique et rationnelle.

Mais on doit confesser que les Italiens ont de la peine à apprendre la langue anglaise. Si nous voulons les acheminer à la vie et aux habitudes américaines, il est impossible d'attendre qu'ils soient en état de comprendre l'anglais. Ils ont besoin de beaucoup d'instruction, et en ont besoin tout de suite ! Ils nous arrivent absolument ignorants de nos conditions industrielles, sociales, religieuses et ils auraient besoin de connaître notre idéalisme démocratique, les penchants naturels de leur patrie adoptive ; ils devraient être prémunis contre les dangers qui nous menacent en politique et dans la vie commerciale. Pour devenir un élément intelligent et profitable dans notre civilisation, ils ont besoin de comprendre notre histoire et nos espérances !

Etablir un système d'instruction populaire fondé sur des larges bases, et dans la langue italienne, en l'adaptant aux besoins spéciaux des émigrants : telle est l'audacieuse entreprise qui nous tente.

Pendant l'hiver de 1905-1906 une première et modeste expérience a été faite. Il a été offert à la colonie italienne une série de conférences historiques sur les grands libérateurs de l'Italie et des Etats Unis. Nous avons choisi pour cela le dimanche, jour si triste pour les Italiens, éloignés des divertissements qui leur sont habituels, et ennuyés de la tranquillité qui règne le dimanche parmi nous.

Ces brèves conférences d'une demi-heure sont suivies d'une demi-heure de musique : l'entrée est libre. Les meilleurs orateurs, professeurs et historiens américains et italiens prêtent leur concours à cette oeuvre. Les réunions, peu nombreuses en commençant, furent si fréquentées par la suite que la salle devint trop petite pour contenir toute cette foule.

Le baron Tosti, consul d'Italie, frappé des résultats de notre oeuvre, nous a engagés à instituer tout de suite une « Université populaire » et nous avons projeté pour l'année prochaine un travail plus important et plus vaste. Profitant de la longue et profonde expérience des « Settlements » le travail se fera dans ces conditions :

1. La langue parlée sera l'italien. L'entreprise sera un peu difficile, parce que les Américains capables d'instruire et disposés à donner l'instruction gratis, n'abondent pas, et les Italiens instruits sont en nombre limité. Mais on fera ce qu'on pourra !

2. Toutes les conférences seront brèves pour les raisons déjà mentionnées. Un défaut fréquent de l'instruction populaire est justement de n'avoir aucune mesure du temps.

3. Il ne faut jamais oublier que le sentiment est un élément essentiel de l'éducation populaire. Inutile de choisir des sujets obscurs ou trop techniques, éloignés de la vie pratique. Il faut

faire appel, non seulement à l'intelligence, mais au coeur et à l'imagination. Dans l'Université, recherche de la vérité absolue, sévère : dans l'Université populaire présentons la vérité sous des dehors agréables, intéressant l'imagination et le coeur. Offrons des conférences sur la poésie et les arts des deux pays, sur leur histoire glorieuse, leurs idées de justice sociale, leurs systèmes de gouvernement ou sur des sujets d'utilité pratique : proposons des études spéciales sur les conditions des différentes professions et des différents métiers, sur les Associations d'ouvriers, sur leur utilité, sur le travail agricole, aux Etats Unis. Le nombre des sujets à traiter est infini !

J'ai parlé longuement de l'Oeuvre de Boston afin de donner quelque idée de ce qui se fait dans le domaine de l'éducation populaire aux Etats Unis. Impossible de décrire toutes les difficultés de cet immense travail.

Diversités de race, de religion, de classe, malentendus perpétuels, petites jalousies sans fin, images des discordes, des inimitiés du Vieux Monde : tout cela est à vaincre au moyen d'une langue imparfaitement possédée, par des personnes aimant certainement l'Italie, mais toujours plus ou moins ignorantes du caractère italien ! S'il se fait quelque chose de bien, si l'on commence à se rapprocher de l'unité que nous rêvons, nous le devons à l'amabilité vive et délicate du caractère italien. Serait-ce de l'audace de faire appel à la coopération des Italiens d'Italie pour ce travail du Nouveau Monde ? Il est très nécessaire de faire des cours d'instruction, en Italie même, sur la langue, les institutions, les conditions économiques des Etats Unis. Pourquoi ne pourrait on pas préparer une série d'opuscules et de manuels avec informations pratiques et théoriques à l'usage de l'émigrant futur ? Un comité devrait se constituer, composé de membres des deux pays — les Américains pour expliquer ce qui serait plus utile aux émigrants, les Italiens pour préparer les opuscules. Ce serait pour nous autres qui n'en sommes encore qu'aux tentatives, un encouragement très grand et nous serions heureux de pouvoir nous entendre avec des personnes qui sont en Italie, animées du même désir, de la même foi !

Quel beau lien d'amour serait une telle coopération entre deux peuples déjà liés indissolublement par les forces économiques !

Cette idée n'est peut-être pas pratique : mais en tout cas, je prie les Italiens qui jouissent du privilège de rester dans leur beau pays de ne pas oublier leurs frères épars dans le Nouveau Monde, et d'aider de leur sympathie, de leurs conseils, les Américains qui veulent être réellement utiles à ces nouveaux citoyens !

Soyons unis dans l'idéal d'une fraternité universelle qui s'est consolidée de génération en génération : ainsi les nobles espérances de votre Mazzini et de notre Lincoln seront bientôt réalisées.

SECONDA SEZIONE



L'insegnamento professionale in Inghilterra.

(Relazione W. HOLMES).

In Inghilterra l'istruzione professionale per operai ed apprendisti è impartita precipuamente in scuole serali, a cui si è dato un grandissimo sviluppo. Il principio che regola tutte queste scuole serali è che l'istruzione è destinata a quelli, cui le ordinarie occupazioni impegnano la maggior parte del tempo. Gli allievi essendo occupati durante il giorno per guadagnarsi da vivere, i corsi d'insegnamento tecnico sono tenuti di sera, com'è più opportuno per ottenere la massima frequenza.

Le materie d'insegnamento in queste scuole sono di indole molto varia: vi è compresa la preparazione generale, di una natura affine a quella a cui mirano le scuole elementari; la coltura generale per gli adulti; l'istruzione commerciale; scienza, arte e tecnologia. Di questa ultima divisione intende trattare questo scritto.

Poichè il tempo utilizzabile per l'istruzione serale è breve (le lezioni sono abitualmente tenute dalle 19 alle 21) non è bene che coloro che vogliono studiare si allontanino troppo da casa: perciò è necessario che le scuole e i corsi professionali siano numerosi, sì da offrire i loro benefici all'allievo il più da vicino possibile. È anche necessario che ogni scuola professionale miri a trattare, per quanto è possibile, delle industrie principali del luogo. Nelle principali città, le istituzioni di un sol genere tecnico sono possibili, e in Londra se ne trovano parecchie; ma, in generale, le scuole non sono monotecniche, ma politecniche. Naturalmente, dove ci sia una industria locale predominante, questa preminenza avrà un riflesso sul programma della scuola professionale; ma, di regola, le industrie

sussidiarie non sono trascurate. Oltre le scuole professionali nelle grandi città, vi sono altri corsi nelle città minori e nei villaggi. Così in un distretto minerario vi saranno numerosi corsi sulle industrie minerarie, tenuti nei centri interessati; in un paese dove sia sviluppata l'industria delle macchine, vi saranno corsi di costruzione meccanica, ecc. Questi corsi sono generalmente limitati soltanto alla parte elementare dell'insegnamento; la parte superiore è concentrata nella prossima grande città, come sede più adatta.

Le scuole professionali mirano ad insegnare i principi scientifici relativi ad una od altra industria e la loro applicazione pratica. In alcune industrie ciò richiede molta manualità di lavoro; in altre invece — per esempio nella mineraria — l'istruzione sui principi è tutto quanto è necessario o fattibile. Pure fin dai suoi primi giorni l'insegnamento nelle scuole professionali è divenuto sempre più spiccatamente tecnologico; ma l'obbiettivo primo di esse non è quello di insegnare un mestiere; ed è norma comune di limitare l'ammissione ai corsi tecnologici a coloro che sono già occupati in quella determinata industria e ne hanno già una conoscenza pratica.

Tali scuole sono generalmente assai frequentate e in alcuni Distretti assai note al pubblico. Nella sessione dell'anno 1903-1904, frequentarono la scuola di Manchester 4024 studenti, e 2700 quella di Birmingham, con applicazione sufficiente per ottenere il sussidio dal Ministero dell'Istruzione.

Sono ammessi allievi di qualunque classe sociale, ma specialmente artigiani. Una statistica dei frequentanti la scuola professionale di Wolverhampton mostrò che essa era frequentata da 287 artigiani, 200 tra impiegati e fattorini, 180 maestri e 180 altre persone, di ceto medio, di occupazioni e professioni varie. Una statistica fatta nelle scuole dove le lezioni di tecnologia ebbero una parte prevalente, darebbe una proporzione molto maggiore di artigiani.

Le materie insegnate in una grande scuola professionale sono molto numerose; oltre quelle scelte fra le 26 sulle quali il Ministero dell'Istruzione istituisce esami, e le 70 materie tecnologiche sulle quali si fanno esami all'Istituto Città e Corporazioni di Londra, vi saranno probabilmente alcuni corsi speciali, istituiti in considerazione di peculiari bisogni locali. Alla Scuola Professionale di Birmingham, per esempio, oltre i corsi di scienza e d'ingegneria, vi sono corsi speciali per panettieri e birrai, preparatori di modelli, installatori e lattonieri, plombatori, applicatori di fili elettrici, carpentieri e falegnami, muratori, installatori di impianti per gas, lavoratori di lastre metalliche, stampatori, maniscalchi, ecc. A Shoreditch, dove le industrie locali predominanti sono quelle del legno, si tengono presso quel Politecnico corsi speciali per tappezzeri, seggiolai, imbottitori, lucidatori francesi, ecc.

In molti casi gli operai e gli apprendisti frequentano le scuole professionali dietro accordo coi loro capi, i quali concedono loro agevolanze speciali in compenso della perdita di tempo che essi incontrano per acquistare cognizioni tecniche specifiche della loro arte. Tali accordi fra scuole professionali, industriali ed apprendisti od operai, hanno forma diversa. In una circolare emanata dal Ministero dell'Istruzione nel 1905, sulla questione della cooperazione fra padroni e scuole professionali, sono considerati i seguenti mezzi di incoraggiamento all'istruzione professionale da parte dei padroni:

1.° Pagamento di contributi per la concessione di premi al personale frequentante scuole professionali;

2.° Aumenti di salario a quelli che compiono con buon esito un corso di insegnamento professionale;

3.° Concessione di tempo libero per frequentare la scuola professionale. (Questa concessione ha varie forme: si permette al personale di assentarsi più presto, oppure di venire più tardi al lavoro la mattina successiva alla lezione; non si fa questione del tempo speso in più, si calcola il tempo speso alla scuola come parte del corso d'apprendista, ecc.).

4.° Scelta degli allievi migliori per mandarli a frequentare corsi diurni completi, in una scuola professionale diurna o all'Università.

Circa la grande importanza che ha questo tacito accordo, sempre crescente, fra padroni e scuole professionali, possono essere citati, in via di schiarimento, alcuni esempi di accordi esistenti. Informazioni più ampie possono ottenersi da un Rapporto pubblicato dalla Associazione delle Istituzioni professionali.

A Barrow circa 720 apprendisti, impiegati nelle fabbriche dei signori Vichers e figli e Maxim, frequentano la scuola professionale. Questi allievi hanno la concessione di cominciare il lavoro alle 7 anzichè alle 6 in tre mattine della settimana, l'indomani della lezione. Soltanto quelli che frequentano la scuola per almeno due sere la settimana possono concorrere a posti di disegnatore. La frequenza ad un corso di quattro anni presso la scuola professionale è consigliata, ed ai regolarmente frequentanti che hanno superato gli esami vien dato un supplemento di paga di 6 pence la settimana per quelli di prima categoria e 3 per quelli di seconda. A Coventry circa 60 allievi frequentano la scuola professionale una mattina e un pomeriggio per settimana. Sono pagati contributi dai padroni, i quali pagano anche i salari, durante l'assenza dal lavoro, ai frequentanti. I padroni pagano inoltre contributi per 150 studenti frequentanti corsi serali. La Compagnia Ferroviaria Londra e Sud-Ovest manda gli apprendisti della sua fabbrica di locomotive

al Politecnico di Battersea per due mattine la settimana, pagando contributi e salari come se gli apprendisti fossero stati al lavoro dalle ore 6. Vengono conferiti premi agli allievi che meglio riescono e i rapporti della scuola sono presi in considerazione quando si tratta di promozioni. La Direzione dell'Arsenale di Woolvich manda 250 apprendisti ai corsi del locale Politecnico, parte di giorno e parte di sera. La Compagnia Ferroviaria Grande Occidente manda 80 apprendisti scelti ai corsi diurni della scuola professionale di Swindon per due pomeriggi la settimana, pagando per essi contributi e salari come se presenti al lavoro.

Accordi della natura di questi citati vanno crescendo di numero e di importanza, ed è da sperarsi che l'avvenire vedrà il grande sviluppo di questi importanti lati dell'insegnamento professionale. Si osserverà che, mentre all'inizio di questo scritto si era affermato che l'istruzione professionale era impartita specialmente in corsi serali, in vari degli esempi citati, Swindon e Woolvich, i corsi sono diurni. Questo crescere dei corsi diurni è di grande interesse ed importanza. Si riscontrò sempre che i corsi serali risentivano assai dall'essere gli allievi già stanchi del lavoro giornaliero, e anche perchè, in casi di urgenza di lavoro, la necessità di « tempo extra » alle fabbriche e fattorie impediva la frequenza, causando irregolarità, scoraggiamento e conseguente abbandono delle lezioni.

Pure, i frutti ottenuti, nonostante le gravi difficoltà, sono grandi; ciò è dimostrato dal favore con cui molti industriali sono, non soltanto disposti ad incoraggiare la frequenza ai corsi serali, ma sovente si espongono ad inconvenienti per mandarvi i volenterosi e gli apprendisti durante le ore di lavoro ordinario. Non ci può esser dubbio che la frequenza ad un corso diurno sia molto più proficua all'allievo che la frequenza ad un corso serale dopo un pesante lavoro diurno dalle 6 alle 18.

A questo vantaggio deve essere aggiunto quello della regolare frequenza obbligatoria, e la saggezza degli industriali nel riconoscere l'interesse che essi hanno ai progressi degli allievi. Prendendo tutto ciò in considerazione, è facile prevedere una rapida diffusione di questo metodo di impartire agli apprendisti e agli studiosi la somma di istruzione tecnologica necessaria per la piena comprensione dei processi in cui sono occupati. Per l'uomo maturo, per l'operaio, in confronto dell'apprendista, i corsi serali rimangono l'unico mezzo per istruirsi.

Un altro inconveniente, del quale hanno sofferto le scuole professionali, è la mancanza, da parte di molti allievi, di cognizioni generali preparatorie che mettono in grado di approfittare convenientemente dell'istruzione. L'adozione crescente del sistema di *corsi* si presta bene a risolvere questa difficoltà. Con questo sistema,

un alunno imprende in una scuola serale lo studio non di un singolo soggetto o di pochi e sconnessi, ma un corso consistente di materie affini, coordinate così da riuscire una introduzione a studi superiori. Questi corsi d'introduzione sono tenuti in scuole di un grado inferiore alle professionali, conosciute generalmente come *Scuole Serali di continuazione*.

Tali scuole furono, fino al 1902, nelle mani di altre autorità che il Consiglio della Contea, il quale aveva la sorveglianza delle scuole professionali. Ma ora che quest'ultima autorità è divenuta l'unica per tutti i rami d'insegnamento, il compito di coordinare tali scuole con quelle professionali è stato molto semplificato. Il sistema può forse essere spiegato, meglio che altrimenti, dall'esempio di una città settentrionale manifatturiera di forse più di 100.000 abitanti, dove esso è stato seguito per parecchi anni. In tutte le scuole serali di continuazione per ragazzi in questa città vi sono corsi d'istruzione, e nessun allievo può frequentare se non un corso completo. Il corso d'introduzione alla scuola professionale dura quattro anni ed occupa tre sere per settimana, due ore ogni sera. Nei primi due anni il corso è generale, ma nel terzo e nel quarto è diviso in due corsi: commerciale e per artieri. Un ragazzo di capacità media che entra in una scuola serale non appena lasciata la scuola diurna elementare, viene ammesso subito al terzo anno.

I corsi del primo e secondo anno sono per allievi meno che mediocri, o che hanno lasciato scorrere un lungo intervallo fra la scuola diurna e la serale. Nel corso del quarto anno parte dell'istruzione — per esempio, scienza elementare pratica, disegno meccanico, ecc. — è impartita alla scuola professionale; alla fine del quarto anno l'allievo passa interamente alla scuola professionale. Egli però è costantemente soggetto allo stesso sistema, non può assaggiare o scegliere i vari rami come la sua inesperta fantasia vorrebbe, dedicandosi a un ramo finchè non lo trova difficile e lasciandolo poi per un altro ritenuto più divertente. Nell'ambiente della scuola professionale sono istituiti nuovi corsi di istruzione di quattro anni per varie professioni: ingegneria meccanica o elettrica, industrie tessili, industrie chimiche, lavori del piombo, ecc.; l'allievo per regola deve scegliere uno od altro di questi corsi, secondo l'industria in cui si è occupato. I corsi di ingegneria comprendono matematica e meccanica, oltre a costruzione di macchine, vapore, luce elettrica e trasmissione di forza ecc.; il corso di tessitura comprende il disegno di macchine oltre alla filatura e tessitura. Ogni corso dura quattro o più anni, e ogni anno offre nuovo materiale di studio e costituisce un grado superiore del medesimo ramo. Così l'allievo si procura un severo allenamento in tutte le materie relative alla sua professione, e il suo orizzonte

mentale viene sensibilmente ad estendersi. L'allievo del corso di tessitura impara che i principi regolanti l'uso di macchine per tessere sono comuni a tutte le macchine del genere, ma la loro applicazione a questo lavoro richiede considerazioni speciali pel materiale da usarsi e gli scopi da raggiungere. Impara l'omologia e l'adattamento del macchinario, come pure la tecnologia del suo soggetto speciale. Il lavoratore in legno o metallo impara a disegnare, a preparare il lavoro in iscala, a leggere un disegno e a calcolare la somma di materiale necessario, come pure a fare il pezzo richiesto.

Un grande vantaggio del sistema dei corsi è che le scuole serali di una grande città formano un tutto organico con le scuole professionali, come loro compimento. I corsi preliminari forniscono una legione senza fine di allievi con buona preparazione, aspiranti alla scuola professionale, e al tempo stesso eliminano quelli incapaci di avanzare. Nella stessa scuola professionale gli allievi sono distinti in poche classi facili a trattarsi, anzichè in raggruppamenti indecisi, come là dove i corsi non sono stati adottati; le autorità che presiedono la scuola, possono tenersi certe che ogni studente licenziato dopo il corso di quattro anni, ha avuto un allenamento completo nei principi e nella pratica della sua professione, per quanto è nei limiti della scuola.

Non si deve immaginare che il sistema dei corsi sia già universalmente adottato in Inghilterra. C'è ancora molto da fare prima di giungere a questo. Ma il sistema si è dimostrato così proficuo dovunque è stato provato, specialmente nei centri industriali del nord dell'Inghilterra, che sta estendendosi rapidamente da città a città, e la sua definitiva adozione generale è, probabilmente, solo questione di tempo.

Fino ad ora questo scritto ha considerato soltanto le agevolanze offerte per l'istruzione professionale a quelli che già sono praticamente occupati in una professione. In questi ultimi anni c'è pure stato un considerevole movimento, inteso allo scopo di aiutare quanti siano disposti a dedicare tutto il loro tempo a tale istruzione, prolungando di due o tre anni il periodo di studio prima di occuparsi a guadagnarsi il pane.

Questi possono essere divisi in due classi:

1. — Quelli che hanno avuto una buona istruzione secondaria e che mirano ai migliori posti nell'industria. Questi non entrano nella scuola tecnica diurna finchè non hanno sedici o più anni, e aspirano per lo più a diventare ingegneri elettricisti o meccanici, non operai. Appartengono essenzialmente al ceto medio.

2. — Quelli che hanno avuto soltanto un'istruzione scolastica elementare e mirano a divenire operai. Essi entrano all'età di quat-

tordici anni per un allenamento di due o tre anni. Appartengono essenzialmente alla classe operaia.

X

Scuole adatte agli allievi della prima categoria si sono avute anche in passato. Hanno molta analogia con i rami d'ingegneria delle nuove Università e dei Collegi universitari. In questo scritto non le prenderemo affatto in considerazione.

Le scuole della seconda categoria hanno cominciato a esistere soltanto un anno o due fa; ora non ve ne sono che poche. Sono state rese necessarie dalla decadenza del garzonato nelle professioni manuali. Molte cause hanno contribuito a questa decadenza. L'estrema divisione del lavoro, come ora si pratica nelle officine; il declinare dei piccoli industriali e il conseguente sparire della relazione, già una volta stretta, fra padrone e apprendista, è fra le principali di queste cause. Nelle grandi città anche l'economia di spazio nelle officine è necessariamente dovuta a intento di risparmio. L'industriale per conseguenza, preferisce fare senza dell'apprendista ed impegnare soltanto aspiranti ed operai provetti, reclutati in città minori di provincia. La grande richiesta, in certe industrie, di opera materiale prestata da ragazzi e immediatamente remunerativa, ha pure il suo effetto. In alcune grandi fabbriche non si trova un solo apprendista. Esso è stato surrogato dall'aspirante, verso il quale l'industriale non ha obbligazioni all'infuori del pagamento di un salario settimanale, e che può essere tenuto a lavorare continuamente alla stessa macchina finché non è adatto per qualche altro lavoro. Questo, benché economico per il presente, è, senza dubbio, un male per il futuro, e molti industriali riflettono sul come essi faranno, quando verrà il tempo di sostituire gli abili operai che hanno servito nella giovinezza e vanno invecchiando. Tentativi di far rivivere il garzonato non hanno incontrato favore: e infatti il sistema sembra così incompatibile colle attuali condizioni dell'industria, che la sua riattivazione è più che dubbiosa, e il suo sopravvivere è probabile soltanto in alcune industrie secondarie. Così c'è un'importante lacuna, che le scuole professionali recentemente aperte si sono proposte di colmare. Fra le scuole esistenti, la scuola di mobilio da gabinetto a Shoreditch in Londra può essere scelta come un esempio interessante. Shoreditch è un centro dell'industria del legno in Londra e fu perciò scelta dal Consiglio della Contea di Londra come posizione adatta per una scuola di tale natura. Nella scuola vi sono 125 fanciulli reclutati fra quelli che lasciano la scuola pubblica elementare. La maggior parte di costoro è provvoluta di licenza scolastica che dà loro di-

ritto all'istruzione gratuita e ad una borsa di studio da 20 a 30 sterline all'anno. Queste licenze scolastiche sono sfortunatamente necessarie per contrastare alla tentazione — grandissima nella maggior parte dei genitori, specialmente a Londra — di iniziare alle occupazioni remunerative dei ragazzi ancor nuovi all'arte. Il corso dura più di tre anni, così che il ragazzo terminando ne avrà circa 17. Il corredo di cognizione consiste di matematica e fisica, lingua e letteratura, disegno e lavoro in legno e metallo. Il programma della istruzione è tale da avere un diretto influsso sulle industrie del legno. Così la matematica consiste specialmente della misurazione e della geometria solida; la fisica, delle proprietà e condotta delle materie; la lingua e la letteratura trattano della storia della forza, degli aspetti svariati del commercio ecc.; il disegno e la pianta, cogli schizzi, progetti e costruzioni di mobili, e il lavoro in legno e metallo partono da semplice istruzione manuale fino all'esecuzione di articoli finiti, esposti nei migliori negozi. Nel tempo, durante il quale un ragazzo completa il suo corso di tre anni, apprende a ideare e disegnare un mobile — per es. uno scaffale da gabinetto — in qualunque stile, a redigere la lista del materiale necessario, a fissare il costo e a lavorare il tutto od ogni singola parte dell'oggetto in questione. La superiorità in abilità tecnica di un tale ragazzo su un altro che ha passato lo stesso numero di anni in un laboratorio come aspirante, oppure, ahimè! come apprendista, è indiscutibile. Quest'ultimo ha probabilmente passato gran parte di quel tempo facendo servizi materiali, come piattare e segare, facendo il galoppino, scopando ecc., e ha ricevuto ben poca o nessuna regolare istruzione.

Ma, nonostante la superiorità tecnica degli operai che essa forma, anzi, in certa misura in causa di essa, non si è ancora veduto se la scuola professionale possa penetrare nelle condizioni economiche dell'industria moderna; eccellente come è, la sua opera non ha ancora superato il periodo di prova.

Il garzonato è morto, ma il suo successore non è stato trovato. La scuola professionale potrà dimostrare di esserne l'erede legittima, ed io per conto mio spero che sia così, ma gli elementi per un giudizio certo e definitivo non si hanno ancora.

La grande richiesta nelle città industriali dell'opera di giovinetti principianti è stata accennata sopra come una delle cause che contribuiscono alla decadenza del sistema d'apprendimento. È anche un grande ostacolo all'educazione professionale generale. I posti offerti ai ragazzi che lasciano le scuole sono attraenti. Il lavoro è facilmente imparato ed è immediatamente remunerativo — in realtà sovente meglio ricompensato del lavoro abituale dei ragazzi della stessa età. Il male è che il ragazzo è un elemento di

riplego. A 13 o 14 anni è preso come fattorino, commesso, portiere, garzone ecc., e a 17, quando aspira a miglior salario viene licenziato e se ne prende un altro a paga inferiore.

Questo processo è seguito all'infinito. Così, alla critica età dell'adolescenza, migliaia di giovinetti sono sbandati, senza lavoro e senza utile istruzione. La occupazione avuta non ha insegnato loro nulla che sia utile altrove. Le porte del lavoro professionale sono loro chiuse in causa della loro età, ed essi rimangono per lo più in attesa di occupazione manuale dipendente dal caso, con tutti i suoi inconvenienti di impiego irregolare e senza profitto.

Fino al presente i ragazzi di questa classe hanno sfuggito la rete della istruzione professionale; l'unica speranza per il loro avvenire è che essa possa essere tesa abbastanza vicino a loro per avvolgerli nelle sue maglie.

Il lavoro principale nell'istruzione professionale in Inghilterra nel corso di questi ultimi anni è consistito specialmente nel riordinamento degli schemi già esistenti piuttosto che nel tentativo di nuove concessioni promettenti. Ma gli esperimenti sono sempre in progresso e il provvedimento per l'istruzione professionale sta diventando sempre più vasto e variato. In questo scritto non è stato tentato nulla più che una breve descrizione dei tratti più salienti, che possono forse essere considerati di interesse generale.



***Le travail manuel dans les écoles primaires en
tant que révélateur d'aptitudes individuelles.***

(Rapport D.^r G. PADOVANI).

Every child should imperatively be
taught the following three things:

- a. — The laws of health and the
exercises enjoined by them;
- b. — Habits of gentleness and ju-
stice, and
- c. — The calling by which he is to
live.

J. RUSKIN - UNTO THIS LAST.

pref. p. 21: Works XVII. - Allen, 1905

La question du travail manuel, comme élément d'éducation, bien qu'elle ait été posée depuis longtemps, n'a cependant trouvé qu'à notre époque son interprétation véritable et son application pratique. En effet, les philosophes, pour ainsi dire, classiques, n'ont pu voir dans le travail manuel — étant données les conditions spéciales de leur éducation à leur époque — qu'une précieuse contribution soit à fortifier les corps, soit à exercer certaines facultés spéciales de l'esprit, soit — suivant les théories de quelque penseur — à rapprocher les nouvelles générations de l'idéal social qui était dans ses vœux.

Le précepteur de Gargantua voulait que celui-ci sût monter à cheval, faire des armes, nager, courir et à l'occasion « boteler du foin, fendre et scier du bois, battre les gerbes en la grange » simplement pour développer les muscles et la force. S'il amenait parfois son élève dans les ateliers voir « comment on tiroit les métaux

et comment on fondoit l'artillerie » ou visiter « les lapidaires, orfevres et tailleurs de pierreries ou les alchemistes... » c'était pour le familiariser avec les procédés industriels de son temps.

Pour Locke comme pour Rabelais, le travail manuel ne représentait qu'un « délassement hygiénique, un contrepoids au travail purement intellectuel, » un moyen pour « réaliser chez l'homme l'équilibre de l'être physique et de l'être intellectuel ».

Enfin, si J. J. Rousseau apprend à son Emile un métier, celui de menuisier, c'est d'un côté, parce qu'il entend glorifier dans le travail « l'occupation qui rapproche le plus l'homme de l'état de nature » — l'idéal chimérique du philosophe genevois — et de l'autre côté parce qu'il veut procurer à son élève, dans une possible adversité, un refuge sûr et un moyen d'existence.

Dépuis que la Révolution française a apporté un changement radical dans les conditions de l'éducation, le travail manuel dans les écoles a été envisagé à un point de vue tout à fait nouveau, répondant mieux aux besoins de notre époque.

Par conséquent, tout en appréciant l'aide intéressante que le travail manuel offre comme facteur de santé et de développement de vigueur, on lui attribue maintenant le rôle très important de préparateur à la vie de l'artisan — dans le beau sens classique du mot — et de révélateur des aptitudes individuelles.

X

Pour faire ressortir avec plus d'évidence toute l'importance sociale de cette tâche du travail manuel dans les écoles, il nous paraît que le meilleur moyen est de suivre un garçon du peuple pendant la période de son instruction dans l'école primaire et ensuite dans la vie.

Un garçon du peuple entre à l'école de six à sept ans, il apprend à écrire une lettre, à compter à l'infini, à résoudre un problème complexe : il connaît les éléments de l'histoire et de la géographie, sait dire quand Napoléon est mort, de quoi l'eau est composée et même ce que c'est que le *devoir*.

Les leçons de son instituteur et les lectures de son manuel ont enraciné dans son esprit le préjugé que le seul travail qui est en honneur, est l'intellectuel. Il a, d'avance, horreur du travail manuel qu'il considère comme une peine, comme une condamnation des classes inférieures. Dans son esprit enfantin, il établit une comparaison entre son père — un modeste ouvrier aux mains calleuses et à la blouse sale — et un employé quelconque de sa connaissance, toujours propre et tiré à quatre épingles, et la comparaison est tout à fait défavorable à son père et au métier de ce

dernier. Et ses parents eux mêmes ne lui confirment-ils pas cette répulsion, en le menaçant, toutes les fois qu'ils sont mécontents de lui, de le mettre tout de suite en apprentissage pour qu'il apprenne un métier? A douze ou treize ans environ, l'élève obtient son certificat d'études. Jusqu'alors, il n'a sali ses mains et son habit que de taches d'encre: fier de sa qualité d'écolier, il n'a exercé ses doigts qu'à tenir la plume.

A ce moment, comme il arrive pour la plupart des élèves des écoles primaires, il est obligé, par les circonstances de famille à interrompre son cours d'études. Son père veut lui choisir un métier. Mais lequel?

A l'école, le garçon a montré, supposons, quelques difficultés pour le calcul, mais, d'autre part, une excellente mémoire et une grande facilité d'expression. Mais en quoi ces vagues indications servent-elles quand il s'agit de préciser où l'on doit mettre en apprentissage l'enfant?

Jamais, pendant son cours d'études, l'élève n'a eu à faire un travail manuel, où il pût s'exercer et révéler ses aptitudes. Serait-il disposé pour le métier de menuisier? ou plutôt pour celui de forgeron? — Il est fort et solide, et il saurait aussi bien battre le fer à l'enclume que raboter une table.

Le père appelle son enfant et lui demande :

— Ecoute, mon enfant: il est temps de penser sérieusement à ce que tu veux faire. Veux-tu être horloger, cordonnier, tailleur?... quel métier veux-tu apprendre?

L'enfant répond qu'il veut être employé.

Les parents, très perplexes, n'ayant aucune idée des tendances et des aptitudes du jeune adulte, se consultent entre eux et prennent conseil de leurs amis. Enfin c'est le hasard ou une considération économique ou d'opportunité qui décide de l'avenir de l'enfant. — « C'est entendu: je placerai mon fils dans l'usine de Monsieur Un tel, ce sera un électricien: un de mes amis connaît le contremaître, il lui recommandera mon garçon. Bon métier celui d'électricien: métier d'avenir: un bon ouvrier y gagne au moins un franc de l'heure ».

Un beau jour, l'enfant entre apprenti à l'usine. Mais être apprenti ne signifie pas apprendre un métier. Il est trop jeune, il est même un peu paresseux, il ne sait que faire de ses mains. Le patron, pensant à ses intérêts, emploie le garçon à nettoyer l'atelier, à faire des courses toute la journée. A l'atelier, l'apprenti, curieux comme il est de nature, prête l'oreille aux discours grossiers, souvent obscènes que les ouvriers tiennent autour de lui: dans la rue, il rencontre d'autres apprentis, ses compagnons, il flâne aux carrefours, s'arrête pour voir une rixe, suit et s'amuse à berner un

ivrogne qui lui répond par des insultes et des grossièretés : et il apprend à connaître ce qui il y a de honteux dans la vie. Peu à peu il se pervertit : dégoûté déjà du travail manuel, en souvenir de ses flâneries d'école, maintenant il le hait parce que ce travail comporte de la fatigue. Quand il pourrait travailler, il se contente de regarder les autres, de leur passer les outils.

En attendant, les années s'écoulent et par la faute de son patron et en partie par son vice et sa paresse, l'apprenti se trouve toujours aux débuts de son métier. Heureux si, mesurant enfin l'espace qui le sépare d'un véritable ouvrier, il s'applique un peu plus sérieusement vers la fin de son apprentissage et se hâte de connaître les notions indispensables pour être improvisé ouvrier à l'âge de dix-huit ans.

A partir de ce moment, il travaillera parce qu'il y sera astreint par le besoin. Ne connaissant son métier que d'une façon imparfaite, il ne s'y affectionnera point, n'y trouvera aucun attrait. Il gardera toujours le dégoût du travail qu'il juge une corvée : le café et le jeu seront ses seules distractions. Il n'aura pas l'orgueil de se perfectionner, de s'assurer un avenir plus heureux. Au contraire, les habitudes du café et les mauvaises fréquentations l'éloigneront toujours plus du travail et lui feront perdre le peu qu'il savait de son métier. Incapable de tenir une place de bon ouvrier, il sera confiné dans un rôle subalterne, obligé de se contenter d'être un des vulgaires et serviles facteurs de la division du travail, un instrument inconscient, un rouage de la grande machine industrielle qu'on rejettera dans un coin lorsqu'il sera usé à la besogne.

✕

Supposons maintenant qu'à l'école où le garçon est entré, le travail manuel soit inscrit au programme d'enseignement.

La première conséquence qui s'ensuit est que tout mépris pour le travail disparaît de l'esprit de l'élève. Celui-ci, voyant son maître manier le marteau et la scie, comme auparavant la plume, ne fait plus distinction de degré entre l'exercice manuel et celui intellectuel : l'un et l'autre lui paraissent, comme ils le sont en réalité, deux aspects de la même chose : *travail*. Le père ouvrier et l'employé s'équivalent : l'un n'est pas inférieur à l'autre. Le garçon exerce son esprit et en même temps sa main : il acquiert une certaine dextérité. Il sait non seulement détendre des doigts, raides et immobiles, pour tenir la plume ; mais aussi les mouvoir, avec aisance et agilité, de mille façons différentes, pour exécuter un travail.

Son instruction est-elle compromise parce que l'élève apprend

en même temps à résoudre un problème suivant la règle de trois, à plier adroitement un bout de fil de fer, à fabriquer un petit panier? Et les parents n'accueilleront-ils pas leur enfant venant leur offrir une petite étagère fabriquée de ses propres mains avec autant de joie que s'il leur avait présenté une lettre de compliments et de souhaits?

L'élève, à cette école, ne se fatigue et ne s'ennuie jamais. Les deux travaux se font équilibre: l'esprit, quand il est fatigué, se distrait par l'exercice manuel. Et come celui-ci se présente sous la forme d'une distraction, l'élève s'y intéresse, s'y passionne: de cette façon il acquiert, inconsciemment, le goût du travail.

Il n'aura pas le temps d'être paresseux: il ne lui sera pas possible de feindre d'étudier, les yeux fixés sur le livre, l'esprit parti au loin. Le travail manuel exige une attention continuée, un certain effort de réflexion. Si le garçon est distrait en clouant une planche, il risque de se marteler les doigts. Il faut aussi avoir de l'ordre et de la précision. Ainsi de toutes ces qualités indispensables à l'ouvrier, l'élève fera son apprentissage à l'école.

Mais il y a encore plus, même si l'on ne tient pas compte des avantages hygiéniques du travail manuel, trop évidents pour en parler... En venant au point capital de notre thèse, le travail manuel révèle l'enfant à lui-même. Celui-ci a eu l'occasion de manier divers outils, de travailler diverses matières. Or, montre-t-il une certaine aptitude à assembler des planches, à construire de petites tables, des armoires, des lits de poupée? C'est à l'art de menuisier qu'il est disposé. S'amuse-t-il à forger le fer, à plier à sa volonté, avec la force des muscles, cette masse dure et résistante? C'est le métier de forgeron qui lui convient. Sait-il bien tourner le bois, modeler un objet quelconque? Il sera sculpteur sur bois et, peut-être, artiste.

En même temps, il s'habitue à voir les choses dans leurs détails, leurs formes, leurs contours, leurs couleurs. Peu à peu ses yeux, ses mains se familiariseront à la vue, à l'impression, au sentiment du beau.

A la fin de la période scolaire, l'élève aura acquis les notions ordinaires de culture intellectuelle et aura fait, au point de vue de l'exercice manuel, les gains suivants:

1. Il aura appris à respecter le travail manuel, à le considérer au même niveau que l'occupation intellectuelle;
2. acquis le goût du travail et les qualités d'attention, de réflexion, d'ordre, de précision;
3. exercé ses muscles, développé sa force, et, en même temps, acquis une remarquable dextérité de doigts;
4. pu révéler ses aptitudes et ses tendances manuelles;

5. affiné son goût du beau.

Or, ne sont-ce pas les qualités fondamentales d'un bon ouvrier ? L'élève n'a-t-il pas accompli de la sorte, à l'école, une partie de son apprentissage d'ouvrier ?

Quand le moment sera venu de mettre son enfant en apprentissage, le père n'aura pas d'hésitation : la carrière de son fils sera déterminée par les aptitudes révélées à l'école, par le goût montré dans l'exécution d'un travail. Il ne semblera pas dur à l'enfant d'entrer comme apprenti dans un atelier. En effet, que fait-il dans cette nouvelle condition, si non continuer à mieux développer, spécialiser l'enseignement manuel de l'école ?

Le patron n'emploiera pas le jeune apprenti pour lui faire faire des courses du matin au soir. Puisque celui-ci peut lui rendre service autrement, puisqu'il montre des aptitudes, de la bonne volonté, du goût au travail, il le laissera apprendre le métier. Les bons ouvriers deviennent toujours plus rares, de sorte qu'un patron a tout intérêt d'en former quelques-uns d'habiles, de les affectionner à son usine.

Ainsi l'apprenti, n'ayant ni l'occasion, ni l'envie de flaner, ne pervertira pas son corps et son esprit dans les mauvaises fréquentations ; mais il emploiera utilement son temps à apprendre, à se perfectionner dans son métier.

Et quand il l'aura bien appris, quand il sera ouvrier, il s'affectionnera à son métier qui lui paraîtra dès lors le meilleur. Il ne travaillera pas seulement par nécessité, mais aussi par goût, parce qu'il aimera ce métier, en lui-même, comme source de satisfactions morales. Il ne sera pas honteux de ses mains calleuses, mais il sera fier de sa qualité de travailleur, conscient de contribuer, avec la sueur de son front, à la prospérité de son pays.



Une objection, à première vue sérieuse, se présente contre notre thèse : — « Vous ne voudrez certes pas — pourrait-on nous dire — introduire à l'école l'enseignement des éléments de tous les métiers. Mais alors l'atelier de l'école primaire ne pourra pas prétendre ouvrir le chemin à toutes les carrières qui exigent un travail manuel ».

On répond que malgré la diversité apparente des métiers multiples, une certaine unité existe, cependant, entre eux. Si les objets que l'homme produit sont différents, les outils dont il se sert pour leur construction sont presque toujours les mêmes et peuvent être réunis en un petit nombre de groupes où l'on trouve par exemple : 1. le marteau qui sert à forger, à dresser, à courber les métaux, à

piquer ou à tailler la pierre; 2. la lime, l'outil essentiel pour le travail des métaux; 3. Les outils tranchant ou servant à diviser : ciseaux, hâches, rabots, scies; 4. la tour, l'outil universel.

De même, les opérations très variées du travail industriel se réduisent, au fond, à quelques-unes fondamentales, telles que : tourner, dresser, ou aplanir, ajuster.

Les matériaux mêmes du travail peuvent se classer en certaines catégories suivant la résistance et leurs qualités de travail : p. e. matériaux que l'on forge au four comme les métaux, qu'on fond seulement comme le verre, le caoutchouc, qu'on taille comme le bois, qu'on réduit comme la pierre.

Et si l'on analyse comment on exécute, physiquement, les divers travaux, on verra qu'il existe entre tous ceux-ci, une certaine unité de mouvements consistant à produire un effet musculaire qu'on répète régulièrement. Ce mouvement appris avec un outil, on peut utiliser la méthode pour tout autre outil pareil.

On peut constater la vérité de cette affirmation avec l'exemple de la scie, de la lime, du rabot. Pour les autres mouvements plus complexes, comme par exemple, du tour ordinaire, où mains et pieds travaillent, il s'agit d'une spécialisation de la dextérité des doigts qu'on peut acquérir avec d'autres travaux manuels.

Du reste, on ne demande pas que le travail manuel révèle d'une façon précise, déterminée et quantitative l'aptitude de l'élève à un métier spécial : il suffit qu'il donne, pour ainsi dire, une indication permettant à celui qui a la garde de l'avenir de l'enfant de l'orienter vers une carrière ou vers une autre. Une fois que le garçon a acquis, comme une seconde nature, l'habitude d'exercer les doigts et qu'il a appris la méthode de travailler, il pourra apprendre le reste facilement de la même façon que celui qui a une belle écriture peut, en s'exerçant, imiter à la perfection tout modèle de calligraphie.

X

Il s'agit maintenant d'étudier, d'une façon sommaire, comment le travail doit être organisé dans les écoles primaires afin qu'il réponde au but indiqué dans le titre de notre thèse.

D'après les remarques que nous venons de faire, il serait oiseux d'introduire dans l'école l'enseignement de tous les métiers : il suffirait d'y admettre l'exercice des formes de travail les plus caractéristiques et les plus synthétiques.

Ce sont, en ligne générale, celles de menuiserie, de tournage, d'ajustage, de sculpture sur bois, de modelage accompagnées toutes d'une étude complémentaire, celle du dessin.

Et toujours au point de vue idéal, l'enseignement pourrait être organisé de la façon suivante :

La première année, le garçon passera successivement par les différents ateliers, pour chercher sa carrière, pour décider de son aptitude. La deuxième année, ayant choisi l'atelier où il veut travailler, il le fréquentera plus particulièrement pour se perfectionner. Il ne négligera pas, cependant, les autres métiers auxquels il consacrerá quelques heures toutes les semaines. Quant à la méthode d'enseignement, l'élève tracera toujours le dessin ou le plan de ce qu'il veut faire, et marquera tout ce qu'il fait à l'atelier. Avant d'enseigner un travail quelconque, le maître donnera une leçon théorique. Il est inutile de faire remarquer que le maître doit être un instituteur-ouvrier, très habile de ses doigts.

Ce que nous venons d'indiquer est dit en ligne idéale, bien qu'une école pareille existe depuis longtemps à Paris, rue Tournefort. Nous admettons, cependant, que c'est une exception qu'il est impossible d'imiter d'une façon générale.

Donc, pour être pratiques, réduisons notre programme et contentons-nous qu'il soit annexé à l'école au moins une ou deux formes de travail. Or, les métiers qui nous paraissent mieux répondre aux principes pédagogiques généraux et au but particulier de « révélateurs d'aptitudes individuelles » sont la serrurerie et la menuiserie. Ces deux métiers comportent tant d'exercices, tant de travaux différents que l'élève en s'y exerçant pourra facilement voir quelles sont ses aptitudes spéciales.

Et si l'on devait, par des raisons économiques et autres, faire le choix entre les deux métiers, c'est pour la menuiserie qu'on devrait opter.

J. J. Rousseau écrivait à ce sujet : — « Tout bien considéré, le métier que j'aimerais le mieux qui fût du goût de mon élève est celui de menuisier. Il est propre, il est utile, il tient suffisamment le corps en haleine, il exige dans l'ouvrier de l'adresse et de l'industrie et dans la forme des ouvrages que l'utilité détermine, l'élégance et le goût ne sont pas exclus ». — Nous n'avons rien à ajouter aux remarques du philosophe genevois : relevons seulement que la menuiserie avec le tour et la sculpture sur bois donne cette dextérité générale qui doit être acquise à l'école primaire et que le grand nombre d'outils employés (varlope, riflard, rabots, soies, ciseaux, lime, marteau, tenailles, compas, vilebrequins, presses, bedanes etc.) et l'immense variété des mouvements accomplis permettent de développer une habileté générale multiple et un sentiment du beau assez élevé, en même temps qu'ils précisent la spécialité où l'élève réussit le mieux dans ses travaux.

Nous dépasserions les limites imposées à notre rapport, si nous

voullions étudier, dans les détails, comment l'enseignement de la menuiserie devrait être organisé. Indiquons seulement que l'atelier devra être installé dans un local à part, séparé de celui de l'école: être pourvu d'un outillage complet autant que possible (les frais de la première mise de fonds ne dépasseront pas, d'après nos calculs, 1000 fr. pour 20 élèves): l'enseignement devra être donné aux diverses classes, successivement, par sections, et occuper de 4 à 6 heures par semaine. Dans les premières classes, le travail devra surtout concourir à l'éducation générale, sans préoccupations professionnelles; dans les dernières années on procédera à des travaux déterminés. Il faudra exclure tout objet de luxe et ne choisir que des objets qui trouveront leur emploi dans un modeste ménage: n'entreprendre que des travaux qui puissent être confectionnés entièrement par les enfants eux-mêmes et qui aboutissent à un travail bien fait: viser à ce que l'enfant ait l'occasion dans ses travaux de manier tous les outils de l'atelier et tenir compte que les objets confectionnés doivent contribuer à développer le sentiment du beau. Cet enseignement devra enfin être étroitement relié au dessin et accompagné de leçons théoriques.



Que l'on installe un atelier de travail dans l'école à côté des classes d'études et l'on diminuera peut-être la foule d'enfants qui, à la sortie de l'école, ne sont que des déclassés. On formera ainsi une nouvelle génération de jeunes gens qui, conscients de leurs aptitudes et confiants dans leur avenir, s'estimeront aussi dignes de considération apprentis-menuisiers que gratte-papiers dans un bureau.

APPENDICE

Le travail manuel dans les Écoles Primaires en France.

Les premiers essais de l'enseignement du travail manuel dans les écoles datent de 1880 et ces essais ont été poursuivis avec persévérance pendant 50 ans pour aboutir, le 28 mars 1882, à une loi par laquelle le travail manuel est admis parmi les matières du programme de l'école primaire (1).

(1) Il faut remarquer à ce sujet que la loi a été votée après les splendides succès obtenus à l'École de la rue Tournefort, où, pour la première fois en 1873, a été faite l'application du travail manuel à l'école primaire. A cette école, dirigée par M. Laubier, un instituteur-ouvrier, particulièrement apte à tout travail manuel et à son enseignement, M. Salois, délégué municipal, a obtenu de l'administration l'autorisation d'annexer un petit atelier de travaux manuels. C'a été le commencement de l'application de l'enseignement du travail manuel dans les écoles.

Paul Bert, Ministre de l'Instruction Publique à cette époque, a défini de la manière suivante le caractère de cette innovation :

« Nous ne voulons pas donner un caractère professionnel à l'école primaire, dont la mission n'est pas de former soit des serriers, soit des marchands; mais nous entendons que l'enseignement des sciences ne se borne pas à la théorie pure et que l'on ait constamment en vue l'application pratique aux diverses industries existantes ».

Le rôle de l'école primaire pour ce qui concerne le travail manuel était encore plus clairement défini dans l'instruction placée en tête du programme :

« Sans perdre son caractère essentiel d'établissement d'éducation et sans se changer en atelier, l'école primaire peut et doit faire aux exercices du corps une part suffisante pour préparer et prédisposer, en quelque sorte, les garçons aux futurs travaux de l'ouvrier et du soldat, les filles aux soins du ménage et aux ouvrages de femme ».

Malheureusement, quand il fallut appliquer la loi de 1882 on se heurta à de nombreuses difficultés. La Ville de Paris créa en plus de la moitié de ses écoles (178 à cette époque) des ateliers pour le travail du bois, en quelques-unes, des ateliers pour le travail du fer: en même temps elle élaborait un programme aux termes duquel le travail manuel était obligatoire :

1 heure	1/4	par semaine	dans les cours élémentaires
1 heure	3/4	"	" moyens
3 heures	1/2	"	" supérieurs
4 heures	"		écoles complémentaires.

A présent sur 185 écoles communales primaires, 88 sont organisées pour enseigner le travail du bois, 82 le travail du bois et du fer. Dans les autres 65 le travail manuel n'est pas enseigné.

Il faut remarquer que la Ville de Paris constitue presque une exception et que les choses sont différentes dans les provinces. Ici, on s'est contenté de faire faire aux élèves, à l'école, des exercices de tressage, de pliage, de découpage, de cartonnage et de vannerie: on a dû renoncer, par économie, aux tours pour le bois. En bien des écoles des communes rurales, les exercices manuels se sont transformés en leçons de choses.



L'insegnamento di tirocinio in Francia.

(Relazione EDMONDO BRIAT).

Il tirocinio è, per il nostro paese, una delle più gravi questioni nel commercio e nell'industria.

Se i progressi della meccanica e i cambiamenti delle condizioni di vita operaia hanno contribuito in gran parte alla decadenza dell'insegnamento professionale nell'opificio e al lento sparire del tirocinio, è innegabile d'altra parte che la nostra legislazione è ritardataria e che non ancora essa si è curata d'assicurare all'infanzia una protezione efficace.

Dall'anno 1873, epoca nella quale il Ministero d'Agricoltura e del Commercio dell'Impero francese faceva procedere a una inchiesta sulle istituzioni professionali, fino all'anno 1902, durante il quale la Commissione Permanente del Consiglio Superiore del Lavoro, aiutata dalla Direzione del Lavoro al Ministero del Commercio, cercava egualmente di riunire, con documenti di ogni specie, le opinioni più favorevoli sulle condizioni del garzonato, non c'è varietà di risposte da parte delle Camere di Commercio, delle Camere Consultive delle arti e manifatture, dei Sindacati padronali e operai, delle Associazioni operaie di produzione, ecc...

Tutti gli interessati dichiarano che in un certo numero di industrie non si fanno più apprendisti; che in quasi tutti i casi il garzonato non è più completo; che il giovane operaio viene specializzato, costretto a ripetere un medesimo lavoro speciale, quando pure non sia impiegato in lavori che non hanno null'a che fare con la sua professione.

L'operaio è in tal modo disceso alla condizione di un manovale, alla mercè di lunghi scioperi; d'un ausiliare senza capacità tecnica, senza valore intrinseco, per nulla in istato di ottenere condizioni di lavoro vantaggiose e di avere un compenso abbastanza remuneratore.

Quanto all'industria, essa perde la propria indole, la propria originalità, non avendo dei veri operai. Questa crisi le nuoce, tanto più che è riconosciuto come la prosperità commerciale e industriale della Francia dipenda dalla perfezione dei suoi prodotti e dal buon gusto dei suoi operai.

Questa situazione anormale e pericolosa dipende certamente da cause esistenti anche in altri paesi.

In primo luogo, è permesso oggi a qualsiasi individuo di apprendere la condotta di una macchina e di lavorare in un mestiere senza alcuna di quelle nozioni professionali e tecniche che decidono del valore di un operaio.

D'altra parte, è impossibile per un padrone di una grande officina occuparsi degli apprendisti.

Insomma, il giovane inesperto desidera, non tanto un lungo garzonato, quanto un impiego facile, che gli sia presto lucroso: motivo per il quale vedonsi nelle nostre officine tanti buoni a nulla che invece fanno di tutto, pur di venire compensati in qualche maniera.

Ora, mentre in alcuni paesi si è cercato di rimediare al male, e per non lasciar sparire il garzonato si venne proteggendo l'infanzia, obbligandola a ricevere una istruzione professionale sufficiente, le leggi francesi non hanno seguito tale movimento.

Nessuna legge generale riguardava il garzonato prima della Rivoluzione del 1879; ma gli statuti di ogni Corporazione ne regolavano così i punti più importanti, come i punti più insignificanti. Ne fissavano la durata, regolavano il numero di garzoni che ogni padrone poteva assumere, e le condizioni professionali che il garzone doveva adempiere per essere prima compagno, poi maestro.

Il Terzo Stato, nello stesso tempo che reclamava l'abolizione del maestrato e dei giuri delle Corporazioni, domandava nelle sue note una legge che regolasse le condizioni del garzonato e gli obblighi reciproci fra padroni ed apprendisti. La legge del 2-17 marzo del 1891 aboliva le Corporazioni: e solo 12 anni dopo il garzonato fu oggetto di alcune misure legali, più o meno serie.

La legge del 22 germinale, anno undecimo (22 aprile 1803) che ha creato le Camere Consultive delle arti e manifatture, consacra al garzonato gli Articoli 8, 9, 10, 11, 19 e 20.

Ormai la rescissione del contratto di servizio poteva pronunciarsi in certi casi: per esempio, quando l'apprendista si era impegnato

per un numero d'anni di lavoro, il cui valore eccedesse il compenso ordinario del garzonato in quel dato mestiere; poteva pure pronunciarsi l'indennizzo dei danni e interessi per l'apprendista trattenuto oltre il tempo accordato, ed anche quando il benservito gli veniva rifiutato dopo che egli aveva compiuto il suo dovere.

La giurisdizione, se così si può dire, a Parigi fu affidata al prefetto di polizia, nelle città di provincia ai commissari di polizia, mentre venne affidata ai sindaci o agli assessori municipali in tutte le altre località. Queste Autorità giudicavano senza appello e potevano ordinare l'arresto dei prevenuti, qualora il caso concernesse i tribunali correzionali.

La creazione, avvenuta nel 1806, dei Consigli di Proviviri, migliorò alcun poco questa legislazione rudimentale; qualche poco la migliorò, se non in diritto almeno in fatto, grazie agli usi prevalsi nelle poche città in cui vennero istituiti Consigli di Proviviri. Bisogna tuttavia saltare mezzo secolo per trovare un testo che giustifichi il titolo di « Legge sul contratto di garzonato ».

Il movimento d'opinione che portò a disciplinare per la prima volta in Francia la durata del lavoro dei fanciulli impiegati nelle officine e manifatture, mediante la legge 22 marzo 1841 (legge che d'altronde non venne mai applicata) sollevò nel contempo la questione del garzonato, ad esso connessa.

Nel 1845 un progetto di legge, sottoposto dal Governo al Consiglio Generale delle Manifatture e al Consiglio Generale del Commercio, non ebbe alcun esito. Ripreso nel 1848, dal signor Peupin, Membro dell'Assemblea Costituente, il progetto diede luogo ad un rapporto del signor Parieu all'Assemblea Nazionale, in nome del Comitato del Lavoro, ad un'esposizione dei motivi con nuovo progetto del signor Dumas, ministro dell'agricoltura, e ad un rapporto del signor Auguste Callet, in nome della Commissione dell'Assistenza.

Dopo due deliberazioni, che occuparono le sedute del 3 e del 22 febbraio 1851, il progetto venne adottato e divenne la legge del 22 febbraio 1851.

Ma parecchie disposizioni importanti, che erano contenute nei progetti stabiliti dal 1845 al 1851, erano state scartate dal testo finalmente promulgato.

L'obbligo di tale contratto scritto era compreso in tre progetti su quattro e specialmente in quello del Governo. Il contratto verbale fu ammesso, sotto forma di emendamento, alla discussione dell'Assemblea. Il numero degli apprendisti era limitato, nel progetto Peupin. Nel suo rapporto, pure modificandola in pratica, il signor Parieu approvava questa disposizione.

La sorveglianza del garzonato era affidata nello stesso progetto

a un corpo di ispettori. Nel suo rapporto il signor Parieu respingeva questa creazione, ma proponeva che, mediante un regolamento di pubblica amministrazione, la sorveglianza fosse esercitata dai consiglieri municipali.

L'obbligo per il padrone di lasciare all'apprendista il tempo di seguire i corsi professionali figurava nel progetto Peupin. Il rapporto Parieu si limitava a stipulare che il padrone dovesse lasciare all'apprendista il tempo di seguire i corsi professionali serali. Aggiungeva che le convenzioni private, cioè il contratto, potevano completare questa disposizione nei casi speciali in cui essa fosse insufficiente.



Passerò ora all'esame delle disposizioni essenziali della legge 1851, che statuisce nella Repubblica i diritti dell'apprendista e i doveri del suo padrone.

La legge si applica agli stabilimenti industriali, ai loro padroni e ai loro apprendisti dei due sessi, ma non si applica agli stabilimenti commerciali.

Non soltanto il garzonato non è obbligatorio, ma neppure necessita un contratto scritto tra le due parti, poichè questo contratto può stipularsi semplicemente a voce. La durata del garzonato è fissata per contratto e non per legge; il giudice può ridurla; il contratto sarà sciolto, se questa durata sorpassa il tempo di garzonato consacrato dagli usi locali.

Il padrone che tiene in casa sua degli apprendisti deve avere compiuto i 21 anni; deve essere ammogliato per potervi accogliere delle giovani minorenni in qualità di apprendiste.

Le persone che hanno subito condanne infamanti o affittive non possono ricevere apprendisti; però l'autorità amministrativa può ritirare in date circostanze questa proibizione.

L'età di ammissione per gli apprendisti non è fissa. Non c'è luogo ad insistere su questo punto, trattato, unitamente alla durata del lavoro, dalla legge 2 novembre 1892; quanto riguarda l'istruzione primaria è regolato dalla legge 1882.

Il padrone deve condursi verso l'apprendista da buon padre di famiglia. Deve insegnargli progressivamente e completamente l'arte o il mestiere che è oggetto del contratto.

L'apprendista deve al suo padrone fedeltà, obbedienza e rispetto; deve aiutarlo nel suo lavoro in proporzione delle proprie attitudini e delle proprie forze.

Il periodo di prova è fissato in due mesi. In quattro casi determinati (decesso, servizio militare, condanna a più di tre mesi

di prigionie, e, per le ragazze minorenni, decesso della sposa del padrone) il contratto è sciolto di pieno diritto. In altri sei casi (mancanza alle norme del contratto, infrazione grave o abituale della legge, cattiva condotta abituale dell'apprendista, cambiamento di residenza del padrone, matrimonio dell'apprendista) il contratto può essere sciolto dal giudice.

Il Consiglio dei Proviviri — o, in mancanza di esso, il Pretore — statuisce sulle contestazioni civili relative alla legge.

Le contravvenzioni alle prescrizioni imperative stabilite negli Articoli 4, 5, 6, 9, 10 della legge, sono elevate dagli ufficiali di polizia, perseguite nel tribunale di semplice polizia e punite con un'ammenda da 5 a 16 lire. In caso di recidiva può infliggere la prigionia.

Si vede che lo spirito della legge del 1851 è completamente paterno, pieno di dolce sollecitudine per il fanciullo; ma è facile capacitarsi che essa si è occupata soprattutto — e i verbali della Assemblea non lasciano dubbio alcuno — dell'apprendista abitante sotto il tetto del padrone. Oggi questo uso è quasi tramontato, salvo in ciò che riguarda la nutrizione.

Ecco un gran progresso sociale del pari che morale, e sopra tutto igienico. Il fanciullo è sicuro di maggiori cure sotto la sorveglianza paterna.

Ma, se la legge manifesta attenzioni benevole riguardo agli apprendisti, manca totalmente delle numerose misure pratiche che troviamo nelle legislazioni tedesca, belga, svizzera; e nemmeno impone il deposito del contratto al Consiglio dei Proviviri, che nel 1851 esisteva tuttavia da quarant'anni.

Importa dunque, in primo luogo, non già di modificare la base stessa della legge 1851, ma di dotarla di misure d'applicazione, di verifica, di controllo, e delle sanzioni effettive, che mancano completamente.

Invece di proporre, ad imitazione di certe nazioni, delle disposizioni legali applicabili per tutti gli apprendisti, appare infinitamente preferibile, nelle condizioni presenti, mantenere la libertà di fare o non fare contratti di garzonati, e di mandare, in secondo luogo, che venga assicurato un minimo d'istruzione professionale — in massima e salvo eccezioni — a tutti i ragazzi al di sotto dei diciotto anni, come già è assicurato loro un minimo di istruzione primaria.

Per quanto concerne la regolamentazione propriamente detta del garzonato, si vede bene che la legge non proteggerà efficacemente, nonostante qualunque nostra decisione, se non l'apprendista provvisto d'un contratto scritto.

Queste diverse misure di applicazione possono raggrupparsi nelle cinque rubriche seguenti:

A — Libertà di fare contratti di garzonato; ma, se c'è contratto, questo deve essere scritto. — Deposito di una copia del contratto al Consiglio dei Probiviri.

B — Sorveglianza del garzonato.

C — Esame teorico-pratico. — Certificato di istruzione professionale.

D — Riduzione e limitazione del numero degli apprendisti.

E — Ritiro del diritto di avere apprendisti per un certo tempo o per sempre, e sanzione civile data alle decisioni delle Commissioni miste professionali, che regolino per la loro professione il garzonato e il numero degli apprendisti.

Il contratto di garzonato è obbligatorio in Austria, in Danimarca, in Ungheria; il contratto scritto è in vigore nelle leggi tedesche e ungheresi, nel Cantone di Ginevra e in Danimarca. La Germania e l'Austria hanno messo nella loro legge un articolo che priva il padrone del diritto di avviare apprendisti, per un certo tempo o per sempre, quando egli non rispetti gli obblighi assunti verso di loro.

Certo, la sola misura radicale da prendere, per assicurare a tutti i fanciulli un garzonato serio, sarebbe quella di rendere obbligatorio il contratto. Ma questa misura in Francia sembra troppo assoluta e trova un'opposizione invincibile da parte della maggioranza degli industriali.

È bene inteso, dunque che bisogna lasciare nella nuova legge il contratto facoltativo, ma occorre sopprimere il contratto verbale.

Il contratto di garzonato, fatto in iscritto, avrà il vantaggio di far bene definire per le due parti, padroni e padri o tutori, le condizioni nelle quali il fanciullo sarà messo al garzonato. I diritti come gli obblighi reciproci saranno ben determinati; in caso di contestazioni il Consiglio dei Probiviri potrà giudicare con conoscenza di causa.

Le contraddizioni che insorgono ad ogni istante tra il Consiglio dei Probiviri e il Tribunale di Commercio saranno evitate coi contratti verbali.

Inoltre, se vi fosse contratto, l'obbligo di farlo per iscritto permetterebbe al tribunale, incaricato di esaminare i rarissimi conflitti che potessero sorgere, di non avere che una sola maniera di giudicare, o, piuttosto, una sola giurisprudenza: applicare le prescrizioni del contratto di garzonato stabilito per legge.

L'80 070 delle organizzazioni padronali e operaie consultate sono d'accordo nel reclamare il contratto scritto. È questa, dunque, una prima misura che si impone; è assolutamente necessario dare un valore incontestabile al contratto di tirocinio, valore che esso non ha con la legge attuale, poichè i tribunali hanno dichiarato che il

contratto verbale non era un contratto, e che il fanciullo collocato per contratto verbale non era un apprendista, bensì un inserviente. La sorveglianza del garzonato dovrebbe essere affidata ai Consiglieri Proviviri.

Già la legge del 1851, coll'articolo 18, dichiara che il Consiglio dei Proviviri è competente a decidere sulle divergenze che sorgono circa l'esecuzione del contratto. Accade per conseguenza che il Consiglio deleghi uno dei suoi Membri ad esaminare nell'officina il lavoro eseguito dall'apprendista; sovente colloca perfino il ragazzo sotto il controllo e la sorveglianza di un Consigliere, quando questo ragazzo non impara il suo mestiere o, malgrado la volontà del padrone, non mostra le attitudini necessarie per divenire un buon operaio nella professione che ha abbracciato.

La rescissione del contratto di garzonato può essere pronunciata a favore della parte lesa.

Questa sorveglianza occasionale deve rendersi generale e continua per tutti gli apprendisti.

Si è obiettato che non esiste in tutte le città un Consiglio di Proviviri, ed è stata proposta una Commissione mista, di proprietari e operai, aventi la desiderata competenza per esercitare in questo caso la sorveglianza sul garzonato.

La legge del 2 novembre 1892 aveva creato delle Commissioni analoghe. Non sono state di alcuna utilità.

I desiderati presentati (e adottati) al Consiglio del Lavoro dal signor Raoul Jay e dal signor Cassan richiedono che la sorveglianza e la protezione degli apprendisti siano affidate ai Consiglieri Proviviri.

Per constatare il grado di istruzione professionale, quasi tutte le leggi straniere hanno istituito un esame, in seguito al quale e in caso di buon risultato vien conferito all'apprendista un certificato o un diploma.

Questo esame deve essere obbligatorio alla fine del garzonato. È una riforma essenziale. Noi ci attendiamo dalla sua rigida applicazione un beneficio enorme per tutte le industrie.

Questo esame permetterà di accertarsi del valore professionale dell'apprendista. Sarà la prova che il giovane ha ricevuto un insegnamento teorico-pratico sufficiente a che egli possa in futuro essere considerato come un abile operaio. Questa verifica ufficiale di capacità professionale sarà una garanzia per il padrone e, nello stesso tempo, uno stimolo per l'apprendista.

La mansione di far subire all'aspirante operaio l'esame di fine di garzonato dovrebbe essere affidata, con tutta sicurezza, al Consiglio dei Proviviri. Essi sono assolutamente indicati a ciò, sia perchè designati dai loro colleghi, sia perchè occupano un'alta situazione

industriale, sia perchè sembrano propriamente adatti a difendere gli interessi della Corporazione.

Pure può occadere che un Consiglio di Proviviri non comprenda Membri di tutti i mestieri. La cura di fare gli esami potrebbe allora essere affidata a dei Consigli del Lavoro o alle Commissioni Miste. Il Consiglio dei Proviviri potrebbe anche fare appello al concorso delle notabilità padronali ed operaie, che abbiano creato o contribuito a sviluppare le scuole professionali.

L'esame potrebbe aver luogo, a richiesta di una delle parti, al corso del garzonato.

Gli ispettori del lavoro sarebbero incaricati di accertarsi che gli articoli della legge prescriventi l'esame e il certificato d'istruzione professionale fossero osservati. La cura di reprimere le infrazioni alle disposizioni penali della legge futura sarebbe lasciata agli agenti di polizia.

La legge dovrebbe autorizzare la limitazione del numero degli apprendisti. Questione molto dibattuta. Tale provvedimento però non porterebbe pregiudizio ai padroni coscienziosi, mentre è necessario per impedire lo sfruttamento dell'adolescenza da parte di impresari che fanno una concorrenza sleale agli industriali seri, facendo eseguire a un prezzo di mano d'opera assolutamente insignificante i lavori da giovanetti di tenera età. Questa limitazione del diritto di accogliere apprendisti potrebbe essere pronunciata temporaneamente o in via definitiva.

Pur di impedire questo abuso, il Consiglio dei Proviviri dovrebbe poter limitare il numero dei ragazzi occupati in un'azienda, quando il loro numero non fosse in proporzione col numero degli operai impiegativi, o fosse evidente che essi non potessero ricevere un insegnamento proficuo.

Ciò si pratica in Germania, dove la legge stabilisce che il numero degli apprendisti possa essere limitato da un regolamento di amministrazione pubblica.

Per completare queste disposizioni, e nel caso in cui, per insufficiente sorveglianza, il padrone non adempisse gli obblighi di istruzione professionale da lui assunti, l'apprendista deve poter ottenere riparazione civile del danno che gli è causato, qualora egli non vi abbia colpa.

Tali sono le diverse modificazioni da apportarsi alla legge del 1851, che ho avuto l'onore di esporre al Consiglio Superiore del Lavoro. Questi provvedimenti non sono radicali, ma assicurerebbero al ragazzo munito di contratto una protezione meno illusoria.

D'altronde, il Parlamento francese ha accettato di prendere visione di un progetto di legge che fu presentato alla Camera dei Deputati nella seduta del 18 ottobre 1904 da Henri Michel, deputato del Dipartimento del Rodano.

Questo progetto è stato inviato allo studio della Commissione del Lavoro; è preceduto dall'esposizione dei motivi; consta di venticinque articoli ed è concepito sui dati precedenti.

La sua adozione è prossima, spero. Ma questo progetto, divenuto legge, non assicurerebbe un garzonato serio che ai ragazzi muniti di contratto. Ora, secondo le inchieste del Consiglio Superiore del Lavoro, soltanto un decimo dei ragazzi (apprendisti) ha attualmente un contratto scritto.

Restano dunque ancora da escogitare misure che possano garantire l'istruzione professionale dei ragazzi di età inferiore ai diciotto anni che lavoreranno senza contratto scritto, o, ciò che fa lo stesso, con un contratto di nolo.

Secondo il censimento professionale del 1896, il numero dei ragazzi di età inferiore ai diciotto anni occupati nell'industria o nel commercio ammonta in cifra tonda a 602.000, di cui 382.000 maschi e 220.000 femmine; in questa cifra il commercio figura per 74.000.

Vi sono dunque per lo meno 540.000 ragazzi, la cui istruzione professionale non sarebbe protetta.

Queste cifre mostrano all'evidenza che la seconda parte della questione è forse ancor più importante della prima: si tratta dell'istruzione professionale.

Vi sono già in Francia istituzioni private che si propongono di procurare al ragazzo il complemento indispensabile d'insegnamento teorico che gli manca all'officina o allo studio.

Vi sono perfino certe scuole, appartenenti allo Stato o ai Municipi, che danno insegnamento completo teorico-pratico. Lo Stato francese mantiene e sovvenziona in particolare 5 scuole d'arti e mestieri, 51 scuole pratiche di commercio e d'industria (26 per il commercio, 17 per l'industria e 8 scuole di ragazze) 4 scuole nazionali d'insegnamento professionale propriamente detto (Armentières, Nantes, Vierzon, Volrons), e una scuola nazionale d'orologeria, a Cluses. D'altro lato, la città di Parigi possiede 7 scuole professionali di ragazzi e 6, in parte professionali in parte per massale, di ragazze. Ma l'insegnamento impartito in queste scuole non corrisponde sempre ai bisogni reali dei ragazzi. I giovani che ne escono per entrare nell'industria si trovano sovente spostati e sono sempre di gran lunga inferiori, dal punto di vista pratico.

D'altronde, soltanto un numero insignificante di giovani approfitta di questi corsi.

La statistica ci dice che l'effettivo totale delle scuole professionali pubbliche si eleva a 14.214 allievi di cui 9.901 nelle scuole pratiche di commercio e d'industria, 1276 nelle scuole nazionali professionali, 3.027 nelle scuole della città di Parigi.

Nei corsi e nelle scuole private fondate dai Municipi, nelle Associazioni o Imprese particolari, si può calcolare il numero degli allievi a circa 5.000. Si giunge così a un totale di 19.000 allievi, che rappresentano solo il 3 0/10 dei giovani e delle giovinette occupate nel commercio e nell'industria.

I corsi professionali che coincidono col lavoro dello studio e del magazzino sono scarsamente frequentati.

Si contano 122 Associazioni d'insegnamento incoraggiate dal Ministero del Commercio, che tengono 3.293 corsi con circa 80.000 uditori; 56 Sindacati padronali mantengono 189 corsi per 3.000 uditori, infine 408 Sindacati operai e Borse di Lavoro provvedono a 500 corsi per 12.000 uditori.

Si ha così un totale di 4.223 corsi, seguiti da 95.000 uditori.

In base a queste cifre si constata che i corsi professionali esistenti comprendono solo un sesto dei giovani che hanno bisogno d'insegnamento tecnico. E questo, secondo il numero delle iscrizioni. Ma, in realtà, non vi sono più di 45.000 uditori, al massimo, che approfittino dell'insegnamento dei corsi.

Questa proporzione è assolutamente insignificante. Le modificazioni apportate alla legge del 1851 non potrebbero produrre che dei ben cattivi risultati, se l'insegnamento professionale obbligatorio per tutti i giovani non fosse imposto da una nuova legge.

In questo senso, o Signori, molte delle Nazioni che voi rappresentate ci hanno preceduto. La Germania, soprattutto, e particolarmente la città di Berlino hanno imposto ai giovani operai di frequentare i corsi generali o i corsi di Corporazione: contro i padroni, i genitori e gli apprendisti che non si conformano alla regola, sono sancite nei regolamenti delle pene.

Questa organizzazione può servirvi di modello; i giovani che esercitano una professione industriale e commerciale dovrebbero essere obbligati, dal giorno in cui lasciano la scuola primaria fino al loro diciottesimo anno di età, a frequentare dei corsi di perfezionamento.

Questo insegnamento teorico sarebbe impartito durante le ore di lavoro e farebbe, in certo qual modo, parte integrante del garzonato.

Gli industriali francesi sono tutti fautori dell'insegnamento professionale; pure alcuni non ammettono che possa essere obbligatorio.

Dal 1903 la Lega dell'Insegnamento aveva nominato una Commissione che incaricò M. Rocheron, Ispettore dell'Insegnamento Manuale a Parigi, e M. Baudrillard, Ispettore primario, di redigere un rapporto sull'insegnamento professionale, per presentarlo al Congresso d'Amiens.

Gli Autori del rapporto dichiaravano:

« Se la preparazione commerciale industriale è di primissima
« importanza, è forse saggezza aspettare questa preparazione
« da sforzi individuali e divisi? È forse conveniente lasciare che
« i nostri impiegati e i nostri operai attendano la buona ventura?
« Dopo essere stati sorpassati dalla Germania nel campo militare
« per mezzo di una preparazione sistematica, ordinata, scientifica,
« è forse prudente lasciarci sorpassare nel campo del lavoro?

« La Commissione ha creduto degno della Lega dell'Inse-
« gnamento, che ha nel suo passato tante campagne fruttuose,
« che essa dovesse affrontare l'opera di realizzazione per mezzo
« di sacrifici finanziari, e rendere al paese un nuovo servizio,
« proclamando la necessità di organizzare un insegnamento pro-
« fessionale obbligatorio.

« L'obbligo, nel concetto della Commissione, sarebbe imposto
« per il periodo fra i 12 e i 18 anni, durante almeno tre anni,
« ad ogni adolescente che non avesse seguito un corso comple-
« mentare o una scuola pratica agricola, industriale o commer-
« ciale o i corsi di un liceo.

« Il possesso di un certificato d'istruzione professionale di-
« spenserebbe da tale obbligo dai 16 anni in poi.

« La durata minima dei corsi sarebbe di sei mesi all'anno,
« con almeno due frequenze per settimana. Il loro programma
« mirerebbe a rassodare e completare l'insegnamento primario
« generale, ispirato all'atto pratico, e ad impartire un insegna-
« mento professionale teorico e pratico, atto a rassodare, espli-
« care e compiere il garzonato.

« I corsi sarebbero istituiti dallo Stato, dai Dipartimenti o
« dai Comuni, oppure dall'iniziativa privata, da Società, da Pa-
« tronati, da Sindacati.

« I corsi d'iniziativa privata, che potessero permettere ai
« loro uditori di soddisfare alla legge, dovrebbero essere appro-
« vati dallo Stato; in ogni caso, sovvenzionati.

« Questi corsi avrebbero luogo durante la giornata di lavoro,
« e i padroni dovrebbero lasciare ai loro apprendisti o impiegati
« il tempo necessario per frequentarli, senza diminuzione di
« paga o aumento di lavoro.

« L'insegnamento sarebbe affidato a istitutori o professori
« oppure ad altre persone riconosciute atte a impartirlo: operai
« sorveglianti, ingegneri, medici, commercianti. A queste persone,
« per consigliarle e indirizzarle, verrebbero fatte conferenze spe-
« ciali.

« Sarebbe istituito un certificato d'attitudine o professionale.

« Le spese del personale dei corsi istituiti dall'Amministrazione sarebbero sopportate dal Comune; questo potrebbe ricevere sovvenzioni dalla Provincia e dallo Stato ».

Questo rapporto, di cui vi ho dato qualche cenno, fu al Congresso d'Amiens, oggetto d'osservazioni, mosse dal signor Perrin, direttore della Scuola Nazionale Professionale di Vierzon.

Il signor Perrin riteneva che l'organizzazione di questi corsi presenterebbe grandi difficoltà.

I signori Buisson, Lenglet e Friedel opinavano che sia malagevole ottenere delle riforme efficaci da una prescrizione legale, se il progresso dei costumi non ha ancora reso necessaria la legge, e che sarebbe preferibile, prima di stabilire un insegnamento professionale obbligatorio, fare appello all'iniziativa privata.

Dopo questo scambio di vedute, il Congresso d'Amiens votò i 5 seguenti desiderati:

I. — *Che l'istruzione degli adulti (professionale, agricola, industriale, commerciale o generale) sia obbligatoria.*

II. — *Che l'insegnamento professionale sia pratico e di carattere produttivo, omogeneo all'ambiente e alle diverse professioni agricole, commerciali, industriali.*

III. — *Che questa obbligatorietà si estenda almeno a tre semestri su tre anni, nel periodo fra i 12 e i 18 anni.*

IV. — *Che questo insegnamento sia impartito di giorno, senza che ne consegua per il giovane una diminuzione di salario, o un prolungamento della giornata di lavoro o del periodo di garzonato.*

V. — *Che la Lega dell'insegnamento mantenga nel proprio ordine del giorno lo studio della questione dell'Insegnamento professionale, e promuova un'azione efficace per ottenere dalla classe padronale l'organizzazione dei corsi tecnici adatti ai bisogni locali; e che, in attesa della realizzazione di questi diversi desiderati, si faccia appello all'iniziativa privata, ai Municipi e allo Stato stesso, affinché inizino dei corsi pratici speciali nei corsi complementari, nelle scuole primarie superiori e nelle scuole pubbliche di commercio.*

Verso la stessa epoca la Federazione degli industriali e dei commercianti francesi, presieduta dal signor André Lebon, si preoccupò della questione, e il 15 marzo 1905 il signor De Ribres Cristoffe presentava egli pure un suo rapporto, degno di nota.

Dopo avere fatto la storia del garzonato e la critica del progetto di legge dell'on. Henri Michel, deputato, (progetto di cui vi parlai dianzi) l'Autore prende a considerare l'educazione professionale qual è, in relazione a quella che dovrebbe essere. Prende in esame ciò che si fa nei paesi stranieri, Germania, Austria, Dani-

marca, Ungheria, Svizzera, Norvegia, Belgio; e rileva che quasi ovunque l'insegnamento professionale è stato reso obbligatorio, con risultati eccellenti.

Passa poi ad esaminare quanto è stato fatto in Francia, e non contesta la scarsa efficacia delle nostre scuole nazionali e municipali.

Però il De Ribbes Cristoffe non è fautore, nè dell'obbligatorietà, nè dell'intervento dello Stato ad imporre l'insegnamento professionale. E conclude:

« La maggior parte dei giovani non possono più contare sul laboratorio per averci una educazione completa.

« A questa situazione, identica in tutti i paesi, si è provveduto, all'estero, con la creazione di corsi professionali, che sono largamente sovvenzionati dai Governi e dai Municipi.

« Qui, noi ci troviamo in presenza di due agenti d'insegnamento, di cui l'isolamento ha reso sterile finora l'azione: lo Stato, i cui fondi hanno trovato un impiego di scarsa efficacia in scuole troppo al di fuori dei bisogni reali; l'iniziativa privata, la quale, in assenza di risorse sufficienti, non ha potuto dare che un principio di realizzazione ai suoi programmi d'insegnamento.

« Dopo avere inaugurato le scuole della sera, che hanno una grande importanza in certi centri, le industrie sembrano d'accordo nel richiedere la creazione e l'estensione di corsi diurni, dei quali si è fatto l'esperimento anche da noi, e che soli rispondono alle generalità dei casi.

« A questo fine tutte le energie devono convergere; alla creazione e al mantenimento di questi corsi è desiderabile che lo Stato presti un aiuto efficace: i suoi incoraggiamenti, di qualunque natura, e le sue sovvenzioni regolari ne assicurerebbero la prosperità per il maggior bene generale; da tali corsi noi crediamo si debba attendere anzitutto l'annobilimento del sapere professionale, e, di riflesso, dell'industria Nazionale ».

In un banchetto annuale il Presidente della Camera Sindacale di Edilizia del Dipartimento di Loire e Cher, il signor Duneau, dichiarava al rappresentante del Governo francese che i padroni vedrebbero di buon occhio la riorganizzazione e il ristabilimento del garzonato. Il Duneau constatava che in arti molto diffuse, specialmente quelle del ferro, della pietra, del legno, dove il garzonato è di lunga durata, il lato scientifico è generalmente trascurato e ignorato. Formulava in conseguenza il voto che, uscito dalla scuola primaria, il giovane ricevesse gli elementi principali della istruzione professionale, e che per gradi ben stabiliti il lato tecnico fosse più sviluppato a misura che l'età più avvicinasse il giovane al laboratorio.

Terminava dicendosi persuaso che vi sarebbe interesse e beneficio materiale e morale a non presentare ai laboratori che dei giovani più maturi — e però più robusti e già iniziati al garzonato nella scuola — e che l'attuale ragazzo, utilizzato sopra tutto come mano d'opera, non poteva dare che un operaio ben mediocre, ciò che avveniva realmente in molti casi.

L'industria elettrica, essendo nuova e non avendo quindi nemmeno raggiunto ancora tutto il suo sviluppo, non dovrebbe ancora sentire i danni del male che deploriamo. Invece l'Assemblea Generale del Sindacato Professionale incarica due dei suoi membri, i signori Sartiaux e Poitevin, di redigere un rapporto sull'insufficienza dell'insegnamento nella professione, rapporto che nel luglio 1901 fu sottoposto all'approvazione della Camera Sindacale.

Eccone l'esordio :

« Le applicazioni dell'energia elettrica sotto tutte le sue forme sono divenute tanto svariate quanto numerose. Se il personale degli ingegneri propriamente detti ha potuto far fronte allo studio e all'esecuzione dei lavori realizzati fino ad oggi, non è accaduto lo stesso da parte del personale specialmente operaio ; non solamente il suo reclutamento ha spesso fatto difetto agli industriali, ma questi, in molti casi, non hanno trovato che dei soggetti che avevano una conoscenza imperfetta del lavoro di cui si voleva incaricarli ».

Più innanzi, esaminando le cause della scarsità degli operai, i due Relatori scrivono :

« Ciò deriva da cause molteplici e soprattutto da ciò che l'operaio elettricista, come tanti altri, non ha che la sua buona volontà e la sua voglia di lavorare per apprendere un mestiere tanto delicato quanto difficile. In realtà ci sembra che l'operaio elettricista, quale dovrebbe essere, non esista. Difatti i diversi rami dell'industria elettrica hanno bisogno di attitudini professionali, corrispondenti, per così dire, alla natura delle installazioni da eseguire.

« Tali attitudini non si acquisiscono che per mezzo di lavori pratici, vere lezioni di cose, che l'operaio abile insegna qualche volta all'operaio che lo assiste, ma limitandosi a dargli soltanto degli esempi materiali, senza accompagnarli colle informazioni teoriche, indispensabili a un buon pratico, qualunque sia la parte nella quale lavora ».

I Relatori concludevano, reclamando la creazione di una scuola di elettricità e di meccanica, di cui gli allievi dovrebbero seguire i corsi per tre anni. La maggioranza del Sindacato non accettò questa proposta e incaricò i Relatori di modificare la loro conclusione circa la durata.

L'8 marzo 1902 fu presentato un secondo rapporto, che fissava ad un anno la presenza alla scuola per i giovani che avevano fatto un garzonato, o che uscivano da una scuola professionale. Ma i Relatori non celavano ai loro colleghi la difficoltà di trovare dei giovani che avessero fatto un garzonato.

Essi dicevano:

« Voi eravate del parere che fosse desiderabile, in considerazione delle cognizioni speciali che gli elettricisti devono possedere per esercitare intelligentemente il loro mestiere, che il garzonato si facesse in scuole pratiche, e riconoscevano, dalla mancanza di una conveniente organizzazione, un decrescere assoluto nell'istruzione professionale degli operai.

« Questa difficoltà stessa di preparare degli apprendisti, dopo le cause che voi specificate nella risposta al questionario sul garzonato, si incontra pure nei laboratori di meccanica; noi persistiamo a pensare che è un'illusione sperar di trovare dei giovani che abbiano fatto un primo garzonato al laboratorio e vengano a completare la loro istruzione alla nuova scuola.

« Ci pare dunque — concludevano — che la vera soluzione consista nel prendere il ragazzo all'epoca stessa in cui questo garzonato comincia e condurlo alla scuola, dove in luogo dell'insegnamento empirico del laboratorio, troppo spesso interrotto da piccoli servizi di poco profitto per lui, egli acquisterà ogni giorno, metodicamente, le cognizioni necessarie ».

Dal canto loro i Sindacati Operai, le Federazioni di Mestiere e le Borse del Lavoro hanno cercato i mezzi pratici immediati per combattere la decadenza professionale. Per lo più hanno creato dei corsi che funzionano la sera, nei locali sindacali, dove degli uomini del mestiere, intelligenti e volenterosi, fanno parte del loro sapere e della loro esperienza ai giovani della loro professione.

In alcuni casi, là dove il numero degli apprendisti era proprio troppo elevato in ragione del numero di operai, le organizzazioni operaie (quale la Federazione del Libro) hanno cercato di arrestare questa invasione, stipulando convenzioni coi Sindacati Padronali.

Ad ogni modo le Camere Sindacali mettono i genitori in guardia contro le « fabbriche d'apprendisti », case conosciute come poco serie e tendenti a procurarsi profitti facili, impiegando i loro garzoni in ogni lavoro.



Mi sono sforzato, Signori, per mezzo di estratti di Relazioni, di rendervi i concetti e le opinioni diverse manifestatesi in Francia, in industrie totalmente differenti, in relazione alla questione generale del garzonato.

Avete così potuto constatare che i pareri degli interessati non differiscono che sul punto dell'obbligatorietà, imposta per legge a tutti i ragazzi, di seguire un insegnamento professionale. Certi industriali non accettano per principio l'intervento dello Stato nel regolare i rapporti del padrone e dell'operaio.

Per parte mia, io sono invece risolutamente fautore delle leggi di lavoro, e, dal punto di vista particolare dell'insegnamento professionale e del garzonato, penso che solo la legge severamente applicata potrà rimediare alla crisi operaia.

Vedo infatti che l'iniziativa privata si è mostrata fin qui completamente inetta a determinare il rialzamento dell'istruzione professionale, e che noi domandiamo allo Stato di intervenire soltanto e precisamente perchè le imprese private, non solamente non sono abbastanza numerose, ma per lo più incomplete e sottomesse, in ogni caso, a un controllo che non è sufficiente.

In secondo luogo, l'insegnamento professionale deve essere obbligatorio; senza tale obbligatorietà la legge stessa resterebbe vana, i nostri sforzi sarebbero sterili.

Bisogna infatti tener conto che il giovane considererà quasi sempre questo insegnamento supplementare come un sopracarico di lavoro, importuno e inutile. Non è dai giovani che bisogna attendersi grande entusiasmo per l'insegnamento professionale e per l'obbligo di seguire dei corsi fuori del laboratorio; d'altro canto, pochi genitori obbligheranno i figli e le figlie a procurarsi cognizioni teoriche, sia perchè essi stessi non si renderanno sufficiente conto dell'importanza dei corsi nell'interesse dei giovani stessi, sia, più generalmente, perchè vi rimarranno indifferenti.

L'insegnamento professionale incontrerà i medesimi ostacoli da parte delle famiglie che incontrò l'insegnamento primario, il quale fu sovente riguardato come un impedimento a che il giovinetto cominciasse più presto a guadagnare qualche soldo.

Ora importa assai che i provvedimenti presi siano di profitto alla generalità e non a una casta lavoratrice più intelligente e più riflessiva. Chiediamo il rialzamento professionale di tutti gli individui chiamati a guadagnarsi da vivere, sia nell'industria, sia nel commercio, e soltanto lo Stato è in facoltà di assicurare la creazione di corsi e di far esercitare un'attenta sorveglianza.

Il Consiglio Superiore dell'Insegnamento Tecnico, chiamato a pronunciarsi sul voto del Consiglio Superiore del Lavoro, dopo aver preso conoscenza del notevole rapporto del signor Cohendy, professore della Facoltà di Diritto all'Università di Lione, ha ammesso il principio di un insegnamento obbligatorio.

Il Congresso della Lega per l'insegnamento, appena ora finito, ha pure adottato la massima dell'insegnamento obbligatorio.

Davanti all'opinione unanime degli interessati, non è dubbio che il Governo della Repubblica francese non abbia a cuore di far accettare prossimamente dalle Camere le modificazioni della Legge del 1851 (progetto di Legge del deputato Michel) e la creazione dell'insegnamento professionale obbligatorio.

Infine, Signori, poichè noi siamo riuniti in un Congresso Internazionale per le Opere d'Educazione Popolare, queste leggi sociali che noi invochiamo e difendiamo in Francia sono destinate ad apportare a questa classe operaia, cui voi testimoniate un interesse così vivo, insieme ad una maggior garanzia del futuro per la prole, un po' più di benessere e di agio e maggior facoltà di istruirsi.

Il rialzamento del livello professionale dell'operaio è destinato a determinare allo stesso tempo un miglioramento fisico e morale. Voi, Signori, vi avrete validamente contribuito. Allorchè sarete giunti a completare l'educazione intellettuale delle masse, non saremo più lontani da un'intesa internazionale, che creerà fra tutti i popoli dei legami indissolubili di simpatia ed amicizia.

In nome della classe lavoratrice francese ringrazio i numerosi delegati che mi hanno ascoltato con tanto buon volere.

Alcune delle idee, che saranno state lanciate al Congresso Internazionale di Milano, apporteranno i loro frutti. Però soprattutto si sarà affermata una volta di più, e in modo solenne, questa solidarietà internazionale che deve permettere a tutta l'industria e al commercio mondiale di svilupparsi in ogni Nazione per il vantaggio e il benessere delle classi popolari.



L'enseignement populaire pour les agriculteurs, en France.

(Communication P. SAGOURIN).

Cet enseignement est, depuis 35 ans, l'objet de la constante sollicitude des pouvoirs publics, et plus généralement, de toutes les personnes d'initiative, soucieuses des progrès de l'instruction. Son organisation, pour récente quelle soit, en France, devient déjà complexe par le grand nombre des moyens mis en oeuvre. Pour en faciliter l'étude, nous les diviserons en trois chapitres essentiels :

- 1.^o — L'enseignement populaire aux agriculteurs adultes ;
- 2.^o — L'enseignement populaire aux agriculteurs à la caserne ;
- 3.^o — L'enseignement populaire aux femmes et aux filles des agriculteurs.

Il reste bien entendu que nous n'envisagerons nullement ici l'enseignement par l'École primaire, qui s'adresse indistinctement à tous les enfants de la campagne ou de la ville. La question fera d'ailleurs l'objet de rapports spéciaux.

I. — L'enseignement populaire aux agriculteurs adultes.

Les principaux procédés de diffusion de l'enseignement populaire aux agriculteurs adultes peuvent se classer comme suit :

A. — ENSEIGNEMENT APRÈS L'ÉCOLE, donné surtout par les Instituteurs. — Cours d'adultes, conférences populaires.

B. — ENSEIGNEMENT D'AGRICULTURE : par un personnel spécial relevant du Ministère de l'agriculture, et qui comprend :

1. — *Personnel nomade* : Professeurs départementaux et spéciaux d'Agriculture. Cet enseignement s'appuie sur les champs d'expériences et de démonstrations, les cours pratiques d'arboriculture, de greffage, les causeries, conférences et cours réguliers ;

2. — *Personnel sédentaire* : Enseignement donné dans des établissements spéciaux : fermes-écoles, écoles pratiques d'agriculture, cours ou écoles d'agriculture d'hiver, cours ou écoles de laiterie, de fromagerie, d'oenologie, etc.

C. — ENSEIGNEMENT AGRICOLE D'ORDRE GÉNÉRAL : Sociétés d'agriculture, comices, syndicats, sociétés mutuelles de crédit et d'assurance, concours agricoles et expositions. Presse agricole, bibliothèques.

Tel est le plan de l'étude sommaire qui va suivre.

✕

A. — ENSEIGNEMENT APRÈS L'ÉCOLE. — Les *Cours d'adultes* furent envisagés, au début, comme une suppléance ou un complément de l'école primaire ; ils comprenaient une division élémentaire, à l'usage des illettrés, et une division plus élevée, pour les anciens élèves, en possession du bagage de connaissances générales que contiennent les programmes de l'enseignement primaire élémentaire. Avec cette dernière division, — la plus intéressante pour les maîtres, — on cherche à donner un but spécial à l'enseignement : dictées, rédactions, problèmes ou causeries roulent plus généralement sur des sujets intéressant la profession des élèves. Dans les petites communes rurales, où les auditeurs sont à peu près exclusivement des jeunes agriculteurs de 15 à 25 ans, l'agriculture et les sciences naturelles tiennent une large place. Ces cours d'adultes sont laissés à l'initiative des communes : ils sont vite appréciés, et bien avant 1880, il en existait dans le plus grand nombre des communes de France.

Depuis 1881, la loi sur la gratuité et sur l'obligation de l'enseignement primaire a, peu à peu, modifié l'ancien état de choses. Le nombre des illettrés a diminué considérablement ; aujourd'hui, c'est à la campagne que l'enseignement primaire est le plus régulièrement reçu ; il est moins bien suivi dans les centres industriels populeux. Il s'en suit que, si l'on trouve encore quelques rares illettrés dans les jeunes conscrits de certaines régions, comme la Vendée ou la Bretagne, la moyenne en est insignifiante ou nulle, dans tout le reste de la France.

Aussi, le cours d'adultes n'a plus autant sa raison d'être ; il s'est donc transformé peu à peu. De particulier qu'il était, et réservé à quelques jeunes gens, il devient général sous la forme nouvelle des *Conférences populaires*.

C'est l'instituteur, auquel nous rendons ici un juste hommage, qui contribue avec le plus grand dévouement au succès de cette nouvelle institution. Il est secondé par des personnes instruites qu'intéresse la cause de l'enseignement populaire à la campagne.

La conférence populaire ne s'adresse plus spécialement aux jeunes gens; elle attire et intéresse à la fois, tous les habitants des communes rurales, depuis les vieillards jusqu'aux femmes et aux enfants. Des projections viennent habituellement aider les explications fournies sur le thème choisi, et ce sont autant de puissants moyens qui permettent de vulgariser les sujets les plus ardu: hygiène rurale, notions de sciences physiques ou naturelles, principes d'alimentation rationnelle du bétail, et même des connaissances d'ordre économique: productions diverses, marchés de vente, centres de consommation, des produits de l'agriculture. Il y a là un vaste champ d'action que conférenciers et auditeurs n'hésitent pas à explorer.

On peut dire qu'à l'heure actuelle, il n'est guère de commune qui n'ait déjà organisé de conférences populaires; le niveau d'instruction générale s'élève chaque année, les esprits ouverts se tiennent au courant des progrès scientifiques modernes, grâce à l'institution dont nous venons de nous occuper.

B. — L'ENSEIGNEMENT DE L'AGRICULTURE PAR UN PERSONNEL ADMINISTRATIF. — Nous ne parlerons pas ici des écoles supérieures d'agriculture, puisqu'elles sont réservées à quelques privilégiés, et forment des agronomes, des chimistes, ou des professeurs. Nous nous en tiendrons aux institutions d'ordre élémentaire, qui s'adressent directement aux petits agriculteurs, fils du peuple. Le personnel de ces institutions peut se distinguer en « *nomade* » et « *sédentaire* ».

a) *Personnel nomade*. — La loi du 19 juillet 1879 créait les *Chaires départementales d'agriculture*. Les titulaires ont, dans leurs attributions: 1.^o Un cours régulier aux élèves de l'école normale d'instituteurs qui deviennent ensuite, dans les campagnes, les propagateurs de cet enseignement agricole; 2.^o Une série de conférences dans les communes rurales de leur département; 3.^o Une correspondance suivie avec les agriculteurs, auxquels doivent être fournis tous les renseignements utiles pour l'exercice de leur profession.

Ces professeurs ne tardèrent pas à être très appréciés des populations rurales, en raison des services nombreux qu'ils rendirent: la reconstitution du vignoble phylloxéré, le traitement des maladies des plantes cultivées, la connaissance exacte et la mode d'emploi des engrais chimiques leur fournirent autant de questions d'actualité. En outre, les champs d'expériences et de démonstration, les

cours ou exercices pratiques de greffage mettent fréquemment en relations ce nouveau personnel de l'administration et les agriculteurs.

Les attributions des professeurs départementaux ne tardant pas à être augmentées, et les besoins des agriculteurs allant sans cesse grandissant, M. le Ministre de l'Agriculture résolut de tenter, par simple décret, la création des *Chaires spéciales d'agriculture*.

Aujourd'hui, chaque département est pourvu, conformément à la loi, d'une Chaire départementale d'agriculture; quant aux Chaires spéciales, il en existe environ 150 pour la France entière. La circonscription territoriale de ces derniers est, le plus souvent, limitée à l'arrondissement; pourtant, il y a de nombreuses exceptions, et tous les arrondissements n'en sont pas encore pourvus, bien que presque tous en réclament.

Ces professeurs spéciaux ont, dans leurs attributions régulières: 1. ° Un cours régulier d'agriculture, dans un établissement d'enseignement secondaire ou primaire; 2. ° Une série de conférences qui peuvent avoir lieu, soit dans autant de communes distinctes, soit dans la même commune pendant tout un hiver, afin de former un cours complet et suivi. Cet enseignement est de plus en plus apprécié par les petits agriculteurs auxquels il est particulièrement destiné.

b) *Personnel sédentaire*. — Les *Fermes-écoles* existaient, en France, assez nombreuses, vers 1870 (il y en avait 60 environ); la loi de 1875 tendit à leur substituer les écoles pratiques d'agriculture, dont les programmes s'harmonisent mieux avec les progrès de notre époque, et répondent bien aux besoins des futurs agriculteurs. On compte actuellement, en France, 42 écoles pratiques d'agriculture, alors qu'il ne subsiste que 12 fermes-écoles. L'attribution, par l'État et les Départements, de nombreuses bourses de séjour en rendent l'accès facile à tous les fils d'agriculteurs, riches ou pauvres.

Ces institutions, bien que réservées encore à un trop petit nombre d'élèves, jouent un rôle appréciable dans la diffusion des connaissances générales, dans la masse des agriculteurs. C'est à ce titre seulement que nous avons tenu à en parler ici, mais nous n'étudierons ni leur organisation, ni leur mode de fonctionnement.

L'enseignement populaire est encore propagé depuis quelques années, et d'une manière très heureuse, par les *Cours ou Ecoles d'agriculture d'hiver*. Ne pas priver les parents du secours de leurs enfants, pendant la belle saison, et faire profiter de l'enseignement dispensé par ces cours, des jeunes gens assez âgés pour assimiler toutes les matières du programme, telle a été l'idée qui a motivé leur création.

Tantôt, l'école a pour objet les programmes généraux d'enseignement agricole; tantôt elle se borne à un chapitre spécial: laiterie, fromagerie, vannerie, magnanerie. Ou bien l'école est organisée en un point déterminé et ce sont les élèves qui se déplacent pour suivre les cours, à titre d'internes ou d'externes; ou bien, c'est l'école qui se transporte, (maîtres et matériel), de village en village, afin de se mettre à la disposition de tous, à tour de rôle. L'école séjourne ainsi pendant une période égale dans chacune des localités où elle s'est installée, et elle recommence un même enseignement à la fois théorique et pratique, surtout pratique. Dans ce dernier cas on obtient le *Cours temporaire*.

Les *Écoles d'agriculture d'hiver* sont de création récente, en France; les premières datent de 1900 seulement. Depuis lors, il s'en est créé chaque année; elles fonctionnent: soit au moyen de subventions de l'État et du Département, comme à Troyes (Aube), et à Besançon (Doubs); parfois même, aux frais d'une ville, comme à Wassy et Joinville (Haute-Marne), ou d'une Société d'agriculture, comme à Lunéville (Meurthe-et-Moselle).

Ces écoles sont bien suivies; elles réunissent, en moyenne, 15 à 20 élèves par division; les cours durent du 15 novembre au 15 mars, et le programme complet exige deux hivers, soit deux périodes de 4 mois chacune. Le minimum d'âge est fixé à 15 ans; il n'est pas fixé de maximum, et des hommes de 30 ans et plus les suivent avec grand profit.

Des *Cours temporaires* de laiterie ont fonctionné avec succès depuis plusieurs années, dans les Vosges, le Nord. Il faut signaler dans le même ordre d'idées, les fruiteries écoles, comme il en existe, dans les montagnes des Alpes et du Jura, qui ont pour but de former des chefs fromagers expérimentés, en même temps que d'initier les fils d'agriculteurs à la connaissance précise du lait et à la fabrication rationnelle des produits dérivés. Enfin, un certain nombre de stations agronomiques ou oenologiques, situées au centre des régions viticoles, comme en Bourgogne, organisent chaque année, des cours temporaires, pour l'étude de la vinification et le traitement des vins. Ces cours s'adressent à tous les viticulteurs, en général; ils donnent un enseignement élémentaire et pratique.

C. — L'ENSEIGNEMENT POPULAIRE AGRICOLE D'ORDRE GÉNÉRAL.
— Sous cette rubrique, il convient de citer un certain nombre d'institutions qui, sans avoir comme but essentiel la diffusion des connaissances nouvelles aux agriculteurs, n'en rendent pas moins les plus grands services à ce titre.

Les *Sociétés d'agriculture*, ou *Comices*, ont toutes en vue la propagation de l'enseignement populaire; brochures de vulgarisation, réunions, conférences, excursions collectives, expériences, sont les moyens ordinaires auxquels elles s'adressent couramment.

Les *Concours agricoles*, organisés par ces groupements, constituent, eux mêmes, d'utiles leçons des choses, très profitables à l'ensemble des travailleurs des campagnes.

D'un autre côté, la *Mutualité* a fait, en France, les plus grands progrès, depuis quelques années. La loi de 1884 sur les *Syndicats professionnels* a favorisé l'éclosion de nombreux Syndicats agricoles, qui sont autant de centres de propagande et de diffusion d'un enseignement par les faits, s'appuyant sur des exemples tangibles. Leur rôle a été considérable depuis 20 ans, au point de vue qui nous occupe ici, de la dissémination des notions scientifiques utiles aux agriculteurs. Il en est de même des autres sociétés mutuelles : *Caisses de crédit*, *Caisses locales d'assurances mutuelles* contre la mortalité du bétail ou les risques de l'incendie. L'état de prospérité du plus grand nombre de ces sociétés nouvelles est à la fois la cause de l'élévation du niveau général d'instruction des agriculteurs, et la preuve de son extension rapide.

Enfin, parmi les facteurs essentiels de propagation de l'enseignement, chez la masse des agriculteurs, il faut rendre hommage à la *Presse* de toute nature, et surtout à la *Presse agricole*. Aujourd'hui les publications sont nombreuses et variées, en même temps que très soigneusement rédigées et d'un prix peu élevé. L'agriculteur sent, de plus en plus, le besoin de lire, afin de réagir contre l'isolement dans lequel il vivait autrefois à la campagne. Il s'abonne volontiers à quelques publications périodiques, lui donnant d'utiles conseils pour l'exercice de sa profession. Ainsi pénètrent partout les notions nouvelles qui élèvent, avec le degré d'instruction générale, le niveau social de nos populations agricoles.

Dans le même ordre d'idées, on doit encore signaler la création des *Bibliothèques*, qui sont de plus en plus fréquentées par des lecteurs assidus. Que la bibliothèque soit Municipale, scolaire, populaire ou agricole, selon qu'elle a eu pour premiers initiateurs la Commune, une société civile ou un syndicat agricole, elle n'en aboutit pas moins au but qui nous occupe.

Enfin, il n'est pas jusqu'au perfectionnement des *Voies de communication* qui ne mérite d'être signalé pour les services qu'il rend dans la propagation de l'enseignement général. Si les voyages « forment la jeunesse », ils instruisent aussi les adultes, qui, s'ils n'ont plus à leur disposition une mémoire aussi facile, observent avec bon sens, et retiennent beaucoup de souvenirs, grâce à la précision du raisonnement qu'ils mettent en oeuvre, dans les intéressantes comparaisons que provoquent les voyages. — Autant de moyens généraux de s'instruire n'existaient pas à la disposition de nos ancêtres, nous aurions donc tort de les méconnaître.

II. — L'enseignement populaire pour les agriculteurs, à la caserne.

Depuis fort longtemps déjà, des chefs de corps avaient eu l'idée d'utiliser les longues soirées d'hiver, pour les jeunes soldats, par des cours d'enseignement primaire. Cette école de la caserne fut d'abord réservée aux illettrés. On voulut mieux faire ensuite: afin de chercher à enrayer l'abandon des campagnes, dont on accuse le régiment d'être la principale cause, on songea à entretenir les jeunes agriculteurs dans le goût de leur profession. Le 28 avril 1902, M. le Ministre de la Guerre engageait, par la voie d'une circulaire, MM. les Chefs de Corps à étudier l'organisation de conférences agricoles à la caserne, surtout dans les villes de garnison qui recrutent plus particulièrement au sein des masses rurales. L'idée fit son chemin; les professeurs départementaux et spéciaux d'agriculture furent presque partout mis à contribution; ils s'en acquittent d'ailleurs avec dévouement. Afin de régulariser et de compléter cette oeuvre nouvelle, une Société se constitua, à Paris, en 1905, en vue de rechercher des conférenciers pour les villes qui n'en avaient pas encore, et de préparer des sujets de conférences ou des collections de vues pour projections se rapportant aux sujets traités.

Une nouvelle circulaire de M. le Ministre de la Guerre, en date du 28 juillet 1906, fait entrevoir la possibilité d'arriver, de la même manière, à l'enseignement professionnel pour tous les soldats en général. Cette circulaire signale le succès de conférences agricoles, et demande que celles-ci soient complétées, quand c'est possible, par des promenades ou excursions instructives, ainsi que par des visites aux Concours ou Expositions.

C'est, comme on le voit, le début de la mise en oeuvre d'une idée féconde. Au lieu d'abandonner souvent le jeune soldat au désœuvrement, après les heures de travail consacrées au métier des armes, ils s'agit d'en profiter pour lui faire suivre des cours ou conférences très variés, sur des sujets intéressant sa profession. Au lieu d'oublier celle-ci, ou de se laisser séduire par le miroitement de la grande ville qui l'attire, le jeune agriculteur quittera le régiment avec le secret désir de retourner chez lui mettre en pratique les connaissances nouvelles qu'il vient d'acquérir. C'est tout un horizon nouveau qui s'ouvre à lui pour exercer sa sagacité; et l'idée qu'il peut, par les multiples ressources qu'on lui a appris à connaître, se créer une situation indépendante, lui communique un courage nouveau, suffisant bien souvent pour assurer le succès de son entreprise.

Si l'institution des cours et conférences à la caserne est trop récente pour qu'on puisse affirmer, dès à présent, quels en seront

les avantages, on ne peut qu'y voir une innovation intéressante à suivre.

III. — L'enseignement populaire aux femmes et aux filles des agriculteurs.

L'enseignement populaire ne doit pas s'adresser seulement aux hommes. Il est aussi indispensable aux femmes. Au point de vue agricole, c'est à la femme que revient la charge ou la surveillance de la cuisine, du ménage, de la traite des vaches, de la laiterie et de la fromagerie. Il est donc nécessaire de faire marcher de pair l'enseignement populaire pour l'agriculteur et celui destiné à sa compagne qui doit le seconder utilement dans tous ses travaux, et qui devrait même raisonner avec lui sur l'opportunité d'effectuer tel ou tel travail dans l'exploitation.

Cette question commence à être bien comprise aujourd'hui, en France, mais elle est loin encore d'avoir accompli tous les progrès désirables. A côté des cours d'adultes pour jeunes gens, on a créé d'autres *Cours pour jeunes filles* ; on y étudie des notions de cuisine, de couture, d'économie rurale, jointes aux principes d'enseignement général. Nous possédons déjà plusieurs *Écoles permanentes*, ainsi que des *Cours temporaires*, en France, notamment dans la Bretagne (Finistère et Ille-et-Vilaine), dans la Haute-Loire, etc.. pour ce qui concerne les écoles. Les Vosges, le Cantal et le Nord ont organisé récemment des cours temporaires de laiterie, à l'usage des jeunes filles ou même des dames d'agriculteurs. Ces derniers cours ont lieu à tour de rôle, dans chacune des Communes qui en a fait la demande, et qui après avoir trouvé un nombre minimum d'élèves disposées à suivre les cours, s'engage à payer quelques légers frais d'installation ou de déplacement pour le matériel de l'école. — Quant aux maîtres ou maîtresses qui sont chargés de l'enseignement, de la direction technique et pratique de l'école, ils sont rétribués habituellement sur les fonds départementaux.

Pour rudimentaires que soient jusqu'ici ces dernières institutions, elles n'en sont pas moins très intéressantes et méritent la plus grande sollicitude des personnes d'initiative.



En résumé, nous voyons que les institutions qui, en France, poursuivent le développement populaire en faveur des agriculteurs, sont nombreuses et variées. S'il reste à réaliser des questions de mise au point, de généralisation pour certaines d'entre elles qui sont de création récente encore, on peut dire que les efforts des pouvoirs publics et ceux, — plus nombreux, — dus à l'initiative privée se rencontrent sur le terrain d'entente que constitue, pour tous, le besoin d'atteindre, par l'instruction, l'émancipation sociale du travailleur des champs.



L'enseignement agricole en Hollande.

(Rapport C. M. SOUTERS).

L'enseignement d'agriculture ne se donne pas dans nos écoles primaires. En voici les raisons :

1. On est d'avis que l'école primaire ne doit enseigner que ce qui intéresse fort tous les rangs du peuple.

2. Les sciences auxiliaires de l'agriculture : chimie, physique etc. sont trop difficiles pour des enfants.

3. Pour que l'enseignement professionnel profite aux élèves il faut des observations directes et des expériences pratiques. Et pour cela le temps manque, à l'école.

L'enseignement d'agriculture se donne :

I. Dans les établissements d'agriculture, d'horticulture et d'arboriculture de l'État à Wageningen.

II. a. Dans les écoles d'agriculture à Groningen, Goes, Sittard, Schagen, Dordrecht et Leeuwarden.

b. Dans les écoles d'horticulture à Naaldwijk, Aalsmeer, Tiel et Boskoop.

Ces cours ne se donnent que pendant l'hiver.

III. Dans les cours d'hiver (150 pour l'agriculture et 25 pour l'horticulture).

I.

Il y a à Wageningen deux établissements de l'État pour l'enseignement agricole :

A. L'école supérieure d'agriculture, horticulture et arboriculture; et

B. L'école d'agriculture.

Ces institutions sont absolument indépendantes l'une de l'autre et chacune d'elles a sa direction propre.

A.

L'école supérieure d'agriculture, horticulture et arboriculture est destinée à former des agriculteurs, des horticulteurs et des forestiers instruits pour la Hollande et ses colonies, ainsi que des professeurs. C'est une école moyenne; les Allemands la nommeraient *Hochschule*. L'étude y est libre; c'est à dire, pour être admis aux examens on n'a pas besoin d'avoir suivi les cours à l'école. La durée des études est de trois ans et comprend l'agriculture, l'horticulture, l'arboriculture, les mathématiques, les sciences naturelles, l'économie politique et sociale, l'ethnologie et les langues javanaise et malaise (les deux principales langues des colonies de la Hollande). En outre on peut continuer l'étude encore pendant une quatrième année. Des cours spéciaux se donnent sur des sujets se rapportant à l'enseignement ordinaire.

Institutions annexes de l'école.

1. Exposition permanente d'instruments agricoles et de modèles de bâtiments agricoles.
2. Institut pour la phytopathologie.
3. Laboratoire sucrier.

La première a pour but de donner des renseignements aux cultivateurs sur l'achat d'instruments et d'outils et pour leur en apprendre l'emploi; de faire des expériences sur le domaine de la mécanique agricole; de donner des conseils aux cultivateurs ou à leurs associations sur la fondation et la reconstruction de bâtiments nécessaires à l'agriculture.

L'Institut de Phytopathologie fait des expériences sur les maladies des plantes et cherche les moyens de les combattre.

Le Laboratoire Sucrier fait partie de l'institution d'enseignement et est destiné à l'étude spéciale de la chimie et à la technologie de la fabrication du sucre.

On n'admet à l'examen que ceux qui ont le diplôme d'une école moyenne de cinq ans ou du gymnase, à condition qu'ils aient suivi le cours pendant une année au moins.

B.

L'école d'agriculture de l'État est destinée à donner aux futurs cultivateurs les connaissances et le développement indispen-

sables à l'agriculture pratique. Ceux qui veulent exercer plus tard la cultivation dans les colonies et qui doivent se contenter d'études moins approfondies que celles que donne l'école supérieure peuvent suivre un cours d'une année, appelé *cours indien*. C'est une école moyenne à quatre classes : une classe préparatoire, la première et la seconde classe et la classe indienne. L'enseignement comprend les mathématiques, l'arpentage, le nivellement, la physique et la chimie, la botanique et la zoologie, la géographie et l'économie politique et sociale, l'organisation politique, le hollandais, l'allemand, le français, l'anglais, le dessin, la gymnastique, la cultivation des champs et des prés, la zootechnie, la fabrication du beurre et du fromage, l'économie rurale. L'enseignement d'horticulture et d'arboriculture n'est nullement complet et ne comprend qu'un peu de pratique.

Outre les sciences naturelles on enseigne dans la classe indienne les cultures tropicales, le javanais et le malais, l'organisation politique et la géographie des Indes.

L'enseignement est surtout pratique, tandis qu'on n'oublie jamais le développement de l'esprit.

Le cours est de deux années pour ceux qui ne sont pas destinés à pratiquer l'agriculture dans les colonies. La plupart des élèves suivent pourtant aussi la classe préparatoire. On peut considérer ce cours de deux ans comme une préparation pour la classe indienne. L'école d'agriculture de l'État dans sa forme actuelle est pour ainsi dire une école moyenne pour ceux qui veulent pratiquer l'agriculture dans la métropole ou les colonies.

Pour être admis comme élèves à l'enseignement complet il faut que les candidats subissent un concours d'admission. Pour la classe préparatoire l'examen comprend : le calcul, l'algèbre, les mathématiques, le hollandais, la géographie, l'histoire et — pour ceux qui désirent suivre le cours de français à l'école — la langue française. Pour être admis à la première classe les candidats doivent savoir ce qui est enseigné dans la classe préparatoire.

II.

Les Écoles d'hiver.

Cet enseignement a pour but de faciliter aux futurs cultivateurs et horticulteurs, l'acquisition des connaissances théoriques nécessaires à leur métier. L'enseignement est surtout professionnel. On tiendra compte des besoins locaux. Les leçons se donnent pendant deux hivers de suite.

On n'admet que ceux qui ont l'âge de 16 ans et qui prouvent par un examen officiel d'avoir des connaissances suffisantes pour suivre les leçons.

Voici le programme du concours d'admission :

1. Les quatre règles fondamentales avec les nombres et les fractions

2. Le système métrique.

3. La solution raisonnée de quelques problèmes simples.

4. Un exercice assez simple dans la langue hollandaise.

5. Une diotée, sans fautes trop graves.

6. La lecture à haute voix.

Pour être admis il faut avoir été préalablement quelque temps dans la pratique.

Voici un tableau des leçons d'un cours d'hiver à *Schagen*.

	Branches	Heures par semaine	
		Cl. I.	Cl. II.
a.	La terre, son amélioration etc.	2	2
b.	La connaissance du métier	1	1
c.	La tenue des livres	0	1
d.	L'alimentation du bétail	1	2
e.	L'engraissement	0	2
f.	La fabrication du beurre et du fromage .	2 (1)	2 (1)
g.	La chimie	4	2
h.	La zoologie	2	1
i.	La botanique	2	1
j.	La culture des plantes	2	2
k.	" " " légumes	1	1
l.	La physique	2	2
m.	La sélection et la culture des arbres fruitiers	1	1
n.	La connaissances des espèces	2	8
o.	La zootechnie	0	1
p.	L'hygiène	2	1
q.	Le hollandais	2	1
r.	Le calcul	2	2
		28	28

(1) Le samedi les élèves peuvent à tour de rôle analyser quelques échantillons de lait, au commencement sous la direction du professeur. Parce qu'on tient compte des besoins de la contrée où l'école est située, les tables de matières ne sont pas tout à fait identiques. Ainsi dans certains cours on n'enseigne pas la culture des légumes ni celle des fruits et dans d'autres on ne s'occupe pas de la zootechnie ou de la fabrication du beurre et du fromage, tandis que dans quelques écoles on enseigne une ou plusieurs langues étrangères.

III.

Les cours d'hiver.

L'enseignement comprend :

I. Les éléments des sciences physiques et naturelles en tant qu'ils se rapportent à l'agriculture et à l'horticulture.

II. Les éléments de l'agriculture et de la zootechnie, tout en tenant compte des besoins locaux.

Le cours est de deux ans au moins. L'enseignement se donne autant que possible dans le semestre d'hiver et de manière que chaque classe ait au moins six heures de leçons par semaine. Aux mois d'été on peut donner aussi quelques leçons.

Pour être admis il faut avoir 15 ans et faire preuve d'avoir suivi avec profit l'enseignement primaire.

L'enseignement dans les cours d'agriculture comprend : la physique, la chimie, la culture des plantes, la zootechnie, la terre et son amélioration, l'engraisement, la fabrication du beurre et du fromage.

Le programme des cours d'horticulture ne comporte ni zootechnie, ni étude de la fabrication du beurre et du fromage, mais des notions sur la culture des fruits, des légumes, des fleurs, et l'arboriculture.

En outre il existe encore des écoles et des cours spéciaux d'hippologie, de fromagerie, d'élève des volailles, d'apiculture, de pomologie etc. Dans notre pays il n'existe pas d'enseignement supérieur d'agriculture proprement dit, quoique celui qui se donne à Wageningen y ressemble beaucoup, vu le programme du concours d'admission et la manière dont l'enseignement est donné.

L'enseignement d'agriculture n'est réglé par la loi qu'à Wageningen. La plupart des écoles et des cours d'hiver ont été établis par des sociétés de cultivateurs ou des particuliers. Le Gouvernement donne le plus souvent des subventions.



L'instruction pratique pour les agriculteurs en Italie.

(Rapport Doct. MAXIME SAMOGGIA).

Les Sociétés et Académies agraires d'abord, et ensuite (toujours en suivant l'ordre historique) les Comices et les Unions agricoles, les Écoles supérieures, pratiques et spéciales d'agriculture, les Chaires ambulantes d'agriculture, les Syndicats et Unions coopératives, comme aussi quelques Administrations privées, quelques Maisons de Commerce, quelques Sociétés, quelques Comités etc., ont organisé pour les cultivateurs de la terre des cours pratiques et théorico-pratiques d'une durée qui varie entre quelques jours et quelques mois et consistant à discuter un ou plusieurs arguments de l'agriculture elle-même, ou des industries qui y sont annexées ou qui en dérivent.

Ils sont assez connus et d'une durée assez considérable : les cours de *sériciculture* et de *culture du ver-à-soie* qui se donnent, pour hommes et pour femmes, au Siège Royal de sériciculture de Padoue; les cours pour hommes seuls, qui se tiennent *sur la fabrication des fromages* à Lodi (Siège Royal des fruiteries), à Orzivecchi (École Royale Pastori), à Sassari (École Royale Pratique) et ailleurs; les cours de *taille* et de *greffe* de la vigne, des arbres fruitiers, de l'olivier, du mûrier (dans presque toutes les 24 Écoles agraires pratiques du Royaume et dans la presque généralité des 80 et quelques Chaires ambulantes d'agriculture; les cours sur les *vignes américaines*, le *phylloxera* et sur les *moyens les meilleurs pour effectuer la reconstitution des vignobles détruits* (Écoles de culture de fruits, Écoles de viticulture, Pépinières royales, Unions

volontaires et obligatoires contre le phylloxera, etc.); les cours de *pomologie*; ceux sur *l'usage et l'emploi des machines agricoles* (pour la lutte contre les parasites des plantes, pour le travail, la préparation et l'ensemencement des terres, pour la récolte, pour la première manipulation des produits, etc., etc.); les cours d'*apiculture*; les cours sur *l'hydraulique rurale pratique* (colmatage des montagnes, système de conduites d'eau, égouts, barrages, etc.); les cours sur les *nouveautés horticoles ou agraires*; les cours de *zootechnie* et d'*hygiène du bétail*, et enfin les cours de *coopération rurale*, de *comptabilité de la ferme*, etc., etc.

Afin de fournir aux cultivateurs des notions précises et claires sur les principes scientifiques de l'agriculture, on tenta, il y a quelques années, la création des *champs scolaires*, pour l'enseignement rudimentaire de l'agriculture aux enfants. Mais l'expérience dut être abandonnée par suite du peu de préparation pratique des maîtres et du manque absolu des moyens nécessaires et d'un milieu apte à en assurer le succès.

Quant aux cours, tant du jour, que du soir, ou du dimanche, cours en 10-15 ou 30 leçons sur les principales pratiques agraires, que l'on donne, ou bien dans les villages les plus importants (c'est alors surtout l'oeuvre des Chaires ambulantes) ou bien dans les Fermes-modèles, ou dans les Écoles d'agriculture (c'est alors l'oeuvre des Écoles elles-mêmes) ils ont donné des résultats beaucoup meilleurs.

Les cultivateurs et ouvriers agricoles, sans distinction ni restriction d'aucune sorte (âge, condition, provenance, etc.), ont presque toujours droit à la fréquentation de tous ces cours. Personne n'a à payer de taxe d'admission, de fréquentation ou d'examen. Tous ces cours décernent des attestations ou des certificats de fréquentation, et même ils décernent des certificats de capacité et d'habileté, et confèrent souvent des récompenses en livres, en objets, en outils ou machines, en argent.

Dans certains cas, on accorde des subsides aux premiers inscrits ou aux plus pauvres (Écoles pratiques, etc.); dans certains autres, on paie le voyage et on accorde une indemnité par jour à ceux qui viennent de très loin. (Chaires ambulantes de Parme et autres). Si l'on fait des visites, des excursions, des déplacements (et l'on en fait presque toujours), les frais qui en résultent sont en grande partie à charge du corps qui les projette.

Les résultats que l'on a obtenus, dans quelques campagnes surtout, ont été très importants.

Les blâmes que l'on peut adresser à ces cours d'enseignement professionnel sont les suivants:

a) leur limitation à un trop petit nombre d'endroits relativement aux grands besoins de nos campagnes;

- b) le manque d'une instruction primaire et rudimentaire à l'école et la grande plaie de l'analphabétisme parmi les adultes;
- c) le manque de coordination et d'un plan général pour ces enseignements et pour tous les pays;
- d) la limitation trop grande des subsides et indemnités, limitation qui réduit les assistants à un trop petit nombre et les empêche d'être assidus.

x

La « Société Humanitaire » qui a déjà tant de mérites pour les initiatives géniales, bienfaisantes et variées qu'elle a prises et prend chaque jour, devrait proposer un large essai qui, une fois réussi, pourrait donner lieu à la création d'une Institution (autant que possible gouvernementale et syndicale) dédiée à *l'enseignement professionnel des cultivateurs de la terre*.

L'essai que nous proposons de faire sur une large échelle, devrait avoir son champ d'action dans la province de Milan qui, comme on le sait, présente les conditions les plus variées tant au point de vue agronomique qu'économique et social.

Les points de repère pour l'essai devraient être:

1.° s'adresser de préférence à des cultivateurs membres de sociétés, à des cultivateurs qui sentent, outre sa valeur économique, toute la valeur sociale de l'instruction et qui aient au moins atteint l'âge de 15 ans;

2.° développer, en plusieurs années, un programme tout entier, qui irait des notions scientifiques premières et élémentaires jusqu'aux pratiques les plus importantes pour le Milanais (soins des plantations d'arbres, des étables, usage des machines, nivellements et irrigations etc.);

3.° combattre l'ignorance en même temps qu'on donnerait l'enseignement professionnel, car il faut tenir compte que la technique et la pratique ont bien peu de valeur, quand on ne sait ni lire ni écrire;

4.° veiller à ce que, pour les paysans qui montreront les meilleures aptitudes, il y ait possibilité de fréquenter des instituts spéciaux, ou qu'il y ait des bourses ou subsides de voyages, visites etc.;

5.° confier l'enseignement à des personnes habiles et vraiment dévouées à leur travail et à la mission qu'elles auront à remplir;

6.° choisir, endroit par endroit et cours par cours, les saisons et les journées les plus propices;

7.° subsidier indistinctement, d'une façon raisonnable, tous ceux qui fréquentent les cours; récompenser les meilleurs, les plus

actifs et décerner des attestations à ceux qui auront démontré d'avoir le mieux profité de l'enseignement ;

8.° tendre à la formation d'une Institution Centrale (ferme-école, ferme-modèle ou analogues) auprès de laquelle on trouverait des collections, des modèles, etc., et auprès de laquelle, avec la coopération et l'aide des meilleurs élèves des cours, on pourrait faire des essais, des études et des recherches. A ces élèves naturellement on accorderait, à plus forte raison, des récompenses et des subsides ;

9.° former par des écrits clairs, pratiques, illustrés, bien adaptés à l'intelligence de nos paysans et vraiment inspirés des besoins de l'ambiance, une série de petits fascicules qu'il faudra, par tous les moyens possibles, répandre dans les campagnes. Une feuille périodique, hebdomadaire ou bi-mensuelle, populaire, à la portée de tous, compléterait cette oeuvre d'instruction au moyen de la presse ;

10.° organiser des concours, expositions spéciales ou générales etc., entre ceux des paysans qui ont fréquenté les cours en tout ou en partie, en décernant des récompenses d'importance et de nature diverses.



De l'importance de l'enseignement d'habileté manuelle.

(Rapport SIGMUND KRAUS).

Pendant plusieurs siècles l'enseignement a consisté simplement à énoncer les vérités en pleine chair et à les faire répéter. On croit pratiquer suffisamment les règles de Comenius et de Pestalozzi sur la nécessité d'accompagner l'instruction de la connaissance visible des objets, en apportant dans l'école, en figurations graphiques, les jardins, les champs, la montagne, le printemps, l'été, le paysan et l'ouvrier.

Seulement à présent on affirme, toujours plus haut, la nécessité d'instruire les enfants par l'expérience plutôt que par la démonstration. L'affirmation faite de divers côtés et appuyée par l'observation du développement mental de l'enfant — que les phases de l'évolution psychique se répètent en lui, a induit à exiger qu'il parcoure le chemin que l'humanité a parcouru dans le développement social. Spécialement l'américain John Dewey a soutenu cette idée de nos jours. L'enfant doit imaginer de lui — même le tissage, il doit savoir construire un foyer ; avec une pierre à fusil obtenir le feu ; élever une tente ; construire une cabane ; inventer de nouveau ce que nos aïeux ont imaginé. Mais toutes ces choses sont rêves d'avenir, irréalisables dans l'enceinte de l'arrangement social d'aujourd'hui, où la très grande majorité du peuple est admise pour peu d'années à un développement intellectuel prédéterminé, et où trop souvent on considère l'enfant seulement comme un facteur économique. Il viendra un temps où l'égalité politique de tous les citoyens, unie au droit reconnu d'une égale mesure d'instruction

pour chaque enfant, formera la base du progrès de la culture intellectuelle; une époque, où la société sacrifiera plus de temps qu'aujourd'hui au développement d'évolution de ses fils.

Pourtant, dans notre organisation scolaire actuelle, des semences de développement futur sont déjà éparses. Une de ces semences de développement est, à mon avis, l'enseignement des travaux manuels. Il a été cultivé, jusqu'à présent, très rarement et de façon secondaire, même dans les pays où l'importance en est déjà reconnue; et il est rarement considéré dans ses rapports avec l'enseignement général. Une telle application du travail manuel fournit, tout au plus, des modèles pour l'enseignement géométrique et les appareils de physique. Au contraire, le travail manuel peut être introduit en de bien différentes manières, même dans les principes de l'école populaire. Dans notre enseignement de lecture, la parole « nid » est une des premières. On indique à l'enfant un nid d'oiseau, il lui est montré une figure, dont on lui fait, peut-être, faire une copie; mais dans les écoles publiques on ne lui fait pas faire une imitation naturelle en argile ou en terre glaise. Au contraire, le lui faire modeler est le seul moyen de se rendre compte si l'enfant a ou n'a pas observé le nid. Il peut savoir décrire un nid exactement sans être cependant capable d'en reproduire la simple forme.

L'enseignement du travail manuel ne peut être mis en rapport intime avec l'enseignement général, s'il ne lui est accordé qu'environ deux heures par semaine. Aux exercices de langue, d'écriture, de dessin, doivent être joints ceux du travail manuel, qui enseigneront à imiter matériellement et avec des éléments variés, et qui seront un moyen d'exprimer l'intensité de la vie représentative chez l'enfant. Partant de ces idées, on ne peut à aucun degré de l'enseignement se contenter de la manipulation d'une seule matière première. Je crois, par exemple, que dans les écoles élémentaires on pourrait généralement suppléer à ce besoin avec l'emploi de la terre glaise et de petites branches (bois naturel). L'enfant, de même que, si on lui donne en main un crayon et du papier, commence à dessiner, commencerait aussi à modeler en terre glaise différents objets. A cette libre activité des facultés il faut donner un espace matériel et du temps en quantité suffisante.

Il est aisé de faire reproduire — en se servant de matières premières simples — des sphères, des cylindres, des prismes, des cubes, des objets d'usage quotidien. En faisant appel à la fantaisie des enfants, le maître peut être instruit sur l'individualité de chacun.

Ainsi, par exemple, le devoir imposé à des enfants de l'âge de six à huit ans, de modeler un chien, donna le résultat suivant: tous se mirent à modeler avec un admirable empressement. On

leur demanda quelle espèce de chien ils modelaient: l'un répondit un *basset*; un autre, un *levrier*; un troisième, un *chien de garde*; un quatrième *Fylax*, le *chien que nous avons à la campagne*; un cinquième, un *chien*. Un bambin, après avoir fait des tentatives plastiques variées, entreprises avec une louable ferveur, déclara qu'il avait, avant, besoin de voir encore soigneusement un chien, et désirait qu'on lui en montra un, au moins en peinture.

Cet exercice avec la terre glaise conduit à une série d'observations physiques qui peuvent être précieuses.

Nous faisons faire des cubes avec de la terre. Nous observons qu'en séchant, ils deviennent plus légers et plus petits, et que, de deux dés d'égale grandeur, celui qui contient le plus d'eau (le plus mou) est le plus léger. Pour prouver cela, on fait modeler un cube de la même grandeur qu'un autre déjà sec.

On jette des boules de terre glaise contre le mur, et on en observe l'aplatissement. Les enfants mêmes observent que, plus grande est la force employée, plus considérable est l'aplatissement qui en résulte. On laisse tomber des boules de la même dimension de différentes hauteurs (un, deux, trois mètres) et on en fait observer l'aplatissement. Ainsi, on imprime dans l'esprit de l'enfant la notion que la force avec laquelle un corps tombe à terre, dépend de la hauteur dont il est tombé.

Les mêmes boules de terre glaise démontrent aux plus avancés de la classe les lois de la chute des corps. En laissant tomber à terre des boules de dimensions diverses, d'une hauteur déterminée, le diamètre de la superficie d'aplatissement qui en résulte est, pour chacune, en proportion directe avec la hauteur d'où elle est tombée. Nous modelons avec la terre glaise des prismes réguliers et irréguliers, et nous découvrons ainsi, à peu près, leurs différentes forces de résistance.

Tous les corps, dont nous traitons dans l'enseignement géométrique, devraient être façonnés par les enfants, non, comme on le fait généralement, au moyen de papier solide et préparé, mais en terre glaise molle. Les enfants pourront couper ces modèles dans tous les sens au moyen d'un fil tendu, et acquérir par là, pour l'étude de la géométrie, un grand développement de la faculté visuelle. Nous nous aidons de la terre glaise pour l'explication de la forme de la superficie terrestre, en imitant le plus possible la nature (monts, collines, vallées), et nous essayons de faire faire par l'enfant une simple reproduction des alentours immédiats de son lieu de naissance.

Le travail avec la terre glaise nous fournit aussi un enseignement qui se rapporte à l'étude historique. Les enfants, eux-mêmes, façonnent des vases, et, une fois secs, on cherche d'en faire des coupes

pour boire. Il en résulte que la terre glaise salit l'eau, et, qu'étant baignée de nouveau, elle se ramollit. Les élèves devraient alors être conduits dans une fabrique de terre cuite, où l'on pourrait mettre dans le four les vases préparés par eux.

Dans les vases ainsi cuits, on pourra boire, mais on ne pourra pas conserver le liquide; on verra au contraire l'eau filtrer à travers la paroi du vase. L'eau se conserve très fraîche dans ces récipients (enseignement sur l'évaporation), mais on ne peut s'en servir pour la cuisson des aliments. Il est donc nécessaire de les recouvrir d'une couche de verre. Arrivés à ce point-là, les élèves devraient pouvoir contempler, ne fût-ce qu'en peinture, des vases fabriqués par les anciens. Etant donnée l'expérience qu'ils ont déjà acquise, les enfants considéreront, avec un respectueux intérêt, les vases que l'on plaçait, il y a des milliers d'années, dans les tombes des morts, et leur regard se posera, recueilli et pensif, sur les vases étrusques.

Ainsi s'éveille et grandit dans l'âme de la jeunesse une respectueuse admiration pour le passé. Une foule de demandes se présentent sur les lèvres de l'enfant, concernant la vie de peuples d'un âge reculé. Et alors nous lui parlons des habitations des hommes de la période préhistorique, et nous l'excitons à construire une cabane. Dans la classe même, chaque enfant peut élever, en entrelaçant des brins d'osier, les parois d'une petite cabane et en boucher les fissures avec de l'argile.

C'est une habitation primitive, mais pour laquelle il n'est besoin d'aucun clou.

En se servant du bois tendre des branches que les jardiniers taillent au commencement du printemps, ils peuvent construire des maisons de défense, des palissades et des pilotis, des radeaux et des ponts. Les élèves d'âge moyen peuvent utiliser pour cela le matériel de construction des outils de fer, tels que le couteau, les clous et le marteau.

En admirant les vases antiques de terre glaise, les enfants sont portés à orner aussi leurs travaux. Avec une pointe, ils incisent des dessins dans la terre glaise. On veut, à tort, enseigner séparément le travail manuel et le dessin. Les deux enseignements sont au contraire inséparables. L'enfant tente, par exemple, de peindre les objets qu'il a formés avec la terre glaise. Il est nécessaire qu'il s'exerce sur du papier. En même temps que sont placés sous ses yeux les formes variées de la vie, les exercices libres de dessin commencent parallèlement avec les exercices libres de plastique.

On ajoute pour tous les degrés de l'école élémentaire la reproduction d'ornements composés de simples figures déjà connues (carré, angle droit, cercle) comme le recommande Clitè, ou de morceaux de papier découpé de différentes couleurs.

Presque tous les ornements en carré, en cercle, en polygones réguliers, les étoiles et les rosettes, dont on se sert trop souvent encore aujourd'hui pour l'enseignement du dessin dans les classes supérieures, peuvent être faits par des enfants des cours inférieur et moyen par le simple découpage du papier.

Les exercices de découpage ont aussi une valeur considérable : ils procurent beaucoup de plaisir aux enfants, peuvent servir à de faciles occupations domestiques et éveillent l'esprit d'observation.

Mon devoir n'est pas de développer ici un cadre complet de l'enseignement du travail manuel ; cependant je veux faire comprendre que la série de travaux que j'ai proposés pour le degré inférieur de l'instruction est une méthode d'enseignement adoptée. Je ne sais si je considère la chose tout à fait diversement, quand les enfants s'asseyent devant moi. Je voulais seulement indiquer comment on peut, par exemple, développer le travail et la capacité manuelle dans le degré inférieur de l'école populaire, où cet enseignement est spécialement négligé. Nous nous contentons généralement d'un enseignement de travail pratique, qui commence seulement avec le degré supérieur, et ne comprend pas des travaux en carton et des travaux en bois avec la scie et le rabot. Non seulement les garçons doivent être instruits dans le travail manuel pratique qui peut être très fructueux pour tout l'enseignement général, mais les femmes aussi doivent en profiter. En outre il faudrait, au moins dans la première période de l'instruction élémentaire, les libérer de l'enseignement vieilli des choses appelées : travaux féminins.

Je ne fais aucune objection à ce que les jeunes filles et même aussi les garçons apprennent à faire les bas, ou à travailler au crochet ; mais je pense qu'il est, non seulement et surtout inutile, mais aussi nuisible au développement physique des jeunes filles de les obliger à se livrer pendant des heures à des travaux sédentaires et fatigants pour la vue. Déjà depuis une dizaine d'années les travaux au tricot se font à la perfection à l'aide de machines, ou sont devenus l'unique occupation des vieilles femmes, qui ne peuvent se rendre utiles autrement ; malgré cela le travail au tricot reste encore, comme avant, un travail manuel que nos jeunes filles apprennent, et qui leur est si familier, qu'elle y acquièrent une adresse surprenante.

Si la pratique des travaux féminins porte préjudice au développement physique des jeunes filles, l'enseignement habile du travail manuel fournit au contraire un moyen de le favoriser. Cet enseignement rend nécessaire l'activité des muscles, trop rarement exercée d'ailleurs ; il procure aux bras et aux jambes (la majeure

partie des travaux manuels étant exécutée debout) un développement salutaire. Aloïs Bruhus, un fervent adepte autrichien de l'introduction de l'enseignement d'habileté manuelle dans les écoles élémentaires publiques, cite dans son opuscule (1) sur l'importance de l'enseignement du travail manuel à l'égard du développement physique, cette parole de Herbert Spencer : « La main a son poste d'honneur à côté de la langue pour élever l'homme au-dessus du monde animal ». Il dit encore : « Aucun autre objet d'enseignement ne réussit à rendre la main aussi libre que l'enseignement du travail manuel.

Lorsqu'on dessine, on travaille constamment sur deux dimensions, et la main a continuellement un point d'appui; seul l'enseignement du travail d'habileté manuelle peut procurer le libre mouvement des bras en haut. Au moyen de la gymnastique, les bras et la main peuvent bien être renforcés; mais ils n'acquièrent pas d'adresse. Le travail manuel apparaît ici comme un complément de l'enseignement gymnastique, et a avec lui beaucoup de points communs: comme ce dernier il exerce tous les muscles. Il n'est donc pas unilatéral. Il donne en outre de la confiance en soi et de la précision à tous les mouvements.

Il y a des personnes qui prétendent que tous les avantages de l'enseignement du travail d'habileté manuelle peuvent être réalisés par un travail quelconque. Même, dans le rapport motivé relatif à la loi allemande contre le travail industriel des enfants, on trouve une allusion à l'impossibilité de prohiber un travail lucratif quelconque de l'enfant, puisque les chefs de la hiérarchie didactique réclament l'introduction du travail d'habileté manuelle intelligente dans les écoles.

Il n'y a rien qui émousse plus l'intelligence des enfants que leur travail rétribué dans l'industrie: les pauvres petits enfilent des boutons pendant de longues heures, font des colliers de perles, nouent des franges, préparent des cartes de boutons, etc. Le travail de ces enfants a le gain pour but, mais il est blâmable qu'ils soient contraints à une activité mécanique, à laquelle ne participe pas l'esprit, et qu'ils doivent passer dans une atmosphère antihygiénique, des journées entières et parfois des nuits, pour un salaire dérisoire.

Les amis du travail de l'adolescence nous disent que le travail d'aide rural devrait être aussi favorisé et demandé aux enfants.

Mais au contraire, pour ce genre de travail les avantages de l'enseignement d'habileté manuelle sont moindres. Le plus souvent

(1) La boutique du cordonnier dans ses rapports avec l'enseignement théorique. — Vienne 1895.

ce travail rural est supérieur à la force de l'enfant, et dégénère trop souvent en négligence de l'hygiène (1).

Les travaux assignés à l'enfant doivent toujours avoir un objectif bien fixé. L'effet principal auquel vise le travail manuel n'est pas l'objet à construire, mais l'exercice de la main et l'influence bienfaisante du travail.

L'exécution de chaque travail manuel exige toute l'attention de l'enfant. La terre glaise cède à chaque pression ; le burin manié gauchement pénètre dans le bois et y laisse un signe qui ne peut plus être effacé ; le papier est facilement coupé par le couteau ou par les ciseaux, et une erreur demande un changement de feuille. L'indépendance de l'enfant est favorisée : puisqu'un travail même insignifiant peut réussir au plus maladroit, l'enfant se rend compte de sa propre force. La jeunesse apprend que chaque travail exige une précise succession d'opérations, de mouvements ; elle obtient par sa propre expérience la connaissance de ces paroles. « L'ordre facilite le travail ».

J'ai déjà essayé de montrer le prix de l'étude de l'histoire, dans ses rapports avec le travail manuel supérieur, et les moyens qu'elle offre d'inculquer à la jeunesse un sentiment d'émulation vis à vis des travaux accomplis par les générations passées. J'ai déjà indiqué comment ce genre d'études développe le sens des formes et des couleurs, et prépare et dispose à des observations soignées. L'enseignement du travail manuel habile peut aussi offrir des notions économiques aux bases solides.

On fait calculer les dépenses des objets construits en carton ou en bois. Les enfants fabriquent des chaînes pour l'arbre de Noël. Quelques-uns achètent eux-mêmes le papier et la colle, chacun pour son propre compte ; les autres élèves de la classe achètent le papier nécessaire collectivement. On fait compter les divers tas de 10 mètres de papier : il en résultera que les enfants eux-mêmes se rendront compte qu'il est plus avantageux qu'ils se réunissent pour l'exécution d'un travail collectif. Au moyen de travaux manuels avancés, nous pouvons leur montrer la différence entre le commerce de détail et celui de gros. Nous supposons avoir fait une excursion avec les enfants du degré supérieur, et en avoir rapporté, comme souvenir, un groupe photographique. Chaque enfant doit en avoir une copie encadrée. Nous formons deux groupes de travail : un composé de trois enfants, l'autre de tous les autres, et nous leur donnons l'ordre de faire les cadres nécessaires. Le groupe nombreux procède — en regard du but qu'il vise — à la distribution

(1) Cette question est traitée d'une façon plus étendue dans l'opuscule « Le travail des enfants et la protection légale des enfants en Autriche ». — S. Kraus ; Vienne 1906.

du travail, et les diverses opérations de sciage, rabotage, découpage des lamelles de bois, leur assemblage, le polissage final y sont exécutées par autant de petits ouvriers différents. Dans l'autre groupe, au contraire, chacun fait un cadre complet. On compare le temps qui a été nécessaire pour la confection des cadres dans les deux groupes.

On conduit aussi les enfants dans une fabrique de meubles et dans une simple boutique de menuisier. Quelle somme d'instruction s'offre ici à l'enfant, quelle utile connaissance il fait de la vie productive manuelle !

Combien au contraire semble ridicule, mesquine et insignifiante l'instruction donnée au moyen de livres de lecture tels que celui qui a pour titre : « Le travail manuel est une mine d'or ! ». On y raconte, entre autres choses, qu'un forgeron s'enrichit en forgeant des clous ; or, il n'existe plus une seule forge en Autriche où les clous soient faits à la main, et tous ceux dont se servent les enfants sont fabriqués à la machine. — Il ne faudrait pas inculquer, à des esprits en formation, des connaissances techniques dépassées depuis un demi-siècle.

Il faut unir l'école et la vie et il me semble que le travail manuel supérieur, dûment enseigné, serait approprié à ce but. Cet enseignement peut, par exemple, empêcher que nos enfants, ignorants de la vie économique actuelle, soient élevés dans la croyance en la permanence du bon vieux temps, où chaque métier a pu paraître « une mine d'or », où celui qui voulait travailler trouvait du travail, où tout travailleur pouvait se nourrir, lui et les siens.

Aucune éducation ne réussit à étouffer les différences de classe au sein de notre société, différence si étroitement unie à notre forme économique. Cependant l'école peut entreprendre de supprimer le mépris, vraiment indigne, que l'on rencontre très souvent dans la « bonne société » pour le travail matériel, en introduisant le travail manuel éducatif. Il y a de nombreuses classes de la société où il est habituel de menacer l'enfant indolent de l'envoyer, par exemple, apprendre à faire des souliers ; classes pour lesquelles le travailleur de l'intelligence est seul considéré comme un homme de valeur. Cette idée étroite est déjà contredite par le développement économique, puisque le travail manuel est souvent mieux payé que le travail intellectuel ; de toute façon je considère comme un devoir très important d'arracher cette idée du terrain de l'éducation.

Dans l'école où sont réunis des enfants de toutes les classes sociales, où ils travaillent ensemble avec la blouse semblable de travail, et apprennent en commun quel travail intellectuel est

nécessaire pour construire le plus simple objet, le respect dû au travail physique doit avoir des racines dans le coeur de l'enfant.

Si un père est médecin, ou savant, son enfant doit être assuré de ne rencontrer ni opposition, ni mépris, s'il se sent la vocation de devenir paysan ou ouvrier. Combien d'existences dignes de compassion; combien de personnes qui accomplissent insuffisamment leurs devoirs professionnels; combien d'hommes qui n'ont jamais connu la joie de la fatigue, pour l'unique raison que, pour ne pas se déclasser, ils se sont acheminés vers des professions intellectuelles, pendant que, d'un autre côté, des milliers d'hommes qui ont aussi de rares talents, sont acheminés au travail manuel ! Le choix de la jeunesse qui doit être élevée à une culture supérieure a lieu seulement suivant la condition des parents.

L'école populaire, dans son organisation actuelle, n'est pas une maison d'éducation, parce que son influence est insignifiante : elle sera, au contraire, un lieu d'éducation quand la jeunesse y acquerra, non seulement l'instruction théorique, mais aussi l'habitude de l'expérimentation pratique. Ces considérations me disposent à entrevoir dans l'instruction du travail manuel un germe de développement de l'école de l'avenir.

COMUNICAZIONI



Création de Musées ruraux.

(Communication A. GHIRARDI et L. MEUNIER).

Au nombre des moyens éducatifs, et en dehors des Œuvres purement scolaires, telles que : cours d'adultes, conférences publiques, cantines scolaires, patronages, mutualité, etc. nous préconisons depuis longtemps la création de Musées communaux ruraux.

Ces Musées, créés par les Instituteurs primaires avec le concours de leurs élèves, des parents de ces derniers et de Sociétés privées, offrent les avantages suivants que nous avons déjà signalés au Congrès d'Enseignement populaire qui se tenait à Paris, en septembre 1900.

Ces Musées mettraient à la portée des populations de la campagne, quelque peu déshéritées au point de vue de l'éducation, tout ce qui peut parler à leurs yeux, à leur intelligence et à leur cœur.

Ils feraient connaître aux cultivateurs, notamment par la section agricole, tout ce qui se rattache à la vie des champs, et leur apprendraient combien nombreuses sont les ressources et les richesses que peuvent offrir le sol et le sous sol de leur territoire.

Ils leur seraient un prompt moyen d'information, par la réunion en un même lieu d'un très grand nombre de matériaux ou documents propres à les renseigner le plus complètement possible, avec peu ou point de dérangement.

Ils signaleraient à ces populations celles qui les ont précédées dans le milieu où elles vivent, et augmenteraient ainsi leur confiance en elles mêmes et dans l'avenir, en leur donnant l'idée la plus complète possible de ce qu'a été et est encore leur localité.

Ils attacheraient ces populations à leur territoire et, par suite, ils empêcheraient les jeunes gens d'aller grossir le flot des déclassés des villes. Ils encourageraient les investigations qui peuvent éclairer l'Histoire et la Science; et, tout en venant d'abord en aide à l'Agriculture, ils aideraient non moins le Commerce, l'Industrie, les Arts, etc.

Ils tireraient de l'oubli, de l'obscurité, de la poussière, pour les mettre en évidence, mille et une choses dont la vue seule serait déjà un enseignement.

Ils contribueraient à enrichir, non seulement les Musées urbains qui y gagneraient quelques documents importants, mais aussi le Musée scolaire, auquel le Musée rural fournira parfois des unités distraites de ses collections pour établir des comparaisons et donner ainsi matière à de vivantes leçons de choses.

Ils feraient véritablement de chaque Mairie, où, autant que possible, ils seraient installés, la maison commune aux intérêts des citoyens, comme elle est déjà celle de leurs droits et de leurs devoirs.

Ils formeraient les générations futures au respect du passé, à l'horreur du vandalisme, au goût des sciences et de l'Art, etc.

Les élèves des écoles primaires publiques, devenus ainsi collaborateurs de leurs maîtres dans les recherches que nécessiterait la formation de la plupart des sections (Géologie, Archéologie, Histoire Naturelle, etc.), trouveraient, dans cette collaboration, un exercice pendant les loisirs que leur laissent les jours de congé ou de vacances et les longues soirées d'été, une occupation aussi saine qu'intelligente, aussi morale qu'instructive.

Enfin, le concours des parents des élèves eux-mêmes à l'élaboration de ces Musées serait absolument instructif et moralisateur. L'esprit d'observation serait développé chez les uns et chez les autres par ces Musées, qui leur permettraient de remonter naturellement à l'origine des faits représentés.



Scuole Superiori per Contadini e Scuole per piccoli Agricoltori nella Svezia. (1)

(Dalla Comunicazione J. V. JONSSON).

Nel 1878 lo Stato Svedese assegnava 1000 corone alle Scuole Popolari Superiori che avevano un secondo corso, purchè il numero degli allievi di questo corso ammontasse almeno ad un quarto di quelli dell'antecedente. Già si era notato che gli allievi erano in gran parte figli di contadini, od almeno giovani addetti alle fattorie: quando si stabilì il secondo corso, si pensò d'organizzarlo in guisa che desse, in particolar modo, un'istruzione teorica su argomenti agrari. Si intendeva così che questi giovani, i quali fino dalla fanciullezza si erano occupati d'agricoltura ed avevano quindi pratica esperienza in questo ramo, potessero divenire ancor più abili, col presidio di nozioni scientifiche e razionali nella loro professione ereditaria. Per questo quasi tutti i nuovi insegnanti furono scelti tra gli agronomi. La Commissione governativa, che nel 1882 studiava il modo di organizzare l'istruzione agraria nel regno, tenne conto di queste esperienze ed il risultato fu la formazione delle *Scuole Superiori per Contadini*. Queste scuole devono dare l'istruzione teorica in materie agricole a giovani di oltre 18 anni che abbiano frequentata la Scuola Superiore per il Popolo od altra equivalente. Essi devono avere fatto pratica in una fattoria almeno un anno. Il corso deve comprendere 20 settimane, escluse le vacanze.

(1) Questa comunicazione si connette con quella dello stesso Jonsson sulle « Scuole Popolari Superiori » nella Svezia (v. III^a Sezione).

Poichè una simile organizzazione si riscontrava in tutte quelle Scuole Superiori per il Popolo che avevano stabilito un secondo corso, ne venne di conseguenza che tutte le Scuole pei Contadini, ad eccezione di due in tutto il regno, furono annesse alle Scuole Superiori per il Popolo; o, in altre parole, il secondo corso di queste venne trasformato in una Scuola pei Contadini. Questa trasformazione consistette soltanto nel sottoporle al Ministero dell'Interno (*Civil Department*) — ora a quello dell'Agricoltura — mentre le Scuole Superiori per il Popolo dipendono dal Ministero dei Culti. Lo Stato contribuisce con 4000 corone per ogni scuola di questo genere nelle Province dove non esiste una scuola d'agricoltura, ed almeno con 3000 per le altre: in questo caso però a condizione che le scuole abbiano almeno un egual reddito da altre fonti (società agricole, consigli provinciali o tasse scolastiche).

La migliorata condizioni dei poderi, alla direzione dei quali stanno ora antichi allievi delle Scuole Superiori pei Contadini, attesta l'efficacia pratica dell'azione di queste scuole, combinata con quella delle Scuole Superiori per il Popolo.

È evidente tuttavia che i vantaggi sarebbero ancor maggiori se gli allievi alla fine del loro corso, potessero aver modo di far pratica in un podere grande e ben condotto. Gli insegnanti delle Scuole pei Contadini procurano pertanto di trovare ai loro allievi dei posti di praticanti in Danimarca od in Svezia, dove essi ricevono vitto, alloggio ed una piccola retribuzione in denaro per abiti e spese di viaggio, e durante un semestre od un anno intero prendono parte a tutti i lavori del podere. Alcuni peraltro si trovano da sè un posto, per uno o due anni, come aiutanti in sott'ordine in qualche grande azienda rurale, per acquistare una più sicura esperienza prima di tentare la conduzione di un fondo per proprio conto.

Col concorso di queste disposizioni le Scuole Superiori pei Contadini riescono a dare ai giovani d'ambo i sessi, specialmente di campagna, non solo un'occasione di progresso intellettuale coll'allargare le loro vedute sulla vita e col fortificare il loro patriottismo, ma anche un'istruzione pratica ispirata a sani principî economici, e un'educazione suscitatrice di un'operosità energica e razionale, specie in quanto riguarda i miglioramenti agrari.

In una Scuola pei Contadini, quella di Kølvesta, nello stesso anno scolastico 1902-903, le ore vennero così ripartite:

Fisica	ore 24
Chimica	" 38
Botanica	" 24
Zoologia	" 26

ore 117

		Riporto ore 117
Geologia	"	40
Agronomia	"	84
Economia agraria	"	12
Zootecnica (cura degli animali domestici)	"	51
Veterinaria	"	17
Caseificio	"	10
Silvicoltura (scienza forestale)	"	8
Costruzioni	"	8
Disegno geometrico	"	58
Misure e rilievi sul terreno	"	71
Geometria	"	20
Aritmetica	"	60
Computisteria	"	60
Svedese	"	60
Esercitazioni d'amministrazione comunale	"	19

Corsi pratici.

Composizioni	ore	30
Discussioni	"	36
Canto	"	40
Ginnastica	"	70

Totale 871

I risultati hanno corrisposto alle aspettative di coloro che fondarono le scuole e che incessantemente ne seguono l'andamento.



Tuttavia vi sono ancora molti giovani e adulti, ai quali le scuole non possono giungere, per quanto si desideri che vengano loro in aiuto. Vi sono molti giovani che non possono seguire una scuola per tutta un'invernata, sebbene il contributo sia assai piccolo. (La spesa in media è di circa 250 corone (1), compresi i libri). Sono poi molte le persone d'età matura che, solo dopo essersi accasate, hanno avuto coscienza del valore dell'istruzione impartita in queste scuole. Per giovare almeno in parte a queste categorie di persone, si deliberò di fondare delle *Scuole per piccoli Agricoltori*. I corsi devono durare solo poche settimane e trattare quasi esclusivamente di agricoltura. Alternativamente si darà qualche lezione separata di coltura generale.

(1) 1 Kronor = L. 1,39.

Siccome peraltro questi brevi corsi non possono avere che una ben scarsa utilità ove non vengano avvalorate da lezioni oggettive e pratiche, si cerca di annettere alla scuola un piccolo podere — poche are di terreno — da condursi colla maggior esattezza di dettaglio, specie per quanto riguarda la stalla, il porcile, il pollaio.

(Quando è aperta la scuola femminile, le allieve insieme alla istruzione di cucina, ricevono quella teorica e pratica sull'allevamento del pollame ed una parte del terreno sarà riservata per istruirle nella coltura dell'orto).

Agli allievi delle scuole speciali per contadini e specialmente a quelli che frequentano i corsi per piccoli agricoltori, questo piccolo podere sarà di grande utilità sotto più aspetti. Essi vedranno come un modesto podere razionalmente condotto, dà maggior profitto d'uno più vasto, e si convinceranno di quanto possa fare l'agricoltore istruito ed energico!

Si spera così che chi segue uno di questi corsi, sia pur breve, senta in sé destarsi un sì vivo interessamento all'agricoltura, da indursi a metter casa da sé in campagna con un podere, sia pur piccolo, ma ben condotto; e sappia procacciarsi, se non altro, i principii più essenziali che gli serviranno di guida nella coltivazione del suo campo, ond'egli pure contribuirà, per la parte sua, al progresso agricolo ed al benessere generale del Paese.



L'éducation des ménagères.

(Communication E. P. HUGUES).

Les grands changements que le système éducatif anglais est en train de subir peuvent être résumés, pour la plupart, sous un seul critérium: — l'éducation anglaise se démocratise.

En Angleterre nous avons dans l'Etat deux types d'écoles très différents: l'un pour les riches; l'autre pour les pauvres. Ces derniers suivaient un cours complètement opposé au cours suivi par les riches.

De nos jours ces deux types d'école ont pris une tendance marquée à se fondre en un seul, et des efforts considérables sont faits pour frayer aux enfants intelligents de toute classe sociale une voie d'instruction beaucoup plus large.

L'éducation anglaise va donc toujours plus se démocratiser; et cela dans un sens même en dehors du sens administratif, quoique l'administration, elle aussi, soit en train de passer aux mains des Autorités électives locales.

La démocratisation de notre système national d'éducation produit une conséquence inévitable: c'est que le but pratique et utilitaire de l'instruction est mis en évidence. L'homme du peuple a besoin que son enfant soit dressé à une profession en rapport avec les nécessités de la position paternelle, et il a besoin que sa fille apprenne ce qui lui sera utile un jour. Le métier par lequel l'enfant devra gagner sa vie est souvent choisi seulement au bout de ses études; mais point n'est besoin d'attendre jusque là pour savoir que 90 0/10 des écolières sont destinées au ménage.

C'est bien la préparation au ménage qui est toujours plus réclamée pour les jeunes filles. Les fâcheuses constatations que l'on a récemment publiées sur la dégénération de la race anglaise, en certaines localités et en certaines conditions, ont prouvé encore une fois l'importance de cette réclamation, qui est faite sans cesse de la manière suivante: « Apprenez aux mères futures à élever leurs enfants ».

L'éducateur voit surtout, dans sa petite écolière, un être humain donnant de grandes espérances, un être capable d'un multiple développement intellectuel. Il est par conséquent jaloux de tout ce qui peut amoindrir l'efficacité instructive de son enseignement et abaisser le niveau de l'instruction générale.

Beaucoup de professeurs anglais se posent d'ailleurs la question suivante: « Quel est l'art du ménage comportant des résultats pratiques et éducatifs? ».

Le mémoire présent est une modeste contribution à la solution du difficile problème.

Permettez-moi, avant tout, de considérer les points sur lesquels nous sommes probablement déjà d'accord.

L'art de guider un ménage et se créer un chez-soi est le plus important de tous, ou tout au moins, est-il de la plus grande importance.

a) La puissance d'une nation, la santé et l'énergie d'un peuple tiennent, probablement, à la façon dont marchent les ménages de cette nation, plus qu'à tout autre élément;

b) Sur le bonheur d'un peuple, les conditions des ménages ont une grande influence;

c) La moralité d'un pays est aussi déterminée, en grande partie, par celle des ménages;

d) La prospérité que peuvent apporter les bons ménages a été, à mon avis, trop longtemps négligée par les économistes, peut-être parce que les économistes sont, pour la plupart, des hommes. Il est évident que l'emploi de la richesse est, pour une nation, un problème plus important que sa production. C'est pourquoi l'art de la conserver par la bonne conduite des ménages devrait être apprécié à sa juste valeur.

e) Le nombre des personnes qui s'occupent de travaux ménagers est de beaucoup supérieur au personnel occupé dans tout autre travail. Toute occupation importante dans le sens professionnel est communément très-difficile; et la direction d'un ménage n'est pas une exception à cette règle.

Je tâcherai, par un exemple, de vous prouver qu'il n'est guère facile de diriger un ménage, et que l'art de cuisiner n'est pas simple non plus pour une bonne ménagère du XX^e siècle.

A côté de l'art culinaire il y a le blanchissage, les travaux d'aiguille et de confection des vêtements, leur dégraissage, les réparations de toute sorte, les achats, l'assistance des malades, l'élevage et l'éducation des enfants, le soin des bébés, sans parler de la direction du personnel, des devoirs envers la société, etc. etc. — Enfin, les soins du ménage ont une telle importance qu'ils exigent un véritable apprentissage et une éducation spéciale de la part des ménagères qui se respectent.

Le Comité Éducatif (Education Committee) du Comté de Glanargan, auquel j'ai l'honneur d'appartenir, a décidé d'organiser un essai très intéressant, qui consiste à faire apprendre, dans une de ses écoles, l'art du ménage. Il est très important que des tentatives de genre éducatif soient faites par l'initiative privée, et espérons que la même chose soit organisée sur des bases assez vastes par Messieurs les Membres de ce Congrès si éclatant d'actualité.

L'essai que le Comité Éducatif du Comté de Glanargan compte effectuer aura lieu sous la forme d'un cours d'enseignement ménager de la durée de deux ans, annexé à une école élémentaire.

Les enfants, en Angleterre, cessant de fréquenter l'école à 14 ans, le cours a été établi pour des élèves de 12 à 14 ans. On a tout d'abord choisi 20 petites filles de 12 ans, on a assemblé leurs mères pour les informer du projet, et on a eu la promesse qu'elles tâcheront de faire fréquenter ce cours de deux ans le plus possible par leurs filles.

Le cours est divisé en 5 sections ou matières: *a)* travail pratique; *b)* théorie du travail; *c)* littérature; *d)* étude individuelle; *e)* art et gymnastique.

a) Le travail pratique ne pourra manquer d'être excellent, vu qu'il sera accompli dans les conditions ordinaires d'un ménage d'ouvriers, comme si les jeunes filles étaient toutes des filles d'ouvriers. On ne devra pas s'appliquer à des occupations qui ne soient pas tout à fait coutumières dans les ménages d'ouvriers.

1.^{er} Sujet: *Nettoyage*: Nettoyage des métaux, différents matériels, dégraissage, blanchissage, propreté dans le ménage.

2. *Réparations*: Couture, réparations de menuiserie, soudures, travail de serrurerie, soin des meubles, etc.

3. *Travaux légers*: Confection des vêtements, travaux simples de tapisserie, de menuiserie, etc.

4. *Cuisine, achats, préparation des repas*.

5. *Hygiène personnelle*: Assistance des malades, secours d'urgence pour infortunes.

6. *Soins des petits enfants*: Probablement on va mettre une crèche à disposition des écolières, pour apprendre aux petites filles les soins à donner aux tout petits.

Deux heures par jour seront destinées au travail pratique, et les petites filles apporteront, autant que possible, de chez elles, les objets à nettoyer, raccomoder, ou confectionner.

b) Base scientifique du travail pratique: Nous désirons que les jeunes filles soient, non seulement actives et pratiques, mais aussi assez intelligentes pour connaître la raison de leur travail.

Nous espérons leur faire sentir toute l'importance qu'a la direction du ménage, et combien cette mission est délicate. P. ex., en leur apprenant à nettoyer les objets en laiton, il faudra que nous leur prouvions pourquoi le brillant du laiton disparaît, et pourquoi une autre substance le lui redonne.

Un peu de mathématique pratique sera enseignée en rapport avec la théorie scientifique et le travail pratique.

c) Littérature: Puisque le côté pratique et scientifique est nécessairement prévalent, nous avons cru devoir traiter largement la culture des jeunes filles.

Nous avons choisi deux professeurs par classe : deux dames, dont l'une disposée à prendre sur elle le travail pratique et l'enseignement scientifique; l'autre la partie littéraire. Nous nous proposons de donner une leçon par semaine d'histoire contemporaine sur les faits réellement arrivés au cours de la semaine. Ainsi l'intérêt des écolières sera éveillé et dirigé de façon à les porter à réfléchir sur tout ce qu'elles verront et entendront par la suite.

La littérature est traitée en deux leçons par semaine. C'est la matière que toutes les personnes cultivent, leurs études accomplies, et nous ne voulons pas la négliger dans notre cours.

d) Étude individuelle: Voilà une matière portant un nom assez inconnu en Italie. Elle consiste à faire connaître aux élèves les moyens à employer, pour apprendre sans besoin du professeur. Les petites filles sont, au début, dirigées et surveillées; ensuite on leur laisse un peu plus de liberté, c. a. d. une heure par jour pendant laquelle elles étudieront toutes seules.

Elles se soumettront des problèmes à résoudre, discuteront sur le choix des livres à lire, ou des compositions à écrire; mais une partie de ce temps sera dédiée à une lecture assez intéressante pour les encourager à lire.

Notre but est que les jeunes filles deviennent, non seulement de bonnes ménagères, mais aussi des femmes intellectuelles, capables de goûter notre excellente littérature anglaise.

e) Le chant leur sera appris comme moyen d'éducation physique et de récréation, et *la gymnastique* consistera en des exercices suédois et anglais; *le dessin* et *la peinture* occuperont une place bornée à leur application dans le travail pratique.

En dehors des nos deux professeurs, nous avons vu et voyons

encore s'intéresser à notre mission et nous offrir leur aide un inspecteur et deux professeurs de cette localité (de la première et de la seconde classe).

Un directeur d'instruction manuelle du Comté a projeté pour nous un enseignement schématique de charpenterie élémentaire; une dame médecin de grande renommée est notre aide et guide pour tout ce qui concerne la santé.

L'essai sera organisé et conduit par des techniciens. On tiendra compte soigneusement de tous les détails de l'entreprise, et un Sous-Comité de personnes expérimentées sera toujours prêt à nous donner ses conseils.

Selon la coutume anglaise, nous laissons aux deux dames professeurs une complète liberté d'action.

En attendant, notre essai a tellement intéressé le public, que nous avons dû établir une règle fixe, d'après laquelle personne ne peut entrer dans les classes, en dehors des inspecteurs et des officiers publics, et une seule visite par mois est permise aux visiteurs.

Je crois que notre expérience marquera un progrès sur toutes celles faites jusqu'ici en Angleterre, en Amérique, etc. :

1.° Au lieu de donner la plus grande importance à la cuisine, au blanchissage et à la confection des vêtements, nous comptons expérimenter et enseigner un peu de chaque branche faisant partie du ménage, et c'est spécialement au sujet des soins à donner aux petits enfants que nous offrirons aux écolières une vue d'ensemble des travaux ménagers et de leur importance sociale.

2.° Nous ne pouvons pas obliger les écolières à rester à l'école après l'âge de 14 ans; par conséquent notre classe est plus jeune que ce que l'on aurait pu obtenir sans cette obligation; c'est pourquoi nous avons jugé d'assurer beaucoup de soins à l'enseignement de la littérature, mais avec un système assez nouveau.

J'ai eu l'occasion de visiter beaucoup d'écoles, soit dans les pays d'Orient, soit dans nos pays; et j'ai pu constater que l'éducation est négligée un peu partout.

L'histoire de tout ouvrage humain, vraiment digne d'admiration, nous apprend que les expériences bien conduites produisent d'excellents progrès. C'est pour cela que j'ai l'honneur de présenter ce bref compte-rendu d'une expérience à peine commencée.

TERZA SEZIONE

TERZA SEZIONE

Istituzioni di Coltura generale popolare per adulti



***Coltura popolare e istruzione superficiale* (1).**

(Relazione DR. ERNST SCHULTZE).

In tutti i paesi civili la parola « coltura », « education », « bildung », o come altrimenti si presenti nei diversi linguaggi, è una tra quelle che sono più di frequente adoperate. Sovente però alle iniziative per una diffusione il più che si possa generale della coltura, si suole obiettare che non raggiungono veramente questo scopo, ma che per lo più contribuiscono soltanto a diffondere un « mezzo sapere », vale a dire una superficiale infarinatura di cognizioni, la quale può essere anche peggiore della mancanza di coltura.

Chi voglia pertanto occuparsi delle iniziative per la coltura popolare, deve porsi dapprima queste domande: Che cosa è la coltura popolare? che cosa è il « mezzo sapere »? quando si potrà dire che una persona è colta? quando vi è pericolo di cadere nella superficiale semicoltura? E come si potrà preservare da questo pericolo un'intera classe o tutto un popolo?

Per entrare alquanto più addentro in tali questioni, dobbiamo prima ben intenderci riguardo ad una domanda pregiudiziale: Che cosa è la coltura?

Non si trovano forse due risposte simili a tale domanda, dacchè in svariatisimi modi si cercò definire questo concetto.

Dobbiamo anzitutto riconoscere che la straordinaria diversità nelle definizioni del concetto « coltura » dipende dalla natura stessa

(1) Si traduce qui in tal modo la parola tedesca *Halbbildung* (mezza coltura) che non ha la equivalente italiana.

del concetto. Poichè la coltura sarà sempre considerata come un ideale, e l'ideale differisce sempre da un uomo a un altro. Ma ancor più: l'ideale di un popolo o di un'epoca differisce così sostanzialmente da quello di un altro popolo o di un'altra epoca, che il concetto di coltura non è tale da potersi definire stabilmente una volta per sempre. Esso muta e deve mutarsi nel corso del tempo e col progresso dell'umanità. L'ideale di coltura dell'antichità ellenica non ha nulla di comune con quello del medio evo cristiano, e questo è affatto diverso da quello del XIX secolo. Ma tuttavia noi troviamo in tutte queste epoche — sia pure nell'una meno che nell'altra — doversi accordare ad un certo numero di persone, uomini o donne, la lode di essere fornite di vera e soda coltura, per quanto svariate fossero le manifestazioni di questa loro coltura. Se noi paragoniamo ora le diverse epoche della storia dell'umanità, noi dobbiamo, malgrado tutto, involontariamente dare un valore relativo ai loro diversi ideali di coltura. Potremo forse allora apprezzare, sopra tutti, l'ideale di coltura dell'antichità greca, come quello che comprendeva in un insieme armonico la coltura e dello spirito e del corpo.

L'ideale di coltura degli odierni popoli civili troppo scarsamente riguarda la parte fisica. Questo anzitutto dipende dall'esagerata tensione di lavoro, che ha recato con sé il moderno sviluppo capitalistico ed industriale; sviluppo che lascia libero, per tutto ciò che non riguarda immediatamente il guadagno, ben poco tempo e per lo più le sole ore della sera, nelle quali si deve ricorrere alla luce artificiale. Un'altra causa è da ricercarsi nelle forme della vita sociale nei popoli civili moderni, la quale, all'infuori della vita politica, si limita a quei divertimenti pubblici dei quali si prende diletto solo in modo passivo. Nell'antica Grecia, all'incontro, e nelle feste popolari del medio evo in Europa, che pur troppo ci sono state tramandate solo in miseri avanzi, si poteva dalle file degli spettatori entrare tra quelli che gareggiavano pel premio. Peraltro la minaccia che sovrasta alla salute ed alla vigoria fisica per gli abitanti, che a centinaia di migliaia oggi si affollano nelle grandi città, dovrà pure una volta aprirci gli occhi sulla importanza che la cura della educazione fisica ha per ogni popolo che voglia rimaner sano. È sperabile che verranno allora accrescendosi di continuo i parchi e i giardini pubblici, i campi di giuoco, le palestre e via dicendo. E così anche per coloro che seguono carriere nelle quali non è dato lavorare all'aria aperta, la educazione del corpo, dall'essere un lato affatto trascurato della vita, passerà ad essere uno dei compiti più importanti. Presentemente sotto questo riguardo i meglio favoriti sono ancora i soldati, gli agricoltori e gli addetti ai trasporti. Ma i lavoratori delle officine, gli artigiani, i commessi d'ufficio, i

commercianti, gli insegnanti, tutti questi saranno tanto più presto tolti alle loro carriere, quanto più all'equilibrio della loro vita manchi il contrappeso di un esercizio di tutte le parti del corpo. Anche peggio avviene pel sesso femminile. E che cosa si può allora dire di quelle misere accolte di ragazzi, che tra le alte mura di una grande città, tra il frastuono ed il pericolo che presenta il movimento delle vie, senza aria buona, senza luce sufficiente, crescono in cattive abitazioni e soffrono nel corpo e nell'anima? Non sarebbe forse ridicolo, se non fosse profondamente doloroso, che i ragazzi delle grandi città, in ogni paese, debbano imparare a conoscer piuttosto un papagallo che un'allodola, un elefante che una mucca?

L'educazione del corpo ha dunque nell'ideale di coltura dei popoli civili moderni (facendo eccezione al più per gli Stati Uniti) una parte ancor troppo piccola: questo ideale si limita quasi esclusivamente alla educazione dell'intelletto. Se cerchiamo di meglio precisare il concetto, forse si può nel modo più semplice esprimere nella forma seguente: per coltura noi intendiamo quello stato di armonica educazione della personalità che presuppone una certa somma di cognizioni sia pur modesta, ma soprattutto un certo grado di educazione delle forze e facoltà dell'animo, tale da permettere di godere delle opere della letteratura e dell'arte, in quanto non presuppongano cognizioni molto maggiori, e da permettere anche con successo un ulteriore progresso nei rami più accessibili della scienza.

La coltura non consta dunque solo di cognizioni, e non può quindi affatto scambiarsi colla dottrina. Vi furono e vi sono dei dotti che, malgrado le più grandi cognizioni scientifiche nel loro campo speciale di studio, si sono occupati sempre di questo soltanto, in modo così unilaterale che essi vedono tutti gli altri campi come traverso ad un velo e non si può riconoscere in loro la vera coltura: sovente è erroneo il loro giudizio su circostanze che cadono al di fuori del loro dominio scientifico. D'altra parte si trovano, anche nelle più umili condizioni, uomini e donne che devono la loro coltura ad una buona educazione rafforzatrice del carattere, alla lettura di buoni libri e ad altri modi di aumentare la propria istruzione; uomini e donne che elaborano, per così dire, e si appropriano con tanto zelo ed energia il materiale, gli elementi di coltura procacciatisi, da doversi riconoscere in loro vera coltura. Il concetto di coltura comprende quindi la necessità di una propria energica collaborazione e di una certa elaborazione intellettuale della materia appresa, nonchè l'attitudine ad una tale elaborazione. In vero la coltura consiste per la più gran parte di una sorta di istinto, di un certo tutto che forse non si può far nascere, ma che in ogni

caso non si può raggiungere senza il proprio lavoro individuale. Ne deriva anche chiaramente che la coltura deve tendere sempre ad allargarsi ed a perfezionarsi. Nessuno che sia veramente colto potrà mai credere che la sua coltura sia compiuta, ma sempre invece si sforzerà di migliorarla.

Ma perchè la coltura non possa scambiarsi col semplice sapere, è a premettersi che essa deve essere una coltura umana, universale, la quale può bensì assumere diverse forme presso i vari popoli per le loro diverse condizioni di vita e di sviluppo, ma per tutto il mondo e per tutte le classi sociali deve contenere certi elementi fondamentali. Come l'individuo deve la sua coltura e talora la miglior parte della sua forza agli influssi nazionali, così quello che ha un vero valore e che di certo rimarrà della coltura di un popolo sta prevalentemente negli elementi umani universali, che sono capaci di essere ripetuti presso altri popoli, in tempi affatto diversi. Si ha così una norma di assoluta sicurezza per giudicare se una data opera letteraria ha un vero valore educativo. Poeti e scrittori come Eschilo, Cervantes, Shakespeare, Goethe, Dickens, per tutti i tempi conserveranno il loro valore ed un alto potere educativo. Libri invece che sono sorti ed acquistarono fama solo come la voce di un giorno o per una transitoria corrente dell'opinione, senza accordarsi ad un forte tono umano, universale, spariranno presto nell'oblio e diverranno inutili per il progresso dell'umanità.

Scopo fondamentale di tutte le iniziative per la coltura popolare dovrebbe essere la più larga diffusione della coltura umana, universale. Si avvicineranno tanto più allo scopo, quanto più avranno coscienza di questo principio. Tutta l'energia, ogni felice opportunità non possono sostituire la chiarezza e la determinatezza che colla tranquilla riflessione danno una sicura direzione al movimento. Troppo già del rimanente è lasciato al caso, se il movimento segue cioè la direzione veramente desiderabile oppure se ne scosta più o meno; ma un movimento che sia una volta inistradato per una falsa via assai più difficilmente potrà essere ricondotto sulla giusta.

Si deve sempre tener presente questo, se si vuole spiegare lo scarso successo di qualche iniziativa per la coltura del popolo. È parimenti importantissimo rendersi ragione di un insuccesso e delle sue cause, perchè si possa riconoscere quanto sian lungi dal vero quei sapientoni paurosi i quali parlano dei tanti pericoli che scaturirebbero dalla diffusione della coltura in tutte le classi del popolo. Questi profeti di malanni si trovano dappertutto, anche nei paesi più progrediti. Fino a pochi anni or sono costituivano una ben nota comparsa nei parlamenti tedeschi; sono largamente rappresentati in Francia; anche in Inghilterra non si cercherebbero invano, e perfino negli Stati Uniti, dove pure ha uno straor-

dinario sviluppo tutto quanto riguarda la coltura (*education*). Colà essi espongono apertamente il loro pensiero quando si tratta della popolazione negra, mentre per il resto stimano più prudente tacere; come anche in altri paesi, i fautori di queste opinioni farisaiche sui danni della coltura popolare di rado osano metterle in pubblico. Ora non vi è alcun dubbio che questa avversione contro la coltura popolare ha essenzialmente le sue radici nel sentimento e non nella ragione. Ma il sentimento mette volentieri innanzi l'apparenza della ragione, e potrebbe far credere che motivi ben fondati guidino gli uomini ad un dato modo di comportarsi. Si potrà così sentir sostenere con tutta serietà dai singoli nemici della coltura popolare l'opinione che la società andrebbe incontro ad una sorta di suicidio, se non solo tollerasse ma aiutasse o prendesse a dirigere le iniziative per la coltura delle classi inferiori del popolo.

La maggior parte di questi nemici della coltura popolare non sono accessibili alle obiezioni, perchè appunto la loro condotta è determinata da un sentimento e non dalla ragione. Quando diano ascolto ai ragionamenti, la dimostrazione dei risultati favorevoli della coltura popolare può convincerli circa la fallacia della loro opinione. Ma un ristretto gruppo non si dà ancora per vinto, cambia però la posizione di attacco: « Sta bene, noi vogliamo ammettere che la coltura popolare sia una benedizione per la generalità. Ma come si potrà ottenere che le masse del popolo, a disposizione delle quali vengano create estese istituzioni di coltura, possano realmente profittarne ed appropriarsi una vera e sana coltura? Come si potrà impedire che dei mezzi loro offerti approfittino solo in modo così superficiale che il risultato non sia una vera coltura, ma solo una verniciatura confusa e superficiale? E non è questa sommamente pericolosa, dal momento che essa dà a malapena uno dei vantaggi della coltura, mentre tutta una serie di gravi danni ne è la conseguenza? ».

Questa seria obiezione è degna della maggior considerazione e chiede anche una seria e ben ponderata risposta. Poichè veramente deve senz'altro ammettersi che il pericolo della diffusione di una coltura superficiale, da dilettanti, esiste qua e là, e che una simile mezza coltura non ha altro di comune colla reale coltura che qualche somiglianza di nome. Ma per i fautori della coltura popolare una tale questione è un serio ammonimento per non dimenticare mai che non la quantità importa, ma soprattutto la bontà di quello che viene offerto.

Ed a quanto mi sembra, ogni qual volta nei paesi civili se ne presenti l'occasione, è da procurare col massimo zelo che le iniziative per la coltura popolare non si abbassino mai a soddisfare

solo il più rozzo desiderio di diletto, ma che sempre in prima linea abbiano ad avere di mira il valore educativo di quello che si offre al popolo.

Ricorriamo a qualche esempio.

Tra i mezzi più importanti per la coltura del popolo sono da considerarsi le biblioteche popolari (*Volksbibliotheken, public libraries*). Nessun'altra istituzione può al tempo stesso servire a così diverse esigenze, a così diverse età, a così diversi gradi d'istruzione. Inoltre la maggior parte delle altre istituzioni simili (come conferenze, serate popolari, ecc.) sono legate da un limite di tempo, mentre le biblioteche popolari possono essere aperte tutto il giorno. Tanto più importa che questa istituzione, di una portata così generale, serva alla coltura del popolo in maniera ben ponderata. Non basta quindi per le biblioteche popolari che esse contengano un materiale qualsiasi di lettura, ma deve assolutamente dipendere dal valore letterario o scientifico del materiale stesso, l'accoglierlo o no nella biblioteca. Anche pei libri ricevuti in dono non si dovrebbe dipartirsi da questa norma fondamentale, tanto meno poi pei libri che la biblioteca stessa acquista. Se vi è al mondo una istituzione che può avere influenza sul gusto letterario di un popolo, questa è la biblioteca popolare. Non ha bisogno di farsi schiava della moda letteraria del momento, perchè non è un'impresa commerciale che debba trar lucro dai libri dati a prestito. Essa quindi non ha affatto d'uopo d'acquistare quei libri senza valore, che godono solo d'una voga momentanea, tutt'al più potrà prenderne un solo esemplare. All'incontro, dei libri di alto valore letterario dovranno sempre trovarvisi numerose copie, così che ogni lettore che li richiede possa appagare il proprio desiderio. Il bibliotecario della biblioteca popolare vi troverà occasione di una vera, legittima soddisfazione della sua attività. Io so, per mia esperienza, quale incoraggiante stimolo si provi, allorchè si vedono così ricompensati i propri sforzi per la diffusione dei migliori libri dai lettori di una grande biblioteca popolare, col venir tosto richiesti i nuovi esemplari delle medesime opere, acquistati pure in gran numero. Ed è davvero uno dei migliori segni del grande desiderio di coltura ed in pari tempo del buon gusto che domina tra i più disparati elementi di quasi tutti i popoli civili, che in ogni importante biblioteca popolare si trovino a dozzine di esemplari le opere dei migliori scrittori della letteratura mondiale, per poter tener conto delle domande di lettura. Naturalmente il gusto per i generi letterari varia coi tempi. Ora presso tutti i popoli civili è preferita la forma del romanzo o della novella. Ma sono assai richiesti non solo i romanzi contemporanei, perchè sieno di moda o corrispondano alle tendenze del momento, ma anche in special modo i migliori

romanzi della letteratura mondiale. Ad esempio, nelle biblioteche popolari tedesche tra gli scrittori maggiormente letti sono Dickens, Walter Scott, Gustavo Freytag, Maria von Ebner-Eschenbach, Rossegger, Björnson, Bret Harte, e così via, volta che la direzione della biblioteca ponga la maggior cura a che vi sieno il più possibile rappresentati i migliori scrittori.

Come si può sostenere invece che nelle biblioteche popolari si raccolga della letteratura di minor valore ed anche della pessima? Il loro scopo non è affatto quello di raggiungere ad ogni costo più elevate cifre nel movimento dei libri, ma quello soprattutto di diffondere la vera coltura, quindi di offrire solo ciò che vi ha di meglio. Se ci si diparte da questa norma fondamentale si abbassa la biblioteca popolare ad una semplice istituzione di divertimento e la si spoglia della sua veste essenziale di dispensiera di coltura. Laddove le direzioni delle biblioteche popolari non si attengono a questa massima, ciò può avvenire per due motivi.

In primo luogo si obietta la grande difficoltà di escludere tutto il male dalla infinita massa della letteratura: ma il lavoro viene facilitato dai cataloghi-modello (come p. es. l'eccellente catalogo della « American Library Association ») o dalle recensioni dei libri nelle pubblicazioni periodiche (per esempio nel « Bulletin des Bibliothèques Populaires »). E quando anche non si abbiano alla mano consimili aiuti, non si dovrebbe almeno decampare dal principio di cercare la scelta del meglio, anche quando solo imperfettamente si possa eseguire.

In secondo luogo poi si sostiene che l'esclusione delle opere di una letteratura inferiore o cattiva, equivarrebbe alla rinuncia della biblioteca a portare la sua azione fino negli strati inferiori del popolo. Anche questo è falso. Anzitutto si dovrebbe negare il diritto di giudicare in tal modo a tutte quelle biblioteche che non hanno seriamente cercato, almeno per un biennio, di promuovere la diffusione della miglior parte della letteratura, con esclusione di tutto ciò che è di basso valore. Ma inoltre si può anche contrapporre che non vi sarebbe alcun beneficio a cacciare un diavolo con un altro, come si suol dire, e del resto la grande maggioranza delle biblioteche popolari è così riboccante di lettori, che vi è già abbastanza da fare a provvedere questa folla con una buona letteratura. Se accanto a questa si volessero accogliere anche libri futili, forse si procaccierebbero dieci o venti nuovi lettori; ma in pari tempo si guasterebbe il gusto di cento o duecento antichi lettori, ai quali si darebbero in mano cattivi libri insieme ai buoni. È poi caratteristico che nel campo scientifico non si ardisca raccomandare quello che si propone nel campo letterario. Un libro di scienza popolare scritto da un ignorante per consenso generale non

è adoperabile e non si addice ad una biblioteca popolare. E perchè allora dovrebbe trovarvi posto un futile prodotto senza valore della letteratura?

La scelta dei libri di genere letterario deve quindi esser fatta solo dal punto di vista letterario ed artistico. È superfluo affermare che è da escludersi ogni scelta basata su criteri politici o religiosi o su altro qualsiasi criterio estraneo. Non si può certo più nel nostro tempo sostenere espressamente che la scelta possa avvenire secondo uno di questi criteri estranei. Tuttavia si deve anche qui anzitutto affermare che si verrebbe meno in qualunque caso alla dignità d'una biblioteca popolare destinata a tutta una popolazione senza distinzione alcuna, qualora si volesse asservirla ad un partito politico o religioso. Per tutte le istituzioni di coltura popolare dovrebbe valere presso i partiti il comando: Togliti i calzari, poichè il suolo che calpesti è sacro.

Parimenti quando debbansi tenere conferenze o corsi (*University Extension lectures*), devesi dare la massima importanza alla scelta del conferenziere ed al modo col quale egli tratta la sua materia. Il pericolo che nelle conferenze o nei corsi si possa offrire qualche cosa di scarso valore sarà tanto più lontano, quanto più il conferenziere sarà profondo conoscitore della materia che tratta. Quanto più egli la possiede, tanto più gli sarà facile estrarre il più importante dalla vastità della scienza, ed ordinarlo ad esporlo in modo, che coloro che lo ascoltano con sufficiente attenzione possano portare a casa una durevole nozione, nei tratti principali, della materia trattata.

Quanto meno il conferenziere sa, tanto maggiore è il pericolo che egli tratti il suo tema in modo piatto o inutilmente diffuso, che le singole parti non sieno in giusto rapporto tra di loro, che i più gravi problemi sieno lasciati da banda o trattati in maniera banale. Appunto nell'esposizione e nella trattazione dei problemi l'esperto conferenziere troverà modo di dare ai propri uditori un'idea della serietà dell'investigazione scientifica e dimostrare loro che, malgrado tutte le conquiste della scienza, noi siamo ancora lungi dal poter penetrare nell'ultima connessione delle cose, e che la soluzione di ogni problema scientifico fa sorgere tutta una serie di nuovi problemi. La penetrazione scientifica nella lezione di un dotto conoscitore della sua materia sarà così il modo più adatto per far pervenire agli uditori, a loro istruzione, la cognizione dei fatti più importanti e dei più rimarchevoli tentativi, ma potrà altresì infonder loro entusiasmo, serietà e vera modestia, preservandoli da ogni arroganza di sapere.

D'altra parte occorre che il conferenziere tenga sempre presente a sè qual grado di istruzione egli possa supporre nei suoi uditori.

È naturalmente assai più facile per un professore universitario parlare davanti ai suoi studenti, che possiedono un eguale fondamento di coltura scientifica, che non davanti a un pubblico misto di persone appartenenti a tutte le sorta di professioni e alle più diverse età e che possono avere un grado di istruzione affatto diverso l'una dall'altra. Ma un conferenziere esperto riconoscerà subito quali cognizioni egli deve presupporre nel suo pubblico, ed i campioni di quest'arte della volgarizzazione della scienza per mezzo della parola possiedono il dono singolare di poter esporre i fondamenti di una scienza davanti ad un uditorio, nel quale essi a buon conto non devono presupporre alcuna cognizione preliminare. Quanto più è rara, tanto più quest'arte dovrebbe costituire la mèta per ogni docente dei corsi popolari, poichè essa è quella « vera popolarità », della quale il grande filosofo tedesco Kant diceva: « lontana dal porre in seconda linea la precisione scientifica, solo si accontenta di non lasciar vedere, in certo modo, l'ossatura che sta sotto al rivestimento del pensiero, così come si segnano delle righe in matita sulle quali si scrive e che poi si cancellano » (1).

Appunto come nelle biblioteche popolari devono essere offerti solo quei libri che hanno un vero valore educativo, così anche nei trattenimenti serali per il popolo si deve avere strettamente riguardo a che non venga dato nulla di futile o superficiale. Questi trattenimenti, che ora in Germania si sogliono chiamare semplicemente « serate popolari » (*Volksabende*) servono notoriamente ad offrire al popolo esecuzioni di musica e recitazioni. Anche qui è falso credere che si debbano anzitutto scegliere i pezzi più semplici che sia possibile, almeno se per semplici si vuol intendere, anche lontanamente, quelli di minor valore. All'incontro si può quasi sempre far l'osservazione, che, ad esempio, Beethoven o Schubert con la loro musica in prevalenza seria e grave vengono senz'altro intesi dagli uditori e che appunto questa musica piena di senso li conquista e soggioga di primo colpo colla sua magica forza. Chi ha veduto i volti illuminati d'entusiasmo di una grande riunione di persone in una di queste audizioni, perderà certo la voglia di far suonare musica da operette invece di Beethoven. Naturalmente non si dovrà incominciare a tutta prima colla IX^a sinfonia di Beethoven, ma scegliere composizioni musicali di più semplice struttura, di un contenuto melodico che tocchi l'orecchio. Ma non se ne trovano forse di tali a centinaia in Haydn, Mozart, in Beethoven stesso, in Schubert, Schumann, e così via?

(1) Tutto il passo, tolto dai « Prolegomena zu einer jeden künftigen Metaphysik » riportato nella prefazione dell'opera: « Freie öffentliche Bibliotheken (Volksbibliotheken und Lesehallen) » di E. Schultze — Hamburg — Gutenberg-Verlag. P. 341 e seg.

Ma il pericolo che le serate popolari non servano alla coltura, ma solo ad una passeggera ricreazione, seguita forse da una maggiore stanchezza ed abbiano quindi per risultato la superficiale mezza coltura, non si presenta solo quando a quelle serate si dia più o meno il carattere degli spettacoli di varietà, ma anche maggiormente quando il programma, sebbene composto interamente da singoli buoni « numeri », sia troppo mista di generi affatto disparati e richieda una troppo lunga durata. Gli operai e gli artigiani, che hanno lavorato assiduamente per tutto il giorno, non possono certamente aver ancora bastante energia intellettuale e capacità d'attenzione, per poter tener dietro ad una serata popolare di due ore e mezza o tre. Ma occorre poi tanta durata? Se la serata dura un'ora od una e mezza al più ed il programma è ben composto con buoni elementi, il compito è pienamente raggiunto. Intendo dire che non si deve, ad esempio, cominciare con una marcia, alla quale tenga dietro la declamazione di una ballata di Schiller, quindi una sonata di Beethoven, una canzone di Mendelssohn, e poi ancora un bozzetto di Bret Harte, un paio di ballate di Löwe, e così di seguito. All'incontro ciascuna di queste serate per il popolo dovrebbe avere un che di completo, di finito in sè, una certa unità. O le singole rappresentazioni devono aggirarsi intorno ad un solo concetto fondamentale, oppure devono venir offerte in una serata opere di un dato poeta o di un dato musicista. Il mescolar tutto assieme non può esser gradito che ad un palato insensibile.

Ma alle persone che sono capaci di un elevato godimento intellettuale o che vi aspirano, non si deve imbandire un tale *pout-pourri*. Anche le serate musicali o di recitazione destinate all'alta società guadagnerebbero assai, sia detto di passaggio, da un programma meno saltuario.

Ma bastano gli esempi. Abbiamo visto che dalla bontà e dall'accurata scelta di quanto viene offerto si arriva ad ottenere i migliori risultati che possono attendersi dalle istituzioni per la coltura popolare. Esattezza, scelta del meglio, buona direzione ed esecuzione dei partecipanti, sono le prime condizioni per un'azione efficace in tal senso. Non deve mai mancare anche la diretta collaborazione dei frequentatori; ma non vi ha qui luogo a spiegare come si possa eccitarla, come si possa molte volte ottenerla. — Se si tralascia per avventura una di queste condizioni, un'istituzione di coltura popolare potrà tuttavia seguire il suo corso; ma senza dubbio maggior valore e più profonda efficacia avrà quella che, senza ricerca d'effetto, in modo ponderato, agisca nel senso indicato.

Che per tutto questo sia necessario del danaro, non vi sarebbe d'uopo di dire. Le buone conferenze costano più delle mediocri, i

libri ben adatti più che i cattivi romanzi, le buone esecuzioni musicali e declamatorie più che le comuni. È sorprendente che nelle classi dirigenti di qualche popolo civile sia diffusa la convinzione che le istituzioni per la coltura popolare, poichè servono al comune vantaggio, debbano costar niente o quasi niente. Questo si chiama abusare della benemerita volonterosità, con la quale persone di nobile animo dedicano gratuitamente alcune delle loro ore di libertà al servizio di una buona causa; peggio ancora, questo sarebbe togliere per grettezza la possibilità di sviluppo ad un importante ramo dell'albero della coltura. Se quanto concerne la coltura popolare dovrà fortemente svilupparsi, in ogni paese civile vi dovranno essere centinaia e migliaia d'uomini e di donne che vi si dedichino come loro professione principale e quindi, s'intende, con una remunerazione fissa. Da nessun maestro di scuola si esige che debba insegnare senza compenso: e l'opera prestata nei corsi d'estensione universitaria, nelle biblioteche popolari, nelle serate per il popolo, dovrebbe stare senza alcun compenso o con una misera inadeguata remunerazione?

Qualche Amministrazione cittadina crede di non avere alcun obbligo di fornir mezzi alle iniziative per la coltura popolare che vadano al di là della scuola elementare e che sia mera generosità se elargisce qualche sussidio. Ma non ci sarà proprio alcun argomento per persuadere simili « padri coscritti » della necessità morale e civile di sufficienti mezzi per l'educazione del popolo? Se uno di questi sapienti si trincerasse dietro l'infinità di servizi, dalle esigenze dei quali è insidiato il bilancio comunale, sarebbe buona tattica combatterlo con l'arma di un altro conto, il quale dimostri quanto ancora al giorno d'oggi costi alle casse comunali la mancanza di coltura del popolo. Non è egli vero che in quasi tutte le grandi città un sol giorno di festa manda più feriti e malati agli ospedali, che un'intera settimana di lavoro? E perchè questo? Perchè la grande massa del popolo non sa ancora dedicare le ore di ozio ad una ricreazione che sollevi e nobiliti, o perchè essa deve preferire la sala da ballo alla libera natura, la bettola alla lettura di un buon libro, dacchè le istituzioni per la coltura del popolo non sono ancora sviluppate ed anche (la maggior stoltezza possibile) sono chiuse la domenica!

Per chiunque osservi con lucida percezione la vita intellettuale dell'umanità, deve esser chiaro che non vi sono spese più produttive di quelle a scopo di coltura e che anche un considerevole aumento delle spese cittadine a questo intento renderà bene col tempo — benchè non se ne possa stabilire il bilancio numerico come di un mattatoio o di un'officina elettrica municipale. Intorno all'utilità che un'appropriata coltura del popolo può apportare agli

individui, allo Stato, all'umanità, non è qui il caso di dirfondersi. (1) Ma si deve affermare che è innegabile la connessione tra la coltura di un popolo ed il suo benessere, e che dinota singolare cortezza di vedute l'atteggiarsi in modo ostile od anche indifferente rispetto alle istituzioni promotrici della coltura popolare. Quanto più i moderni popoli civili per la sempre maggiore estensione dei rapporti economici vengono a formare sotto questo riguardo una grande famiglia, quanto più si intensifica il movimento dei loro scambi, quanto più se ne accresce la popolazione, quanto più il perfezionamento delle terribili armi moderne e dei mezzi di distruzione obbliga ai più seri sforzi per mantenere la pace — altrettanto più importante diventa la diffusione di una universale coltura umana e tanto più importante altresì l'evitare i bassi fondi pericolosi della istruzione superficiale.

(1) V. Volksbildung und Volkswohlfahrt (Coltura del popolo e benessere del popolo. Ricerca sui loro rapporti). Dr. Ernst Schultze; Hamburg — Guttenberg, Verlag.



***Le fonti superiori e le condizioni iniziali della
coltura popolare.***

(*Relazione* PROF. A. GHISLERI).

Duolmi che la brevità impostami dall'urgenza del tempo mi obblighi a stringere questa Relazione in una serie di proposizioni apodittiche; però mi riservo di chiarire e documentare oralmente al Congresso — nella discussione che ne seguisse — tutte quelle proposizioni, le quali sembrassero troppo assolute o bisognevoli di dimostrazione.

X

Da molti anni seguo con interessamento di collega, di studioso e di cittadino, il movimento delle idee e delle istituzioni in pro' della coltura popolare, sotto le più svariate forme, così per i giovani come per gli adulti. L'odierno nostro Congresso è la testimonianza, e oso dire la meritata apoteosi, delle costanti e intelligenti fatiche prodigate a questo nobile scopo da benemeriti insegnanti e da sociologi e cittadini zelatori della popolare educazione. Patronati, ricreatori, biblioteche circolanti, scuole di mestiere, università popolari e altre istituzioni, si possono tuttavia considerare come semplici *istromenti di diffusione* della coltura. Non vidi nel programma di questo Congresso alcun tema, che accennasse alle *qualità intrinseche ed essenziali* richieste o da richiedersi ad una coltura, la quale, dirigendosi alle classi popolari, vuol rispondere ad un tempo ai bisogni particolari di esse ed ai bisogni nuovi della civiltà contemporanea.

Si è lavorato sino a qui, come gli agricoltori della pianura padana, ad aprir canali e a moltiplicare rigagnoli per diramare su ogni lembo di terreno incolto i benefizi di una irrigazione fecondatrice, usufruendo delle acque, quali che si siano, che ci troviamo a portata di mano. Ma non ci siamo mai curati di esaminare se le acque siano tutte egualmente benefiche o non rechino, insieme con molto tritume ingombrante e infecondo, molti germi di male erbe, che l'agricoltore dovrà poi faticosamente sradicare per dar aria e luce ai varî steli della buona sementa.

Basta porre il quesito per intuirne gli svolgimenti e le ulteriori inchieste che ne derivano.

L'esame delle qualità della coltura, che noi c'industriamo a diffondere per mille meati, ci porta a chiedere d'onde venga, ossia da quali serbatoi naturali, e da quali naturali fonti, scende l'onda irrigatrice, che pei canali delle scuole e delle università popolari e delle biblioteche operale ecc., noi cerchiamo di far pervenire sino alle intelligenze più incolte e fino a qui più dimenticate.

Chi ha provato a collaborare per quest'opera di insegnamento popolare avrà trovato una prima difficoltà: non sapere di quali libri valersi, che gli agevolassero il compito arduo di far penetrare barlumi di scienza in cervelli, a cui mancò ogni iniziale preparazione; e non sapere quali libri suggerire a coloro, che già potessero leggere e apprendere da se medesimi. Perfino nelle Università popolari delle grandi città, dove gli uditori rappresentano un ceto superiore di operai colti o di piccoli borghesi, le lezioni impartite di letteratura, di storia, di scienze, di arte ecc., riescono, per universale confessione, di un grado troppo alto, per forma e contenuto accademico, a quello che veramente alla media degli uditori si converrebbe. E anche se l'esposizione apparisca semplice e attraente, di rado avviene che le cose dette siano veramente quelle che a un pubblico popolare più importerebbe di conoscere. Troppo spesso, se un'inchiesta intima fosse possibile, s'avrebbe la lagnanza dell'assetato a cui si porge del pane, o dell'affamato a cui si offre del vino.

Ora giustizia vuole che ci si domandi, se di queste deficienze di sostanza e di proporzione debbansi accusare i docenti e i conferenzieri delle popolari istituzioni, o non debbasi risalire un poco alle *fonti superiori* della coltura contemporanea — agli specialisti, che coltivano le scienze nei laboratori o le bandiscono dalle cattedre delle università, ai letterati e ai filosofi e sociologi che van per la maggiore e sono maestri di color che sanno?

Questa è appunto la mia opinione. Difficile nell'adattamento formale, e manchevole o di dubbia utilità nella sostanza, rimarrà per lungo tempo ancora la coltura popolare — nonostante gli sforzi

ingegnosi e le moltiplicate istituzioni per diffonderla — *insino a che rimarrà assente dai dotti e dalle sfere degli alti studi la preoccupazione dei bisogni popolari in relazione con le nuove esigenze della democrazia e della civiltà.*

Troppo la specializzazione delle scienze fisiche e morali ha ridotto i cultori degli alti studi a isolarsi nella loro quasi egoistica specialità, ignoranti e sprezzanti molte volte delle altre branche dello scibile.

Questa solipsia accademica e scientifica quasi sempre si accompagna con una repugnanza disdegnosa a occuparsi delle questioni che, piacevoli o no, formano in sostanza la storia contemporanea. Così incompresi, rimangono inetti a comprendere l'anima collettiva del loro tempo; e i loro libri, anche se fanno avanzare le ricerche speciali dei loro studi professionali, rimangono più remoti dal tempo nostro e più alieni dal popolo che li circonda, che non i vecchissimi libri di Macchiavelli, di Cicerone, o di Platone.

Ecco perchè, non solamente sono illeggibili per il popolo, ma noi pure, che a quei libri ricorriamo, come a fonti superiori, per attingere alimento alle nostre modeste conferenze o lezioni per le scuole e università popolari, non vi troviamo nè idee, nè insegnamenti che abbiano un addentellato coi bisogni odierni della vita popolare, nulla che ci agevoli il difficile compito di accostare il sapere dei dotti alla mente delle moltitudini.

E qui sorge spontanea la domanda: Che cosa deve intendersi per « coltura popolare? ».

Nel più consueto uso della parola io la vedo interpretata come una specie di « traduzione in volgare » del sapere scientifico propriamente detto; il quale nelle sue fonti originali adoperando un linguaggio suo proprio, buono solo per gli iniziati che vennero favoriti da una lunga e adeguata preparazione, ha bisogno di una riduzione e di una traduzione *ad hoc* per gli operai, i contadini, i piccoli borghesi, a cui quella adeguata preparazione mancò affatto.

Anche vedo concepita la coltura popolare come una *riduzione* del contenuto delle singole scienze e arti a quel *tantum d'immediata utilità* che può servire ai lavori manuali, a cui le varie classi popolari sono adibite nelle odierne condizioni dell'industria, dell'agricoltura, della nautica, della colonizzazione. Le scuole professionali serali e festive, di apprendisaggio, di perfezionamento per operai e teorico-pratiche per capi-tecnici, d'istruzione pratica per contadini, l'introduzione diffusa del disegno e l'associazione della scuola all'officina, ed altre provvidenze ausiliarie (quali sono l'invio di gruppi di operai alle grandi Esposizioni internazionali) sembrano appunto precisare i fini della « coltura popolare » nella prepara-

zione di *abili esecutori manuali* per i varî rami delle moderne industrie e delle altre fonti di produzione. Nel secolo delle macchine e dell'elettrico, si è sentito il bisogno di perfezionare anche codesta vecchia macchina a due mani e a due piedi, che per tanti secoli avea da sola funzionato ad un tempo da motore e da operatore, da sega, da martello, da falce, da ruota, da puleggia, ecc.

Ma possiamo noi dissimulare a noi stessi che un altro fine mosse gli zelatori più benemeriti e più intelligenti della coltura popolare in tutti i paesi, il nostro compreso, e cioè non si è voluto solamente perfezionare il *manovale*, offrendo alle esigenze dell'odierna produzione capitalistica un *arnese* meccanico più perfezionato, ma s'intese altresì a formare degli *uomini* e dei *cittadini*?

Or eccoci nel cuore della questione. Che cosa occorre all'operaio, al manovale, al contadino, a qualsiasi membro delle classi popolari, senza distinzione di sesso, a cui le necessità del pane contesero la possibilità di una estesa e profonda educazione della mente, per avere coscienza d'*uomini* e di *cittadini*?

Niuno oserà dire che ad ottenere questo risultato bastino l'alfabeto, l'aritmetica, delle nozioni di geometria e di meccanica, una maggiore abilità nel disegno, o nel maneggio di quegli speciali arnesi di mestiere che formano il *buon manovale*; nè garanzia di sufficienza a quegli scopi più elevati e meno semplici a conseguire possono riuscire quelle briciole di erudizione letteraria e storica, economica o giuridica, sociologica o di varî argomenti, di cui il diletterismo dei conferenzieri, anche se dottissimi, sogliono essere prodighi alle nostre università popolari, ma che si gettano inorganicamente confuse e frammentarie alla folla dei digiuni uditori, come ai poveri, aspettanti sulla soglia, si gettano in pasto gli avanzi della mensa di Epulone.

Codesti frammenti o detriti di alta coltura, che, in forma più o meno attraente, si ammaniscono ai frequentatori delle università popolari, somigliano troppo ai detriti di rocce e terreni di varia natura che i grandi fiumi depongono al limitare del loro delta, ostruendo gli utili canali che l'opera secolare dell'uomo vi aveva scavati per la coltivazione e formando nuovi banchi di mobili arene, sulle quali nulla di solido si può costruire, e nessuna seminagione può condursi a maturanza. Io mi sono domandato (e voi forse vi sarete fatta più di una volta la stessa domanda) davanti a uditori, che passano tutte le loro giornate in lavori manuali e vengono alle nostre istituzioni per udire una parola di conforto, per illuminare e rafforzare la loro coscienza di uomini faticanti nelle strettezze economiche e famigliari — quale frutto potessero trarre da conferenze su temi specialissimi di erudizione, affatto lontana dalle loro necessità quotidiane. Mi avevano l'aria, certi temi, di *bibelots* eleganti, offerti a chi manca della camicia o delle scarpe.

In breve: io ben so che tutto è interessante per l'erudito, e che ogni argomento, per quanto frivolo possa parere, ha diritto di cittadinanza scientifica tra i dotti; ma sembrami che al popolo debba offrirsi il necessario, ciò che può subito convertirsi in sangue e in fosforo, e soprattutto ciò che può orientarlo, come *uomo* e come *cittadino*, nella selva selvaggia degli interessi in conflitto e nelle suggestioni quotidiane dell'egoismo proprio e dell'altrui.

Ora che la educazione religiosa è screditata e noi la vogliamo tolta dalle scuole, che domandiamo *neutrali*, e dai costumi, che vorremmo sottratti alle influenze confessionali, che cosa sostituiremo per il popolo, se non gli porghiamo, in luogo delle vecchie leggende, quelle *grandi idee generali* e quei *grandi sentimenti umani* che costituiscono la coscienza e la bussola della nuova civiltà?

Non si è abbastanza considerato da quali speciali attrattive e influenze derivava la sua forza e il suo ascendente l'insegnamento cattolico. Nella influenza della Chiesa, come nelle scuole delle congregazioni religiose, la gran forza deriva da ciò, che tutti i professori, come i preti, sono anzitutto dei *direttori di coscienze*; buona o cattiva che si giudichi, essi hanno una risposta pronta su tutti i grandi problemi della vita. Di qui la loro superiorità sui nostri insegnanti, i quali considerano assolto il loro debito professionale quando abbiano fatto ingollare agli alunni quel tanto di pillole dosate e numerate di grammatica, di letteratura, di fisica, di matematica, ecc. che trovano prescritte nei programmi.

Ora, anche per questa speciale funzione della coltura popolare, dobbiamo deplorare la deficienza, quasi assoluta, e l'incuranza, se non l'ignoranza, che caratterizza quasi tutti gl'illustri cattedratici dei nostri Istituti superiori.

Si può essere celebri matematici, geologi, chirurghi, naturalisti, astronomi, ecc., e avere uno spirito corto, gretto, egoista, assente dalla vita contemporanea e per ciò incapace di comprendere quegli altri problemi di chimica, di paleontologia, di patologia o di meccanica sociale, intorno ai quali l'alta coltura dovrebbe pur sostituire alle screditate risposte delle religioni, delle nuove risposte più illuminate e più sincere e non meno fattrici di coscienze e di caratteri.

Non credo estraneo ai doveri del nostro Congresso l'accennare a questi alti fini educativi della coltura popolare. La volontà generale, per dirla con Rousseau, o il « voler vivere collettivo » dello Schopenhauer, devono avere i loro fini e le loro idee direttrici, senza delle quali non vi ha nè vita nazionale, nè progresso sociale. Ora è appunto di questi fini, di queste grandi « *idee-forze* » che cercate invano il focolare o la elaborazione, la preoccupazione e

l'esempio, nelle cattedre (poche eccezioni fatte) e nelle istituzioni ufficiali della nostra coltura superiore.

x

Ma tra le istituzioni ausiliari della coltura e della educazione popolare io voglio anche accennare a quelle, che nell'ordine del giorno del Congresso non vedo ricordate, eppure io reputo *condizioni iniziali* dell'elevamento morale e intellettuale delle classi inferiori. Voglio parlare di quella educazione, che anche l'analfabeta riceve dall'esperienza della vita e dall'esercizio dell'osservazione, della riflessione, del ragionamento, a cui è chiamato dalle occasioni del suo ambiente. Volgere l'attenzione dell'operaio e del contadino sui fatti sociali, ch'egli può conoscere o controllare da vicino, invitandolo a decidere con l'influenza del voto, è un mezzo di coltura intuitiva e spontanea più efficace e fecondo che non tutte le nostre lezioni e conferenze, a cui gli uditori assistono passivamente. Il diritto di voto, che teoricamente anche nel nostro paese è riconosciuto all'universale, dovrebbe concretarsi nell'*intervento* del popolo in ogni cosa d'amministrazione, che sia a portata del suo sguardo, e per la quale uomini e cose siano facilmente noti o controllabili da vicino. La migliore scuola popolare, in ogni età della storia, si palesò essere l'esercizio effettivo delle pubbliche libertà, l'intervento popolare nella cosa pubblica. La chiamata degli elettori (e non di tutti i regnicoli) a lunghe scadenze, è poco più di niente a paragone dello esercizio assiduo del controllo e della volontà popolare nelle locali amministrazioni (della pubblica assistenza, dell'igiene, delle scuole, e della stessa amministrazione della giustizia) quale io lo domando qui — non per ragioni politiche, ma perchè *condizione iniziale ed essenziale* della popolare coltura. Niuno stimolo maggiore di questo alla istruzione del popolo e nessun'altra istituzione ausiliaria può essere più integratrice. Già si è veduto quale ottima scuola le società operaie, per questo loro intervento nella discussione e nelle deliberazioni, riescano a ciascuno degli associati. Si allarghi l'intervento del popolo, di tutto il popolo, anche degli analfabeti, nelle deliberazioni comunali — quale fu nelle età più gloriose dei nostri comuni del medio-evo — e avremo offerto alla coltura popolare il miglior correttivo di ciò che essa, per le ragioni dette, presenta di frammentario, d'inorganico e di accademico; e per virtù del medesimo intervento, si verranno integrando e successivamente trasformando in modelli più conformi ai suoi bisogni, quelle medesime istituzioni scolastiche e universitarie, che lo zelo degli amici del popolo gli è venuto apprestando insino a qui, cercando, ma un po' a tentoni, di arrivare sino all'anima sua.

x

Due conclusioni, pare a me, risultano da quanto ho sommariamente accennato, e sono :

1. Che non basta lavorare a diffondere *in basso* la coltura scientifica e morale, se *in alto* — in tutte le sedi di studi superiori — l'alta coltura, il pensiero dei dotti specialisti, non si orientino verso l'*utilità sociale*, educandosi (è la vera parola e non so trovarne una migliore) a comprendere gli scambievoli rapporti delle varie parti dello scibile e dei progressi scientifici con le condizioni della società, integrando l'insegnamento delle singole scienze con quelle *idee generali* di filosofia e di sociologia, che formano la coscienza dell'uomo moderno ;

2. Che nè dalle scuole primarie, nè dalle scuole professionali, nè dalle istituzioni ausiliarie di questi due ordini d'insegnamento, si otterrà mai tutta l'efficacia intellettuale ed educativa, che si propongono gli amici delle classi popolari, se a queste manca quello stimolo all'osservazione e al ragionamento e quella rivelazione dei complessi rapporti sociali, che loro può venire soltanto dall'intervento normale di tutto il popolo nelle funzioni della cosa pubblica, soprattutto nell'ambito delle amministrazioni locali.



Enseignement et éducation post-scolaires.

(Rapport M. EMILE VINCK).

C'est, je pense, ce titre général qui convient à l'ensemble des œuvres dont nous poursuivons le développement.

Leur nécessité apparaît dans tous les pays. Il serait téméraire de vouloir établir des règles générales pour des situations si différentes d'un pays à l'autre, alors que dans le même pays il se révèle d'énormes variations.

Je vais donc me borner à dire ce qui a été fait en Belgique et je tenterai d'en déduire quelques conclusions.

Peut-être notre expérience pourra-t-elle être utile à d'autres?

De nombreuses tentatives d'enseignement post-scolaire ont été faites en Belgique, dont les plus importantes sont le Willems-Fouis (exclusivement flamande), la Ligue de l'Enseignement, les Extensions Universitaires de l'Université Nouvelle de Bruxelles, de l'Université Libre de Bruxelles, de l'Université de Gand et de l'Université de Liège, ensuite les Universités Populaires, parmi lesquelles celles de Saint Gilles (Bruxelles) et de Marcinelle sont les types les plus complets.

On peut l'affirmer: aucune de ces œuvres n'arrive à réaliser ce que ses promoteurs ont voulu: l'éducation *populaire*. D'une façon générale (je ne dis pas d'une façon absolue) l'ouvrier n'y vient pas. À peine même vient-il aux cours d'Extensions Universitaires ou aux Universités Populaires organisées dans *ses Maisons du Peuple*.

Peut-être la même situation se présente-t-elle dans d'autres pays, et peut-être le Congrès pourra-t-il conduire par la recherche des causes à la découverte des remèdes?

Les causes d'insuccès que nous pouvons indiquer pour la Belgique sont les suivantes:

I) Méconnaissance ou ignorance de la situation intellectuelle de la classe ouvrière, si différente d'une Commune à une autre;

II) Situation économique de la classe ouvrière dont les heures de travail sont trop longues et les salaires insuffisants;

III) L'organisation scolaire elle-même, qui ne contribue aucunement à faire aimer ou désirer le travail cérébral;

IV) L'organisation inadéquate des cours ou conférences des Extensions ou des Universités Populaires.

Situation intellectuelle de la classe ouvrière.

Telle est scientifiquement la première question qui eût dû nous préoccuper.

Nous aurions alors découvert combien dans notre pays ce niveau intellectuel est bas, grâce au manque de patriotisme des classes dirigeantes, économiques et politiques.

Sans nous attacher ici à rechercher les causes de cette dépression intellectuelle, nous pouvons constater que nous sommes une des dernières nations occidentales qui ait négligé d'introduire l'instruction obligatoire et nous sommes certainement de tous les pays qui nous entourent celui où le nombre d'adultes ne sachant pas lire et écrire est le plus considérable.

Nous pouvons dire que d'une façon générale l'ouvrier adulte n'a pas de besoins intellectuels, il n'a pas le désir de s'instruire.

Et cela se comprend aisément.

Beaucoup d'entre eux n'ont pas été à l'école, les plus favorisés y ont été jusqu'à l'âge de onze ou douze ans, les plus instruits forment l'exception qui confirme la règle.

Dès qu'ils ont quitté l'école, ils ont dû donner tout leur temps au travail manuel auquel leurs parents les ont mis, travail manuel absorbant toute leur énergie et ne leur laissant à la fin de la journée qu'un désir: celui du sommeil.

Il importe de dire qu'il n'y a qu'une vingtaine d'années que, dans notre pays, le travail des mines est interdit aux enfants, de sorte que la population adulte d'aujourd'hui est encore celle qui a eu son enfance terriblement débilitée dans le travail des mines et des manufactures.

Ainsi donc, pendant toute l'enfance et l'adolescence, aucun travail cérébral; les quelques notions qu'ils ont pu acquérir à l'école ils les ont oubliées (1). Ils arrivent ainsi à un âge où il comprennent combien l'instruction leur serait utile.

(1) Plusieurs instituteurs m'ont fait part de cette triste constatation que de nombreux jeunes gens venant aux écoles d'adultes ont oublié même les premières notions de lecture.

Mais d'une part ils n'ont plus le temps de l'acquérir; d'autre part le travail cérébral est devenu pour eux une telle fatigue que presque tous y renoncent (1).

Faut-il dès lors s'étonner qu'il soit exceptionnel de voir des cours fréquentés par des ouvriers, et le contraire ne serait-il pas étonnant?

Quoique la cause que nous venons d'indiquer résume toutes les autres, il n'est pas inutile de préciser la situation en disant un mot des autres causes que nous avons signalées.

Longues heures de travail et salaires insuffisants.

Les statistiques officielles (et celle de 1896 ne s'applique qu'aux ouvriers industriels, c'est à dire aux mieux favorisés) nous révèlent une situation lamentable:

HEURES DE TRAVAIL

Sur 601.000 ouvriers et ouvrières:

70.000	seulement travaillent	moins de 10 h.
215.000	"	environ 10 h.
91.000	"	" 10 1/2 h.
100.000	"	" 11 h.
125.000	"	plus de 11 h.

SALAIRES

Parmi les 466.000 ouvriers et ouvrières adultes:

113.000	gagnent moins	de 2 frs 50
187.000	"	de 2.50 à 3.50
116.000	"	de 3.50 à 4.00
50.000	seulement gagnent plus	de 4.00 frs.

La conséquence logique est une alimentation insuffisante. Voici en effet ce que nous révèlent les recherches faites à ce sujet:

ALIMENTATION (2).

	Albuminoïdes	Graisses	Hydrocarbures
Ouvrier du Massachusset:	127	186	531
Ouvrier belge en 1853	70	26.2	461
" " " 1886	82.2	77.9	589.4

(1) L'étude des budgets ouvriers en Belgique montrerait que l'ouvrier belge ne peut pas se nourrir suffisamment pour accomplir un travail cérébral sérieux.

(2) HECTOR DENIS: *La dépression économique et sociale et l'histoire du prix*. — 1896.

L'organisation de l'enseignement primaire.

Il est triste de constater qu'en outre l'organisation de l'enseignement primaire, quoique déjà beaucoup améliorée, est encore loin d'être conçue de telle façon qu'elle éveille chez l'enfant le désir du travail cérébral et de la culture intellectuelle.

L'enfant de onze, treize ou quinze ans ne réfléchit pas encore au côté utilitaire de l'instruction, il importerait donc de ne pas lui faire apparaître l'enseignement comme un ennui. Ici nous touchons à la grande question des réformes qui devraient être introduites dans la pédagogie.

Quant à l'importance que celle-ci présente pour nous, on comprend aisément que lorsque l'enseignement est apparu à l'enfant comme un ennui pendant plusieurs années, et l'école comme un lieu de surmenage et de torture dont il est heureux d'être délivré, il est difficile d'obtenir que le jeune homme prenne le chemin des cours et conférences. Quand il comprendra l'utilité, la nécessité, il sera devenu homme, son cerveau sera rouillé, comme tout organe qui n'a jamais fonctionné.

Organisation inadéquate des cours et conférences.

Il suffit, n'est ce pas, après avoir fait les constatations qui précèdent, de songer aux titres des cours et conférences organisés par la plupart de nos Comités, pour acquérir cette conviction que les cerveaux des auditeurs doivent être impénétrables pour la plupart de ces enseignements. On comprend ainsi que des auditoires, nombreux souvent à la première séance, se trouvent réduits à quelques unités à la fin du cours, pour le plus grand découragement du professeur et des organisateurs.

Quels remèdes, maintenant ?

Le meilleur des remèdes consiste évidemment à écarter les causes d'infériorité intellectuelle de la classe ouvrière en améliorant d'abord sa situation économique, en améliorant ensuite les qualités éducatives et stimulantes de nos écoles primaires et moyennes.

Mais si ce sont là des questions qui doivent nous préoccuper, elles ne forment cependant pas l'objet des travaux d'un Congrès d'Œuvres post-scolaires.

Nous avons à nous demander ce qu'il y a moyen de faire, étant donné la situation telle qu'elle existe et non telle qu'elle pourrait être. Et ce sera précisément faire œuvre de *science posi-*

tive que de trouver les conditions d'adaptation des organismes que nous voulons créer aux conditions sociales que nous voulons modifier.

Il nous paraît indiscutable qu'il faudra plusieurs organismes de nature différente, adaptés au degré de réceptivité. Que presque rien de ce qui a été fait jusqu'ici ne convienne à des *adultes*, cela n'est plus douteux.

Il importe dès lors de se pénétrer de ce que le but des œuvres post-scolaires doit être autant un but *d'éducation* qu'un but *d'instruction*.

Partant de cette idée, il est possible de créer toute une série de groupements dont le but immédiat peut être le même que celui des groupements existant aujourd'hui déjà (mutualité, épargne, voyages, développement physique, etc.), mais soiemment préoccupés de l'éducation de leurs membres.

Ces groupements donneront aussi à notre action cette *continuité* qui lui a toujours fait défaut, et sans laquelle aucun résultat durable ne peut être obtenu.

Quelle peut bien en effet être la trace laissée, dans le cerveau si peu perméable d'un adulte, par une ou même plusieurs conférences annuelles?...

Certes le moyen que nous préconisons ne sera pas d'une efficacité foudroyante, mais au moins les efforts ne seront pas complètement perdus, comme c'est le cas, en ce qui concerne les adultes.



Mais notre véritable champ d'action c'est la jeunesse, à partir du moment où celle-ci quitte l'école.

Voilà où tous nos efforts doivent se concentrer. Et si nous ne disposons pas d'énergies suffisantes pour nous occuper en même temps de la jeunesse et des adultes, je pense qu'il vaut mieux diriger nos efforts là où ceux-ci auront la plus grande efficacité, c'est à dire au profit de la jeunesse.

Nous pouvons même ajouter que si depuis treize ans que les mouvements expansionnistes ont été créés dans notre pays, l'énorme quantité de dévouements et d'énergies qu'ils ont produite avait été utilisée au profit de la jeunesse sortant des écoles, nous aurions aujourd'hui modifié la mentalité d'un grand nombre de citoyens parmi ceux qui ont moins de 27 ans. Et les Œuvres seraient créées et en plein développement.

Il est temps de reconnaître que nous avons fait fausse route.

Nous devons donc nous occuper de l'enfance sortant des écoles, afin qu'il ne se produise plus chez elle cet arrêt de l'activité cérébrale qui fait l'infériorité des adultes d'aujourd'hui.

Ici, encore une fois, il ne s'agit pas de créer des œuvres qui soient purement et sèchement instructives, où l'enfant retrouve la rigueur et l'ennui de la discipline scolaire. Il faut instruire l'enfant en l'intéressant et l'intéresser en l'amusant.

C'est vers ce but que doivent tendre tous nos efforts: *continuer le groupement scolaire après l'école* et le faire servir à des buts d'instruction et d'éducation. Il serait en effet absurde d'imaginer un autre groupement quand on peut en utiliser un dont la cohésion n'est égalée par aucun autre.

Ici encore ne soyons pas hypnotisés par le désir de faire des érudits, mais bien plutôt par la nécessité de faire *des hommes*. Songeons que nos œuvres sont destinées à relever le niveau de la masse et non à pousser la culture de certains tempéraments exceptionnels. — Contentons-nous d'un travail cérébral réduit, mais tachons d'obtenir qu'il soit continu. Pour cela, des réunions hebdomadaires peuvent déjà suffire si elles sont intelligemment comprises.

Le groupement scolaire continué est un des plus féconds que l'on puisse imaginer. Parmi les anciens élèves de telle ou telle autre école se trouveront plus tard les tempéraments les plus opposés, les talents les plus divers. À côté de la grande masse, de culture moyenne, il y aura les sujets d'élite, ayant acquis une notoriété dans les arts, les sciences, la littérature, l'industrie, etc. et dont le concours pourra être des plus précieux.

Remarquons ici précisément que ce qui est possible dans un groupement d'anciens élèves se trouvera être impossible dans tout autre. Tel citoyen, devenu une notoriété scientifique ou artistique, se dérangera volontiers en faveur du groupement des anciens camarades, qui jamais ne donnera son concours à un groupement qui lui est étranger, et s'il y va par esprit de solidarité sociale, il n'y aura pas entre lui et le restant de la réunion cet esprit de camaraderie qui est si puissant pour favoriser les buts éducatifs.

Il faut donc que le groupement post-scolaire devienne une chose habituelle, que les enfants et jeunes gens, en quittant l'école, continuent à faire partie du Cercle des anciens élèves de cette école, comme il est usuel que les jeunes filles qui ont été au couvent y retournent, périodiquement, pendant de longues années, pour prendre part à des neuvaines ou autres réunions.

Pour arriver à ce résultat il est indispensable que les instituteurs et institutrices comprennent la grandeur de l'œuvre entreprise et en deviennent les collaborateurs. C'est en effet dès l'école que l'on doit inspirer à l'enfant le désir d'entrer dans ce groupement, il faut qu'en quittant l'école il soit fier d'entrer dans ce cercle, cette « *Amicale* » dont font partie « *les grands* ».

C'est parce que nous avons négligé ou méprisé jusqu'ici ces considérations affectives, cependant si précieuses, que nous avons échoué dans la plupart de nos entreprises. Et vraiment les centres d'affection sont-ils nombreux dans la société moderne pour que nous en détruisions volontairement un des plus puissants?...

Il va de soi que cette *association d'anciens élèves* ne doit pas être un groupement purement théorique, ne se réunissant qu'une ou deux fois par an, sans autre but que le coude à coude d'une réunion. Il importe au contraire qu'elle ait une existence continue, c'est à dire qu'elle manifeste une activité continue, qui lui donne un intérêt immédiat. Pour cela elle sera divisée en sections aussi nombreuses que les intéressés eux-mêmes le désireront, pour autant qu'il y ait quelqu'un pour les guider; et s'il ne s'en trouve pas dans le corps professoral il y aura presque toujours quelqu'un parmi les anciens élèves. Ces sections pourront avoir les buts les plus divers: excursions, photographie, gymnastique, déclamation, théâtre, musique, etc., mutualité, sections d'étude de telle ou telle autre science, etc. Toutes ces sections se réuniront périodiquement pour assister à des conférences, des réunions musicales, des fêtes, etc.

Il importe d'insister dans nos Congrès sur ce fait: que par un enseignement sec et aride nous n'atteindrons aucun résultat. Au lieu de la grande masse, nous aurons quelques individualités, et celles-ci souvent n'avaient pas besoin de nous; elles auraient pu trouver par elles-mêmes la nourriture intellectuelle dont elles sentaient déjà le besoin.

L'enseignement pour nous n'est pas un *but*, c'est un *moyen* d'éducation.

x

L'existence des organismes locaux étant assurée, il restera pour les dévouements un champ énorme d'activité à cultiver: celui des relations intercommunales et internationales. Quoi de plus naturel et de plus fécond?..

x

Nous n'avons pas voulu, dans ce rapport, nous occuper de l'organisation pratique des différentes œuvres possibles.

Il y a en effet, préalablement à toute organisation, une série de questions de principe à examiner.

Nous avons, pendant de nombreuses années, commis cette erreur de croire qu'un organisme, vivant à merveille dans un milieu déterminé, pouvait à volonté être transplanté dans un autre milieu,

À la vérité donc, s'il est utile de savoir ce que l'on fait dans d'autres pays pour s'en inspirer, il est *avant tout* nécessaire de connaître le milieu que l'on veut transformer.

Telle est la conclusion même de ce rapport.

Habitué au travail cérébral, aussi entraîné au travail intellectuel qu'un terrassier au travail musculaire, il nous faut une véritable étude, un réel effort d'objectivisation pour pénétrer la mentalité de la classe ouvrière,

N'oublions pas qu'en fait d'exercice du cerveau, la plupart de ceux auxquels nous voulons nous adresser et ceux-là surtout qu'ont besoin de nous, en sont restés au point où nous étions à l'âge de 12-13 ans.

Cette comparaison n'est pas absolue: certes la pensée a, malgré tout, acquis une certaine maturité, mais l'organe a cessé de faire ces exercices réguliers qui maintiennent sa vigueur et son élasticité.

Cet effort d'objectivisation nous *devons* donc nous l'imposer, sous peine de continuer à dépenser en pure perte notre activité altruiste.

Ce même effort doit être fait par les professeurs, habitués aux chaires académiques et qui oublient que leur langage abstrait équivaut, pour leur auditoire, à une langue étrangère; qui oublient que les classes de culture inférieure n'ont à leur disposition que le vocabulaire très restreint de leur vie tristement monotone et bornée.

Nous avons assisté à des leçons superbes, que les amis du conférencier — universitaires eux-mêmes venus par camaraderie — étaient seuls à comprendre.



Il est à la question de l'éducation populaire une solution dont nous devons encore indiquer l'importance, quoique ce rapport dépasse déjà les limites que nous nous étions tracées.

C'est l'enseignement professionnel.

Cette solution, quand elle est possible, est préférable à toutes les autres. Il importe alors seulement de faire graviter autour de l'enseignement technique l'éducation générale des jeunes gens. Et cela est toujours possible.

Ajoutez à ce que nous avons dit plus haut l'intérêt évident de l'enseignement professionnel, l'œuvre sera non seulement d'une grande puissance éducative, mais elle aura en outre l'énorme force de l'utilité professionnelle immédiate.

Il faudrait s'efforcer cependant de rattacher cet enseignement professionnel d'une façon quelconque aux organismes post-scolaires,

afin d'en élargir l'horizon, et de faire en sorte que, une fois l'enseignement professionnel terminé, le jeune homme continue à faire partie d'une organisation éducative.



Une dernière observation est nécessaire pour attirer l'attention sur la nécessité de fonder les mêmes organismes pour les jeunes filles que pour les jeunes gens, car nous n'aurons pas d'influence réelle et durable sur les masses si nous ne modifions pas la mentalité de la femme, l'élément continu de l'éducation familiale.

P. 3. — À la fin d'Octobre se tiendra à Bruxelles le II. Congrès national des Œuvres post-scolaires. Il aura précisément pour but d'attirer l'attention des organisateurs sur l'*étude du milieu*, et de déterminer pour la Belgique le milieu auquel nos Œuvres s'adressent et les formes d'organisation les plus adéquates.

TERZA SEZIONE

TEMI PARTICOLARI



Iniziative per la coltura popolare nell'Austria tedesca.

(Relazione DR. L. M. HARTMANN).

Il movimento per la coltura popolare nell'Austria tedesca cominciò dopo il 1860 colla fondazione dell' « Unione operaia di Vienna per la coltura » (*Wiener Arbeiterbildungsverein*) soprattutto in connessione col movimento operaio, allora manifestatosi. Prima d'allora si tenevano bensì delle conferenze *popolari*, ma non servivano in fatti che al pubblico colto.

Le associazioni operaie di coltura avevano due difetti originali: la mancanza di conferenzieri e lo scopo, di fatto se non dichiarato, di propaganda politica a favore del partito socialista. Questo carattere politico si affermò ancor più fortemente, quando, per lo stato d'assedio stabilito dal conte Taaffe, vennero sciolte per la maggior parte le altre associazioni operaie e tutta la vita politica delle classi operaie dovette di necessità rifugiarsi nelle associazioni operaie di coltura.

Dopo che fu abrogato il regime eccezionale, queste associazioni da una parte cooperano colle Camere di Lavoro per la diffusione dell'istruzione elementare, che negli operai venuti in città dalla campagna è assai imperfetta, d'altra parte d'accordo col partito socialista cercano, mediante conferenze isolate, di propagare i principi politici del partito stesso.

Da alcuni anni la società « Avvenire » (*Zukunft*) di Vienna, che ha alla testa personalità eminenti del partito socialista, ha preso a fornire i conferenzieri specialmente alle Camere di Lavoro.

I rapporti tra l'organizzazione socialista per la coltura e quella

indipendente dai partiti sono ottimi dopo l'abrogazione delle leggi eccezionali, da poichè è intervenuta una quasi completa divisione di lavoro. Tra le associazioni apolitiche sono notevoli quelle per la coltura popolare di Vienna e dell'Austria inferiore (*Wiener Volksbildungsverein, Niederösterreichischer Volksbildungsverein*) come pure un certo numero di altre associazioni sorte dai circoli borghesi nei singoli paesi dell'impero verso il 1880, le quali, ora, son pure unite in una « Lega centrale » (*Centralbande*), che si raduna ogni due anni.

La *Wiener Volksbildungsverein* (associazione viennese per la coltura popolare), che è la più cospicua, tiene annualmente nei pomeriggi festivi dei mesi d'inverno, da 200 a 300 tra conferenze, recitazioni e concerti popolari nei diversi rioni di Vienna, possiede 14 biblioteche popolari, che danno a prestito all'incirca un milione e mezzo di libri all'anno, ed ha recentemente aperta una sala di lettura. Di tutte queste istituzioni approfittano principalmente gli operai e la piccola borghesia. I soci pagano un tenue contributo, mentre per il pubblico è quasi stabilito, per ragioni economiche e pedagogiche, il principio della gratuità.

Da circa un decennio è sorta una filiale, che sotto l'impulso e la direzione del prof. Ed. Reyer, ha fondato la grande « Biblioteca centrale » riccamente fornita anche di opere scientifiche, più un certo numero di biblioteche suburbane. Le opere scientifiche possedute dalla Biblioteca centrale possono esser prese a prestito, sia dalle suburbane, sia dalle biblioteche dell'Associazione per la coltura popolare. Il numero dei libri dati a prestito è oggi già alquanto maggiore presso la nuova società che presso la più antica. Della Biblioteca centrale, per la quale si paga una tassa mensile più sensibile, approfitta principalmente la borghesia; ed il prof. Reyer tende a far sì che col prodotto di questa tassa l'istituzione basti a se stessa, fino a che lo Stato ed il Comune non ne assumano la gestione.



L'Amministrazione comunale, dominata dal partito clericale, per molto tempo si mostrò ostile alle iniziative specialmente dell'Associazione per la coltura popolare, come si può rilevare dal fatto che non accordò più i locali scolastici per le conferenze. Recentemente ha concesso una piccola sovvenzione alla Biblioteca centrale. L'azione positiva dei clericali nel campo della coltura popolare (alcune conferenze, poche biblioteche e una sala di lettura) è affatto insignificante e guastata dal fatto che essa tende ad un secondo fine partigiano, in antitesi colla divulgazione della pura scienza.

Poichè la volonterosa attività dell'Associazione per la coltura popolare doveva in fatto limitarsi a conferenze isolate (la tentata introduzione di corsi si era riscontrata essere troppo costosa per una società privata) nell'autunno del 1895, per iniziativa di un certo numero dei più giovani insegnanti universitari, che erano anche conferenzieri dell'Associazione, si fondarono in Vienna, ad imitazione dell'University-Extension inglese, dei « Corsi universitari ». I principî ne sono i seguenti: 1) Direzione da parte di una Commissione ufficiale dell'Università, nominata dal Senato accademico e dalle facoltà. — 2) Sovvenzione dallo Stato (per ora 14,000 corone all'anno). — 3) Corrisponsione di un onorario ai docenti. — 4) Mite tassa d'ingresso (1 corona per 6 sere, per gli operai la metà). — 5) I conferenzieri scelti soprattutto tra i liberi docenti. — 6) Interdizione degli argomenti controversi di attualità, politici o religiosi. — Si tengono ora annualmente circa 80 corsi (ciascuno di 6 lezioni serali) a Vienna, e da 20 a 25 in città minori dei dintorni più o meno immediati. Negli undici anni da che ebbero principio i corsi popolari universitari si tenne un migliaio di corsi, frequentati da ben 180,000 uditori. Una metà circa di questi si recluta nelle classi operaie: danno un forte contingente anche i maestri e la piccola borghesia cittadina: non si è ancora riesciti ad attirarvi i contadini.

Seguendo l'esempio di Vienna, istituzioni consimili sono sorte in tutte le altre Università tedesche dell'Austria, come anche nelle czeche e polacche. Anche in Germania e nella Svizzera si seguì la stessa via, ma peraltro l'estensione universitaria non vi ha ancora raggiunto un egual grado.

Lo sviluppo dei corsi universitari popolari, fatta eccezione per gli anni di crisi economica, è stato continuo. Essi hanno accaparrato la fiducia della popolazione e la stessa Università ufficiale è ora oggetto di una più larga simpatia popolare. L'insegnamento è venuto guadagnando anche di estensione e di intensità scientifica, poichè sempre più di frequente si raggruppano dei corsi (da 3 fino ad 8, cioè da 18 a 48 lezioni) così da formare dei cicli nei quali può essere trattato esaurientemente un più vasto ramo del sapere (per esempio: Anatomia in 48 sere, Storia della filosofia in 66, Storia universale moderna in 48). Si raggiunge con ciò un certo coordinamento sistematico del programma e si offre possibilità agli uditori di formarsi un'idea fondamentale di tutti i precipui rami del sapere umano, sebbene lo scopo capitale rimanga quello di introdurre al concetto scientifico, non di accumulare semplicemente delle cognizioni. L'intelligenza è largamente facilitata dalle dimostrazioni per mezzo di proiezioni ottiche, di esperimenti, di visite ed escursioni e così via.

Un proseguimento dell'opera dei Corsi universitari popolari è la « Casa del popolo » (*Volksheim*) di Vienna, fondata da 5 anni e che da un anno possiede, in un quartiere operaio della Città, un proprio edificio, che serve esclusivamente alle Scuole popolari superiori. Scopo della « Casa del popolo » è quello di intensificare l'istruzione acquistata in altre organizzazioni per la coltura popolare, esercitando l'attività individuale degli allievi e valendosi del concorso delle diverse iniziative per la coltura popolare. Gli uditori dei Corsi universitari popolari, come quelli che appartengono ad altre Associazioni di coltura, godono di speciali facilitazioni per la Casa del popolo. Il loro contributo come associati si limita a 6 corone all'anno, e per operai organizzati solo a 3 corone, pagabili anche ratealmente. I membri della Casa del popolo possono assistere gratuitamente alle lezioni, che sono da 10 a 15 per sera; alle esercitazioni, alle conferenze isolate del sabato sera e dei pomeriggi domenicali, e così via. Un elemento essenziale è costituito dagli esercizi nei gabinetti e nei laboratori di storia naturale, di chimica, ecc., e dalle conversazioni di singoli gruppi in apposite aule su materie speciali, (per es., filosofiche, letterarie, di lingua inglese, di economia politica), alle quali i soci prendono parte volontieri sotto la guida di personalità competenti, per lo più appartenenti agli istituti superiori. Vi si aggiunge l'istruzione nelle lingue (inglese, francese, latino), lo studio superiore della lingua tedesca e della stilistica, anche gli elementi del tedesco per gli operai czechi, un corso per analfabeti sotto la guida di insegnanti delle scuole elementari e di studenti, l'insegnamento della matematica nei vari gradi, dagli elementi alla matematica superiore. — Nella maggior parte delle materie un uditore ha l'opportunità di portarsi, a seconda del suo grado di coltura, al livello delle scuole elementari, delle medie o delle superiori. I membri attivi si reclutano specialmente tra gli operai più elevati e tra gli impiegati di commercio. Il Comitato scelto dai soci stessi si compone di persone appartenenti ai diversi partiti: vi sono maggiormente rappresentati il ceto di professori di scuole superiori e gli operai organizzati. Una biblioteca scientifica popolare, delle biblioteche tecniche speciali, una biblioteca per prestiti di libri e sala di lettura dell'Associazione per la coltura popolare, situata nell'edificio stesso, tutta una serie di Corsi universitari popolari che si tengono nei locali della Casa del popolo, offrono il necessario complemento al sistema di conferenze proprie della Casa stessa e servono di concentramento alle diverse iniziative per la coltura popolare.



Da consimili istituti d'altri paesi questo si distingue principal-

mente per ciò che non serve ad alcuna tendenza politica, tanto che uomini e donne di tutti i partiti amici della coltura prendono parte alla sua Direzione, e inoltre perchè non si propone, in prima linea, un insegnamento tecnico, pratico, utilitario, ma piuttosto la pura coltura e l'educazione intima.

✕

Concludendo, a Vienna si trovano gli inizi di un completo sistema d'educazione popolare in tre gradi successivi: 1) corsi elementari e conferenze isolate (Unione operaia per la coltura, Associazione per la coltura popolare, Casa del popolo). — 2) Corsi universitari popolari. — 3) Esercitazioni e Corsi superiori della Casa del popolo.



***Il movimento per una più elevata educazione
delle classi lavoratrici in Inghilterra e nella
Scozia.***

(*Relazione* DR. J. H. MUIRHEAD).

Può essere interessante per i membri del Congresso di Milano, e può anche servire d'incoraggiamento qualche notizia sul movimento per la coltura popolare che da poco si è iniziato in Inghilterra. Nell'agosto 1903, per iniziativa degli operai stessi, ma con attiva cooperazione delle Università, venne fondata una nuova società sotto il nome di « Associazione educativa dei lavoratori » (*The Workers' educational Association*) coll'espresso proposito di promuovere una più elevata educazione della classe lavoratrice.

I mezzi proposti pel raggiungimento erano l'estensione dell'insegnamento universitario, lo sviluppo di un efficace sistema di scuole complementari, l'aiuto agli sforzi della classe operaia di intento particolarmente educativo ed il coordinamento delle iniziative popolari in questo campo.

Da Oxford, ov'era stata fondata, l'Associazione si diffuse rapidamente in tutto il paese, ed ora ha da 30 a 40 diramazioni locali che van crescendo di continuo. Il sorgere di questa Associazione in Inghilterra appare come una nuova fase di quel grande fatto sociale che è il « *labour movement* ». Non è questa del rimanente una novità: Gladstone soleva dire che si parlò del movimento sociale nel 1824 o 25 quando si revocarono le leggi contro le Associazioni. D'allora in poi abbiamo la legge di riforma (*Reform Act*) del 1832; le leggi sulle fabbriche (*Factory Acts*) dei decenni successivi, che resero possibile, come Sidney Webb ha

dimostrato, lo sviluppo delle grandi Associazioni operaie (*Trade Unions*); la legge di riforma del 1867, che ebbe per conseguenza quella sull'istruzione del 1870; la nuova riforma del 1885 ed il partito del lavoro (*Labour party*) che lentamente maturato ebbe ora ad un tratto, al caldo raggio del rivolgimento politico in favore del liberalismo, una sorprendente fioritura nella Camera dei Comuni.

E non è una novità neppure il movimento per una maggiore istruzione delle classi operaie. Si può dire anzi che sorse col movimento sociale, essendosi aperto nel 1824 il « *Mechanics Institute* » di Londra, seguito in breve da istituzioni consimili, così che nel 1852 si potè già dire che non vi era una città o borgata senza il suo « Istituto meccanico e letterario ». Allo sviluppo di queste istituzioni seguì quello dei « Collegi d'operai » (*Working men's Colleges*), secondo la denominazione inglese delle scuole superiori. Il primo fu il « Collegio del popolo » a Sheffield, e si dice che alla prima riunione il locale fosse illuminato da una candela d'un soldo infissa in un calamaio: « la luce di quella non si è più estinta », aggiunge con entusiasmo lo storico di questi primi tentativi. Se non fu il primo, il *Working men's College* di Londra, che ha celebrato ora il suo giubileo, è stato fin qui il più noto ed ebbe il maggior successo. L'ultimo venuto, ma che dà forse le maggiori speranze, è quello di Ruskin ad Oxford. Finalmente negli ultimi decenni del secolo scorso si svolse quel movimento dell'Estensione Universitaria, che accenna ad una connessione ancor più intima tra le Università e le classi lavoratrici.

La novità che caratterizza il movimento presente è l'unione di queste due correnti. È un movimento per l'istruzione, ma coincide ed è in gran parte una derivazione della nuova coscienza politica delle classi operaie, allo sviluppo della quale contribuì la partecipazione delle stesse classi alle amministrazioni locali e centrali.

Questo spiega alcuni particolari delle nuove aspirazioni del Paese. Venendo dai lavoratori stessi ed essendo sorte da una nuova coscienza politica e nazionale, esse tendono alla conoscenza ed al modo di estrinsecarla, come ad un mezzo per raggiungere fini politici. I lavoratori inglesi, chiamati solo ora a prendere parte attiva al governo di un vasto impero, la saggia amministrazione del quale è questione vitale per milioni di abitanti, non solo delle loro isole, ma di altre parti del globo, sentono il bisogno di una migliore e più continua educazione per rendere efficace la loro voce. Riconoscendo inoltre che il governo stesso, dopo tutto, non è che un mezzo per raggiungere una desiderata maniera di *vita*, l'accesso alla quale è principalmente impedito dalla mancanza di preparazione dell'intel-

letto e del sentimento, gli operai sono decisi a fare il possibile onde rimuovere questo ostacolo per loro stessi e per i loro figli. Nulla di sorprendente in ciò. « L'Inghilterra ha dormito a lungo: quando si sveglia, avrà fame »; queste parole attribuite a Sir Henry Vane ai tempi della repubblica di Cromwell, sembrano profetiche; l'Inghilterra sembra svegliarsi ora, affamata.

L'origine e le circostanze spiegano l'indirizzo del movimento attuale verso gli studi letterari, economici in aperto contrasto coi primi istituti meccanici diretti all'istruzione tecnica e con quelli che sorsero verso il 1860-70 aventi per oggetto le scienze fisiche. Pare che i nuovi studi sieno, più di quello che comunemente si pensi, intimamente connessi coll'amministrazione pubblica. « Coloro che hanno letto le vite di uomini sorti dalle classi lavoratrici e pervenuti ad una posizione per la quale possono esercitare influenza sulla vita e sulle opinioni del loro tempo, devono avere osservato che, ad eccezione di pochi inventori, il loro elevarsi avvenne per mezzo della lettura dei libri e principalmente di quei capolavori che chiamiamo letteratura ». Così scriveva il presidente del Comitato del cessato ufficio scolastico (*School Board*) di Londra; e ciò ebbe un'interessante conferma dalle risposte di recente ricevute da W. T. Stead, l'editore della Rivista delle Riviste, alla domanda indirizzata a 46 membri del Partito del Lavoro nella Camera dei Comuni, intorno ai libri che avevano avuto influenza sopra di loro; poche risposte si riferiscono ad opere scientifiche, mentre in 5 si parla di Roberto Burns, in 6 di Walter Scott, in 8 di Shakespeare, in 10 di Dickens, in 12 della Bibbia, in 12 di Carlyle ed in 15 di Ruskin.

Così anche si viene a comprendere che per godere veramente di ciò che vi ha di meglio nella vita — quello che appunto si cerca ora maggiormente e che del resto è una necessità assoluta di tutti i tempi — si riscontra uno sforzo assai più serio e sistematico di quel che fosse fin qui comune in ogni grado d'educazione, diretto ad educare l'immaginazione e i sentimenti mediante la familiarità con « quanto di meglio si è pensato e detto nel mondo ».

Per tutto questo, coloro che hanno la responsabilità del successo di questo movimento (e saggiamente quelli che ne sono alla testa hanno saputo farvi partecipare le Università) sono ansiosi di trovare il modo per meglio consolidarlo e dirigerlo. Per questa ragione essi aspettano con interesse le deliberazioni del Congresso di Milano e vi cercano incoraggiamento e guida.

Alcuni punti sono ormai fissati. In riguardo al miglioramento generale dei metodi di educazione nelle scuole elementari pubbliche, senza alcun dubbio l'avvenire molto ci riserva e senza alcun dubbio dobbiamo premere con insistenza continua fino ad ottenere

la frequenza obbligatoria delle scuole complementari serali, colla logica conseguenza che i giovanetti sieno lasciati liberi più presto dal lavoro giornaliero retribuito, per facilitare il loro intervento alla scuola. « Se fosse stabilito un conveniente sistema di istruzione serale fino ai 18 anni » scrive il segretario della *Workers' Educational Association*, « e se gli industriali fossero obbligati ad abbreviare le ore di lavoro per i giovanetti e le giovanette, si vedrebbe meglio la possibilità di una generale richiesta d'istruzione da parte delle classi lavoratrici; un maggior numero di operai desidererebbe più elevata coltura; si ridurrebbe ad un minimo l'attuale sciupio d'istruzione, perchè i giovani di 18 anni non avrebbero ad imparare di nuovo quello che hanno appreso una dozzina d'anni prima ». I dubbi e le difficoltà cominciano nelle questioni dei fini e dei mezzi per il tratto successivo, nella natura dell'istituzione che si deve tendere a stabilire per gli operai adulti, nei mezzi per sorreggerla e nelle sue relazioni col nostro attuale sistema universitario.

Non si intende qui discutere un così vasto problema. Forse non sarebbe neppur opportuno nello stadio attuale del movimento di fissarci sopra una soluzione particolare. Una questione più accessibile e più pratica è la seguente: Quali desideri immediati dobbiamo noi stessi esporre, quali metodi cercar di applicare coll'aiuto di associazioni simili a quella che si è ora formata? Su quale insegnamento e su quali risorse finanziarie possiamo far conto?

1. Il movimento d'Estensione Universitaria ha fatto un grande lavoro, dimostrando quel che è possibile in fatto di conferenze o di corsi continuati di letture per le classi operaie.

Che rimanessero delle difficoltà da risolvere nel proseguimento di un'opera così mirabilmente incominciata, era da aspettarsi. L'una di queste consiste nell'ulteriore continuazione degli studi incominciati per parte dei pochi, aiutati dal contatto personale col l'insegnante, non per settimane e mesi, ma per diversi anni. Un'altra difficoltà è l'inizio degli studi stessi su di una più vasta estensione, in centri affatto impotenti a sopportare la spesa di corsi d'estensione universitaria del tipo ordinario. Affinchè il nuovo movimento conduca l'opera di diffusione della coltura più innanzi che non l'antico, deve valersi risolutamente di questi due mezzi: *a)* stimolare l'interesse per l'istruzione in tutti gli angoli più riposti, dove hanno potuto allignare organizzazioni operaie, società di mutuo soccorso, scuole festive del mattino, collegi Ruskin, istituzioni religiose sociali; *b)* stabilire combinazioni per sostenere queste istituzioni mediante assiduo contatto personale di esperti e scelti insegnanti, lungo un continuato periodo di studi.

2. È appunto qui che l'« Associazione educativa dei lavoratori »

promette di completare l'ordinamento con un organo, la mancanza del quale era uno dei maggiori ostacoli all'ulteriore sviluppo dell'Estensione Universitaria. Per il contatto immediato colle associazioni operaie economiche, istruttive e religiose, che le deriva dalla sua stessa costituzione, essa si propone di stimolarle continuamente a cercare le opportunità di uno studio regolare.

« Il metodo da seguire », scrive il segretario, « sarà questo: L'associazione organizzerà un dato distretto industriale e quando vi avrà trovato da 25 a 50 uomini pronti per un corso biennale, si rivolgerà all'Università per avere un insegnante (*lecturer*); l'Università approverà un corso proposto o « elettivo », come si dice in America. Noi siamo sicuri », egli aggiunge, « che il sistema attuale di estensione universitaria è buonissimo, ma è sostenuto soltanto dalla munificenza privata, perchè in molti luoghi le Autorità locali non riguardano quell'istruzione come una cosa seria. È assolutamente necessario aggiungere un nuovo tipo, un tipo laboratorio — come nell'Università stessa — affinchè le Università possano far molto per l'educazione del lavoro. Tra quegli studiosi se ne potranno scegliere alcuni da mandare all'Università stessa a conseguirci un diploma (come è possibile ad Oxford), solo nella materia nella quale essi desiderano perfezionarsi.

3. Queste sono proposte concrete che credo pratiche. Così, tosto che esse cominceranno ad essere realizzate, solleviranno definitivamente per le Università e le Autorità locali la questione sul modo di soddisfare alla richiesta. Non posso credere che venga messa da parte o trascurata. È naturale del resto che debbano contribuire in qualche misura l'Associazione o gli studenti individualmente. L'Associazione si propone di assicurarsi anzitutto, bussando a tutte le porte, quanto può dare il centro; ma cercherà poi di coprire quanto manca coi sussidi degli enti educativi locali e dell'Università della regione, alla quale inoltre farà richiesta di un adatto insegnante. Tale richiesta si ricollega a ciò che forse è una difficoltà principale. L'insegnamento richiesto verterà generalmente sulla storia politica ed industriale, sullo sviluppo delle istituzioni sociali, sulla letteratura economica, sull'etica elementare e la filosofia: soggetti nei quali non sono ora molto forti le Università inglesi. Sarà faticoso, dovrà essere portato ogni sera in diversi quartieri della città o nei dintorni di essa e durerà per tutta la sessione universitaria. Sembra per questo difficile che possa essere intrapreso, quand'anche sia convenientemente remunerato, dai membri dell'ordinario corpo universitario. L'unica soluzione sembra essere la formazione di una nuova classe di insegnanti universitari o dell'estensione universitaria, scelti accuratamente, non solo per la loro dottrina, ma anche per la loro familiarità

coi modi di pensare delle classi operale e per la loro devozione all'opera della coltura popolare. Chiunque abbia fatto l'esperienza di cercare uno di questi insegnanti, riconosce certo la difficoltà che presenta. Certamente la domanda formerà a poco a poco le persone adatte e degli insegnanti sortiranno col tempo dagli scolari stessi, formando così un nuovo apprezzabile legame tra le Università e le classi lavoratrici. Ma al presente il problema si presenta difficile, ed ogni maggior lume attinto all'esperienza d'altri paesi sarà ben accetto in Inghilterra.

Questo breve rapporto sulla nuova Associazione e le questioni che solleva è stato scritto e mandato nella duplice speranza che possa contenere suggerimenti per consimili istituzioni in altri paesi e possa trarre in ricambio altri suggerimenti, come il miglior mezzo di perfezionare il programma e recare ad effetto gli ideali.

Lo scrittore, insieme a molti in Inghilterra che non possono intervenire, fa i migliori voti per la buona riuscita del Congresso.



Les Universités Populaires en France.

(Rapport M.^r L. GUÉBIN).

Université populaire — ce titre, dont le succès dans tous les pays du monde atteste l'opportunité, fut créé en 1900.

C'est à la suite du mouvement qui détermina Deherme, fondateur de la « Coopération des idées », à émigrer du petit local de la rue Paul Bert dans lequel, en 1898, il avait inauguré son enseignement sociologique, dans les locaux agrandis d'un ancien café-concert du faubourg St. Antoine, 157, que, parmi plusieurs autres, ce vocable fut choisi.

S'appuyant, d'une part, sur les besoins de culture à donner et d'action sociale à satisfaire; d'autre part, sur l'agitation, qu'à ce moment même, l'affaire Dreyfus provoquait dans toutes les classes de la société française, on vit les Universités populaires se multiplier en peu de temps et, sortant de Paris, gagner bientôt la France, puis les autres pays.

Dans le dernier rapport de Monsieur Edouard Petit, 169 institutions se réclament du nom d'Universités populaires.

La plus grande variété règne dans leur organisation.

Les unes ont un conseil d'administration avec bureau, présidence, secrétaire etc.; d'autres se contentent de délégués se partageant la besogne, au mieux des circonstances.

Les unes ont des cotisations fixes; d'autres partagent les dépenses à faire entre les adhérents.

Pour le siège social, certaines Universités populaires se contentent de locaux empruntés temporairement à des particuliers ou

des Municipalités ; un petit nombre sont associées à des Bourses de travail ou des Coopératives.

Quelques-unes, pour se maintenir indépendantes de toute ingérence, tutelle ou complaisance, se sont installées dans des locaux libres.

Pour toutes les Universités populaires existantes, le côté faible de leur organisation tient au genre de cotisation, généralement odieux. Le prix de fr. 0,50 par mois ou fr. 6,00 par an représente à peine la dépense d'entretien.

Quel que soit le nombre d'adhérents cotisants, il est, en dehors du cas de location gratuite, impossible à une Université populaire de fonctionner en se contentant de l'argent des cotisations.

On peut affirmer que, sauf peu d'exceptions, les Universités populaires n'existent qu'avec le concours de personnes n'imposant un sacrifice important pour les faire vivre, ou en recourant à l'organisation de fêtes, de tombolas, ou autres moyens dont l'emploi est plutôt à regretter.

Quelques tentatives ont été faites pour équilibrer les dépenses et les ressources. On a préconisé l'installation de buvettes, de restaurants populaires. — « L'éducation sociale de Montmartre » Université populaire du XVIII^e arrondissement de Paris, a fait construire des logements à bon marché et dans l'immeuble est compris l'Université populaire.

« Le Foyer du peuple » Université populaire du XVII^e arrondissement en bénéficiant d'un grand terrain a pu, en faisant construire et en louant à des artisans, diminuer d'autant les dépenses de l'Université Populaire. — Mais c'est là une exception due à des circonstances spéciales.

A vrai dire, la solution pour les Universités Populaires eût été d'établir celles-ci sur les mêmes bases financières, puisque l'on ne peut rien faire sans argent, que celles qui ont servi à la création du cercle populaire de Mulhouse ou Franklin du Havre.

D'un côté, un groupe pour garantir le loyer, avec intérêt limité ou même nul. De l'autre côté, la société bénéficiaire, agissant avec ses cotisations et n'ayant à se préoccuper que des frais d'entretien.

Nous ne parlons pas de relèvement de la cotisation à un prix supérieur. Cette solution, qui serait à la fois la plus simple et la plus digne, puisque les dépenses seraient alors supportées par ceux qui en tirent bénéfice, se heurte à des habitudes déjà prises, et a contre elle le parti pris de rechercher les jouissances gratuites.



De l'action propre, que par leur origine et leur titre on est

tenté de leur attribuer, il est encore bien délicat de rechercher les résultats.

Le titre avait fait fortune. Comme un talisman, beaucoup crurent qu'en l'employant, ils se trouvaient immédiatement changés et radicalement préparés pour la vie sociale qu'il s'agissait d'inaugurer.

On n'a pas assez remarqué et dit, qu'avant l'éclosion spontanée des U. P. il existait encore ou il avait existé des institutions répondant aux mêmes désirs d'universaliser les connaissances ou les actes de solidarité.

L'Œuvre de Fallot, l'Union pour l'action morale, l'observatoire populaire de Faubert au Trocadéro, qui chaque dimanche, distribuait un savoir encyclopédique, satisfaisaient alors les natures d'élite, à qui l'effort personnel ne répugne pas et apparaît comme la condition essentielle de toute rénovation et de tout progrès.

Il fallait l'excitation bataillieuse de la période dreyfusiste pour nous illusionner sur la génération hâtive des U. P. et la fragilité de leur établissement, et nous faire concevoir des espérances que des dévouements de trop peu de consistance devaient changer en déceptions.

Les causes qui avaient favorisé leur création disparaissant, le rendez-vous de luttes, que pour la plupart des adhérents elles étaient, cessa d'être fréquenté et leur désertion, par ceux qui n'y avaient cherché qu'un abri provisoire, fut bien vite accomplie.

Ne nous étonnons pas outre mesure de ce résultat. La vivacité des sentiments qui poussait beaucoup d'esprits à se servir des U. P. pour soutenir la lutte en faveur de l'idéal de justice, devait bientôt les en éloigner, aussitôt que leur ardeur combative se ralentissait.

Œuvre de pénétration maternelle entre savants intellectuels et artisans manuels, il fallait, de part et d'autre, un grand crédit de patience pour ne pas escompter des résultats immédiats, analogues à ceux qu'on peut attendre d'un comité électoral.

Beaucoup d'esprits, trompés par leur élan, crurent que l'effort à faire était de se donner promptement, tout entiers, pour se sentir quittes ensuite vis-à-vis de leur conscience et du corps social. On ne vit pas tout d'abord que la rénovation était pour tous, aussi bien pour les bourgeois que pour les ouvriers, qu'elle était aussi morale qu'intellectuelle, aussi sociale qu'individuelle. De cette erreur dans la dose et l'étendue de notre bonne volonté, est né le désaccord dans le but à poursuivre.

Les uns se déclarèrent satisfaits, après la grâce de Dreyfus, ou furent heureux de saisir ce fait, pour se détacher d'œuvres dont l'action élargie les inquiétait dans leurs intérêts ; d'autres, cessant

d'y voir un terrain neutre de libres discussions, où toutes les idées pouvaient courtoisement s'affronter, voulurent inféoder les U. P. aux partis politiques ou les associer trop étroitement aux revendications ouvrières.

Entre ces tendances extrêmes, mais de même esprit particulariste et partial, la vie de l'université populaire, simplement désintéressée, ouverte à tous, essayant d'être pour tout le peuple, un lien, un foyer d'action sociale, devint bien difficile.

Pour expliquer les défaillances des uns, les abstentions des autres, on a cherché bien des raisons.

Tantôt on a reproché aux conférenciers de parler un langage difficile, inapproprié pour l'auditoire, sans songer que pour le jeu ou les sports, l'ouvrier s'impose et accepte n'importe quel effort pour saisir le rapport et le sens des mots.

On a soulevé des objections sur les questions traitées sans réfléchir qu'avant nous la propagande socialiste de 1830 à 1848 s'était exercée sur tous les sujets, sans exception, avec un succès qu'atteste le souvenir des écoles phalanstérienne et saint-simonienne.

Osons le dire, l'amour du prochain était alors le puissant mobile suscitant les enthousiasmes, amalgamant tous les efforts, armant toutes les énergies.

La fraternité provoquait et conduisait toutes les expériences. Aujourd'hui, la préoccupation âpre d'un bonheur immédiat, chassant le désir du moindre effort, l'emporte sur toute autre considération d'évolution nécessaire et de durée dans les expériences poursuivies. — C'est ainsi que trop souvent la suspicion et la haine, se cachant derrière la misère, deviennent les agents de concentration de toutes les rancunes à assouvir, de toutes les revendications à faire triompher.

X

Comment, au milieu de ces difficultés et de ces résistances, concevoir le rôle des U. P. ?

Ceux qui veulent en faire un instrument de bataille ou qui conseillent aux ouvriers d'en concevoir ainsi l'utilité, ne se donnent-ils jamais à eux mêmes, un moment de répit dans leurs véhémentes et justes revendications ? Doit-on passer tout son temps de veille à récriminer ? Est-ce même prudent pour le succès de nos luttes ?

Si la vie industrielle et ouvrière est un enfer, nous pensons que le meilleur moyen d'en atténuer les douleurs et les rancunes n'est pas d'en continuer au delà du terme imposé par le travail servile, et par suggestion trop facile, les injustices et les horreurs.

Le cœur, avec le cerveau, a besoin aussi de satisfactions et

l'U. P. considérée comme œuvre de pure éducation sociale, morale et affective, apportant à chacun, avec le sentiment de ce qu'il doit à la collectivité, le bénéfice de relations volontairement contractées, est une organisation dont le but humain ne le cède en rien, comme utilité générale, à ceux des organisations exclusivement économiques ou syndicalistes.

Que la part de joie devienne plus grande avec la sécurité de vivre bien assurée, rien de plus certain, en n'envisageant que la logique. Ne commettons cependant pas l'erreur de croire que, le travail bien réparti, l'organisation ouvrière réglée à la satisfaction de tous, le bonheur règnerait sur la terre.

La vie de l'homme est plus complexe et l'expérience de chaque jour est là pour nous montrer que les arrangements sociaux réagissent sur nous très différemment, suivant l'humeur de nos caractères et qu'en oubliant de compter avec notre nature organique, nous risquons d'empoisonner toute notre existence, fussions-nous pourvus des meilleurs moyens matériels d'en assurer le développement.

Il faut l'affirmer contre certaines tendances outrancières et rétrogrades : L'idéal humain n'est pas de s'attacher au métier. Celui-ci n'est qu'un moyen, aussi changeant que peuvent l'exiger les circonstances ou les arrêts de notre volonté.

Il y a des institutions d'enseignement ; il y a des institutions militaires, religieuses, professionnelles. Il n'y a rien pour la cité, pour le citoyen. Il y a des sociétés pour le jeu d'échecs ; il y a même des fédérations nationales et internationales pour ce jeu ! Il n'y a rien pour la vie civique.

À notre point de vue, l'université populaire, pour rester une création à part, originale et différente de toutes les autres institutions, devrait nous préparer à exercer notre fonction dans la cité. En face de l'Eglise, qui suscite le croyant ; en face de l'Usine, qui crée l'ouvrier ; en face de l'École, qui prépare l'individu ; à côté de la Famille, où notre personnalité s'engendre, l'U. P. vient se placer.

Elle vient pour créer une mentalité nouvelle.

Elle démontre la puissance de l'association sous toutes ses formes : que le choix porte sur le partage entre tous des plus belles œuvres de l'esprit ou sur les mesures les plus propres à s'assurer une vie plus saine, par les restaurants coopératifs, par les logements hygiéniques, par les dispensaires, par les patronages, par les offices de renseignements sociaux.

C'est à cette tâche que l'U. P., consciente de son rôle, doit se livrer pour préparer de braves gens avec lesquels il sera, non seulement désirable de travailler, mais encore très agréable de vivre en trouvant, dans leur commerce, de la cordialité, du désin-

téressement et surtout plus d'amitié. Avec un vif sentiment du besoin de sauvegarder leur liberté, tout en s'apprenant, avec plaisir, à respecter celle de leur prochain, ses partisans conscients formeront l'embryon d'une société nouvelle, où la justice, entourée de beauté, rendra notre sort plus doux, notre esprit moins inquiet, et amènera entre les hommes plus de concorde et d'harmonie.



Le Biblioteche popolari in Italia.

(*Relazione* PROF. ETTORE FABIETTI).

In fatto di biblioteche popolari, in Italia incominciamo ora. Anzi, ricominciamo; poichè vi furono in altri tempi tentativi nobilissimi, che parvero iniziare un vero movimento in favore di questa istituzione, e lo iniziarono infatti, ma — colpa sopra tutto della nostra incostanza — non pervennero che a risultati limitati ed effimeri.

Se fu una biblioteca italiana — l'Ambrosiana di Milano — la prima in Europa ad aprir le sue porte al pubblico (1608); se nel 1885 un documento ufficiale la « Statistica del Regno d'Italia » constataba che la Francia soltanto possedeva un più gran numero di volumi; se in generale le biblioteche nazionali nostre offrono al pubblico più agevole accesso che le loro consorelle d'altri paesi; devesi pur riconoscere che sino a questi ultimi anni ben poco si è fatto da noi per creare biblioteche atte a sviluppare la cultura delle classi popolari. Troppo tardi ci accorgemmo che le nostre antiche biblioteche di Stato, per quanto numerose, ricche e facilmente accessibili, non rispondono ai bisogni odierni della società. Sacrari opimi di dottrina, specialmente classica, giovano a una ristretta cerchia di studiosi e di ricercatori professionali, ma devono considerarsi come totalmente inette a diffondere una larga corrente di cultura generale tra le classi laboriose, sulle quali più direttamente riposa la vita e la fortuna del paese.

Il primo tentativo che, a quanto sappiamo, è stato fatto in Italia per costituire depositi di libri atti a istruire ed educare il popolo, risale al 1861, e lo si deve ad Antonio Bruni, che fondò,

coll'ausilio di qualche amico, una Biblioteca popolare a Prato, la quale cinque anni di poi contava più di 2000 volumi ed aveva trovato imitatori in 32 città (Cremona, Caltanissetta, Vercelli, Lodi, Viadana, Parma, Livorno, Lecco, Catanzaro, ecc.).

In quella stessa epoca il Comizio agrario di Voghera offriva in dono 100 volumi a tutti i comuni e a tutte le società operaie che avessero istituito delle biblioteche e riuscì in breve a determinare la creazione di 73 piccoli centri diffusori del libro, distribuendo 6772 opere.

Una volta dato l'impulso, il movimento si propagò. Nel 1867, auspicò il Baravalle, il Cremona, il Fano, Luigi Luzzatti ed altri valentuomini, si organizzò a Milano una « *Società Promotrice delle Biblioteche popolari* » col proposito di stimolare l'iniziativa dei Comuni, le direzioni scolastiche e le società agricole a fondar biblioteche per il popolo, ad accordar sussidi in libri e in denaro, a impartire consigli e istruzioni tecniche, a pubblicare cataloghi modello; d'indurre gli editori ad accordare forti ribassi sul prezzo dei libri, di istituire infine dei premi alle biblioteche e ai bibliotecari che avessero meglio lavorato a realizzare il programma dell'associazione.

Agl'inizi della sua vita, che si riprometteva feconda di rapidi risultati, la nuova istituzione, dopo aver fondato una biblioteca popolare a Milano, chiese l'appoggio della *Lega dell'insegnamento*, nata allora allora, in seguito a un appello rivolto alla nazione da Gino Capponi, Bettino Ricasoli, Carlo Matteucci, Terenzio Mamiani ed Ottavio Gigli: e sebbene la lega fosse nata col programma di por mano alla creazione dei giardini d'infanzia e di scuole per adulti, pure si prestò a incoraggiare l'opera delle biblioteche popolari, alcuna delle quali fu anche istituita per iniziativa dei Comitati locali della Lega stessa, come quella della prigione degli *Scalzi* a Verona.

Appartengono a questo periodo anche le biblioteche popolari di Murano (1867), di Ascoli (1869) e di Roma (1871), la quale ultima, credo, prosperi anche oggi.

Ma lo slancio impresso da più parti a questo movimento comincia verso il 1872 ad affievolirsi e ben presto si esaurì. Nè di questo rapido arresto è difficile rintracciar le ragioni. In Italia, come del resto in tutti i paesi di razza latina, non si deve molto attendere dall'iniziativa privata. Per troppo tenui fili l'individuo si sente da noi congiunto al gruppo sociale di cui è parte, e troppo imperfettamente ancora percepisce la stretta connessione d'ogni interesse singolo coll'interesse comune. Ora, in questa iniziativa delle biblioteche popolari, il governo, le province, i comuni intervennero il meno possibile. Pur protestando la loro simpatia in astratto, pur

concedendo anche, in via eccezionale, qualche magro sussidio, non pensarono menomamente ad esercitare alcuna influenza sull'andamento delle biblioteche; le quali, rimaste senza la guida di un criterio direttivo e senza controllo di sorta, in balla di bibliotecari improvvisati, che in generale non avevano mai avuto confidenza coi libri, parte finirono quasi subito nell'indifferenza generale, parte trascinarono vita stentata e grama per qualche anno ancora, senza rendere servigi apprezzabili alla cultura popolare e soltanto alcune, come quelle di Cremona, Prato, Roma e qualche altra, durarono fino ad oggi, ma senza che l'opinione pubblica e la stampa se ne interessassero gran che; per cui, volgendosi ora di nuovo l'attenzione di molti alle biblioteche popolari, quasi tutte appaiono bisognosi di una riforma che ne ravvivi il contenuto e ne faccia più agili e rapidi i movimenti e i contatti col pubblico dei lettori.

L'indifferenza dei poteri pubblici giunse a tal punto, che non si pensò mai a compilare una statistica esatta delle biblioteche popolari esistenti in Italia; ed io stesso che — per l'ufficio a cui sono preposto — ne scrivo con qualche conoscenza di causa, non saprei dire con precisione quante attualmente esse siano, nè tracciare un quadro approssimativo del loro movimento e delle loro risorse, nè fornire notizie attendibili sul modo come sono governate e dirette. Appena quest'anno il Ministero della P. I. ha diramato un questionario in proposito alle autorità e alle associazioni scolastiche, ma una tale inchiesta, se non seguita da provvedimenti positivi, non approderà a nulla di concreto e di utile.

Del resto, tutto l'intervento dello Stato in materia di biblioteche popolari si limita a una disposizione regolamentare, di cui non ricordo la data, che determina le condizioni alle quali il sussidio (8500 lire per tutto il Regno!) può essere erogato, e cioè la compilazione di un elenco delle opere desiderate allegato alla domanda di sussidio, insieme con una dichiarazione la quale assicuri che, in caso di scioglimento dell'Ente, i libri passeranno al Comune o rimarranno comunque di dominio collettivo.

Tanto ha saputo fare la sapienza governativa per un'istituzione che in Inghilterra ha dato luogo, dal 1850 in poi, a non meno di trenta atti legislativi. Forse, avendo fatto votare al Parlamento il 13 luglio 1877 la legge sull'istruzione obbligatoria, lo Stato s'illuse ch'essa avesse dovuto bastare a tutto e che in conseguenza non era più necessario occuparsi d'altro.

Il fatto è che dal 1875 a questi ultimi anni le biblioteche popolari in Italia hanno più vegetato che vissuto. Basti ricordare che, nel 1901, una commissione incaricata di vagliare i risultati di un concorso indetto dalla *Società Bibliografica* per la concessione di un premio offerto alle migliori biblioteche popolari dal barone

Alberto Lumbroso, era costretta a dichiarare nella sua relazione che « vere biblioteche popolari non esistevano ancora in Italia » facendo intendere che quelle esistenti, sia per la composizione loro, sia per il modo di funzionamento, sia per i risultati, non erano degne del loro nome.

Nè le poche e rudimentali biblioteche scolastiche, sparse per le 50 mila e più scuole del Regno, potevano pretendere in nessun caso a sostituire la biblioteca popolare, neanche nei comuni rurali.

Nell'Alta Italia e specialmente dove è più viva e combattiva l'azione del clero, si fondarono alla chetichella le così dette biblioteche parrocchiali, che ultimamente a Milano si sono costituite in Federazione. Ma esse, quando non sono focolari d'idee retrive e strumenti di propaganda anticivile, sembra abbiano per unico scopo di addormentare le menti e le coscienze dei fedeli coll'oppio letale del pietismo e distoglierle dalla realtà presente coll'alcool del maraviglioso e dell'inverosimile: onde vite di santi e libri di fantastiche avventure formano il corredo dei loro scaffali, da cui sono rigorosamente banditi persino i libri più popolari del De Amicis.

Mentre scrivo ho sotto gli occhi il catalogo della Biblioteca Popolare dell'Oratorio maschile di Desio, pubblicato nel 1905. Conta circa 1200 opericciuole, quasi tutte ascetiche e di avventure, scelte senza un criterio artistico, nè didattico, se ne toglie forse il Verne. Non libri di cognizioni utili, nessun autore moderno, molte biografie di ecclesiastici, qualche volume di storia che diffama la Rivoluzione e per il resto un elenco di nomi oscurissimi o insignificanti, con a lato i titoli di volumi che all'orecchio di una persona modernamente colta sembrano opere di una letteratura ignorata, di cui oda parlare per la prima volta.

Tali sono, quasi senza alcuna eccezione, le biblioteche popolari cattoliche in Italia, che vivono delle oblazioni dei fedeli e servono all'incrinamento progressivo dei medesimi. Quante sieno, non so; ma certo molte. Nell'Italia settentrionale son poche le parrocchie che non ne hanno una. Milano ne ha più di 20. Quanto male fanno? Quantunque assai limitata sia la loro sfera di azione, certo moltissimo. Ma nessuno se ne preoccupa, ed esse continuano a tenere il campo quasi sole e incontrastate, vivendo nell'oscurità discreta di cui volutamente si circondano, per non provocare gli attacchi avversari e non suscitare le sane iniziative emulatrici.

Il periodo di stasi e di decadenza, che abbiamo visto prolungarsi fino a questi ultimi anni, parve dar luogo a una ripresa del movimento in favore delle biblioteche popolari, quando nel 1900 Guido Baccelli, allora ministro della pubblica istruzione, dichiarava in una circolare diretta alle autorità scolastiche, ch'egli affrettava gli studi già intrapresi per organizzare un sistema di piccoli musei

e di bibliotechine ambulanti, quest'ultime qualche cosa di simile alle *Travelling Libraries* d'America. Aveva indotto il Ministro a questa determinazione una proposta concreta di Guido Biagi al Congresso della Società Bibliografica, tenutosi in Genova nel 1899. Un esperimento di biblioteche ambulanti fu subito tentato nel circondario di Pistoia con un fondo di libri tolti alla Biblioteca civica del capoluogo e inviati a piccoli nuclei in molte scuole rurali, dove sembra che realmente giungessero a contatto frequente col pubblico, se si deve credere a Desiderio Chilori, direttore della Nazionale di Firenze, che avendo seguito l'esperimento con vivo interesse, ne rese conto in un libro pubblicato nei primi del 1902, dove esponeva, inoltre, tutto un piano — dirò così — di mobilitazione di queste bibliotechine ambulanti.

Allora il Governo, stimolato da tante parti, parve decidersi finalmente a intervenire, non più con dichiarazioni platoniche d'interessamento, ma in modo concreto: un decreto reale dell'agosto 1901 statuiva la creazione di piccole biblioteche agricole, industriali e commerciali, di composizione diversa a seconda se destinate al Nord, al Centro e al Sud d'Italia, e una relazione dell'On. Baccelli, divenuto allora Ministro d'Agricoltura, Industria e Commercio, ne tracciava per grandi linee il modo di circolazione.

Si poteva credere che questa entrata in scena del Governo centrale fosse l'inizio di un risveglio serio, e per alcun tempo gli amici della cultura popolare sperarono che qualche cosa di buono e di duraturo ne dovesse scaturire; ma son passati appena quattro anni da quell'epoca e di biblioteche ambulanti non si sente più parlare. Ne esistono ancora? Quante? Dove? Confesso che non ne so nulla e non mi è riuscito di scoprirne traccia di sorta sui documenti ufficiali. È però certo che l'iniziativa non trovò larga attuazione, e, passato il primissimo periodo d'entusiasmo, subì sorte peggiore del famoso campicello scolastico; causa principale la scarshezza di mezzi, che in Italia si assegnano sempre in misura irrisoria all'organizzazione dei servizi più utili e produttivi; onde ormai, a proposito di molti nostri tentativi falliti in ogni campo di attività sociale, si potrebbe dire, con una pittoresca frase toscana, che noi vogliamo fare le nozze coi funghi.



Ma l'opera delle Biblioteche popolari non era destinata a fallire neanche fra noi, chè fu quasi subito ripresa da mani più vigorose e con spiriti più pronti in questa Milano, ove l'agitarsi dei partiti nuovi e un più vivace ritmo della vita industriale vanno creando il desiderio e il bisogno di quella cultura popolare che i

francesi chiamano seconda educazione. Mi si permetta di render conto con qualche diffusione di questo nuovo esperimento, che per più segni si annunzia definitivo.

La « Società promotrice » di cui abbiamo parlato, fondata nel 1867 nella Capitale lombarda, non solo non aveva promosso nulla fuori di Milano, ma anche l'unica biblioteca popolare milanese da essa fondata era divenuta in questi ultimi anni preda delle mufte e dei ragnateli.

Come narra l'on. Turati, questa biblioteca « dotata di un co-
« spicuo numero di volumi — oltre 30.000 — ma in gran parte
« vecchi classici o libri superati dallo sviluppo scientifico e disa-
« datti allo scopo, limitavasi poco più che a fornire le traduzioni
« bell'e fatte agli scolaretti fuggifatica delle scuole medie, e un
« certo numero di romanzi e non sempre dei migliori ai disoccupati,
« alle portinaie, ai convalescenti del quartiere — uno dei quartieri
« più vecchi della vecchia Milano, lontano da ogni movimento
« operaio moderno. Di poi la biblioteca peregrinò per varie sedi,
« perseguitata dal Municipio, che, in compenso del *favore* di for-
« nirla un meschino locale a buon mercato, la obbligava ad ogni
« tratto a sloggiare, come uno studente che vive sulle camere am-
« mobigliate, indebitandosi per le spese dei trasporti, obbligata a
« lunghi periodi di chiusura per rimettersi in ordine, perdendo
« libri e perdendo credito e clientela ».

L'on. Turati, che ne era consigliere d'amministrazione, vi rimaneva nell'attesa che una « congiuntura propizia » permettesse di svolgere da quel vecchio tronco insecchito nuovi rigogliosi germogli. La congiuntura aspettata si risolveva essenzialmente in un po' di danaro. Un primo tentativo di interessare ad essa le organizzazioni operaie raccolte nella Camera del Lavoro, aveva fallito miseramente. Quando prese a funzionare la Società Umanitaria, con lo scopo di lenire la piaga della disoccupazione e di aiutare i diseredati a rilevarsi da sè, parve al Deputato socialista del V Collegio che il rinnovamento della vecchia e trasandata Biblioteca popolare rientrasse magnificamente nel programma della potente Istituzione e ne chiese l'intervento. Per ventura non parlò a sordi. La III^a Sezione dell'Umanitaria, presieduta dall'Ing. Cesare Saldini, conservatore illuminato e intelletto di lunga veduta, dava subito incarico di studiare l'argomento ai Proff. Osimo e Pagliari, i quali ne resero conto in un'ampia e lucida monografia, che ebbe il merito grandissimo di farci conoscere, con copia di dati positivi, i risultati mirabili conseguiti all'estero dall'istituzione che si voleva trapiantare fra noi.

E dopo gli studi, resi più che mai necessari dal fallimento a cui erano andati incontro — anche per inesperienza di criteri tec-

nicì — i precedenti tentativi, l'Umanitaria convocò gli Enti milanesi più direttamente interessati alla diffusione della cultura nel popolo e li indusse ad unirsi ad essa, delegando ciascuno un numero di rappresentanti proporzionato ai mezzi coi quali avrebbe concorso all'opera comune, per dar vita ad un ente autonomo, chiamato appunto *Consorzio delle Biblioteche Popolari*.

Risposero aderendo, oltre l'Umanitaria — promotrice — la Università Popolare, la Camera del Lavoro, governata allora dai socialisti riformisti, l'antica Società promotrice delle Biblioteche popolari e la Società promotrice della Cultura popolare, presieduta dal senatore Colombo e di cui è anima l'Ing. Rodolfo Busca, che aveva già tradotto un libro dello Schultze sugli Istituti di educazione popolare.

Il Comune, la Cassa di Risparmio e la Camera di Commercio, pur non partecipando direttamente al Consorzio, ne confortarono la iniziativa con la promessa, poi mantenuta, di concorrere con sussidi ordinari alla costituzione del suo bilancio; il quale, nel primo anno di esercizio, raggiunse la cifra di 13 mila lire circa, per salire gradatamente, negli anni successivi, fino a L. 20 mila.

La prima seduta del Consiglio del Consorzio, formato dai rappresentanti le Istituzioni aderenti, ebbe luogo in una sala della Umanitaria ai primi di novembre 1903.

L'on. Filippo Turati fu unanimemente designato dai colleghi a reggere il timone del Consorzio nel periodo difficile degli inizi: e la scelta di un tal uomo fu il primo passo felice verso il successo.

Il 10 aprile 1904 si aprivano al pubblico le prime quattro Biblioteche nuove: la centrale, situata in locali attigui alla Università popolare (via Ugo Foscolo, 5), che è la più importante, anche perchè vi risiede l'Amministrazione del Consorzio; e tre succursali, una delle quali si trova presso la Camera del Lavoro, dove funziona anche come sala di attesa e di lettura per i disoccupati iscritti all'attiguo Ufficio di collocamento; una seconda in via Aldo Manuzio, nel quartiere di porta Venezia; una terza in via Solari, nelle Case Operale costruite dall'Umanitaria. Oltre queste, rimaneva provvisoriamente in vita la vecchia Biblioteca popolare di corso Magenta, sede della Promotrice, ora assorbita dal Consorzio, e nel novembre 1905 se ne istituiva una sesta in via Varese, 4 (quartiere di Porta Garibaldi) la quale è una vera e propria Biblioteca popolare-modello e viene copiata, fino nei minimi particolari dell'arredamento, da tutti i piccoli centri industriali dell'Alta Italia (1).

Tutte le Biblioteche, meno la superstite di corso Magenta, de-

(1) Una sesta biblioteca venne aperta a novembre 1906, nelle nuove Case popolari del Comune di Milano (Via Ripamonti).

stinata anch'essa a rinnovarsi entro quest'anno, posseggono la loro sala (la Centrale ne ha due) illuminata e riscaldata, per la lettura in sede e prestano libri per la lettura a domicilio. Nell'ampie e comode sedi di via Solari (quartiere operaio dell'Umanitaria) e di via Varese, in determinati giorni della settimana hanno luogo lezioni pubbliche indette dall'Università popolare.

Così Biblioteca e Università, parola scritta e parola parlata, agiscono di concerto, con risultati utili per entrambe le istituzioni.

La Biblioteca Centrale e quella della Camera del Lavoro hanno orario diurno e serale, le altre invece sono aperte soltanto alla sera dei giorni feriali dalle 20 alle 22 1/2 e alla domenica dalle 12 alle 16.

La lettura in sede di libri e riviste è pubblica e gratuita.

Il prestito a domicilio si concede ai soci degli Enti consorziati e a tutti indistintamente coloro che si procurano una semplice firma di garanzia da persona nota al bibliotecario.

Ogni lettore può farsi rilasciare due tessere, una bianca e una rosa, che hanno la durata di un anno e costano soltanto 20 centesimi ciascuna: la rosa dà diritto al prestito di venti in venti giorni di un'opera scientifica, la bianca al prestito di dieci in dieci giorni di un libro di lettura amena.

I lettori possono chiedere per tre volte una proroga del termine di prestito.

In ogni Biblioteca attende alla distribuzione un bibliotecario coadiuvato da un fattorino.

Ogni sera si compila una statistica della lettura in sede e dei libri distribuiti a domicilio, divisi per materia, e un'altra statistica dei lettori, in cui si tien nota del sesso, dell'età e della professione da essi esercitata.

Alla fine di ogni mese il Bibliotecario-capo redige la statistica mensile di tutto il movimento delle Biblioteche e lo comunica alla stampa.

In ogni sede, a disposizione del pubblico, si trova un catalogo diviso per materia e per autore: quello della centrale è stato, anzi, dato alle stampe, e a questo seguiranno gli altri.

I primi libri furono in parte scelti dall'antica Biblioteca della Società Promotrice, in parte concessi in deposito della Biblioteca di Brera (per disposizione del Ministero) dall'Università popolare, dalla Camera del Lavoro. Qualche dono si ebbe da editori illuminati, dalla Società Umanitaria, dai consiglieri del Consorzio e dagli stessi lettori, persino da oscuri operai.

Ogni anno, poi, il Consorzio spende una somma sempre più ingente in acquisti, specialmente di opere tecnologiche.

Il materiale librario è in continuo aumento. Alla loro apertura

(aprile 1904) le Biblioteche contavano 17.653 volumi; alla fine dello stesso anno erano 21.898; e al dicembre 1905 sommarono a 24.416, con un aumento, quindi, di circa 7000 volumi.

I risultati segnano davvero un progresso confortante. Ecco alcune cifre: La media quotidiana delle letture fu di 298 nel dicembre 1904; di 336 alla fine del 1905 e salì a 451 nel Maggio 1906 (1).

I volumi letti nel 1904 furono circa 60.000; mentre nell'anno scorso ne furono letti 114.625, dei quali 79.005 a domicilio e 35.620 in sede (2).

Quando si noti che in questa cifra non sono comprese le opere lette nella superstite biblioteca della Promotrice, la quale non comunicò le sue statistiche, e soltanto in minima parte quelle distribuite alla nuova Biblioteca di via Varese, apertasi soltanto in novembre, si vedrà che le Biblioteche popolari di Milano superano nei risultati le stesse grandi Biblioteche nazionali.

Dei libri distribuiti, quelli di lettura amena figurano in proporzione del 53 per cento; gli scientifici, dunque, sono quasi la metà. I lettori regolarmente iscritti al prestito furono 4950 alla fine del 1904 e 6237 nel 1905 (3).

Secondo le statistiche dell'anno scorso, la percentuale per professione è questa: 46 per cento di operai; commessi e fattorini 18 per cento; impiegati 15 per cento; studenti (quasi tutti delle elementari e delle tecniche e quindi futuri operai anch'essi) 23 per cento; professionisti 2,50 per cento; benestanti 0,50 per cento.

Queste cifre dimostrano chiaramente come le Biblioteche abbiano mantenuto il loro carattere popolare e contribuito davvero all'elevamento degli umili.

Dopo i risultati floridi del primo anno, aderirono al Consorzio il Governo, il Municipio e l'Unione cooperativa di Milano.

Venne da poco presentato dal Consorzio un memoriale, che invita il Comune a voler concedere una nuova sede più ampia alla Biblioteca Centrale, non bastando assolutamente, al movimento sempre più fervido di libri e di lettori, le sue quattro sale attuali; e a voler fondere con essa l'attuale Biblioteca Civica di 15.000 volumi, che è quasi inattiva.

Il Comune non aderì alla seconda parte della domanda e si riservò di rispondere alla prima, ma decise che in ogni fabbricato scolastico da erigersi un'aula a terreno sia riservata alle Biblioteche popolari e che una nuova Sezione del Consorzio sorga presto nel nuovo quartiere operaio di via Ripamonti.

(1) In maggio 1907 questa media aveva toccato quasi 600

(2) Nel 1906 i volumi letti furono 155.877.

(3) Nel 1906 oltre 7200

Tra breve, e sarà vanto di Milano, la nostra città, come Parigi, Londra e Berlino, avrà sale di lettura in ogni quartiere.

L'attività del Consorzio milanese determinò per riflesso il ridestarsi del movimento per le biblioteche popolari in tutta Italia: squillo di riscossa fu la divulgazione dei risultati ottenuti dalle sue biblioteche nel primo anno di lor vita. Da Torino a Firenze, a Napoli, attraverso moltissimi centri inferiori, passò come un soffio di fervore rinnovato. L'Italia settentrionale fu, come sempre, più pronta all'appello e all'opera e il Consorzio divenne in breve l'ufficio di consulenza di tutte queste incipienti iniziative.

Il 1 luglio 1905 si apriva a Verona la « Biblioteca del Popolo » la quale, disponendo di soli 2500 volumi, dopo sei mesi li aveva fatti leggere 16.569 volte. A Torino, dove pure esiste da tempo una ricca Biblioteca comunale, sorse un comitato di cui è anima il dott. Alberto Geisser, antico propugnatore delle Biblioteche popolari e primo in Italia a gridare, sebbene per lungo tempo inutilmente, l'alta importanza di esse; e ben presto — se pure a quest'ora non è già un fatto compiuto — vigorosi rampolli si dirameranno dalla Comunale nei quartieri più laboriosi della città. A Bologna, sempre dalla Comunale, si stanno studiando altre propaggini popolari; a Firenze, a Como e a Bergamo l'opera è seriamente avviata da istituzioni locali, che fanno capo ad uomini capaci di condurla felicemente in porto. Sono dolente di non sapere, e quindi poter riferire a che punto si trovi il lavoro di costituzione in molte altre città e paesi che lo iniziarono vigorosamente; ma è certo che a quest'ora qualche dozzina di biblioteche popolari, fra umili e importanti, han cominciato a funzionare (1). Peccato che la stampa, non ancora da noi educata a seguir le fasi degli avvenimenti importanti che non destan clamore — ne taccia ostinatamente: quanto diversa dalla stampa tedesca, che nel 1899 pubblicò in tutti i suoi organi più diffusi e autorevoli, confortandolo di entusiastica approvazione, l'appello che la Società *Comenius* diresse a tutti i Comuni della Germania, per convincerli che una Biblioteca è un'opera di interesse pubblico, come lo è un mattatoio, un parco, un mercato!

In provincia di Milano, dove naturalmente più viva si ripercosse la eco dei primi successi ottenuti nelle biblioteche del capoluogo, il movimento divenne presto più intenso e fattivo che altrove.

Somma Lombardo e Busto Arsizio hanno già la loro Biblioteca costituita su basi economiche sicure; Legnano l'avrà quanto prima, Greco e Precotto alle porte di Milano ne istituirono una di tipo rurale, ma stabile. Cooperative e Società operaie chiesero al Con-

(1) Un Consorzio per la istituzione di Biblioteche popolari si è ultimamente formato anche a Genova e a Roma.

sorzio milanese appoggio morale e materiale da 34 paesi della provincia; altre domande pervennero all'Ufficio agrario della Società Umanitaria, che per suo conto diramò un questionario a stampa ai maestri, alle cooperative e ai circoli popolari di quasi tutti i Comuni del Milanese e si ebbe notizie di fatto assai preziose per intraprendere un lavoro metodico, che deve condurre alla diffusione delle biblioteche popolari in tutta la provincia.

E per assolver questo compito di non breve lena il Consorzio milanese si è testè fatto promotore di un Riparto speciale, ad esso aggregato, a cui aderirono, oltre l'Ufficio agrario dell'Umanitaria, l'Amministrazione della provincia, il Consorzio lombardo delle Cooperative, la Cattedra ambulante di agricoltura, la Federazione prov. Magistrale e l'Istituto Pro-cultura — quest'ultimo sorto appunto in seguito alla spinta data dal Consorzio milanese al movimento per le biblioteche popolari e avente per iscopo di ottenere dagli editori sconti rilevanti sui libri e i periodici destinati alla pubblica lettura (1).

È bastato, insomma, che un esperimento serio venisse tentato a Milano con buoni risultati, perchè il movimento, da tanti anni interrotto, riprendesse il suo slancio, confortato questa volta da un più largo consenso del pubblico, dalle stesse progredite condizioni dell'industria e del lavoro e dall'esempio luminoso dell'estero. La stessa Società bibliografica italiana, non ostante il suo carattere tradizionalista, si è trovata a dover secondare questa nuova corrente, che vuol portare il libro a contatto frequente del gran pubblico, e nel suo VII Convegno, che ebbe luogo a Milano nel maggio di quest'anno, oltre ad una relazione sull'andamento delle Biblioteche popolari milanesi, discusse ed approvò una proposta concreta di Guido Biagi, invocante un provvedimento legislativo per la creazione di pubbliche biblioteche di cultura generale, a tipo moderno ed accessibili al popolo; di un organo centrale di coordinamento e di vigilanza e di corsi specialmente femminili, per abilitazione all'ufficio di bibliotecari.

In quel Convegno vennero pure comunicati i primi risultati di una inchiesta, promossa dalla stessa « Bibliografica » su « I libri più letti dal popolo italiano »; risultati che, per quanto ancora incompleti, hanno offerto alla considerazione degli educatori e della stampa il gusto quasi sempre incolto e talora volgare dello scarso pubblico leggente e messo in luce il compito davvero oneroso, ma non disperato, a cui devono dedicarsi senza indugio le

(1) Il Riparto Biblioteche popolari in provincia di Milano ottenne recentemente un sussidio di L. 1000 dal Ministero d'A., I. e C. ed eroga circa 5000 lire annue in sussidi, libri e moduli e compie opera direttiva e di vigilanza. Recentemente ha impresso la pubblicazione di un Catalogo modello e di un Manuale pratico.

biblioteche popolari costituite e da costituirsi, per educare la rozza sensibilità primitiva de' loro frequentatori al gusto delle buone ed utili letture.

Un altro argomento di cui ebbe ad occuparsi il Convegno della Bibliografica fu l'istituzione di bibliotechine gratuite nelle varie scuole elementari del Regno, a cui provvede un'associazione nazionale con sede in Ferrara, promossa due anni or sono ed ora presieduta da una colta e operosa gentildonna, Clara Cavalieri.

Con la quota annua dei soci, non inferiore a una lira, e con offerte d'interesse piccole biblioteche, taluna, intitolata dal donatore alla memoria di persona cara, ogni minuscolo scaffaletto ricolmo di volumi (una ventina circa), legati e impressi uniformemente, viene affidato a ciascun maestro perchè ne faccia leggere a vicenda il contenuto agli alunni della sua classe. A Ferrara già tutte le numerose classi delle scuole urbane ne sono fornite ed ora se ne cura la diffusione nel forese. A Livorno pure si è provveduto per le scuole di città e per quelle dell'Ardenza e di Antignano; a Pisa, a S. Remo, a Spezia, a Padova, a Firenze ed altrove si sono costituiti e si vanno costituendo sottocomitati per corredare le scuole delle graziose bibliotechine, un modello delle quali vedemmo con molto interesse al Convegno di Milano.

Anche se l'azione di questa Società non riuscirà a sostituirsi interamente a quella che dovrebbero svolgere lo Stato e i Comuni, nè giungere ai risultati conseguiti dalle « Bibliothèques scolaires » in Francia, essa meritava una parola in questa rapida rassegna del nostro attivo, poichè, educando i fanciulli alla lettura, prepara i futuri clienti alle nostre biblioteche.

Sempre in tema di biblioteche popolari, il Congresso della Bibliografica ebbe anche ad esaminare i risultati di un concorso da essa indetto per un Catalogo-modello da servire ad una biblioteca di piccolo centro industriale (1000 volumi) e ad una bibliotechina rurale (800 volumi) concludendo col proporre la fusione in uno solo dei due migliori cataloghi concorrenti e la sua diffusione per mezzo della stampa.

I sintomi, insomma, d'un risveglio decisivo sono numerosi ed indubbi. Anche recentemente il prof. Fumagalli, direttore della Biblioteca nazionale milanese, in una comunicazione presentata al R. Istituto Lombardo di Scienze e Lettere, oppugnando la istituzione di una Biblioteca civica di alta cultura, invocava un più attivo intervento del Comune nel Consorzio delle Biblioteche popolari, come un preciso dovere della Municipalità verso le classi più bisognose di elevarsi intellettualmente e moralmente.

Ed è appunto la partecipazione attiva dei poteri pubblici all'opera delle Biblioteche popolari che occorre stimolare con ogni

mezzo, finchè non sia un fatto compiuto. L'iniziativa privata è ormai desta ed alacre, ma Comuni e Governo dormono sempre della grossa. Non solo non accennano neppur lontanamente ad assumere la Biblioteche del popolo in servizio pubblico, come le loro consorelle di alta cultura, i musei, le gallerie — il che forse non sarebbe, almeno per ora, desiderabile — ma non si preoccupano neppure d'influire menomamente sull'andamento di esse, per modo che, rimanendo abbandonate a sè sole, in balia di criteri disparati e assai spesso irrazionali, non mi meraviglierei se questo lor promettente rifiorire di adesso dovesse dar luogo a frutti nè abbondanti, nè duraturi.

Certo, trascorso il primo intenso periodo costitutivo, le Biblioteche cercheranno di avvicinarsi e affiarsi fra loro e forse anche si federeranno, creando da sè stesse l'organo tecnico di vigilanza e di controllo, che in altri paesi emana direttamente dai pubblici poteri compotenti. Ma ciò non basterà ad assicurare la vita e lo sviluppo delle Biblioteche, che hanno bisogno di larghi mezzi per prosperare e diffondersi. Ora in Italia — e l'esperienza lo insegna — non si può sperare nè in filantropi illuminati, nè in eccessive larghezze da parte dei Comuni. L'Amministrazione civica di Milano, che ha fama di modernità di vedute, sussidia le Biblioteche popolari della città con 8500 lire all'anno, che sarà miracolo se nell'anno prossimo cresceranno a 4000. A una Biblioteca che sorge, il governo si e no può mandare — se richiesto — i discorsi parlamentari di Q. Sella o di M. Minghetti e l'edizione critica delle opere del Bruzio: occorre mettere in moto influenze di prim'ordine per ottenere qualche misero centinaio di lire, che vengono immancabilmente assegnate sul bilancio dell'anno futuro e giungono decimate dalla ritenuta per taxa di R. M. Gli editori e i librai, anche quelli che vanno per la maggiore, non hanno ancora capito che l'incremento della loro industria dipende da una più diffusa abitudine alla lettura e che a questo risultato cooperano potentemente le biblioteche popolari. Avvinti al concetto del loro interesse immediato, le Biblioteche han trovato fra loro più diffidenza che favore, ed è voce diffusa che a Milano siensi reciprocamente impegnati a non concedere sconti di favore a queste istituzioni, da cui, invece che giovamento, forse temono danno al commercio dei libri.

Ben poco, dunque, si trarrà da queste fonti a cui più abbondantemente attingono le Biblioteche popolari in altri paesi. E d'altra parte l'opera di persone competenti, e quindi sufficientemente pagate, la rinnovazione frequente del materiale librario e l'uso di locali adatti sono condizioni di vita o di morte per le biblioteche che vanno sorgendo. Da ciò l'importanza prevalente che si deve attribuire al problema dei mezzi materiali. Rinviamo, dunque, ad

altro momento il lato tecnico della questione, pur esso importantissimo, e concentriamo i nostri sforzi su questo punto.

L'obiettivo specifico per un'azione seria in questo senso, per fortuna, c'è, poichè i mezzi in Italia esistono e non si tratterebbe che di rivendicarli. La scoperta non è mia: se ne occupò l'Associazione dei Comuni italiani nel suo ultimo Congresso e ne fa cenno Guido Biagi nella sua relazione a quello della Bibliografica, e siccome involge una questione che, tosto o tardi, verrà dibattuta nei consessi legislativi, non sarà male spiegare brevemente di che si tratta. Ne val la pena.

Il Parlamento italiano, discutendo nel 1866 la legge di soppressione e incameramento dei beni ecclesiastici, per compensare in qualche modo le popolazioni di quel po' d'abbaco e di alfabeto che — sia pure a suon di nerbo — i monasteri e i conventi non avrebbero più insegnato, approvò un articolo nel quale era detto che, via via che fossero diminuite le pensioni monastiche gravanti sul fondo dei beni soppressi, l'Amministrazione di esso avrebbe dovuto pagare ai Comuni un quarto della rendita dei beni incamerati nei loro rispettivi territori, obbligando i Comuni stessi a impiegare questi proventi in opere d'istruzione e di beneficenza.

Era una promessa e una promessa a lunga scadenza, ma era qualche cosa e qualche cosa è meglio che nulla.

Ma l'Ente che amministra l'Asse ecclesiastico, detto Fondo del Culto, a sua volta fece assegnamento sull'accidia tradizionale dei Comuni italiani, i quali infatti si guardarono bene di reclamare a tempo opportuno i diritti loro concessi dal Parlamento e che rappresentavano per ciascun Comune la possibilità di soddisfare a un sacro dovere verso la miseria intellettuale e morale de' suoi amministratori, a lenir la quale principalmente mirava l'articolo di legge votato nel 1866.

Fra la generale indifferenza, un solo Comune — di poi seguito da pochi altri — il Comune di Firenze si decise a sollevare la questione di questi obliati diritti e dopo 40 anni dalla soppressione dei conventi, quando — sopra una rendita annua che in base a calcoli diligenti ascendeva a 800.000 lire, ma che l'amministrazione del Fondo faceva ammontare a meno della metà — si vide assegnare invece del quarto che gli spettava, poco più di L. 16 mila, prima reclamò amministrativamente presso il Fondo per il Culto, il quale non rispose, poi al Ministero di Grazia e Giustizia, che non rispose neppure.

Minacciò allora una lite insieme ad altri Comuni, che si erano svegliati alle sue grida, e, attraverso vicende varie, portò finalmente la questione davanti al Consiglio di Stato. La quarta Sezione in sede contenziosa, accolse pienamente, con sentenza del maggio 1906,

le conclusioni del Municipio di Firenze e rinviò — come esso domandava — le parti contendenti davanti alla Corte di Cassazione di Roma a sezioni riunite, per la dichiarazione dell'autorità giudiziaria, competente a risolvere il dibattito.

L'Associazione dei Comuni, inoltre, occupandosi, come ho detto, della questione nel recente Congresso di Treviso, deliberò di incitare i senatori e i deputati aderenti ad ottenere una riforma legislativa, che garantisca una più pronta osservanza dei diritti comunali circa le rendite dei soppressi enti ecclesiastici e il controllo diretto dei Comuni nell'amministrazione del Fondo.

Ora, se si pensa che i diritti dei Comuni sull'Asse ecclesiastico si fanno ascendere a parecchi milioni, ognun vede che, per quante riduzioni e diffalchi voglia far subire a questa somma l'abilità e la tirchieria governativa, ne rimarrà sempre quanto basta a imprimere un vigoroso impulso all'opera delle Biblioteche popolari in Italia.

COMUNICAZIONI



Chautauqua.

(Communication PROF. A. BAUMGARTNER).

« Chautauqua » ou l'« Institution Chautauqua » est un établissement d'éducation populaire en Amérique, une vaste école pour adultes.

Elle fut fondée en 1874, par Lewis Miller, le beau père de T. Alva Edison, et J. H. Vincent, évêque de l'Eglise méthodiste.

L'institution a deux départements :

la lecture à domicile (home-reading) et

les cours de vacances à Chautauqua, New-York.

Cette immense organisation embrasse des milliers d'adultes qui tiennent à s'instruire par une lecture choisie et systématique. Pendant dix mois de l'année, chaque membre consacre au moins vingt minutes par jour à l'étude de quatre volumes et d'une Revue illustrée ; dans les mois de juillet et d'août, un très grand nombre se rendent à Chautauqua pour y suivre les cours de vacances.

Les quatre volumes annuels sont publiés par la presse chautauquoise. Ils portent sur l'histoire, la littérature, la géographie, sur des questions politiques, sociales, commerciales, etc. ; et les sujets sont choisis de manière que quatre ans ou seize volumes forment une étude complète, correspondant à l'instruction du jeune homme qui vient de quitter l'université. Cette somme de connaissances s'appelle en Amérique « the College outlook » c. à. d. le savoir universitaire.

Les livres sont rédigés par des hommes capables, à l'intention des Chautauquanois ; avec des illustrations, des questionnaires et d'autres moyens pour rendre l'étude facile et intéressante : ils

jouissent, au reste, d'une si bonne renommée parmi les hommes de science et de lettres qu'on les voit souvent entre les mains des étudiants des collèges et des universités.

La Revue illustrée, *the Chautauquan*, est le lien intime entre les membres de la grande communauté. Elle les tient au courant de tous les détails qui les intéressent; elle complète aussi certains sujets traités dans les quatre volumes; elle donne des relations de voyages littéraires et artistiques dans le pays qui figurent sur le programme de l'année, des nouvelles politiques, scientifiques et littéraires, avec les portraits des hommes du jour.

On est reçu membre de l'institution en payant au mois d'octobre 25 fr. par an (to the Office of the Chautauqua Institution, Chautauqua, N. Y.). Pour cette somme, on est abonné à la Revue, et l'on reçoit les quatre volumes de l'année, avec un questionnaire sur les sujets traités. Celui qui veut faire une étude sérieuse, écrit les réponses et les envoie à un comité; s'il a bien travaillé, il reçoit un diplôme. Bien des *Chautauquanois* profitent de l'occasion et se soumettent à cette discipline pour être obligés de lire et d'étudier avec régularité. Un plan d'études les aide à accomplir une tâche qui réclame vingt minutes par jour, un minimum de temps dont tout homme peut disposer, quel que soit son ouvrage et sa position.

La véritable impulsion, l'esprit vivifiant et inspirateur, vient des cours de vacances, ou Écoles d'été, à Chautauqua.

Chautauqua est une jolie petite ville située sur la pente boisée du beau lac du même nom, au nord-ouest de l'Etat de New-York. Les cours ont lieu pendant les mois de juillet et d'août. Ils portent sur presque tous les sujets de science et d'éducation: langues modernes et anciennes, littérature anglaise, mathématiques, psychologie et pédagogie, instruction religieuse, science du ménage, enseignement manuel, élocution, éducation physique, arts pratiques — tout est enseigné dans le but d'éveiller le désir d'apprendre.

Pendant les six semaines, on peut suivre sur ces sujets environ 180 cours et conférences, faits par 80 à 90 spécialistes renommés et des professeurs d'université. Dans certains cas, les participants reçoivent un certificat, qui est reconnu officiellement, l'institution étant reconnue officiellement comme faisant partie des Écoles publiques.

Un trait caractéristique de Chautauqua, c'est l'admirable combinaison d'étude et de travail sérieux avec les avantages d'une villégiature, musique, sport, réunions sociables, conférences amusantes, etc.

Ces cours de vacances jouissent d'une grande popularité. Le nombre des personnes présentes chaque été monte à quinze mille.

Il arrive des membres de tous les Etats ; mais comme tout le monde ne peut pas faire un voyage et se procurer des vacances de six semaines, la majorité de ceux qui visitent Chautauqua régulièrement sont surtout des pasteurs, des instituteurs, des institutrices, des étudiants et des personnes plus ou moins indépendantes.

En été, Chautauqua est une véritable ville avec une organisation municipale. Elle a une banque, un bureau de poste, une imprimerie et un journal, la lumière électrique, une station de chemin de fer et de bateaux à vapeur. Mais c'est une ville qui ne rappelle en rien la spéculation, le commerce, le bruit et la vulgarité du monde que nous connaissons. On n'y voit que ces belles maisonnettes de bois américaines, des tentes, des collèges, des salles de conférences, un amphithéâtre et des chapelles ; car, étant donné le nombre considérable des confessions représentées, le dimanche est consacré entièrement au repos et aux choses religieuses.

En hiver, la ville est absolument déserte. Il n'y reste qu'une famille pour garder la propriété.

Voilà ce que c'est que Chautauqua — une ville d'été et un grand établissement d'éducation, qui entend réaliser cette pensée que *l'éducation ne finit qu'avec la vie*. Les membres de cette organisation sont tous des adultes qui ont choisi un guide sûr à travers la littérature et l'histoire, à travers la multiplicité des productions de l'esprit humain.

Les uns veulent compléter une éducation qui leur a été refusée dans la jeunesse ; les autres veulent continuer leurs études d'autrefois et rester au courant de la culture moderne : tous veulent s'élever au-dessus de la prose journalière, pour vivre une demi-heure par jour dans un monde intellectuel, où ils se reposent, où ils s'inspirent d'un idéal et d'où ils reviennent avec plus de courage et d'entrain pour poursuivre la tâche journalière.



Le Scuole Popolari Superiori nella Svezia.

(Dalla Comunicazione DR. J. V. JONSSON e DR. S. T. HOLMBERG).

La memorabile riforma del 1866, che alla medioevale Dieta degli Stati (Nobiltà, Clero, Borghesi, Contadini) sostituì la democratica Rappresentanza Nazionale, liberamente eletta, e la precedente istituzione dei Consigli Comunali e Provinciali resero necessario che si elevasse, con la coltura intellettuale e l'educazione civile, la capacità politica delle masse e specialmente dei contadini. A ciò non poteva provvedere la Scuola elementare per l'età immatura de' suoi alunni, che vengono licenziati a 13 o 14 anni.

In ogni parte, uomini eminenti, come il conte di Rudenschiöld, si dedicarono con grande fervore alla questione che tanto interessava il progresso civile, politico ed economico del Paese.

Già la Danimarca, all'indomani del suo disastroso conflitto con la Germania, aveva istituito le « Folkhögskolor » o Scuole Popolari Superiori nell'intento di rafforzare la vitalità della Nazione e il suo potere di resistenza con un patriottismo e una capacità pratica fondata sulla rigenerazione intellettuale.

A tale esempio attinsero naturalmente i promotori del movimento per l'educazione popolare nella Svezia, e col nome ne ritrassero la nobile, larga e opportuna concezione.

Nell'autunno 1868, dopo animate discussioni su giornali ed opuscoli, si apersero in diverse provincie le prime tre Folkhögskolor svedesi. Il loro spirito, derivato dalle consorelle danesi che risentirono dell'entusiasmo religioso del loro fondatore, il vescovo di Grundtvig, trovò la sua espressione nelle seguenti parole tolte da un loro Statuto:

« Il fine della Scuola Popolare Superiore è: 1.° di ispirare nei
« giovani del distretto una fervida e ferma fede cristiana, un vi-
« goroso patriottismo fondato sulla conoscenza delle condizioni
« naturali e della Storia della Svezia, ed infine una sana coscienza
« dei diritti e doveri del popolo svedese; — 2.° di dare a questi
« giovani un'idea generale — atta ad elevare gli animi — degli
« armonici fenomeni del creato, delle forme, forze ed evoluzioni
« della natura; — 3.° di insegnar loro ad operare come cittadini
« obbedienti alle leggi, ciascuno nel suo stato, con lealtà e disin-
« teresse, a beneficio del paese e di loro stessi. Ogni insegnamento
« deve essere semplice e chiaro, deve riscaldare il cuore, elevare
« l'intelligenza, purificare l'immaginazione, dare fermezza e con-
« sistenza al carattere, servire insomma a formare abili lavoratori
« e illuminati cittadini ».



Le tre prime scuole vennero presto seguite da altre, tanto che in dieci anni quasi ogni distretto ne fu provveduto. Ultimamente sorsero quelle di Matarenzi e di Boden all'estremo nord della Svezia, oltre il circolo polare, posti avanzati della lingua svedese al confine finlandese.

Ora le *Folkhögskolor* svedesi sono trenta con circa 1800 scolari dei due sessi.

Da principio trassero i loro mezzi dai contributi delle « Società di garanzia », formate da cittadini volenterosi e devoti, e dalle rette pagate dagli allievi.

Allora si ressero soprattutto per il coraggio e l'abnegazione delle persone ad esse preposte, specialmente i Direttori.

Ben presto però i Consigli distrettuali cominciarono ad accordar sussidî di 8000 corone annue per scuola, e nel 1872 intervenne anche lo Stato, stabilendo per ogni scuola un sussidio proporzionale alle altre entrate, ma non eccedente le 2000 corone all'anno. (1 Kroner = L. 1.39). Nel 1901 questo massimo venne elevato a 8000 corone per le scuole di un anno, e a 5000 per quelle col corso biennale, aumentabile di altre 1000 corone se la scuola, pel gran numero di allievi (più di 30) ha dovuto istituire una classe parallela. Per questi sussidi lo Stato spende ora circa 120.000 corone all'anno; e ne spende altre 25.000 in borse di studio per gli allievi più poveri.

Lo Stato si riserva, finora per pura formalità, il diritto di sorveglianza: tuttavia esige che le scuole sieno rappresentate da un Consiglio Direttivo, che varia da scuola a scuola. Per lo più è composto del Direttore e, in debita proporzione, di delegati delle « Associazioni di Garanzia », del Consiglio Provinciale e della Società Agraria, dove questa contribuisca.

La maggior parte delle Scuole popolari Superiori appartengono, per dir così, a se stesse e alle Associazioni fondatrici; altre invece appartengono all'Amministrazione Provinciale che le ha istituite.

Da principio tutte le scuole dovettero collocarsi in locali affittati, lì per lì, in qualche fattoria.

Ma ben presto si resero necessarie *sedì* più adatte e meno precarie; e son poche oramai le scuole che non sieno provviste di un apposito fabbricato contenente, oltre la scuola, le abitazioni per il direttore e per gli altri insegnanti e talvolta anche gli alloggi per gli scolari.

I fabbricati ultimamente eretti e quelli pei quali si stanno raccogliendo i mezzi tendono a favorire una maggiore familiarità tra scolari ed insegnanti.

Si riconosce viepiù l'utilità di *palestre ginnastiche* dove quei giovani con ben regolati esercizi trovano un temperamento alla vita sedentaria della scuola, un mezzo di sviluppo muscolare, un eccitamento e una disciplina della volontà.

Finora poche scuole hanno potuto fornirsi d'impianto per *bagni*, ma ne è tanto sentito il bisogno che altre stanno provvedendovi. Ha fatto buona prova il così detto bagno finnico (*"finsk bastn"*) economico e servibile a molte persone insieme.

Alle Scuole Popolari Superiori si può essere ammessi a diciotto anni; ma in effetti *gli scolari* hanno, quasi tutti, oltrepassato i venti, perocchè è giustamente ritenuto che solo dopo la fanciullezza si può ricevere la coltura colla piena coscienza della sua utilità pratica e del suo valore morale. Questi scolari sono tutti lavoratori, provenienti, in massima parte, dai campi e dalle fattorie. Fu per non distrarli dalle loro occupazioni che si stabilì di tenere i Corsi nell'inverno, da novembre ad aprile.

Ogni allievo paga una retta che comunemente è di 40 o 50 corone e non mai più di 80. In alcune scuole non si paga alcuna retta: per lo più gli allievi che ritornano un secondo anno, pagano solo metà della retta, e talvolta anche non ne pagano affatto.

La spesa complessiva sostenuta da ogni scolaro è in media di 250 corone, compresi i cibi. Lo Stato, come si è detto, concede borse di studio ai più bisognosi.

Il programma d'insegnamento s'informa al concetto di una educazione morale e civile e di un'istruzione scientifica e pratica; e però le materie sono distinte nei due seguenti gruppi di carattere diverso:

I.° gruppo: Storia e geografia (principalmente della Svezia) — ordinamenti municipali — economia politica — lingua patria a voce e per iscritto e letteratura nazionale.

II.° gruppo: Storia naturale — aritmetica — geografia —

disegno (schizzi e piante dal vero) — elementi di topografia (rilievi, livellazioni, ecc.) e contabilità.

Inoltre il canto come elemento educativo e ricreativo, anche negli intervalli e perfino durante certe lezioni in classe, e in talune Scuole il maneggio degli utensili e la lavorazione del legno.



Il beneficio delle Scuole Popolari Superiori si volle giustamente esteso alle giovani, e però dal 1869 al 1874 furono aperte tre Scuole femminili; ma non furono vitali. Maggior favore incontrarono invece i Corsi Estivi per le Giovani tenuti in qualche Scuola nel 1873; e l'esempio fu tosto seguito nella maggior parte delle Folkhögskolor. Sono corsi di lezioni che durano tre mesi, dal maggio al luglio, e offrono istruzione in Storia — Geografia — Lingua svedese — insegnamenti di cultura civile — i maggiori poeti e scrittori nazionali — Storia naturale e struttura e igiene del corpo umano — Scrittura — Aritmetica — tenuta dei libri — slöjd (lavoro manuale) applicato alla costruzione di oggetti utili e graziosi, e tessitura. Inoltre, connessa al corso o separata, scuola di cucina e talora anche di orticoltura e pollicoltura, specialmente per le scolare del secondo anno. Al corso principale fa seguito un corso complementare di un mese riservato alla preparazione delle conserve, degli sciropi ecc. a pro dell'economia domestica.

Le Folkhögskolor femminili hanno di regola lo stesso Consiglio Direttivo, e lo stesso Direttore-maestro, e traggono mezzi di sussistenza dalle stesse fonti che le maschili.

Le scuole istituite finora nel Nord sono miste; se non che nelle ore che i giovani dedicano al disegno, alla teoria degli affari ecc. le giovani si occupano degli insegnamenti di carattere muliebre.



L'istruzione impartita in un Corso della durata di un solo inverno, per quanto intensa ed efficace, non poteva appagare completamente. Un secondo Corso, che rinsaldasse e integrasse il già appreso, si sarebbe voluto tosto aggiungere fin dalla fondazione delle Folkhögskolor, ma ciò si poté fare soltanto quando lo Stato nel 1878 assegnò 1.000 corone per ciascuno di tali Corsi.

Già si era notato che gli allievi delle Scuole Popolari Superiori erano quasi tutti addetti all'agricoltura: questo fatto si accentuò maggiormente nel secondo corso, che per tanto fu detto « *Scuola Superiore per i Contadini* » (1). Essa, salvo una maggior estensione

(1) V. a p. 278 la Comunicazione sulle « Scuole Superiori per i Contadini », che a questa si connette.

agl'insegnamenti del primo corso, è particolarmente dedicata all'istruzione teorica in materie attinenti all'agricoltura e costituisce pertanto una vera e propria Scuola di Agricoltura, con insegnanti proprii, scelti per lo più tra agronomi.

✕

Due sono di regola gl'Insegnanti per ogni Scuola Popolare Superiore: il primo, con ufficio altresì di Direttore, insegna le materie del primo gruppo ed è per lo più un laureato universitario; il secondo, che può essere licenziato liceale, ingegnere, agronomo od ufficiale, insegna le materie del secondo gruppo. Nelle scuole numerose si sono aggiunti uno o due assistenti.

Si ha riguardo soprattutto di scegliere insegnanti simpatici nel carattere e attraenti nel modo di porgere.

✕

La durata del Corso Maschile è di 20 o, per lo più, di 22 settimane, non comprese le vacanze; del Corso Femminile di 12 o 14 settimane; l'orario giornaliero per le lezioni è di 6 o 7 ore, esclusi il canto e la composizione, riservati alla sera.

Inoltre, in alcune sere per settimana gli allievi tengono discussioni, dirette da essi medesimi secondo le buone norme in uso, su argomenti di loro scelta. Talvolta imitano i procedimenti seguiti dai Consigli locali per familiarizzarsi cogli affari pubblici ed abituarsi a ben esporre le proprie opinioni in pubblico.

Le materie, come le ore ad esse assegnate, variano alquanto da scuola a scuola. Ecco ad esempio le une e le altre nella Scuola Popolare Superiore maschile di Hvilan nell'anno scolastico 1902-03:

Svedese	ore 120
Storia Scandinava	" 70
Storia generale e geografia	" 100
Storia della letteratura e recitazione	" 40
Economia nazionale	" 20
Politica e amministrazione comunale	" 50
Fisica, botanica, zoologia e geologia	" 45
Chimica agraria	" 50
Anatomia e igiene	" 10
Geometria	" 10
Aritmetica	" 100
Computisteria pratica e tenuta dei libri	" 70
Disegno e Architettura	" 90
Ginnastica	" 100
Canto	" 60

Totale ore 935

Nella Scuola P. S. femminile di Tärna nell'estate 1903 l'insegnamento fu così ripartito:

Storia	ore 42
Geografia	" 37
Letteratura	" 19
Recitazioni	" 12
Canto	" 22
Fisiologia, igiene personale e igiene della casa	" 23
Storia naturale	" 22
Svedese	" 65
Computisteria	" 25
Aritmetica	" 32
Scrittura	" 41
Lavori donneschi e tessitura	" 453
Totale ore 798	

✕

Le Scuole Popolari Superiori della Svezia mancano ancora di un organo speciale, quale si pubblica in Danimarca e in Finlandia. Ogni due anni però si riuniscono a Congresso, cui partecipano molti insegnanti.

In quello del 1902, comune a tutta la Scandinavia, si gettarono le basi di un'Unione (Lärareförening), che a mezzo di apposito Comitato deve curare gl'interessi comuni e pubblicare almeno una relazione annuale generale, come del resto già si usa fare in modo particolare da ciascuna Scuola.

✕

Grande è la riconoscenza e l'interessamento degli ex-allievi per la loro Scuola. Il tempo ivi passato fa parte delle loro memorie più care. In alcune scuole essi si impongono un contributo per la formazione di un fondo che assicuri l'avvenire dell'istituzione. Per mantenere vivi i rapporti fra di loro e con la Scuola e gl'insegnanti, hanno formato Unioni o Circoli d'Antichi Allievi. In un loro statuto si legge: « Il Circolo, fondato sulla massima *l'unione fa la forza* si propone: 1) servire di tratto d'unione tra allievi e insegnanti delle Folkhögskolor; 2) dar modo, con riunioni annuali, di rivedersi cogli antichi condiscipoli, di far nuove conoscenze, di far rivivere gli antichi legami; 3) discutere questioni di comune interesse; 4) promuovere letture edificanti e istruttive; 5) mante-

nere lo spirito della Scuola; 6) rafforzare l'amore per l'istruzione; 7) mettere in pratica l'obbligo comune di vivere secondo i nobili principi appresi nella Scuola ».

In parecchi luoghi gli ex-allievi hanno fondato delle « Società di Letture » e chiamano or l'uno or l'altro insegnante a tenervi Corsi di Conferenze.

Questi antichi allievi, ora uomini e donne d'età matura, che nelle Folkhögskolor hanno avuto, dai grandi esempi del passato, incitamento a nobili aspirazioni, e si sono entusiasmati alla lettura dei grandi poeti, hanno acquistato la piena coscienza di essere membri della stessa famiglia, anelli nella grande catena della civiltà. Talvolta, forse, marito e moglie sono ex-condiscipoli, e la loro casa è perciò più gioconda e serena, e meglio agguerrita contro la povertà. Le grandi aziende e la vita agitata delle città non avrà, per essi, un'irresistibile attrattiva. In luogo di lavoratori salariati, di solito pigri e indifferenti, ecco dei diligenti agricoltori; invece di operai malcontenti e sfiduciati ecco dei campagnuoli sodisfatti.

È così un passo che si fa verso la soluzione della questione sociale, senza ricorrere all'emigrazione. La patria è amata, perchè dà una casa a chi non ne avrebbe, se fosse ancora costretto alla povertà dalla sua stessa ignoranza.

È questo un ideale che sta dinanzi all'istituzione delle Scuole Superiori per il Popolo nella Svezia.



Les bibliothèques populaires en Hollande.

(Communication A. J. VAN HUFFEL).

Des bibliothèques populaires, c. à d. des bibliothèques destinées spécialement à répandre les bonnes lectures parmi le peuple proprement dit, la Hollande en possède depuis longtemps. Lorsque en d'autres pays, où à présent on est bien plus avancé que chez nous en fait de bibliothèques, cette question n'était guère encore entamée, nous possédons déjà un grand nombre de bibliothèques populaires, qui — avec des moyens restreints, il est vrai — tâchaient de servir la culture générale en offrant l'occasion de lire de bons livres. On doit la plus grande partie de ces bibliothèques à la « *Maatschappij tot nut van 't algemeen* », une société, fondée en 1784, qui a rendu et continue à rendre des services importants au développement de notre enseignement public.

La première bibliothèque de cette Société fut fondée à Harlem en 1795. Au milieu du 19^{ème} siècle il y en avait déjà 175, à présent il y en a 313. Il existe en outre une centaine de bibliothèques semblables dans d'autres sociétés. *L'Etat ne se mêle point à la question des bibliothèques populaires.*

Cependant, toutes ces bibliothèques ne sont nullement liées aux autres organes de notre enseignement public; elles n'ont pas pour but, comme les « *public libraries* » américaines de compléter ou de continuer l'enseignement scolaire. Cet élan incomparable, qu'ont pris les bibliothèques américaines est probablement dû, pour la plus grande partie, à la circonstance, que le système entier d'enseignement aux Etats-Unis a pour but de préparer l'élève à l'éducation de soi même, ce qui rend une bonne bibliothèque indispensable.

D'autre part la propagande organisée pour cette question importante, aussi bien du côté de l'Etat que des personnes et des associations privées, a sans aucun doute influé dans la même direction.

La grande importance pour la société de bonnes bibliothèques commence à se faire sentir dans plusieurs pays de l'Europe. Chez nous aussi plus d'une voix s'est élevée pour tâcher d'assurer à la bibliothèque populaire une plus grande place dans la vie publique, ou, mieux encore, pour remplacer les bibliothèques pour le peuple proprement dit, par des bibliothèques et des salles de lecture pour le peuple entier.

Les résultats de ce mouvement sont encore imparfaits, mais il faut espérer que bientôt, en Hollande aussi, les bibliothèques occuperont, parmi les institutions d'enseignement public, la place qui leur appartient.

La première « *public library* » hollandaise fut fondée à Dordrecht en 1899, par une association qui reçoit l'assistance de la commune, laquelle met à sa disposition de très beaux locaux. La salle de lecture est visitée chaque jour par 200 à 300 personnes et le nombre de livres empruntés annuellement monte à plus de 16.000. Bientôt après s'ouvrirent les bibliothèques de Groningue, Leeuwarden et la Haye, qui doivent encore se passer de soutien municipal important.

La seule ville qui se charge directement de cette grande institutions, est la seconde du royaume, Rotterdam. Il y avait là une vieille bibliothèque municipale, comme notre pays en possède plusieurs, qui n'ont aucune signification pour la culture générale.

Il y a quelques années on résolut de la transformer en une institution tant soit peu ressemblante aux « *public libraries* » américaines; quand cette réorganisation sera accomplie, dans quelques années Rotterdam pourra se glorifier de posséder la première *bibliothèque populaire municipale hollandaise*.

Terminons ce rapport en faisant mention d'une bibliothèque ambulante, qui existe depuis quelques années dans quelques régions de notre pays, pour répondre au besoin de bonne lecture à la campagne à des frais relativement minimes. C'est une collection de livres qu'on envoie d'une place à l'autre et qui atteignent ainsi les villages et les hameaux qui ne possèdent pas de bibliothèques.



Vicende delle Biblioteche popolari in Alsazia e la nuova Biblioteca popolare di Strasburgo.

(Dalla Comunicazione **PREIS e BOSELLI**).

A quoi servira au peuple de lire s'il n'a rien à lire? Le complément de l'école primaire c'est donc la Bibliothèque populaire. La première est la clef, mais l'autre est la maison. Avoir la clef sans la maison on ne peut pas précisément appeler cela être logé

JEAN MACÉ.

La storia delle biblioteche popolari nell'Alsazia ha due fasi: l'una è anteriore e l'altra posteriore all'annessione. Il primo periodo si inizia colla libertà della prima repubblica (1793-1870); l'altro, col periodo della dittatura (1871-1908). La divisione delle due fasi è netta, profonda, come il fiume che divide la Gallia dalla Germania.

Le biblioteche popolari dell'Alsazia fioriscono col giglio di Francia e languiscono sotto la quercia tedesca, mentre la biblioteca universitaria è creata di sana pianta dai tedeschi e prospera fioridissima tra le floride biblioteche universitarie della Germania.

L'Alsazia francese, la patria del cuore e del cervello di Jean Macé, fu il paese modello dell'istruzione popolare nella Francia, *il paese classico delle biblioteche popolari.*

x

Dopo la rivoluzione (1804) furono fondate nell'Alsazia la *Società biblica* e la *Società per la propaganda di scritti cristiani*, entrambe protestanti.

A queste due società si deve una serie di libri di lettura, di carattere religioso, destinati al popolo delle città e delle campagne. Ma veri e propri circoli con sale pubbliche di lettura, furono creati

trent'anni dopo dalla *Società evangelica*, che fu fondata nel 1834. Quanti e quali fossero non è noto. Undici anni dopo (1845) sorsero le *bibliothèques paroissiales protestantes* che nel 1866 si estendevano in 160 delle 200 parrocchie protestanti e contavano 30.000 volumi tedeschi e 10.000 francesi.

Nel 1846 fu istituita dai Cattolici di Strasburgo la *Bibliothèque des bons livres*, che prosperò grandemente.

Nel 1869 contava 10.340 libri, per tre quarti francesi.

Nel 1850, sotto la protezione dell'allora ancor presidente Luigi Bonaparte e coll'appoggio di cinque prelati e un centinaio di personaggi importanti d'ogni specie, sorgeva a Parigi una *Société de bienfaisance* che fu però assai più larga di promesse che di fatti. Si proponeva di fornire gratuitamente di biblioteche, libri e locali tutti i comuni di Francia. Ma il progetto-réclame lasciò il tempo che trovò. Dieci anni dopo l'idea risorse per iniziativa del ministro dell'Istruzione pubblica Rouland e dell'Accademia francese, che scelse i libri per formare le *Bibliothèques scolaires* dei comuni francesi. Ma i libri erano esclusivamente francesi e per ciò non adatti a tutti gli Alsaziani, specialmente ai contadini, e — ciò che forse guastava più ancora — erano libri spiccatamente cattolici e però poco graditi a una parte della popolazione alsaziana.

Così anche questo secondo tentativo falliva, o quasi, al suo scopo. Ma l'idea, di sì evidente utilità pubblica, aveva persuaso e animato molti volenterosi.

Ecco perchè all'appello reiterato pochi anni dopo da Jean Macé « tout le monde lui a tendu la main et il n'a eu à jouer, en quelque sorte, que le rôle de la cloche qui appelle au temple les fidèles, tout prêts d'avance à partir ». Così dice egli stesso, con più modestia che verità.

La Società del Macé aveva lo scopo di « propager l'idée des bibliothèques communales dans le département du Haut-Rhin », ma con questo mezzo: « stimuler l'initiative locale ». Non serve — diceva egli, commentando questa frase degli statuti — raccogliere i libri e fornirne ai comuni: « on ne pourrait pas forcer à les lire. Pour être sûr que les livres seront lus, nul moyen meilleur à employer que d'amener les Communes à se les donner elles-mêmes ».

Insomma « non pas créer, mais faire créer des bibliothèques ». Farle creare dalle persone volenterose e capaci che si devono trovare in ogni comune: « c'est leur devoir de citoyen et de chrétien d'y contribuer.... Une commune serait bien déshéritée qui ne posséderait pas quatre ou cinq hommes capables de se former en commission, de réunir d'abord entre eux quelques livres, de demander au Conseil municipal un vote ratifié d'avance par l'autorité supérieure, et d'administrer la bibliothèque qu'ils auront créée ». Ecco lo scopo delle « sociétés des bibliothèques communales ».

Alla Società del Reno Superiore succedette, tre anni dopo, quella del Reno Interiore.

Le Società delle biblioteche comunali, completamente interconfessionali, spinsero i Cattolici a fondare la *Société alsacienne des publications populaires* (1864) e la *Société des bibliothèques circulantes* (1866).



Nella rovina della guerra del '70, che incendiò la biblioteca municipale di Strasburgo, sparirono quasi tutte le biblioteche popolari dell'Alsazia.

Le poche rimaste, per lo più evangeliste, trassero un'esistenza fiacca, stentata, negletta. Solo negli ultimi vent'anni del secolo scorso, qua e là, in singole parrocchie o presso qualche società operaia, sorsero alcune piccole biblioteche cattoliche.

Questo movimento si accentuò in questi tempi, forse per effetto del risveglio del partito cattolico della Germania: le opere francesi sono salite a 11.000, le tedesche a più di 4.000. La riorganizzazione, iniziata nel 1901 col progetto d'una grande sala di lettura, è ora a buon porto.



Più copiose notizie si hanno della nuova, grande *Biblioteca Popolare* di Strasburgo. È interconfessionale. La sua fondazione si deve alla liberalità di un consigliere comunale (Jacobi) che vi elargì la somma di 20.000 marchi, e alla iniziativa di varie persone ragguardevoli della città: Prof. Euting (direttore della biblioteca universitaria), il noto editore Trübner (doctor honoris causa), i deputati socialisti Peirottes e Böhle ed altri. La biblioteca, fondata in massima da un comitato ristretto nel dicembre del 1900, fu aperta al pubblico più d'un anno dopo: 8 marzo 1902.

Ecco alcuni dati statistici che riguardano il bilancio, il numero dei volumi, la frequenza dei lettori, ecc., dalla fondazione al 1904.

<i>Entrata:</i>				
	1901	1902	1903	1904
Patrimonio della fondazione L.	29.000	—	—	—
Contributi annui	2.570	3.188	3.220	3.016
Contributi momentanei . . .	4.179	895		
Sovvenzione della Città . . .	—	5.000	5.000	7.500
Sovvenzione della Luogoten. .	—	1.000	1.000	—
Interessi del patrimonio. . .	—	1599,25	1062,55	911
Iscrizioni, multe e simili . .	—	1220,37	898,15	1.840
Dalla Società elettrotecnica .	—	—	—	300
Dalla vendita di carta . . .	—	—	—	4.091,50

Uscita :

	1901	1902	1903	1904
Spese d'ufficio e sim.	L. 344,75	2.474,27	1.147,12	1285,78
Onorari e salari	" 846,20	4.508	6.465,07	7997,88
Compera di libri.	" 254,60	3.971	4.943,19	1805,03
Legatura di libri	" —	1.392,75	791,20	549,37
Impianto di locali	" —	2.612,48	842,82	1680,94
Illuminazione e riscaldamento "	—	—	412,98	618,94
Catalogo e stampiglie. . . .	—	—	546,15	2330,75

A queste spese aggiungendo il saldo di conti vecchi (per l'illuminazione ecc.) si sorpassa la cifra di L. 17.850 marchi d'uscita d'altrettanti d'entrata nel conto dell'annata 1904.

Il numero dei volumi, che alla fondazione era di circa 3.500, salì verso la fine del 1902 a 7.599, dei quali 1954 regalati. Di questi circa 60 0/0 sono libri di « belletristica », 82 0/0 comprendono vari rami del sapere e 8 0/0 sono libri per ragazzi. Sono quasi tutti libri tedeschi.

La frequenza dei lettori è sorprendente, date le condizioni dell'ambiente. Nel primo anno (1902) se ne contarono un 5000, altrettanti nel secondo, e nel terzo più di 6500.

I locali della biblioteca, concessi gratuitamente dalla città nel 1902, erano troppo piccoli (la sala di lettura conteneva appena una cinquantina di persone); più spaziosi locali si ottennero dalla città nell'anno seguente.

Il personale della biblioteca — tra impiegati e inservienti — constava nel primo anno di otto persone: un bibliotecario, tre assistenti (signore), un aiuto, due donne di servizio e un cursore.

Ecco ora le norme che regolano la distribuzione e il ritiro dei libri.

« Prescrizioni per i lettori.

§ 1. L'uso della Biblioteca e della sala di lettura è gratis. La sala di lettura è aperta quotidianamente dalle 11 alle 14 e dalle 18 alle 22; la domenica dalle 10 alle 12 e dalle 17 alle 21. La dispensa dei libri ha luogo nei giorni di lavoro dalle 11 alle 14 e dalle 18 alle 21, la domenica dalle 10 alle 12.

§ 2. La Biblioteca e la sala di lettura restano chiuse il giorno di Natale, il Capodanno, il martedì grasso, la domenica di Pasqua, il giorno dell'Assunzione e la domenica delle Pentecoste. Nei giorni festivi susseguenti alle solennità sono aperte, come le domeniche. Una chiusura periodica per la revisione e il riordinamento della biblioteca vien prescritta in caso di necessità dalla presidenza.

§ 3. Tutte le persone di età superiore ai 16 anni che abbiano stabile dimora in Strasburgo sono autorizzate a richiedere prestito di libri; le persone di età inferiore a 16 anni possono ottenere libri mediante interposizione dei genitori o dei tutori.

§ 4. Chi desidera aver libri in prestito, iscrive il proprio nome e la propria abitazione in un indice nella sala di lettura (presso l'impiegato ispettore), dietro presentazione di conveniente certificato di identità con accusa di indirizzo. Questa formalità è seguita dalla consegna del libretto da socio e del catalogo dei libri in circolazione, contro pagamento dei diritti in 20 centesimi.

§ 5. Dietro presentazione del libretto di lettore alla dispensa dei libri, il libro desiderato può esser direttamente richiesto. È però fatta preghiera di inscrivere nel libro dei lettori, scegliendo nel catalogo, i nomi degli autori, come pure i titoli e le indicazioni (numeri e lettere) di un certo numero di libri desiderati.

§ 6. Per regola vien prestato un sol libro alla volta; può esser fatta eccezione nel caso di opere di più volumi, o qualora, oltre un'opera scientifica, si desideri avere un libro di diletto.

§ 7. Chi vuol riservarsi un libro in momentaneo possesso d'altri, rimette nella sala di lettura un cartoncino di corrispondenza, che può avere là per 2 cent., all'impiegato di dispensa: il cartoncino di riserva è riempito coi dati necessari.

§ 8. Il periodo di prestito si estende, di regola, a 15 giorni; dietro desiderio speciale, espresso per iscritto, esso può essere prolungato a 4 settimane, e anche più. Chi non riporta il libro dopo la scadenza del periodo regolamentare, riceve un'ammonizione scritta e paga 5 cent. di diritti per la stessa. Per ogni successiva occorrente ammonizione (ogni 8 giorni) i diritti aumentano di 10 centesimi.

§ 9. È fatta calda preghiera di avere il massimo riguardo dei libri e di avvolgerli in carta: chi li danneggia gravemente o non li riporta dopo ripetuta ammonizione, è obbligato, a norma dei comuni doveri di rifusione, alla sostituzione.

§ 10. I lettori vogliano comunicare immediatamente alla Biblioteca ogni cambiamento d'abitazione.

§ 11. Chi trascura queste prescrizioni d'uso, in modo malo o indelicato, perde il diritto di usare della Biblioteca ».



Per l'istituzione di Biblioteche pel popolo. L'opera dell'Istituto Pro-Cultura.

(Comunicazione N. MASTROPAOLO).

La scuola elementare in Italia ha dato, è inutile nascondere, scarsissimi frutti. Le cause sono diverse; principali: la breve durata di essa e l'ordinamento non sempre adatto ai luoghi.

Ma i frutti della scuola sono stati scarsi, anche perchè chi l'ha frequentata non ha potuto poi in alcun modo esercitare l'istruzione del leggere e dello scrivere da quella fornitogli; sicchè lentamente ha disimparato il poco appreso e spesso, fatto adulto, s'è ritrovato quasi analfabeta. E i denari spesi per l'istruzione sono stati denari quasi interamente sciupati.

Se vogliamo che ciò non sia più per l'avvenire, dobbiamo trovar modo di mettere a profitto la poca istruzione che può dare e dà la scuola, per accrescere la coltura popolare ed avere quei frutti... che aspettiamo ancora.

Questa è la questione.

Vedete che fanno le altre nazioni?

Esse, sebbene abbiano una scuola elementare che dura più a lungo che da noi, pure hanno cercato in mille maniere che l'istruzione prima non restasse senza utile applicazione pel miglioramento intellettuale e materiale del popolo, ed hanno fondato Università popolari, Biblioteche, ecc.; e la coltura generale s'è elevata e, insieme, sono migliorate le condizioni economiche, chè uno dei vantaggi principali della diffusione della coltura è quello di intensificare la produzione, accrescendo il benessere dei lavoratori e la ricchezza delle nazioni.

Ora, tra tutte le istituzioni che hanno per fine la diffusione della coltura tra il popolo, la più pratica — perchè non v'è limite di tempo e di luogo per profittarne, — quella la cui azione è più ampia e duratura — perchè di essa possono servirsi uomini di tutte le età e condizioni, — è la Biblioteca popolare, che presenta per di più l'immenso vantaggio di poter essere con maggiore facilità fondata da per tutto.

Infatti le Università popolari, le Scuole popolari superiori ed universitarie, i Corsi festivi e serali, estivi od autunnali ed anche invernali di conferenze istruttive — che in molti luoghi hanno servito così mirabilmente ad elevare la media della coltura nelle masse — per nascere e prosperare richiedono abbondanza di mezzi finanziari, e speciale personale per la direzione e più ancora per l'insegnamento. Perciò queste istituzioni — se sono sorte in alcune città e sorgeranno nelle altre dov'è possibile raccogliere i quattrini occorrenti per il funzionamento, trovare gl'insegnanti adatti ed avere anche un numero sufficiente di frequentanti — molto difficilmente in Italia, almeno per ora, potranno essere fondate nei comuni rurali, dove maggiormente è sentito il bisogno di un po' di coltura.

I libri e le riviste invece sono mezzi d'istruzione altrettanto efficaci, ma più economici, e tali che possono penetrare dovunque, portando fin nei più remoti paesi la luce del sapere e della civiltà.

Ma è davvero possibile anche in Italia fondare dappertutto una piccola biblioteca popolare?

Sì, se vi saranno in ogni paese delle persone amanti della civiltà che vogliano mettersi con fede al lavoro.

E l'Istituto *Pro-Cultura* — che come prima sua azione si propone appunto di promuovere la fondazione di biblioteche pel popolo nei Comuni rurali — spera di avere validi ed intelligenti cooperatori nella sua opera i maestri elementari, che più di tutti sentono come sia necessario elevare il livello di coltura del nostro popolo, e sanno che soltanto quando il popolo sarà più colto, apprezzerà debitamente l'opera loro, che riceverà perciò maggiori e migliori compensi materiali e morali.

Ma prima di parlare dell'opera che dev'essere esplicata dalle Associazioni magistrali e dai maestri individualmente, è bene mostrare la possibilità dell'attuazione dell'idea; anche perchè questa persuasione raddoppierà l'entusiasmo in coloro che vorranno far-sene promotori, i quali lavoreranno certamente con più ardore, sapendo che i loro sforzi non resteranno senza effetti.

E questa dimostrazione è tanto più necessaria, in quanto che molti — ricordando le forti somme spese altrove per la fondazione

di biblioteche — credono impossibile far qualche cosa da noi senza grandi mezzi.

Ad essi domandiamo: che cos'è proprio assolutamente necessario per iniziare la biblioteca?

Locali speciali, forse, con tavoli, scaffali, ecc. e personale di direzione e sorveglianza? — No.

Ciò che occorre veramente è che in ogni paese ci siano i libri e le riviste e che ognuno, o gratuitamente o pagando una piccola quota, possa averli a sua disposizione per alcuni giorni — li leggerà a casa sua e li farà leggere anche alle persone di famiglia. — Anzi è proprio questo che dobbiamo proporci: far entrare nelle abitudini, facilitandola in tutti i modi, la lettura a domicilio, che è la più proficua e che in molte parti e per alcune categorie di persone — tra cui gli operai quasi tutti — è la sola possibile. E per far ciò non è affatto necessario un locale apposito. Se in qualche paese se ne potrà avere uno adatto con tutti i mobili occorrenti, ove, chiunque voglia, possa andare in determinate ore a leggere e studiare, meglio; ma dove non si avrà, se ne potrà fare benissimo a meno. I libri potranno essere depositati alla Sede dell'Associazione magistrale o di qualche altra società del luogo, in una scuola o in casa di chi sarà incaricato della distribuzione; e per conservarli non ci vorranno da principio mobili speciali: quando tutto mancasse, basterebbe tenerli su un tavolino, ravvolti in giornali.

È certo che dopo parecchi anni qualche mobile sarà pur necessario, e forse si sentirà anche il bisogno di un locale — c'è da augurarselo almeno; — ma allora sarà facile ciò che ora non è possibile fare, perchè allora sarà maggiore il numero di coloro che s'interesseranno della Biblioteca, e maggior forza avranno le richieste in favore di essa.

Nè, d'altra parte, ci sarà bisogno di personale speciale: basterà per tutto una persona sola, ed anche questa non sarà occupata molto tempo, non dovendo far altro che distribuire i libri ai lettori, ritirando i già letti, e tener nota del movimento di essi; e perciò poche ore la settimana saranno più che sufficienti.

Per questo lavoro però non occorrerà alcuna spesa, se i maestri prenderanno la cosa a cuore.

I dirigenti delle Sezioni dell'Unione magistrale — che danno tanta parte del loro tempo libero all'organizzazione e alla propaganda — non rifiuteranno certamente di occuparsi pure del servizio di distribuzione dei libri della Biblioteca, anche perchè possono ciò fare senza grave loro disturbo, nello stesso tempo che vanno alla sede della Sezione per il disbrigo degli affari, — e non si rifiuteranno nemmeno gli altri maestri, sapendo quanto bene deriverà dal loro piccolo sacrificio.

La spesa per i libri e l'Istituto Pro-Cultura.

Per iniziare la Biblioteca dunque non ci vuole altra spesa che quella per i libri.

Ma quale sarà essa?

Per interessare molti all'istituzione bisogna certamente che nella biblioteca vi siano in numero sufficiente libri e riviste di vario genere, affinché uno possa trovarvi qualche cosa di suo gusto: occorre cioè che ad ognuna giungano almeno una decina di riviste e da 100 a 200 volumi all'anno.

E qui si presenta questa obbiezione.

Come mai sarà possibile comprar tanti libri e abbonarsi a tante riviste, se piccole somme potranno essere raccolte in ogni comunello, perchè pochissime sono le persone che da principio vorranno e potranno contribuire alla spesa e in ben pochi luoghi si potranno avere sussidi dai Municipi o da altri enti?

Ciò è vero. Il miglior mezzo quindi per rendere facile l'attuazione dell'idea è questo: ottenere dalle case editrici sconti tali, che bastino le piccole somme che potranno essere messe insieme nei Comuni — nel modo che sarà detto dopo. — per l'acquisto di libri e riviste in numero sufficiente. E siccome alle biblioteche singole difficilmente gli editori concederebbero grandi riduzioni di prezzo, ci vuole un organo centrale al quale tutte siano associate e che tratti per tutte.

Quest'organo è l'*Istituto Pro-Cultura*, il quale si propone pure di ottenere altri vantaggi, quando un buon numero di Biblioteche sarà costituito: avere cioè gratis i libri e i bollettini pubblicati dai molti Istituti nazionali e regionali di coltura, di storia ecc.; far ottenere alle Biblioteche dal Governo sussidi per aumentare la dotazione; rendere possibile un servizio di prestito di libri tra l'una e l'altra; ottenere che le Biblioteche nazionali — sotto la malleveria dell'Istituto — diano a prestito alle Biblioteche associate i libri richiesti dai lettori; facilitare la fondazione di Biblioteche per giovanetti, ecc.

Ma di ciò si potrà trattare meglio in seguito; per ora altro lavoro urge: fondare le Biblioteche.

L'Istituto — dal canto suo — iniziò il lavoro negli ultimi mesi del 1905, ricevendo risposte favorevoli da parecchie Case editrici e da amministrazioni di importanti Riviste, tanto da poter assicurare, fin da allora, di dare nel 1906 — alle Biblioteche che ad esso si fossero associate — libri e riviste per un valore quasi doppio del contributo pagato da ognuna.

Si avvertiva però che nei primi tempi il contributo sarebbe

stato fisso e a tutte le Biblioteche sarebbero mandati gli stessi libri, e ciò perchè — per ottenere notevoli riduzioni di prezzo — l'Istituto avrebbe dovuto non solo comprare molte copie dello stesso libro, ma anche assicurare agli editori una certa vendita fin dal principio dell'anno. Ma in seguito — non appena l'accresciuto numero delle Biblioteche lo avesse permesso — si sarebbe tenuto altro sistema, concedendo a ognuna di scegliere i libri tra quelli editi dalle Case editrici indicate. E infatti anche quest'anno una certa scelta, sebbene limitata, c'è pure stata; perchè l'Istituto nel fare gli acquisti ha tenuto nel massimo conto le proposte ricevute all'uopo dalle Biblioteche, alle quali anzi era stato stabilito di mandare in tempo debito gli elenchi dei libri da acquistare, per sapere se l'uno o l'altro fosse già posseduto da qualcuna e potere così in cambio acquistarne un altro per essa. E diritto di scelta vi è stato anche per le Riviste, giacchè il numero di quelle che si sono avute a buone condizioni è stato tale che il valore complessivo di tutte superava la somma fissata per gli abbonamenti.

Prezzo dell'associazione all'Istituto.

Tenuto calcolo di quanto è stato detto avanti — che cioè per interessare molti ed avere così un buon numero di lettori, è necessario che alla biblioteca giungano per lo meno una diecina di riviste e da cento a duecento volumi di vario genere all'anno, ciò che importa una spesa di più di 400 lire — l'associazione normale per l'anno 1906 fu fissata in L. 240, per la qual somma l'Istituto si obbligava di mandare appunto libri e riviste per un valore da L. 400 a L. 500. Non fu stabilito un valore fisso, perchè se per le concessioni già ottenute dagli editori l'Istituto poteva subito avere, con le 240 lire dell'associazione, merce per poco più di 400, c'era la speranza però che con l'aumento delle Biblioteche si potessero ottenere concessioni maggiori, non solo, ma si sperava anche di avere libri e riviste gratis da parecchi Istituti.

Oltre il prezzo di associazione ogni Biblioteca fu tenuta a pagare una piccola somma occorrente per tutte le spese di spedizione, ecc., e ciò perchè gli editori lasciano tali spese a carico dell'Istituto, il quale, riserbando le 240 lire tutte per l'acquisto dei libri e delle riviste, aveva pur bisogno perciò di un piccolo fondo e fissò a tal uopo la tassa di lire 20. Calcolando che nell'anno dovevano essere spediti ad ogni Biblioteca almeno dodici pacchi postali di libri e che altre spese bisognava fare per posta, stampati, ecc. si vede che la tassa bastava appena per coprire queste spese vive: ma ciò è stato sufficiente, giacchè l'Istituto non solo ha la sede gratis, ma non paga nulla nemmeno per il personale,

pel fatto che tutto il lavoro — di qualunque genere — è fatto gratuitamente da alcuni volenterosi maestri di Milano. E se altri volenterosi vi saranno nei paesi — l'Istituto mette le speranze in ciò — non v'è dubbio alcuno che, come nel 1906, molte altre Biblioteche saranno fondate in avvenire, perchè in molti luoghi, con un po' di buona volontà da parte dei promotori, sarà possibile raccogliere la somma occorrente per i libri, non eccessiva certamente.

Ma siccome quel che si può fare in molti paesi non si può fare in tutti — e vi sono dei Comuni dove non ostante la maggiore buona volontà non sarebbe stato possibile mettere insieme in un anno le 240 lire — così furono stabilite anche queste altre due associazioni ridotte:

1. di L. 120 più L. 10 di tassa per spese, con diritto a ricevere libri e riviste per un valore da L. 200 a 250;

2. di L. 60 più L. 5 per spese, col corrispettivo da L. 100 a 125 di libri e riviste.

E per agevolare di più la creazione delle Biblioteche si stabilì che queste somme potessero essere pagate a rate mensili.

Ciò che si è fatto nel primo semestre del 1906.

Gli ultimi mesi del 1905 e i primi del 1906 formarono un periodo esclusivamente di propaganda. Fu dato annunzio sui principali giornali scolastici e politici della fondazione dell'Istituto, dei suoi scopi, del suo funzionamento; furono spedite alle Sezioni dell'Unione Magistrale ed ai maestri più di 2000 copie di un opuscolo di propaganda, il quale servì anche a molti colleghi ed amici della coltura per tornare a parlare più diffusamente dell'Istituto non solo nei giornali politici e scolastici, ma anche in molti giornali settimanali, provinciali o regionali; fu tenuta qualche conferenza e si approfittò di tutte le adunanze di maestri per raccomandare la fondazione di Biblioteche.

Questa propaganda diede ben presto i suoi frutti. Molti bravi colleghi si misero all'opera nei loro comuni pieni d'entusiasmo, parlarono della cosa ad amici e conoscenti, chiesero aiuto ai municipi ed alle associazioni locali, ed alcuni ebbero il piacere di veder presto coronati da successo i loro sforzi.

Così, per opera di maestri elementari, furono fondate biblioteche popolari ad Alcamo e Castelvetro, in provincia di Trapani, a Castelpetroso e Montenero di Bisaccia, in provincia di Campobasso, a Castelfranco in Miscano (Benevento), Melzo (Milano), Monte S. Angelo (Foggia), Reggio Emilia.

Nello stesso tempo si associarono all'Istituto, per i vantaggi

che esso offriva, anche le Biblioteche popolari di Abbiategrasso (Milano), Mercato Saraceno (Forlì), Potenza Picena (Macerata), Sassuolo (Modena).

Tra tutte mandarono nei mesi passati L. 602 per avere libri e L. 214,50 per abbonamento a Riviste. E l'Istituto in cambio mandò libri per L. 1824 e riviste per L. 891,50, con un risparmio medio rispettivamente del 55 e del 46 per cento circa, oltre alcuni libri e riviste avute gratuitamente.

Norme per il 1907.

L'esperienza di questi pochi mesi ci ha persuasi: 1. esser bene che i libri per ogni Biblioteca siano scelti dal Comitato direttivo di essa; 2. non esser necessario fissare per l'associazione all'Istituto questo o quel prezzo, ma meglio lasciare facoltà di spendere la somma che si può.

Perciò nel nuovo anno sarà data per i libri la stessa libertà di scelta già concessa per le riviste. Il Comitato direttivo di ciascuna biblioteca compilerà l'elenco dei libri desiderati e lo manderà all'Istituto, che ne comprerà in ragione della somma ricevuta o per la quale il Comitato si sia obbligato.

L'indicazione della somma e l'obbligo di pagarla da parte del Comitato saranno necessari soltanto quando il pagamento venisse fatto a rate mensili, e non quando il prezzo approssimativo dei libri fosse mandato anticipatamente insieme con l'elenco.

L'Istituto dal canto suo cercherà di pubblicare spesso piccoli cataloghi dei libri che si possono avere a prezzo ridotto, e siccome capita molto facilmente di potere avere a buon prezzo ottimi libri usati, ma in buono stato, l'Istituto li acquisterà dandone notizia alle biblioteche, con l'indicazione del costo.

S'intende bene che per tutti gli altri libri, non segnati in questi cataloghi, che venissero richiesti, giacchè non è possibile fissare preventivamente lo sconto concesso, che non è eguale per tutti, alle Biblioteche verrà fatto pagare lo stesso prezzo pel quale furono comperati.

Anche il 1907 sarà un periodo di esperimento, che servirà a mostrare quali altri cambiamenti sia opportuno fare per l'avvenire, e l'Istituto continuerà ad esaminare attentamente tutte le proposte che saranno presentate dai colleghi, specialmente per cercare di avviare il movimento in quei comuni dove s'incontrano maggiori difficoltà. È bene che anche s'incominci a fare ciò che si può, sia pur poco. È meglio cominciare dal poco, che non cominciare affatto, e perseverare finchè non si sia raggiunto l'intento.

Continuazione e funzionamento delle Biblioteche.

Non resta ora che accennare al modo da tenere per raccogliere le somme indicate e parlare del funzionamento delle Biblioteche.

Per l'una e per l'altra cosa non può esservi alcuna uniformità, essendo molto diverse — da luogo a luogo — le condizioni finanziarie degli Enti pubblici e privati dei cittadini, e il grado di coltura e le abitudini di questi. Perciò la scelta del modo di raccogliere i fondi e di funzionamento va lasciata completamente al giudizio dei Comitati locali, che, a seconda delle circostanze, adotteranno l'uno o l'altro di quelli indicati.

Nei 500 e più Comuni ove sono Sezioni dell'Unione Magistrale, siano esse a prendere l'iniziativa, costituendo subito i Comitati promotori, previo accordo, se è possibile, con le altre Società del luogo, ed offrendo la propria opera gratuita per la direzione e la amministrazione delle Biblioteche; e là dove non è alcuna Sezione, siano i maestri ad esplicare quest'azione, spingendo qualche Società d'impiegati o d'operai — ve ne sono ovunque — a prendere a cuore la cosa.

Costituiti i Comitati questi si mettano al lavoro senza perdere tempo, cercando di ottenere, prima di tutto, che la spesa per libri sia pagata dai Comuni. È vero che mentre è facile che questi spendano somme anche rilevanti per feste e ricevimenti di personaggi più o meno illustri, con l'approvazione delle autorità tutorie, è molto difficile invece avere da essi qualche centinaio di lire a pro dell'educazione popolare, e più difficile ancora che le sullodate autorità non mettano il *veto*; ma con ciò non è detto che in qualche paese non si possa riuscire ad ottenere tutta la somma chiesta e negli altri almeno una parte. Nel primo caso la Biblioteca potrà subito essere aperta; nel secondo caso invece bisognerà prima completare la somma, chiedendo per ciò sussidii agli altri enti locali, ed invitando a contribuire tutte le persone amanti della coltura.

In altri luoghi si promuova la costituzione di un consorzio tra il Comune, la Sezione Magistrale e le altre società locali, coi contributi degli enti consorziati si metta assieme la somma necessaria.

Dove infine per una ragione o per l'altra non si riesca a far istituire la Biblioteca dal Comune, nè a costituire il Consorzio, nè a raccogliere i fondi in altro modo, si cerchi di formare una *Società promotrice della Biblioteca del popolo*, con tutte le persone disposte a pagare, per un anno almeno, una piccola quota fissa mensile, la quale sarà differente da un paese all'altro, a seconda dell'associazione che si vorrà fare, dei sussidii che si potranno avere e del numero dei soci. Dovunque, anche nei villaggi, potrà

essere costituita una tale società, perchè in qualunque paese, anche piccolo, son certamente da 10 a 20 e più persone che possono pagare ogni mese i pochi soldi della quota — e li pagheranno volentieri, sapendo che in cambio avranno il vantaggio di leggere senz'altra spesa un buon numero di libri e riviste; — e 10 o 20 persone basteranno, perchè con le loro quote, di 20, 25 o 30 centesimi ognuna, si avranno da 2 a 6 lire il mese, sufficienti — con l'aggiunta di un piccolo sussidio del Comune di 20 o 30 lire, che da per tutto può ottenersi — a mettere insieme la piccola somma di 50 o 60 lire che occorre per cominciare.

Istituita la Biblioteca, essa, a seconda dei casi, sarà amministrata dal Comune direttamente, da Comitati scelti dal Consorzio o dalla Società promotrice, dalla Sezione Magistrale, o da quell'altra associazione che l'avrà fondata. Se avrà una sede propria, sarà tenuta aperta in determinati giorni e ore, perchè ognuno possa andare a leggere, senza pagar nulla, i libri che ci sono; se no farà soltanto il servizio di prestito — gratuito o a pagamento. — Insomma il funzionamento sarà vario da paese a paese, a seconda delle condizioni locali. Ciò che importa, lo ripetiamo, è che si favorisca in tutti i modi la lettura a domicilio, non ostacolandola col richiedere garanzie speciali dai lettori, che non sono necessarie perchè nei paesi essi son tutti conosciuti dai distributori. È importante pure raccogliere, per ogni Biblioteca, i dati relativi alla qualità e al numero dei lettori e delle opere lette, che dovranno essere mandati all'Istituto. Ciò è molto facile bastando tenerne nota su un quaderno, quando non si avesse altro; ma è altrettanto importante, perchè non solo farà conoscere quali libri sono preferiti, ma servirà a mostrare a tutti l'aumento certo dei lettori e delle opere lette, la bontà quindi dell'istituzione, e il dovere per gli enti pubblici di contribuire all'incremento di essa.



Da quanto è stato esposto si vede benissimo che tutte le difficoltà possono essere superate facilmente con un po' di buona volontà. Ciò che occorre è che in ogni paese ci siano poche persone di fede che si mettano alla testa del movimento, e l'Istituto spera molto nell'opera dei maestri elementari, e specialmente dei Comitati direttivi delle Sezioni dell'Unione. Da esse deve partire il buon esempio, e siam sicuri che se dedicheranno a quest'opera un po' dell'entusiasmo che danno a tutte le idee buone, non passerà gran tempo e ogni paese avrà la sua piccola biblioteca. E sarà gloria della nostra classe avere fatto in Italia, quasi senza mezzi, ciò per cui altrove ci vollero molti milioni; a questa gloria ognuno

di noi deve contribuire; ed ognuno quando le biblioteche fiorenti in ogni luogo spargeranno intorno gran luce di civiltà, deve poter dire a sè stesso: A quest'opera così bella ho lavorato anch'io!

Pei piccoli Comuni rurali deve provvedere lo Stato.

Se nelle città e nei Comuni rurali maggiori basterà scuotere e svegliare le energie locali per raggiungere lo scopo — come hanno dimostrato quei bravi colleghi che, accogliendo l'invito del nostro Istituto, son riusciti a fondare delle Biblioteche popolari, promovendo la costituzione di piccole società di lettori — nei piccoli Comuni, purtroppo! ogni iniziativa rimarrà sterile, salvo casi eccezionali.

Là deve provvedere lo Stato.

L'importanza delle Biblioteche popolari per la diffusione della coltura era stata ben compresa dagli on. Boselli e Credaro, i quali si apprestavano a raccogliere i dati su quelle che vi sono in alcuni Comuni e sul loro funzionamento, collo scopo senza dubbio di estenderne i benefici ai luoghi che ne sono privi. E noi dobbiamo cercare che quell'idea sia accolta dal ministro attuale e dai successori, a cui dobbiamo chiedere, con un voto solenne dei nostri Congressi che lo Stato aumenti lo stanziamento apposito, in modo da poter gradatamente in pochi anni non solo aiutare le Biblioteche popolari esistenti, ma anche fondarne una in ogni comunello rurale.

L'ordinamento di queste Biblioteche dovrebbe essere dei più semplici.

La cura di tutto dovrebbe essere affidata a un Comitato locale formato dal maestro-bibliotecario di un rappresentante del Comune e di un'altra persona, scelta dal Provveditore o meglio dall'Ispettore scolastico.

Lo Stato — pur riservandosi, se lo crede opportuno, il diritto di sorveglianza, da esercitare per mezzo dell'Ispettore scolastico — non dovrebbe pensare ad altro che versare al Comitato di ogni biblioteca 100 lire all'anno: 75 per l'acquisto dei libri, che — a risparmio di altre spese — dovrebbero essere conservati in una scuola, e 25 per compenso al maestro bibliotecario.

Son pochine 25 lire, lo so; ma i maestri che per tanto tempo hanno insegnato nelle scuole serali per un compenso irrisorio, non rifiuteranno, per l'esiguità della retribuzione, l'opera loro per alcune ore la settimana in pro delle biblioteche.

E non son molte nemmeno le 75 lire per i libri; ma con esse sarà possibile pagare l'abbonamento a tre o quattro riviste e comprare, ogni anno, un centinaio di volumetti adatti al popolo: e per cominciare, ciò è sufficiente. In seguito, riconosciuta da tutti

l'utilità di tale istituzione e sentito maggiormente dal popolo il bisogno della lettura, il popolo stesso penserà ad ottenere sussidi dai Comuni e coopererà in tutti i modi all'incremento delle Biblioteche.

La somma a carico dello Stato potrà arrivare anche a mezzo milione all'anno; ma sarà mezzo milione speso utilmente, perchè servirà a far fruttare gli altri milioni che Stato e Comuni spendono per l'istruzione elementare e che finora hanno dato scarso profitto. Il Governo, speriamo, non lo rifiuterà; ma noi confidiamo, per la riuscita, nell'azione vigile e costante del piccolo gruppo di *veri* amici della scuola che contiamo nel Parlamento, la cui opera sarà tanto più efficace se sarà sorretta — com'è dovere — dall'azione dell'*Unione Magistrale Nazionale*.

E terminiamo col ripetere ai maestri: Collegli di buona volontà, al lavoro! — Dov'è possibile lavorate senza aspettare il tardo aiuto dello Stato; anzi l'opera vostra altamente civile e la prova evidente dei grandi benefici morali e materiali che dall'istituzione da voi creata il popolo ricava, servano a scuotere i governi e a renderli più solleciti dell'educazione pubblica!



L'insegnamento delle scienze sperimentali nelle Scuole libere per adulti.

(Comunicazione PROF. ENRICO CASTELLI).

Quod hoc multorum opinioni adversetur nil mea refert, dummodo rationi et experientiae congruat.

GALILEO

Chiunque abbia vissuta la vita dell'Università del popolo o delle Scuole libere popolari, ha certamente rilevato che tra le lezioni che vengono frequentate col maggiore interessamento e colla massima assiduità da cittadini di tutte le classi sociali, primeggiano quelle che sono dedicate alle *Scienze sperimentali*.

Il pregiudizio medioevale che affermava necessitare una lunga e paziente preparazione — a base di studi classici, e magari anche teologici — a chiunque volesse dedicarsi con profitto agli studi scientifici, è stato definitivamente vinto dal fatto, ormai comunissimo, di tante persone che, essendo affatto prive di quella preparazione, dopo aver assistito a lezioni o conferenze sperimentali, colle proprie deduzioni o colle domande, non solo manifestano di avere seguito con profitto l'insegnante in tutta la sua trattazione, ma dimostrano altresì di avere inteso il significato più intimo delle nozioni spiegate, e di avere avvertito come, in qualche punto, tali nozioni fossero suscettive di completamento.

L'interessamento di persone appartenenti anche alle classi popolari più disagiate, alle lezioni sperimentali è dovuto anzitutto all'impareggiabile attrattiva dei fenomeni naturali; al desiderio innato nell'animo umano, di conoscere le cause e l'essenza di tali fenomeni; alla sete di rendersi conto delle mirabili applicazioni

scientifiche le quali hanno rapidamente, in pochi decenni, rinnovata, fin nelle sue più intime latebre, la vita e la civiltà umana; all'aspirazione, ormai tanto generalizzata, di recare qualche tenue contributo alle nuove invenzioni, cui è indissolubilmente legato il moderno progresso.

I precedenti motivi possono conglobarsi nella suprema aspirazione che tutti muove, consapevoli o no, verso il *vero* ed il *bello*.

Giacchè le nuove nozioni — che vengono via via acquistate, sia nell'ambito intellettuale che nel campo pratico, mercè il lavoro lento ma indefesso, multilaterale ma convergente, di tanti acuti pensatori e di tanti sagaci sperimentatori — apportano alla rivelazione di quelle *leggi naturali* che sono *verità assolute*: sono cioè verità affatto indipendenti dall'incessante mutamento degli apprezzamenti e degli eventi umani; sono leggi che sfidano il tempo, ed alle quali, a differenza delle leggi umane, nessuno può impunemente contravvenire. E dall'esame particolareggiato e comparativo dei singoli fatti retti dalle leggi naturali, come dal ricorrere col pensiero al processo storico che ha recato — attraverso a dolorose incertezze, a persistenti e faticosi tentativi e, spesso anche, a misonelstiche o scettiche avversioni — l'accertamento di quelle verità, emana un'armoniosa poesia, che sublima l'animo in una sensazione di tranquillo e squisito godimento, quale invano si cercherebbe nella lettura dei più celebrati poemi, dovuti alla fantasia eroica o ieratica delle civiltà passate.

È poi strettamente rispondente alla pubblica utilità che il soddisfacimento di quest'innata tendenza alla conoscenza delle verità naturali sia, con precipue cure, favorito e promosso nelle Scuole dedicate all'istruzione popolare, affine di redimere le menti ottenebrate da fosche nubi di superstizione e d'ignoranza, apportatrici di tante calamità.

Già da troppi secoli, leggende orientali pietose e sentimentali, unite al miraggio d'una vita ultraterrena, vennero abilmente utilizzate da teocrazie invadenti e avare, che di quelle leggende si valsero per deviare il corso originario del pensiero umano, distogliendolo dall'unica e perenne sua fonte — la natura — per insidiarlo e contorcerlo coi sofismi e coi dogmi, e per contenerlo entro limiti angusti ed arbitrari.

Ora, per accelerare il progresso civile, per conseguire gli stessi miglioramenti intellettuali ed economici cui hanno ben diritto le classi sociali che lavorano e producono la ricchezza, occorre abbattere per sempre le funeste ed artificiose barriere che accerchiano il pensiero umano e gli vietano di librarsi più in alto e di frugare più profondamente il mistero della vita e dell'universo.

Soltanto lo studio dei fenomeni e delle verità naturali — mentre

affratella uomini di ogni razza e d'ogni lingua in un'unica purissima idealità — addestra il pensiero a porre tutto in discussione e a non accogliere alcuna dottrina che non sia risultata integralmente accettabile, in seguito ad un esame rigoroso e sistematico, perseguito con critica negativa; soltanto il metodo di *logica induttiva sperimentale* — che viene assimilato da chi segue ordinati studi scientifici, e ne intende tutta la portata — può distogliere la volontà individuale e collettiva dal partecipare a tante menzogne convenzionali e dal perpetuare tante ingiustizie che contristano ed avvelenano la breve vita umana.

Di qui emerge il contenuto educativo delle scienze sperimentali e ne risulta quanto la loro divulgazione sia più utile dell'insegnamento puramente letterario od artistico.

X

Affinchè l'insegnamento popolare delle Scienze sperimentali attinga la maggiore possibile efficacia, occorre che gli organizzatori delle Scuole popolari dedichino amorevoli cure a tre principali fattori:

- I. — lo svolgimento razionale delle lezioni;
- II. — la sufficienza dei mezzi sperimentali;
- III. — la scelta degli insegnanti.

Le lezioni scientifiche, per essere impartite con sicuro vantaggio, non possono essere rare ed isolate, ma si devono succedere a breve intervallo di tempo e costituire un armonico ciclo, discretamente numeroso. Esse devono essere esposte in forma semplice e piana, in modo da attrarre stabilmente e senza fatica l'attenzione degli ascoltatori.

Pertanto necessita che ogni lezione consista di svariate e dillettevoli prove sperimentali, logicamente coordinate, e facili a ripetersi da chicchessia; ed i fatti mostrati, per costituirsi nel pensiero degli uditori, dovranno essere appoggiati od associati a fatti noti ed osservati comunemente.

Ma, se nelle lezioni scientifiche popolari va data ampia parte agli esperimenti, nonpertanto si può mancare di diffondere in esse anche quei concetti e quei principj generali che oltre ad essere quasi la sintesi dei fatti osservati, sono sorgente feconda di tante sicure previsioni scientifiche.

Come venne già rilevato dallo scienziato inglese Whewell, due elementi concorrono allo svolgimento delle scienze naturali: le idee e le osservazioni. Mentre però le idee, da sole, si perdono nella malcerta speculazione, e le sole osservazioni non possono

generare un organico complesso di cognizioni, i concetti ed i fatti sperimentali, a vicenda controllati e confortati, danno adito ad una larga e cosciente e sicura visione dei fatti naturali.

Ad ovviare il pericolo di sovraccaricare le menti degli uditori d'un cumulo di nozioni inesatte e mal digerite, occorre che la materia insegnata in ogni lezione non sia soverchiamente addensata, e che ogni lezione non si prolunghi oltre un'ora.

La sovrabbondanza di materia accumulata nelle singole lezioni, se può trovare qualche scusante nella vastità della trama e nell'arditezza dell'intento che rende necessario un adeguato svolgimento, è poi sempre dannosa inquantochè può stancare l'uditore e distoglierlo dall'intervenire ulteriormente alle lezioni. Nelle lezioni popolari, la quantità della materia spiegata è molto meno importante della breve e lucida esposizione del metodo scientifico e delle leggi fondamentali.

In quanto alla distribuzione dell'insegnamento sperimentale è da consigliarsi, all'intento di assicurare ad esso una certa gradualità, che venga iniziato colla trattazione della CHIMICA e della MECCANICA; che venga proseguito colla trattazione della FISICA GENERALE; e che si compia colla trattazione della FISIOLOGIA.

Oltre alle lezioni, sarà molto utile che vengano fatte, nelle Scuole serali per il popolo, anche delle *letture* delle migliori lezioni e conferenze del Tyndall, dell'Heinholtz, del Mach, del Righi, del Ciamician, ecc., sussidiando tali letture con prove sperimentali e con un sobrio commento.

2. Affinchè nelle lezioni scientifiche popolari possa esser data parte prevalente alle prove sperimentali, è necessario che sia posto a disposizione dei docenti un largo corredo di materiale didattico scientifico.

Finora nessuna delle Scuole libere per adulti è pervenuta alla possibilità di provvedersi tale materiale, che richiede una spesa considerevole; e raramente si è potuto ottenere a prestito, dalle Università ufficiali, strumenti fisici o modelli anatomici e fisiologici, a causa delle disposizioni contenute nei vigenti regolamenti, intenti piuttosto ad un'esagerata protezione delle suppellettili scientifiche, che a promuovere la diffusione della scienza.

Auguriamo che, com'è stato fatto recentemente e ripetutamente nella libera America, anche da noi qualche mecenate, schiettamente amante dell'elevazione intellettuale e morale del popolo, e cosciente fautore del progresso moderno, offra alle Scuole popolari i mezzi necessari all'insegnamento scientifico-sperimentale.

Frattanto, sorga tra le Scuole popolari come una fraterna cooperazione, per modo che quelle che risiedono nelle grandi città, ove meno difficilmente possono procurarsi — sia pure temporariamente

— l'occorrenza all'insegnamento scientifico, vengano in aiuto alle altre che risiedono in località dove scarseggiano o mancano affatto i mezzi sperimentali, provvedendo altresì alla ripetizione, in queste ultime, delle migliori lezioni o conferenze che vennero tenute nelle grandi città.

E dove manchi la possibilità di mostrare, nelle lezioni, qualche dispositivo sperimentale o qualche preparato o modello anatomico fisiologico, si ricorra all'uso di tavole, disegnate a colori ed in larga scala, o, meglio, alle proiezioni luminose.

✕

3. In quanto alla scelta degli insegnanti, non è possibile, evidentemente, additare alcuna norma generale: soltanto devono porsi in guardia gli organizzatori dei corsi di lezioni popolari, tanto contro il pericolo di prescegliere quegli scienziati che — mentre sanno contribuire validamente all'avanzamento della loro disciplina — non sono forniti delle attitudini necessarie alla divulgazione scientifica, quanto contro il pericolo di affidare l'insegnamento a giovani studiosi che — per la loro incompiuta cultura o per essersi dedicati soltanto a qualche specializzazione scientifica — ancora non possiedono quella larga ed acuta visione intellettuale che tanto è necessaria a porre in rilievo le analogie e le divergenze tra le varie classi di fenomeni naturali, e che consente di trascorrere audacemente e suggestivamente dai fatti della materia a quelli della psiche, dai fenomeni fisici ai fenomeni economici e sociali.

Negli insegnanti delle Scuole libere per adulti, oltre ad una larga e svariata eppur soda cultura, oltre ad una facilità ed esattezza di eloquio, si richieda l'abito ad estendersi, nella trattazione didattica, fino alle ultime conseguenze delle nozioni spiegate, per modo di chiarire tutta la loro portata etica e pratica, e di destare negli ascoltatori il desiderio di completare e di accrescere le cognizioni acquistate nelle lezioni, mediante acconcie letture e mediante ulteriore studio individuale.

✕

Nel chiudere le brevi considerazioni ed i pochi avvertimenti che mi vennero suggeriti dall'esperienza da me fatta in vari anni d'insegnamento esercitato nelle Scuole popolari, rivolgo un sentito ringraziamento all'On. Comitato Ordinatore di questo Congresso per avermi dato occasione di esporre in esso le mie modeste vedute sull'insegnamento scientifico-popolare, e presento al suffragio degli On. Congressisti il seguente riassuntivo

ORDINE DEL GIORNO :

Il Congresso internazionale per le opere di educazione popolare invita le Università popolari, le Scuole libere popolari e le istituzioni affini a dare il massimo possibile svolgimento all' insegnamento scientifico-sperimentale, indirizzandolo tanto al fine della educazione individuale quanto al fine del pubblico progresso; e confida che tutte le Scuole popolari coopereranno fraternamente per favorire l' insegnamento medesimo nei luoghi ove mancano o scarseggiano i mezzi sperimentali.



La volgarizzazione delle dottrine biologiche.

(Comunicazione PROF. FR. B. NÉMÉC).

Poichè col crescere continuo dei fatti biologici osservati, crescono anche le teorie e le ipotesi che vi si connettono, così è bene stabilire le massime da seguirsi al riguardo per lo scopo di raggiungere la volgarizzazione. Per questo non ci intendiamo solo il diffondere nel popolo la cognizione dei più importanti fatti, ma anche il mettere in chiaro il significato di questi fatti per l'uomo, per la sua conoscenza del mondo e per la pratica della sua vita. Nè meno importante ci appare la necessità di spiegare al popolo i metodi delle ricerche biologiche, il loro scopo, il loro valore per la coltura generale.

Per ciò che riguarda la forma delle conferenze o delle opere popolari, si deve soprattutto guardarsi dal peccare contro la verità scientifica per cercare una maggior facilità di espressione: se anche è necessario di render chiare per il popolo le dottrine biologiche, non devono rendersi i rapporti più semplici di quello che sieno in fatto, nè devesi sottacere alcuna delle difficoltà colle quali la biologia ha da lottare.

Come in un'opera strettamente scientifica, così anche in una d'indole popolare devesi dire apertamente quello che possiamo sapere e quello che non sappiamo. Si deve evitare assolutamente una intonazione la quale faccia credere al popolo che la biologia abbia già risolto tutti o quasi tutti i suoi problemi. Non potrà che accrescersi agli occhi del popolo il valore della nostra scienza, se esso apprende quali grandi compiti le spettino ancora. Ove invece si segua un diverso metodo e soprattutto vengano presentate delle ipo-

tesi come verità dimostrate, specie quando si tratta dei così detti argomenti interessanti, certamente non si contribuirà ad elevare la vera « cultura biologica ».

La scelta della materia da trattare popolarmente e da offrire ai profani non deve mai essere troppo unilaterale. Sovente si cerca l'attraente nelle singolarità o nell'esposizione di casi eccezionali. Nulla è più falso dell'opinione che la biologia possa offrire interesse ai profani solo quando si limiti alle curiosità. I fenomeni più diffusi meritano, nel più alto grado, di essere fatti conoscere al popolo, perchè appartengono a quel gruppo di fenomeni che hanno per l'uomo maggior importanza, tanto nel riguardo teorico, quanto nel pratico. Per la cultura generale, ciò che è curioso od eccezionale ha un'importanza solo secondaria: a questo principio si deve attenersi anche quando dovesse scapitarne il così detto « interessante ». Un volgarizzatore veramente buono deve saper render attraenti per i profani anche i fenomeni più diffusi e comuni, colla forma della trattazione, coi richiami alla loro importanza ed alla loro pratica applicazione.

Non è a disconoscersi che i casi eccezionali possono offrire dei buoni esempi in certe speciali esposizioni. La teoria dell'adattamento può, p. es., essere assai ben dilucidata coi casi eccezionali, ma non si deve però accontentarsi di questi, bensì dimostrare l'adattamento anche negli organismi più comuni.

È certo evidente che nelle esposizioni d'indole popolare non si può limitarsi a presentare i fatti certi; ma nella volgarizzazione delle cognizioni biologiche si deve dare il massimo peso alla base concreta di fatti dimostrati in modo sicuro. Le ipotesi possono tramontare, i fatti rimangono. Quindi, delle ipotesi si deve sì far cenno anche nelle trattazioni popolari, ma naturalmente con giusta indicazione. Le ipotesi gettano luce sui fini che la biologia non ha ancor raggiunto: esse rappresentano ciò a cui l'uomo può riuscire nei problemi più difficili, per quanto possa trattarsi, ancora, solo di vani tentativi.

Circa il fatto che il popolo scambia spesso le ipotesi con verità accertate — mi riferisco alla teoria dell'evoluzione o al darwinismo — l'attribuisco alla maniera errata di esposizione popolare, colla quale non si fa abbastanza rilevare il carattere ipotetico di singole teorie biologiche.

Noi riteniamo quindi perfettamente accettabile d'introdurre anche le ipotesi nelle trattazioni popolari, perchè con le medesime si illustrano i lavori biologici, la potenza dell'intelletto umano, ma si dimostra anche sovente con quali mezzi la scienza tenta razionalmente di progredire là dove regna solo la superstizione.

Poichè peraltro il nostro fine è una scienza libera dalle ipotesi, e queste per lo più rappresentano solo un espediente, un mezzo di aiuto importante là dove cessa la nostra capacità di conoscere, debbono sempre le ipotesi essere presentate come tali : la loro natura spiccherà meglio, quando si presentino anche i fatti accertati sulla base dei quali esse sono costruite.



Le Biblioteche popolari e la letteratura universale.

(Comunicazione Dr. ERNEST SCHULTZE).

Fra le molte questioni che sono in egual guisa d'interesse per le Biblioteche Popolari di tutti i paesi, io intendo richiamare qui l'attenzione su di una, che assai di rado viene trattata, ma che è tuttavia di grande importanza. Intendo parlare della linea da tenersi dalle Biblioteche popolari, nei diversi paesi, rispetto alla letteratura universale.

S'intende da sè che nella dotazione di libri di una Biblioteca popolare (ossia di ogni Biblioteca destinata ad offrire materiale di lettura alle classi meno colte) debba avere una parte prevalente la letteratura nazionale. Ma in tutte queste biblioteche, anche quando posseggono solo poche centinaia di volumi, non dovrebbe però mancare un certo numero delle opere più importanti della letteratura universale.

È deplorabile che in Biblioteche popolari, le quali hanno più di 500 volumi, non sieno rappresentate le opere dei poeti e degli scrittori d'altri paesi.

Non già che debba essere scopo anche delle piccole Biblioteche di mettere in grado i loro lettori di « interloquire » sui principali nomi della letteratura universale o di poter subire una specie di esame sui loro capolavori. Questi scopi estranei, intesi solo all'apparenza, devono essere ben lontani da tutte le Biblioteche popolari che riconoscano il loro vero fine: servire alla reale coltura che rifugge da qualsiasi apparenza e che è fonte di vera modestia.

Ma le Biblioteche popolari di tutto il mondo dovrebbero aver

fatto l'osservazione che la scelta della produzione letteraria tedesca, anche nelle maggiori biblioteche, corrisponde allo stato della letteratura tedesca in arretrato di una generazione. Io temo che lo stesso difetto si verifichi nelle Biblioteche popolari tedesche ed in quelle di qualsiasi altro paese.

È noto che, venti o venticinque anni or sono, era una domanda preferita in Inghilterra, in Germania ed in altri paesi: *quali libri indichereste come sicuramente migliori?* È evidente che tra le risposte non se ne trovavano due eguali, perchè gli uomini nei loro gusti si rassomigliano così poco come due foglie dello stesso albero. Ma le risposte allora pubblicate offrono tuttavia un utile materiale per rispondere alla questione sui migliori libri della letteratura universale; e sarebbe anche oggi di grande vantaggio che l'inchiesta venisse ripresa con zelo.

Particolarmente nei periodici professionali dei bibliotecari nei diversi paesi, dovrebbe tale domanda essere sempre tenuta in vista. Io credo erroneo che questi periodici professionali si debbano occupare solo di questioni tecniche. Certo queste sono di straordinario interesse per il direttore di una biblioteca popolare, ma almeno la stessa importanza ha per la scelta dei libri, e per questa non basta che egli si attenga alle pubblicazioni periodiche di recensioni bibliografiche generali, per quanto ottime sieno. Infatti le qualità che il dirigente d'una biblioteca popolare deve esigere nei libri da scegliere, non corrispondono affatto ai criteri della critica letteraria dotta e militante od anche a quelli del pubblico pagante. I libri scientifici per una biblioteca popolare devono essere esatti ma non aridi e di esposizione non troppo difficile. I libri di letteratura possono bensì appartenere a qualsiasi scuola o tendenza, ma devono essere scritti in buono stile, non contenere false disquisizioni psicologiche, non debbono essere malsanamente fantastici. In quanto riguarda i rapporti sessuali devono essere scevri di volgarità, mentre si intende che non dovrà escludersi un libro che tocchi o tratti questo argomento in modo naturale, come si conviene a persone ben educate. Molti di questi punti di vista non sono considerati dalla critica comune, mentre sono della più grande importanza per le Biblioteche popolari, e mi sembra quindi una necessità imprescindibile che un periodico per le Biblioteche popolari di ogni paese tratti anche la questione della scelta dei libri. Condizione pregiudiziale è, naturalmente, che ogni paese abbia una pubblicazione periodica per le sue Biblioteche popolari, ciò che pur troppo non si verifica ancora.

Riescirebbe allora anche più facile per le persone competenti dei singoli paesi di essere ben informati delle pubblicazioni veramente importanti delle letterature straniere. Naturalmente le piccole Biblio-

l'epopea dantesca che abbraccia il Paradiso e l'Inferno, gli antichi novellisti italiani dai quali tutti gli altri paesi hanno appreso l'arte di novellare, il « Cuore » del De Amicis, sono noti a tutti i popoli più civili.

Naturalmente non può essere mia intenzione di dar qui, anche in tratti sommari, un elenco dei capolavori della letteratura universale che secondo il mio pensiero dovrebbero trovarsi nelle Biblioteche popolari di tutto il mondo. Debbo peraltro richiamare l'attenzione sulla *deplorabile mancanza di appropriati manuali* per render possibile ai bibliotecari, soprattutto delle piccole biblioteche, di fare una buona scelta. È già estremamente difficile scegliere quanto v'ha di meglio e di più importante nella letteratura nazionale per una biblioteca di piccola dotazione, e può già esser dubbioso in questa scelta un bibliotecario che non disponga di alcuna guida pratica, nè di alcun consiglio personale; ma il ricercare i migliori libri nella letteratura di altri popoli, anzi di tutti gli altri popoli civili, è un problema tanto vasto e difficile, che nella maggior parte dei casi si rinuncia a risolverlo.

Quanto più le Biblioteche popolari si sviluppano, tanto più questa circostanza diviene insussistente, e quanto più crescono i mezzi delle Biblioteche stesse — e questo avviene di fatto in molti paesi ed è a sperarsi così avvenga negli altri — tanto più cresce d'altra parte anche la possibilità di riparare a tale difetto. Altrimenti non si potrà facilmente sciogliere il problema, e dove lo si prende troppo alla leggera, si avranno per conseguenza degli errori dannosi. Come esempio ricorderò che in un noto catalogo modello inglese (*Descriptive guide to the best fiction*) che annovera circa 4.500 volumi, la scelta per la letteratura tedesca è affatto inservibile: vi sono compresi sei romanzi di E. Werner, che letterariamente non hanno alcun valore, e così un certo numero di altri inutili libri di diletto, mentre mancano le opere dei nostri maggiori poeti e scrittori degli ultimi cinquant'anni, quali Goffredo Keller, C. F. Meyer, Raabe, Fontane, Maria di Ebner-Eschenbach. Anche il catalogo modello, per altro così pregevole per indirizzo ed esecuzione, della « American library association », il così detto « A. L. A. Catalogue », la cui edizione pel 1904 comprende 9000 volumi, non contiene nulla di Goffredo Keller, C. F. Meyer, Raabe, Fontane, Maria von Ebner-Eschenbach, Wildenbruch: ed anche la scelta per i poeti del nostro periodo classico è affatto deficiente; poichè evidentemente non basta semplicemente indicare le edizioni complete, che una piccola biblioteca non potrà comperare, ma devono essere indicate le opere più importanti nelle loro singole edizioni. Come ricordo personale, dirò che in un viaggio di parecchi mesi che ho compiuto a scopo di studio negli Stati Uniti, ho sempre



La sede propria della Scuola Samaritana e l'Università Popolare.

(Comunicazione PROF. DOTT. MUZIO PAZZI).

Quello che è storia non cangia mai.
PRATI. — (*La Cena di re Alboino*).

L'Italia ha preceduto tutte le nazioni civili, ispirandosi a quella forma pratica ed umana di previdenza che provvede al soccorso immediato nei casi urgenti di privati infortuni e di pubbliche calamità.

La prima associazione italiana di pubblica assistenza, personificata dalla Compagnia della Misericordia, ebbe sede a Firenze nel secolo di Dante, sublime incarnazione della Scienza, della Carità e della Poesia.

La Compagnia della Misericordia, come vedremo, trasse origine dal popolo, legittimo erede e geloso depositario della formula evangelica nella quale Gesù Cristo sintetizzò il vero amore al prossimo e la nozione precisa del « *primo soccorso* ».

Secondo lo storico Ghislieri, la Misericordia di Firenze sorse nel 1240, per opera di un certo Pietro di Luca Borsi, appartenente alla corporazione dei facchini, in quel tempo frequentatori di una taverna, situata dove oggi sorge la piccola chiesa della Arciconfraternita.

Il primo fondo di questa associazione fu costituito col cumulo della *crazie* pagate dai facchini stessi ogni qualvolta la loro bocca proferiva una bestemmia; ciò costituì, fino dal suo nascere, il carattere religioso della futura compagnia d'assistenza pubblica.

« Essendo passato molto tempo in così devoto esercizio, cumulando buona somma di denaro... parve bene al detto Piero di Luca... proporre di fare sei *zane* atte e capaci di potervi adattare una persona di giusta misura e grandezza e per ciascheduno sestiere della città deputarne una, con eleggere quel facchino o facchini, che dovevano portarla settimana in settimana, dovendo esigere... un *giulio* per ciascun viaggio, che avessero fatto in condurre i poveri ammalati a' luogo di loro piacere ordinati, sì anche persone che fossero cadute da fabbriche, che cadute morte, affogate, state ammazzate, o trovate in qualunque modo per la strada prive di ogni umano soccorso, e alli spedali a loro piacere ».

V'è però chi vuole contrastata questa origine democratica della Misericordia e mentre qualche scrittore asserisce che l'origine di tale associazione risale al 1244, epoca in cui la città di Firenze era disturbata da frequenti pestilenze, secondo il Passerini sarebbe originata dai Laudesi nel 1292 e il primo atto ufficiale che la guarderebbe porterebbe la data del 1323. Vi è però una dimostrazione indiretta che non smentisce l'origine popolare della Misericordia ed è che quando Cosimo di Giovanni de' Medici volle fondere questa associazione con la Compagnia di S. Maria del Bigallo, eminentemente aristocratica e spendereccia, comincia un periodo di decadenza della Misericordia che decorre dal 1425 al 1475. In questo anno un popolano « portò al palazzo della Signoria, ai piedi del Gonfaloniere, il cadavere d'un pover'uomo morto da diversi giorni ed al Gonfaloniere, sorpreso e colto da ribrezzo, il popolano disse: questo è un effetto della inosservanza delle leggi, le quali a Voi ed ai vostri antecessori, capi e direttori del governo toccava a far mantenere. A queste osservazioni il Gonfaloniere fa suonare la campana grossa, chiamando il popolo a raccolta e la Misericordia risorge per volontà del popolo ».

Ripristinata la compagnia, divenne presto fiorente e vi aderirono i personaggi più insigni, sia fiorentini che stranieri, non meno che Lorenzo de' Medici detto il Magnifico.

Il battesimo della Misericordia risorta fu dato durante le famose pestilenze del 1495 e 1498, cosicchè essa ottenne il riconoscimento del Governo e divenne l'Ufficio d'igiene della Repubblica.

Altri documenti irrefragabili stanno in favore della origine schiettamente democratica delle Compagnie della Misericordia e fra questi citeremo il più importante.

« Livorno, undici anni prima di essere inalzata da Ferdinando I, il migliore dei granduchi medicei, dall'umile condizione di castello all'onore di città, vide sorgere la quinta fra le molte Confraternite della Misericordia, che sull'esempio di quella fondata in Firenze... furono istituite in tutte le città ed anche in umili borgate della

Toscana, eletto giardino ove il buono ed il bello, nelle molteplici loro manifestazioni, germogliarono ed ebbero sempre vita vigorosa e duratura.

« La pietà per un disgraziato che, colpito da morte improvvisa, giacque abbandonato alcune ore nella pubblica via, d'onde fu tolto per essere trasportato, come vile giumento, in una carretta alla sepoltura, ispirò a cinque popolani, riuniti in amichevole conversazione in una bottega della Via Grande, ora Via Vittorio Emanuele, la santa idea di fondare in Livorno la Compagnia della Misericordia.

« A quei pietosi che furono *Paolo di Valerio Baroni, Lorenzo di Agostino Falleri, Vincenzo di Domenico Bonaccini, fiorentini, Domenico di Pellegrino, pistoiese, Lorenzo di Pietro Tudini, milanese*, si unirono 14 compagni di buona volontà per iniziare subito l'opera preziosa.

« Il 19 aprile 1595, il giorno stesso in cui era inaugurata colla celebrazione della prima messa la Cattedrale, i livornesi salutavano nei diciannove confratelli, rivestiti di cappa nera con cingolo e croce di legno pendente al fianco, il primo drappello della Misericordia, che, come il granellino di sabbia di cui parla l'Evangelo, doveva presto crescere rigogliosa e per numero e per zelo.

« Il 29 giugno dello stesso anno, con partito rogato dal notaio Pietro Pucenti, la Misericordia di Livorno era aggregata a quella di Firenze e quattro anni dopo alla Confraternita di S. Giovanni Decollato di Roma; così tra i vari sodalizi s'iniziarono quei vincoli di fratellanza che molti di essi estesero anche alle corporazioni religiose, agli ufficiali dell'esercito e dell'armata, nel pio intendimento di affratellare viepiù nella carità i santi affetti: « Religione e Patria ».

Tre secoli dopo e precisamente il 22 ottobre 1899 ai piedi del Colle di Montenero, e il 22 luglio 1900 nel Villaggio di Antignano, per volontà di popolo bene auspicante, furono aperti asili di soccorso, strettamente dipendenti dalla Arciconfraternita di Livorno e destinati a ricevere nei loro locali infermi e feriti per la opportuna ed urgente visita e medicazione. Attore di carità sempre il popolo!

Dal medio evo fino alla seconda metà del secolo passato regnò sovrano in Italia il sistema religioso di pubblica assistenza iniziato dalle opere pie della Misericordia.

La prima scintilla, che fu nuova luce di scienza e di civiltà, partì dalla mente e dal cuore di un chirurgo italiano, il prof. Palasciano di Napoli, che fino dal 1860 predicò in favore del diritto neutrale di soccorso dei feriti in tempo di guerra, ma la voce di questo apostolo della umanità fu raccolta solo dopo qualche anno al Congresso internazionale di Ginevra, dove i delegati ufficiali delle varie Potenze firmarono la famosa convenzione del 24 giugno 1864, detta della *Croce Rossa*.

La nuova associazione fu il primo passo verso la trasformazione borghese della pubblica assistenza.

Era ovvio pensare che là, ove non vi fosse una guerra, il personale ed il materiale di assistenza della *Croce Rossa* dovevano fossilizzare nei magazzini di risparmio; perciò la *Croce Rossa* ebbe un nuovo slancio caritativo ed umanitario, pensando a svolgere un programma nuovo, da esplicare in tempo di pace, lasciando intatto il primitivo programma per il bisogno delle nazioni in tempo di guerra.

La campagna antimalarica dell'Agro Romano e nella provincia di Caltanissetta, la Stazione di prime cure ai feriti sul lavoro nel porto di Genova, i posti di soccorsi a Palermo, Messina, Junrio, Trabonella, Sommatino, Giumentaria, Villarosa, le 150 scuole di primo soccorso distribuite in tutta Italia, etc. stanno a dimostrare l'esplicazione di un concetto moderno di pubblica assistenza, che l'infelice proletariato di *Grammichele* ha recentemente visto alla prova e giudicato favorevolmente. Infatti, molti feriti, che dopo i tumulti rifiutarono di entrare all'ospedale, accettarono l'opera benefica della *Croce Rossa*.

Si spiega, dunque, come durante questo lungo tempo di resipiscenza il cuore del paese subisce nuovi impulsi e nuovi desideri. I generosi figli d'Italia che avevano pagata a caro prezzo la propria indipendenza e libertà, disse bene il dott. Luigi Giuntoli, dopo « compiuto il più sacro, il più nobile dei doveri sui campi della gloria, da buoni e disinteressati cittadini rientrarono a godere la pace del focolare domestico. Gli entusiasmi, divenuti giganti sui campi delle cruenti battaglie, non dovevano certamente andare in fumo, ma portarsi su altri campi, sui campi delle battaglie del vero progresso e della civiltà. E così fu.

« Il 9 gennaio 1878 Vittorio Emanuele II rendeva la sua grande anima a Dio. In cotesto giorno nefasto, giorno d'immenso lutto per l'Italia tutta, un manipolo di patrioti, insieme raccolti nel dolore, ad eterna memoria del Padre della Patria, da Lui vollero intitolata la Fratellanza Militare Italiana, sorta da poco in Firenze.

« Non contenti di avere gettato le basi d'un filantropico sodalizio di mutua assistenza, principalmente provvedendosi così alla sorte dei commilitoni bisognosi in caso di malattia, si volle in esso creare anche una compagnia detta di salvataggio, che poi con denominazione più italiana fu chiamata Compagnia Volontaria di Pubblica Assistenza.

« Il generoso manipolo di ardenti patrioti aveva in sé l'impulso verso tutto ciò che si dice altruismo. Si accorreva agli incendi, in aiuto ai bene organizzati pompieri, ed in ogni pubblica e privata calamità, nella quale fosse possibile un qualunque pronto

soccorso, anche lontanamente, come nelle rovine al terremoto di Casamicciola, nell'Isola d'Ischia.

« La Compagnia di soccorso si unì poscia alle Società locali di Soccorso agli asfittici, sorta in onore del celebre medico pistoiese Pacini — che dette il nome al metodo italiano per compiere la respirazione artificiale — e si obbligò di prestare soccorso gratuito ai soci infermi, negli incendi, nelle inondazioni, nelle rovine, nelle epidemie, negli annegamenti, in tempo di guerra ed in qualsiasi altra pubblica sventura.

« Così vediamo come i figli dell'*Esercito* abbiano dotata la patria di un principio borghese di pubblica assistenza che presto s'è esteso da un capo all'altro della Penisola.

« Ma chi sono i figli dell'esercito se non i figli del popolo? »

Ecco dunque dimostrata l'indole democratica di questa seconda forma italiana di pubblica assistenza e di pubblico soccorso.

« Ma i tempi progredivano, il riscatto nazionale era assicurato e il popolo italiano trovavasi spinto a capo fitto nella via del progresso, mal tollerando di circoscrivere il governo della pubblica carità nell'orbita del sentimento religioso o del militarismo, ed agognando invece confini più lati, più indipendenti nella estrinsecazione dell'amore per il prossimo, che non incappassero nella superstizione del clero o nel pregiudizio della nazione armata.

« Il principio laico nella pubblica beneficenza » scrive il dott. Arnaldo Billi « il sentimento elevato della fratellanza umana, furono il seme benefico dal quale ebbero vita, per iniziativa popolare, sul finire del secolo scorso le associazioni di P. A.

« Fu la Toscana principalmente che sentì il bisogno di dare nuova forma all'assistenza pubblica: e fu qui che queste Istituzioni trovarono maggiormente il loro campo di azione, sostenute dal favore di una quantità innumerevole di cittadini di ogni classe e di ogni partito...

« La funzione del soccorso d'urgenza non è la sola, nè la principale delle Istituzioni di pubblica assistenza: non è il trasporto dei malati... che assorbe tutta la loro attività: esse hanno finalità più elevate da raggiungere, orizzonti più vasti da conquistare nel campo della pubblica beneficenza.

« I *Pubblici Poteri* molto hanno fatto per proteggere ed assicurare la vita dell'uomo, dalla infanzia fino alla vecchiaia, non hanno però saputo o potuto svolgere convenientemente e intieramente il concetto della pubblica assistenza.

« Infatti, si provvede al piccolo essere abbandonato sulla pubblica via da una madre snaturata, e lo si ricovera in un brefotrofo... si protegge il fanciullo seviziato e rimasto privo di genitori e si colloca in un orfanatrofio: si raccolgono i tardivi ed i

rachitici in istituti, che, insieme alla cura fisica, provvedono allo sviluppo della intelligenza: s'inviano gli scrofolosi in stazioni marine e climatiche; anche in piccole e modeste borgate esistono ospedali che ricevono i malati d'ogni genere, ospizi di mendicità per gli invalidi al lavoro e perfino ospedali per incurabili. A queste diverse forme di beneficenza si aggiungono poi gli istituti elemosinieri, che provvedono ai tanti bisogni dei poveri e degli impotenti, le poliambulanze mediche e chirurgiche, e i patronati scolastici, e le Cucine economiche, e gli asili notturni e tante altre istituzioni congeneri che hanno lo scopo di alleviare in qualche modo i dolori e le sofferenze di tanti infelici.

« Ma al contrario esistono ancora molte lacune da riempire.

« Con quali mezzi si provvede al trasporto sollecito, immediato in un luogo di cura di un disgraziato colpito da un qualsiasi infortunio sulla via? Chi presta soccorsi utili e pronti a un ferito, a un annegato, a un asfittico? — Chi invigila e cura alla osservanza dei precetti igienici nei luoghi pubblici, nelle scuole, nelle disinfezioni ordinate dalle Autorità? — Chi controlla e cura l'esecuzione dei provvedimenti normali od eccezionali dati dagli Ufficiali Sanitari, da Medici, Sindaci, ecc.?

« Chi sorveglia i poveri bambini abbandonati che le Autorità e gli Stabilimenti affidano a privati, perchè siano assistiti ed educati convenientemente?

« Molti soccorsi furono prestati da Comitati o da Società di Volontaria Assistenza; ma furono sempre il frutto di sacrificio personale, non la pratica attuazione di un servizio permanente bene organizzato e regolato da norme scientifiche...

« Questo compito... modesto, ma pur tanto necessario nella vita pubblica, possono e dovranno eseguire le Società di Pubblica Assistenza, la cui azione da qualche tempo va perdendo il carattere di provvisorio, si definisce, si specializza e si unifica ».

Ma se la Toscana conta il maggior numero di Società di Pubblica Assistenza fra loro federale, molte altre Società laiche sono seminate nel regno d'Italia, legate in una federazione nazionale, nè hanno mancato di confederarsi anche le secolari Confraternite della Misericordia.

Non possiamo, nè vogliamo discutere i principi informativi delle varie federazioni dello stesso paese, ma rileviamo il fatto che le soprannominate associazioni, siano religiose, siano militari, siano laiche, non hanno perduto il carattere storico della democrazia.

Prendiamo ad esempio due giovani istituzioni sorte l'una nelle Marche e l'altra nell'Emilia al principio del Secolo XX.

« In Ancona, prima del 1900, si deplorava da tutti il fatto veramente lacrimevole che il trasporto dei malati e dei feriti all'O-

ospedale ed alle proprie abitazioni si facesse ancora, in regola generale, col mezzo primitivo delle pubbliche vetture, contro l'igiene, con disagio grave e con non lieve pericolo per l'infermo, mentre solo eccezionalmente si provvedeva con una lettiga colossale, preadamtica, di proprietà dell'Ospedale civile, la quale esigeva l'opera di almeno otto uomini che dovevano cercarsi e trovarsi dalla famiglia del malato, fosse questa agiata o estremamente povera. Se si ebbe varie volte in tale epoca a restare edificati del sentimento umanitario dei popolani vicini, o amici, o congiunti del paziente, al cui appello rispondevano con entusiasmo nel momento del bisogno, fu però maggiore lo scandalo che in una città civile i fratturati degli arti inferiori dovessero salire con gemiti e grida strazianti, quasi a nuovo Calvario, le vie e le scale del Nosocomio. Se per altro generale, anzi universale era il sentimento che si dovessero provvedere mezzi più umanitari ed igienici per tale importantissimo servizio pubblico, l'idea e l'iniziativa di fondare l'... associazione sorse dapprima negli ultimi mesi del 1900, nella mente e nel cuore di quattro operai dei Cantieri, ai quali tosto si unirono i loro compagni di officina, indi, in breve tempo, quasi tutto il ceto operaio, e in generale la cittadinanza anconetana, talchè presto nei primi mesi del 1901, l'idea generosa potè tradursi in fatto.

E già nella pubblica adunanza del 21 febbraio 1904, nella solennità della inaugurazione della bandiera sociale, furono segnalati al pubblico, consegnandoli alla memoria imperitura della Croce-Gialla, i nomi di quei quattro modesti e benemeriti operai... per dimostrare una volta di più come nel popolo che seriamente lavora, ed è quindi alieno dagli eccessi, dai bagordi e dagli schiamazzi, sia la radice, siano i germi di tutte le nobili aspirazioni, di tutte le buone istituzioni.

Essi sono *Ferdinando Arcangeli, Duilio Cremonini, Torquato Piaggese, Natale Ricciotti.*

Poche parole intorno alla origine democratica della Associazione di Pubblica Assistenza di Bologna che ha scelto per emblema la *Croce Verde*.

L'Università Popolare di Bologna, inaugurò nell'anno 1903 la Scuola dei primi soccorsi, detta Samaritana, sotto gli auspicj del Sotto-Comitato locale della Croce Rossa. Gli iscritti in questo corso furono prevalentemente operai. Alla fine di giugno 1906 sostennero un esame pubblico ed ottennero un diploma di Samaritano.

Il 5 luglio 1904 fondarono la Società Samaritana di Pubblica Assistenza in Bologna, che unitasi alle Pattuglie Cittadine si trasformò nel febbraio 1905 nella surricordata « Croce Verde ».

Nessun dubbio sull'origine democratica della associazione filantropica Bolognese: è però da osservare che mentre altre società ita-

PARTE SECONDA

IL CONGRESSO

MILANO - 15, 16 e 17 Settembre 1906 -
nel Palazzo dell'Istituto Tecnico Superiore



I.

ADESIONI

AL

PRIMO CONGRESSO INTERNAZIONALE

PER LE

OPERE DI EDUCAZIONE POPOLARE



COMITATO D'ONORE.

S. E. il Ministro della Pubblica Istruzione — S. E. il Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio — S. E. il Ministro degli Esteri — Il Sindaco di Milano — L'Assessore per l'Istruzione Primaria — L'Assessore per l'Istruzione Secondaria — Il Presidente della Deputazione provinciale di Milano — Il Presidente della Società Umanitaria — Il Presidente dell'Unione Magistrale Nazionale — Il Presidente della Federazione delle Università Popolari — Il Presidente della Società d'Incoraggiamento d'Arti e Mestieri — Il Presidente della Società Promotrice della cultura popolare — Il Presidente dell'Accademia di Brera — Il Direttore del Politecnico — Il Direttore della Scuola Superiore d'Agricoltura.

Istituzioni aderenti.

Ministero dell'Istruzione pubblica. Roma.

Ministero di Agricoltura, Industria e Commercio. Roma.

Ministère de l'Instruction publique et des Beaux Arts. Parigi.

Board of Education. Londra.

Consiglio di Stato della Repubblica e Canton di Ticino (Dipartimento della Pubblica Educazione). Bellinzona.

Département de l'Instruction publique du Canton du Valais (Suisse). Sion.
Direction de l'Enseignement primaire au Ministère de l'Instruction publique.
Parigi.

British Institute of Social Service. II, Southampton Row. London, W. C.

École Internationale des Expositions. Paris.

Institut Pédagogique. Paris.

Musée Social. 5 Rue Las-Cases. Paris.

Società Umanitaria « Prospero Moisè Loria ». Via Manzoni, 9. Milano.

Société Pédagogique. Rue de Portugal, 84. Bruxelles.

Provincia di Ancona.

- " di Bergamo.
- " di Bologna.
- " di Cagliari.
- " di Catanzaro.
- " di Como.
- " di Cosenza.
- " di Forlì.
- " di Genova.
- " di Mantova.
- " di Milano.
- " di Parma.
- " di Pavia.
- " di Piacenza.
- " di Pisa.
- " di Potenza (Basilicata).
- " di Reggio Emilia.
- " di Vicenza.

Comune di Alessandria

- " di Assisi.
- " di Bergamo.
- " di Bologna.
- " di Bordighera.
- " di Castellazzo Bormida.
- " di Catania.
- " di Cremona.
- " di Cusano sul Seveso.
- " di Ferrara.
- " di Forlì.
- " di Mantova.
- " di Messina.
- " di Milano.
- " di Monza.
- " di Napoli.
- " di Padova.
- " di Palermo.
- " di Piacenza.
- " di Roma.
- " di Rovigo.

Comune di Saint-Gilles-lez-Bruxelles. Belgio.

" di Sampierdarena.

" di Sesto Calende.

" di Spezia.

" di Torino.

" di Venezia.

" di Verona.

" di Vicenza.

" di Vienna.

Camera di Commercio. Alessandria.

Camera di Commercio. Napoli.

Camera di Commercio. Varese.

Camera del Lavoro. Alessandria.

Camera del Lavoro di Genova-Sampierdarena. Vico Casana, 8 - Via V. Emanuele, 84.

Camera del Lavoro di Milano. Via Crocefisso, 15.

Congrès pedagogique de Saint-Gilles-Lez-Bruxelles.

Associazione Generale di M. S. fra gli Operai. Cremona.

Unione Cooperativa. Via Meravigli, 9-11. Milano.

Unione Femminile nazionale. Monte di Pietà, 9. Milano.

Associazione Nazionale per la difesa della Scuola laica. Milano.

Fédération abolitionniste internationale. 6, Rue Saint-Léger. Genève.

Lega Nazionale. Via Nuova, 6. Trieste.

Società Medico-chirurgica di Bologna. Piazza Galvani, 1.

Società Umanitaria educativa. Piazza Fonderia. Palermo.

Association des Instituteurs Néerlandais. 2° Helmersstraat, 84. Amsterdam.

Associazione Nazionale dei R. Ispettori scolastici. Roma.

Federazione Insegnanti Italiani. Trieste.

Federazione Nazionale degli Insegnanti delle Scuole medie. Roma.

Unione Magistrale Nazionale. Roma.

Alleanza Scolastica della Provincia di Padova.

Federazione Magistrale provinciale. Via Brescia, 2. Alessandria.

Federazione Magistrale e Patronato scolastico. Arezzo.

Federazione Magistrale della Provincia di Milano. Corso Romana, 10.

Associazione Magistrale. Roma.

Associazione Magistrale femminile romana. Roma.

Associazione Magistrale milanese. Corso Romana, 10. Milano.

Lega Magistrale « Ferrante Aporti ». Cremona.

Sezione Bergamasca dell'Unione Magistrale nazionale. Bergamo.

Sezione Insegnanti alla Camera del Lavoro. Via Crocefisso, 15. Milano.

Sezione Magistrale della Camera del Lavoro. Padova.

Sezione Milanese della Federazione nazionale insegnanti medii. Milano.

Sezione Rurale Romana dell'U. M. N. Roma.

Società Magistrale bolognese. Via Castiglione, 50. Bologna.

Società Magistrale di Castelfranco Veneto.

Società Magistrale. Sezione U. M. N. Conegliano (Veneto).

Società Magistrale del Circondario di Lecco.

Società Magistrale Piacentina. Sezione U. M. N. Piacenza.

Società Magistrale mandamentale. Siena.
Verein « Freie Schule n. I., Babenbergerstrasse, 9. Vienna.
« La Tribuna Scolastica », Periodico Magistrale. Via Unione, 24. Milano.
Asilo per i figli derelitti dei marinai pescatori dell'Adriatico. Venezia.
Comitato delle Stazioni climatiche estive fiorentine. Palazzo Vecchio. Firenze.
Comité Marseillais pour l'inter-échange des enfants. 3, Rue Farjon. Marseille.
Comitato Milanese, idem, Via Lazzaretto, 17. Milano.
Consiglio degli Orfanotrofi. Piazza S. Pietro in Gessate, 1. Milano.
Educatorio « Borsalino ». Via Giovanni Lanza. Alessandria.
Educatorio-Ricreatorio « Pestalozzi ». Roma.
Institutions de l'Impératrice Marie. Rue de Kazan, 7. Pietroburgo.
Istituto di Correzione Paterna. Roma.
Istituto Umberto I per gli Orfani. Via Milano, 37. Roma.
Giardino Educativo Nomentano. Roma.
Œuvre des Colonies Scolaires de Schaerbeek-Lez-Bruxelles.
Patronato Scolastico. Conegliano (Veneto).
Patronato Scolastico di Grosseto.
Patronato per le Scuole in Via Arena. Milano.
Patronato della Scuola sanatorio pei fanciulli tignosi e granulosi. Via Arena,
40 - Via Olocati, 49. Milano.
Patronato della Scuola in via Ariberto. Milano.
Patronato delle Scuole in via Crocifisso e Campo Lodigiano, Milano.
Patronato della Scuola pei fanciulli granulosi in via Castelfidardo. Milano.
Patronato della Scuola in via Rossari. Milano.
Patronato della Scuola Maschile in via Stella. Milano.
Patronato Scolastico « Educa e Spera ». Schio (Venezia).
Patronato Scolastico di Seregno (Milano).
Patronato Scolastico centrale di Torino.
Ricreatorio Popolare Umberto Principe di Piemonte. Via della Prefettura, 13.
Ascoli-Piceno.
Ricreatori Laici « Antonio Sciesa ». Via Solferino, 42. Milano.
Scuola e Famiglia. Corso Romana, 10. Milano.
Scuole di Cherso (Istria).
Società degli « Amici dell'Infanzia ». Via S. Nicolò, 4. Trieste.
Scuola d'Arti e Mestieri. Via dei Collegi, 6. Alessandria.
Scuola d'Arti e Mestieri. Bari.
Scuole Professionali di Biella.
Scuola di Disegno industriale di Brenno Useria (Varese).
Scuola di Disegno della Società di M. S. fra Operai e Contadini. Canzo.
Scuola Professionale « Saverio Altamura ». Foggia.
Scuola Civica d'Arti e Mestieri. Genova.
Scuola Professionale « Cobiauchi ». Intra.
Scuola Professionale della Val Marchirolo. Marchirolo (Como).
Scuole per Adulti e Piccole Industrie nelle campagne. Milano.
Scuola-Laboratorio d'Arte applicata all'industria della Società Umanitaria.
Via S. Barnaba. Milano.
Scuola del Libro della Società Umanitaria. Via Kramer. Milano.
Scuola Professionale Femminile della Società Umanitaria. Via Carlo Goldoni.
Milano.

Scuola Tecnica Letteraria femminile. Milano.

Scuole della Società d'Incoraggiamento d'Arti e Mestieri. Via S. Marta, 18. Milano.

Scuole Professionali serali. Napoli.

Scuole d'Arti e Mestieri del civico istituto « Bellini ». Novara.

Istituto Professionale « Omar ». Novara.

Federazione Scuole Complementari Valtellinesi. Tirano.

Association Philotechnique. 47, Rue Saint-Andrés-des-Arts. Parigi.

Circolo di Pubblico Insegnamento. Via Luigi Rossari, 2. Milano.

Circolo Poliglottico napoletano. Napoli.

Società di M. S. e Scuola serale di Commercio dei Commessi di studio. Via Pontida, 4. Alessandria.

Cattedra Ambulante di Agricoltura. Alessandria.

Cattedra Ambulante d'Agricoltura. Via Monforte, 31. Milano.

Federazione Italiana dei consorzi agrari. Piacenza.

Comizio Agrario del circondario di Alessandria.

Ufficio Agrario della Società Umanitaria. Via Manzoni, 9. Milano.

Extension Universitaire de Belgique. 28, Rue de Ruysbroeck. Bruxelles.

Federazione Italiana delle Università popolari. Via Cavaliera, 22. Bologna.

Gesellschaft für Verbreitung von Volksbildung. Lübecker Strasse, 6. Berlin N. W. 21.

Ligue belge de l'Enseignement. 167, Avenue de Tervueren. Bruxelles.

Ligue Française de l'Enseignement. 16, Rue de Miromesnil. Paris.

Société republicaine de Conférences populaires. 7, Rue de L'Ialy. Parigi.

Svaz Osvětový, Ligne tchèque pour la culture populaire. Prague.

Zentral Verband der deutsch österreichischen Volksbildungs - Vereine. I Tegetthoffstrasse, 4. Wien.

Associazione Pro-Cultura. Firenze.

Extension Universitaire tchèque. Praga.

Foyer Intellectuel. Bruxelles.

Hochschule. Zürich.

Institution « Chautauqua ». New-York.

Istituto Sociale d'istruzione. Brescia.

Legge per l'educazione del popolo. Bergamo.

Società Operaia d'Istruzione educativa. Modena.

Società « Scuole Serali ». Fossano.

Società Pro Cultura popolare. Como.

Società di Cultura. Bergamo.

Società di Cultura. Via Dominioni, 3. Novara.

Società per l'Istruzione popolare gratuita. Parma.

Società per l'Istruzione popolare gratuita. Via del Lavatore, 38. Roma.

Unione per l'Educazione popolare. Alghero (Sardegna).

Scuola Samaritana Bolognese. Bologna.

Scuola Popolare. Piazza della Libertà. Modena.

Scuole Serali popolari della Società per l'istruzione popolare gratuita. Via Lavatore, 38. Roma.

Scuola Libera Popolare di Barzano.

Scuola Libera Popolare di Bassano.

Scuola Libera Popolare di Chioggia.
Scuola Libera Popolare di Mirano.
Scuola Libera Popolare di Ravenna.
Scuola Libera Popolare di Schio (Vicenza).
Scuola Popolare Superiore di Udine.
Scuola Libera Popolare di Venezia.
Scuola Libera Popolare. Vicenza.
Scuola Libera Popolare di Vignola.
Università Popolare di Alessandria.
Università Popolare di Ascoli-Piceno.
Università Popolare di Bologna.
Università Popolare di Busto Arsizio.
Università Popolare di Firenze.
Università Popolare Genovese. Via XX Settembre, 87, p. p. Genova.
Università Popolare di Guastalla.
Università Popolare di Livorno.
Università Popolare di Mantova.
Université Populaire de Marcinelle (Belgique).
Università Popolare. Via Ugo Foscolo, 5. Milano.
Università Popolare di Modena.
Università Popolare di Monza.
Università Popolare di Novara.
Università Popolare di Padova.
Università Popolare di Parma.
Università Popolare di Pistoia.
Università Popolare di Perugia.
Università Popolare di Pesaro.
Università Popolare di Roma.
Università Popolare di Reggio-Emilia.
Università Popolare di Rimini.
Università Popolare di Torino.
Università Popolare di Varese.
Università Popolare di Venezia.
Verein « Volksheim ». Koslerpark, 7. Vienna, XVI.
Volkstümlichen Univeritäts-Curse. Vienna.
Wiener Volksbildungs-Verein. I. Tegetthoffstrasse, 4. Vienna.
Biblioteca Frankliniana. Via Arco del Monte, 99. Roma.
Biblioteca Popolare di Bologna.
Biblioteca Popolare di Busto Arsizio.
Biblioteca Popolare di Spinazzola (Bari).
Consorzio per la Biblioteca popolare. Bergamo.
Comitato Centrale per le Biblioteche gratuite nelle Scuole Elementari. Bologna.
Consorzio Biblioteche popolari. Via Ugo Foscolo, 5. Milano.
Consorzio Provinciale per le Biblioteche di campagna. Via A. Manzoni, 9. Milano.
Vereinigte Deutsche Prüfungs Ausschüsse für Jugendschriften. Malweg, 16
Hamburg, 25.

Adesioni personali e Rappresentanze

(*) Relatori. — (**) Membri del Comitato ordinatore.

- Accatatis cav. avv. Vincenzo, presidente della Deputazione provinciale di Cosenza.
- Affer Camilla, maestra. Milano.
- Affer Dirce, maestra. Milano.
- Agliardi Dr. Luigi, presidente e rappresentante della Sezione bergamasca dell'U. M. N. Bergamo.
- Alaida Maria, maestra, Lucca.
- Alberici Camillo, maestro, vice-presidente e rappresentante della Società Magistrale milanese. Piazza S. Ambrogio, 63. Milano.
- Alessi avv. G. B. presidente della Società Umanitaria. Via Monte Napoleone, 23. Milano.
- Alziator prof. Adele. Via S. Eufemia 21. Milano.
- Andriesse Karl (*), président et délégué de l'Association des Instituteurs Néerlandais. 2° Helmesstraat, 84. Amsterdam.
- Anelli Francesca, direttrice didattica. Milano.
- Ansaldi prof. Gaudenzio, Direttore dell'Istituto di Arti e Mestieri « Roncalli » Vigevano.
- Antonielli Dr. Vincenzo: Scuole professionali di Biella.
- Arcellazzi cav. Achille, presidente della Società di M. S. fra Operai e Contadini. Canzo (Como).
- Argentoni Anchise. Consigliere dell'U. P. Corso Lodi 2. Milano.
- Arienti Luigi, consigliere dell'Umanitaria. Piazza Macello, 3. Milano.
- Arioli Bambina Venegoni. Via Quintino Sella, 4. Milano.
- Asperti Clemente. Parma.
- Badaloni cav. prof. Giuseppe (*), docente d'igiene pedagogica e medico provinciale di Roma; rappresentante la Società Medico-chirurgica di Bologna. Roma. (R. Prefettura).
- Bagatti Valsecchi barone Giuseppe, Vice-presidente del Patronato delle Scuole in via Luigi Rossari. Via Gesù, 5. Milano.
- Balletti prof. Vincenzo. Scuola Industriale di Cosenza.
- Barili Disma. Oremona.
- Bartesaghi Osculati Angela, maestra comunale. Napo Torriani, 18. Milano.
- Bartlett Dr. C. Lyceum Club « Piccadilly ». London W.
- Bascone Francesco (*), maestro, rappresentante del Periodico « Tribuna Scolastica ». Via Modena, 24. Milano.
- Baslini cav. avv. Antonio, consigliere e rappresentante della Provincia di Como.
- Battelli prof. Alfredo. Via Lavatore, 38. Roma.
- Baumgartner prof. Andrea (*), rappresentante la « Chautauqua Institution » di New-York. Hottingerstrasse, 19. Zurigo V.

- Belloni avv. Ambrogio (*), assessore municipale della P. I. e rappresentante il Comune e l'Università Popolare. Alessandria.
- Beer Marie. ispettrice delle Scuole professionali per la classe operaia in Russia. Sofievski perenlok, 7. Odessa.
- Benedicti prof. Caterina. Livorno.
- Benzoni prof. Roberto, rappresentante della U. P. di Genova.
- Bernardi Gustavo, maestro, per la Sezione Rurale Romana dell'U. M. N. Roma.
- Bertarelli Dr. Ambrogio, Presidente del Patronato della Scuola-sanatorio tignosi e granulosi. Via S. Orsola, 1. Milano.
- Bertoli G., presidente della Società « Scuole Serali n. Fossano (Cuneo).
- Bertoni prof. Ernesto, Vice-presidente e rappresentante del Giardino educativo Nomentano. Roma.
- Bettinelli Daniele, direttore didattico delle Scuole elementari. Gallarate.
- Bettini prof. Lorenzo, direttore didattico generale e rappresentante del Comune di Venezia.
- Biazzi Pasquale, presidente della Lega magistrale « Ferrante Aporti n. Cremona.
- Boccardi prof. rag. Cesare. Regia Scuola Professionale. Intra.
- Bognetti prof. G. B., Consigliere dell'U. P., Via Bossi, 2. Milano.
- Bognino prof. Rito. Novara.
- Bonatti prof. Vittorio, segretario e rappresentante dell'U. P. Via Cassa di Risparmio, 66. Padova.
- Bonini Dr. Giuseppe, rapp. il Comune di Sesto Calende. Via Senato, 22. Milano.
- Borre comm. avv. Nicola, presidente della Deputazione Provinciale di Pisa.
- Borsoni Francesco, direttore capo delle Scuole elementari di Lucca.
- Boscagli Agostino, presidente della Società magistrale di Siena.
- Bovo prof. Angelo, rappresentante della Unione e Biblioteca popolare di Busto Arsizio (Milano).
- Brazzà (Contessa Cora di). Savorgnano.
- Brebbia Giselda, maestra, Milano.
- Briat Edmond (*), membre du Conseil supérieure du Travail. 17, Rue des Plantes, Parigi.
- Brilli Ugo, Regio Provveditore agli Studi. Grosseto.
- Brioni conte Lodovico. Via Garibaldi, 8. Padova.
- Brioschi Achille (**), presidente della Federazione « Beneficenza Scolastica n. Bastioni Vittoria 9. Milano.
- Bronzini Angelo, maestro. Via Borgo Spesso, 19. Milano.
- Bronzini Maino Ersilia. Via Pietro Verri, 7. Milano.
- Bruchi comm. ing. Egidio, presidente e rappresentante del Patronato scolastico di Grosseto.
- Brunialti on. prof. Attilio, Deputato al Parlamento, Consigliere di Stato, Presidente della Università popolare. Roma.
- Bruschi rag. Dino. Via Fiori Oscuri, 8. Milano.
- Buchner Mlle Félicitas, déléguée de la Fédération abolitionniste internationale. 6, rue Saint-Léger. Genève.
- Buffoli comm. Luigi, presidente e rappresentante dell'Unione cooperativa. Via Meravigli, 9-11. Milano.
- Burbi prof. Giuseppe, direttore e rappresentante della Scuola d'arti e mestieri. Via dei Collegi, 6. Alessandria.

- Buisson Ferdinand, prof. à la Sorbonne, député de la Seine, président de la Ligue française de l'Enseignement. 30, rue Bobillot. Paris (XIII).
- Buryluer J., chef du Département de l'Instruction publique, du Canton du Valais. Sion.
- Busti cav. Giuseppe, direttore della Scuola Professionale-Val Marchirolo. Marchirolo (Como).
- Cabrihi on. Angiolo (**), ex-deputato, Segretario del Consorzio per l'Emigrazione, rappresentante dell'Unione per l'E. P. di Alghero. Via A. Manzoni, 9. Milano.
- Cagnola nob. cav. Guido, presidente della Società « Scuola e Famiglia ». Via Cusani, 5. Milano.
- Calda Lodovico, segretario generale e rappresentante della Camera del Lavoro di Genova-Sampierdarena. Via Casana, 8. Genova.
- Calderini-Berettini Rebecca, presidente della Società Scuole per Adulti e piccole Industrie in Campagna. Via S. Prospero, 4. Milano.
- Campanelli Michele (*), rappresentante della Biblioteca popolare di Spinazzola (Bari).
- Canevaro Giulia, maestra. Corso Buenos-Ayres, 45. Milano.
- Caratti on. avv. Umberto, ex-deputato al Parlamento, presidente e rappresentante dell'Unione Magistrale Nazionale. Udine.
- Carincini prof. Pietro.
- Carones nob. Agostino, presidente e rappresentante del Patronato della Scuola in Via Ariberto. Via Cappuccio, 7. Milano.
- Casiraghi Giulia, maestra comunale. Via Copernico, 12. Milano.
- Cassano (l'incipe di). Napoli.
- Castelli dr. prof. Enrico (*), presidente dell'Alleanza scolastica, Padova.
- Castiglioni conte Corrado. Castiglione Olona.
- Cavalieri Archivolti Clara (*), presidente del Comitato centrale per le Biblioteche gratuite scolastiche, rappresentante il Comune di Ferrara e la Biblioteca Popolare comunale di Bologna. Villa Altura. Bologna.
- Cavallazzi cav. Pietro. Via Cusani, 14. Milano.
- Cavalli Porro Rosa (**), direttrice didattica, segr. della Società « Scuola e Famiglia ». Via Carlo Alberto, 32. Milano.
- Caversazzi Dr. Ciro, rappresentante la Società di cultura e la Lega per l'educazione del popolo. Bergamo.
- Cavezzali prof. Alberto, rappresentante il Comune di Bergamo. Via Porta dipinta, 7.
- Celani cav. prof. Enrico. Biblioteca Frankliniana, via Arco del Monte, 99. Roma.
- Chiodi ing. Giuseppe. Via Pietro Verri, 12. Milano.
- Chinaglia Luigi, maestro. Milano.
- Chiri avv. Giovanni, segretario del Patronato scolastico centrale. Torino.
- Citernes Cosimo, rappresentante la Fed. Mag. di Arezzo.
- Claudi prof. ing. Claudio. Scuole d'Arti e Mestieri. Bari.
- Clerici Carlotta, direttrice didattica. Viale Garibaldi, 8. Milano.
- Colfi prof. Giuseppe, direttore della Scuola Professionale di Breno.
- Colombo Giovannina, maestra. Castellanza (Milano).
- Colombo Vittorina, direttrice didattica. Milano.
- Contini avv. Carlo. Via Manzoni, 9. Milano.

- Corti Ludovico, direttore dell'Educatório « Borsalino » n. Via Giovanni Lanza. Alessandria.
- Cosattini avv. G. Udine.
- Crast Lino. Parenzo (Istria).
- Crespi Gaetano, consigliere dell'U. P. S. Maria Podone, 8. Milano.
- Credaro on. Luigi deputato al Parlamento, professore all'Università di Roma.
- Da Costa Sacadura dr. S., ispettore sanitario scolastico. Campo de Sant'Anna, 118. Lisbona (Portogallo).
- D'Aderkass Ottocar, direttore dell'amministrazione centrale degli Asili d'infanzia in Russia, rappresentante le « Istituzioni dell'Imperatrice Maria ». Via di Kazan, 7. Pietroburgo.
- Dall'Acqua Teodolinda, maestra. Via Monforte 17. Milano.
- De-Cristoforis dott. Malachia, Senatore del Regno. Via Monforte, 14. Milano.
- De-Fischer dr. Oscar. Via Stadion, 21. Trieste.
- De Gaudenzi Ferdinando, presidente del Patronato scolastico di Via Arena. Corso Genova, 27, Milano.
- Delaini Emma, maestra. Mantova.
- Dell'Acqua on. Carlo, deputato al Parlamento. Legnano.
- Dell'Acqua Regina. maestra. Castellanza (Milano).
- Della Torre rag. Luigi, vice presidente della Società Umanitaria. Via Giuseppe Verdi, 4. Milano.
- Dell'Uomo dr. Alfonso (*), presidente e rappresentante dei Ricreatorii « Antonio Sciesa ». Via Solferino, 42. Milano.
- De-Luca ing. cav. Filippo, direttore della Scuola Industriale « A. Volta » di Napoli.
- De-Luca prof. Giovanni, direttore della Scuola Professionale « Luigi di Savoia » di Chieti.
- De Minelli avv. Vittorio, presidente e rappresentante della U. P. Via XX Settembre, 87. Genova.
- De Paepe R. L. (*), président de l'Œuvre des Colonies Scolaires de Schaerbeek-Lez.-Bruxelles.
- Deria prof. Vittorio, Regio Ispettore scolastico. Clusone (Bergamo).
- Destrée Jules, député à la Chambre des représentants. Marcinelle par Charleroy (Belgique).
- Di Donato prof. Federico, direttore dell'Educatório-Ricreatório « Pestalozzi ». Roma.
- Dieni ing. Dino, direttore della Scuola Professionale di Fabriano.
- Dinero Salvatore, insegnante di disegno e di meccanica nella civica Scuola d'arti e mestieri di Genova.
- Di Scanno cav. uff. avv. Gennaro. rappresentante della Società per l'Istruzione popolare gratuita. Via Lavatore, 38. Roma.
- Donadi Marianna, maestra. Bernareggio (Milano).
- Donati avv. Pio, rappresentante la « Scuola Popolare ». Piazza della Libertà. Modena.
- Driessens Ch.s, fondateur des Cours d'Economie ménagère. St Denis (Seine).
- Drtna prof. dr. Frantisek (*), président délégué de l'Extension Universitaire tchèque. Smichov, 765. Praga.
- Dumesnil Jacques-Louis. Sous-Chef du Cabinet et représentant du Ministre de l'I. P. 15, Avenue Bosquet. Paris.

- Eccheli Florence Francfort. Via Canova, 11. Milano.
Eibeck Maria, maestra. Eberstein, Carinzia (Austria).
Elia cav. prof. Alarico, rappresentante il Comune di Palermo.
Ermoli Pietro, direttore didattico. Via Revere, 2. Milano.
Etro Antonietta, direttrice dell'Orfanotrofio femminile. Corso Magenta, 59. Milano.
Fabietti prof. Ettore (**), direttore del Consorzio delle Biblioteche popolari. Via Ugo Foscolo, 5. Milano.
Falcinelli Antoniaci (*), avv. prof. M., rappresentante il Comune di Assisi
Favali avv. Secondo, rappresentante la Scuola lib. pop. di Vignola.
Ferrari Adolfo, Sindaco e rappresentante del Comune di Cusano sul Seveso.
Ferrari Andrea, maestro, rappresentante il Patronato della Scuola maschile in via Stella. Corso Concordia, 8. Milano.
Ferrari prof. Giuseppe Michele, direttore del Regio Liceo « Mamiani » e presidente della Federazione Liberi docenti, rappresentante il Ministero dell' I. P. Via Principe Amedeo, 2. Roma.
Ferrario prof. Luigi. Via Cerva 8. Milano.
Filippetti Dr. Angelo, Via Marino, 2. Milano.
Flamini prof. Francesco, presidente dell'Università popolare di Padova.
Foldi prof. Giuseppe, direttore della Scuola d'Arti e Mestieri di Savona.
Fornasotto avv. Enrico (*), Sacile (Veneto).
Fornari prof. ing. Ugo, rappresentante la Camera di Commercio di Varese.
Forte prof. Oreste. Regia Scuola Industriale « A. Volta ». Napoli.
Fortis Alfonso, direttore del Ricreatorio popolare « Umberto ». Via Prefettura, 18. Ascoli-Piceno.
Foti prof. Giuseppe. Scuola d'Arti e Mestieri. Messina.
Fourcade prof. Louis (*), représentant l'Association philotechnique. 8, rue des Boulangers (V.^o). Paris.
Franceschi dott. Omero, rappresentante e segretario della Federazione delle Scuole complementari Valtellinesi. Tirano.
Franchetti Alice. Via Buoncompagni, 19. Roma
Frassi prof. A., rettore dell'U. P. di Parma. Piazzale Verdi.
Friedel dr. V. H., sous-director de l'Istitut Pedagogique. Paris, Rue Servandoni, 28.
Friso prof. cav. Luigi (**), rappresentante la Federazione nazionale degli Insegnanti delle Scuole medie. Collegio Ghislieri. Pavia.
Frizzoni Dr. Ugo, rappresentante il Consorzio per la Biblioteca popolare. Via Masone, 18. Bergamo.
Fumagalli prof. cav. uff. Giuseppe, direttore della Biblioteca nazionale di Brera. Via G. A. Sassi (via Caradosso), 8. Milano.
Gahéry (Mlle) (*), Directrice Générale de l'Union Familiale. 172, Rue de Charonne. Paris (XI.^o).
Galfetti ing. Carlo. Scuola d'Arti e Mestieri di Como.
Gallarati Scotti conte Tommaso, Consigliere dell' U. P. Via Manzoni, 80, Milano.
Garbani-Nerini avv. Evaristo, direttore del Dipartimento Educazione Pubblica, rappresentante il Consiglio di Stato della Repubblica e Canton del Ticino. Bellinzona.
Garbato prof. Ettore. Roma.

- Garbini G., rappresentante la Federazione magistrale provinciale milanese.
Melzo (Milano).
- Garlaschelli Ida, maestra. Affori (Milano).
- Garofoli Anna. Guastalla.
- Garofalo rag. Enrico, rappresentante della Società per l'Istruzione popolare gratuita. Via del Lavatore, 88. Roma.
- Garoglio prof. Diego. Firenze.
- Garsin Laura, vice-presidente del Comitato per lo scambio internazionale dei fanciulli. Via Lazzaretto, 17. Milano.
- Gasparini Gioachino, maestro. Legnano.
- Gatti cav. ing. Enrico, rappresentante e direttore dell'Istituto professionale « Omar ». Novara.
- Gatti prof. Ettore. Milano.
- Gatti dott. Francesco, Piazza Paolo Ferrari, 10. Milano.
- Gera Leonardo, presidente del Patronato delle Scuole di via Campo Lodigiano. Corso S. Celso, 6. Milano.
- Gerra prof. rag. Roberto, presidente del Circolo di pubblico insegnamento. Foro Bonaparte, 86. Milano.
- Ghinelli Adele Tosatto, direttr. della Scuola prof. femminile dell' « Umanitaria ». Ghirardi Auguste (*), délégué par la « Société republicaine de Conférences populaires ». 16, Passage Gatbois. Parigi.
- Ghisleri prof. Arcangelo (*), Via T. Tasso, 88. Bergamo.
- Giusti prof. Gaetano, direttore della Scuola d'Arte Applicata di Verona.
- Gnocchi Viani dr. Osvaldo, consig. dell' U. P. Corso XXII Marzo, 14. Milano.
- Goglio on. ing. Giuseppe, deputato al Parlamento. Corso Oporto, 41. Torino.
- Grandi prof. Francesco. Scuola d'Arti Applicata alla Tarsia di Sorrento.
- Grassi prof. Francesco (**). Via Bossi, 2. Milano.
- Graziani prof. Ettore, vice-presidente e rappresentante della Associazione Nazionale degli Ispettori Scolastici. Via Spiga, 9. Milano.
- Griffini Giovanni (**), maestro. Via Kramer, 6. Milano.
- Groppi prof. G., direttore della Scuola d'Intaglio. Varallo.
- Gruber Dr. Joseph, Libero Docente Universitario. Vinohrady, Sumavska, 11. Praga.
- Guazzugli-Marini Giovanni, rappresentante della Società popolare gratuita. Via Lavatore, 88. Roma.
- Guébin Léon (*), membre du Conseil Général de la Ligue française de l'Enseignement et membre du « Foyer du Peuple ». Boulevard Péreire, 235. Paris.
- Guérin prof. Adolfo, Direttore di Scuola. Milano.
- Guseo prof. Pietro, direttore didattico, rappresentante del Patronato scolastico e della Società Magistrale. Conegliano (Veneto).
- Guyot comm. prof. Vittorio (*), presidente del Patronato scolastico e rappresentante del Comune di Torino.
- Haenni ing. W. (*), secrétaire général des Apprentissages, délégué du Département de l'Intérieur du Canton du Valais. Sion (Suisse).
- Hartmann dr. Lud. M. (*), Sekretär der Volkstümlichen Universitäts-Curse und Obmann-Stellvertreher des Volksheim. I^o Rathhausstrasse, 15. Wien.
- Hitzih-Steixer, Rektor der Hochschule. Zürich.
- Holmberg dr. Teodoro (*), direttore della Scuola Popolare Superiore di Tärna (Stockholm).

- Holmes W., (*) Board of Education. Londra.
- Hugues Elizabeth P. (*), Membro del Comitato d'educazione della contea di Glanargan (Inghilterra).
- Jeannot Constant (*), Inspecteur de l'Instruction publique. 6, Rue Ganneron. Paris.
- Jodz Dr. F., Vorsitzender der Zentralverband. I. Tegetthoffstrasse, 4, Vienna.
- Jonsson Dr. J. V. (*), prof. alla Scuola Popolare Superiore di Tärna (Stockholm.)
- Karstädt Otto, Friedenstr. 1. Magdeburg-S.
- Kraus Siegmund (*), Lehrer, Sekretär des Vereines « Freie Schule ». XIX. 1. Baranitzkagasse 4. Wien.
- Lafontaine Henri, avocat et sénateur, membre du Conseil et représentant de la Ligue belge de l'Enseignement. 106, rue Defacqz. Bruxelles.
- Lampugnani Rinaldo, Scuola d'arti e mestieri. Novara.
- Lana Annetta, maestra. Milano.
- Laneau H. A. (*), secrétaire de l'Œuvre des Colonies Scolaires. Schaerbeek-Lez-Bruxelles.
- Lanza avv. Giacomo, Assessore della P. I. e rappr. del Comune di Piacenza.
- Lanzi prof. Luigi, Rettore del Collegio-Convitto comunale di Terni.
- Lazzani prof. Ettore, ff. di direttore della Scuola Industriale « Alberghetti » di Imola.
- Leone avv. Edoardo, rappr. dell'Università e Bibl. popolare di Busto Arsizio.
- Levi Morenos prof. dr. David, rappresentante e presidente della Scuola libera popolare e dell'Asilo pei figli derelitti dei marinai pescatori. Nave scuola Scilla. Venezia.
- Linaker prof. Arturo, presidente e rappresentante la Società « Pro-Cultura » Via Vagollai, 1. Firenze.
- Litta prof. Ferruccio. Regia Scuola Professionale. Intra.
- Longinotti prof. Giuseppe, presidente della Scuola libera popolare e rappresentante il Patronato scolastico « Educa e Spera ». Schio (Vicenza).
- Lorenzetti prof. Secondo, Capo-ufficio e Ispettore scolastico. Alessandria.
- Loria dr. Arturo, Scuola Professionale di Biella.
- Maestrini prof. Lina Maria. Via Cavour, 3. Alessandria.
- Maglio Emma Luno. Milano.
- Magnaghi Ernesto, presidente delle Società di M. S. fra Commessi di studio e della Scuola serale di Commercio. Via Pontida, 4. Alessandria.
- Magnoni Ricotti comm. Vittorio, direttore del Civico Istituto Professionale « Bellini ». Novara.
- Majno prof. avv. Luigi. (**) Via S. Paolo, 16. Milano.
- Malnati Linda, (**) direttrice didattica. Viale Garibaldi, 8. Milano.
- Maltese prof. Raffaele. Scuola d'Arti e Mestieri. Messina.
- Mancini prof. Luigi, Deputato prov. e rappr. della Provincia di Ancona.
- Manfredi avv. Pietro, presidente del Consiglio degli Orfanotrofi. Milano.
- Manfredi dott. Pier Luigi. Regia Scuola Professionale. Intra.
- Mantovani Ratti Regina, maestra. Busto Arsizio.
- Manusardi avv. Paolo, presid. della Dep. Prov. di Milano. Via Monforte, 31 Milano.
- Maranzana prof. Pietro Giorgio, Assessore dell'Istruzione e rappresentante del Comune di Castellazzo-Bormida.

- Marazzi Antonietta, maestra. Brembio (Lodi).
Marella prof. Olinto. Pallestrina (Venezia).
Mariani Vitt. Em., direttore didattico. Via Mameli, 3. Milano.
Marino prof. Salvatore. Scuola d'Arti e Mestieri. Messina.
Marotta prof. Natalizio. Piano Biblioteca, 46. Palazzolo Acreide.
Martello Diego, maestro. Bergamo.
Martignoni prof. Adele, Direttrice della Scuola tecnica letteraria femminile.
Via S. Eufemia, 2. Milano.
Martinez (avvocato), rappresentante il Comune di Messina.
Marzoni cav. ing. Luigi, pres. dell'Istituto professionale « Omar ». Novara.
Massetti Moraldi Elvira, presidente della Società magistrale femminile romana.
Via Zoccolette, 41. Roma.
Massot Jacques (*), Secrétaire général de l'Union familiale. 172, Rue de Charonne. Paris 11.
Mastropaolo Nicola (*), maestro. Via Felice Bellotti, 8. Milano.
Matheson F. James, Executive Officer of the British Institute of Social Service, 11 Southampt. Row. London, W. C.
Mazzoli prof. Ernesto. Regia Scuola Professionale. Intra.
Melati Sante, insegnante, delegato della sezione magistrale della Camera del Lavoro. Via S. Eufemia, 14. Padova.
Mellini avv. Camillo, segretario e rappresentante la « Unione Cooperativa »
Via Meravigli, 9-11. Milano.
Membretti Annibale. Corso Vigentina, 8. Milano.
Menozi prof. Angelo, consigliere dell'U. P. Via Montebello, 36. Milano.
Merlini Angelo (**), maestro. P. Risorgimento, 10. Milano.
Merlo Paris Lina. 3, Rue Farion. Marsiglia.
Messaggi Rag. Battista, editore. Corso Genova, 15. Milano.
Meyer Bloomfield (*), Direttore della « Civic Service House » 112 Salem Street
Boston (U. S. A.).
Meunier Léon (*), administrateur général de la Société republicaine de Conférences populaire. 7, rue de l'Isly. Paris, 8.
Micheli D.r Augusto. Treviso.
Minorini ing. prof. Francesco. Corso Vittoria, 49. Milano.
Mitrovic cav. prof. Bartolomeo, segretario e rappresentante della Società
« Amici dell'Infanzia ». Via S. Nicolò, 4. Trieste.
Mladejovsky dr. Vladislao, libero docente universitario. Praga.
Molinari Aurelio, maestro. Via Meravigli 13. Milano.
Molinari avv. Luigi, Via Poerio, 38. Milano.
Montet Eugène, secrétaire du Musée Social. 5, Rue Las-Cases. Paris.
Mor prof. Carlo A. direttore didattico. Via S. Andrea, 21. Milano.
Morandi prof. Adolfo direttore didattico, e rappresentante del Comune di
Cremona. Via Giudecca, 4. Cremona.
Moratto Luisa, direttrice di scuola. Cherso (Istria).
Moreschi cav. uff. prof. Nicola, rappresentante il Ministero di A. I. e C. Via
Moscola, 53. Milano.
Mori Assunta, maestra. Como.
Morichar Louis, Échevin de l'Instruction publique de la Commune de Saint-
Gilles-Lez-Bruxelles. Avenue de la Toison d'Or, 88.

- Morpurgo avv. Gerolamo, Assessore municipale. Via Gabrio Casati, 2, Milano.
- Muirhead Dr. J. H. (*), prof. all' Università di Birmingham. Edmund Street.
- Mura, professeur, directeur de l'École Normale et délégué du Département de l'Instruction publique du Canton du Valais. Sion (Suisse).
- Müri Dr. H. Direttore dell' Educazione nel Canton d'Argovia. Regierungsrat in Aarau (Svizzera).
- Musa ing. Enrico, per la Pro Cultura Popolare. Borgo Vico, 76, Como.
- Musazzi Maria, maestra. Busto Arsizio.
- Notarangeli prof. Luigi. Santamaria C. V. (Caserta)
- Nemec dr. Bahumil (*), professore universitario e membro del Comitato dell'Università popolare. Praga - II - 498.
- Omboni Stefania Etzerodt. Via Torresino, 8, Padova.
- Oppezzo prof. Marcello. Scuole professionali di Biella.
- Orlando on. Vitt. Em. (*), ex-Ministro dell' Istruzione pubblica, Deputato al Parlamento. Roma.
- Osculati prof. Giuseppe, Direttore di scuola. Via N. Torriani, 18. Milano.
- Osimo prof. Augusto (**), segretario generale della Società Umanitaria. Via Manzoni 9. Milano.
- Padovani dr. G. (*), 10, Rue Saulnier, Paris IX.
- Pagliari prof. Francesco (**) Via Manzoni, 9, Milano.
- Palazzo Costanza (*). Giardino Educ. Nomentano. Roma.
- Papa prof. Ernesto. Regia Scuola Industriale « A. Volta ». Napoli.
- l'app Cs. József. Kolozwar. Ungheria.
- Paris prof. E. (*), segretario del Comitato Marsigliese per lo Scambio internazionale dei fanciulli. 8, Rue Farjon. Marsiglia.
- Paternoster prof. Paolo, assessore per la P. I. e rappresentante del Comune di Venezia.
- Pazzi prof. dott. Muzio, (*) direttore e rappresentante della Scuola Samaritana. Via Giuseppe Petroni, Bologna.
- Pedrazzini Mansueto, maestro. Cavacurta (Milano).
- Pedroni prof. Antonio. Scuola Popolare di Disegno di Vimercate.
- Peironi prof. Amedeo. Scuola di Conceria. Torino.
- Pelandi Giacomo, maestro. Milano.
- Pellegrini prof. Cleofe, presidente dell'Unione Nazionale delle Educatrici d'Infanzia. Roma.
- Penati Luigi, maestro. Velate Milanese.
- Pescina Carolina, maestra. Pavia.
- Petit Édouard (*), Inspecteur Général, délégué du Ministère de l'Instruction Publique et des Beaux Arts et représentant la Direction de l'Enseignement Primaire. 36, Boulevard Flandrin, Paris, XVI.
- Petracchi Dr. Francesco, Presidente della U. P. Via Sacco, Varese.
- Pezzali Aquilino, Direzione scuole primarie. Via Chiassi. Mantova.
- Pierpáoli prof. Nazzareno, Direttore della Scuola Popolare Sup. di Udine.
- Pini Enrico Carlo, segretario e rappresentante del Comitato delle Stazioni Scolastiche estive fiorentine. Palazzo Vecchio, Firenze.
- Pini Larissa, rappresentante la Unione femminile nazionale. Via Monte di Pietà 9, Milano.
- Pinti Clemente delegato dalla Camera del Lavoro. Via Crocifisso, 15, Milano.

- Piperno Gabriele, maestro, presidente della Società educatrice fra gl'insegnanti e rappresentante del Patronato scolastico. Via Ricasoli, 7, Milano.
- Pittarello Maria. S. Martino e Solferino, 29. Padova.
- Pitteri Riccardo, rappr. la Lega Nazionale. Via Nuova, 6. Trieste.
- Pizzoli dr. Ugo (*), Direttore dell'Istituto di pedagogia sperimentale. Milano.
- Pollastri F., rappresentante della Società per l'Istruzione e delle scuole serali popolari gratuite. Via del Lavatore, 88, Roma.
- Ponti marchese senatore Ettore, sindaco di Milano. Via Bigli, 11, Milano.
- Porro Ambrogina. S. Tomaso 6. Padova.
- Pozzi cav. dott. A. A., direttore della Regia Scuola Professionale d'Intra.
- Pozzi ing. Giovanni, vice-direttore dell'Istituto Profess. « Omar ». Novara.
- Prati maestro Ferruccio (*), rappresentante la Società operaia d'Istruzione educativa. Modena.
- Preis Marie-Louise (*) rue Fischast, Strasbourg (Alzace).
- Pullé prof. L. Francesco, (*) presidente della Federazione italiana delle Università Popolari. Via Cavaliera, 22, Bologna.
- Quarello G. B., maestro, presidente e rappresentante della Società magistrale, milanese. Via Carroccio, 5, Milano.
- Querian prof. Luigi, direttore della Scuola Arti e Mestieri di Messina.
- Raspini Domenico. Novara.
- Ravà dr. G. medico primario nell'Ospedale Maggiore. Via Cavaliera, 9, Bologna.
- Ravà comm. ing. Vittore, ff. di Direttore generale per l'Istruzione primaria e popolare, rappresentante del Ministero della I. P. Roma.
- Ravizza Alessandrina (**). Via Andegari, 8. Milano.
- Rebora Enrico, rappresentante la Società per l'educazione laica. Corso Venezia, 12, Milano.
- Redona B., maestra, Berlingo.
- Remy Charles (*), Directeur au Ministère de l'Intérieur et de l'Instruction publique. Rue d'Ecosse, 52 Saint Gilles. (Bruxelles).
- Ricchi rag. Giuseppe (*), Direttore dell'Istituto di correzione paterna. Via S. Michele, 26, Roma.
- Ricchieri prof. Giuseppe, rappresentante la sezione milanese della Federazione Insegnanti Medii. Via S. Orsola, 18, Milano.
- Rinaldi Beniamino, maestro. Roma.
- Ripandelli ing. E., Direttore della Scuola professionale « Saverio Altamura ». Foggia.
- Riva Adele, Direttrice di scuola. Via Omenoni, 1, Milano.
- Riva prof. Egidio, Direttore e rappresentante della Scuola di disegno industriale. Brenno Useria (Como).
- Rizzini Ermellina, maestra. Milano.
- Robbiani Carolina, Direttrice didattica. Milano.
- Robelin Léon (*), secrétaire général de la « Ligue française de l'Enseignement ». 16, Rue de Miromesnil. Paris.
- Roccamaduro prof. dott. Francesco. Scuola Professionale di Fermo.
- Roester-Frona Maria. Via Depretis, 44. Roma.
- Roger dr. Maurice, agrégé de l'Université, délégué par le Ministère de l'Instruction Publique et Beaux Arts. 2, rue Barye. Parigi.

- Rognoni avv. Camillo, presidente dei Ricoveri notturni gratuiti. Via Pantano, 18. Milano.
- Romussi on. avv. Carlo, consigliere della U. P. Via Pasquirolo, 12. Milano.
- Ronchetti comm. ing. Anselmo, Regio Provveditore agli Studi, rappresentante il Ministero dell'I. P. Via Monforte, 81. Milano.
- Ronco avv. Nino (*), Sindaco e rappresentante del Comune di Sampierdarena.
- Rosati prof. Vincenzo, direttore della Scuola d'Arti e Mestieri di Catanzaro.
- Rossi ing. Enrico. Regia Scuola Professionale. Intra.
- Rothschild Recha, (aus Fankfurt am Main). 11, Zwingerstrasse. Heidelberg.
- Roux on. Luigi, Senatore del Regno, presidente dell'Istituto « Umberto I » per gli Orfani. Via Milano, 37. Roma.
- Rugarli Carlo (*), Direttore didattico. Viale Vittoria, 26. Milano.
- Rusca ing. Rodolfo (**). Via Montebello, 30. Milano.
- Sacerdoti avv. Ugo. Via Morone, 6. Milano.
- Sacco Evelina, maestra. Milano.
- Sagourin P. (*), ingénieur, professeur de la Chaire Départementale d'Agriculture de l'Aube. Troyes.
- Saldini ing. prof. Cesare (**), rappresentante il Comune di Milano e delegato del Comune di Bologna. Piazza S. Giovanni in Conca, 2. Milano.
- Sale prof. Francesco, rappresentante la Società di Cultura. Via Arbogna, 1. Novara.
- Salterio avv. Ferdinando, deputato provinciale. Via Velasca, 1. Milano.
- Samenti prof. Filippo. Campobasso.
- Samoggia dr. Massimo (*), direttore dell'Ufficio Agrario della Società Umanitaria. Via Manzoni, 9. Milano.
- Sarfatti avv. Cesare, Consigliere dell'U. P. Via Brera, 19. Milano.
- Savelli prof. R. Genova.
- Serra Caracciolo cav. ing. Eugenio, rappresentante la Camera di Commercio ed Arti di Napoli.
- Scherer dr. Francesco, professore universitario. Myslikova, 2. Praga - II.
- Schiff prof. Paolina. Via Clerici, 10. Milano.
- Schultze dr. Ernst (*), Deutsche Dichter-Gedächtnis-Stiftung. Hamburg-Gros-sborstel.
- Schwarz Lina. Via Spiga, 9. Milano.
- Scalori prof. Ugo, sindaco e rappresentante del Comune di Mantova.
- Scudder miss Vida (*). Civic Service House, 112, Salem Street Boston. (U. S.) (c/o Brown Shipley & Co., 18, Pall Mall. London).
- Semenza ing. Guido. Via Tommaso Grossi, 2. Milano.
- Senger Wilh, segretario e rappresentante del Jugendschriften Ausschuss. Wagnerstr., 53. Hamburg - 22.
- Serra Caracciolo ing. Eugenio, rappresentante della Camera di Commercio di Napoli. Regia Scuola Industriale di S. Giovanni a Teduccio (Napoli).
- Setti Giuseppe, segr. consigl. della U. P. Via Gerardo Tintore, 7. Monza.
- Severini prof. Angela. Piazza Guido Grimoldi, 6. Como.
- Silenzi Meucci Maria. Roma.
- Silva dr. C. Giulio. Via Spontini, 12. Milano.
- Simone dr. Oscar. Ober-Regierungsrat. Berlino.
- Simonetti prof. Pio. Via Cisterna dell'Olio, 25. Napoli.

- Simonini dott. Achille, professore della Regia Scuola Professionale d'Intra.
Sioli Legnani cav. ing. Steno, vice-presidente della Società « Scuole per Adulti e piccole Industrie ». Via Borgonovo, 24. Milano.
Siracusano prof. Nicolò. Scuola d'Arti e Mestieri di Messina.
Sluys A., directeur de l'école normale, président de la Commission pédagogique et délégué de la Ligue Belge de l'Enseignement. 185, Rue Americaine. Bruxelles.
Soeters C. M. (*), délégué par la Société des Instituteurs Néerlandais, J. v. d. Heydenstraat, 122. Amsterdam.
Sorbelli dr. Albano, direttore della Scuola Popolare, Via Archiginnasio, 1, Bologna.
Soresi prof. Giuseppe, direttore e rappresentante della Cattedra ambulante di Agricoltura, Via Monforte, 81. Milano.
Spagnol prof. Egidio, Genova.
Spataro comm. Vittorio, presidente e rappresentante della società Umanitaria Educativa. Piazza Fonderia, 12. Palermo.
Spatz comm. Giuseppe, presidente del Patronato della Scuola in via Rossari. Via Manzoni, 27-29. Milano.
Spens G. président de la société Pédagogique. Rue de Portugal, 94. Bruxelles.
Squadrani prof. Pio, deputato prov. e rapp. della provincia di Forlì.
Squillace avv. Odoardo, presidente della deputazione e rapp. della provincia di Catanzaro.
Stoppaloni prof. Aurelio, provveditore agli studi in provincia di Ancona.
Sudario prof. Egidio, rapp. la Scuola serale di commercio. Alessandria.
Taverna Bonardi M., direttrice delle scuole elementari femminili. Via Faa di Bruno, 6. Alessandria.
Tews dr. Fr., « Volksbildung ». Lübecker Strasse, 6. Berlin N. W. 21.
Tille dr. Václav, libero docente rapp. della Svaz Osvětovy. Voiteška, Hlahol. Praga II.
Timmermans L. (*), pour la Ligue de l'Enseignement. Bruxelles.
Tomola Leopold, direttore delle scuole civiche, rapp. il municipio di Vienna.
Tonzig prof. dr. Clemente (*), Ufficio medico-scolastico comunale. Padova.
Torelli ing. cav. Enea, presidente della Camera di commercio. Varese.
Torre prof. Andrea. Associazione della stampa. Roma.
Tovagliari avv. Nullo, presidente e rapp. dell'Università pop. di Guastalla.
Trabalza prof. cav. Ciro della R. scuola normale di Perugia, rappresentante il Ministero della I. P., Perugia.
Tranchinetti Luigi, direttore di scuola. Via Lazzaro Palazzi, 5. Milano.
Treves dr. prof. Zaccaria. Torino.
Treves on. avv. Claudio, consigliere dell' U. P. Via S. Pietro dell'Orto, 16. Milano.
Trondoli Giovanni, maestro. Milano.
Turati on. avv. Filippo, deputato al Parlamento, consigliere delegato e rapp. del Consorzio Biblioteche Popolari. Portici Galleria V. E, 23. Milano.
Turri prof. Francesco. Via del Santo, 4. Padova.
Urangia Tazzoli avv. Gino, delegato della deputazione provinciale. Via Massari. Mantova.
Urbani De-Gheltis prof. Francesco, direttore della Scuola di Disegno Applicata alla Vetraria. Murano.

- Uzielli prof. Gustavo, professore di geologia nell'Università di Roma. Via S. Egidio 10, Firenze.
- Valenti Giovanni, direttore didattico, rappresentante la Società Magistrale circondariale di Lecco. Cernusco Lombardone.
- Valerio Gastano, rappresentante la Scuola libera popolare. Vicenza.
- Vallardi cav. Pietro, presidente del Patronato della Scuola dei Granulosi in via Castelfidardo. Via Moscovia, 40. Milano.
- Van Huffel A. Y. (*), Riemerstraat, 154. La Haye.
- Vanni avv. Gian Franco, Console della Repubblica Argentina. Via S. Dalmazio, 7. Milano.
- Varazzani prof. Savino, segretario e rappresentante della Università popolare. Via Ugo Foscolo, 5, Milano.
- Varesi Mosè, direttore e maestro di scuola. Via Milano, 4, Codogno.
- Viani Sante, maestro, rapp. la Soc. Mag. di Castelfranco Veneto.
- Villa Sereno, maestro comunale. Milano.
- Vinck Émile (*), avocat, professeur à l'Université nouvelle de Bruxelles.
- Vismara Erminia, maestra, Milano.
- Viterbi Bona, rappresentante l'Università popolare di Padova.
- Walter Margaret, ispettrice delle scuole comunali. Piazza del Popolo. Bordighera.
- Weber prof. Alfredo. Belvedere Cechgasse 225. Praga.
- Wolff Maurice, professeur d'éducation, maître de conférences à l'École militaire. 11, rue de Berlin, Paris.
- Wolfring (von) Lydia, Vorsitzende der « Pestalozzi Verein ». Londesgerichtstrasse, 15. Wien.
- Zimmer Friederike, lehrerin. Schopenhauerstr. 79. Wien XVIII.
- Ziony Ladislav, J., instituteur, représentant de la Svaz Osvětovy de Prague. Novy Bydzov. (Bohême).
- Zoppi conte Giovanni, presidente e rappresentante della Cattedra ambulante di Agricoltura. Alessandria.
- Zucchi prof. Cipriano, rappresentante del Patronato scolastico di Seregno. (Milano).
-



II.

PROGRAMMA

DEL

PRIMO CONGRESSO INTERNAZIONALE

PER LE

OPERE DI EDUCAZIONE POPOLARE



Il problema dell'educazione popolare nelle sue diverse manifestazioni — scuola primaria e istituti che la completano, scuole professionali per operai, corsi di coltura generale per adulti, biblioteche popolari, ecc. — ha assunto la più grande importanza presso tutte le nazioni civili; cosicchè uomini pubblici e governi, industriali e operai, associazioni, educatori e filantropi, intorno ad esso e per esso, con crescente intensità discutono ed operano.

È così che accanto alla scuola primaria sorgono e si sviluppano numerose istituzioni, per natura e per importanza assai diverse, ma concordi tutte nell'intento di favorire, di estendere e di condurre a compimento l'educazione del popolo, nel più largo senso della parola. E già, pur sugli inizi, insieme coi frutti si raccoglie messe copiosa di proficue esperienze dalle differenti forme attuate nei diversi paesi; e mentre s'alternano crisi a successi, speranze a delusioni, nuove istituzioni si fondano, e altre si vanno pensando ogni giorno.

Ora, parve utile di chiamare a convegno dalle più civili nazioni coloro che alla educazione del popolo han dato e danno il fiore dei loro pensieri e delle loro opere; di chiamarli in questa Città, proprio mentre essa raccoglie i documenti del genio di

quelle stesse nazioni. Essi, ricchi di lunga, viva e sicura esperienza, temprati alla rude prova dei fatti, recheranno indubbiamente un prezioso, un potentissimo contributo alla soluzione di quel vasto e complicato problema.

Come rendere feconda quanto più è possibile al fanciullo la scuola primaria?

Quali mezzi di istruzione apprestare all'adulto, tolto agli studi nei primi anni della sua vita, affinchè l'animo suo possa aprirsi a nuova luce, a nuove gioie, a nuove speranze e conforti?

Con quali criteri e con quali metodi preparare e perfezionare l'operaio sì da renderlo capace di seguire i progressi dell'industria e di trarne condizioni che non siano indegne di vita civile, nè inadeguato compenso all'opera compiuta?

Ecco un triplice campo di discussioni elevate e proficue aperto ai Congressisti.

Diffondere la conoscenza delle opere di educazione popolare e dei loro progressi; agitare intorno ad esse l'opinione pubblica, approfondire le più urgenti questioni educative in rapporto alle presenti condizioni economiche e politiche, additare la via più sicura a chi può, a chi vuole, a chi deve: ecco per tanto il compito che i sottoscritti propongono al Congresso; compito nobile, pel quale essi confidano di non lanciare invano il loro più caldo e cordiale appello.

IL COMITATO ORDINATORE.

Presidenza.

Presidente: Prof. Ing. Cesare Saldini, Assessore comunale, Consigliere della Società Umanitaria, Membro del Consiglio Superiore del Lavoro, Professore all'Istituto Tecnico Superiore.

Vice-presidenti: Cav. Prof. Luigi Friso, Docente di Filosofia e Rettore del Collegio Ghislieri di Pavia.

Prof. Francesco Grassi, Docente di Scienze fisico-matematiche, Direttore della Scuola-Laboratorio di elettrotecnica presso la Società d'Incoraggiamento d'Arti e Mestieri di Milano.

Prof. Avv. Luigi Majno, ex Deputato, ex Assessore della Pubblica Istruzione, Libero docente alla Università di Pavia, Presidente della Federazione delle Scuole medie.

Segretario generale: Maestro Angelo Merlini, Presidente per la Divisione Internazionale della Mostra Didattica, Consigliere provinciale, Direttore didattico, Insegnante nelle Scuole Civiche di Milano.

I SEZIONE.

Cav. Prof. Luigi Friso, *presidente* - D. D. Linda Malnati, *segretaria* -
D. D. Rosa Cavalli Porro - Sig. Achille Brioschi - M.^o Giovanni
Griffini.

II SEZIONE.

Prof. Francesco Grassi, *presidente* - Prof. Fausto Pagliari, *segretario* -
Signora Rebecca Calderini - Prof. Ing. Francesco Minorini -
Prof. Augusto Osimo.

III SEZIONE.

Prof. Avv. Luigi Majno, *presidente* - Prof. Ettore Fabietti, *segretario* -
Signora Alessandrina Ravizza - Prof. Angiolo Cabrini - Ing. Ro-
dolfo Rusca.

ORDINE DEI LAVORI

SEDUTE PLENARIE.

- 15 *mattino* . . — Inaugurazione del Congresso — Nomina delle Cariche.
15 *pomeriggio* — **TEMA UNICO:** La Scuola in genere rispetto alle necessità
delle classi popolari nelle moderne condizioni sociali.
16, *ore 11* . . . — Conferenza.
17 *pomeriggio* — Approvazione dei voti delle singole Sezioni — Chiusura del
Congresso.

A SEZIONI SEPARATE.

PRIMA SEZIONE

- 16 *mattino* . . — **TEMA GENERALE:** Istituzioni ausiliarie e istituzioni inte-
grative della Scuola primaria — Funzione pubblica o privata delle
stesse.

Temi particolari:

- 16 *pomeriggio* — L'assistenza scolastica come funzione educativa — La refe-
zione scolastica nel rispetto giuridico ed economico e nel rispetto fi-
siologico — Gli Educatorii — I Ricreatorii — L'assistenza igienica —
Le Colonie, ecc.
17 *mattino* . . — Forme di previdenza e di solidarietà educativa tra famiglie,
e tra allievi ed ex-allievi: mutualità e cooperazione scolastica; gli
amici della scuola; scambio internazionale dei fanciulli — Scuole spe-
ciali per emigrandi ed emigrati.

SECONDA SEZIONE.

16 mattino . . — **TEMA GENERALE:** Insegnamento professionale operaio maschile e femminile.

Temi particolari:

16 pomeriggio — *a)* Il lavoro manuale nella scuola primaria come rivelatore di attitudini individuali.

b) Insegnamento preparatorio operaio generico.

17 mattino . . — *c)* Insegnamento di apprendisaggio e di perfezionamento per operai, e teorico-pratico per capi-tecnici.

d) Istruzione pratica per i contadini.

TERZA SEZIONE.

16 mattino . . — **TEMA GENERALE:** Coltura generale popolare per adulti.

Temi particolari:

16 pomeriggio — *a)* Università popolari — Estensioni universitarie — Corsi di coltura popolare.

b) Ciò che si deve fare perchè le scuole di coltura popolare generale rispondano al fine per cui sorsero.

17 mattina . . — *c)* Biblioteche popolari - urbane e rurali-in Italia e all'Estero

d) Rapporti tra la Biblioteca popolare, l'Università popolare, la Scuola professionale, i Musei, le Gallerie.

e) Comunicazioni.



III.

I LAVORI DEL CONGRESSO

PRIMA SEDUTA PLENARIA

(15 settembre 1906; ore 9,45).

*Presidenza del Presidente del Comitato Ordinatore,
Ing. Prof. Cesare Saldini.*

L'INAUGURAZIONE

PRESIDENTE. — Prego i Rappresentanti dei Governi di prendere posto al banco della Presidenza.

Prendo poi provvisoriamente questo posto di onore, per due motivi: perchè sono immeritamente presidente del Comitato Ordinatore e perchè ho avuto incarico di rappresentare la Città di Milano. In quest'ultima qualità, vi porto il saluto cordiale del Sindaco e l'augurio sincero per il miglior successo dei vostri lavori. Come Presidente del Comitato Ordinatore, considero il programma vastissimo e penso che da un programma così fatto e dalle vostre discussioni verranno grandissimi vantaggi per l'incremento della istruzione professionale in Italia e per tutte le importanti questioni che si connettono alla elevazione dei nostri lavoratori. Ricordo sempre l'affetto grande che mi ha legato e mi lega all'insegnamento professionale impartito agli operai e ricordo con eguale affetto le ore passate accanto a questi lavoratori nei diciotto anni

in cui insegnai meccanica e disegno di macchine presso la Scuola d'Incoraggiamento Arti e Mestieri. Sono allievi che rinunciano volenterosamente a qualche ora di svago, dopo una lunga giornata di lavoro, per accrescere la loro coltura e non mi è mai accaduto di avere degli allievi così intelligenti, così ansiosi di sapere come questi giovani operai. E vi ha un motivo che giustifica questa ansia degli operai e la simpatia che l'insegnante ha per i suoi allievi.

Gli allievi operai e gli operai già cresciuti nell'officina sentono imperioso il bisogno di spiegare a sé stessi quei fatti a cui giornalmente assistono, quei fenomeni di cui continuamente si valgono; e circondano il Professore con affetto, lo interrogano ansiosi, discutono con lui, e quando le loro impressioni rudimentali si dirozzano e diventano idee e quando queste idee si concatenano e fanno un pensiero completo, una nozione acquisita, la spiegazione di un importante fatto fino allora incompreso, i loro occhi si illuminano, la loro faccia diventa radiosa di luce. L'operaio in quell'istante ha sentito aumentare il proprio valore e l'insegnante ha provato la più pura delle gioie, ha avuto il maggior premio che potesse desiderare.

Chi non sente la squisita commozione di un insegnante, quando riesce a far penetrare un raggio nuovo di luce nel cervello dei suoi allievi, specialmente se operai, chi non sente la poesia soavissima di questa trasmissione di pensiero da insegnante ad allievo, non sarà certo con noi, perchè nessun contributo di idee e di cuore potrebbe dare alla nostra opera.

In tutto il programma del nostro Congresso la nota del sentimento e la nota della modernità di pensiero vibrano altamente. Le questioni poste allo studio sono tutte intese all'elevazione intellettuale e morale delle classi popolari, delle classi lavoratrici, di quelle classi cioè che meritano le più assidue premure da parte degli uomini di cuore e d'intelletto, qualunque sia il loro credo politico e sociale.

Le distinte personalità che onorano col loro intervento i nostri lavori, porteranno certo il prezioso contributo della loro competenza, ci faranno assistere ad interessanti dibattiti, ci daranno indicazioni precise, notizie sicure sulle tendenze e sugli indirizzi che prevalgono, segnatamente fuori d'Italia, al riguardo dei problemi molteplici e complessi contenuti nel nostro vasto programma.

Dalle provvidenze d'ogni natura con le quali si deve circondare il ragazzo agli inizi della sua carriera professionale, si assurge grado grado fino a discutere tutte quelle istituzioni che devono dare la necessaria continuità e l'indispensabile complemento alla coltura impartita nelle scuole primarie; e si assurge ancora a quelle altre che assistono con intelletto d'amore l'apprendista di-

ventato operaio, e l'operaio diventato capo di famiglia e maestro nel suo mestiere, e più innanzi lo accompagnano con mano amica fino all'età in cui gli deve essere concesso di onoratamente riposare.

Ed intorno a questi ideali gradualmente raggiungibili, quando lo Stato, i Comuni e le Associazioni fra gli Industriali, da soli od uniti, fortemente vogliano, non vi può essere, lo ripetiamo, dissenso di parti politiche.

Ho sempre pensato, anzi, e penso che, favorendo la realizzazione graduale di così nobili intenti, si fa opera di veri conservatori, ed è per questo che, fra i più convinti fautori, fra quelli che studiano e vogliono il graduale raggiungimento di siffatti ideali, vorrei vedere tutti gli uomini di spirito moderno ed intraprendente che lottano per dare vita e prosperità alle industrie ed al lavoro nazionale. Essi devono certamente desiderare dei collaboratori evoluti, istruiti, coscienti di quello che la mano sa produrre quando è guidata da un cervello seriamente nutrito di speciali cognizioni.

E ben lo hanno inteso gli industriali inglesi ed americani, ed oggi anche i tedeschi, che hanno dato le maggiori cure all'insegnamento professionale, alle scuole per gli apprendisti, alle istituzioni complementari della scuola, alle biblioteche, ai consulti tecnici per corrispondenza e ad altre mirabili creazioni in vantaggio dell'elevazione morale dei lavoratori.

Non ho la competenza necessaria per toccare anche succintamente tutti gli argomenti che stanno nel programma del nostro Congresso, e debbo chiedere alla vostra benevolenza il consenso di limitarmi a quello di essi che mi è più familiare, e cioè all'insegnamento professionale operaio.

Porterò così il mio modesto contributo per la soluzione di uno dei nostri temi più complessi, intorno al quale si sono già agitate in tutto il mondo opinioni assai disparate. Certamente giungerà qui fra noi la ripercussione delle vivaci polemiche e delle notevoli discussioni che intorno al grave argomento si sono già fatte, e noi ne trarremo gli elementi di un ponderato giudizio e di una efficace iniziativa a vantaggio del nostro Paese.

Non è inutile forse ricordare i diversi indirizzi, le diverse tendenze che si sono seguite fin qui nei paesi industrialmente più avanzati. Una prima e grave divergenza si è avuta sul metodo di istruzione degli apprendisti operai, in quanto taluni hanno parteggiato recisamente per la scuola prima dell'officina ed altri hanno nettamente opinato che l'officina dovesse precedere e prevalere sulla scuola. Parve in un dato momento che una transazione fosse possibile, fondendo le scuole con le officine e cioè facendo delle scuole dove l'insegnamento era ed è in parte teorico ed in parte manuale e pratico. Il tipo francese, in una parola, della

Scuola d'Arti e Mestieri, da noi copiato per alcune istituzioni governative, comunali e private. Ma non si tardò a muovere a questo tipo di scuola delle gravi accuse. In prima linea si negava che l'officina annessa alla scuola fosse un'officina vera, che gli insegnanti, il macchinario, l'attrezzamento, i metodi di lavoro, il prodotto di questo, fossero comparabili cogli elementi sempre moderni, sempre vivi, sempre mutevoli dell'officina vera. Si disse che l'ambiente dell'officina-scuola era quindi falso e come tale avrebbe nociuto all'insegnamento. Si disse che i giovani allievi, lasciando una scuola così fatta, avrebbero portato con loro un bagaglio di cognizioni incomplete di teoria e di pratica, di idee presuntuose, non temperate dall'urto e dalle durezza della vita di officina, e sarebbero entrati poi nell'officina vera, fra gli operai veri, per essere magari loro capi, senza alcuna seria ragione di superiorità.

Si esagerò forse nel giudizio, ma molte di queste critiche hanno fondamento. Invece di operai abili si arrischia nel fatto di abbozzare dei mezzi ingegneri. Troppa teoria mal digerita e troppa poca pratica; ed in queste condizioni, di autorità sugli operai che da vent'anni lavorano, non se ne può evidentemente avere.

Ne venne un naturale movimento di reazione fra gli studiosi dell'argomento: da taluni si dichiarò senz'altro che la pratica doveva farsi assolutamente e solamente nell'officina; che l'apprendista operaio non poteva essere fatto nella scuola; che si doveva respirare nell'ambiente vero del lavoro, per diventare abili operai e capi, e si ammise la scuola solo in via subordinata per far apprendere ai giovani operai il disegno e qualche elementare nozione di meccanica.

A mio modo di vedere, la soluzione non è da cercare nelle due forme antagoniste che ho ricordato, ma in una forma intermedia che soddisfi e risponda a tutte le giustificate esigenze della pratica. Comunque, io ho creduto di mettere in luce le molte domande e le molte ragioni di discussione che il tema può presentare.

Ad esempio:

1.° Si deve impartire ai ragazzi destinati all'industria un insegnamento elementare generico o si devono già iniziare al lavoro manuale per scrutarne le attitudini?

2.° Debbono successivamente i futuri operai essere istruiti in scuole diurne su di un programma tecnico, prevalentemente teorico, oppure con un indirizzo prevalentemente pratico, oppure con un insegnamento misto?

3.° Possono i futuri operai vedere ritardata la loro ammissione all'officina ed il conseguente lucro per le loro famiglie a dopo il periodo di tempo (due o tre anni) in cui debbono frequentare le scuole professionali diurne?

4.° E, ritenuto invece che debbano passare dalle scuole elementari all'officina, può essere ammissibile, nei rapporti dell'igiene e dell'efficacia dell'insegnamento, che quest'ultimo sia impartito solo nelle ore serali ed alla domenica?

5.° Può la scuola-officina formare dei capi d'arte e magari dei maestri per le scuole di mestiere, o deve limitarsi ad integrare la coltura degli operai per toglierli da un soverchio empirismo e farne dei lavoratori abili e coscienti?

6.° Od invece deve l'officina da sola rappresentare la parte pratica dell'insegnamento per gli operai e la scuola semidiurna e serale integrare, completare la coltura dei lavoratori colle cognizioni teoriche, strettamente necessarie ad ogni speciale arte o mestiere?

In Francia dove si hanno molte ed importanti scuole d'arti e mestieri si è seguito per molto tempo, come dissi, il proposito di preparare dei sottufficiali per l'industria in scuole-officine organizzate come convitti ed a pagamento.

In Inghilterra ed in America l'operaio fa la sua pratica nell'officina, e la scuola semidiurna o serale gli fornisce, in modo continuativo rispetto alla scuola primaria, il desiderato complemento di coltura.

Chi è destinato a comandare, dicono gl'industriali inglesi, deve avere imparato anche ad ubbidire, e deve saper fare tutti i lavori che gli sono affidati, e di cui deve garantire l'esecuzione, colla sua testa e colle sue mani meglio di qualunque altro operaio posto sotto ai suoi ordini. Ed anche nel Belgio, in Svizzera, in Germania, si esige che l'allievo soggiorni nell'officina per qualche anno e passi poi alle scuole, oppure stia metà giornata nell'officina e metà alla scuola.

D'altra parte tutti sono d'accordo, e recentemente ne hanno convenuto anche i Francesi, che se non basta la scuola, anche foggata sul tipo di officina, per fare degli operai provetti e dei capi, nemmeno basta l'officina da sola. L'apprendista è nell'officina subordinato alle cognizioni del capo immediato da cui dipende, alla volontà di insegnargli che questo può avere, al presupposto che non convenga insegnare tutto all'apprendista anche se molto intelligente.

L'apprendista, nella migliore ipotesi, imparerà quello che sa il suo capo e nulla più.

Devesi quindi completare senza dubbio l'insegnamento pratico dell'officina con quello di una scuola; ed in questa degli uomini provetti, equamente remunerati, devono spiegare la ragione delle cose, allargare l'orizzonte delle cognizioni e fornire quel tanto di idee e di mezzi scientifici che possono, per ogni speciale industria, integrare logicamente la coltura dell'operaio.

E l'esperienza di tutti i paesi dove la scuola completa razionalmente la pratica acquisita nell'officina, ci dice ormai come l'operaio che è stato anche alla scuola, valga sempre di più e sia meglio apprezzato di quello, anche abilissimo, che ha tratto il suo valore dalla sola pratica dell'officina.

E dopo queste premesse il pensiero mio personale, che mi riservo di maggiormente svolgere e difendere nei convegni della seconda sezione, scaturisce limpido e conseguente:

1.° Non credo sia molto vantaggioso che ai ragazzi durante il periodo dell'istruzione primaria si impartisca un insegnamento manuale, massime in vista delle difficoltà non lievi che deriverebbero da una così fatta direttiva, in confronto dei vantaggi sperabili.

2.° La scuola deve dare solo quegli elementi e quei principi della scienza e dell'arte che sono applicabili all'industria. La scuola può dare in parte agli apprendisti delle norme di pratica, ma la pratica vera non si deve e non si può fare che nell'officina.

3.° Penso che i giovani apprendisti ed anche gli operai fatti debbono poter trovare nell'insegnamento serale (o ad orario anticipato od a mezza giornata) quel complemento di studi, o meglio, quella scuola continuata che vale ad integrare la loro coltura in ogni speciale mestiere; e qui torna acconcio di ricordare che tali scuole debbono sorgere là dove esiste un nucleo di determinate industrie e là dove gli industriali devono e possono aiutare e sorvegliare le scuole in discorso.

4.° Penso che l'orario della scuola serale non basti e riesca troppo gravoso per gli allievi, e debbano invece gli industriali concedere maggior tempo per gli apprendisti. Non è giusto pretendere che gli allievi operai siano tutti modelli di abnegazione. Lo sono taluni di quei pochi che oggi frequentano le scuole serali esistenti in Italia, ma non lo potrebbe essere il maggior numero dei giovani apprendisti.

5.° Penso non sia giusto che gli operai già fatti, quando dimostrano serie attitudini a progredire, abbiano un orizzonte chiuso davanti a loro. È opportuno ricordare che l'operaio intelligente è messo per necessità in quelle condizioni di osservazione attenta e continua, da cui scaturiscono le idee di perfezionamento per le macchine. E agli Stati Uniti se ne sa qualcosa, in quanto tali perfezionamenti sono, nel maggior numero di casi, dovuti ad operai istruiti e coscienti.

Dalle vostre sagge decisioni dovranno trarre norma le Amministrazioni dello Stato e dei Comuni, e le associazioni degli industriali e le istituzioni private per realizzare su basi sicure il nuovo organismo delle scuole continuative per gli operai.

È ormai doveroso di introdurre e di sviluppare nel nostro paese codesto Istituto delle Scuole Professionali, ed è confortante il vedere che le industrie progredite lo invocano, che le Amministrazioni desiderano sinceramente di tradurre in atto le vive aspirazioni che ormai sono comuni agli industriali ed alle organizzazioni operaie.

Ma mi accorgo di avere invaso di troppo il campo destinato alle discussioni della seconda sezione e finisco.

E dappoichè mi è stato affidato l'onorevole incarico di rappresentare, a codesta cerimonia, anche il Comune di Milano, vi porto, insieme al cordiale saluto dell'Illustrissimo signor Sindaco anche il più fervido augurio per la realizzazione delle proposte che voi sarete per approvare a vantaggio della elevazione morale ed intellettuale delle classi lavoratrici. Prendo impegno di appoggiarle là dove la mia voce potrà avere qualche influenza, giacchè sono convinto che si tratta di far ragione ad un indispensabile diritto delle classi lavoratrici, diritto che armonicamente si fonde col beninteso interesse dell'industria italiana.

Da una visione esatta e moderna dei bisogni delle classi lavoratrici e dal loro graduale soddisfacimento dipende il prospero avvenire di tutte le forme della nostra attività industriale ed artistica. La genialità dei nostri operai sarà un potente ausilio al rinascere di nuove glorie pel nostro paese (*Applausi*).

JACQUES-LOUIS DUMESNIL. — Sous Chef du Cabinet du Ministre de l'Instruction Publique, des Beaux Arts et des Cultes.

Mesdames et Messieurs,

Ne parlant pas l'italien, je ne dirai qu'un mot: j'apporte à ce congrès et à votre sympathique Président les plus sincères salutations du Ministre de l'Instruction Publique de France, que j'ai l'honneur de représenter ici, et je donne la parole à M. Edouard Petit, Inspecteur général de l'Instruction Publique. (*Applausi*).

EDOUARD PETIT. — Inspecteur Général de l'Instruction Publique.

Mesdames et Messieurs,

Permettez que je vous parle français, moi aussi. Je ne connais pas assez votre langue pour m'en servir. Merci, d'abord, pour l'acclamation faite à M. Dumesnil. Comme lui, je vous porte le salut du Ministre français. Je remercie les maîtres d'école de Milan qui ont eu l'idée de faire ce Congrès de l'éducation populaire, et qui nous ont donné, d'ailleurs, dans l'Exposition Didactique, que j'ai vue et admirée Piazza d'Armi, une preuve de leur grande

activité. Je porte aussi les remerciements du Ministre de l'Instruction Publique à cette Société Umanitaria, dont nous n'avons pas l'égale en France, qui, après nous avoir réunis de tous les coins de l'Europe, nous offre l'hospitalité pour favoriser une fois de plus les nouveaux courants de l'opinion publique, réaliser un plus haut type de force, de cohésion sociale, atteindre à de plus hautes formes de l'instruction populaire. Je suis bien heureux, pour mon pays, que soit présent à ce Congrès M. Ferdinand Buisson, Professeur à l'Université de Paris, député de la Seine, et fondateur de l'École professionnelle. Ce Citoyen idéal emportera d'ici tous les trésors de l'expérience que ce Congrès nous manifesterait au cours du travail que nous allons faire pour les coopératives, les écoles professionnelles, dont l'illustre président de ce Congrès réclamait l'existence, avec une forme mixte entre l'école et l'atelier.

Je suis profondément heureux de tout ce que cette ville de Milan a fait ou va faire pour l'instruction. Cette semaine, au Congrès de l'Education féminine, au Congrès Magistral, à celui du Chômage et enfin ici même, j'ai suivi toute les phases de cette belle fête: je suis allé à l'Exposition Didactique, au Congrès des Instituteurs italiens, et partout j'ai constaté une lutte acharnée contre l'analphabétisme, une véritable fièvre du bien. Vous ne prendrez pas ici des résolutions précises parce que vos décisions doivent être générales; mais ce Congrès, dont l'Umanitaria a pris l'initiative, servira à tous les pays d'Europe. Désormais, pour tout ce que feront autour de l'École, en Italie, les « Università Popolari » ou les « Scuole serali e festive », la France et l'Italie travailleront en commun. Au nom de la République française et de M. Ferdinand Buisson, je vous donnerai mon aide, qui, pour n'être pas très officielle, n'en sera pas moins très passionnée, très active, très fraternelle. (*Applausi*).

COMM. VITTORE RAVA, ff. di Direttore Generale al Ministero dell'Istruzione Pubblica. — Dopo lo splendido discorso del signor Petit dovrei ritenermi dispensato dall'aggiungere altro; ma sento il dovere di assicurarvi tutto l'interesse che il Governo italiano prende ai vostri lavori.

L'ing. Saldini, con mirabile dottrina, vi ha fatto la sintesi di una parte importante dei lavori di cui si occuperà il nostro Congresso; altra parte non meno importante e di non minore interesse generale è quella che riguarda le opere integrative della scuola. Sì, o signori, voi che appartenete in gran parte alla classe magistrale, o direttamente o indirettamente, ben sapete come il bambino che viene affidato alle vostre cure non è soltanto analfabeta, ma ha bisogno spesso anche del pane dello spirito, per divenire citta-

dino degno di tal nome. È in questo campo che si esplica la funzione benefica delle opere integrative della scuola. Quando voi avete dirozzato l'analfabeta, voi gli avete dato gli strumenti per farsi uomo, ma non l'avete messo moralmente e socialmente nelle condizioni di civiltà a cui le persone di ogni ceto sono destinate. Ma quest'opera non può essere compiuta solo dallo Stato: essa ha bisogno del contributo di tutti, del povero e del ricco, e Milano col suo nobile esempio ce lo dimostra.

Signori, il secolo decimonono ha avuto indubbiamente il grande vanto del rinnovamento pedagogico della scuola; ma al secolo ventesimo spetta un compito ben più grave: quello del rinnovamento sociale.

PROF. MORESCHI. — Forse perchè ho dedicato tutta la mia vita alle istituzioni scolastiche che hanno di mira l'elevamento delle classi popolari, il Ministro di Agricoltura, Industria e Commercio mi ha scelto a rappresentarlo. Vi porto il suo fervido saluto e l'augurio che il Congresso abbia a portare all'educazione popolare quei vantaggi che sono nel desiderio di tutti e che coopereranno al benessere economico e sociale delle classi lavoratrici. Ma oltre il saluto, vi porto un'assicurazione. Il Ministro di Agricoltura ha visto in questi ultimi anni raddoppiarsi le istituzioni scolastiche che hanno specialmente di mira l'educazione degli operai nelle principali abilità tecniche, specialmente nel disegno, e però ha sentito e sente tutto l'importanza dell'insegnamento professionale e vi dà a mezzo mio l'assicurazione che farà tesoro delle vostre deliberazioni. (*Bene*).

PROF. HARTMANN. — Rappresentante dell'Università di Vienna, che prima sul continente ha seguito l'illustre esempio delle sue sorelle inglesi, vi reco il saluto della mia Città e l'augurio che il Congresso faccia opera utile per quella fratellanza che noi tutti desideriamo, per quella fratellanza così necessaria all'elevazione delle classi popolari e della civiltà (*applausi*).

PRESIDENTE. — Ed ora permettete che vi comunichi un telegramma del Ministro di Agricoltura I. e C., on. Cocco Ortù:

« Gravi ragioni ufficio mi impediscono assistere di persona Congresso Educazione Popolare e Insegnamento Professionale, assisto con lo spirito sapienti discussioni da cui nazioni civili si ripromettono preziosa cooperazione, allo intento di elevare condizioni morali ed economiche dei lavoratori. Voglia esprimere questi miei sentimenti e porgere mio saluto augurale congressisti stranieri e nazionali.

MINISTRO COCCO ORTÙ ».

Il Ministro della Istruzione Pubblica, On. Rava, trattenuto pure da impegni a Roma, mi ha telegrafato personalmente inviando i suoi migliori augurii per la buona riuscita del Congresso.

È giunta alla Presidenza una proposta riguardante la nomina delle cariche sociali. Ne faccio dar lettura; i convenuti decideranno.

IL SEGRETARIO MERLINI: Ecco i nomi proposti per

L'UFFICIO DI PRESIDENZA

PRESIDENZA DEL CONGRESSO

On. LUIGI CREDARO, deputato.

PRESIDENTI AGGIUNTI: On. V. E. ORLANDO, deputato; Prof. CESARE SILDINI, presidente del Comitato Ordinatore.

VICE-PRESIDENTI

M. J. DUMESNIL, Delegato del Ministero dell'Istruzione Pubblica (Francia).
E. GARBANI-NERINI, Delegato del Consiglio di Stato e Dipartimento della Pubblica Educazione (Canton Ticino).
COMM. VITTORE RAVÀ, Delegato del Ministero della P. I. in Italia.

SEGRETARIO GENERALE

ANGELO MERLINI, Segretario Generale del Comitato Ordinatore del Congresso.

SEGRETARI AGGIUNTI

ANGELA OSCULATI BARTESAGHI — GIOVANNI GRIFFINI.

PRIMA SEZIONE

PRESIDENTE

M. EDOUARD PETIT, Inspecteur Générale de l'Instruction en France.

VICE-PRESIDENTE

LEHRER SIEGMUND KRAUS, rappresentante la Società « *Freie Schule* » di Vienna

VICE-PRESIDENTI AGGIUNTI

K. ANDRIESSE, Président de l'Association des Instituteurs Néerlandais.
PROF. LUIGI FRISO, Presidente della Prima Sezione nel Comitato Ordinatore

SEGRETARI

LINDA MALNATI, Direttrice Didattica — Maestro SERENO VILLA.

SEZIONE SECONDA

PRESIDENTE

M. LAFONTAINE, Sénateur, Délégué de la Ligue Belge de l'Enseignement (Bruxelles).

VICE-PRESIDENTE

CAV. ING. ANGELO A. POZZI, Direttore della R. Scuola Professionale di Intra.

VICE-PRESIDENTI AGGIUNTI

HAENNI ING. V. H., Secrétaire de la Commission Cantonale des Apprentissages (Canton du Valais).

PROF. FRANCESCO GRASSI, Presidente della Seconda Sezione del Comitato Ordinatore.

SEGRETARI

PROF. FAUSTO PAGLIARI — DOTT. GEMMA CENZATTI.

TERZA SEZIONE

PRESIDENTE

PRES. A. BAUMGARTNER, Délégué de la « Chautauqua Institution » (New-York).

VICE-PRESIDENTE

PROF. LUDWIG D. HARTMANN, Délégué du *Volksheim*, et du *Wiener Volksbildungs Verein*, etc. (Vienne).

VICE-PRESIDENTI-AGGIUNTI

PROF. FRANCOIS DRTINA, Délégué de l'Extension Universitaire Tchèque de Prague.

PROF. AUGUSTO OSIMO, Segretario Generale della *Società Universitaria*.

SEGRETARI

PROF. ETTORE FABIETTI — PROF. ENRICO CASTELLI.

CAV. AVV. GENNARO DI SCANNO.

Il Congresso approva per acclamazione. Sono le 11 1/4 e la seduta vien levata.



SECONDA SEDUTA PLENARIA

15 Settembre, ore 14.

La Scuola in genere rispetto alle necessità delle classi popolari nelle moderne condizioni sociali.

Presidenza del Presidente On. Credaro.

PRESIDENTE. — Invito il prof. Friso a svolgere il tema unico, a Sezioni riunite, *La Scuola ed i bisogni delle classi popolari nelle odierne condizioni sociali*. Tale tema, di importanza altissima e di grande vastità di discussione, si è creduto opportuno tenerlo per una seduta plenaria, affinché tutti i Congressisti potessero concorrere a quelle proposte ed osservazioni tanto necessarie ad un argomento di sì alto concetto.

Il prof. FRISO dice la sua relazione, che è integralmente inserita negli Atti (v. p. 8). È vivamente applaudito.

KARL ANDRIESSE. — Messieurs et Mesdames, j'ai demandé la parole non pas pour discuter Monsieur Friso, puisque je suis de son avis, mais seulement pour dire quelque chose à ce sujet. Permettez-moi de m'exprimer en français parce que je ne connais pas l'italien.

L'invitation pour ce Congrès international nous est parvenue un peu tard, à Amsterdam; nos vacances étaient déjà commencées et il était bien à craindre que le temps ne nous manquât pour nous bien préparer. Nous étions cependant heureux de l'invitation, de sorte que nous avons fait de notre mieux pour prendre part au Congrès.

L'année passée, à Liège, les instituteurs d'une vingtaine de pays se sont rassemblés pour discuter sur des questions relatives

au premier et au second degré de l'enseignement. Leur opinion unanime a été qu'on ne peut réussir, si cet enseignement est trop court, si les classes ne sont pas régulièrement suivies et, *last, not least*, comme disent les Anglais, si, avant d'aborder l'école supérieure ou professionnelle, l'enfant n'a pas acquis toutes les notions fondamentales nécessaires à l'école primaire.

Cette dernière question a une haute importance et nous sommes curieux d'apprendre ce qu'on a fait ou tenté de faire ailleurs que chez nous pour la résoudre.

La Hollande, je le dis avec quelque orgueil, améliore incessamment ses écoles et les instituteurs y sont toujours secondés par les autorités.

Nous avons accepté votre invitation aimable sans hésitation bien que la distance entre Amsterdam et Milan soit un peu grande et que de hautes montagnes se dressent sur le chemin. Nous sommes venus ici dans l'espoir d'entendre traiter des rapports à établir entre les premiers degrés de l'enseignement et les autres afin de rendre aussi profitable que possible le temps passé à l'école élémentaire.

Et surtout, nous espérons entendre ce Congrès déclarer fermement que l'école élémentaire doit garder pour but principal l'éducation morale et s'inspirer de l'idée qu'un bon caractère vaut mieux que beaucoup de connaissances.

L'école primaire doit, pratiquement, s'adapter à la vie.

Elle doit être unique, quels que soient le rang social des parents ou la destination des élèves.

Telles sont les idées qui m'ont inspiré le désir et le courage de prendre la parole.

Le programme de ce Congrès international montre, à première vue, qu'on se propose surtout ici la discussions des questions relatives à l'importance sociale de l'école primaire.

Les rapports entre l'école et l'Etat ou l'Eglise dépassent les bornes de ce programme qui laisse aussi à l'arrière plan la question de l'influence de l'école sur l'évolution des idées politiques ou religieuses.

Il me semble qu'il y a lieu de féliciter le Comité organisateur pour cette sage restriction, car, quelle que soit l'importance du combat pour l'école laïque dans certains pays, en France et en Belgique par exemple, le Congrès de Liège, tenu l'année passée, a prouvé à l'évidence que ce combat n'a pas pour l'école un caractère international. Il diffère chez les différents peuples.

Chez nous, l'école primaire fondée par l'Etat et entièrement laïque, telle qu'elle existe aux États Unis, par exemple, cette école qui représente pour moi comme pour les libéraux convaincus de

la possibilité d'un enseignement neutre un idéal à atteindre, mais que nos cléricaux ont opiniâtrement combattue pendant plus d'un demi-siècle perd un peu de terrain chaque jour.

L'école destinée à défendre la liberté de la pensée contre la contrainte de l'Eglise telle qu'on la veut en France ou en Belgique ne peut pas se constituer chez nous, pas plus qu'en Allemagne, en Angleterre, en Espagne ou en Italie.

En Allemagne, l'enseignement religieux, obligatoire, est donné par le maître. En Hollande, il n'y a probablement pas d'instituteur public qui consentît à s'en charger.

Tant que l'école servira à la propagande des opinions théologiques ou politiques de familles des élèves, il sera impossible de parler d'éducation intellectuelle et morale dans un Congrès international.

Mais l'importance sociale de l'école primaire ne dépend pas de ces opinions. Elle a pour mesure le degré de conformité de son enseignement avec les exigences de la société.

L'école doit tenir compte de ces exigences sous peine de perdre ses élèves.

Dans la vie de tous les jours, on ne voit pas de différence entre les hommes, quels que soient leurs principes théologiques, politiques ou philosophiques.

On n'en voit pas non plus entre les résultats pratiques des écoles basées sur les principes les plus différents.

La discussion est ouverte ici sur tout ce que la société exige de l'école primaire ; mais ce sujet est trop vaste pour qu'il soit possible de l'épuiser dans un seul rapport et je me bornerai à en traiter ces deux parties :

- 1) de l'école unique pour tous les rangs sociaux ;
- 2) de son indépendance de la destination des élèves.

I. — L'École primaire unique.

Dans les villes et les gros bourgs, on trouve presque toujours, chez nous, des écoles différentes pour les enfants des riches et ceux des pauvres.

Souvent, comme à Amsterdam, les diverses sortes d'écoles primaires correspondent aux différents degrés occupés par les parents dans la hiérarchie sociale.

Une rétribution scolaire plus ou moins élevée permet de séparer l'enfance hollandaise en quatre catégories bien distinctes.

Cette rétribution est, à Amsterdam, de 5, 20, 60 ou 150 francs. L'administration communale oblige les parents à choisir la caté-

gorie la mieux en harmonie avec leur revenu. Seuls, parmi les pauvres, les enfants extraordinairement doués peuvent fréquenter gratuitement les établissements scolaires de la 3^e ou de la 4^e catégorie.

Les paroisses catholiques et les protestantes suivent sur ce point le mêmes errements et les unes et les autres mettent souvent sous un même toit des écoles primaires de catégorie différente ayant chacune son entrée particulière.

C'est sans doute, au point de vue pédagogique, une erreur d'imprimer dans de tendres cerveaux d'enfants la notion de l'inégalité produite par la richesse entre les hommes que la religion chrétienne proclame égaux et frères.

À quoi bon enseigner aux tout petits la vanité de cette assertion ? Il est à craindre que les enfants riches n'acquiescent par là une idée fautive de leur valeur, capable de donner un mauvais pli à leur caractère.

Et les autres ? les pauvres ? N'apprendront-ils pas à taxer trop haut les avantages de la richesse ? N'excitera-t-on pas leur jalousie, leur haine, tous les mauvais sentiments dont s'envenime la lutte des classes ?

Le pauvre a bien assez d'occasions de sentir son infériorité sociale sans qu'il soit nécessaire d'enfermer son enfance même dans un système de castes digne des anciens Indiens.

Ce mode de répartition des petits élèves est en désaccord avec le principe démocratique qui gagne incessamment du terrain chez toutes les nations civilisées et même en Russie.

Le pis est que là où la rétribution scolaire est la plus élevée, l'enseignement est aussi mieux organisé. L'école primaire des riches a des classes moins nombreuses, un programme plus étendu, des instituteurs mieux payés.

C'est là une faute grave.

Le combat pour la vie est moins rude pour les riches que pour les pauvres : est-il donc juste que ceux-là soient mieux préparés que ceux-ci ?

Est-il juste que, seules les écoles pour enfants riches préparent leurs élèves pour les écoles moyennes et pour les gymnases ?

Non, n'est-ce pas ?

Et pourtant, c'est le cas dans une ville aussi démocratique qu'Amsterdam.

On prétend que les enfants des familles aisées sont plus intelligents que ceux des familles pauvres : c'est confondre la vérité et la vraisemblance.

Pendant leurs deux premières années de scolarité, les enfants riches font souvent plus de progrès que les autres, grâce à l'éducation plus soignée qu'ils ont reçue chez eux ; mais au bout de

deux ou trois ans, et parfois même en un temps moindre encore, il devient évident que cette prétendue supériorité ne tient pas à une plus grande vivacité d'esprit.

Supposé, d'ailleurs, qu'il fût vrai que les enfants riches fussent supérieurement doués; serait-ce une raison pour que leurs écoles fussent mieux organisées que les autres?

L'intérêt social exige un développement, un perfectionnement aussi grand que possible de tous les individus. Toute intelligence doit pouvoir aller à son but. Il faut une bonne école pour tous.

Chez certains peuples, l'école primaire est commune; chez d'autres elle diffère pour les différentes classes sociales: il est dans l'intérêt de l'enfance de ces nations que le Congrès actuel se déclare unanimement favorable à l'école primaire unique.

II. — L'école primaire doit être indépendante de la destination des élèves.

Il faut montrer, dans un Congrès comme celui-ci, comment on court le risque de fausser le caractère de l'école primaire en y introduisant l'enseignement professionnel.

L'école doit, sans doute, préparer l'enfant pour la vie, mais il n'est pas vrai de dire que l'école primaire doive le préparer pour un métier.

Les ouvriers adroits et instruits dont la société a besoin doivent être, outre que des ouvriers, des hommes, des personnes intelligentes et morales.

Les connaissances amassées par l'humanité sont un trésor dont chacun a le droit d'apprendre à jouir.

Il faut donc que tous apprennent à lire, calculer, se servir de leur langue maternelle, dessiner, chanter. Il faut donner à tous des notions de géographie, d'histoire, de sciences naturelles. Il faut exercer les sens et les mains des élèves. Il faut surtout que l'enfance, dans les petites nations, apprenne à lire le français, l'allemand ou l'anglais afin de pouvoir se développer et atteindre à la connaissance profonde d'un métier.

Rousseau a exprimé une ancienne vérité dans son *Émile* en disant que le but de l'éducation est de faire des hommes.

L'école primaire a pour but principal de former le caractère de l'enfant et l'instruction qu'il y reçoit doit tendre surtout à l'élever.

Chacun a droit au minimum de connaissances et d'exercices indiqué ci dessus.

L'enseignement supérieur doit se rattacher à l'élémentaire en ce sens: qu'en quittant l'école primaire les élèves doivent être préparés à apprendre le métier indiqué par leurs aptitudes ou les

circonstances. Et il faut que l'école moyenne continue le programme de l'école primaire sans exercer sur lui de fâcheuse influence.

Demandons, en somme, à l'école de développer toutes les facultés de l'enfant: qu'elle lui enseigne quelques notions et, ce qui vaut mieux encore, le goût de l'étude, que, surtout, elle fasse de lui un homme en dressant son caractère à la fermeté et la bonté.

PROF. OSIMO. — Crederei opportuno che prima di pronunciarci sulle conclusioni presentate dal Prof. Friso ci avessimo a riunire nelle singole sezioni per discutere le sue idee e per presentare, se del caso, delle proposte.

PRESIDENTE. — Ritengo anch'io che si possa sospendere la discussione generale per riunirci in sezioni. Nella seduta plenaria del pomeriggio di lunedì potremo discutere tutte le deliberazioni delle sezioni.

PROF. GAROGLIO. — Sono contrario a questo strozzamento della discussione generale. L'ordine del giorno Friso implica un preventivo coordinamento di tutte le altre discussioni, e col rimandarne ad altro giorno la discussione si verrebbe a non poter votare o l'ordine del giorno generale o gli ordini del giorno parziali delle sezioni. Domando quindi la continuazione della discussione.

PROF. FRISO. — Io credo che precedentemente e indipendentemente dalle discussioni parziali, il mio ordine del giorno possa venir votato in questa seduta, poichè infatti esso si compone di parecchi commi, i quali tutti si riferiscono al tronco principale della discussione, alla scuola popolare. Vi si afferma poi che da questo tronco si dipartono tre rami: le istituzioni sussidiarie, l'insegnamento professionale e l'insegnamento per adulti, e che questi rami ci devono essere, lasciando aperta qualunque discussione su ciascuno di loro.

PRESIDENTE. — Devo mettere in votazione la proposta Osimo, che cioè sia sospesa la discussione generale per iniziare i lavori delle sezioni.

L'Assemblea delibera di continuare nella discussione generale.

AVV. DONATI. — Non è certo per muovere critica al prof. Friso che prendo la parola. La sua relazione ha riscosso le approvazioni unanimi dell'assemblea e dal mio posto ho unite le mie, che il prof. Friso mi permetterà di ripetere a voce, fragorose e sincere. Mi pare soltanto di aver scorto una lacuna nella relazione. Il prof. Friso ci ha esattamente dimostrato, ci ha fatto fortemente sentire che la istruzione nelle scuole popolari è un diritto per le classi popolari, e che corrispondente a questo diritto sta il dovere della società di impartire l'istruzione. Scuola popolare obbligatoria, quindi funzione di Stato. Il relatore disse anche, e giustamente, che la società a sua volta ha il diritto di impartire l'istruzione stessa, quindi corrispon-

dente dovere delle classi popolari di parteciparvi, e qui ho pensato purtroppo che una larga parte delle classi popolari non sente questo dovere, che ad essa non arriva questo alito di vita che le infonderà il sentimento pieno di questo dovere. Ed ecco qui dove ho creduto di rilevare la lacuna. Se questo dovere non è sentito, chi lo deve instillare, chi lo deve fortificare? Ho sentito parlare di rendere la scuola popolare nella sua esplicazione pratica veramente efficace, ma non ho sentito parlare della obbligatorietà. Questa è la lacuna che ho creduto di rilevare. Ho anche scorso lestamente l'ordine del giorno distribuito ora e credo che la lacuna esista anche in questo. Nel secondo corollario, credo che il mio concetto potrebbe essere aggiunto con le parole *universalmente efficace, obbligatoria*, ecc.

SPATARO. — Vengo dalla Sicilia e vi vengo attratto dalla grande simpatia con la quale l'annuncio di questa importante riunione è stato accolto a Palermo, dove da poco è sorta una istituzione che si chiama Umanitaria che ha un alto fine educativo.

Nella discussione avvenuta non ho sentito parlare che nella scuola primaria un grande dovere è quello dell'educazione del cuore. Abbiamo detto che la scuola laica ha bisogno essenzialmente della sua più libera esplicazione, ma io ho visto in questi tempi, specie in Sicilia, nascere e crescere delle istituzioni religiose alle quali le famiglie intellettuali mandano i loro figli perchè credono che soltanto in quelle scuole i loro figli possano apprendere l'educazione morale. Ora in questi tempi appunto le istituzioni religiose in Sicilia fioriscono, ed in questi giorni in cui questa marea di immoralità invade perfino gli uffici pubblici, è bene credo, pensare seriamente alla cosa. Io propongo che si aggiunga all'ordine del giorno l'affermazione che la scuola primaria non serva soltanto all'educazione della mente, ma che efficacemente contribuisca a quella del cuore.

PROF. GAROGLIO. — Non parlo di emendamenti nè di particolari. Ben volentieri dò lode allo spirito che ha informato il prof. Friso nel pronunciare il suo discorso. Però devo dire che gli è mancato qualche punto di integrazione che facesse differenziare il suo dire dalle solite discussioni accademiche. L'ordine del giorno fa soltanto dei voti e non sanziona niente, di modo che il discorso è stato logico solo a metà, perchè non ha voluto dire il programma massimo. O regge il paragone che ha fatto, in cui la scuola è un diritto e allora si può tirare la conseguenza che l'istruzione è un diritto del popolo, un diritto di tutti quanti i cittadini. Il pane spirituale va spezzato per tutte le menti perchè tutti quanti hanno diritto di mangiare il pane della scienza.

Ho sentito anche che l'insegnamento gratuito deve esistere solo per le classi elementari. La gratuità io credo la si dovrebbe stendere

per lo meno anche alla scuola secondaria, perchè ora l'alta cultura è un privilegio delle classi ricche. O sanzioniamo questo, o mettiamo le classi popolari in grado di istruirsi. Quale è poi il modo con cui il professor Friso vorrebbe tradurre in atto il suo programma? Non possiamo già, io credo combattere l'analfabetismo senza denaro. Lo Stato, ricordiamocelo, è inerte, non sente niente, e quando sente qualche cosa, lo sente sotto la forza di una minaccia.

Lo Stato concede per paura, o per prevenire in qualche modo, il che vuol dire preservare. Perchè concede? Perchè teme che la folla urlante sulla piazza non si elevi a domandare giustizia, perchè teme che i nostri emigranti non vengano più accettati nei porti americani, ecc. Io credo che per il raggiungimento dello scopo si debba premere con tutte le forze della nostra potenza individuale sulla potenza politica.

AVV. MOLINARI. — Ci vuole dell'audacia per rompere una lancia contro Friso, ma questa audacia viene disarmata dalla sua grande bontà d'animo e dalla bontà d'animo collettiva, che ha vivamente applaudito il suo dire.

Voi, Friso, avete detto che l'istruzione per i bambini e per i figli del popolo deve essere data dallo Stato, ed io voglio farvi osservare che voi allora vorreste vincolare allo Stato tutte le altre autorità che possono fare del bene e molto; poichè, non dovete scordarvelo, là dove lo Stato mette il suo zampino, là si deve arrestare il progresso. Lo Stato fissa le sue leggi e null'altro. E questo ho fatto osservare perchè mi sembra di rilevare un'aperta contraddizione con quanto avete pur detto: ben venga l'istruzione garibaldina, cioè l'assoluta libertà d'azione.

E permettetemi anche che aggiunga che voi siete qui raccolti non solo per discutere di ciò che tratta dei vostri studi di educatori del popolo, ma siete anche qui raccolti per conoscervi, per stringervi la mano, per aiutarvi. E se vi dicessi che in Europa un educatore, che dà la sua vita e la sua sostanza per educare il suo popolo, è stato imprigionato per aver voluto tentare di elevare il suo prossimo in un'atmosfera più libera, vivificante, non sentireste voi un sentimento di ribellione conquistarvi?

Si tratta di Ferrer. Quest'uomo, questo educatore che sacrifica tutti i suoi beni per iniziare in tutta la Spagna una propaganda istruttiva popolare, quest'uomo dico è vittima di una istruttoria infame. Nemici oculati che vogliono mantenuta la Spagna in quello stato di ignoranza in cui versano le plebi italiane, quegli autoritari hanno trovato il modo di imprigionare il nostro Ferrer, il quale non è violento, non è cattivo, ma vuole solo aprire gli occhi al popolo spagnuolo, come vogliamo aprirli noi al popolo italiano.

PRESIDENTE. — Il signor Sale ha presentato un emendamento

alle conclusioni Friso, col quale vorrebbe aggiunta la parola *efficacemente* al secondo comma.

SALE. — Il mio emendamento non ha certo bisogno di molte parole, poichè altri prima di me parlarono sul medesimo argomento, che cioè la scuola secondaria è una scuola aristocratica. Speriamo però che si trasformi presto. Ora mi pare, giacchè si vuole in questo Congresso affermare che l'istruzione elementare debba essere obbligatoria e quindi funzione di Stato, che sarebbe buona cosa affermare anche l'opportunità che la scuola primaria sia sempre coordinata alla scuola secondaria, poichè l'impedimento che le classi popolari trovano ad entrare nella scuola secondaria è appunto nel fatto che questa non si avvicina per nient'affatto alla democrazia.

PRESIDENTE. — Il signor Ghisleri al penultimo comma, là dove dice « cultura scientifica ecc. » vorrebbe si aggiungesse « e filosofica ».

BELLONI. — Desidererei che si venisse a una conclusione concreta, sembrandomi che la discussione divaghi. Si vuole che le scuole vengano assunte dallo Stato? Benissimo: i Comuni potranno dedicare ad altre scuole, per esempio a quelle di arti e mestieri, le somme che ora spendono per l'istruzione primaria. La questione religiosa pure meriterebbe dichiarazioni precise dell'assemblea, tanto più che non credo sarebbe opportuno tenersi al concetto teorico e troppo vasto del prof. Friso.

ON. CABRINI. -- Premetto che le mie dichiarazioni tenderanno a conservare lo spirito che ha animato l'iniziativa di questo Congresso. Osservo all'amico Belloni che sono appunto i concetti vasti quelli che occorrono per le sedute plenarie. Si potranno certamente incaricare tre o quattro persone di riferire quali sono le istituzioni di programma massimo e minimo di cui l'Italia sente il bisogno, ma per ora non dobbiamo dimenticarci che siamo in un Congresso internazionale e che dobbiamo cioè fare lo spunto di tutte le tendenze dei singoli oratori.

Il prof. Garoglio avrebbe preferito che l'eg. Friso si tenesse più al largo, ma noi abbiamo dovuto tener conto della società come è oggi organizzata, vale a dire del suo grado di intellettualità e di agiatezza.

Ed ora veniamo un po' ad esaminare in qual modo lo Stato potrebbe far fronte alla spesa per l'educazione primaria di tutti i ragazzi. Io sono pronto a votare quelle cinque lire di cui si è parlato in altri Congressi e che ogni cittadino dovrebbe versare allo Stato, ma non trovo che ciò sia indispensabile per la prosecuzione dei lavori del Congresso.

Una volta bisognava abbracciare tutto quanto il problema, ma ora possiamo scendere allo studio delle singole parti.

Io darei per risoluto il problema dei mezzi, poichè se si comincia a dire occorre questo, occorre quest'altro non potremo mai arrivare ad una seria conclusione.

L'avv. Molinari dà addosso alle leggi; la legge, dice lui, è un nemico di cui bisogna guardarsi. Io dico invece la legge è un amico. In uno Stato di pochi o molti milioni di abitanti esiste, fra regione e regione, una tal profonda differenza negli usi e nei costumi, che noi vediamo che sono le regioni più civili quelle che vogliono conquistare anche per le altre, e domandano le leggi. Se oggi per esempio le donne hanno una legge che ne difende la vita dal lavoro sfruttatore imposto dall'industriale, questa legge non è stata certo data dalla parte più debole della società. In quanto poi alla parola *Stato*, io dò ad essa l'interpretazione più vasta, intendendo per Stato, i Comuni, le Province, la società insomma, poichè mi rifiuterei, per esempio, di dare le scuole di Milano, che pure sono ora amministrate da' miei egregi avversari politici, nelle mani del Governo. Ed è innegabile poi che tutto quello che abbiamo ottenuto per i deboli l'abbiamo ottenuto colle leggi, poichè l'iniziativa privata, lo sappiamo, ha sempre fatto fallimento. Basta andare fuori dai grandi centri, basta andare nelle regioni obblate, nella Sardegna per esempio, per vedere se non v'è una necessità assoluta delle leggi! Vi sono dei paesi in Sardegna, dove l'insegnamento è affidato ai banditi: là il maestro improvvisato è pagato della sua opera con un certo numero di cartucce, oppure col trattamento di un dato numero di giorni dal proprietario del casolare dove il bandito si reca a tener scuola ad un'accozzaglia di giovanetti.

Mi ricordo di aver trovato un maestro il quale faceva scuola il lunedì in un posto, il martedì in un altro, e così di seguito, e ricevendo qualche cosa di qua, qualche cosa di là, riusciva a metter insieme quelle due o trecento lire che gli permettevano di sbarcare il lunario. L'iniziativa privata non farà mai niente, e solo sotto la pressione delle regioni più progredite lo Stato potrà fare qualche cosa.

MASTROPAOLO. — Non approvo la proposta che la scuola primaria sia coordinata alla secondaria: la secondaria deve essere coordinata alla primaria.

HARTMANN. — Trovo nelle conclusioni del prof. Friso un punto che mi sembra troppo minimo, quello che si riferisce all'obbligatorietà dell'istruzione fino ai dodici anni. Trattandosi di un Congresso internazionale, faccio osservare che in Austria ed in Germania esistono già delle leggi che impongono l'istruzione fino al quattordicesimo anno di età.

Fra dieci anni credo che si verrà all'obbligatorietà fino ai diciotto anni, poichè è dopo i dieci anni che il fanciullo impara

molto; ma frattanto, cerchiamo di spingere il maggiormente possibile. Riguardo alle Università Popolari faccio poi osservare che potranno essere di grande utilità solo per le popolazioni più evolute. Quasi in tutti i paesi poi c'è la tendenza a chiedere la scuola laica, e se in Germania in certe regioni non esiste, è perchè le leggi sono state votate contro il volere del popolo. In Austria le scuole laiche sono un po' oppresse, specie dopo che si è votata l'obbligatorietà della religione; ma di questo si sa il perchè, almeno a Vienna, dove il sindaco con tutta la rappresentanza municipale è clericale. Contro questa oppressione si è già però manifestata una forte reazione, e non dubito un solo istante che questa trionferà.

DETINA. — Mesdames, Messieurs. Permettez-moi que je me serve de la langue française, ne connaissant pas suffisamment la langue italienne, pour vous apporter les plus vifs souhaits de mes connationaux, au nom du peuple tchèque qui est passé au courant du XIX^e siècle par une sorte de renaissance amenée par le relèvement de la culture populaire. Nous consacrons nos délibérations à deux grands esprits: Comenius qui s'est efforcé de renouveler la vie de sa nation et de l'humanité par le renouvellement des Écoles, et Leibniz qui partait d'une conviction ferme que, si l'on réformait l'éducation, on réformerait tout le genre humain.

Je n'ai qu'à ajouter quelques mots à ce qui a été dit par M. Hartmann et je suis parfaitement d'accord avec le rapport de M. Friso, pour ce qui concerne l'école obligatoire, gratuite et laïque; mais je voudrais aussi que les écoles devinssent surtout nationales, c. à d. qu'il ne fût plus permis dans les écoles populaires de donner l'enseignement dans une autre langue que dans la langue maternelle des élèves.

Toute la question de l'éducation se base sur la question de l'école primaire qui est d'une importance extraordinaire. Je voudrais surtout à cette occasion rendre hommage à la grande pensée de solidarité dans l'organisation des écoles primaires, qui doivent être communes pour toute la société, sans aucune distinction de fortune, ou de sexe.

Et je rends aussi hommage à ces grands pédagogues des siècles passés, qui s'étaient déjà formé une idée précise de l'école primaire, Comenius, qui la voulait « *hominam officina* » et Pestalozzi, le véritable fondateur de l'école allemande contemporaine, qui a tant contribué au relèvement du peuple allemand au XIX^e siècle, à tous les points de vue.

En résumant, M. Friso a dit que les écoles populaires doivent être *obligatoires, gratuites et laïques*.

L'obligation de l'enseignement primaire est aujourd'hui un axiome reconnu dans tous les pays civilisés; l'Etat a le droit et le

devoir d'obliger les parents à envoyer leurs enfants à l'école depuis leur 6^e jusqu'à leur 14^e année. Je suis d'accord avec M. Hartmann que la durée de cette obligation 6^e à 12^e ans n'est pas suffisante et qu'elle doit se prolonger jusqu'à la quatorzième année.

L'enseignement populaire doit être *gratuit*, ce qui se trouve dans un rapport logique avec l'obligation scolaire. Toute contribution scolaire est un reste de vieux temps et devrait être supprimée dans tous les pays civilisés.

L'école primaire soumise à l'Etat est d'une date tout à fait récente. Ce n'est qu'au 19^e siècle que l'école primaire dans les pays civilisés passa du régime de l'Eglise sous celui de l'Etat, et cessa d'être un « *ecclesiastum* » pour devenir un « *politicum* ».

De là lui vient son troisième caractère d'école *laïque*, interconfessionnelle, ne pouvant servir à aucune confession religieuse, devant être une expression de la tolérance religieuse, ce grand bien de l'humanité moderne.

L'école *obligatoire, gratuite et laïque* est le thermomètre de la civilisation d'un peuple — dans tous les pays civilisés elle va étaler son activité, c'est l'avant-garde de l'avenir.

A ces trois caractères de l'école primaire, que Mr. le Rapporteur a si bien fait ressortir, j'ajoute le *caractère national* de cette institution, parce qu'à l'école latine des siècles passés on a substitué l'enseignement dans la langue maternelle, on a fondé la « *scholam vernaculam* » dont l'enseignement se fait par la langue nationale.

J'aimerais donc que dans ce Congrès International, qui doit réunir toutes les activités des différents peuples, qui travaillent pour le relèvement de l'enseignement populaire, on ajoutât aux caractères mentionnés, la *nationalité* de l'école populaire, sans laquelle elle perdrait toute sa raison d'être. Dans les pays, où l'Etat et le peuple font une unité, c'est un fait sur lequel on n'a pas besoin d'insister. Mais la chose se présente d'une autre façon dans les Etats formés de la réunion de plusieurs peuples et où l'Etat est obligé de fonder des écoles différentes pour les diverses nationalités, comme en Autriche-Hongrie, en Allemagne, en Russie, etc.

C'est là qu'on agit contre le caractère essentiel de l'enseignement primaire, si l'on oblige les enfants à suivre des cours dans une langue qu'ils ne comprennent point. Et c'est ce qui arrive en Autriche aux enfants tchèques, en Russie et en Allemagne aux polonais, en Hongrie aux enfants slovaques, serbes, roumains etc. dans les écoles magyares.

Il importe que la législation scolaire dans ces pays, assure aux enfants de chaque nationalité l'enseignement primaire dans la langue maternelle.

C'est cela que j'ai voulu ajouter au discours nourri d'idées de

Mr. le Rapporteur. Je suis en accord complet avec lui, sur tout ce qu'il a dit sur les œuvres d'enseignement post-scolaire. Nous sentons tous l'importance et l'actualité des efforts consacrés au relèvement de la culture populaire, nous sentons bien qu'il faut, par l'école et l'enseignement des adultes, donner à l'individu la force de la culture intellectuelle et morale pour améliorer l'état social de la grande majorité de l'humanité; nous sommes convaincus tous que la connaissance scientifique ne doit pas rester l'apanage des classes privilégiées, que dans une démocratie moderne chacun doit en avoir sa part. Nous suivons la route d'une renaissance de l'humanité entière que guide la devise « par la lumière à la liberté ».

L'unité de culture des peuples civilisés sera la garantie de cette paix, de cette solidarité et fraternité de l'humanité entière, rêvées par les plus grands esprits des siècles passés.

M.^r le prof. Drtina de Prague propose l'amendement suivant à l'*Ordre du jour*: L'école primaire doit être, non seulement obligatoire, gratuite et laïque mais aussi nationale, c. à. d. que dans les écoles primaires l'enseignement doit être exclusivement donné dans la langue maternelle des élèves.

PROF. FRISO. — Siamo scesi in una lizza di cortesia, nella quale mi si sono presentati degli avversari egregi, che mi hanno fatto il saluto dell'arma, prima di puntarmela contro, ed altri egregi sono venuti a schierarsi al mio fianco. Ringrazio e gli uni e gli altri.

Agli appunti mossi da quelli, hanno già esaurientemente risposto questi. Onde potrei anche dispensarmi dal tornarvi sopra. Tuttavia, poichè sono stati presentati degli emendamenti e delle aggiunte al mio ordine del giorno, dirò ancora poche parole.

Il signor Andriesse ha illustrato quel principio del mio ordine del giorno, che vuole l'unità della scuola primaria, senza distinzione di condizioni sociali degli alunni e senza specificazione di professioni, a cui si volgano: ed io non avrei potuto desiderare commentatore più lucido, eloquente ed elevato.

Il signor Donati ha notata nell'ordine del giorno una lacuna e proposta un'aggiunta. La lacuna: chè, riconosciuta la scuola come un diritto delle classi popolari e un dovere sociale, riconosciuto ancora che una larga parte di popolo non ha la coscienza di questo diritto e tanto meno del dovere di fruire della scuola, non ho detto chi deve instillare e fortificare questa coscienza. Di

questa atonia delle classi popolari ho accennato le cause: miseria economica, tradizioni storiche. Ho trattato anche dei rimedi: non potendosi attendere l'elevamento economico delle classi popolari, servono intanto di richiamo e di stimolo le istituzioni sussidiarie. Per esse la scuola, penetrando fra le masse popolari, agisce come lievito morale a proprio vantaggio, preparando nuove abitudini e una nuova coscienza, per la quale finirà per essere sentita come un bisogno spirituale. L'aggiunta: il signor Donati desidera al secondo comma la parola *efficacemente*, sì che suoni che la scuola dev'essere *universalmente ed efficacemente obbligatoria*. A dire schietto, l'aggiunta mi sembra superflua, perchè il desiderio e la necessità che le istituzioni scolastiche sieno efficaci involge tutto l'ordine del giorno: nullameno la accetto se può giovare a dar maggiore chiarezza.

Duolmi invece di non poter accettare l'aggiunta proposta dal signor Spataro, che vorrebbe fosse detto in qualche parte dell'ordine del giorno essere tra i fini della scuola l'*educazione del cuore*. L'accettarla significherebbe da mia parte la confessione che io non ho avuto presente questo, che è forse il fine più alto e nobile della scuola, mentre il mio ordine del giorno parla ripetutamente di educazione morale, di cui la cosiddetta educazione del cuore è una parte.

Vengo al signor prof. Diego Garoglio, che mi fa più appunti. Egli vorrebbe estesa la *gratuità* anche alla scuola secondaria: posso essere d'accordo con lui, come lo sono stato in altra occasione, ma nel presente Congresso, l'argomento è fuori del tema, che considera solo la scuola in rapporto ai bisogni delle classi popolari, e l'attuale scuola secondaria non è per esse. Il prof. Garoglio mi osserva anche che io ho fatto un discorso accademico, perchè presento solo dei voti e non sanzioni. Ma non siamo già qui in assemblea legislativa: un Congresso deve per forza limitarsi a fare dei voti e delle affermazioni, indicando metodi, riforme e mezzi. E questo io ho fatto. Quanto ai mezzi, memore di una formola che il nostro presidente on. Credaro illustrò già in un Congresso Magistrale, — che, cioè, per qualsiasi riforma della scuola occorrono tre cose: danari, danari e danari, — ho formulato in questo senso l'ultimo comma dell'ordine del giorno, che afferma il diritto finanziario della scuola. E mi permetto ricordare che, due giorni fa, al Congresso Magistrale feci approvare la proposta di un'agitazione popolare promossa dalle Sezioni Magistrali, per fare pressione sul Governo e ottenere che gli avanzi di bilancio dello Stato Italiano, e gli utili della conversione della rendita, siano erogati e beneficio della scuola. Per quanto poi riguarda l'azione dello Stato, io ringrazio l'amico on. Cabrini, che col lucido pensiero e l'eloquenza che lo distinguono, ha anti-

cipato la mia risposta: la scuola è un servizio pubblico, ed è perciò spettanza non di iniziative private, ma della società tutta, come ente collettivo: ma la società non può esercitare una funzione, un dovere, se non a condizione di essere a ciò organizzata, e lo Stato non è che la collettività organizzata per l'esercizio di determinate funzioni. In questo senso intendo la formula che la scuola popolare è funzione di Stato.

E questo mi conduce a rispondere al signor Molinari, che mi ha accusato nientemeno che di contraddizione. Mi permetta di dirgli che mi sento la coscienza tranquilla. Perchè io penso questo: in ogni opera vi è un periodo iniziale e preparatorio, nel quale essa procede dalle libere iniziative delle coscienze più elevate, che prime sentono i bisogni e divinano le idee, quando le grandi folle non ne hanno ancora il presentimento, e prime danno opera ad attuarle. Le idee poi camminano, si diffondono, fanno presa, si allargano, diventano coscienza generale; e allora, quando si universalizzano nella coscienza pubblica e vi si solidificano, diventano diritto positivo e funzione pubblica di Stato. Così avviene delle istituzioni scolastiche.

Sono dolente di non poter accettare l'emendamento del signor Sale, al quale non posso che ripetere quanto ha detto il signor Mastropaolo, cioè che, non la scuola primaria deve essere coordinata alla secondaria, sibbene questa a quella: la scuola primaria deve poter stare a sè, come unico tronco che sostenga tutti i rami che da essa si dipartono.

Al signor Belloni, che ha trovato nel mio dire delle indeterminatezze, ha risposto per me l'on. Cabrini. Questo è un Congresso internazionale, e il problema scolastico va considerato dal punto di vista internazionale, che per forza è generale, e non può scendere a quei particolari, che necessariamente sarebbero stati considerati, se si dovesse parlare solo della scuola in Italia. È perciò che molte cose ho ommesso e di molti dolori nostri ho taciuto, dei quali basta che parliamo fra noi.

Il prof. Hartmann vuole che l'obbligo dell'istruzione sia esteso fino ai quattordici anni. Io avevo messo soltanto dodici, preceduti però da un *almeno*, perchè in casa nostra e in qualche altro sito è questo il termine, al quale saremmo ben lieti di poter giungere prossimamente. Ma accetto i quattordici come un termine che, già da anni, è per altri come un ideale e una direttiva mostrata.

aggiunta del prof. Ghisleri.

PRESIDENTE. — Procederemo alla votazione dell'ordine del giorno Friso, comma per comma.

L'ordine del giorno Friso viene approvato alla unanimità colle modificazioni Sale, Hartmann e Ghisleri.

L'emendamento Spataro è respinto.

La seduta è levata alle ore 5.30.

ORDINE DEL GIORNO SUL TEMA UNICO A SEZIONI RIUNITE.

La scuola e i bisogni delle classi popolari nelle odierne condizioni sociali.

VOTO

Il primo Congresso Internazionale per le Opere di Educazione popolare:

RITENUTO

che la coltura morale e intellettuale è anima che eleva la vita pubblica e privata, forza che alimenta e governa il lavoro, disciplina sociale più efficace delle leggi, dei freni di polizia e delle sanzioni penali;

che la distribuzione della coltura fra le classi popolari è opera di giustizia, in quanto attenua le differenze iniziali fra gli uomini; è opera di sapienza, perchè tempera le asprezze della concorrenza vitale e sostituisce le competizioni civili alle rivendicazioni brutali; ed è necessità storica dacchè il principio democratico pervade ed informa sempre più profondamente l'organizzazione dalle società civili;

che, a mano a mano che le classi popolari escono dalla tutela esercitata già su loro dalle classi superiori nella vita politica, dalla Chiesa nella vita morale, dagli statuti delle Corporazioni di arti e mestieri nella vita professionale, hanno bisogno di elevarsi spiritualmente all'esercizio sempre più cosciente dell'auto-governo, così nella vita pubblica come nella privata;

che il progresso, fornendo alle industrie, all'agricoltura, ai commerci congegni meccanici sempre più potenti, complessi e delicati, esige anche dai lavoratori sempre più elevata coscienza morale e maggiore partecipazione di intelligenza, anzichè contributo di muscoli;

che tuttavia, per effetto di lunghe e non lontane tradizioni storiche, le classi popolari sono spesso impreparate ancora ad apprezzare e reclamare i benefici dell'istruzione, e più spesso ancora

e per miserabili condizioni economiche e per eccessive esigenze della vita industriale, che sequestra al lavoro degli opifici per tutta la giornata uomini e donne e ragazzi e sopprime la vita della famiglia, sono impotenti a curare l'educazione dei loro figli e persino a profittare della scuola, se dentro ed intorno ad essa altre istituzioni non surrogino o compensino l'opera deficiente della famiglia, col raccogliere, custodire, sovvenire di cibo e di vesti i figli del popolo;

che la coltura morale ed intellettuale dell'uomo e del cittadino — a qualunque grado di estensione sia per giungere o a qualsiasi specificazione sia per volgersi nei singoli individui — deve tuttavia procedere da un ceppo comune ed unico, senza distinzione di condizioni sociali, a cui l'individuo appartenga, o di usi, che egli sia per farne;

che l'apprendimento dell'arte o del mestiere fatto direttamente nell'officina presenta i danni di specializzare eccessivamente l'operaio, di istruirlo meccanicamente, più per imitazione manuale che per intelligenza delle leggi che regolano la materia su cui lavora, e di allontanarlo troppo presto dal moto delle idee generali ed astratte, i quali danni possono essere evitati e compensati da altrettanti vantaggi, quando l'operaio riceva il primo avviamento all'arte sua da una scuola professionale;

che l'uomo del popolo, allontanato troppo presto dalla scuola, sente tuttavia di frequente il desiderio, stimolato dalla lettura, dalla conversazione, dalle riunioni nei circoli professionali o politici, dalla vita tutta, di acquistare nuova coltura, a proprio conforto ed elevazione morale;

AFFERMA:

che nelle odierne condizioni sociali la scuola è un diritto ed uno dei bisogni più imperiosi delle classi popolari;

che l'istruzione elementare deve essere funzione pubblica di Stato, universalmente *ed efficacemente* obbligatoria, gratuita e laica;

che deve iniziarsi con l'istituto infantile prescolastico, che accolga i bambini dai 3 anni ai 6, e continuarsi almeno fino al *quattordicesimo* anno di età;

che deve essere integrata da scuole complementari, serali e festive, in cui l'adolescente e l'adulto possano aumentare la loro coltura;

che per rendere veramente efficace ed universale l'azione della scuola essa dev'essere sussidiata da altre istituzioni, che raccolgano e custodiscano i fanciulli prima e dopo l'orario scolastico, li sovvenzano di cibo, di vesti, di quanto occorre per la scuola, li educino ai sentimenti e alle abitudini della previdenza e della solidarietà umana;

che dal ceppo della scuola primaria comune devono dipar-

tirsi scuole professionali, varie secondo la opportunità dei luoghi, nelle quali i figli del popolo possano prepararsi con opera di intelligenza all'esercizio dell'arte o del mestiere;

che devono essere largamente promosse, diffuse e sovvenute tutte le opere che hanno per fine di diffondere fra il popolo e di elevare la coltura scientifica, letteraria, artistica *e filosofica*, quali le Biblioteche popolari, i Corsi di conferenze, e simili;

che il Governo ha il dovere di assegnare le più ampie e le migliori risorse sue alla Scuola del popolo ed alle opere che la integrano ed aiutano, sia assumendone interamente il carico, sia obbligando a contribuirvi altri enti pubblici, sia sussidiando largamente le iniziative particolari e private.

LUIGI FRISO.



ADUNANZE DELLA PRIMA SEZIONE.

Prima Seduta: 16 settembre, ore 9.

Istituzioni ausiliarie e integrative della Scuola Primaria. — Funzione pubblica o privata delle stesse.

Presidenza del Presidente Edouard Petit.

PRESIDENTE. — Vi ringrazio dell'onore che mi avete fatto, e vi prego di essere brevi e ordinati nella discussione, perchè la prima Sezione è la più carica di lavoro. Invito i relatori a non leggere mai le relazioni, tanto più che quasi tutte sono state stampate e distribuite: ne riassumano solo il concetto generale e ne espongano la conclusione. Questa mattina dobbiamo svolgere il tema generale della I^a Sezione, riguardante le Opere e le Istituzioni ausiliarie e integrative della Scuola primaria, al quale accennò già magistralmente il prof. Friso nella precedente seduta plenaria.

Sono iscritti il signor Jeannot, Ispettore delle Scuole primarie a Parigi ed il Senatore Belga Lafontaine per la Ligue Belge de l'Enseignement. Questa mattina inoltre ci occuperemo dell'Assistenza dello scolaro come funzione pubblica o privata, per la quale sono iscritti l'avv. Belloni, assessore dell'Istruzione ad Alessandria, l'on. Cabrini prof. Angiolo ed il prof. Guyot delegato dal Comune di Torino. Se noi esauriremo questo compito, non avremo perduto del tempo.

Dò, dunque, la parola al sig. Jeannot.

JEANNOT. — Espone ed illustra diffusamente il contenuto del suo *Rapport sur les Œuvres post-scolaires en France* inserito in estenso negli atti (v. p. 23) e alla fine è salutato da generali applausi.

COMM. RAVÀ. — Dalla splendida e minuta relazione del prof. Jeannot di tutto quanto si è fatto in Francia, constatato che se questa è già inoltrata su un cammino glorioso, noi pure siamo ad un buon inizio; e in questo senso ben poco ci manca. Anche in Italia si nota infatti il continuo sorgere di biblioteche popolari e circolanti, di educatori e di ricreatori; si fanno dei tentativi di corsi d'istruzione e conferenze di agraria nelle caserme nelle ore in cui i soldati rimangono inoperosi. Non manca neppure un esempio « *d'école ménagère* ».

A Roma sono abbastanza frequenti le manifestazioni sportive e le gare ginnastiche fra i diversi educatori, liberali e cattolici. È però mio dovere di riconoscere anche i nostri difetti. Noi siamo ancora troppo scettici; per cui, invece di correggere ma incoraggiare, distruggiamo ogni buona iniziativa, mettendola in derisione. Così, per esempio, avvenne per l'istruzione agraria a proposito dei campicelli: invece di estendere e rendere pratica ed efficace quella istituzione abbiamo ucciso o almeno sminuito ciò che poteva divenire un grande fattore del progresso agricolo nazionale. Altro nostro difetto poi è la mancanza di continuità nel programma nazionale della scuola. Al Ministero le crisi si succedono rapidamente, ma il peggio è che ogni cambiamento di Ministro significa quasi sempre cambiamento totale di indirizzo, mentre questo, almeno nelle sue linee generali, dovrebbe essere unico e continuativo, non abbandonato al criterio personale del Ministro, ma tracciato dal Parlamento. (*Approvazioni*).

Altro difetto. A noi non manca lo spirito patriottico: la storia del nostro Risorgimento è lì a dimostrare che in Italia c'è esuberanza e non difetto di tale sentimento. Ma ai diversi partiti che si combattono nel Parlamento e negli altri campi dell'attività politica io direi che quando si tratta di formare la scuola nazionale tutti i partiti devono far tacere i loro dissidi e sentirsi uniti dall'amore per l'educazione e l'istruzione del popolo, non ci devono essere più socialisti, liberali o democratici, dobbiamo unirli tutti per conseguire l'unità della coscienza nazionale a cui la Francia col suo patriottismo ha saputo arrivare!

PRESIDENTE. — Sono felice che quanto ha detto il prof. Jeannot abbia provocato le nobili parole del comm. Ravà. Dodici anni fa noi pure eravamo al vostro punto. Poco danaro, poche scuole serali e festive, non patronati, salvo che clericali. Oggi, invece, mercé gli sforzi e la devozione di istitutrici ed istitutori, grazie

alla iniziativa privata, grazie al concorso dei Dipartimenti, grazie al concorso dello Stato, le ventimila lire iniziali sono aumentate a due milioni dati dall'iniziativa privata e due milioni largiti dallo Stato, e spero aumenteranno. Siamo venuti a raccontarvi ciò per mostrarvi come siamo riusciti al raggiungimento del medesimo ideale Dove c'è miseria c'è analfabetismo: non ci devono essere differenze di partiti politici quando si tratta di elevare il popolo a dignità di cittadini, come non ci sono frontiere che ci dividono e c'impediscono di darci la mano nella lotta per il progresso dell'Umanità. (*Applausi*).

Dovrebbe ora parlare il Senatore Lafontaine per la lega Belga dell'insegnamento; ma egli è impegnato al Congresso della Pace.

Dietro invito del Presidente, la Segretaria signorina Malnati dà lettura delle

conclusioni della Relazione su « *Les Œuvres scolaires en Belgique* » (v. p. 35) presentate dalla *Ligue Belge de l'Enseignement*.

1. Le Opere scolastiche sono l'integrazione indispensabile dell'insegnamento, poichè favoriscono la frequenza regolare della scuola.

2. Bisogna dedicarsi a propagare sempre più la loro azione, perchè vi sono ancora molti fanciulli che non seguono i corsi della scuola primaria. (Secondo il rapporto triennale del 1902 risulta che 122,957 ragazzi correvano la strada nell'anno 1902. Nel 1897 il ministro Schollaert ha constatato, dietro inchiesta speciale, che in quell'anno 169,000 fanciulli avevano abbandonato la scuola prima del tempo).

La causa prima di questa deplorabile condizione di cose è la miseria. Una recente inchiesta, fatta dalla Commissione delle Opere scolastiche della Lega Belga dell'Insegnamento, stabilì che, nelle scuole primarie, sopra 100 fanciulli 21.38 sono nutriti insufficientemente.

3. Le opere scolastiche devono essere sostenute dagli sforzi simultanei dei Comuni e della iniziativa privata.

4. Bisogna creare un Comitato d'Assistenza Scolastica il quale abbia la funzione di incoraggiare le Associazioni filantropiche protettrici dell'infanzia bisognosa, di formare un bilancio della assistenza scolastica, con il concorso di queste Associazioni, organizzando collette, feste, tombole, ecc., e di accertare quali siano i fanciulli veramente bisognosi.

5. Il Comune deve colmare il *deficit* di questo bilancio. Il Comitato d'Assistenza esplicherà pertanto la sua azione sotto il controllo dell'Autorità Comunale.

6. Bisogna istituire in ogni scuola una cantina dove i ragazzi ricevano un pasto completo.

7. Il Comitato d'Assistenza procurerà, specialmente d'inverno, buoni vestiti ai fanciulli bisognosi.

8. Si devono costruire molte ville scolastiche in campagna per dar modo di vivere per qualche tempo all'aria libera e sana ai fanciulli indigenti e deboli. In mancanza di ville potrebbero essere utilizzati gli edifici scolastici di centri rurali.

9. Dopo una malattia, i fanciulli bisognosi dovranno essere mandati a passare la convalescenza in dette ville.

10. Il trasporto dei piccoli coloni sarà gratuito.

11. Si esigerà una quota settimanale modestissima dai genitori i figli dei quali godano i vantaggi dell'assistenza scolastica.

12. Tali vantaggi potranno godere soltanto i fanciulli bisognosi che frequentino scuole ufficiali, essendo che queste ricevono i fanciulli senza distinzione di religione. Nè lo Stato, nè il Comune debbono sostenere istituti scolastici di partito.

L. TIMMEMANS.

PRESIDENTE. — Mi sembra che questo riassunto entri nel tema generale, se lor signori credono, si discuterà subito. — Raccomando agli oratori di esser brevi.

AVV. BELLONI. — La mia missione è di riferire quanto si è fatto in Alessandria per dedurne il da fare, perchè col buon cuore e la buona volontà si può far molto, come dimostrò il sig. Jeannot.

Il Relatore, ricordati i tre quesiti che il Comitato ordinatore propose come ragioni e limiti del Congresso, dichiara di attenersi nel riferire ciò che già si fece nel Comune di Alessandria e nell'accennare a ciò che si intende di fare dall'attuale Amministrazione per l'educazione popolare. Egli continua:

Sopra un'entrata effettiva di lire 1,645,663. 21, si spendono dal Comune di Alessandria ben lire 501,053 per l'istruzione e cioè 1/3 circa dell'entrata totale del Bilancio.

Faccia lo Stato altrettanto e l'Italia cesserà di esser matrigna di un popolo di analfabeti. (*Applausi*).

Alessandria deve questi buoni risultati anzitutto alla riforma tributaria che alleviò le condizioni dei lavoratori e permise una maggior elasticità al bilancio comunale. Questo per me e per quanti la pensano come me ha valore di questione pregiudiziale.

La munificenza privata è ammirevole, come ogni cosa bella e rara, ma non dà affidamento di sufficienza e di continuità.

E invero l'azione del Comune va poco per volta, ma necessariamente sostituendo l'azione privata. Così è avvenuto per la stessa Scuola primaria, così avverrà per le Opere ausiliarie e integrative.

È perciò necessario che lo Stato non gravi troppo sul Bilancio Comunale.

Come rendere proficua quanto più è possibile al fanciullo la scuola primaria?

Abbiamo in Alessandria gli asili per preparare i bambini alla Scuola primaria: ma uno solo, quello annesso come modello alla Scuola magistrale, è retto secondo il metodo froebeliano: gli altri appaiono piuttosto dei ricoveri e sono per lo più nelle mani di clericali. Vogliamo, come dice il comm. Ravà, essere patrioti, vogliamo l'unità della patria, e perciò è intenzione dell'Amministrazione attuale, oltre che di accrescere il numero degli Asili, specie nei sobborghi, di assumerne direttamente la direzione generale, elevandola a funzione municipale, allo scopo altresì di portar loro tutti quei miglioramenti che oggi sono imposti dalla scienza pedagogica. (*Vive approvazioni*).

Per aiutare e integrare l'azione educativa e istruttiva della Scuola primaria si istituirono: il *Patronato Scolastico*, la *Refezione Scolastica*, il *Dopo Scuola*, e la *Scuola Autunnale*.

Il Patronato Scolastico per gli alunni poveri funziona da dieci anni. Da principio si limitava alla distribuzione di libri e quaderni; poi, a poco a poco, si estese alla distribuzione di indumenti, e finalmente all'istituzione della Refezione Scolastica, del Dopo Scuola e della Scuola Autunnale.

In questo modo le spese, che una volta erano contenute in modesti limiti, sono venute via via crescendo così da raggiungere presentemente la somma di lire 16,200 circa *che grava tutta sul Bilancio Comunale*. Nell'anno Scolastico 1905-906, testè chiuso, il Patronato Scolastico ha fornito i libri di testo a circa 400 alunni ed ha somministrato i quaderni e la carta occorrente a 5740 alunni.

Distribui la refezione durante i mesi di dicembre, gennaio, febbraio e marzo, e cioè per 78 giorni di Scuola, a circa 1000 alunni tra maschi e femmine.

Gli stessi alunni hanno fruito dell'educatorio *Dopo Scuola* che funzionò dal gennaio a tutto maggio.

Furono distribuiti numerosi capi di vestiario, calzature, tela per lavori domestici, ecc. Nei mesi di agosto e settembre funziona la Scuola autunnale che sottrae un numero sempre più ragguardevole di fanciulli ai pericoli dell'ozio e della strada, conserva ed accresce i buoni frutti della scuola regolare.

Non v'ha ormai più alcuno, lo so, che non veda l'utilità indiscutibile di tutto questo: la questione si riduce al bilancio, ma a questo riguardo io mi richiamo alla mia pregiudiziale.

Funziona pure una Scuola di ginnastica e di canto che svolge il programma annuale.

Nella Scuola Autunnale in corso funzionano le doccie, in apposito locale municipale. Sono obbligatorie per tutti gli scolari, salvo dispensa per dichiarazione medica.

L'attuale Amministrazione popolare intende dare il massimo sviluppo a tali opere, specie alla refezione scolastica come necessaria conseguenza alla obbligatorietà dell'insegnamento elementare. Il fanciullo, al cui mantenimento la famiglia non è in grado di provvedere sufficientemente, se non mettendolo al lavoro, non può essere costretto a frequentare la Scuola che ad un solo patto: quello di essere mantenuto dalla collettività.

Il Relatore, dopo avere completato il quadro di quanto si fa per l'istruzione degli adulti dal Comune ch'egli rappresenta, con brevi e rapidi cenni sulle Scuole per gli adulti, il Museo e la Pinacoteca, l'Istituto musicale, l'Università Popolare e la Biblioteca Comunale, la Scuola di Commercio e d'Arti e Mestieri, delle quali istituzioni trattano particolarmente la seconda e la terza Sezione, conclude, affermando che *senza una notevole diminuzione delle imposte, specialmente le indirette, gravanti sulle classi disagiate, e senza una maggiore elasticità dei bilanci comunali, ottenuta con adeguati sgravi da parte dello Stato, poco si potrebbe fare a pro dell'istruzione popolare; e propone che si faccia propaganda attiva per risvegliare le classi lavoratrici a un sentimento più alto della vita, nella persuasione che esse stesse sapranno compiere e indirizzare a loro vantaggio tutte quelle istituzioni che già esistono e crearne delle più adatte.*

Il PRESIDENTE dà notizia di una relazione mandata dal Sindaco di San Pier d'Arena (v. p. 87), ispirata ai principi illustrati dall'avv. Belloni, e in assenza del comm. Guyot, che doveva sostenere la tesi opposta, richiama la di lui relazione sull'*Assistenza Scolastica* (v. p. 79) già stampata e distribuita ai Congressisti.

On. CABRINI. — Per circostanze di famiglia l'avv. Majno, all'ultimo momento, ha avvertito il Comitato che gli è impossibile di venire al Congresso. Egli certo, per competenza e profondità di studi, avrebbe svolto il tema con maggior efficacia di me. Il compito però è agevolato da una serie di precedenti favorevoli, portati a conoscenza dei Congressisti dagli egregi Oratori che mi hanno preceduto. Se ci collochiamo dal punto di vista dell'indissolubilità delle due funzioni — Scuola elementare e Opere di Assistenza — noi crediamo risolto pure il problema della necessità dell'assistenza scolastica nell'obbligatorietà della scuola popolare. Sbarazzato così il campo, ci domandiamo: ma l'assistenza scolastica deve essere funzione pubblica o privata? Noi dobbiamo tener conto delle condizioni di quanto si fa e dei bisogni negli altri paesi, non solo nel nostro. Si deve però dire, per la storia dell'impotenza dell'iniziativa

privata, che, per ciò che riguarda l'Italia, all'infuori di pochi grandi centri, non possiamo essere d'accordo coll'ottimismo del comm. Ravà, che vede già l'Italia gareggiare con la Francia; poichè, malgrado tutto, noi dobbiamo convenire che il nostro paese non solo è ben lontano dall'aver organizzato l'assistenza scolastica, ma nella sterminata maggioranza de' suoi Comuni dimostra che non possiede ancora una vera e propria organizzazione scolastica. Non c'è ragione di condannare il popolo latino al posto che occupa in Italia! Ma se anche questa organizzazione fosse fatta, faremmo male a chiudere le porte all'iniziativa privata che può integrare l'opera dello Stato stesso. Per l'assistenza ai poveri dapprima c'era la sola beneficenza privata, buona quando emana da sentimenti puri, ma che umilia sempre chi riceve; poi la beneficenza divenne collettiva perchè la vita va viepiù organizzandosi sul concetto della collettività, che è la tendenza predominante della vita moderna. Mentre nei tempi passati tutte le attività avevano una efficacia nelle manifestazioni individuali, ora un paese è tanto più forte quanto più ha tendenze collettive, ed ecco la ragione della superiorità della Germania così nella vita economica che in quella dello spirito. Ma l'azione privata deve essere integrativa della funzione pubblica, la quale sola può intervenire in modo generale ed esauriente.

L'assistenza scolastica a mezzo di patronati privati si esplica con tale diversità di risorse da dar l'immagine delle montagne russe. La cosa rasenta il grottesco se si pensa che spesso — come avviene in una città che tutti conosciamo — dove i bisogni sono maggiori, immensi, là sono minime, irrisorie le risorse, le quali viceversa abbondano nei quartieri aristocratici in cui naturalmente i veri bisognosi sono pochissimi.

È pertanto necessaria una razionale perequazione; è necessario riunire tutti i fondi in un bilancio solo che li ripartisca equamente in proporzione dei diversi e reali bisogni. In conclusione, l'assistenza scolastica deve essere organizzata come funzione pubblica.

Però siccome essa si esplica con istituzioni e con intenti diversi da nazione a nazione, da città a città, a seconda delle particolari contingenze storiche e a seconda delle varie condizioni locali d'ambiente, di vita e di scuola, mi sembra che l'assemblea debba esprimere, più che una mozione precisa, un voto di tendenza, che, se può sembrare indeterminato, è però imposto dalla natura internazionale del Congresso.

Premesso ciò, ecco l'ordine del giorno che io presento:

« La prima sezione del Congresso afferma che gli esperimenti fatti nelle diverse nazioni dagli Istituti che mirano ad integrare la Scuola popolare, dimostrano la necessità che l'assistenza scolastica da privata vada gradatamente assumendo carattere di

funzione pubblica esercitata da appositi organi rispondenti alle esigenze della vita locale e alla natura della assistenza stessa.

CABRINI.

PRESIDENTE. — Ringrazio l'on. Cabrini che con tanta eloquenza ha riassunto la sua tesi. È una tesi generale, di misura equilibrata, che mi permetto di mettere ai voti.

L'ordine del giorno Cabrini è approvato.

Sono le 11: il Presidente sig. Petit avverte che la seduta è sospesa per la conferenza di Mr. Friedel, vice-direttore dell'Istituto Pedagogico di Parigi, e lascia il posto all'on. Credaro.



INTERMEZZO

ADUNANZA GENERALE.

Presidenza del Presidente ON. LUIGI CREDARO.

Les Œuvres auxiliaires et complémentaires de l'École Primaire en France.

Conférence de Mr. H. Friedel, organisée par l'École Internationale de Exposition — Président, M. Léon Bourgeois.

IL PRESIDENTE CREDARO presenta il Conferenziere con brevi, ma sentite parole.

MR. FRIEDEL: — M. Le Président,

Mesdames, Messieurs,

Je n'ai pas suivi, et je le regrette bien, les travaux de votre Congrès, mais je connais votre programme. Ce programme comprend toutes les œuvres juxta-, circum- et post-scolaires, ou pour me servir d'une expression à la fois plus précise et plus expressive, toutes les œuvres auxiliaires et complémentaires de l'école primaire.

En ce qui concerne mon pays, j'ai envoyé au bureau de votre Congrès les deux opuscules de mon distingué collègue, M. Maurice Pellisson, sur « *les œuvres auxiliaires et complémentaires de l'école en France* » et sur « *les bibliothèques populaires à l'étranger et en France* ». Ces ouvrages ont été faits, je tiens à le déclarer, avec une conscience et une compétence qu'il serait difficile d'égaler,

et à l'aide d'une documentation que le Département des œuvres postsecondaires, la Bibliothèque et l'Office d'informations de notre Musée Pédagogique ont réunie avec le plus grand soin.

Aussi me garderai-je de vous résumer ici le travail de mon collègue autrement qu'en vous disant que c'est le meilleur travail d'ensemble sur la question en France.

Les représentants de l'Enseignement de France qui m'écoutent peut-être ici, ne me contrediront pas. Et puisque le Musée Pédagogique n'aurait pu publier les deux fascicules sans le concours très effectif de quelques-uns d'entre eux, M. Ferdinand Buisson et M. Edouard Petit notamment, pour ne citer que ces deux généraux en chef de notre armée scolaire, comment pourrais-je oser, moi ouvrier de deuxième et de troisième main, rapetisser leur œuvre colossale devant vous en l'esquissant à l'usage d'une séance de Congrès où le temps manque ? Mon but est autre.

M. Pellisson a fait œuvre d'historien. Il a constaté, et il s'est abstenu à maints endroits de discuter certains faits qu'il rapporte, d'en approfondir les causes, de proposer de solutions qui pourraient paraître les conséquences définitives. Cela n'entraîne pas dans ses intentions. Je ne le ferai pas ici, si vous le voulez bien. Ce que voudrait faire, c'est de considérer les œuvres dont il sera question non pas à part, mais comme des rouages réels, nécessaires ou possibles de notre système scolaire. Cela limite mon sujet, car vous comprenez qu'il est impossible de vous prêter de toutes nos œuvres scolaires. Je parlerai seulement de celles qui se coordonnent dans le système existant de notre Enseignement primaire public, dans le « Unterrichtsbetrieb » comme diraient les Allemands. Cela me portera à cette question générale : Comment les œuvres auxiliaires et complémentaires ont-elles réagi, réagiront-elles ou pourront-elles réagir sur la pédagogie officielle de notre époque ?

L'Ecole de nos jours est quelque chose de très vivant. A peine l'a-t-on dotée d'une organisation qu'il devient nécessaire de faire des réformes. Elle est en rapports directs et constants avec notre civilisation dont elle est, notez-le bien, la cause, non pas comme certains le rêvent, l'effet. De là cet état que les Anglais appellent « unrest ». Plus elle donne à la civilisation, plus celle-ci lui demandera de donner. L'école primaire est particulièrement sujette à ces secousses où d'aucuns voient des difficultés, des crises, et qui ne sont autre chose que des manifestations de la vie.

Lorsqu'on en a fait un service public (on sait combien les services publics sont exposés à la critique de tout le monde), on lui a assigné comme but à atteindre « les connaissances indispensables ». Terme vague, n'est-ce pas ? et surtout très relatif. Ce qui est indispensable aujourd'hui, est insuffisant demain. Pour nos

Conventionnels de la Révolution, l'indispensable consistait en ce qu'il fallait pour exercer intelligemment les droits du citoyen. Les Américains de nos jours demandent à leurs autorités scolaires l'instruction nécessaire pour arriver aux plus hautes situations. Entre ce minimum et ce maximum il y a de la marge. La mesure d'instruction que doit donner l'école primaire embarrasse toujours, vous le savez, les législateurs lorsqu'il est question de la durée de l'obligation scolaire, et c'est d'elle cependant que dépend toute l'organisation pédagogique de l'école : les programmes, le nombre et la préparation des maîtres.

Cependant, on approche de la solution, je crois. Les facteurs du problème se précisent : Les conditions de la vie moderne sont devenues telles que ce n'est plus à l'autorité de fixer ce que l'individu doit savoir. C'est à l'individu lui-même de sentir ce qui lui est nécessaire, surtout de vouloir et de pouvoir se le procurer par lui-même à n'importe quel moment de sa vie et dans toutes circonstances. La notion que l'individu est une unité sociale consciente, agissante et libre domine de plus en plus les esprits. Préparer l'homme à tenir son rôle dans les conditions sociales de son pays, ne pas lui donner une encyclopédie plus ou moins complète de connaissances préparées par d'autres à son intention, mais développer ses facultés, toutes ses facultés afin qu'il puisse s'orienter le plus rapidement possible dans la vie, voilà un but précis. Et ce but, on peut l'atteindre.

La pédagogie, à l'heure actuelle, est plus qu'une branche de la philosophie ; elle est plus qu'un ensemble de théories abstraites sur la meilleure façon d'élever les enfants : elle est une science sociale dans le vrai sens du mot ; elle est la première, je dirai la plus importante des sciences sociales, car c'est elle qui prépare les principaux éléments sociaux, les hommes, à remplir convenablement leur rôle dans les sociétés humaines. En descendant des hauteurs de la spéculation philosophique pour se mêler aux réalités, au milieu desquelles vivent, travaillent, souffrent ou se réjouissent les hommes, la pédagogie a reçu des réalités elles-mêmes la mission très déterminée non seulement d'empêcher les générations montantes de devenir des non-valeurs sociales, mais de faire de ces générations des valeurs sociales conscientes et agissantes.

Or, l'école, et surtout l'école primaire, est le principal instrument, de la pédagogie. Et l'homme doit être une valeur sociale au triple point de vue physique, intellectuel et moral. L'école, telle qu'elle est organisée actuellement, peut-elle remplir cette tâche ? Je le crois, et nous verrons comment. La remplira-t-elle toute seule, sans aide du dehors ? Là, sans hésiter, je réponds : non, du moins pas dans la mesure qu'il est nécessaire.

C'est même pour cette raison qu'on a créé des œuvres auxiliaires et complémentaires.

Voyons d'abord les œuvres dites auxiliaires et classons-les suivant le but qu'elles se sont donné, en œuvres d'action physique, intellectuelle et morale ou sociale. En tête je place, à cause de leur importance directement pédagogique, celles qui visent la valeur physique. Ce sont en France les cantines scolaires et les colonies de vacances, aidées les unes et les autres par les caisses scolaires telles qu'elles sont fort bien décrites dans l'ouvrage de M. Pellisson. Cependant il en manque une, dont il n'existe en France que les promesses : L'institution des médecins et l'organisation de la surveillance médicale qu'elle permettra.

Un dégénéré physique est une non-valeur sociale. Il n'est rien par lui-même, et il empêche ceux qui l'entourent de donner et de recevoir toute leur valeur sociale. La société est donc en cas de légitime défense, non pas en supprimant les non valeurs physiques, comme cela se faisait chez les Spartiates, mais en édictant des lois d'hygiène et de préservation physique. Vous savez aussi bien que moi combien souvent ces prescriptions sont mal reçues et négligées, moins par mauvais vouloir que par ignorance. C'est donc à l'école, sur les enfants qui y sont réunis, que la campagne contre la dégénérescence physique est menée le plus efficacement. Premièrement, en rendant les enfants capables par l'instruction de reconnaître l'utilité des mesures d'hygiène et de s'y soumettre toujours. Deuxièmement en donnant à l'enfant, sans même qu'il s'en aperçoive, des habitudes d'hygiène qui deviendront comme une seconde nature. Troisièmement en développant son physique soit par des exercices appropriés, soit en prévenant l'affaiblissement par une distribution rationnelle du travail et de la récréation.

Il est entré dans la pédagogie une bonne portion de physiologie. Avec la psychologie qui a remplacé l'empirisme de jadis, la nouvelle venue a singulièrement compliqué le métier d'instituteur. L'heure est venue de simplifier en divisant la tâche.

L'obligation scolaire (supposons qu'elle soit rigoureusement observée et que l'école primaire soit commune à tous les enfants sans distinction, espérances qui ne sont pas chimériques, vous en conviendrez) l'obligation scolaire amène devant l'instituteur tous les enfants. Les classes se constituent et le travail commence. Avec quels éléments disparates ! S'est-on seulement rendu compte si le physique de tous les enfants supportera le travail auquel on doit les soumettre ? Dès les premières semaines, il y a des traînants, des élèves que les maîtres considèrent comme des paresseux, voire même comme des cancre. Eh bien ! ceux-là ne sont trop souvent que des affaiblis physiques, des petits souffrant d'un mal congénital, des rachitiques, des mal nourris.

loi permettez moi un parallèle.

Dès qu'un jeune homme a vingt ans, il appartient à une institution de la société qu'on appelle la défense nationale: il est astreint au service militaire qui dure plusieurs années. Quelle que soit sa condition sociale, fils de millionnaire ou fils d'ouvrier, noble ou roturier, il doit se présenter à une commission dont le principal personnage est le médecin militaire. Dans le nombre total des conscrits on opère un triage en vue du travail à accomplir. Les plus forts iront au travail normal du service actif; les moins forts iront à la réserve et aux services auxiliaires de l'armée où ils peuvent rendre des services. Pendant toute la période que dure le travail de préparation à la défense de la patrie, les médecins spéciaux surveillent et suivent les hommes. Le conseil de révision et la surveillance permanente de notre santé ne nous apparaissent plus comme une vexation imposée, mais comme une chose toute naturelle, comme un droit que nous avons en échange du travail auquel nous consentons à nous soumettre dans l'intérêt de tous.

Pourquoi ne fait-on pas la même chose pour les écoliers? L'école est une défense nationale au premier chef dans l'ordre actuel des choses; elle est obligatoire comme le service militaire; elle est entrée dans nos mœurs. Eh bien! Messieurs, il ne s'est pas fondé une seule œuvre auxiliaire de l'école ayant pour but exclusif de faire examiner les enfants par un médecin et de les faire examiner régulièrement pendant toute la durée de la scolarité. On demande ce service à l'Etat. Mais l'Etat ne peut pas tout faire, et ce qu'il fait, il le fait lentement, pondérément. Or je sais que certains pays ont accompli l'effort de faire des médecins scolaires une institution officielle et permanente. Si la France n'est encore qu'à la période d'essai, je dois dire cependant que nulle part on ne se préoccupe autant de la protection de l'enfance que chez nous, et que nulle part, autant que je sache, les médecins scolaires ne forment à l'heure qu'il est un corps compact et reconnu, semblable au corps des médecins militaires.

Messieurs, voici un vœu à formuler sur une œuvre auxiliaire à créer:

Qu'il soit formé, pour activer et sussidier les efforts de l'autorité publique en vue de la création d'un corps de médecins scolaires (dans lequel seront admis les médecins militaires et les femmes médecins) des associations ayant pour but de faire examiner par des personnes compétentes tous les enfants soumis à l'obligation scolaire.

Il faut, Messieurs, vous êtes d'accord là dessus, je pense, que tous les ans, à la rentrée des classes, les enfants conscrits soient examinés soigneusement et classés en catégories selon leur consti-

tution physique, et qu'à partir de ce moment et pendant toute la durée de l'obligation scolaire ils demeurent sujets à un examen périodique et à la surveillance médicale. Cet examen et cette surveillance se feront par les soins des associations formées ad hoc là où cela ne peut se faire à l'école par le médecin officiel.

Ceux d'entre vous qui sont au courant des difficultés soulevées par les parents et par les médecins mêmes comprendront pourquoi je propose d'aider les autorités par l'initiative privée.

Le triage des enfants ainsi opéré, l'instituteur n'aura plus devant lui que des sujets capables de parcourir, sans défaillance, le programme normal. Ai-je besoin d'insister sur l'avantage énorme qui en résultera pour lui aussi bien que pour ses élèves? Je ne le crois pas.

Mais que fera-t-on des enfants que l'examen médical aura placés provisoirement dans la réserve?

Des classe spéciales tout simplement, comme il en existe déjà dans certains pays, des classes d'enfants « arriérés », pour leur donner un nom, où les enfants affaiblis resteront jusqu'au moment où ils seront assez fortifiés pour rejoindre leurs camarades normaux. On leur fera faire moins de travail intellectuel et on veillera davantage à leur développement physique. Les cantines scolaires, les colonies de vacances et les associations de surveillance médicale s'occuperont d'eux tout particulièrement. Ces classes, l'autorité scolaire doit chercher dès à présent des moyens pour les organiser.

Enfin, les enfants dont la constitution ou les tares sont telles qu'il est impossible, même dangereux, de les mêler aux autres seront répartis selon leurs tares dans des écoles d'enfants tuberculeux, rachitiques etc. Ces institutions tiendraient le milieu entre les institutions hospitalières qui existent déjà pour les enfants incurables, idiots ou épileptiques, et les écoles. D'où, Messieurs, encore un vœu se rattachant au précédent.

Que l'initiative privée se préoccupe de fonder, dans des milieux appropriés, des écoles sanatoria, confiées à un personnel spécial et ayant leur médecin attitré. Y seront placés d'office tous les enfants malades, que les parents ne pourront garder près d'eux pour les soigner convenablement.

Ces institutions s'acclimateront, et le triage médical des écoliers entrera dans les mœurs tout comme cela s'est fait pour la conscription militaire. Ce sera même plus facile en France, quoi qu'on dise de notre caractère réfractaire aux ingérences dans nos petites misères de famille. Nous avons les écoles maternelles. Réorganisées, strictement contrôlées et rattachées d'une façon étroite à l'école primaire, ces institutions pourront rendre d'énormes services, et simplifier d'une façon notable la surveillance médicale à l'école

primaire elle-même. Le bon pépiniériste qui veut avoir de beaux arbres surveille plus soigneusement les toutes jeunes pousses. Faisons de même pour nos enfants. Ne fait-on pas déjà des cours de puériculture dans nos écoles? Les mères à qui on aura donné des idées nettes sur la première enfance ne s'opposeront pas à la surveillance médicale de leurs gosses. On aura fait beaucoup quand on aura rassemblé les enfants des plus pauvres, des plus ignorants, de ceux qui fournissent le gros contingent des rachitiques et des dégénérés abandonnés. Beaucoup de parents ne demanderont pas mieux que de savoir leurs enfants bien surveillés et soignés, même loin d'eux, puisque déjà ils ont l'habitude de les placer en nourrice à la campagne. D'autre part, bien des mères qui ont de la répugnance à se séparer de leurs enfants, sachant que la loi pourra les leur enlever, se préoccuperont davantage de la propreté et de la nourriture de leurs petits.

Tout le monde est d'accord, je crois, sur la nécessité des institutions que je viens d'esquisser. Je ne tiens pas au détail de l'organisation. Tout ce qui importe, c'est de vous convaincre que leur réalisation deviendra possible si on en fait d'abord des œuvres auxiliaires de l'école dans lesquelles l'initiative privée aura une large part. Je n'en veux pour preuve que les caisses scolaires, les cantines scolaires et les colonies de vacances. Ne sont-elles pas issues elles aussi de l'initiative privée, et cette même initiative privée, n'y garde-t-elle pas encore aujourd'hui une part aussi grande, plus grande peut-être, que celle des autorités publiques? — Un bataillon de la garde nationale dissoute de Paris lègue, en 1849, le reliquat de sa caisse au maire du deuxième arrondissement au profit des écoliers indigents de cet arrondissement. Voilà l'origine des caisses scolaires. En 1867, Duruy, alors Ministre de l'instruction publique, cherche à généraliser les caisses d'écoles en leur accordant des subventions publiques en dehors du droit de recevoir des cotisations, des souscriptions et des dons. En 1882, Jules Ferry les rend obligatoires pour prévenir les cas où l'indigence fût invoquée comme prétexte de la non observation de l'obligation scolaire. Mais l'Etat ne pouvant tenir ses promesses de subvention à toutes les communes, on fut réduit à ne subventionner que celles qui feraient par elles-mêmes preuve de vitalité. Aujourd'hui toutes les communes de France n'ont pas leurs caisses scolaires. C'est grand dommage. Mais qui voudrait blâmer l'Etat? En résumé, une chose est sûre: celles qui existent, et leur nombre est respectable, emploient leurs ressources, avant tout, à organiser et faire vivre des cantines scolaires.

L'idée de procurer un repas chaud et substantiel à midi aux écoliers qui n'en trouveraient pas chez eux, le même Ministre Duruy

déjà cité l'a fait sienne. Aujourd'hui il existe des cantines scolaires dans tous les centres importants de France. Les petites communes trop pauvres pour avoir une caisse scolaire se contentent d'un ingénieux expédient, qu'on appelle les soupes scolaires : chaque élève apporte sa part de provisions fraîches et de légumes épluchés, à tour de rôle les plus grands font bouillir le tout pendant les heures de classe ; à midi chacun trempe sa soupe et après le repas rince sa gamelle pour le lendemain ; les dépenses de graisse et de chauffage reviennent à quinze centimes environ par mois pour chaque élève.

Les cantines scolaires sont un moyen excellent, ai-je besoin de le dire ? pour éviter la dégénérescence physique par suite de nourriture mauvaise ou insuffisante, pour combattre l'alcoolisme, pour donner aux plus petits le goût de l'ordre, de la propreté et de la solidarité.

Les caisses scolaires contribuent aussi aux colonies de vacances.

Vous connaissez les colonies de vacances. La France ne fait peut-être pas encore autant à ce point de vue que certains autres pays. Mais l'élan est donné. L'initiative privée, les associations d'anciens élèves et d'instituteurs, les communautés religieuses, la presse rivalisent avec les autorités scolaires pour procurer aux petits écoliers des séjours récréateurs à la campagne, à la mer, dans les montagnes. La parfaite organisation — celle des colonies parisiennes due à MM. Gréard et Buisson est un modèle du genre — a donné à cette institution d'importation étrangère un essor rapide et considérable. Les municipalités — celle de Paris donne 200.000 frs. par an à cet effet — et les caisses d'écoles unissent leurs efforts. Ils sont encore insuffisants malgré tout. L'œuvre sera complète lorsqu' on aura créé à l'exemple de quelques associations privées, et de quelques municipalités, des maisons de campagne permanentes qui pourront recevoir non pas pendant un mois, mais tant qu'il sera nécessaire, les écoliers que les médecins scolaires jugeront bon d'exclure pour un temps des classes ordinaires. Je n'ose pas escompter l'heure où les bâtiments des écoles normales d'instituteurs et d'institutrices deviendront vacants, par suite de la préparation du personnel enseignant dans les écoles secondaires et dans les Universités. C'est là une réforme dont on parle beaucoup en ce moment en France et ailleurs. Et puisqu'on a dit pour combattre cette réforme que l'Etat ne pourra pas laisser sans usage des bâtiments qui ont coûté de fortes sommes, quel meilleur usage pourrait-on en faire que d'y installer des écoles de campagne ou des sanatoria-écoles ?

Et qui donc regretterait l'argent ? En France, certaines écoles normales servent déjà, pendant les vacances, aux colonies scolaires.

Je juge des institutions de campagne pour écoliers débiles aussi nécessaire que des casernes.

Messieurs, c'est presque naturellement que les œuvres auxiliaires de l'école visent le bien être physique des écoliers: naturellement aussi ce genre d'œuvres auxiliaires s'est développé le plus, elles ont la faveur du grand public et des autorités.

Leur influence peut se faire sentir très directement sur la pédagogie en l'aidant puissamment à réduire le nombre des non-valeurs intellectuelles. Ai-je besoin de vous démontrer combien plus facile et plus profitable sera la tâche de l'instituteur qui n'a affaire qu'à des enfants bien portants? Quoi qu'on en dise, l'enfant bien portant ne se fatigue pas si facilement pour apprendre. Sa curiosité toujours en éveil ne se lasse que lorsque on y répond d'une façon rebutante, maladroite et pédante.

À qui la faute, la plupart du temps, si le maître, en désespoir de cause, se cramponne au programme? Or, les programmes ne sont pas impératifs, et on a eu soin de les établir en vue de l'éducation autant que de l'instruction. Nos maîtres sont préparés pour être des éducateurs autant que des instructeurs.

Messieurs, la grande valeur pédagogique des œuvres auxiliaires que j'ai mentionnées jusqu'ici consiste à rendre possible à l'école primaire l'application de la pédagogie rationnelle, éducative des aptitudes naturelles de l'enfant. Sans peine, l'instituteur transformera ilf curiosité naturelle de l'enfant en un désir raisonné d'apprendre, et fera naître l'intérêt, qui est le plus puissant levier de la pédagogie. A quoi serviront, je me le demande, les bibliothèques et les collections scolaires, si les élèves n'ont aucun désir de les connaître?



PRIMA SEZIONE

Seconda Seduta: 16 settembre, ore 14.

***L'assistenza scolastica come funzione educativa.
— La refezione scolastica nel rispetto giuridico, economico e fisiologico. — L'assistenza igienica. — Gli Educatori.***

Presidenza del Presidente Edouard Petit.

L'on. avv. PROF. VITTORIO EMANUELE ORLANDO, ex-ministro della Pubblica Istruzione, ha la parola per riferire sul tema: *L'assistenza scolastica come funzione educativa*. Il suo discorso, frequentemente interrotto da applausi e coronato da ovazioni è integralmente inserito negli atti. (V. p. 73).

Il sig. EDOUARD PETIT, cede la Presidenza al Vice-Presidente prof. LUIGI FRISO.

L'avv. PROF. FALCINELLI ANTONIACCI ha la parola per riferire sul tema: *La refezione scolastica in Italia nel rispetto giuridico ed economico*.

— Fino da quando lo Stato intese il dovere e il diritto d'intervenire in aiuto e difesa della educazione intellettuale e morale del fanciullo, venne virtualmente a sancire il sacro dovere e l'imprescindibile diritto al suo intervento nella educazione fisica del fanciullo medesimo. E per educazione fisica intendo tutto un complesso di provvedimenti igienici che vanno dalla casa scolastica bene aereata e illuminata al banco di studio con scientifico criterio costruito, dai moderati esercizi ginnastici alla distribuzione degli indumenti, alla refezione scolastica.

Tali doveri e tali diritti hanno invero la loro sede naturale nei genitori, però che in tutte le legislazioni civili venne nella definizione stessa del matrimonio compreso l'obbligo della educazione della prole; ma quando questi doveri non sono intesi, quando questi

diritti vengono disconosciuti o per ignoranza o per miseria o per inerzia malvagia, deve lo Stato intervenire non solo quale vigile custode dei singoli diritti individuali, ma anche, e principalmente, quale legittimo rappresentante e mandatario di un diritto collettivo e sociale.

✕

Troppo poco frutto diede però la nostra legge sulla istruzione obbligatoria, e l'azione educativa della scuola elementare sulle crescenti generazioni rimase assai scarsa o del tutto inefficace.

Questo, anche a seguito di una assai pregevole relazione di Francesco Torraca sull'istruzione elementare nell'anno scolastico 1895-96 ben comprese lo stesso Governo, che pensò di rivolgere le sue cure, più che a disciplinare, ad ispirare e sollecitare nel paese l'assistenza scolastica, mediante la istituzione di *Patronati*, cercando di diffonderli in tutti i Comuni del regno, chiamando a cooperare in essi così le autorità comunali e gli insegnanti, come i cittadini di qualsiasi ordine, sotto l'impulso e la vigilanza delle autorità scolastiche locali.

Questi Patronati, che sorsero e si diffusero con il proposito di agevolare la frequenza degli alunni alle pubbliche scuole, principalmente per mezzo di soccorsi ai fanciulli più bisognosi e di ricompense ai più diligenti, ebbero sempre una vitalità assai debole, sia perchè mancanti di una saggia unità organica, sia perchè privi di corrispondenti mezzi economici.

Infatti ad essi venne destinato allora, da parte dello Stato, un fondo di L. 20,000, soccorso veramente irrisorio di fronte agli 8000 e più Patronati che avrebbero dovuto istituirsi in Italia. Le Province, i Comuni e gli Enti Morali risposero con eguale o maggiore parsimonia finanziaria; in modo che la sorte della provvida istituzione rimase più particolarmente e quasi esclusivamente affidata alla generosità dei privati, fonte questa ben arida ed instabile, e, per verità, se pur degna della maggiore ammirazione, non certo la più dignitosa e civile.

Lo Stato, in seguito, elevò il sussidio sino a L. 120,000, somma insufficientissima, quando si pensi che con essa vennero dal Ministero sussidiati (questa cifra segna la media annuale dell'ultimo quadriennio 1903-06) ben 1058 Patronati.

✕

Tra le varie forme di soccorso ai fanciulli poveri sorse naturale quella, sopra di ogni altra pratica e proficua, della Refezione scolastica, istituto che provvede alla somministrazione di un modesto pasto agli alunni, sufficiente a rendere atti il corpo e la mente a

ricevere quegli elementi di educazione morale e intellettuale che s'impartiscono nella scuola.

La refezione scolastica suscitò subito intorno a sé un vivo e sincero apostolato tra i veri amici dell'educazione popolare.

Già prima della istituzione dei Patronati si era inteso il bisogno di integrare la legge sulla obbligatorietà dell'istruzione primaria; ed appena due anni dopo da che la legge Casati fu promulgata, sorse a Venezia l'Opera Pia « Carlo Combi » con lo scopo di soccorrere con pane e con indumenti i fanciulli poveri *per la frequentazione della scuola elementare*. Ed è anzi qui giusto riconoscere come il benemerito fondatore Carlo Combi abbia percorso i tempi in questo campo di azione umanitaria e didattica. Nel 1888 si fondò a Casale Monferrato l'*Educatorio Casalese* con eguale pedagogico intendimento.

Anche coloro che sono dal Governo preposti a disciplinare e dirigere l'educazione nazionale hanno più volte levato una voce invocatrice (sino ad ora possiam dire del tutto inascoltata) per la refezione scolastica.



La recente legge Orlando, infatti, non è altro che, come fu giustamente chiamata, una legge di tendenza e ne abbiamo in due anni veduti gli effetti: in due anni l'assistenza scolastica non ha davvero per quella legge progredito troppo.

Quei Comuni che per proprio conto avevano compreso l'alta importanza della istituzione hanno continuato per la scuola del popolo la loro opera di illuminata redenzione; gli altri sono rimasti nell'antica indifferenza.

Nè le autorità preposte alla tutela economica e morale delle pubbliche Amministrazioni mostrano di aver compreso lo spirito animatore di quella legge: e così la Giunta Provinciale di Bologna riduce da L. 4000 a L. 2000 il sussidio per la Refezione scolastica di Medicina da istituirsi nel futuro anno scolastico: quella di Cremona lungamente contende coi pubblici amministratori di Casalmaggiore prima di approvare lo stanziamento di L. 1000 per la refezione scolastica che verrà istituita, per la tenace ammirabile insistenza di quel Comune, nel 1906-907; ed infine quella di Catania radia in quest'anno la somma stanziata per la refezione da distribuirsi ai soli alunni poveri.

Ed ora per un momento esaminiamo la disposizione Orlando per quanto riflette il modo di sovvenire gli alunni poveri.

Da essa limpidamente traspare il pensiero del legislatore, che da un lato sente e riconosce in tutta la sua importanza il bisogno di provvedere in modo efficace all'assistenza scolastica e dall'altro

vede e comprende le difficili condizioni dei bilanci comunali di fronte al cumulo delle crescenti spese obbligatorie, male equilibrantisi con le entrate già fisse in determinati confini. Tale contrasto si rispecchia nella disposizione, oggetto del nostro esame. Chè, mentre il legislatore non ha potuto gravare obbligatoriamente i Comuni di una nuova spesa per la refezione scolastica e la consiglia come facoltativa, d'altra parte all'autorità tutoria impone di curare che le spese per l'assistenza scolastica siano fra le prime facoltative.

È necessario pertanto di uscire di questa inferma situazione.

Se l'istruzione obbligatoria risponde ad un vero interesse sociale, dobbiamo studiarci di rendere il precetto legislativo, assolutamente ed in modo efficace, attuabile. Altrimenti si abbia il coraggio della sincerità: si cancelli l'effimera disposizione per tornare agli ozi e all'ignavia dell'antico oscurantismo.

Chè vano riesce il costringere gli alunni alla scuola quando non si pensi in pari tempo ad agevolarne la frequenza.

La refezione scolastica in Italia — sebbene già ideata e istituita, come dicemmo, sin dal 1879 in Venezia dal benemerito filantropo Carlo Combi e successivamente in altre poche città — possiamo dire abbia iniziato in modo notevole la sua vita, assumendo carattere e fisionomia propria, da un decennio ad oggi, acquistando in questi ultimi tempi una considerevole importanza, non tanto per il numero delle istituzioni sorte, quanto per il modo come si vengono costituendo e per il grande affetto che vanno ogni giorno più suscitando non solo tra i privati ma anche, e più specialmente, presso le comunali amministrazioni.

Conforta e commuove il leggere tante relazioni pubblicate da molti Comuni, dalle quali si rileva con quanta gioia, con quanto entusiasmo abbiano accordato cittadinanza e ospitalità al novello civile istituto; con quanto eroico sacrificio siano riusciti a stanziare nei loro bilanci — già tanto aggravati — il fondo per la refezione scolastica: dalle 300.000 lire di Milano alle 130.000 di Torino, dalle 1500 di Gubbio alle 150 di Castel d'Ario.

Come s'è visto, la refezione scolastica trasse prima la sua modesta origine dalla iniziativa privata, viene ora man mano passando alle Amministrazioni comunali e dovrà divenire in seguito funzione dello Stato.

Sino ad ora, oltrechè di fronte agli 8272 Comuni si trova la refezione in numero limitatissimo, non vive di una vita organica e razionale. In alcuni Comuni è estesa a tutte le classi, in altri alle sole classi inferiori; è data a tutti gli alunni, ovvero ai soli poveri; si distribuisce in tutto l'anno scolastico, o, limitatamente, nei mesi invernali; presso alcune città funziona nelle sole scuole

urbane, in altre nelle sole rurali, ovvero in entrambe; in alcune per conto e spese del Comune, in altre per iniziativa privata, con o senza sussidio del Comune, e dello Stato. Ora si segue il metodo della refezione calda, ora varia da centesimi 4,5 a centesimi 80; dove si ha una rigorosa amorevole vigilanza igienica, dove questa è quasi del tutto manchevole.

È necessario quindi che la istituzione ovunque si attui, e, perchè non venga tradito il suo vero scopo, e il danaro pubblico sia bene impiegato, deve essa darsi un ordinamento giuridico-amministrativo, tecnico e finanziario determinato e preciso, e particolarmente deve informarsi ai salutar precetti della igiene pedagogica.

Questa unità organica potrà e dovrà dare soltanto lo Stato; spetterà poi ai Comuni la coscienziosa e, direi quasi, paterna applicazione della legge e dei regolamenti.

Non dovrà la refezione rivestire carattere di beneficenza, ma essere invece obbligatoria e gratuita per tutti come giusto e dovuto integramento della istruzione elementare, come un dovere civico, moralmente e giuridicamente connesso con la obbligatorietà della scuola.

All'educazione dell'intelletto, più fruttuosa, si aggiungerà quella fisica e morale: gli indigenti avranno il nutrimento necessario, il figlio del ricco si alimenterà ad una mensa assai più morigerata e più sana.

I bambini, socievoli per loro natura, per loro istinto — dice l'on. Lucca — impareranno a meglio conoscersi, contrarranno le prime e le più tenaci amicizie, e per tale fraterna comunanza di vita si sentiranno, fatti adulti, membri tutti della grande amata famiglia, la Patria, saranno tutti uniti da un comune vincolo di solidarietà e di amore.

Il dott. Prof. Clemente Tonzig, che si è assunto di trattare la parte che gli compete, presenterà l'*ordine del giorno* che di comune accordo abbiamo preparato.

RINALDI. — La relazione Antoniacci ha un solo difetto: che non ci indica con sicurezza i mezzi di attuare la refezione.

PRESIDENTE. — Siccome la risposta a quanto lei dice può trovarsi nell'esposizione del dott. Tonzig, dò la parola a quest'ultimo.

Dott. TONZIG. — Come fisiologo e come igienista riferisce sulla refezione scolastica, riassumendo la relazione da lui presentata, che è inserita negli atti (v. p. 121).

Egli conclude col proporre, d'accordo col prof. Falcinelli questo

ORDINE DEL GIORNO.

Il Primo Congresso per le Opere di Educazione Popolare, 1.^a sezione, considerato che, tra le forme di assistenza scolastica,

la refezione per ragioni igieniche, giuridiche, economiche e pedagogiche, risponde ad una prima necessità,

mentre plaude alle iniziative dei Comuni dove essa è regolarmente istituita ed a quella dei privati che ne determinano attualmente la funzione,

riconosce tale ordinamento inefficace e mal corrispondente ai bisogni generali, mancando di quella organizzazione che rende l'istituto proficuo;

FA VOTI

che prima d'ogni altra divenga una pubblica funzione e possa sopperire al fabbisogno alimentare del fanciullo, perchè esso sia in grado non solo di approfittare dell'insegnamento durante la Scuola, ma anche di acquistare le energie atte a renderlo cittadino sano e forte.

RINALDI. — Mi associo all'ordine del giorno presentato, però propongo un'aggiunta: « che il Governo renda severamente esecutivo l'art. 4 della Legge 8 luglio 1904 e che parallelamente all'azione dello Stato, con opportuni suoi provvedimenti venga eccitata l'iniziativa comunale e privata ».

DINO BRUSCHI, *di Sestri Ponente* — Dà ragguagli sui tentativi fatti da un Comune nel '903-904, per opera del quale furono istituite la refezione scolastica, biblioteche speciali e dei ricreatori.

Ma tutto rimase allo *status quo ante* a causa di questioni politiche.

ELVIRA MASSETTI MORALDI. — Mi permetteranno di domandare perchè mai non fu studiata la refezione semi-gratuita, tanto più che in molte città essa funziona egregiamente e per un soldo si mangia una buona minestra. Non cesso per questo di affermare il diritto degli scolari alla refezione gratuita.

AVV. LANZA, *assessore di Piacenza*. — È vergogna il dover confessare che nessun patronato sia riuscito a trovare energie private che si siano interessate di questo principio di capitalissima importanza, d'ottenere cioè che il danaro sia erogato secondo norme igieniche ed economiche.

MORANDI, *assessore di Cremona*. — Per amore della verità devo dichiarare al Congresso internazionale che il Comune di Cremona fu il primo ad istituire la Refezione scolastica coi criteri espressi in questo stesso Congresso.

PRESIDENTE. — Questo non può interessare il Congresso internazionale. Metto in votazione l'ordine del giorno presentato dal relatore.

L'ordine del giorno Antoniacci-Tonsig è approvato.

Non è approvata l'aggiunta Rinaldi, essendo d'interesse esclusivamente nazionale.

PRESIDENTE. — Passando all'altre relazioni poste all'ordine del giorno, invito l'egregio prof. G. Badaloni di riferire, pregandolo di stringere il suo dire.

CABRINI. — Pregherei i Congressisti di prender atto che non vogliamo adesso infliggere ai nostri ospiti tutte quelle proposte e risoluzioni che entrano nella anfrattuosità della nostra vita politica ed economica. Vi è una commissione incaricata di seguire le diverse discussioni. Domani sera, finiti i lavori del Congresso internazionale, questa Commissione si raccoglierà coi rappresentanti dei Ministri ed in questa sezione italiana potremo dire tutto ciò che abbiamo sentito e prendere decisioni sull'opportunità di seguire una via piuttosto che l'altra.

Dott. G. BADALONI. Riassume e illustra, anche con l'ausilio di apposite tavole, la Relazione da lui presentata su *l'assistenza fisiologica ed igienica nella scuola*, — inserita negli atti (v. p. 111) — e conclude col proporre l'*Ordine del giorno* (v. p. 120).

Dott. TONZIG. — A Padova si è istituito un posto di medico scolastico nelle condizioni esposte da Badaloni; ma questo criterio non fu seguito ad esempio a Venezia. Il Medico scolastico deve essere clinico e pedagogista insieme; quindi propongo l'*aggiunta*:

e intervenga intanto (il governo) col formulare un capitolo normale per quei posti di medico scolastico che si vanno istituendo.

TONZIG.

BADALONI. — Non ho niente in contrario, ma questo va per l'Italia e non per altri paesi; l'accetto quindi perchè sia trasmesso alla Commissione speciale

L'ordine del giorno Badaloni, con l'aggiunta Tonzig, viene approvato.

LINDA MALNATI. — Il d.^r Ugo Pizzoli, sull'assistenza a pro dei deficienti, presenta uno studio a proposito di quanto ha fatto Milano; il d.^r Pizzoli è assente e mi pare che meglio ancora della lettura del suo opuscolo vorrebbe visitare l'Istituto da lui diretto ed avere verbalmente tutti gli schiarimenti. Detto istituto è aperto tutti i giorni dalle 9 alle 12 e dalle 15 alle 18.

Il PRESIDENTE invita il d.^r Enrico Fornasotto e Angiolo Cabrini a riferire sulle *scuole speciali per emigrandi ed emigrati*.

On. CABRINI. — L'argomento è importante, gli oratori e i congressisti sono stanchi chiedo di rimandare a domani. Essendo poi

questione internazionale sarebbe necessaria la presenza del maggior numero di rappresentanti esteri.

Il sig. RUGARLI ha la parola per riferire sul tema *Gli Educatori*: Il tema fu già ampiamente svolto nelle affermazioni dei diritti e doveri dello Stato e dei diritti e doveri da parte del cittadino, dimostrando che non può essere istruito il popolo, se non quando l'organizzazione degli Educatori prima e dopo la Scuola sarà quale dovrebbe essere nel concetto d'una Scuola integrale o popolare che dir si voglia.

Inutile mi è parso uno studio critico sugli Educatori con delle considerazioni particolari tutte soggettive ad ogni Ente organizzatore. Concludo quindi proponendo al Congresso il seguente

ORDINE DEL GIORNO:

1.° *Riconosciuta la necessità degli Educatori prima e dopo la scuola;*

2.° *ritenuto insufficiente l'opera della Beneficenza, per quanto riguarda l'organizzazione degli Educatori;*

3.° *riconosciuto essere dovere dei Poteri costituiti (governo, comuni) di provvedere il necessario perchè l'obbligo dell'istruzione possa seriamente venire soddisfatto,*

il Congresso fa voti:

a) *perchè nel Bilancio dei Comuni vengano stanziati i fondi necessari per l'apertura di educatori comunali prima e dopo la scuola o per avocare al Comune quelli che fossero già sorti per iniziativa privata;*

b) *perchè tali Educatori abbiano carattere assolutamente laico, siano aperti in locali appositi, siano retti da programmi didattici in relazione con quelli delle scuole e aventi particolare riguardo all'educazione fisica, al lavoro manuale, al disegno e siano messi alle dipendenze delle direzioni delle scuole ed affidati ad insegnanti provetti, convenientemente retribuiti e liberi d'ogni altro impegno di lavoro.*

MASSETTI MORALDI. — Domanda perchè gli Educatori debbano essere messi alle dipendenze della direzione della scuola.

RUGARLI. — Perchè gli Educatori non possono essere enti divisi dalla Scuola, quindi la direzione deve essere unica.

MASSETTI MORALDI. — Osserva che il lavoro del direttore o della direttrice verrebbe duplicato e l'orario da mane a sera sarebbe troppo lungo.

RUGARLI. — Il direttore didattico è responsabile di tutto quanto avviene nella Scuola. Anch'io sarò alla mia volta caricato di lavoro, ma avendo il pensiero della responsabilità, studierò un modo di organizzazione tale che mi permetta di adempiere interamente il mio compito.

PRESIDENTE. — Mette ai voti l'ordine del giorno Rugarli che viene approvato.

La seduta è levata alle 17.



PRIMA SEZIONE.

Terza Seduta: 17 settembre, ore 9.

Scambio internazionale dei fanciulli. — Mutualità Scolastica. — Cooperazione Scolastica. — I Ricreatori.

Presidenza del Presidente Edouard Petit.

PRESIDENTE. — La seduta è aperta. Noi dovevamo avere questa mattina un rapporto dei signori Farnasotto e Cabrini, sulla scuola per emigrandi ed emigrati, ma questo tema è differito al pomeriggio nella seduta plenaria di chiusura. La parola è ai signori Paris e Ghirardi, sullo scambio internazionale di fanciulli tra società di istruzione popolare gratuita, per la diffusione delle lingue straniere.

Prof. PARIS. — La cosa è facile. Per esempio una famiglia italiana desidera far imparare la lingua francese al proprio figliuolo e viceversa, una famiglia francese desidera che il suo apprenda l'italiano. Esse si scambiano il ragazzo e ciascuna famiglia tiene il figlio dell'altra, come fosse il proprio. C'è in questo anche un vantaggio morale: ciascuna famiglia tratta bene il ragazzo che ha con sé, sapendo che il proprio figliuolo avrà ugual trattamento nella famiglia straniera; la vita di famiglia dunque continua per due fanciulli, che, oltre apprendere la lingua degli ospiti, imparano a conoscerne il paese; ciò che è anche d'interesse collettivo e sociale. Il ragazzo impara che dappertutto vi sono uomini di cuore e che fra un paese e l'altro non si innalza la muraglia della China; le correnti delle idee determinano delle correnti di simpatie. Questi scambi si possono effettuare fra famiglie e famiglie, oppure fra *penzionato* e *pensionato*: la forma può cambiare, ma il fondo resta

sempre lo stesso. Esistono per ciò Comitati in Germania, in Francia, in Inghilterra, ecc. In Italia, vi è il Comitato Milanese, e si spera che ne sorgano presto a Genova ed a Torino. Non aggiungo che una parola e cioè, che questo bisogno per la diffusione delle lingue si fa sentire. Ne è prova il numero crescente delle richieste che ci pervengono da ogni parte d'Italia, come dalla Germania, dall'Inghilterra, ecc. Il signor Paris continua, esaltando Marsiglia come iniziatrice dello scambio.

PETIT. — Vi ringrazio della vostra esposizione. Io ho aiutato il signor Gondrand del Comitato Milanese, e qui vedo la signorina Garsin, che pure ne fa parte, a fondare il Comitato Milanese a Parigi. Oggi abbiamo in Francia una Federazione e chiedo che non si disconosca il merito di chi l'ha fondata; è un uomo povero, ma dalle idee larghe, che ci ha messo a parte del suo progetto per lo scambio internazionale dei fanciulli.

PARIS. — Non ho avuto in animo di disconoscere i meriti di alcuno; ma per ciò che riguarda l'«Alleanza Francese» mi permetto richiamare qualche punto riguardante il Congresso di Marsiglia, in opposizione all'argomentazione esposta dal signor Petit.

PRESIDENTE. — Ecco l'ordine del giorno presentato dal signor Paris, d'accordo con Gherardi-Meunier.

VOTO

Considerando che, da un certo numero d'anni, lo sviluppo dell'industria e del commercio, i loro progressi costanti, le relazioni cordiali annodate tra le Potenze ed i loro nazionali, rendono urgente che i fanciulli si famigliarizzino colle lingue straniere;

Emettiamo il voto:

Che il Congresso Internazionale esamini se non vi sia la possibilità di raggruppare le Associazioni tra di loro, per la ricerca dei mezzi pratici coi quali effettuare lo scambio dei fanciulli tra gli associati, allo scopo di volgarizzare le lingue straniere.

Le Società prenderebbero sotto il loro alto patronato il fanciullo ed avrebbero il dovere di sorvegliare la sua educazione nelle famiglie aderenti.

Dopo un certo lasso di tempo, il fanciullo avrebbe acquistato la conoscenza della lingua di quel paese in cui avesse vissuto e sarebbe allora reso alla sua famiglia.

Le spese di viaggio verrebbero sostenute dalle rispettive famiglie.

Un certificato, rilasciato dalla Società di Mutuo Scambio, farebbe fede del grado di attitudine mostrato dal fanciullo.

A. GHERARDI e MEUNIER.

Aggiunta del signor Paris:

Che si formino delle Società nel maggior numero possibile e si mettano in relazione da ogni lato della frontiera per scambiare ragazzi e ragazze e per procurare loro borse di soggiorno.

Che la « Dante Alighieri » dia il suo concorso morale alla Società per collocare dei ragazzi nelle famiglie straniere.

Approvato ad unanimità.

IL PRESIDENTE — ringrazia Paris d'aver recato al Congresso il contributo della sua esperienza.

AVV. MOLINARI. — Desidererei che questo scambio fosse anche possibile fra ragazzi poveri. Per questo non basterebbero delle borse di soggiorno: occorrerebbe che gli Istituti poveri potessero scambiarsi i ragazzi fra loro.

ANDRIESSE. — Permettete che dica anch'io una parola e cioè che raramente accadrà di poter scambiare dei ragazzi francesi od italiani con quelli olandesi, perchè difficilmente si ha bisogno d'imparare questa lingua.

Per ciò domando a questo Congresso Internazionale come si potrebbe facilitare alle piccole nazioni di poter apprendere le lingue straniere.

PARIS. — Ci sono le forme laterali che possono interessare i piccoli paesi. È possibile che su venti olandesi che vorranno apprendere il francese, ci siano due francesi desiderosi di apprendere l'olandese. Ora una società francese può riunire dei giovani olandesi in un *pensionnat* e le famiglie olandesi avranno ugualmente il loro ragazzo sorvegliato.

PRESIDENTE. — Io domando all'assemblea, se per dare più forza al voto che noi emettiamo, dato che il Congresso della Pace è Internazionale, non sia il caso di mandare due membri di questo Congresso educativo popolare quali delegati e portare questa questione all'ordine del giorno nel Congresso della Pace.

GARSIN. — Il Presidente del Comitato Milanese per lo scambio è il signor Moneta, che è anche il Presidente del Comitato del Congresso Internazionale della Pace: si potrà per suo mezzo ottenere che dei nostri inviati siano ammessi a parlare al Congresso della Pace per raccomandare lo scambio internazionale dei fanciulli.

PARIS. — Se il Congresso mi apre le porte, sarò ben felice d'andare a portare questo voto, ma sarà bene esser munito di formale delegazione.

Si delibera di inviare i signori ANDRIESSE e PARIS. al Congresso della Pace, col mandato di proporgli il voto sullo scambio internazionale, precedentemente approvato.

Il signor PETIT cede la *Presidenza* al signor FRISO perchè egli deve riferire sulle Mutualità scolastiche in Francia.

PETIT. — Voglio essere breve per dare il buon esempio. L'on. Orlando ha già accennato alla mutualità scolastica: io ho già tenuto in questa città una conferenza sul medesimo soggetto per spiegarvene il congegno e non potrei che ripetermi.

L'illustre relatore prosegue riassumendo la sua relazione, che è inserita negli Atti (v. p. 129) e conclude:

L'avvenire della mutualità scolastica in Francia è assicurato. Col versamento di 10 centesimi alla settimana, non ci saranno più paria nella Repubblica, e come Stoppoloni l'ha già iniziata in Ancona, (questa città ha 1600 fanciulli che versano la loro piccola quota), auguro che in tutti i paesi dell'Italia si istituisca la mutualità scolastica, con armonia ed unità di sforzi: e le scuole del popolo sarà la scuola della solidarietà e mutualità sociale. (*Applausi calorosi.*)

A. STOPPOLONI. — Dopo lo splendido discorso del signor Petit non ho da aggiungere che poche parole per dire quello che si è potuto fare nella Provincia d'Ancona per un istituzione così feconda di bene. Il signor Petit ha avuto la bontà di rivolgermi delle parole cortesi, di cui sono altamente onorato e mi sento fiero, perchè se vi è un uomo che può parlare della mutualità scolastica coll'accento profondo dell'apostolo è Edoardo Petit. Tre anni or sono conobbi il signor Petit che mi infuse tutta la sua fede nel nuovo ideale: gli feci osservare tutte le difficoltà politiche che si sarebbero opposte in Italia all'attuazione di questa idea, egli rispose che anche in Francia furono mosse le stesse opposizioni di partito; pure dieci anni or sono incominciò con 100 alunni ed ora son circa 700 mila i poveri iscritti nella mutualità scolastica e si sono risparmiati cinque milioni che andranno a beneficio di pensioni.

Incoraggiato dalle parole e dall'esempio volli tentare qualche cosa anche in Italia e si è cominciato in Ancona. In pochi mesi abbiamo potuto avere 1600 piccoli soci che pagano regolarmente, che hanno il loro sussidio di 50 cent. quando sono ammalati, che avranno tra poco il loro libretto. Avremo presto altri 5 mila o 10 mila compagni; poichè mi si è dato quasi sicuro affidamento che nell'anno prossimo, non solo in tutti i centri della Provincia d'Ancona, ma anche in molti altri centri d'Italia la mutualità scolastica sarà un fatto compiuto. Conosco le difficoltà, ma se la Francia ha potuto vincerle e giungere a un risultato così splendido, potremo riuscirci anche noi. Certo noi non siamo nè così grandi, nè così ricchi, nè così elevati; ma se la Francia ha potuto elevare alla mutualità scolastica un edificio così immenso, ci è lecito sperare che noi potremo pur dappprincipio erigere, se non altro, una modesta casa quale la

va edificando nella misura delle sue forze una piccola città come Ancona.

Tuttavia, se davanti al Parlamento si potesse portare l'iniziativa d'un grande Centro i nostri sforzi sarebbero più operosi e più fecondi; se Milano prenderà l'iniziativa della mutualità scolastica, Milano che ha avuto l'onore di tante grandi iniziative, allora sono sicuro che da Milano si irraderà, come da un gran focolare, l'idea della mutualità scolastica. E però auguro che in questa città sorga un uomo come Petit che possa e sappia rendere feconda la grande idea della mutualità scolastica.

CABRINI. — Non vorrei avere l'aria di fare la parte del diavolo, ma prendo la parola per salvare l'anima mia. Questa impressione che espongo è la stessa che esposi come deputato in parlamento discutendo il progetto di legge Valeri. Mi sembra che se vogliamo fare una mutualità scolastica, non come una istituzione continuativa, ma come scuola per la scuola, come mezzo didattico per educare i bambini a' sentimenti di solidarietà, per avvezzarli all'economia, saremo pienamente d'accordo. Ma se organizziamo un'istituzione di mutualità vera e propria a sè, mettendo come base la scuola ed il bambino, come potrà il ragazzo, cessando di essere scolaro, continuare in essa? Se si vuol fare una cosa modesta, semplicemente froebeliana, per mettere nel fanciullo il germe della solidarietà, su questo terreno potremo accordarci, quantunque io tema che ci faremo delle grandi illusioni.

Quando vorremo organizzare in Italia la mutualità scolastica per accompagnare il ragazzo fuori della scuola, troveremo, ad esempio, che nella grossa Lombardia non c'è che Milano che possa prestare ambiente propizio. I contadini a venti minuti di tramway dalla città hanno questo contratto di lavoro: una famiglia composta di padre, madre e figli, riceve dal fittabile 80 lire all'anno in denaro, e dieci centesimi alla settimana per ciascun figlio e spesso sono in buon numero, rappresenta per una somma della quale non può, nonchè privarsi, neppur disporre. Nel 1901 e 1902, quando scoppiarono le agitazioni agrarie e sorsero numerose leghe di resistenza in campagna, abbiamo visto questi contadini in lotta tra il bisogno e la quota sindacale di 20 cent. mensili che rappresentava per essi uno sforzo inarrivabile.

Nessun contadino non potè mai pagare neppure cinque centesimi alla settimana: tutt'al più al mese. In molte plaghe della Lombardia non v'è denaro, basti dire che la contadina non beve mai vino ed il maschio lo beve solo alla domenica. La Mutualità Scolastica dunque gioverebbe solo alla piccola borghesia. Ma c'è poi un'altra obiezione. Nel periodo di tempo che passa fra l'epoca in cui il fanciullo abbandona la scuola e quella in cui comincia a guadagnare (periodo

che da noi è superiore che in Francia) come potrà continuare i versamenti settimanali?

La classe operaia in Italia va altresì rapidamente modificando il proprio sistema di organizzazione. Va facendosi strada il concetto che la mutualità può essere essa pure buon cemento per tenere viepiù salda la compagine dei sindacati di mestiere: sicchè, quando il giovane operaio si iscriverà al mutuo soccorso della sua lega, diverrà probabilmente socio moroso della mutualità scolastica. Io stesso ho portato agli operai le proposte dell'onorevole Valeri: gli operai furono unanimemente contrari. Quindi, se vogliamo fare un esperimento nella scuola e per la scuola, senza la pretesa di accompagnare il ragazzo oltre la soglia, lo potremo fare, ed egli potrà entrare a suo tempo nelle sue organizzazioni, seguendo le tendenze del suo spirito e il suo mestiere; se vogliamo fare della mutualità un mezzo morale educativo per venire in soccorso dello scolaro finchè rimane tale, noi pure siamo d'accordo; ma altrimenti si andrà incontro a dei grandi ostacoli e a delle conseguenze dannose.

Comm. RAVÀ. — Le gravi osservazioni fatte da Cabrini mi hanno colpito; anch'io non vorrei che la mutualità scolastica finisse in Italia per essere un'altra istituzione esclusivamente borghese. Debbo però ricordare che questa assemblea è internazionale e non può prender norme dalle condizioni peculiari di un dato paese. Vi sono nazioni più fortunate della nostra le quali hanno portato l'obbligo delle scuole fino a 14 anni, presso le quali anche i contadini godono di maggior agiatezza dei nostri. In quei paesi la mutualità scolastica potrà più facilmente esplicarsi. Quindi, se un voto potesse essere emesso dal Congresso, non può essere che un voto di principio: che la mutualità scolastica venga estesa in tutti i paesi civili, lasciando ad ogni singola nazione la facoltà di organizzarla nel modo che trova più conveniente a se stessa. Tutto il nostro male è derivato sempre dalla mania dei regolamenti uniformi. Fermandomi ora su quanto disse Cabrini: perchè non deve essere possibile la mutualità scolastica in Italia, sia pure in una forma mista? Ossia con una legge larga e generale la quale consenta a quelli che possono fare dei versamenti più larghi di raggiungere un numero maggiore di vantaggi e viceversa?

Io ritengo che il principio della mutualità scolastica sarà indubbiamente accolto anche dal nostro governo, il quale ha accettato di buon grado e preso in considerazione il disegno di legge dell'onorevole Valeri. Noi tutti dobbiamo essere gratissimi al sig. Petit che si è fatto banditore anche in Italia di questo grande principio; dobbiamo lode al prof. Stoppoloni che l'ha diffusa ed ha cooperato a darcene un esempio nella sua Provincia. Esprimo quindi il voto che la mutualità scolastica sorga e si diffonda in Italia, adattandosi

al bisogno e alle condizioni delle diverse classi sociali nelle varie regioni.

GUYOT. — Le obiezioni mosse dall'onorevole Cabrini non hanno modificato la mia convinzione assolutamente favorevole alla mutualità scolastica. Le difficoltà non sono insuperabili. Apriamo per ora le porte della mutualità a quanti vi possono accedervi, in seguito si farà il resto. La mutualità è principio buono e utile per gli adulti, perchè non lo sarà egualmente per il bambino? Se essa serve a sviluppare la solidarietà degli operai, noi associeremo la solidarietà del bambino a quella dell'adulto. Mi associo dunque al voto che la mutualità scolastica sia diffusa in Italia come in altri paesi.

PETIT. — Noto con piacere che sulla bontà del principio siamo tutti d'accordo. La dolorosa constatazione dell'onorevole Cabrini, che i contadini non potranno pagare, merita e deve essere tenuta in giusta considerazione, ma non può trattenerci dall'istituire la mutualità scolastica. Anche in Francia la mutualità scolastica incontrò la stessa opposizione e le medesime obiezioni; ma in pratica le temute difficoltà o sparvero o furono vinte. Bisogna tener presente che se non approfittiamo degli anni di scuola, per la mutualità vanno perduti 100 franchi che dopo i diciotto anni sarà impossibile metter insieme. Perciò, unendomi a Guyot, dico che se altre nazioni, sull'esempio della Francia, hanno adottato la mutualità scolastica, come la Svizzera e il Belgio, dove già 100 mila fanciulli versano i due soldi settimanali, l'Italia potrà certo fare altrettanto. I genitori del resto sono adescati dal soccorso ai loro figliuoli in caso di malattia, ed è questo anche un mezzo efficace per combattere l'analfabetismo. Si comincia dal fare a Milano: Milano poi troverà proseliti.

STOPPOLONI. — Presenta il seguente

ORDINE DEL GIORNO:

Il Congresso, udita la relazione di E. Petit sulla mutualità scolastica;

considerando che questa provvida istituzione riunisce in sé tutti i vantaggi del risparmio e della previdenza; che essa giova mirabilmente a sviluppare nell'animo dei fanciulli il sentimento della dignità, della fratellanza e della solidarietà ed è mezzo potente per ottenere maggiori frequenze nelle scuole e per combattere l'analfabetismo;

AFFERMA

l'importanza della mutualità scolastica come mezzo educativo,

FA VOTI

che essa sorga e si diffonda in Italia « e in tutti gli altri paesi ».

A. STOPPOLONI.

RUGARLI. — Prendo la parola per ribattere le obiezioni dell'onorevole Cabrini. Non vi è paese, per piccolo che sia, che non abbia le sue Società di Mutuo Soccorso: ma essa va poi deserta per mancanza dei contributi. Ma quanti denari non sprecano i contadini coi preti per la salvezza dell'anima? Quando noi predicheremo la salvezza del corpo non mancheranno di dare il loro contributo.

BUFFOLI. — Non conoscevo la mutualità scolastica, e già ne sono entusiasta. Che fanno i ragazzi dei primi soldi che guadagnano? Per lo più li sciupano nel giuoco o in compere futili. Avvezziamoli per tempo alla mutualità e le si manterranno fedeli anche dopo passata l'età scolastica. Mi associo quindi completamente all'ordine del giorno del prof. Stoppoloni.

MASSETTI-MORALDI. — Apro una parentesi. Giacchè vedo presente il relatore del primo ordine del giorno sullo scambio internazionale dei fanciulli, lo pregherei di prendere in considerazione la mia proposta di favorire anche lo scambio internazionale dei maestri durante le vacanze. Da esso nascerà anche uno scambio di idee e di affetti.

PRESIDENTE. — È una parentesi un po' lunga e fuori del suo posto, però l'idea è buona e se ne darà atto nel verbale.

CABRINI. — Da quanti hanno parlato finora non ho inteso contrapporre alcun valido argomento alle mie obiezioni. Che tutto ciò che è stato detto dai fautori della mutualità scolastica sia vero, che siano tutte cose eccellenti, sta bene, ed io pure voterò per l'ordine del giorno Stoppoloni. Ma quando si verrà a istituire la mutualità scolastica, per es., nella Provincia di Ravenna, che per due terzi dell'anno è in disoccupazione, ci troveremo davanti ad un sogno, una utopia. Lo stesso accadrà in Toscana, in alcune parti della Lombardia, ecc., ecc. Mi riservo, in altri Congressi, di sviluppare le ragioni del mio pessimismo.

Quanto alla mia seconda obiezione, non ho udito alcuno dimostrare la possibilità che famiglie di contadini ed operai, dall'età in cui i figli lasciano la scuola fino a quando s'incomincia il lavoro retribuito, possano pagare la quota; e se non la pagheranno le famiglie, non avremo neppure un ragazzo che le pagherà e sarà un gran bene soltanto per i figliuoli della piccola borghesia, il che sarà sempre un vantaggio, se non per tutti, almeno per alcuni..

FELICITA BUCHNER. — Propone di aggiungere al voto Stoppoloni « e in tutti gli altri paesi » il che è accettato dal relatore.

L'ordine del giorno Stoppoloni coll'aggiunta Buchner è approvato.

PRESIDENTE. — Do la parola a Bascone sulla Cooperativa scolastica.

BASCONI. — Sono grato all'on. Orlando che mi ha spianato il terreno. Tutta la causa dell'analfabetismo è nella miseria. La legge fa

obbligo di mandare i figliuoli alla scuola, ma la legge rimane lettera morta quando non dà i mezzi per rispettarla; l'assistenza quindi in questo riguardo combatte l'analfabetismo.

Il Relatore prosegue, riassumendo e illustrando la relazione da lui presentata, che è inserita negli Atti (v. p. 138). Conclude chiedendo l'approvazione dell'ordine del giorno già da lui proposto (v. p. 139.—140).

L'ordine del giorno del Relatore *Bascone* è approvato.

Dott. ALFONSO DELL'UOMO. — Ho presentato la mia relazione sui Ricreatori (v. p. 105) e non si tratta che di accogliere il voto che i Ricreatori debbano essere laici. Leggo il mio voto (v. p. 110).

È approvato.

LINDA MALNATI. — Sono pervenute delle comunicazioni sui patronati, e sulle forme di assistenza. Una riguarda l'opera delle colonie scolastiche di Schaerbeek-lez Bruxelles (Belgio); ne abbiamo una sulla funzione educativa della scuola laica dell'avvocato Pio Donati di Modena; un'altra sulla necessità della istituzione di un Gabinetto di Pedagogia sperimentale in ogni Provincia d'Italia di Ferruccio Prati di Modena. Tutte queste memorie sono state pubblicate e già distribuite ai Congressisti.

FALCINELLI ANTONIACCI. — Propone un saluto reverente e grato a Paul Sabatier, fondatore ed anima della istituzione della *Refezione Scolastica di Assisi*, la quale può dirsi internazionale per le simpatie che raccoglie da ogni parte del mondo civile.

Si approva.

PRESIDENTE. — Metto in votazione come chiusura un voto del signor Rugarli.

IL CONGRESSO

mentre ringrazia la Commissione ordinatrice del primo Congresso Internazionale per l'opera sua zelante, fa voti perchè la Società Umanitaria, benemerita per la convocazione di questo primo convegno, voglia istituire un apposito ufficio internazionale di informazioni sulle opere ausiliarie delle scuole.

È approvato.

PRESIDENTE. — Ringrazio i miei collaboratori: prof. Friso, il signor Andriese, che è andato al Congresso della Pace, e la Direttrice didattica, signora Malnati che mi ha con grande ardore coadiuvato nel dirigere la discussione.

La seduta è levata: ore 11.80



SECONDA SEZIONE.

Prima Seduta: 16 settembre, ore 9.

Insegnamento professionale operaio maschile e femminile.

Presidenza del Vice-Presidente signor W. Haenni.

PRESIDENTE. — Permettetemi signori, ch'io vi porti il saluto della Svizzera e del Canton Vallese in ispecie, che in fatto di lavoro manuale educativo, e quindi di scuole, ha importanza assai grande.

Possiamo, credo, cominciare i nostri lavori collo svolgimento del tema generale: « Insegnamento professionale operaio maschile e femminile ».

Ing. SALDINI. — In mancanza del relatore per il tema generale, cercherò io di supplire, richiamando le cose che ho già dette ieri affrettatamente nella seduta plenaria.

Per me, la questione si può ridurre a questi termini: se si debba dare nell'insegnamento operaio professionale la precedenza alla scuola od alla officina, o se si debba preferire una forma di insegnamento in cui la parte teorica venga data nella scuola e la parte pratica nell'officina. Vi sono paesi che per molto tempo si attengono al tipo della scuola professionale con laboratori ed officine interne. Sono scuole in cui gli allievi sono in generale tenuti a pagamento; nelle ore di insegnamento apprendono il disegno, la matematica, la fisica, la meccanica, ecc., e nelle ore di pratica, passano nelle officine dove vi sono le principali macchine impiegate per le differenti branche dell'industria. Colla guida di abili maestri, quegli allievi, in capo a tre o quattr'anni, nel concetto dei fondatori di tali scuole, dovrebbero acquistare una coltura tale da poter essere abili operai ed anche capi. Questo tipo di scuola non avrebbe fatto

buona prova e per queste ragioni: il giovane che divide il suo tempo fra le lezioni teoriche e l'officina, non viene ad essere nelle condizioni in cui precisamente dovrebbe essere un operaio, e quando dopo tre o quattro anni questo giovane riceve il diploma della scuola ed entra in uno stabilimento, egli vi vorrebbe avere non la parte di apprendista, ma quella di quasi dirigente. Ora questi giovani vengono a trovarsi come spostati, poichè non possono nel fatto essere capi e vorrebbero esserlo.

Di qui le accuse mosse insistentemente a queste scuole ed anche la causa del loro insuccesso. Quelli che combattono queste scuole dicono che non si può concepire un capo operaio non fatto nell'officina, e a questo proposito gli inglesi aggiungono che un capo deve sempre saper fare meglio degli operai ai quali deve comandare. Gli avversari della scuola-officina dicono: i giovani vadano all'officina vera, vi abbiano quei contatti buoni o cattivi coi vari operai, si facciano uomini, e quando avranno avuto nell'officina la visione chiara del vero lavoro, potranno, se aspirano a diventare capi, recarsi alla scuola e là cercheranno quella integrazione di cognizioni che l'officina non può dare.

Fra queste due tendenze veramente opposte, se n'è però delineata in questi tempi una terza. Si dice: l'officina da sola non potrà mai fare dei veri capi operai, perchè l'empirismo soverchierà la coltura; mandiamo allora i giovani apprendisti all'officina e poi alla scuola, oppure contemporaneamente. Ma si chiederà: perchè l'officina annessa alla scuola non può bastare? Per molte ragioni. In un'officina annessa alla scuola non si può trovare quello spirito vivificatore che si trova nella vera officina; il macchinario che vi dovrebbe essere, in pochissimo tempo sarà invecchiato e lo Stato lascerà certamente i professori alle prese con delle macchine inservibili. I maestri poi saranno dei maestri la cui azione potrà essere anche efficace, ma saranno però degli impiegati, dei vecchi operai, i quali, per un processo naturale ed inevitabile, si fossilizzeranno nei loro posti. Per cui c'è come una sosta fatale di ogni progresso dovuto alle macchine, ai professori che invecchiano, ed alla mancanza di incitamento che deriva dalla nessuna lotta commerciale.

Il concetto della soluzione media, secondo me, dovrebbe prevalere. L'esempio che ci danno gli Americani del Nord e gli Inglesi starebbe a dimostrare come questa tendenza appunto sia raccomandabile. Quello che ci occorre è un organamento di orari molto diverso da quello che si ha oggi. Dissi ieri come non si possa pretendere che gli operai siano degli eroi: questo può accadere eccezionalmente. A Milano, per esempio, abbiamo delle scuole serali di elettrotecnica e di meccanica frequentate da operai che per venire a studiare mangiano e riposano quando possono, ma si può da tutti

pretendere ciò? No, e allora bisogna domandare agli industriali delle concessioni, nel senso che abbiano a consentire che gli allievi escano due o tre ore prima della chiusura dello stabilimento, per recarsi alla scuola. Io non dubito che gli industriali si lasceranno gradatamente persuadere perchè comprenderanno di aver bisogno di una classe di operai più istruiti, più produttivi, più intelligenti. Vediamo dunque se è possibile di avviare in tale senso la discussione della questione che ci occupa.

GHIBARDI. — Alle parole tanto autorevoli dell'ing. Saldini io non posso che aggiungere qualche notizia. In Francia, la missione di formare degli operai e dei capi-tecnici, era devoluta alle scuole nazionali d'Arti e Mestieri sin dalla loro origine, e queste scuole hanno funzionato lungo tempo con programmi d'insegnamento proporzionati allo scopo che si trattava di raggiungere. Dopo un certo numero d'anni, lo sviluppo considerevole dell'industria, i suoi progressi costanti, la trasformazione di processi meccanici, hanno avuto per conseguenza la formazione d'una classe nuova di direttori di lavori e di capi-fabbrica, che al sapere pratico degli antichi allievi delle scuole nazionali d'Arti e Mestieri univano delle cognizioni teoriche più estese. I nostri tre Istituti Nazionali d'Aix, d'Angers e di Châlons erano i soli in grado di fornirli; è ad essi che si domandavano, ed è così che in vista di soddisfare ai bisogni nuovi si fu indotti ad elevare insensibilmente il livello degli studi in queste scuole: la riforma, la più importante e la più completa fatta in questo senso, data dall'anno 1885. Non si può più dire oggi, senza offendere la verità, che gli ex-allievi delle scuole nazionali d'Arti e Mestieri sono, come si solea ripetere, i sott'ufficiali dell'industria francese; la loro parte s'è ingrandita; essi hanno preso, accanto degli'ingegneri usciti dalle nostre Scuole Tecniche Superiori, un posto speciale pure importante, ch'essi soli, o quasi, sono capaci di occupare. La gran maggioranza dei capi di lavori, di disegno e di studi esce dalle loro file.

Pertanto, il bisogno di formare dei veri capi-tecnici è più urgente che mai.

Ora, le scuole di apprendisaggio, sia che emanino dall'iniziativa delle società industriali, delle Camere sindacali, ecc., o sia che appartengano alla categoria delle scuole primarie superiori trasformate e poste sotto il regime della legge 11 settembre 1880, rispondono dal canto loro a necessità nuove, ben definite, risultanti dall'abbandono quasi generale dell'apprendisaggio all'opificio: esse hanno per oggetto di formare, non dei capi-tecnici, ma degli operai, e i loro programmi d'insegnamento teorico devono attenersi strettamente a questo scopo.

Una serie di Istituzioni intermedie, destinate a prendere il posto già avuto dalle scuole d'Arti e Mestieri, è dunque divenuta necessaria.

D'altra parte l'Amministrazione si preoccupa, da lungo tempo, e giustamente, della sorte di tutta una classe di giovani aspiranti alle Scuole nazionali d'Arti e Mestieri che, dopo esser stati riconosciuti ammissibili a queste scuole non possono esservi accolti per mancanza di posto. Essa è stata ugualmente indotta a preoccuparsi della situazione di coloro che, dopo esservi stati accolti, in numero di 300 circa ogni anno, si trovano sviati e minacciano d'ingrossare il numero già troppo grande degli spostati.

Delle scuole della natura di quelle onde sarebbe opportuno proporre la creazione, troverebbero tra essi una clientela assicurata, e mentre faciliterebbero a un gran numero di famiglie i mezzi di far proseguire ai loro figli gli studi industriali, pei quali essi sono stati preparati, colmerebbero una lacuna delle più incresciose nell'organizzazione del nostro insegnamento tecnico.

Fra le numerose leggi che da 25 anni hanno avuto per oggetto di riformare e completare l'organizzazione dell'insegnamento primario in Francia, ma delle prime in ordine di tempo, è la legge dell'11 dicembre 1880, sulle scuole manuali d'apprendisaggio che ha avuto per iscopo:

1° di formare in iscuole speciali e di versare nell'industria giovani operai iniziati ai lavori della loro professione;

2° di dare la destrezza e le conoscenze speciali necessarie a dei giovani che potrebbero in seguito entrare in iscuole di un grado superiore.

Tosto che questa legge fu promulgata, parve che lo Stato, in ragione dei potenti mezzi d'azione di cui dispone, dovesse mettere egli stesso in pratica il nuovo insegnamento ed organizzare una scuola modello che potesse servire di tipo alle altre istituzioni della medesima natura che volessero fondare sia i Dipartimenti, sia i Comuni sia le Associazioni particolari. Ma fu solo nel 1886 che la prima di queste scuole venne fondata. Ancora il loro numero è molto ristretto ed è da far voto che sia sufficientemente accresciuto. I lavori in legno e in ferro formano in queste scuole la base dell'insegnamento tecnico: in taluna si tesse, in altre si fabbrica del materiale agricolo.

LAMPUGNANI. — Mi associo pienamente alle idee espresse dall'ingegner Saldini e condivido il suo pensiero anche per quanto riguarda la ricerca di una strada media tra la vera officina e la scuola officina. Però osservo che finora non si è parlato che dell'operaio uomo, mentre credo sarebbe buona cosa occuparsi anche delle donne, vale a dire dell'insegnamento professionale femminile.

Ing. SALDINI. — È giustissima l'osservazione del signor Lampugnani, ma il problema, come potrà egli stesso notare, è abbastanza complicato per le femmine, non potendosi applicare alla questione femminile gli stessi criteri che potrebbero servire alla soluzione

del problema maschile. Io credo che per le femmine bisogna accettare il concetto del laboratorio nella scuola, perchè questo genere di lavoro diventa quasi sempre comparabile a quello dei veri stabilimenti. Si potrebbe anche qui trovare una via d'uscita chiedendo agli industriali del lavoro per poter alimentare il laboratorio sempre, e così la scuola verrebbe ad essere un vero e proprio stabilimento alle prese colle moderne esigenze, senza averne la durezza, una scuola che servirebbe a disporre le lavoratrici alla vita febbrile dell'industria. L'Umanitaria da poco tempo ha appunto fondato una scuola di questo genere. È diretta da buone maestre, in un locale salubre; le ragazze hanno una refezione calda, l'ambiente è simpatico, e credo che fra poco le lavoratrici potranno percepire qualche cosa. L'esperimento non permette di trarre ancora delle conclusioni ma non dubito che si giungerà fra breve a dei buoni risultati, tanto più che si sono fatti dei contratti cogli industriali, molti dei quali si sono impegnati a fornire un continuato lavoro. In questa scuola si insegna anche il disegno che è la chiave di volta, diremo, per tutti i lavori degli operai.

ANSALDI. — Sono perfettamente d'accordo coll'ing. Saldini nel credere che la scuola non potrà mai formare dei veri operai in tutto il significato della parola. Uno dei maggiori problemi però della vita operaia, e del quale non ho sinora sentito parlare, è quello che riguarda il cosiddetto apprendisaggio, specie per il ramo della meccanica. Nelle nostre officine non si sa fare assolutamente l'apprendisaggio, e perciò chiederei all'ing. Saldini: giacchè vi sono delle scuole per apprendisti meccanici non potrebbero questi allievi entrare in officina solo dopo aver ottenuto la licenza dalla scuola? In tal modo si risparmierebbero tante umiliazioni e tanti dolori ai giovani.

Ing. SALDINI. — Io mi riferiva non soltanto agli operai, ma a tutti i lavoratori. Posto che il garzonato non si possa fare nell'officina, il ragazzo, sempre con questa intesa cogli industriali, potrebbe lasciare l'officina qualche ora prima dell'operaio e recarsi alla scuola dove avrebbe la spiegazione di quei fenomeni di cui non ha potuto rendersi conto all'officina e che il suo capo, forse, non gli avrà voluto o non avrà saputo spiegare.

ANSALDI. — Se insisto è perchè mi pare che le scuole-officine siano assolutamente necessarie. Ai licenziati poi, siccome hanno bisogno della vera pratica dell'officina, si potrebbe dire: andate ora a fare un giro, diremo, istruttivo, in diverse officine. Essi potranno ivi apprendere quello che vorranno.

Si comprende perfettamente che un giovane, posto in queste condizioni, potrebbe guadagnare molto di più di quello che ha fatto tutto l'apprendisaggio per carriera.. Io ne ho la prova, poichè tutti gli

anni cerco di collocare a Torino o in altri posti dei giovani che vengono licenziati dal mio istituto.

Ing. SALDINI. — Vi è una differenza di veduta fra me e l'ing. Ansaldo. Egli vorrebbe che il giovane che lascia la scuola a quattordici anni avesse ad entrare in una scuola officina e frequentare i corsi fino alla licenza. Io credo che questo giovane, una volta licenziato, per un complesso di idee sbagliate, non vorrà più fare l'operaio, avrà delle arie, non vorrà certo restare sottomesso a degli operai, poichè penserà che con quel foglio di carta che ha in tasca potrebbe essere in condizioni di fare il capo. Sono certo che si rovinerebbe la carriera. Se il signor Ansaldo crede che fisiologicamente la cosa possa essere possibile, io non ho niente in contrario. Faccio però osservare che in questo caso il giovane dovrebbe frequentare la scuola fino ai vent'anni.

ANSALDI. — Non ho mai parlato di giovani fino ai vent'anni. Io credo che ai sedici anni questi lavoratori potrebbero essere licenziati, e da sedici ai venti avrebbero ancora un bel margine di tempo per fare il vero apprendista ed il vero operaio.

FORNARI. — Sono del parere dell'ing. Ansaldo in quanto credo utilissima una scuola per apprendisti, e non condivido il timore dell'ing. Saldini che cioè, il giovane uscente da quella scuola possa avere delle pretese. Siccome però sarebbe assai difficile fare una scuola la quale provvedesse anche alle sole principali professioni (sarebbe assai difficile fare per esempio una scuola di muratori), così io credo che si potrebbe formulare un voto nel senso che gli industriali si avessero ad obbligare di mandare i giovani alla scuola per impararvi quella parte teorica che in pratica si rende assolutamente necessaria.

MORI. — Anch'io sono del parere dei signori Ansaldo e Fornari. Il giovane che entra nell'officina per iniziarvi l'apprendisaggio, subisce un'influenza deplorabile degli altri operai già rotti alla vita del lavoro, rozzi e prepotenti. Si dovrebbe obbligare il ragazzo a frequentare quelle scuole di cui si parlava e credo che a questo potrebbe pensare lo Stato, oppure le scuole potrebbero anche sostenersi col lavoro degli stessi giovani operai.

RICCHI. — Le scuole di questi istituti fanno pietà. Vi sono degli impresari che sfruttano i giovani, e poi, prima del lavoro materiale, bisognerebbe imparare il modo col quale si trasforma la materia, ciò che in dette scuole non si insegna.

MORI. — Si potrebbe dare a queste scuole un grande sviluppo e allora potrebbero bastare a sè.

FRANCESCHI. — Sono lietissimo di aver sentito toccare un argomento sul quale forse farò una punta, poichè bisogna rilevare, e nessuno finora l'ha fatto, che le condizioni del giovane italiano sono

molto diverse da quelle del giovane di altre nazioni, dove l'educazione è obbligatoria fino ai quattordici anni. Che cosa faranno i nostri genitori del giovanetto di dodici anni?

PRESIDENTE. — In Svizzera sulla questione dell'apprendisaggio ha dovuto intervenire il governo con delle leggi apposite.

L'ultimo anno che l'allievo frequenta la scuola, deve entrare in uno stabilimento dove, in capo a qualche anno, riceverà il diploma di apprendista o di operaio, e ciò dopo, si capisce, aver dato gli esami. L'apprendisaggio in Svizzera è molto sorvegliato: l'industriale non può sfruttare il ragazzo, perchè vi sono degli ispettori che girano continuamente di stabilimento in stabilimento, compiendo visite minuziosissime. Inoltre gli industriali sono obbligati a far seguire all'apprendista un determinato programma di lavoro, e a pagare il ragazzo quel tanto che viene fissato dalla legge. Chi poi vuole avere degli apprendisti nel proprio stabilimento, deve avere il diploma di abilitazione all'insegnamento dell'apprendisaggio. Per supplire però alle spese che l'industriale non potrebbe sostenere per pagare dei ragazzi che effettivamente non possono produrre quello che sono pagati, la Confederazione interviene pagando metà dello stipendio che viene assegnato all'apprendista. Si viene così ad avere un numero di persone che insegnano l'apprendisaggio proprio bene. L'operaio poi che vuole diventare *maitre* di apprendisaggio o *contre-maitre* può dare il suo esame in capo a tre anni. Perchè l'apprendisaggio sia fatto imparare bene dal proprietario è assolutamente necessario che vi siano dei contratti stretti dall'industriale collo Stato.

Una scuola speciale di apprendisaggio viene fatta ai giovani che intendono applicarsi all'orologeria, perchè quest'arte viene a riunire un numero relativamente notevole di professori.

MORI. — Sono lietissimo di avere udito queste interessanti dichiarazioni del signor Haenni, e propongo che nelle conclusioni dell'ing. Saldini venga fatta un'aggiunta nel senso che si inviti lo Stato ad intervenire nei contratti di apprendisaggio.

La seduta è tolta alle 10.45.



SECONDA SEZIONE.

Seconda Seduta: 16 settembre, ore 14.30.

- A) Il lavoro manuale nella Scuola Primaria come rivelatore di attitudini individuali.**
B) Insegnamento preparatorio operaio generico.

Presidenza del Vice-Presidente signor ing. W. Haenni.

PRESIDENTE. — L'ing. Saldini ha presentato le sue conclusioni riassunte in due ordini del giorno, uno dei quali riguarda la questione dell'insegnamento professionale maschile, l'altro quella dell'insegnamento femminile.

Ing. SALDINI. — Legge i due ordini del giorno.

PRESIDENTE. — Pregherei l'ing. Saldini di voler inserire nel suo ordine del giorno il concetto che l'apprendisaggio debba essere posto sotto il controllo dei Poteri pubblici.

FORNARI. — Si aggiunga anche « e delle Province ».

✕

M. A. FOURCADE, delegato dell'*Association Philotechnique* di Parigi, espone la questione dell'insegnamento professionale per gli adulti e riassume gli sforzi, dovuti tanto all'iniziativa privata quanto alla sollecitudine del Governo, che sono stati compiuti in Francia per creare delle scuole intermedie tra le semplici scuole elementari e *les Collèges*, per diffondere l'insegnamento professionale, industriale e commerciale, in una parola per mettere alla portata di ciascuno, secondo le sue attitudini e i suoi bisogni, l'istruzione a cui ha diritto ogni cittadino.

Ing. SALDINI. — Non ho creduto di dover accennare nel mio ordine del giorno alla necessità dei diplomi, perchè io nei diplomi

non ho nessuna fiducia, e perchè credo che l'apprendisaggio debba svolgersi nel più ampio senso americano.

PINTI. — Sarebbe forse meglio, una volta votate le conclusioni Saldini, che si dichiarasse che l'industriale non potrà accettare l'apprendista che non abbia fatto quel dato numero di anni di garzonato.

Prof. GRASSI. — Si verrebbe allora ad implicare che l'insegnamento non può essere fatto che nelle officine, mentre le conclusioni Saldini dicono che l'insegnamento si può avere *anche* nelle officine. Anch'io sono del parere di Saldini riguardo al diploma, perchè il diploma è un documento che non ha nessun valore. Il valore lo ha l'operaio e questo valore sarà riconosciuto dall'industriale intelligente, con o senza diplomi.

FRANCESCHI. — Propongo si metta nell'ordine del giorno che l'apprendisaggio si deve intendere dopo i quattordici anni, facendo osservare che questo verrebbe ad essere in relazione con le conclusioni Friso votate ieri.

Ing. SALDINI. — Per me non ho niente in contrario, ma non mi pare sia il caso di specificare la cosa.

PRESIDENTE. — Le conclusioni Saldini verranno messe in discussione punto per punto.

Il primo punto delle conclusioni viene approvato.

Il secondo punto delle conclusioni viene pure approvato.

PINTI. — Desidererei fosse aggiunto al terzo comma che l'insegnamento professionale può essere fatto anche dai sindacati operai.

Ing. SALDINI. — Accetto l'emendamento.

CLERICI. — Vorrei si aggiungesse che anche le Opere Pie aventi l'obbligo di educare i fanciulli potrebbero trovare una vera economia nell'approfitfare di queste scuole professionali.

Ing. SALDINI. — Accetto l'aggiunta.

Il terzo punto delle conclusioni Saldini viene approvato.

L'ordine del giorno Saldini viene ad essere così formulato :

La seconda Sezione del Congresso Internazionale per le Opere di Educazione popolare, in merito al tema generale « Insegnamento professionale per gli operai » esprime il parere :

1.° che l'apprendisaggio si debba compiere in linea generale nelle officine ed anche quando venga compiuto presso Istituzioni o Scuole private, e cioè in ogni caso, debba essere sottoposto ad un regolare controllo dei Poteri Pubblici;

2.° che la coltura degli allievi operai sia integrata con dei corsi professionali serali o semi-diurni per mezzo dei quali l'ap-

prendista trovi modo di completare le cognizioni avute nell'officina, con riguardo alla specialità dell'industria a cui l'apprendista s'è dedicato;

3.º che tali corsi debbano darsi per opera e col concorso del Governo, delle Provincie e dei Comuni, di Associazioni industriali e Istituti di beneficenza, dei privati o dei sindacati operai in quei centri dove il raggruppamento di date industrie lo può richiedere, e siano resi obbligatori per gli apprendisti e sottoposti alla sorveglianza governativa ».

SALDINI.

PRESIDENTE. — Passeremo ora alla votazione dell'ordine del giorno Saldini per il lavoro delle donne:

L'ordine del giorno, che è il seguente, viene approvato.

La seconda Sezione, ecc. — in merito al tema generale « Insegnamento professionale per le operaie » esprime il pensiero:

1.º che l'apprendisaggio si debba compiere in Scuola provvista di laboratorio speciale, anche per l'industria privata, sempre sotto la sorveglianza dei Pubblici Poteri:

2.º che alle giovani operaie sia creato un ambiente igienico, educativo, e sia loro corrisposto un compenso proporzionato al vantaggio che esse possono recare alla Scuola, tenuto conto di tutti gli oneri che necessariamente gravano su di questa.

SALDINI.

PRESIDENTE. — Ora metto in discussione il tema: « Il lavoro manuale nella scuola primaria come rivelatore di attitudini individuali ». Faccio osservare che noi in Svizzera abbiamo delle scuole alle quali bisogna che ci vadano ricchi e poveri, e che servono appunto a svegliare l'intelligenza del ragazzo mediante piccoli lavori manuali.

GHIRARDI. — Crederei opportuno che la relazione Kraus venisse rinviata al paragrafo quarto.

L'assemblea approva che la relazione Kraus venga rinviata al paragrafo D.

Viene letta la relazione Padovani. (v. pag. 214).

Ing. SALDINI. — Sulla questione A devo esprimere l'opinione mia che è contraria, non tanto all'adozione del lavoro manuale nelle scuole, come all'idea che si possa sperare da questo lavoro una rivelazione intellettuale. Che si possa didatticamente discutere sull'opportunità di adottare certi metodi o certi altri, sta bene, ma

che la scuola primaria sia rivelatrice, no. Trovo poi ingiusta la frase relativa all'ignoranza del proprio avvenire, ecc. Ma come si può a dodici anni avere una concezione esatta di quello che potrà essere l'avvenire? Io respingerò le conclusioni Padovani e solo mi spiace ch'egli non sia presente per sostenere la sua tesi.

La questione dovrebbe, secondo me, venir molto ristretta, nel senso che l'assemblea si avesse a pronunciare, se o no debbasi introdurre il lavoro manuale nella scuola primaria.

MASTROPAOLO. — Mi dichiaro contrario alle conclusioni del signor Padovani.

CLERICI. — Il lavoro manuale è rivelatore di attitudini. Il lavoro manuale è introdotto con vantaggio nelle scuole femminili, e se giova alla vita domestica, perchè non potrebbe servire alla vita industriale?

GRASSI. — Sottoscrivo pienamente a quanto è stato detto dall'ing. Saldini, pur prendendo in considerazione quanto ha espresso la signora Clerici. Io credo però che coll'introduzione del lavoro manuale nelle scuole non si giungerà che a questo, di convenire o meno cioè che quel dato ragazzo a quella data età ha o no attitudini al lavoro manuale. Come però si vede, questo è poco. Chiedo sia messa ai voti la conclusione Saldini.

RICCHI. — Prima di procedere alla votazione domando che mi si permetta di svolgere la mia relazione, per la quale è necessaria una breve visita in una sala qui attigua, nella quale ho disposto diversi lavori manuali fatti da fanciulli.

I congressisti passano in una sala vicina per udire il signor Ricchi, che riassume la sua relazione già distribuita ai Congressisti, illustrandola con spiegazioni sui piccoli lavori manuali là esposti.

Alle ore 4.30 si riprende la discussione.

CLERICI. — Desidererei si aggiungesse all'ordine del giorno Saldini che il lavoro manuale serve all'educazione della mano.

FRANCESCHI. — Dichiaro che voterò contro l'ordine del giorno Saldini perchè condivido il pensiero della signora Clerici, che cioè il lavoro manuale sia rivelatore di attitudini.

PRESIDENTE. — Mette in votazione l'ordine del giorno Saldini.

CLERICI. — Pregherei si aggiungesse che il lavoro manuale educa la mano.

SALDINI. — Accetto l'emendamento.

FRANCESCHI. — Richiamo l'attenzione dei Congressisti affinché vogliano respingere l'ordine del giorno Saldini che rappresenta uno sproposito pedagogico.

L'ordine del giorno Saldini, del seguente tenore, viene approvato con 15 voti contro 4:

« Il Congresso, ammettendo che il lavoro manuale nelle scuole primarie sia un eccellente mezzo per educare lo spirito d'osserva-

zione degli allievi e per addestrarne l'occhio e la mano, non è d'opinione che possa valere come mezzo rivelatore di speciali attitudini industriali ».

SALDINI.

PRESIDENTE. — Apro la discussione sui due temi secondari *B e C*.

Permettetemi di dirvi ciò che in proposito fa la Svizzera. Delle scuole sono state create che impartiscono un insegnamento cosiddetto preparatorio. Ivi i ragazzi apprendono il disegno, si insegnano anche dei principi di fisica e si tengono conferenze che trattano argomenti diversi a seconda delle differenti regioni. Queste scuole sono gratuite per i ragazzi poveri. Le ragazze entrano in quelle che noi chiamiamo scuole secondarie. Ivi imparano l'igiene, il modo di tenere la casa, ecc.

Queste scuole che durano solo sei mesi all'anno e devono essere frequentate tanto dalle ragazze povere quanto dalle ricche, permettono ai due ceti di fanciulle di attendere anche ai lavori casalinghi od alla campagna.

MASTROPAOLO. — In Italia dobbiamo purtroppo constatare che si è molto indietro in confronto delle altre nazioni. Infatti, mentre da noi vi sono le scuole secondarie e le università per i ricchi, non vi è nessuna istituzione superiore per i figli del popolo. Credo sarebbe bene che il Congresso emettesse un voto per la sollecita istituzione di un tal genere di scuole, chiedendo, non che lo Stato abbia a mantenerle interamente, ma solo che esso vi abbia a contribuire. Lo Stato potrebbe imporre l'ordinamento ed il programma generale, lasciando, beninteso, facoltativo lo studio di quelle materie che possono da regione a regione essere riconosciute necessarie, a seconda delle condizioni locali, e dovrebbe poi obbligare i Comuni a contribuire con un tanto per ogni fanciullo che frequenta la scuola. Le scuole potrebbero essere mattutine o serali, ed i maestri si presterebbero assai volentieri a tale insegnamento.

Ing. SALDINI. — Noi siamo in tema di apprendisaggio e dobbiamo attenernevi. Noi dobbiamo trattare esclusivamente di una scuola per ragazzi dai tredici ai quattordici anni, nella quale s'impartiscano nozioni complementari tecniche che servano come di preparazione all'officina. Non domandiamo poi troppo nè al Governo nè ai Comuni, che sono fin troppo carichi di spese. Cerchiamo di fondare una scuola veramente di apprendisaggio, e allora saremo aiutati da tutti.

GRASSI. — Sebbene sia giustissima l'osservazione del signor Mastropaolo, pure credo non la possiamo accettare poichè ci troviamo in Congresso internazionale e le nostre deliberazioni devono essere prese dal punto di vista appunto internazionale.

FRANCESCHI. — Io penso che si dovrebbe completare quel tanto che dalla legge ci è stato accordato, fondando delle scuole complementari che possano essere frequentate dai ragazzi dai dieci ai quattordici anni.

MASTROPAOLO. — L'istituzione di tali scuole sarebbe opportunissima, poichè specie nei piccoli centri di campagna, dopo la sesta classe non vi è più nessuna scuola che possa fornire ai giovani una cultura superiore.

BUISSON. — Attenendomi ad argomento di carattere internazionale, crederei opportuno che il Congresso si affermasse sul principio che in tutti i Comuni o in tutti i dipartimenti l'istruzione debba essere obbligatoria. Poi ci dobbiamo occupare dell'istruzione del giovane dai dodici ai diciott'anni, e a questo io credo si potrebbe benissimo provvedere creando delle scuole che l'allievo potrebbe frequentare anche solo due ore al giorno, ma che fossero veramente obbligatorie. Lo Stato poi dovrebbe pensare all'organizzazione dell'apprendisaggio e a far rispettare i regolamenti relativi.

Ing. SALDINI. — Nella seduta di chiusura si potrà emettere un voto molto preciso al riguardo.

FRANCESCHI. — Non dobbiamo abbandonare assolutamente la questione dell'applicazione pratica dell'istruzione primaria. Il garzonato manca, ed è lamentato da tutti, e la questione è che manca un istituto che coordini e compenetri la teoria colla pratica. Credo sarebbe opportuno che il Congresso fermasse la sua attenzione sulle scuole della Valtellina, che più delle altre tendono a risolvere la questione, poichè forniscono al fanciullo un'istruzione dai dieci ai quattordici anni, in quel periodo di tempo appunto tanto difficile e nel quale il fanciullo studia pur tanto volentieri.

La seduta è tolta alle 5.30.



SECONDA SEZIONE.

Terza seduta : 17 settembre, ore 9.30.

C) Insegnamento di apprendisaggio e di perfezionamento per operai e teorico-pratico per capi-tecnici.

D) Istruzione pratica per contadini.

Presidenza del Vice-Presidente signor ing. W. Haenni.

PAGLIARI. — Riassume le due relazioni dei signori Briat (vedi p. 223) e Holmes (v. pag. 204), assenti.

Ing. SALDINI. — Penso che i punti C e B possono venir riuniti. Il punto D necessariamente dovrà venir discusso a parte.

L'insegnamento preparatorio generico, di cui al punto B, cos'è? Sarebbe come una continuazione della scuola primaria che tenesse occupati i ragazzi dai 12 ai 14 anni. Il punto C riguarda l'insegnamento di apprendisaggio per capi tecnici. Io credo che per poter risolvere bene le due questioni si dovrebbe proporre la creazione di due scuole ben distinte: una che richiedesse l'intervento dell'allievo per tre anni, e l'altra per due anni. Una di queste scuole dovrebbe prendere l'allievo a quattordici anni e migliorarlo per tre anni. Il giovane sarebbe contemporaneamente a questo periodo di tempo, apprendista. L'altra scuola dovrebbe servire per gli operai che rivelano delle attitudini a continuare negli studi e per i licenziati dalla scuola di apprendisaggio.

ANSALDI. — Sono perfettamente del parere dell'ing. Saldini per quanto riguarda la scuola degli apprendisti; ma mi si spieghi per favore, questi anni di studio quando dovrebbero essere fatti dal giovane? Subito dopo la scuola primaria? In quanto poi ai capi-tecnici mi si permetta qualche osservazione. In Italia abbiamo delle

scuole per capi-tecnici, ma sono pochissimo forti, e non lo potranno mai nemmeno essere perchè, ed io ne sono convintissimo, la scuola non potrà mai dare il capo-tecnico, così come l'officina non darà mai l'apprendista. Qualche po' di bene però queste scuole fanno, e credo potrebbero essere maggiormente utili allorchè, dopo i tre anni di scuola, si inviasse il giovane a compiere un giro istruttivo di un paio d'anni, in capo ai quali si potrebbe consegnargli un diploma di capo-tecnico.

PRESIDENTE. — Propone e il Congresso approva che ciascun oratore non possa parlare più di cinque minuti.

Ing. SALDINI. — L'idea del signor Ansaldo è buona, ma chi potrà fornire a questi giovani i mezzi per compiere il loro giro?

GHIRARDI. — Il giorno in cui questi giovani volessero intraprendere questo giro potrebbero rivolgersi alle società operaie, che potrebbero appoggiarli presso qualche stabilimento.

ANSALDI. — I mezzi se li procureranno da soli, lavorando, facendo l'operaio.

ROGER. — Io credo che la questione più importante che deve essere risolta è quella di fissare quali debbono essere le ore in cui il garzone e l'operaio dovranno frequentare la scuola, non potendo certo, e garzoni ed operai abbandonare contemporaneamente il lavoro.

Ing. SALDINI. — Le scuole potranno accogliere anche degli operai, ma non si ha dubbio che la grande massa degli allievi sarà fornita dai garzoni. In quanto all'operaio, se effettivamente mostrerà attitudini specialissime, potrà vincere delle borse di studio che si istituiranno e che gli potranno permettere di frequentare le scuole senza la preoccupazione di pensare al suo mantenimento.

PRESIDENTE. — Metto in votazione il primo punto delle conclusioni Saldini.

È approvato.

FORNARI. — Vorrei che al secondo punto si esprimesse il voto che si diffonda, anche da noi, l'insegnamento per corrispondenza, assai utile per chi non può frequentare la scuola.

Ing. SALDINI. — Questa è una questione molto importante che però non può riguardare le altre due. I risultati poi ottenuti da queste scuole per corrispondenza non sono molto confortanti, e comunque noi non siamo nelle condizioni degli Stati Uniti. Un gran numero di persone vi si iscrivono per il solo scopo di avere dei libri che a loro interessano. Quindi nessuno studio metodico. — Su 800,000 iscritti nel 1901, il solo 5 per cento tenne rapporti regolari colle istituzioni per 4-5 anni, mentre ne occorrono almeno 6 perchè l'insegnamento sia efficace.

Il secondo punto delle conclusioni Saldini è approvato.

Il terzo punto delle conclusioni Saldini è approvato.

GHIRARDI. — Mi pare non si dovrebbe parlare di insegnamento serale, resti pure il diurno, sarà tanto meglio.

ANSALDI. — Insisto perchè si dica chiaro che l'insegnamento deve essere diurno.

ROGER. — Credo assolutamente necessario il fissare quando l'insegnamento debba essere impartito. È un fatto importantissimo che non si può trascurare.

Ing. SALDINI. — Si dica nettamente allora che l'insegnamento dovrà essere impartito di giorno.

Il punto quarto delle conclusioni Saldini è approvato.

Il punto quinto delle conclusioni Saldini è approvato.

L'intero ordine del giorno viene ad essere del seguente tenore:

ORDINE DEL GIORNO:

Il Congresso;

tenuti fermi i voti espressi sul tema generale della II Sezione in merito ai due temi particolari:

b) insegnamento preparatorio operaio generico;

c) insegnamento d'apprendisaggio, di perfezionamento per operai e teorico-pratico per capi tecnici;

esprime l'opinione:

1. Che siano istituiti dei corsi obbligatori continuativi dell'insegnamento generale per tutti gli allievi che lasciano la scuola primaria, della durata di un triennio, da tenersi nelle ore di giorno, che più si giudicheranno opportune a seconda delle varie stagioni, delle località e condizioni degli allievi e delle industrie;

2. Che siano istituiti nei centri industriali dei corsi obbligatori per gli apprendisti operai, e siano ispirati al concetto di dare ad essi quel complemento di studi che è necessario per integrare la loro coltura tecnica od artistica in ogni speciale ramo di lavoro.

3. Che a detti corsi siano dati per un periodo non minore di tre anni e siano completati da un biennio di studi superiori per quegli allievi operai che desiderassero aumentare la loro coltura e per quegli operai già fatti che aspirassero a diventare capi tecnici delle officine;

4. Che agli operai, riconosciuti meritevoli, sia reso possibile di frequentare i corsi superiori, mediante l'assegno di borse di studio che li indennizzino per le ore di lavoro perdute.

SALDINI.

PRESIDENTE. — Passiamo alla discussione del tema *D*.

GHIRARDI. — Legge la sua relazione (v. p. 271) ed aggiunge:

In appoggio a questa proposta io mi permetto di citarvi qualche paese della Savoia, dove già l'idea della creazione dei musei rurali ha posto radici e ha dato frutti.

In quella regione non pochi maestri di scuola si sono assunto di formare dei musei. Essi vi hanno riunito degli istrumenti di lavoro, come aratri, ecc., vi hanno distinto le varie sorta d'oggetti, fanno vedere ai fanciulli tanto ciò che la natura ha prodotto, quanto ciò che è uscito dalla mano degli uomini. In questo modo lo spirito del fanciullo lavora, riflette e finisce per capire ciò che il suo maestro gli spiega. Così io credo che noi faremmo opera utile ammettendo il principio della creazione dei musei rurali.

FORNARI e ANSALDI osservano che tali conclusioni sono in aperta contraddizione con quanto venne votato ieri.

Ing. SALDINI. — Propongo si modifichi la prima motivazione delle conclusioni che è appunto quella che dà luogo al dibattito.

GHIRARDI. — Accetto la modificazione.

La mozione Ghirardi modificata è approvata.

FRANCESCHI. — Chiedo che venga svolta la relazione Samoggia.

SAMOGGIA. — Riassume la sua relazione. (v. p. 255, e inoltre la comunicazione del signor Sagourin a p. 241).

SOETERS riassume e illustra la sua relazione (v. p. 249) e conclude:

In Olanda ci sono alcuni i quali vogliono che l'agricoltura sia insegnata nella scuola primaria. Anche questa materia è menzionata nella legge sull'insegnamento elementare come materia facoltativa.

Se il Congresso di Milano esprime il voto che questa materia non sia insegnata nella scuola primaria, forse si cambierà d'opinione e l'istruzione agraria non sarà impartita che nelle scuole e nei corsi d'agricoltura.

PRESIDENTE. — Non credo che il Congresso possa emettere un voto simile.

PRINCIPE DI CASSANO. — È evidente che l'insegnamento agricolo, lasciato nelle mani degli istitutori primari, verrebbe ad essere contenuto in limiti troppo ristretti. Il voto emesso dal relatore è un po' arrischiato; però io credo si potrebbe tutto conciliare, mettendosi il dott. Samoggia e il relatore d'accordo su un unico ordine del giorno.

RECHA ROTHSCHILD. — Chiede se alle scuole di cui ha parlato il dottor Samoggia sono state ammesse anche le ragazze e quali frutti queste hanno dato.

Dott. SAMOGGIA. — L'istruzione agricola è molto limitata per le donne. So che a Padova esiste una scuola di bachicoltura per le donne; a Milano da tre anni ne esiste una che è largamente sussidiata dall'Umanitaria, dalla Provincia, ecc. Queste scuole hanno il medesimo scopo delle scuole di Francia e d'Inghilterra, di insegnare cioè in un paio d'anni tutto ciò che può interessare la donna nei lavori di campagna, e soprattutto l'orticoltura, la coltivazione dei bachi, la preparazione delle conserve, ecc. Sebbene non si possa trarre dalla scuola di Milano ancora delle conclusioni certe, tutto lascia però a sperare che darà ottimi risultati.

PRESIDENTE. — Ringrazio sentitamente il dottor Samoggia ed il sig. Soeters per le loro belle e dotte relazioni. Però pregherei il dott. Samoggia a voler riunire in soli tre o quattro punti il suo ordine del giorno e a voler modificare il secondo punto che tratta un po' troppo degli interessi milanesi.

Dott. SAMOGGIA. — Presenterò in proposito un ordine del giorno riassuntivo.

Detto ordine del giorno è del seguente tenore:

Il Congresso, ecc.;

considerando la grande importanza dell'insegnamento tecnico-professionale ai giovani agricoltori; riconoscendo la necessità per i pubblici poteri e le istituzioni di beneficenza di assicurarne lo sviluppo con mezzi appropriati; considerando che l'insegnamento agricolo nelle scuole primarie non ha dato i risultati che se ne speravano;

esprime il voto

che dei corsi speciali di agricoltura pratica siano fatti nelle borgate rurali, provvedendo alla fondazione di istituzioni che possano fornire i mezzi ed il materiale per lo sviluppo e la diffusione di quei corsi.

SAMOGGIA

SOETERS

PRINCIPE DI CASSANO.

CLERICI. — Sarebbe bene che nell'ordine del giorno Samoggia venisse accennato anche all'iniziativa privata, la quale può fare molto.

SAMOGGIA. — Legge il suo ordine del giorno.

FRANCESCHI. — L'ordine del giorno suona completa sfiducia all'insegnamento agricolo nella scuola primaria. Ciò verrebbe ad essere in relazione col famoso campicello del Baccelli, ma però non possiamo dire ch'esso abbia dati cattivi risultati, perchè non è stato finora realmente sperimentato.

Dott. SAMOGGIA. — Riguardo al campicello scolastico devesi osservare che in Italia non può avere nessuna influenza sull'insegnamento dell'agricoltura. Quando il maestro si rivolgerà all'uomo e gli spiegherà i fenomeni dell'agricoltura verrà ascoltato certamente con interesse e con profitto, ma finchè esso si rivolge al fanciullo il suo insegnamento non potrà mai dare buoni frutti. Non è che il maestro sia inadatto alla propaganda agricola, solo esso non verrà mai ascoltato con interesse e profitto da ragazzi.

FRANCESCHI. — Mi dichiaro contrario alle idee del dott. Samoggia.

L'ordine del giorno Samoggia, Soeters e Principe di Cassano viene approvato.

La seduta è tolta alle 11.45.



TERZA SEZIONE.

Prima seduta: 16 settembre, ore 9.

Condizioni. — Qualità. — Fonti della Cultura generale popolare per adulti.

Presidenza del Presidente Prof. A. Baumgartner.

Il prof. OSIMO propone che a presiedere la Terza Sezione del « Congresso per le Opere di Educazione Popolare », venga nominato il prof. A. Baumgartner di Zurigo, e l'assemblea approva per acclamazione. L'eletto chiede la parola per domandare scusa se, nominato a quel posto, volentieri lo accetta, sebbene non conosca perfettamente l'italiano.

Ma a questa sua risoluzione è stato indotto dal fatto che l'opera sua viene di molto facilitata mediante l'intelligente e solerte assistenza dei Vice-presidenti i quali sapranno aiutarlo nel simpatico ma per lui non facile compito.

L'ufficio di presidenza dell'assemblea, rimane così composto:

Presidente: prof. A. BAUMGARTNER di Zurigo.

Vice-Presidenti: prof. L. M. HARTMANN di Vienna e prof. F. DRTINA di Praga.

Vice-presidente aggiunto: prof. A. OSIMO di Milano.

Segretari: prof. ETTORE FABIETTI, prof. CASTELLI e cav. avvocato GENNARO DI-SCANNO.

La parola è concessa al Prof. A. Osimo il quale avverte, innanzi tutto, di esser stato incerto nel proporre il nome del presidente, non sapendo se fosse stato più opportuno nominare un italiano, il quale più agevolmente avrebbe adempito il suo ufficio data la maggior facilità sua d'esprimersi nella nostra lingua, ovvero se fosse

stato più opportuno far cadere la scelta sopra uno straniero per soddisfare il sentimento di ospitalità e per un doveroso atto di riconoscimento dell'inferiorità nostra di fronte agli intervenuti stranieri.

Non ha potuto, dice egli, predisporre degnamente ed opportunamente, come avrebbe voluto, l'ordine dei lavori, mediante una discussione in cui si sarebbero potuto mettere in luce e in accordo le differenti vedute sul modo di procedimento. Deve quindi, un po' autocraticamente, proporre un ordine di procedimento, sperando che all'Assemblea quest'ordine non abbia a dispiacere.

Gli argomenti che il prof. Osimo propone come oggetti di discussione nel loro nesso naturale sono:

- I. — Coltura Generale.
- II. — Università Popolari.
- III. — Biblioteche Popolari.
- IV. — Rapporti degli Enti di Educazione Popolare fra loro e di questi con le altre attività sociali.

Il tema primo e generale, essendo molto ampio e molto vago, propone il prof. Osimo di risolverlo in breve, giacchè qualunque fossero le conclusioni a cui si potesse venire, esse sarebbero sempre vaghe ed indeterminate. Meglio soffermarsi più a lungo su gli argomenti specifici, i quali conducono a conclusioni d'ordine pratico e concreto.

A questo proposito, sarebbe necessario aver dal segretario prof. Ettore Fabietti comunicazione delle relazioni ricevute.

Il prof. F. PULLÈ, interrompe, chiedendo la parola per comunicare che da parte del *Congresso Internazionale della Pace*, il quale si tiene contemporaneamente al nostro nella vicina Villa Reale, è stato incaricato di comunicare al Comitato del Congresso Internazionale della Coltura Popolare quanto segue:

« Considerato il grande sviluppo che le Università Popolari hanno in ogni Paese raggiunto, è nei voti del « Congresso Internazionale per la Pace » che si promuovano Federazioni Nazionali di Università Popolari, le quali possano, alla loro volta, in un tempo che ci auguriamo breve, divenire, mediante comunicazioni e coesioni di intelligenze e di coscienze, organi di avvicinamenti internazionali ».

L'onorevole Pullè chiede, se non una votazione definitiva, per lo meno una votazione di massima, dalla quale possa nella mattinata stessa dare relazione al Congresso Internazionale della Pace.

Il prof. A. OSIMO. — Esprime l'idea che è nei voti di questo con-

gresso non solamente la federazione delle Università Popolari ma una coesione unitaria di tutte quelle istituzioni che integrano l'opera di educazione popolare.

È quindi, secondo lui, più opportuno attendere, prima di adottare un voto risolutivo in ordine alla proposta Pullè, che il Congresso esprima in una votazione definitiva il proposito ben più generale; quello di una Federazione Internazionale di tutti gli istituti che integrano l'educazione popolare.

Il prof. PULLÈ non crede che l'approvazione dell'ordine del giorno da lui presentato possa in qualche modo pregiudicare la probabile e più generale decisione: chiede che, data la brevità del tempo di cui egli dispone, come rappresentante del « Congresso Internazionale della Pace », si metta subito in votazione il suo ordine del giorno.

L'ing. RUSCA oppone qui la questione come pregiudiziale alla votazione della proposta Pullè, di una lingua internazionale da adottarsi e di una unità di corsi e di programmi, indispensabili per la internazionalità delle Università Popolari.

Il prof. CASTELLI osserva che l'ordine del giorno votato così come l'on. Pullè lo ha proposto corre rischio di rimanere allo stato di eterno « desideratum », date le difficoltà che s'incontrano nell'attuazione pratica di una idea così vaga ed indeterminata. Meglio assai, secondo lui, per poter riuscire a qualche cosa, nominare una commissione di membri di tutte le nazioni, una specie di « segretariato internazionale », il quale si interessi positivamente della questione, non tralasciando di estendere il suo interessamento agli altri rami della coltura.

Si decide a questo punto di mettere in votazione l'ordine del giorno dell'on. Francesco Pullè il quale viene *approvato*.

Il prof. A. OSIMO incarica il segretario prof. Ettore Fabietti di dare comunicazione delle relazioni pervenute.

Il prof. A. OSIMO domanda che vengano riferite in riassunto le varie relazioni dagli autori o da chi le conosce; propone che in mancanza degli autori o di coloro che si sentano in grado di riassumerle, le relazioni vengano lette.

L'avv. F. MOLINARI pensa che questo metodo sia troppo lungo; sarebbe meglio passar oltre alle relazioni, augurandosi che esse vengano date alle stampe, perchè ognuno possa particolarmente esserne edotto.

MERLINI dichiara che è già stato deciso dalla Commissione ordinatrice che le varie relazioni vengano date alle stampe.

Il prof. OSIMO riassume le Relazioni per esteso negli atti di Schultze (v. p. 287) e Vinck (v. p. 307) che non hanno potuto intervenire personalmente al Congresso.

Il prof. HARTMANN pensa che per venire alla discussione pratica delle varie proposte contenute nelle relazioni testè sunteggiate dal prof. Osimo, sia opportuna una visita alla Mostra Didattica, nell'Esposizione di Piazza d'Armi, ove si potrà esaminare sperimentalmente il materiale esposto dalle varie nazioni.

Crede che questo sia un metodo pratico per poter trarre poi delle conclusioni sull'indirizzo particolare da imprimersi all'opera dell'Educazione popolare.

Anche l'on. PULLE è di questo parere.

Ma il prof. MARAZZANI pensa che se questa idea può parere a prima vista opportuna, presenta molti inconvenienti.

Oltre il perditempo immenso che una visita alla Mostra Didattica porterebbe, c'è anche il fatto che la preoccupazione del presente Congresso sono d'indole ben più alta e generale: sono più assai preoccupazioni sociali che non propriamente didattiche.

Del resto anche praticamente, una seduta nella Mostra Didattica appare come assai difficilmente effettuabile.

Meglio è, secondo il prof. Marazzani, sentire dai singoli rappresentanti delle varie nazionalità il rapporto sulle linee salienti, le quali costituiscono i caratteri di differenziamento da una nazione all'altra circa le Opere di Educazione popolare.

Il prof. CASTELLI, pensa che queste relazioni saranno probabilmente aride e che meglio sarebbe, come proponeva il prof. Hartmann prendere visione diretta della questione sul materiale didattico offerto dalla Mostra.

L'avv. DONATO propone un metodo conciliativo. Come espositore nella Mostra Didattica, può testimoniare che il materiale ivi esposto consiste, per la maggior parte, in relazioni e schemi. Si potrebbe quindi aderire ad una visita *extra-congresso*, e convenire quindi in seduta per continuare i lavori.

ALESSANDRINA RAVIZZA, pur favorevole ad una visita alla Mostra Didattica, propone di rimandarla, a motivo della gran folla che certamente si troverebbe nel recinto data la giornata di domenica.

Il Prof. OSIMO è invece favorevole ad una visita oggi e propone per questo di ritardare l'ora di convegno in aula.

Il prof. GHISLERI caldeggia invece la proposta di Alessandrina Ravizza, aggiungendo che, recandosi alla mostra ognuno ne approfitterebbe per far rilevare lì le sue osservazioni particolari, in modo che questa visita non servirebbe ad altro che a far perdere le linee generali della discussione.

Dopo di che si abbandona la proposta della visita alla Mostra Didattica, e il prof. A. Osimo prega il prof. Ghisleri di dare lettura della sua Relazione.

ARCANGELO GHISLERI, riassume e illustra la sua relazione sul tema:

Le fonti superiori e le condizioni iniziali della cultura.

(v. p. 299).

(La relazione del prof. Ghisleri viene salutata da calorosi applausi).

Quindi il prof. AUGUSTO OSIMO chiede all'Assemblea quale modo di procedimento le sembri migliore.

C'è chi pensa di discutere subito la relazione Ghisleri.

Il prof. GAROGLIO pensa di discutere con questa anche le due relazioni riassunte dal prof. Osimo, lasciando per ora la terza in attesa che il suo autore venga in persona a farne comunicazione.

Il prof. CASTELLI propone, per sollecitare, di riassumere le risultanze di tutte le relazioni insieme, in un ordine del giorno da mettere in votazione.

Il prof. TREVES insiste nel sollecitare queste conclusioni, affinché si possa venire alle discussioni d'ordine più pratico e concreto, anche perchè il prof. Osimo è favorevole a che si riservi il pomeriggio per la trattazione dei temi particolari.

Il prof. GAROGLIO ritiene opportuno di riservare la votazione per gli ordini del giorno particolari, e propone di nominare una Commissione costituita dai relatori affinché essi preparino un ordine del giorno il quale riassuma le conclusioni tutte delle singole relazioni.

Il prof. OSIMO, mancando alcuno dei relatori, vorrebbe affidare il delicato incarico al prof. Ghisleri, cui prega anche di riassumere la relazione.

Il prof. GHISLERI ritiene delicato l'incarico di riassumere una relazione non sua e ricusa. Propone che al momento si apra la discussione intorno alla propria.

Il prof. OSIMO accetta la proposta Ghisleri.

Il prof. HARTMANN pur facendo le lodi più lusinghiere al dotto relatore, prof. Ghisleri, gli fa osservare che le sue proposizioni miravano indubbiamente alle condizioni particolari italiane.

Ben altrimenti, dice il prof. Hartmann le cose procedono in Austria, dove le Università Popolari sono bene organizzate e dove i professori vengono bene retribuiti.

Osserva come in generale l'Università Popolare sia stata accolta in Austria da un sentimento ostile, ma come a poco a poco abbia vinto e sia venuta in auge.

Osserva ancora come alle conferenze, sempre disorganizzate e smembrate fra loro, si siano sostituiti a poco a poco i corsi re-

golari di lezioni dai quali i giovani traggono ben maggiore profitto.

Non conviene infine con il relatore prof. Ghisleri nel pensiero che un'altra grande direttiva morale debba sostituire la religiosa, ma vuole che si instilli nel popolo lo spirito critico, lasciando libero il campo al raziocinio di ognuno, senza la minima coartazione, che anche involontariamente accompagna talora l'insegnamento.

Sono le 11.30 e il Presidente leva la seduta che sarà riaperta alle 14.



TERZA SEZIONE.

Seconda Seduta: 16 Settembre ore 14.

- A) Università Popolari. — Estensioni Universitarie. — Corsi di coltura Popolare.**
- B) Ciò che si deve fare perchè le Scuole di Coltura Popolare rispondano al fine per cui sorsero.**

Presidenza del Presidente A. Baumgartner.

PRESIDENTE. — Prende atto dell'assenza del prof. A. Osimo, e incarica il prof. Hartmann, che meglio di lui conosce la lingua italiana, di dirigere i lavori dell'Assemblea.

Il prof. HARTMANN accettando, concede la parola con preghiera di brevità al signor

Avv. DONATO il quale rileva che i suoi tre anni di insegnamento popolare gli dimostrarono grave il problema e gli rivelarono l'insufficienza delle Università Popolari.

Il prof. Ghisleri, secondo lui, ha posta la quistione, ma non l'ha risolta. L'invito fatto a scienziati di sboccoconcettare il pane della scienza può sembrare troppo ardito, perchè in essi non è la virtù dell'adattamento alle umili intelligenze. È per questo che l'Università Popolare a poco a poco divenne scuola della piccola e media borghesia.

Per il proletario occorreva ben altro. Modena ha relativamente pochi analfabeti, pure trovò la necessità di dover insegnare l'alfabeto. Fu allora che sorse per iniziativa di alcuni, fra cui l'avvocato Donato stesso, l'idea di una scuola complementare. Se non

che, all'atto pratico neppur essa bastò. Per avere qualche risultato immediato dell'opera di coltura popolare, occorre cominciare dal molto semplice, magari dall'alfabeto, come dall'alfabeto a Modena s'incominciò.

Non vede poi ragione che alla religione si sostituisca quel *qualche cosa* che vagheggia il prof. Ghisleri, cioè un complesso di idee morali in accordo con le supreme ragioni della vita.

Ad esse idee religiose, non si sostituisca niente, ma si seguiti fidenti e sicuri a diffondere la cultura. Essa sola fornirà a ciascuno la propria direttiva.

Noi lo abbiamo giurato — continua l'avv. Donati — e lo manterremo! Vogliamo fare delle anime buone, conscie dei più piccoli doveri e dei più piccoli diritti: che sappiano essere responsabili della loro prole e che mano mano vengano togliendosi d'intorno i germi fatali dell'alcoolismo, del vagabondaggio, della superstizione. E vogliamo condurre i nostri affigliati a valutare altamente la santa infanzia, perchè come scrisse il Rousseau nel suo « *Émile* »: « Non si conosce l'infanzia e quindi non la si può educare ». Noi una nuova luce ancora vogliamo spargere sul popolo; la luce della scienza sperimentale; perchè quando si pensa che ogni più piccolo sasso trova nei musei il suo posticino e viene classificato in ordini, specie, sottospecie, ecc., noi ci domandiamo come mai ogni uomo non ha, insieme alla sua fede di nascita e al suo passaporto, la sua carta di viaggio, la sua bussola che gli indichi, quante volte può averne bisogno, chi e di quali attività può disporre, quali passività deve combattere, dove deve orientare il suo cammino; poichè è strano che l'uomo che si proclama re dell'universo, che si muove in mezzo ad un mondo di luce, trovi poi il buio appena rientra in sé stesso e che lo scibile umano si arresti davanti alla cellula corticale in cui risiede il mistero della psiche. Il nostro programma è sintetizzato in queste tre grandi parole: luce, bontà, fede.

Il prof. GAROGLIO trova come presupposto alla relazione del Ghisleri quella concezione individualista e liberista secondo cui le classi dirigenti devono *concedere* al popolo il patrimonio dell'istruzione.

Come la signora Alessandrina Ravizza mi diceva — esclama il prof. Garoglio — i cervelli bisogna scuoterli e destarli. Anche le conferenze isolate possono in questo senso essere utili.

Egli inclina a credere che le stesse classi operale debbono farsi organizzatrici dei propri mezzi di cultura, innestandosi sui tronchi fiorenti del Camere del Lavoro. Pur ammettendo una discesa dall'alto al basso del patrimonio intellettuale, va ammessa soprattutto una energica salita dal basso in su, una volontà di elevazione nelle classi popolari.

S'insegni della buona musica e non della cattiva, si facciano delle buone conferenze e non si dia alle menti, anche destituite di cognizioni e di sapere, il cibo di una pedestre e insufficiente educazione.

Il prof. Garoglio non si dimostra infine favorevole per principio all'intervento dello Stato nelle Opere di Educazione popolare, ma lo riconosce indispensabile là dove l'iniziativa privata non può riuscire allo scopo.

Il dott. SAVELLI riconosce l'impossibilità che un professore, il quale si vede assistito da pubblico promiscuo composto di persone colte ed incolte si adatti a fare una lezione del tutto elementare. Di qui la necessità di una scuola che serva appunto di preparazione all'U. P. e tenga conto sempre (poichè dobbiamo attenerci alla realtà delle cose) della enorme diffusione dell'analfabetismo fra noi.

Appoggia calorosamente l'iniziativa delle biblioteche popolari, che tanto bene servono ad unificare i vari lati della coltura, ed il suffragio universale che sarà utile a spingere verso una maggiore conoscenza i molti analfabeti, che rimangono tali anche perchè non compartecipi della vita civile del paese.

È contrario al prof. Ghisleri circa l'insegnamento morale da darsi nelle scuole, inclinando invece all'opinione del prof. Hartmann, che opina per lo sviluppo del senso critico nel popolo.

Secondo lui, Ghisleri è simile a un sindacalista rivoluzionario, il quale sostiene la conoscenza limitata, un certo grado di coltura, insomma ad altro non giovare che a creare degli spostati.

Se la scienza non può risolvere tutto, certo può far molto; se non altro essa avrà creato dei ribelli. L'ufficio delle scuole popolari è quello di preparare la nuova coscienza civile.

Il prof. SALE si associa al prof. Ghisleri nell'opinione di una scuola educatrice. Ricorda gl'inflessibili principii di morale insegnati nel Giappone, di cui è superfluo tessere gli elogi.

Secondo lui, la morale è assolutamente parte integrale del programma d'insegnamento.

Quanto al modo di formazione e di svolgimento delle singole Università popolari, afferma che ognuno ne ha assolutamente un suo particolare in armonia coll'ambiente nel quale deve operare e svilupparsi. A Modena l'Università è sorta in armi contro l'analfabetismo, a Novara contro l'ostilità delle classi dirigenti, che la chiamavano *Caffè economico delle signore*.

Racconta i vari procedimenti dell'Università modenese nella quale si sono imposte quote varie e graduate di iscrizioni e praticato vari modi di insegnamento dal linguistico al teatrale. Ma anche qui dei 500 soci iscritti 90 soli erano operai. Mostra la sua fiducia nell'esito finale, ma non si dissimula le difficoltà.

Il prof. FABIETTI presenta una mozione sull'ordine dei lavori, ma l'assemblea decide di continuare.

Il prof. HARTMANN, fungendo da presidente, concede la parola al relatore prof. Ghisleri perchè risponda alle obiezioni postegli.

Il prof. GHISLERI comincia col dire che sebbene si fosse proposto di parlare in tesi generale, ha portato il suo contributo anche alla risoluzione dei problemi particolari, pur avvertendo che non intendeva fare alcuna allusione diretta a questo o quell'esempio.

Al prof. Hartmann risponde che, se non ha tenuto abbastanza conto dello stato delle Università Austriache, ciò fu perchè si era proposto di rimanere specialmente in una sfera d'italianità.

Risponde quindi all'obiezione mossa al suo concetto di una cultura superiore integrativa e morale, dicendo che non solo egli, ma anche le relazioni del dott. Schultze e del Vinck sembrano contenere e comprendere un accenno a queste sue idee.

Pensa che per godere veramente il bene della vita bisogna conoscere quanto di bello e di grande è nella vita stessa. Fare un buon tintore o un buon meccanico non basta; occorre invece fare un uomo che abbia la coscienza di quello che è, che sappia unire al perfezionamento tecnico un certo perfezionamento morale.

Questo bisogno non è così sentito, perchè più che un interesse è un sentimento di altruismo che illumina alcuni. Mentre a fare un buon tecnico è direttamente interessato l'industriale, a divenire un uomo completo è interessato soltanto l'operaio.

Del resto egli non intendeva con la parola morale l'asservimento ad alcun dogma morale, bensì un indirizzo critico che desse la capacità di scelta tra il bene ed il male, che spiegasse, per quanto è possibile, quegli alti problemi della vita che turbano la coscienza di tutti gli uomini incolti.

Laicità della scuola (anche ieri se n'è discusso) non vuol dire opposizione alla religione, ma vuol dire semplicemente emancipazione da quella.

Anche la fede nel progresso umano è un dogma, del resto.

Oggi forse non si può più concepire una repressione universale del sapere, data la molteplicità dei centri di cultura sulla terra; ma per i Cinesi, gli Arabi, per tutte in genere le civiltà orientali il progresso non fu che un momento storico, ora tramontato.

Tutto il mistero ci avvolge, e noi vogliamo per quanto è possibile, render le coscienze capaci di affrontarne in parte l'enigma.

Noi vogliamo fare dei cittadini degni in tutto di partecipare al banchetto sociale, riabilitandoli a quella filosofia troppo bistrattata, ma pur sempre sovrana delle umane discipline.

Il prof. GAROGLIO e l'avv. MOLINARI invitano il prof. Ghisleri ad una conclusione.

Il prof. GHISLERI trae le sue conclusioni sulla necessità dell'alta coltura per integrare la coltura tecnica e fare in modo che le ostilità per l'istruzione popolare si convertano in favore; insiste anche su una certa obbligatorietà dell'istruzione superiore all'elementare o per lo meno su una viva insistenza da esercitarsi verso i refrattari, e promette di presentare domani sulle conclusioni della sua relazione un ordine del giorno.

A questo punto il prof. HARTMANN fa iniziare la lettura delle relazioni speciali.

Il prof. on. FRANCESCO PULLÈ, togliendo i dati dalla sua pubblicazione: *Cronache delle Università popolari*, fa la sua relazione su

Le Università Popolari Italiane.

Rinuncio — dice l'on. PULLÈ — ad ogni preambolo ed entro in argomento.

Al Congresso premerà forse di sapere lo stato attuale della questione delle Università Popolari, le quali sorsero quasi simultaneamente in più luoghi, dopo un quinquennio d'opera e d'azione etico-morale.

Molti altri elementi indiretti concorsero alla loro gestazione: la convinzione penetrata nelle masse di dovere da sè stessa, senza dipendere dalla filantropia borghese, procurarsi quelle integrazioni di coltura necessarie a completare le brevi cognizioni che loro dava la scuola primaria; il concetto sorto anche — ed io lo posso asserire per lunga esperienza acquisita nella abitudine di trattare con masse contadinesche — dalla constatazione dei danni che l'ignoranza reca alle colonie d'emigranti, bene spesso soccombenti nella lotta della concorrenza, vinta da altre colonie di operai stranieri, più capaci di rispondere adeguatamente alle esigenze della loro professione.

Morali ed economiche dunque, ma soprattutto cause politiche, perchè ben compresero i lavoratori come in una lotta sociale fosse necessario essere agguerriti ed armati di cognizioni più ampie e più tenaci.

Tutto questo ho detto per giustificare il fatto, quasi inesplicabile, del sorgere simultaneo in molti paesi d'Italia di queste Università popolari.

Esse sorsero nel 1901 quasi tutte, e non possiamo in modo assoluto dire quante oggi esse siano.

Quando tre anni dopo, solamente nel 1904, si ebbe a Milano una *riunione* — non ancora s'ardiva chiamarlo Congresso — dei rappresentanti delle Università Popolari Italiane — riunione che veniva seconda, dopo quella di Firenze nel 1903, si poterono noverare 66 Università popolari, ma è fuor di dubbio che queste essendo le sole

di cui si era potuto avere notizia ufficiale, le Università popolari raggiungevano fin d'allora perlomeno la cifra di 150.

Il Congresso di Firenze aveva costituito una Federazione nazionale, a cui si iscrissero soltanto 40 Università Popolari.

Da uno sguardo superficiale appare però evidentissimo questo:

Che le Università Popolari sono aggruppate, numerose là dove la popolazione è più civilmente progredita, scarse o mancanti là dove lo è meno.

E questo è ovvio, perchè là dove più si sa, si desidera di più sapere.

Ad ogni modo, conseguenza efficace è il voto che, seguendo il movimento generale della attività del nostro paese, il settentrione sia guida ed aiuto alla parte meridionale d'Italia.

Del vario indirizzo seguito dalle Università Popolari, io mi permetterò di fare una distinzione un po'... *sui generis*.

Le dividerò, cioè in Università attive e Università passive.

Per *attive* intendo quelle organizzate dagli stessi operai, che se ne rendono essi padroni e cointeressati dettando essi stessi le norme necessarie alla vita della loro associazione.

Per *passive* quelle che hanno un'amministrazione eterogenea, non formata da operai, i quali non sono qui che l'elemento *soci*.

Ora, basta nominare le Università di tipo attivo come Bologna, Parma, Cremona, in cui gli operai stessi versano il contributo economico indispensabile alla vita dell'istituzione, e non sono debitori della loro cultura alla beneficenza borghese, per comprendere la differenza grande che passa fra i due tipi di Università.

Son queste ultime, cioè le *attive*, che si sono innestate sul tronco di società operaie, come le Camere del Lavoro, quelle che procedono sicure nel loro cammino.

Nel breve diagramma che nella pubblicazione da me curata si può osservare, si rileva che nel 1901, epoca di fondazione delle Università Popolari, è il massimo fiorire di esse; il 1902 segna una decadenza, perchè le nuove Università sorgenti non bastano a compensare quelle che muoiono. Parrebbe che la nostra anima latina, anche in questo caso, abbia dato prova di entusiasmo grande, ma di poca costanza.

Ma non è vero, perchè cominciando dal 1903, fino a quest'anno, un nuovo e continuo rifiorire indica bene che noi procediamo nel nostro cammino.

Che dire delle Università tipo passivo, come quella modenese nella quale s'è infiltrato l'elemento borghese?

Certo, queste hanno veduto a poco a poco spopolizzarsi le loro lezioni, avendo preferito le conferenze, ove, come lamentava il prof. Ghisleri, troppo si sminuzza il sapere. E troppo si dà libero

sfogo alle ambizioni personali, nè si bada a tener viva la intelligenza dei proletari con l'insegnamento sperimentale.

Ad ogni modo, concludendo, quello che risulta dalla mia pubblicazione, della quale testè io v'ho parlato, è questo: che le Università popolari italiane sono, in realtà, quasi il doppio di quelle che appaiono, ma che fra esse manca unità organica, che infine la vagheggiata Federazione Nazionale di queste Università non è riuscita che a stringere in fascio un terzo delle Università esistenti.

È per questo che io ho consigliato loro di aderire unanimemente a questo Congresso, pensando che se ciò avrebbe portato uno squilibrio momentaneo nei loro bilanci, avrebbe però il Congresso ottimamente servito a fomentare quest'opera organizzatrice, ed esse ne avrebbero per conto loro ricavato tutto il profitto (*Applausi salutano la fine della relazione*).

Il prof. A. BAUMGARTNER di Zurigo legge la sua relazione sul tema:

Chautauqua - Istituzione americana per la coltura degli adulti (v. p. 355)
e conclude:

Cittadini di tutti gli Stati Uniti rendono Chautauqua assai interessante.

Essa è perfettamente democratica, e il millionario non sdegnava sedere presso l'umile maestra di scuola.

Essere in Chautauqua è come trovarsi in un mondo diverso dal nostro, lontano dalle lotte affannose della vita. La domenica è consacrata al riposo e al raccoglimento religioso.

Lungi ogni idea di lucro, Chautauqua serve alla propaganda per tutti dell'istruzione e di essa si ha un'ottima opinione anche in Inghilterra, dove istituti simili sono stati fondati, solo in parte però somiglianti. A questo io credo dovrebbero tendere le Università popolari per diffondere ovunque lo spirito di serenità e il desiderio di sapere (*Applausi*).

Segue la relazione del dott. FRANCESCO DETINA sul tema:

Les Conférences Populaires de l'Université Tchèque de Prague.

La parte migliore della popolazione pensa che la forza di un popolo risieda nella coltura. Da essa prende impulso l'industria e per essa il popolo si slancia nella via del progresso.

Per popolarizzare la scienza, si tentarono vari mezzi, di cui si hanno molti saggi. Si fondarono biblioteche popolari in città e campagna, non che diverse società per la diffusione della coltura.

Dal 1860 al 1870 sorse la *Umelecka Beveda*, società di letterati e d'artisti tzechi, che ha spiegato un'attività considerevole.

Nel 1880 a Praga si costituì pure una società di cultura che organizzava pubbliche conferenze.

Tutte queste istituzioni furono allora come prime fonti di una nuova vita intellettuale e sociale, ma non erano bene organizzate; fino a che nel 1896 una domanda delle società operaie tzeche al Collegio dei professori dell'Università Tzecha chiedeva che si organizzassero corsi regolari e pubblici per i lavoratori.

Fu risposto favorevolmente a questa domanda, e i professori, intraprendendo i loro corsi, chiesero al tempo stesso un compenso per la loro prestazione.

Questo piano venne approvato in massima nel 1897, e in seguito altre Facoltà entrarono a far parte della nuova istituzione, sì che al Ministero fu presentato un preventivo di 6000 corone che poi divennero 8000.

A norma dello statuto si nominano 11 membri, di cui 6 costituiscono il Senato accademico e gli altri formano i Collegi preposti a ciascuna Facoltà.

Le conferenze si tengono in sale pubbliche, in luoghi appositi. L'iscrizione ai corsi ha luogo al principio dei vari cicli di conferenze per opera di un commissario all'uopo designato, il quale si incarica di conoscere le condizioni di colui che s'iscrive e le varie informazioni che possono interessare ai fini dell'istituzione.

Nell'anno 1904-05 si tennero a Praga due serie di Corsi e nei sobborghi tre.

Sull'esempio di Praga, altre città si diedero ad organizzare Università Popolari, prendendo norma dal come venivano effettuate le letture, le organizzazioni accademiche, ecc.

Certo i fondi di cui l'Università Tzecha può fino ad oggi disporre non le permettono di estendersi com'è desiderio comune; ma è viva speranza che via via, aprendosi nuovi centri in altre città, si riuscirà a dare incremento sempre maggiore allo stato economico dell'Università Popolare.

Nell'anno scolastico 1905 si ebbero, per citare un esempio, a Kutná Hora 13 conferenze, frequentate da 2116 persone. Altri esempi potrebbero anche più confortare le nostre speranze.

All'Università Popolare propriamente detta si sono innestate altre istituzioni consimili, per cui a Koninensky, per iniziativa della società magistrale s'è fondato una Scuola per gli istitutori, ecc.

Nella Boemia e nella Moravia si sostiene vivamente l'opera delle Università Popolari, e anche lì fiorirono attorno al tronco materno altre diramazioni fiorentissime.

Nessun ramo dell'attività si è tralasciato, nè morale, nè storico, nè filosofico, nè religioso, nè scientifico.

L'Università Tzecha realizza un vero movimento verso le con-

quisti dei veri. Non siamo d'avviso che la scienza si debba separare dal cammino delle dottrine filosofico-morali, ma anzi che tutte due vicendevolmente s'aiutino e s'integrino.

Così potremo debellare il diritto brutale del più forte e vincere non le guerre sanguinose e fratricide, ma le nobili battaglie per la conquista delle supreme verità.

E con la lingua nazionale il popolo tzeeco cerca, nell'organizzazione dei Corsi popolari, quel risorgimento nazionale che deve condurlo alla luce della libertà (*Applausi*).

Prende la parola il relatore prof. HARTMANN sul tema:

Iniziativa per la coltura popolare nell'Austria tedesca

e riassume la relazione data in atti (v. pag. 819). (*È vivamente applaudito*).

Terminate le relazioni dei Rappresentanti Esteri, si riprende la discussione sulle Università Popolari Italiane. Parla:

L'avv. DONATI che obietta al prof. Pullè le ragioni di decadimento di quelle Università Popolari da lui chiamate passive.

Pensa che l'unico danno sia nella assoluta impreparazione delle masse e che sia bene quindi ricalcare quel tipo vero di Università Popolare descritto dal prof. Hartmann e che è la *Volksbildungsverein*. Siccome però tutto è relativo, dice che questa forma integrale per ora bisogna in Italia riferirla al nostro diffuso analfabetismo, cominciando l'insegnamento dall'estremamente semplice inizio.

Dice come a Modena si sia dovuto appunto cominciare dall'alfabeto.

L'on. PULLÈ interrompe per ripresentare l'ordine del giorno della mattina, circa il Congresso per la Pace (*Viene approvato*).

Si conviene di non leggere le altre relazioni di cui mancano i relatori, e di darle alla stampa.

Dopo ciò si riprende la discussione.

Il prof. LONGINOTTI di Schio, dopo una brevissima relazione della vita delle Università Popolari di Bassano, Udine, Vicenza, fra le quali si ebbe un convegno; propone questo suo

ORDINE DEL GIORNO:

« Il Congresso delle Scuole libere e delle Università popolari del Veneto, tenutosi a Schio il 27 maggio 1906, affermando la necessità di dare un indirizzo specialmente popolare alle scuole stesse, esprime il voto che nelle città dove esistono due istituzioni

parallele, cioè una Università popolare ed una Scuola popolare, queste coordinino la loro opera, venendosi vicendevolmente in aiuto, in modo però che le singole attività siano rispettivamente e separatamente informate ai bisogni della classe media e più colta e di quella operaia e meno istruita e che laddove esiste solo la Scuola libera o l'Università popolare, queste esplicino la loro attività in duplice senso, vale a dire con corsi elementari specialmente indirizzati alla classe operaia e che siano preparazione ai corsi successivi di cultura generale elevata, dedicati più direttamente alle classi medie già preparate ad un insegnamento meno elementare ».

(È approvato).

Il prof. VARAZZANI presenta una mozione d'ordine perchè si venga a qualche cosa di più concreto. Prega il prof. Hartmann di fissare i temi affinchè il Congresso non si esaurisca inutilmente in una discussione vaga e inconcludente.

Il Prof. HARTMANN propone i quesiti:

- I. — Se le Università Popolari debbono essere istituzioni operaie o no.
- II. — Se debbono essere sussidiate dallo Stato o no.

Prega di abbandonare i particolari oziosi.

SAVELLI propone di federare il materiale delle Università popolari per mutuo aiuto e mutuo risparmio.

GALLI dimostra come l'Università di Cremona abbia diffuso, con sacrifici non pochi, le sue propaggini vitali anche nelle campagne, servendosi di chiunque fosse buono allo scopo ed ottenendo dai contadini il massimo risultato educativo. Insiste su una riforma del metodo, una selezione degl'insegnanti e una retribuzione agli insegnanti stessi, che altrimenti difficilmente si presterebbero, date anche le loro condizioni economiche.

Assicura degli ottimi risultati da lui ottenuti, citando fino a duecento e trecento presenze ad alcune lezioni tenute a contadini. Vuole che sulle presenze effettive e non sugli iscritti si facciano le statistiche. Pensa, infine, che in certi luoghi per dirozzare certa ignoranza e certa indifferenza sordida possa essere utile anche la gratuità completa.

PINTI, delegato della Camera del Lavoro di Milano, vuole che le Università Popolari siano per origine e carattere istituzioni prettamente proletarie e che non dipendano punto dalla filantropia borghese: istituzioni cioè che l'operaio costituisce per sè, cosciente del suo diritto e del suo dovere.

L'Avv. MOLINARI, propone all'assemblea il seguente ordine del

giorno, nel quale insiste sulla necessità che l'Italia settentrionale aiuti l'opera educatrice nell'Italia meridionale:

« L'assemblea dà mandato alla Presidenza della Federazione italiana di incaricare speciali oratori per conferenze nelle città dell'Italia meridionale e delle Isole, onde diffondere l'idea della necessità di far sorgere ovunque Università Popolari od istituti similari.

(Approvato all'unanimità).

Il prof. SILVA *ex-segretario dell'U. P. di Milano*, propone che si scinda nettamente l'Università Popolare per l'operaio, che è ancora o quasi un desiderio, dalla presente Università Popolare, divenuta scuola per l'elemento borghese.

Ricorda che nel 1905, per non creare odiosi antagonismi, dietro proposta del dott. Gnocchi-Viani, non si volle fare una'affermazione di distinzione di classi.

Oggi in omaggio alla divisione del lavoro, che anche i congressi pervade, occorrerebbe chiarire l'equivoco.

Ritiene impossibile che due elementi differenti per cultura, come l'operaio e il borghese, possono unirsi in una medesima aula: o l'uno non comprenderebbe, o s'annoierebbe l'altro.

Il prof. TREVES, non ritiene opportuna questa divisione, perchè non si sa bene a qual punto si finisca di essere meno e si incominci ad essere più istruito. Son cose vaghe, e l'unità potrebbe meglio assimilare le differenze, ove per un periodo di tempo si permetta a queste affinità di formarsi via via.

Il prof. GAROGLIO, appoggia le parole del prof. Treves contro il prof. Silva, anche col dire che molte volte il ceto piccolo borghese è più proletario del proletario.

Il prof. PULLE a conforto di questa tesi mostra come, scegliendo a caso dalle statistiche da lui raccolte, si ottengono queste risultanze di fatto: Operai 44 su 100, Commessi 24 su 100, Professionisti 6 su 100, Industriali 7 su 100, Studenti 10 su 100, le quali dimostrano come, in ogni modo, l'elemento operaio sia in maggioranza sugli altri.

Dopo alcune parole del prof. MARIANI per proporre scuole popolari a complemento delle primarie per coloro che non possono frequentare la scuola secondaria, e dell'operaio ARGENTONI su la riforma dell'attuale metodo d'insegnamento, per renderlo più dilettevole al l'operaio che, stanco del lavoro della giornata, non è così facilmente inclinato alle fatiche dello studio, e dopo un breve emendamento all'ordine del giorno Molinari, l'assemblea viene chiusa alle ore 18 precise.



TERZA SEZIONE.

Terza Seduta: 17 settembre, ore 9.

- C) Biblioteche popolari in Italia e all'Estero, urbane e rurali.**
- D) Rapporto tra la Biblioteca Popolare, l'Università Popolare, la Scuola Professionale, i Musei, le Gallerie.**
- E) Comunicazioni.**

Presidenza del prof. A. Baumgartner, che prega il prof. A. Osimo di sostituirlo nella direzione delle sedute.

Il prof. AUGUSTO OSIMO considerando che sole tre ore ancora rimangono per condurre a termine i lavori di Sezione, dovendosi nel pomeriggio deliberare in seduta plenaria, propone che si discuta rapidamente sino alle 10.30 intorno ai due ultimi temi che ancora rimangono: *Biblioteche Popolari in Italia e all'Estero, Urbane e Rurali*, e *Rapporto tra la Biblioteca Popolare, l'Università Popolare, la Scuola Professionale, i Musei, le Gallerie, ecc.*

Propone che, terminata la discussione di questi temi, si passi alla compilazione e votazione degli ordini del giorno da presentarsi poi nel pomeriggio in seduta plenaria.

L'avv. MOLINARI propone, considerata la mancanza di tempo, di dividere i lavori per vari gruppi, i quali, poi, portino le singole conclusioni in seduta. Questo anche per non obbligare i delegati stranieri a fermarsi a discutere su questioni d'interesse puramente italiano e, viceversa, non obbligare gli italiani ad indugiarsi su questioni che interessano puramente altri paesi.

Il prof. A. OSIMO, osserva che è meglio mantenere la discussione su un piano piuttosto generale, lasciando a ciascuno che ne abbia il buon volere, il compito di interessarsi con altri a quelle urgenze prettamente particolari, che sembreranno più opportune. Rammenta

lo scopo essenzialmente sintetico del Congresso e chiede all'assemblea se la sua proposta non sia per sembrare più opportuna.

L'ASSEMBLEA mostra di preferire, infatti, che i lavori procedano uniti, sì che incominciano le discussioni. Si concede però al dott. Muzio Pazzi e al prof. Castelli di fare le loro comunicazioni, non avendole potute fare, per mancanza di tempo, nella precedente seduta.

Il dott. PAZZI, *direttore della Scuola Samaritana di Bologna*, prende la parola per riassumere brevemente la sua relazione sulla scuola dei « Primi soccorsi », relazione inserita integralmente in atti. (v. p. 403).

Promette di presentare su questo argomento un ordine del giorno (v. o. d. g. Pazzi a p. 554).

Il prof. CASTELLI prende secondo la parola per tratteggiare brevissimamente la tesi della relazione da lui presentata al Congresso ed inserita in atti (v. p. 388).

Dice che presenterà le conclusioni della sua relazione in un ordine del giorno al termine della seduta (v. o. d. g. Castelli a p. 554).

Il prof. A. OSIMO, assicuratosi che su questo argomento più nessuno domanda la parola, apre finalmente la discussione sul tema delle Biblioteche popolari, pregando il prof. Ettore Fabietti di riassumere la sua relazione, anch'essa inserita per esteso in atti (v. p. 337).

Dopo la relazione del prof. Fabietti, seguono brevissime quelle del prof. L. M. HARTMANN di Vienna.

Comincia egli con l'elogiare il prof. Reyer, fondatore delle Biblioteche popolari, che a Vienna raggiunsero in breve tempo il numero di quattordici.

Passando rapidamente ad accennare la storia di queste Biblioteche, si ferma al momento presente nel quale ben tre milioni di libri circolano per le mani di lettori popolari.

Dice che la Biblioteca centrale popolare, oggi ormai fiorentissima, conta 50,000 volumi quasi tutti di scienza, i quali vengono mandati nei sobborghi.

Le Biblioteche popolari di Vienna avevano ed hanno un sussidio governativo, ma a cagione del loro sviluppo il sussidio parve insufficiente, sì che si dovette ricorrere ad una piccola tassa da parte dei lettori (circa 80 cent. al mese).

Il prof. Hartmann lamenta questo, come un pericolo di allontanamento del popolo dalla coltura, e si ripromette che, con nuovi sussidi governativi, la tassa possa sempre più rendersi minima. Tanto più che nella Biblioteca Popolare Centrale la tassa sale fino ad una corona al mese, più pochissimi centesimi ogni volume.

Vagheggia il prof. Hartmann che da questo lato possa Vienna divenire come la capitale della Boemia, che possiede una Biblioteca Popolare Centrale, dove i libri sono indifferentemente accolti, qualunque principio difendano.

Lamenta che a Vienna esista ancora una certa restrizione di scelta, la quale impedisce lo sviluppo della libera critica, ma non dubita che il movimento odierno delle idee scuota questo breve intorpidimento e faccia che le Biblioteche Popolari rispondano *completamente* a quanto si attende da loro.

Il prof. DETINA, rappresentante di Praga, riferisce quindi la sua relazione, dolente che, non avendola scritta, non possa estendersi in quei particolari che vorrebbe.

Gli Tzechi, egli dice, possiedono molte Biblioteche popolari e a Praga se n'è fondata una, la quale rimane aperta al pubblico tutto il giorno.

Biblioteche per le campagne non ve ne sono, ma quelle cittadine diramano i loro volumi ovunque, diffondendo assai la coltura.

Le Biblioteche popolari Tzeche, dice il prof. Drtina, sono assolutamente moderne di ordinamento e di idee, e se ne ha un esempio nella prima Biblioteca centrale, detta la Casa del Popolo.

Tutto lascia a sperare, conclude il rappresentante di Praga, che, dati questi ottimi inizi, il problema delle Biblioteche popolari per il popolo Tzecho si avvil ad una buona soluzione.

Il prof. A. OSIMO, terminate le relazioni, invita i Congressisti a discutere e proporre tutto quanto loro sembri degno di essere rilevato dal Congresso.

La signora ALESSANDRINA RAVIZZA chiede la parola per proporre che le Biblioteche popolari trattino con le Direzioni degli Ospedali perchè siano fatti circolare buoni libri fra i poveri sofferenti per alleviar loro le pene dell'attesa e del male.

La signora Ravizza accenna ai pregiudizi sociali e soprattutto monacali che hanno ridotto quelle biblioteche ad una noiosa e stupida raccolta di vite di santi e di libri d'ascetismo; ricorda il diritto alla vita di quei sofferenti e narra pietosi casi, di cui ella fu testimone, nei quali l'abnegazione di un maestro apostolo fece cittadini liberi ed elettori di poveri analfabeti, che il male aveva ridotto per mesi e mesi infermi in un letto.

La signora Alessandrina Ravizza insiste perchè, nel concedere libri a quegli infelici, si abbia cura della scelta, non obbedendo più agli odiosi pregiudizi del prete.

L'avv. MOLINARI, in appoggio alla proposta Ravizza, caldeggia che le biblioteche circolanti siano estese anche ai reclusori, e dichiara che presenterà all'uopo un ordine del giorno (v. o. d. g. Molinari a pag. 556).

Il prof. CAMPANELLI, propone una *Federazione nazionale* delle Biblioteche popolari, invitandole a un Congresso in epoca non lontana e invitando a far altrettanto quelle delle altre nazioni, affinchè presto si arrivi ad una Federazione internazionale.

Delle Biblioteche popolari vuole definito nettamente la natura giuridica.

Caldeggia la pubblicazione di un Bollettino delle Biblioteche popolari che non degeneri in *réclame*, da compilarli dal Consorzio di Milano e infine l'introduzione di lezioni di Biblioteconomia nei programmi pedagogici. Promette di presentare sulle sue conclusioni un ordine del giorno.

Il maestro MASTROPAOLO sostiene le necessità di non lasciar assopire nella mente dei giovinetti tutto quello che la scuola ha destato in loro. Propone, quindi, specialmente per le scuole rurali popolari, una continuità d'opera con le scuole primarie. Senza queste, crede inutile l'opera delle Biblioteche popolari, perchè per far leggere bisogna mettere in grado di comprendere quello che si legge.

Passando alle Biblioteche popolari, propone, sempre per facilitare il compito ed invogliare alla lettura, abbonamenti molteplici alle riviste, le quali appaiono più eccessibili alle menti primordiali. Reclama, quindi, l'intervento governativo per aiutare l'opera dell'educazione popolare.

Lo Stato, dice, dovrebbe dare per ogni Biblioteca popolare 100 lire all'anno: 75 per l'acquisto dei libri, che — a risparmio di altre spese — dovrebbero essere conservati in una scuola, e 25 per compenso al maestro bibliotecario. Son pochine 25 lire, lo so; ma i maestri che per tanto tempo hanno insegnato nelle scuole serali pel compenso che sappiamo, non rifiuteranno, per l'esiguità della retribuzione, l'opera loro in pro delle biblioteche per alcune ore la settimana. E non son molte nemmeno le 75 lire per i libri; ma con esse sarà possibile pagare l'abbonamento a tre o quattro riviste e comprare, ogni anno, un centinaio di volumetti adatti al popolo: e per cominciare, ciò è sufficiente. In seguito, riconosciuta da tutti l'utilità di tale istituzione e sentito maggiormente dal popolo il bisogno della lettura, il popolo stesso penserà a ottenere sussidi dai Comuni e coopererà in tutti i modi all'incremento delle Biblioteche.

Avverte di voler presentare sulle sue conclusioni un ordine del giorno (v. o. d. g. Mastropaolo a pag. 556).

La signora CLARA CAVALIERI-ARCHIVOLTI presenta una breve relazione intorno all'opera da lei iniziata di Biblioteche gratuite per fanciulli delle scuole elementari.

Lo scopo di questa istituzione è chiaramente esplicito nel programma diffuso della signora Cavalieri. « È insufficiente combattere l'analfabetismo, quando ai fanciulli che apprendono la lettura nella scuola manchi la possibilità di procurarsi buoni libri atti a fecondare gli insegnamenti ricevuti ».

La signora Cavallieri vuole arrivare a diffondere le biblioteche in tutte le classi superiori delle scuole primarie ed affidare le piccole biblioteche ai maestri, che non saranno già semplici distributori, ma sapranno porgere al fanciullo il libro più consono alle tendenze di lui; essa vuole che il fanciullo trovi, nell'ambiente che ogni giorno frequenta, il libro dilettevole e buono; che non sia costretto a fare un passo di più per cercarlo; che non debba superare nessuna difficoltà; assumere nessuna garanzia per ottenerlo e per recarlo nella propria casa.

Essa si lusinga che dalla voce del bambino, dalla lettura che egli farà probabilmente *in famiglia* delle cose che più l'impressioneranno o lo diventeranno, anche l'adulto tragga utilità e profitto, ed acquisti, quasi senza accorgersene, nozioni di scienze positive ed idee elementari, ma esatte, intorno ai progressi industriali ed economici, ai fenomeni naturali, alle evoluzioni sociali che lo renderanno più preparato e più volenteroso di seguire i corsi di lezioni che s'impartiscono nelle Università Popolari.

La signora Cavallieri conclude col presentare un ordine del giorno in cui:

Il Congresso, dichiarandosi persuaso che le Bibliotechine scolastiche possono essere mezzo efficace:

1° a continuare e secondare nel giovanetto l'opera della scuola;

2° a sottrarlo ai pericoli dell'ozio e dei giuochi immorali;

3° a far penetrare nelle famiglie del popolo, specie nelle campagne, l'uso del libro come arma contro l'ignoranza e le superstizioni;

fa voti che i Comuni ed altri enti, come l'Umanitaria, diano il loro appoggio per incoraggiarle e diffonderle.

Il prof. MORI caldeggia la proposta che vengano istituiti concorsi per cataloghi di Biblioteche Popolari, deplorando la cattiva scelta di libri che finora nelle Biblioteche Popolari stesse s'è fatta. Presenterà un ordine del giorno (v. o. d. g. Mori a pag. 554).

L'avv. MOLINARI prende la parola per dire che aggiungerà al suo ordine del giorno anche il concetto, che una Commissione sia incaricata di invigilare severamente perchè nelle Biblioteche *nessun* ideale sia boycottato.

L'avv. BELLONI crede meglio dichiarare che nelle Biblioteche si farà della cultura *laica*, e in proposito vorrebbe formulare un suo ordine del giorno.

Ma dopo breve, vivace polemica, nella quale parlano in molti l'avv. Belloni rinuncia al suo ordine del giorno.

Il prof. OSIMO, chiesto se nessun altro desidera la parola, dichiara chiusa la discussione.

Propone che, mentre si sospende per un quarto d'ora la seduta, gli interessati s'uniscano per compilare e coordinare gli ordini del giorno.

Alle 11.30 la seduta è ripresa. Gli ordini del giorno sono complessivamente 14, dei quali 3 di ordine generale e 11 di ordine speciale.

I tre di ordine generale sono presentati dai professori Ghisleri, Varazzani, Fabietti.

Gli undici di ordine particolare sono presentati dai professori Longinotti, che ne presenta tre, Pazzi, Mori Castelli, Prino di Cassano, Michele Campanelli, avv. Molinari, Mastropaolo e signora Clara Cavalleri.

Il prof. AUGUSTO OSIMO prega ciascuno di dar lettura del proprio, affinché possa venire approvato dall'assemblea.

Lettura degli ordini del giorno:

Il Congresso, tenuto conto della relazione Ghisleri e di quelle dei professori Schultze, Muirhead e Vinck, in quanto si riferiscono al tema generale; afferma il bisogno che la coltura tecnica e professionale del popolo debba essere integrata con gli insegnamenti atti ad orientare e formare la coscienza nuova dell'uomo e del cittadino;

E FA VOTI:

a) *che le opere di educazione popolare si coordinino in modo da assicurare la continuità della loro assistenza intellettuale e morale;*

b) *che i dotti specialisti, i quali onorano le scienze e gli studi superiori, si preoccupino di codesto novello bisogno dei tempi nostri, aiutando, favorendo, illuminando l'aspirazione delle classi popolari verso la cultura;*

c) *che a tutte le classi popolari venga agevolato l'intervento normale, diretto, nelle funzioni della cosa pubblica locale, riconoscendo il Congresso che tra i mezzi iniziali più efficaci di stimolo, di correzione e di integramento della cultura generale degli adulti è la partecipazione del popolo, anche degli analfabeti, nella discussione e nelle deliberazioni di questioni che può conoscere e controllare da vicino.*

A. GHISLERI.

È approvato.

Il Congresso (Sezione Terza);

udite le relazioni e udita la discussione intorno ad esse avvenuta;

mentre ritiene che, nonostante i casi qua e là lamentati, sia di rilassamento, sia di arresto o di parziale insuccesso, il movimento complessivo mondiale delle Università Popolari dia ragione di conforto e di speranza, tanto più se si considera che esso trovasi tutt'ora in un periodo iniziale alla ricerca di ulteriori adattamenti e di vie più sicure;

mentre riconosce che gli svariati atteggiamenti, sotto cui nei vari paesi esso si manifesta, non possono essere condotti ad un'unica forma, ma si debba invece lasciare ai crescenti rapporti internazionali e alle momentanee esperienze il compito di determinare quali siano gli utili scambi possibili e quali per contrario le necessità e le caratteristiche locali irriducibili;

afferma, in linea principale e generale, i seguenti postulati:

a) le Università popolari (o estensioni universitarie) debbono conservare il loro carattere di istituti destinati a diffondere, in tutte le forme più libere e più largamente accessibili, la coltura scientifica ed estetica e la educazione morale e civile, indirizzando l'opera loro non esclusivamente ad una determinata classe, sia pur questa demograficamente la più vasta ed economicamente e moralmente la più bisognosa, ma a tutto quanto il popolo, ossia a quella massa che, rispetto alla coltura, non trova nei ristretti e privilegiati congegni dell'insegnamento e dell'educazione ufficiale il necessario soddisfacimento;

b) che, ferma stando la precedente affermazione, debbono tuttavia le Università Popolari alla elevazione intellettuale e morale delle classi operaie convergere le loro particolari cure, esplicando dal proprio seno speciali forme didattiche educative sino a giungere - ove occorra - alla scuola elementare per gli analfabeti;

c) che ogni istituto di libera coltura popolare deve, possibilmente, assidersi su una base solida di insegnamento sistematico con programmi regolari, con corsi metodici, con professori specializzati e retribuiti, integrando però questo insegnamento con un sistema di conferenze da tenersi in vasti locali e dinanzi a numerose assemblee — conferenze che meglio si prestano a gettare nella psiche collettiva popolare quei germi di grandi idee morali e sociali e ad agitarvi quei problemi della vita, senza di cui non è possibile la formazione della coscienza civile;

d) che finalmente le Università Popolari debbano, alle lezioni e conferenze, aggiungere tutte quelle altre forme che, talora con più immediata efficacia, concorrono a educare l'uomo e consistono

nella partecipazione ai godimenti delle arti figurative e musicali, nella visita a musei, a gallerie, a monumenti, a città e luoghi notevoli per bellezza di natura o d'arte, o per storici ricordi, alle esercitazioni fisiche (non dovendo la coltura essere spirituale soltanto) e, principalmente nella partecipazione agli spettacoli teatrali, a proposito dei quali il Congresso raccomanda che si favorisca il diffondersi di un degno ed elevato teatro popolare, da cui possano nell'anima del popolo riportarsi le solenni voci e vibrazioni della grande arte lirica e drammatica.

VARAZZANI.

È approvato.

Il Congresso (Sezione Terza);

udita la relazione sulle Biblioteche popolari;

considerando ch'esse costituiscono il mezzo più economico ed universale per propagar la coltura nel popolo;

considerando l'inefficacia della scuola primaria ai fini della coltura popolare, là dove una diffusione intensa e gratuita del libro non provveda a prolungarne gli effetti;

constata con soddisfazione il destarsi di un vero e generale movimento in favore delle biblioteche popolari a tipo moderno;

eccita le organizzazioni operaie, le cooperative, gl' industriali, i maestri e i privati e farsene promotori presso scuole, associazioni, stabilimenti industriali, carceri, ospizii, e dovunque sia un nucleo di gente desiderosa o bisognosa di elevarsi;

consiglia i promotori stessi di preordinarne il funzionamento a una efficace cooperazione con le Università Popolari, con le Scuole professionali, coi Musei, le Gallerie e in genere con tutte le istituzioni locali di coltura popolare; di uniformarsi nella composizione della biblioteca a criteri di perfetta neutralità di confessioni politiche e religiose;

AFFERMA

1° — la necessità che lo Stato, le Provincie e i Comuni vengano in sussidio all'iniziativa privata e si sostituiscano ad essa là dove si dimostra insufficiente o tarda alla istituzione di biblioteche pel popolo, sia derivando dal tronco delle grandi biblioteche nazionali e comunali d'alta coltura vigorose propaggini di carattere popolare nei sobborghi operai della città, sia concedendo a queste in deposito e in uso libri di coltura popolare non strettamente a quelle necessari, sia assumendosi direttamente l'istituzione e il mantenimento delle biblioteche popolari.

2° — *la necessità che la Biblioteca del popolo sia affidata a personale tecnico e che, quindi, lo Stato istituisca dei corsi speciali di biblioteconomia.*

3° — *che un organismo centrale, agile e sciolto da impacci burocratici, emanazione sia dello Stato, sia delle Biblioteche federate, fornisca le direttive tecniche e assicuri un' oculata vigilanza nelle biblioteche del popolo.*

E. FABIETTI.

È approvato.

Ordini del giorno particolari presentati dal prof. LONGINOTTI.

I. Ordine del giorno:

Il Primo Congresso Internazionale per le Opere di Educazione Popolare, confermando l' indirizzo indipendente, al quale si sono finora venute informando Scuole, Università Popolari ed istituti affini, fa voti affinché l' azione si espliciti anche nei centri agricoli per mezzo di apposite cattedre ambulanti, usufruendo possibilmente di tutti gli elementi locali.

È approvato.

II. Ordine del giorno:

Il Congresso, affermata l' utilità di fare largo uso delle proiezioni luminose nell' insegnamento popolare,

FA VOTI

che venga pubblicato dalla Federazione Italiana delle Università Popolari un elenco dei fotogrammi esistenti presso le varie istituzioni e siano fissate norme atte

ad evitare ripetizioni di spese da parte delle singole istituzioni;

a facilitare lo scambio dei fotogrammi tra le Scuole ed Università stesse;

ed a fare in modo che prevalentemente venga adottato per fotogrammi un formato unico.

È approvato.

III. Ordine del giorno:

Il Primo Congresso Internazionale per le Opere di Educazione popolare, affermando la necessità d' imprimere un indirizzo pratico e veramente efficace alle Scuole ed Università Popolari, esprime il voto:

che nelle città dove esistono due istituzioni parallele di tal genere, cioè un' Università ed una Scuola Popolare, queste coordinino la loro opera, venendosi vicendevolmente in aiuto, pur conservando intatte la propria autonomia e l'indipendenza d'indirizzo:

e che laddove esiste solo la Scuola libera o l'Università Popolare, queste esplicino la loro attività in duplice senso, vale a dire con corsi elementari specialmente indirizzati alla istruzione ed educazione della classe operaia e che siano di preparazione ai corsi successivi di coltura generale più elevata, rivolta più direttamente alle classi comunque preparate in miglior modo ad un insegnamento meno elementare.

I proponenti:

LONGINOTTI - SALE - CASTELLI - SAVELLI.

È approvato.

Ordine del giorno PAZZI, Direttore della Scuola Samaritana di Bologna:

Il Primo Congresso Internazionale delle Opere di Educazione popolare, Terza Sezione, tenuto conto della odierna necessità delle Scuole popolari dei « primi soccorsi » e confortato dai risultati pratici della Scuola Samaritana della Università Popolare di Bologna, fa voti perchè tutte le Università Popolari italiane e straniere siano sede normale di queste scuole umanitarie, che attendono il concorso morale e finanziario dei pubblici Poteri.

Dott. MUZIO PAZZI.

È approvato.

Ordine del giorno del prof. ANGELO MORI:

La Terza Sezione del Congresso Internazionale per le Opere di Educazione Popolare, ritenendo indispensabile provvedere le Biblioteche popolari di libri adatti a diffondere la coltura nel popolo.

FA VOTI

che l'Unimaneitaria tanto benemerita della Coltura popolare, indica speciali concorsi per la compilazione di libri educativi veramente popolari e curi la traduzione di quelli stranieri segnalati dalle istituzioni congeneri.

MORI
BELLONI.

È approvato.

Il prof. ENRICO CASTELLI presenta il seguente ordine del giorno:

Il Congresso Internazionale per le Opere di Educazione popolare invita le Università popolari, le Scuole libere popolari e le

istituzioni affini a dare il massimo possibile svolgimento all'insegnamento scientifico-sperimentale, indirizzandolo tanto al fine dell'educazione individuale, quanto al fine del pubblico progresso; e confida che tutte le scuole popolari coopereranno fraternamente per favorire l'insegnamento medesimo ove mancano o scarseggiano i mezzi sperimentali.

Dott. E. CASTELLI.

È approvato.

Ordine del giorno presentato dal PRINCIPE DI CASSANO:

Il Primo Congresso Internazionale per le Opere di Educazione popolare, considerato che per favorire e condurre a compimento l'educazione del popolo, è necessario, specialmente in Italia, riunire ed organizzare tutte le forme di privata iniziativa che a quest'opera si dedicano; considerato che sarebbe per ciò indispensabile in Italia una Federazione nazionale delle istituzioni per la coltura e l'educazione popolare, fa voti che nel più breve tempo possibile sia tenuto in Roma, promosso dalle istituzioni congeneri colà esistenti, un primo Congresso Nazionale per l'Educazione popolare, coll'intento precipuo di provvedere all'organizzazione della auspicata Federazione.

Prof. ETTORE GABBATO.
Prof. ALFREDO BATTELLI.
Avv. DI SCANNO.
NICOLA MASTROPAOLO.
Prof. E. FABIETTI.
Prof. PIETRO MARANZANA.

PRINCIPE DI CASSANO.
MICHELE CAMPANELLI.
Prof. PIETRO CARONCINI.
Avv. PIO DONATI.
Avv. LUIGI MOLINARI.
Prof. LUIGI FRISO.
E. GAROFALO.

È approvato.

Ordine del giorno MICHELE CAMPANELLI:

Il Primo Congresso Internazionale per le Opere di Educazione popolare, udite le proposte e le conclusioni dei relatori, riconosciuta la necessità di diffondere le Biblioteche Popolari come il più efficace mezzo di propagar la coltura, plaude all'opera del Consorzio Milanese ed al programma del nuovo istituto « Pro Coltura » e delibera:

1. — *che si costituisca, innanzi la chiusura dei lavori del Congresso, una Federazione Italiana delle Biblioteche popolari in seno al già esistente Consorzio di Milano;*

2. — *che s'indica a non lunga scadenza un Congresso Nazionale, impegnando i delegati stranieri a fare altrettanto nelle loro nazioni, costituendo anch'essi delle Federazioni, allo scopo di creare una Federazione internazionale;*

3. — *che la Federazione italiana inizi subito la pubblicazione di un Bollettino periodico delle Biblioteche popolari, determini con accurati studi la esatta figura giuridica di tali fondazioni, provveda opportunamente affinché sia adottato nei programmi pedagogici l'insegnamento della Biblioteconomia, e provochi, infine, con azione energica e ben diretta in pro di esse biblioteche, il maggior interessamento del Governo e dei Comuni.*

MICHELE CAMPANELLI.

È approvato.

Ordine del giorno dell'avv. MOLINARI:

L'Assemblea fa voto perchè si provveda a creare e fornire di nuovi libri le biblioteche dei reclusori italiani. Fa voti perchè i preposti alle Biblioteche Popolari siano equanimi e liberi nella scelta dei libri e nessun ideale sia boycottato.

AVV. LUIGI MOLINARI.

È approvato.

Ordine del giorno del prof. N. MASTROPAOLO:

Il Congresso fa voti che in Italia lo Stato stanzi in bilancio una somma sufficiente per dare annualmente ad ogni Comune almeno cento lire di sussidio per l'istituzione, in ognuno, di una piccola biblioteca popolare; delle quali, settantacinque per l'acquisto dei libri e venticinque per compenso al maestro bibliotecario e fa voto che coi mezzi derivanti dalla soppressione dell'Asse ecclesiastico metta un'adequata somma a disposizione delle spese per l'educazione popolare e per l'incremento delle biblioteche popolari.

N. MASTROPAOLO
Prof. ETTORE FABIETTI.

È approvato.

Il Presidente prof. BAUMGARTNER dichiara chiusa la seduta, ringraziando i convenuti della loro assiduità e attività. Si augura che il Congresso possa essere di qualche utile agli ideali che si sono tutti proposti di perseguire e porge il saluto ai Congressisti.

È mezzogiorno.

Pel pomeriggio si annuncia seduta plenaria.



TERZA SEDUTA PLENARIA.

17 settembre, ore 14.

Scuole per Emigrandi ed Emigrati. — Tra il Congresso della Pace e il Congresso dell'Educazione Popolare. — Chiusura.

Presidenza dell'on. Vittorio Emanuele Orlando.

MERLINI. — Mentre noi siamo riuniti per discutere di Educazione popolare, illustri cittadini d'ogni nazione si son dato convegno poco lungi di qui, per uno scopo parimenti nobile: quello della Pace.

Fra poco una loro delegazione ci porterà il saluto cordiale della solidarietà nel bene: propongo che l'Assemblea deleghi al professore Baumgartner, rappresentante della Svizzera e degli Stati-Uniti d'America, e al prof. Friso del Comitato Ordinatore, l'incarico di recarsi tra quei Congressisti a ricambiare l'atto gentile. (*L'Assemblea approva con vive acclamazioni*).

PRESIDENTE. — La parola è al Signor Fornasotto per lo svolgimento della sua relazione sul tema: Scuole speciali per emigrandi ed emigrati.

FORNASOTTO, riassume e illustra la sua relazione (v. I^a Sez. pag. 141).

CONTESSA DI BRAZZÀ. — In un mio recente viaggio in America per una missione sulle condizioni delle emigratrici, ebbi l'onore di un colloquio col presidente degli Stati Uniti, Roosevelt, che esternò la ferma intenzione di proporre una legge che proibisca l'immigrazione negli Stati Uniti degli Italiani meridionali, appunto perchè sono essi i più analfabeti; ed alla mia osservazione che gli Italiani sono pur tuttavia i migliori e più apprezzati lavoratori, egli mi rispose fermamente: « Sta bene, ma io non voglio che l'America diventi un paese analfabeta per colpa di una nazione civile che non

si occupa del suo popolo. » E aggiunse : « Se poi questa legge non passerà, ne proporremo altra che esigerà dagli emigranti che intendono sbarcare in America la conoscenza della nostra lingua. » Ma io credo che due mesi non bastano a dare una coltura sufficiente per emigrare in buone condizioni; una scuola serale regolarmente istituita potrebbe far molto bene e ne verrebbe certo un miglioramento intellettuale ed economico per la popolazione.

ON. CABRINI — Mi occuperò solo del problema della emigrazione transoceanica non permanente, ma temporanea. Da qualche tempo i contadini hanno imparato a lavorare le due estati, come dicono essi: l'estate in patria e l'estate in America.

Per fare cosa di eminentemente pratica in pro degli emigranti poveri, noi dobbiamo tentare un'intesa fra le differenti nazioni al fine di combattere l'analfabetismo dei nostri emigranti, rendendo obbligatoria la creazione di scuole italiane in quei paesi dell'estero, dove i nostri compatriotti trovano lavoro.

Ma perchè siano frequentate è anche necessario che l'intesa internazionale serva ad obbligare l'impresario a non accettare operai analfabeti, a far modificare il contratto di lavoro in modo da permettere ai lavoratori di uscire due o tre ore prima dallo stabilimento, obbligandolo in quelle ore a recarsi alla scuola.

Con questo accordo si verrebbe a migliorare le condizioni intellettuali dei nostri emigranti e a scongiurare il pericolo protezionista. Noi dobbiamo preoccuparci seriamente di questo pericolo che minaccia ora la nostra emigrazione anche nell'Europa centrale.

L'emigrante italiano per il suo tenor di vita, non più alto della sua coltura, è un cattivo consumatore e un concorrente temibile, onde noi vediamo che, ad esempio in Germania, vi sono capitoli di lavoro che obbligano a dare la preferenza alla mano d'opera indigena. Ed è questa resistenza in forma più civile che ci deve preoccupare e indurre a cercare di eliminare le cause che al sistema protezionista possono condurre.

PRINCIPE DI CASSANO. — Nel mio lungo soggiorno all'estero ho dovuto dolorosamente constatare che è sempre mancata l'integrazione dello Stato, che non sa nemmeno incoraggiare gli sforzi di molti dei nostri.

Le scuole italiane all'estero, ridotte a pochissime, sono spesso lasciate in completo abbandono.

L'emigrante italiano è migliore degli altri e potrebbe far molto bene all'estero, se fosse aiutato dallo Stato, poichè, si capisce, dall'iniziativa privata non ci possiamo fidare affatto. È l'integrazione dello Stato che occorre e il governo dovrebbe intervenire.

MOLINARI. — L'assemblea dimentica il fenomeno che per forza di cose produce l'emigrazione, i latifondi incolti.

Io credo che si dovrebbe cercare il modo di coltivarli, procurando così occupazioni in patria alle masse lavoratrici.

PRESIDENTE. — Mentre la proposta del signor Molinari risponde ad un sentimento che non può dar luogo a nessun dibattito, da un punto di vista più concreto uscirebbe dalla competenza del Congresso. Noi dobbiamo studiare la questione dal punto di vista dell'istruzione. Io credo che altro non possiamo fare che dar atto delle generose dichiarazioni del signor Molinari.

Il PRESIDENTE mette ai voti le conclusioni Cabrini-Fornasotto, che sono approvate ad unanimità (c. s. pag. 146).

PRESIDENTE. — La parola è ai Presidenti delle singole Sezioni per la relazione dei lavori fatti nelle sezioni.

PETIT. — Signore, Signori: Io ne avrò per cinque minuti.

La Prima Sezione ebbe a occuparsi delle Opere ausiliarie e complementari della Scuola Primaria. La discussione ha rivestito un carattere molto elevato e gli oratori sono stati assai numerosi. Si è studiato da principio il tema generale, filosofico, poi in secondo luogo, le opere stesse. Una sorta di grande inchiesta è stata aperta io ne riassumo qui le conclusioni. (*Legge gli ordini del giorno approvati*).

Mentre il signor Petit legge i voti della Prima Sezione, entra la delegazione del Congresso della Pace, a capo della quale è Federico Passy.

PRESIDENTE. — Interrompiamo i nostri lavori, compresi dalla solennità del momento in cui Federico Passy porta qui fra noi la parola del Congresso della Pace. (*Applausi*)

M.^r FRÉDÉRIC PASSY:

Mesdames, Messieurs. Je vous demande pardon si je m'exprime en français; je ne serai peut-être pas compris de tout le monde, mais je ne connais pas suffisamment l'italien pour oser prononcer un discours dans cette langue... Je ne parle à peu près convenablement que ma langue française..

Je vous apporte les remerciements très cordiaux et très chaleureux du « Congrès Universel de la Paix » auquel vous avez bien voulu envoyer tout à l'heure vos délégués, avec des vœux que le Congrès a adoptés en principe. Je dis en principe parce que, par un scrupule que je n'ai peut-être pas très bien compris (je le dis tout bas) on a renvoyé l'adoption définitive à la suite des délibérations. Le motif est que, au « Congrès Universel de la Paix », nous avons une Commission chargée d'étudier les questions de l'éducation internationale. Cette Commission va, tout à l'heure ou après demain, soumettre ses propositions au Congrès. On a voulu éviter qu'il pût

y avoir entre un vote pris à l'avance, dans un moment d'émotion, de satisfaction et de gratitude, et d'autres votes qui seront rendus peut-être après demain, quelque apparence de divergence, on a voulu éviter absolument la moindre apparence de différence entre les votes. Mais les deux vœux que vous avez proposés au « Congrès Universel de la Paix » sont, je puis vous en donner l'assurance, acceptés d'avance par acclamation et avec reconnaissance.

La question de l'interéchange des enfants, sur laquelle vous avez particulièrement insisté dans les propositions que votre délégué a développée d'une manière si intéressante, est depuis très longtemps à l'ordre du jour du « Congrès de la Paix » ; elle préoccupe depuis très longtemps un très grand nombre d'entre nous, et, pour ma part, je puis dire que c'est même bien avant de me mêler aussi activement de la question de la paix universelle, que j'ai commencé à me préoccuper de l'interéchange des enfants. Cette question a aussi préoccupé autrefois un homme que je n'ai pas suffisamment connu — je ne l'ai rencontré que deux fois — mais que je ne considère pas moins comme un de mes plus vrais amis et l'un des plus vrais amis de l'humanité, le regretté Richard Cobden.

Il s'est préoccupé de l'organisation de l'enseignement universel de telle façon qu'on pût profiter de tous les moyens d'instruction dont un pays est doté ; et passer ensuite dans un autre pays sans perdre le bénéfice des études faites et des grades qu'on aurait pu conquérir.

Il a été fait beaucoup grâce à lui dans ce but. Je ne prendra pas votre temps qui est si précieux pour vous donner le détail des progrès réalisés dans ce domaine.

Je n'en parle que pour vous montrer que ce n'est pas par hasard et par une sympathie d'occasion, mais par suite de préoccupations anciennes, très anciennes et très persévérantes que nous nous trouvons d'accord avec vous pour souhaiter qu'on puisse, je ne dirai pas instituer — car elles existent déjà — mais développer très largement ces communications, ces échanges d'enfants, permettant aux uns et aux autres de profiter de ce qu'il y a de bon à prendre chez les voisins, sans cesser pour autant d'appartenir à leur patrie, de devenir en quelque sorte membres, et membres reconnaissants par les soins qu'ils en auraient reçus, d'un autre pays, d'une autre patrie, dans laquelle ils auraient perfectionné et complété leur éducation.

Vous pouvez être certains, Mesdames et Messieurs, que la Commission chargée de cette grande question au sein de notre Congrès Universel de la Paix ne la perdra pas de vue ; et je crois pouvoir vous dire même avant que le Congrès qui vient de s'ouvrir ait émis

son vote sur ce point, qu'un certain nombre de résolutions seront prises, que nous serons heureux de porter à votre connaissance et qui vous donneront satisfaction.

Maintenant, puisque grâce à la démarche que vous avez faite et dont, encore une fois, je vous remercie, en mon nom personnel et au nom de tous mes collègues de toutes les nations, grâce à l'honneur que m'a fait le Congrès de la Paix de me déléguer parmi vous pour le représenter et vous apporter ses vœux et son salut, puisque dis-je, je me trouve au milieu de vous en possession de la parole — et vous savez que lorsque l'on a la parole, on n'est pas toujours pressé de cesser d'en user — je vous demanderai la permission de vous présenter quelques observations dans l'intérêt de votre Congrès, comme dans l'intérêt du nôtre. Je ne sais pas si mes amis, M. Ferdinand Buisson en particulier, qui était ce matin parmi nous, est ici en ce moment.

M. Buisson, lui, sait très bien à quelles accusations nous avons été en butte, lui et moi, à trois ou quatre reprises, pour le prétendu crime — j'accentue le mot prétendu — d'avoir fait voter au mépris de tout sentiment patriotique, des propositions antimilitaristes. Rien de moins exact, Mesdames et Messieurs.

Nous avons présenté ou adopté des résolutions tendant à ce que l'éducation, dont vous vous occupez, fût donnée, contrairement à des habitudes trop anciennes, qui cependant ont commencé très sérieusement à se modifier depuis un certain nombre d'années, dans un sens plus libéral, plus humain et plus international.

Nous n'avons jamais demandé — et pour ma part, j'ai eu l'occasion de donner des conférences sur l'éducation pacifique, parfois même sous la présidence de M. Buisson — nous n'avons jamais demandé que dans aucun pays on songeât à faire renier les grandeurs du passé, pas plus les grandeurs militaires que les grandeurs civiles. Nous n'avons jamais demandé que l'on prêchât aux citoyens d'un pays quelconque l'abandon du sentiment de la dignité nationale; nous voulons, au contraire, que le patriotisme — un des éléments nécessaires de l'internationalisme, car il ne peut pas y avoir d'internationalisme réel si les nations n'ont pas d'existence propre et si les membres de ces nations ne tiennent pas à cette existence propre — nous voulons, dis-je, que le patriotisme se perpétue; nous soutenons qu'un corps ne peut pas être vivant et vigoureux si tous ses différents membres n'ont pas leur force et leur vigueur propres; nous soutenons qu'il faut aimer sa patrie, qu'il faut être jaloux de toutes ses grandeurs de quelque nature qu'elles soient; mais nous soutenons en même temps que cet amour de la patrie ne doit pas être un amour étroit, un amour égoïste, dédaigneux, méprisant, un amour hostile aux autres patries.

Et nous soutenons qu'en faisant tout ce qui dépend de nous pour développer la grandeur de notre pays, nous devons savoir reconnaître ce que les autres nations font également pour le développement de la civilisation universelle. Nous ne vivons pas isolément, ni comme individus, ni comme citoyens. Nous vivons pour la société qui nous entoure; nous vivons, dans la famille, pour nos parents, pour nos frères et pour nos sœurs; dans la cité, pour nos concitoyens; dans la patrie, pour tout l'ensemble de ses membres et pour la nation; dans la société humaine, nous vivons pour l'humanité.

Nous sommes en quelque façon des résultantes de la multitude innombrable des forces composantes qui travaillent sur tous les points du globe, un certain nombre malheureusement pour le mal, un très grand nombre, le plus grand nombre, quoi qu'on en dise, pour le bien.

Comme le disait dernièrement le célèbre anarchiste Kropotkine dans un livre qui devrait peut-être rendre, à l'égard de son auteur, plus juste qu'on ne l'est, sans obliger toutefois les gens à partager toutes ses opinions, le fondement de la vie sociale et de la vie nationale, (il dit même de la vie animale), c'est l'entre-aide. Nous ne vivons que par les services que nous nous rendons les uns aux autres, et tout ce qui n'est pas service ne peut que diminuer la valeur de notre propre existence. Si la quantité des services que nous nous rendons, si la quantité du bien que nous nous faisons les uns aux autres ne dépassait pas la valeur du mal, cependant si grand, que nous nous faisons, nous ne subsisterions pas, la société elle-même ne subsisterait pas. Donc, il ne peut venir à l'esprit d'aucun de nous de renier l'amour de la patrie, ni de renier l'amour de l'humanité; et, faire de la propagande en faveur de l'un de ces sentiments, ce n'est pas la faire contre l'autre, mais plutôt à son profit.

Soyons grands individuellement autant qu'il est possible de l'être honnêtement. Et, en respectant la justice, développons nos forces, notre intelligence, faisons-nous, par le travail et l'énergie, une belle, une grande et une noble place ici-bas. Ce sera tant mieux pour nos voisins, ce sera tant mieux pour l'humanité. De même que nos voisins développent leur intelligence et leur force; de même que les nations voisines fassent des progrès dans l'instruction, dans le commerce, dans l'industrie, dans tous les domaines de l'activité humaine, c'est autant d'ajouté au trésor commun, auquel nous venons puiser à toute heure. C'est autant de rayonnements qui, de toutes parts, sans que nous nous en rendions compte, viennent converger sur notre petite personnalité et sur la personnalité plus grande de notre nation. C'est donc l'amour mutuel, la justice réciproque, le respect les uns des autres, le respect de notre nation d'abord, le respect des nations voisines ensuite, c'est la conciliation du devoir patriotique et du devoir humain que nous prêchons.

Dans notre propagande, nous n'avons d'autre aspiration que celle du développement et du triomphe de cette conciliation internationale qui assurera à la génération future une existence meilleure. Vous pouvez, vous, dans votre tâche d'éducation populaire, donner à cette génération des idées plus justes, des sentiments plus élevés, une âme plus véritablement italienne, française, allemande, anglaise ou autre, en même temps que plus véritablement humaine et universelle.

Voilà, Mesdames et Messieurs, voilà ce que je tenais à vous dire au nom de mes collègues de l'autre Congrès, puisque j'ai eu l'honneur de prendre place à cette tribune. Je tiens à le répéter, nous protestons pour vous, et nous protestons pour nous contre toutes les interprétations mensongères, contre toutes les calomnies diffamatoires, dont se servent les ennemis du progrès, les éternels ennemis de toute liberté, de tout affranchissement et de tout agrandissement, pour entraver nos efforts et dénaturer les paroles pourtant bienfaisantes et pacifiques que nous prononçons.

Je me retire en vous remerciant d'avoir si bien voulu m'écouter, et en souhaitant que cette communication, cet interéchange entre votre Congrès et le nôtre ne soit pas sans résultats utiles pour les deux causes voisines, concordantes, que nous soutenons, ici, au nom de l'Education Populaire, là-bas, au nom de la Paix Universelle. (*Calorosi applausi.*)

PRESIDENTE. — Il sentimento profondo di commozione e di rispetto che ha invaso l'assemblea nel sentir vibrare le parole ispirate di Federico Passy, è forse, nella sua muta eloquenza, migliore e più efficace risposta di qualsiasi discorso. Pur tuttavia, avendo l'onore altissimo, che tanto più alto sento in questo momento, di rappresentare il Congresso Internazionale per l'Educazione popolare, innanzi a Voi, apostolo nell'opera generosa di propaganda per la Pace, io dirò solo: Venerando Maestro nostro spirituale, le vostre parole son cadute su terreno propizio e sono germe fecondo. Ed anche prima d'ora noi avevamo già avuto limpida e immediata l'intuizione che lavoravamo assieme, simultaneamente, ad un'opera comune di civiltà: pel trionfo della Coltura e della Pace. E bene l'avevamo noi avvertito questo sentimento di solidarietà sociale senza di cui neppur sarebbe la coltura del popolo; e fu invocato ed esaltato in quest'aula quello spirito di abnegazione e di sacrificio che ci fa sentire la nostra sorte indissolubilmente legata alla sorte di tutti gli altri uomini e che, movendo dal vincolo familiare, attraverso la propria Città e lo Stato e la Nazione, ci sospinse fino a quella grande solidarietà umana, per cui, forse in questo momento, il negro sfida la morte nei miasmi delle paludi per raccogliere la droga, che dovrà salvare la vita a noi o ai nostri cari.

E nel cuor nostro, non più intima, non più profonda ripercussione poteva destare la Vostra parola, quando ha detto che fra i due sentimenti di patria e di umanità non esiste antitesi, e neppur compatibilità semplicemente, ma legame, ma unione: e veramente attraverso la patria il mio pensiero si rivolge all'umanità così, come attraverso i capelli bianchi della madre mia, rispetto la donna, come attraverso il sorriso dei miei figli, adoro il fanciullo.

Sì, Maestro, le vostre parole non andranno perdute, perchè ad esse qui fanno eco quei luoghi che intesero già ogni più nobile ideale, quei luoghi che ebbero palpiti e fremiti generosi, quei luoghi donde mosse, ammonitrice a tutto il mondo, che ascoltò rispettoso, la voce con la quale si proclamava che non si ha il diritto di disporre della vita del proprio simile, che non si può condannare a morte, nè sotto forma di giudizio civile, nè dietro incitamento di sanguinarie passioni popolari. Accenno alla parola di Cesare Beccaria, quella parola che trovò una recente eco nella manifestazione di libertà del popolo russo, che volle con l'ultimo atto della Duma abolita la pena di morte. Abbiatevi, Maestro, nel mio bacio la manifestazione del sentimento dell'Assemblea commossa. (*Orlando bacia due volte Passy. Orazione*).

Mr. J. L. DUMESNIL. — Mesdames et Messieurs. Je suis vraiment confus de prendre la parole après les deux éminents orateurs que vous venez d'entendre.

Mais puisqu'ils ont parlé de cette grande idée qu'est la Paix Universelle, et puisque je représente ici le Gouvernement français vous me permettrez d'apporter l'hommage respectueux et aimé que je dois au grand citoyen du monde, M. Frédéric Passy et au citoyen de l'Italie, le noble orateur que nous venons d'applaudir, M. le Député Orlando.

Je suis confus de parler après eux, mais j'y tenais et le devais en ma qualité de délégué du Gouvernement français. On a parlé de liberté universelle, de l'amour de la patrie; c'est pourquoi au nom de la France, qui la première a levé le drapeau de la lumière et où pour la première fois on a parlé de l'amour de l'humanité, je salue ici les représentants et les défenseurs de ces deux grandes idées: la Paix Universelle et l'Éducation Populaire. Ces deux idées ont en effet deux chemins parallèles et elles intéressent tous les peuples.

Ici des peuples très divers sont représentés; n'avons-nous pas en effet des représentants de la vieille Europe et des délégués de la jeune Amérique? Les représentants du monde entier se sont mis debout; partout on a éprouvé le besoin de sortir de la léthargie séculaire où nous dormions, pour marcher sur les traces des guides éminents que nous venons d'entendre.

Alors que les gouvernements eux-mêmes passeront peut-être, ces hommes resteront nos phares; nous marcherons sur leurs brisées et je m'incline respectueusement devant eux. (*Applausi calorosi*).

PRESIDENTE. — Propongo che si diano per letti ed approvati gli ordini del giorno presentati dalle singole Sezioni. (*Approvazioni generali*).

Il prof. TORRE, propone che pel futuro Congresso delle Opere di Educazione Popolare, si ponga tra i suoi argomenti principali quello dell'unione tra padri di famiglia e maestri, ossia della cooperazione della famiglia colla scuola.

MERLINI, stante l'ora inopportuna, ritiene che convenga rinviare la proposta Torre al Comitato ordinatore. (*L'assemblea approva*).

PRESIDENTE. — Mi è pervenuto dalla Presidenza della Terza Sezione una Mozione ch'io sono ben lieto di sottoporre al voto dell'Assemblea. Prego l'On. Segretario di volerne dare lettura.

Il SEGRETARIO legge:

Il Congresso,

riconfermando l'utilità di convegni internazionali che discutano le questioni tutte attinenti all'educazione popolare;

riaffermando l'utilità che le Opere di Educazione popolare (Istituti integrativi della Scuola primaria, Biblioteche popolari, Università e Corsi di coltura popolare, Scuole professionali) mantengano sempre coordinata la loro attività;

riconoscendo l'opportunità di un'azione continua e comune diretta a formare e a mantenere tale coordinazione così a traverso gli istituti diversi, come alle diverse nazioni;

delibera la costituzione della Federazione Internazionale delle Opere di Educazione popolare, dando mandato al Comitato Ordinatore del presente Congresso di preordinarne l'attuazione.

LA PRESIDENZA DELLA TERZA SEZIONE.

È approvato per acclamazione.

PRESIDENTE. — Ed eccoci, pur troppo presto, all'ora melanconica di dire ai dolci amici addio.

UNA VOCE. — Arrivederci.

PRESIDENTE. — Adempiamo però prima ad un dovere; e voi, signori, consentirete, nella nobiltà del vostro animo, di manifestare con me i sentimenti della nostra riconoscenza verso chi si è tanto adoperato, perchè questo Congresso avesse a riuscire con la maggior solennità, rivolgendo vivi ringraziamenti ai rappresentanti delle nazioni estere, i quali hanno apportato qui così largo contributo di idee e di amore, per la causa che ci unisce. Un secondo debito di

riconoscenza dobbiamo soddisfare verso il Comitato ordinatore del Congresso: e il nostro pensiero vada grato a questi uomini di mente e di cuore, che hanno dedicata l'attività loro a così alto intento di civiltà, di progresso, di cultura.

E finalmente, signori, il cuore di noi tutti (e qui più che mai mi sento veramente vostro interprete) il cuor nostro si rivolga alla nobile Città che con sì largo sentimento di ospitalità e di cortesia, ci invitò e ci ha accolti; si rivolga a questa Milano, dove la buona battaglia per l'educazione è già a tal punto avanzata, da far sperare non lontano il giorno della completa vittoria. Nei dì remoti come nei prossimi, sempre è stata pronta Milano a sostenere ogni cimento per ogni alta idea e ad affrontarlo impavida, sicchè il pensiero si esalta nella gloria di essa, dalle gesta di Legnano alla risurrezione italica. E mi piace finire con la frase del poeta: « Venne il dì vostro, o Milanesi, e vincere bisogna! » Sì, bisogna vincere per questa divisa, che si è assunta nella battaglia popolare: Patria e democrazia! Che Milano proceda sempre sulla via della civiltà e della gloria, all'avanguardia delle cento città sorelle! (*Applausi*).

La seduta è tolta alle 5.30.

Il Congresso è chiuso.

ORDRES DU JOUR ET VŒUX

ADOPTÉS PAR LE

Premier Congrès International

POUR LES

ŒUVRES D'ÉDUCATION POPULAIRE

MILAN, 15-16-17 SEPTEMBRE 1906.



Ordres du Jour et Vœux

ADOPTÉS PAR LE

PREMIER CONGRÈS INTERNATIONAL

POUR LES

ŒUVRES D'ÉDUCATION POPULAIRE

SECTIONS RÉUNIES.

THÈME UNIQUE :

L'École et les besoins des classes populaires dans les conditions sociales actuelles.

Le Premier Congrès International des Œuvres d'Éducation Populaire ;

CONSIDÉRANT

que l'éducation morale et intellectuelle est le souffle qui relève la vie publique comme la vie privée, la force qui alimente et régit le travail, discipline sociale plus puissante que les lois mêmes, que les règlements de police, et les rigueurs de la justice ;

que la diffusion de l'instruction parmi les classes ouvrières est une œuvre de justice, en ce qu'elle atténue les différences initiales entre les hommes ; une œuvre de sagesse, en ce qu'elle adoucit les duretés de la concurrence et substitue la compéti-

tion civile aux revendications brutales ; une œuvre historiquement nécessaire, attendu que le principe démocratique pénètre et dirige chaque jour davantage l'organisation des sociétés civiles ;

qu'à mesure que les classes ouvrières parviennent à se délivrer de la domination jusqu'ici exercée sur elles par les classes supérieures dans la vie politique, par l'église dans la vie morale, par les statuts des corporations dans la vie professionnelle, elles éprouvent le besoin toujours plus conscient d'affirmer leur indépendance dans la vie publique comme dans la vie privée ;

que le progrès, qui fournit à l'industrie, à l'agriculture et au commerce des instruments et un outillage toujours plus puissants délicats et compliqués, exige chez le travailleur une conscience plus élevée, une intelligence plus éveillée et requiert une moindre proportion de force musculaire ;

que, toutefois, par suite de traditions encore récentes quoiqu'elles remontent loin dans le passé), les classes ouvrières sont encore trop souvent mal préparées pour apprécier justement et réclamer fortement les bienfaits de l'instruction, et que, plus souvent encore, les déplorables conditions économiques et les exigences excessives de l'industrie, enchainant au travail de l'atelier, pendant toute la journée, les ouvriers de tout âge et des deux sexes, et par suite supprimant toute vie de famille, entravent l'éducation de l'enfance et empêchent la fréquentation de l'école, à moins que dans l'école même, ou annexées à l'école, d'autres institutions ne soient prêtes à compléter l'action insuffisante de la famille, soit en recueillant, gardant, surveillant et nourrissant les enfants du peuple, soit en les habillant ;

que l'éducation morale et intellectuelle de l'homme et du citoyen, quel que soit le degré d'instruction qu'il puisse atteindre plus tard, quelle que soit la direction spéciale que cette instruction puisse prendre ensuite dans chaque individu, doit procéder d'un tronc unique et égal pour tous ;

que l'apprentissage à l'atelier présente l'inconvénient d'une spécialisation excessive, d'une instruction machinale, due plutôt à l'imitation manuelle qu'à la connaissance des lois qui régissent la matière ouvrable ; qu'il résulte de tout cela un éloignement prématuré de toute idée générale ou abstraite, et que ces désavantages peuvent être évités ou compensés par des

avantages équivalents en mettant l'ouvrier à même d'apprendre les premiers éléments de son art dans une école professionnelle ;

que l'homme du peuple, trop tôt éloigné de l'école, éprouve fréquemment le désir, stimulé par la lecture, par les conversations, par les réunions dans les clubs professionnels ou politiques, par tous les contacts et les frottements, enfin, de la vie, de se procurer un supplément d'instruction afin d'élever son intelligence et d'embellir sa vie ;

DÉCLARE

que dans l'état actuel de la société, l'École est un des droits, un des besoins les plus impératifs des collectivités ;

que l'instruction élémentaire doit être une fonction publique de l'État, universellement et efficacement obligatoire, gratuite et laïque ;

qu'elle doit commencer par l'institution pré-scolaire accueillant les bambins âgés de trois à six ans et continuer par des classes fréquentées par les enfants au moins jusqu'à leur quatorzième année ;

qu'elle doit être complétée dans son intégralité par des écoles supplémentaires, du soir, et par des écoles dominicales où l'adolescent et l'homme fait pourront développer leur instruction ;

que, pour intensifier et universaliser l'action de l'école, il faut que cette action soit soutenue par d'autres institutions subsidiaires qui surveillent et gardent les enfants avant et après les heures de classe, leur fournissent la nourriture, les vêtements et le matériel scolaire et leur inspirent les sentiments et les habitudes de la prévoyance et de la solidarité humaines ;

que du tronc commun de l'école primaire devraient se détacher des écoles professionnelles — différenciées selon les exigences locales — dans lesquelles il fût permis aux fils du peuple de préparer leur intelligence à l'exercice de leur métier ou de leur art ;

qu'il est désirable que soient largement encouragées, soutenues et répandues toutes les œuvres qui ont pour but le progrès et la diffusion parmi le peuple de l'instruction scientifique, littéraire et philosophique, telles que Universités Populaires, Bibliothèques, conférences, etc. ;

que le Gouvernement a le devoir d'accorder les plus amples ressources et les meilleurs encouragements aux écoles pour le peuple et aux œuvres qui les complètent et les intensifient, soit qu'il en soutienne entièrement les frais, soit qu'il oblige les administrations locales à y contribuer, soit qu'il inscrive au budget de larges contributions au profit des initiatives particulières et privées.

Signé: LUIGI FRISO.

PREMIÈRE SECTION.

THÈME GÉNÉRAL :

Institutions auxiliaires et institutions complémentaires de l'École Primaire. — Fonction publique ou fonction privée ?

La Première Section du Congrès affirme que les expériences des Oeuvres auxiliaires et complémentaires de l'École populaire chez les divers peuples démontrent la nécessité de transformer l'assistance scolaire en une fonction publique exercée par un organisme spécial répondant aux exigences de la vie locale et à la nature de l'assistance même.

Signé : CABRINI.

QUESTIONS SPÉCIALES :

I). *La réfection scolaire et les exigences du droit de l'économie et de la physiologie.*

Attendu que parmi les formes de l'assistance scolaire, la réfection répond, au point de vue de l'hygiène, du droit, de l'économie, de la pédagogie, à une nécessité de premier ordre ;

LE CONGRÈS

tout en applaudissant à l'initiative des Communes où elle est régulièrement établie et à l'initiative des particuliers qui en déterminent actuellement la fonction ;

reconnait qu'une telle organisation est inefficace faute d'un arrangement rationnel qui seul peut la rendre utile et

ÉMET LE VŒU

que l'institution devienne publique, de façon que l'enfant soit véritablement nourri, véritablement mis à même de profiter de l'enseignement pendant la classe et de devenir un citoyen sain et robuste.

Signé : TONZIG.

FALCINELLI.

II). L'assistance hygiénique.

La Première Section du Congrès International pour les Oeuvres d'Education populaire, tenu à Milan en septembre 1906;

considérant que l'école, qui a pour but d'accroître la valeur sociale de l'individu par la culture rationnelle de ses facultés physiques, intellectuelles et morales doit pouvoir disposer de l'assistance physiologique et hygiénique non seulement au profit de la jeunesse studieuse, mais en outre dans l'intérêt de la Société;

considérant que l'actuelle inspection médico-hygiénique de l'école qui comprend tout ce qui concerne la prophylaxie contre la diffusion des maladies contagieuses, est insuffisante à cet effet;

et jugeant nécessaire un plus ample développement de l'assistance physiologique et hygiénique pour la culture physique intégrale et l'adaptation de la culture intellectuelle à la capacité physique de la jeunesse;

ÉMET LE VŒU

que le Gouvernement complète au plus tôt l'action de l'école populaire par l'institution de l'assistance hygiénique et physiologique, confiée à un personnel compétent, expressément instruit;

et, qu'en attendant, il aide à formuler un règlement normal pour les médecins des écoles.

Signé : Dr. G. BADALONI.

Dr. Cl. TONZIG.

III). Les Oeuvres d'assistance éducative pour élèves.

Le Congrès émet le vœu que les Municipalités inscrivent dans leurs budgets les sommes nécessaires à la création des Oeuvres communales d'assistance éducative devant précéder et suivre la période de scolarité et absorber les Oeuvres d'initiative privée;

qu'elles donnent à ces Oeuvres un caractère laïque, des locaux à elles, un plan conforme au programme pédagogique, où les exercices physiques, le travail manuel et le dessin aient une large part;

qu'elles leur donnent des Directeurs et des maîtres expérimentés, convenablement rétribués et libres de toute autre occupation.

Signé : RUGARLI.

IV). Œuvres d'assistance éducative post-scolaire.

LE CONGRÈS

vu l'efficacité éducatrice des Patronages de Jeux en affirme le caractère laïque, en reconnaît la nécessité comme institution complémentaire de l'école primaire et

ÉMET LE VŒU

que l'initiative privée veuille les soutenir et les répandre dans toutes les villes en attendant qu'ils soient absorbés par les pouvoirs publics comme faisant partie de l'école vraiment populaire.

Signé : Dr. A. DELL' UOMO.

V). La Mutualité Scolaire.

LE CONGRÈS

ayant entendu le rapport de M. Édouard Petit sur la mutualité scolaire, et constaté que cette institution réunit en soi tous les avantages de l'épargne et de la prévoyance; qu'elle aide admirablement à développer dans l'âme des jeunes gens, les sentiments de dignité, de fraternité, de solidarité;

AFFIRME

l'importance de la mutualité scolaire, comme moyen éducatif et

ÉMET LE VŒU

qu'elle surgisse et se répande en Italie et dans toutes les autres contrées.

Signé : A. STOPPOLONI.

VI). Coopération Scolaire.

La Première Section du Congrès;

ÉMET LE VŒU:

1.° que les Patronages Scolaires, les Instituteurs et les Amis de l'école, unissent leurs efforts pour fonder des Coopératives Scolaires surtout dans les Communes rurales et dans les

villes où l'assistance scolaire fait le plus défaut et où la désertion de l'école est particulièrement fréquente ;

2.° que les Coopératives Scolaires, tout en employant leurs revenus et leurs profits au bénéfice exclusif des élèves pauvres des écoles des localités où elles fonctionnent, s'unissent en Consortium National afin d'obtenir dans les fournitures les plus grands avantages.

Signé : FRANCESCO BASCONE.

VII). Échange international des enfants.

Considérant que depuis un certain nombre d'années, le développement considérable de l'industrie et du commerce, leurs progrès constants, les relations cordiales qui se sont nouées entre les Puissances et leurs nationaux, ont rendu urgent que nos enfants se familiarisent avec les langues étrangères ;

Le Congrès

ÉMET LE VŒU :

Que des Sociétés se groupent entre elles, afin de rechercher les moyens pratiques d'échanger les pupilles entre Sociétaires en vue de la vulgarisation des langues étrangères.

Les Sociétés prendraient sous leur haut patronage les enfants échangés et auraient le devoir d'en surveiller l'éducation dans les familles adhérentes.

Après un certain laps de temps, le pupille ayant acquis la connaissance de la langue du pays dans lequel il aurait été placé, serait rendu à sa famille.

Les frais de voyage incomberaient aux familles.

Un certificat délivré par les Sociétés d'échange mutuel mentionnerait le degré d'aptitude de l'enfant.

Signé : A. GHIRARDI, D. MEUNIER.

Que des Sociétés se forment en aussi grand nombre que possible et se mettent en relations de chaque côté des frontières pour interéchanger des jeunes garçons et des jeunes filles et pour leur procurer des bourses de séjour.

Que chaque pays se fasse représenter à l'étranger par une organisation de son choix qui donne son concours moral aux sociétés d'interéchange pour la propagation de l'oeuvre et pour le placement des jeunes gens dans les familles étrangères.

Signé : EMOND PARIS.

VIII). Écoles spéciales pour les migrants et les émigrés.

VCEU

Le Congrès,

CONSIDÉRANT

qu'il est du devoir de l'Etat, des Corps administratifs et de tous les Italiens de modifier les déplorable conditions actuelles de l'émigration, spécialement en ce qui concerne l'instruction;

ET VU QUE

la première des conditions à réaliser pour atteindre à ce but est la guérison, au moyen d'une réforme complète de l'organisation scolaire, de la plaie honteuse de l'analphabétisme;

APPROUVE

l'oeuvre accomplie en faveur de l'instruction des Italiens émigrants par la Société Dante Alighieri, le Consortium de l'Émigration, les Secrétariats, les Sociétés ouvrières et les particuliers;

ET ÉMET LE VCEU

qu'on pourvoie à l'instruction des ouvriers obligés de s'expatrier par des écoles spéciales et notamment:

POUR LES ITALIENS ÉMIGRÉS (écoles à l'étranger)

a) par l'institution, aux frais de l'État, de cours du soir ou du dimanche ou d'écoles ordinaires dans les principaux centres d'émigration;

b) par la création, avec concours de l'État, de Sociétés diverses et des émigrés mêmes de bibliothèques populaires, et de salles de lecture et de conversation;

c) par la publication, à l'usage des émigrés, de livres, guides et renseignements divers sur les pays d'émigration et l'Italie:

POUR LES CANDIDATS À L'ÉMIGRATION:

a) par l'institution d'écoles du soir ou du dimanche, ouvertes tout l'hiver sous la surveillance de l'État, des Provinces, des Communes, des Commissariats pour l'Émigration, des Secrétariats ouvriers et des Sociétés ouvrières;

b) par l'ouverture de clubs pour émigrants et de bibliothèques populaires et l'organisation de cycles de conférences instructives;

c) par la défense faite aux Autorités compétentes de délivrer des passeports aux candidats à l'émigration, âgés de moins de 40 ans, dépourvus du minimum d'instruction nécessaire à l'exercice du droit de vote ;

CONSÉQUEMMENT, LE CONGRÈS PROPOSE :

que l'enseignement de ces écoles spéciales dure deux ans au moins et que les matières suivantes soient inscrites à leur programme :

langue italienne ; morale sociale ; arithmétique ; géométrie et dessin appliqué ; géographie commerciale ; physique et chimie, législation ouvrière ; hygiène du travail ; langues étrangères.

IL DONNE MANDAT

au Consortium pour l'Émigration créé par l' « Umanitaria » d'organiser, l'hiver prochain, un certain nombre d'écoles en demandant pour leur fonctionnement 200,000 frs au Commissariat pour l'Émigration, une somme équivalente à l'État et des subventions complémentaires aux Provinces, aux villes, aux candidats à l'émigration,

ET IL INVITE LE GOUVERNEMENT

à présenter au plus tôt un projet de loi visant la réorganisation et la multiplication, suivant les critères exposés ci-dessus ; des Écoles italiennes à l'étranger.

ENRICO FORNASOTTO.

ANGIOLO CABRINI.

VŒU D'OCCASION.

LE CONGRÈS

reconnaissant pour l'œuvre zélée du Comité ordonnateur ;

ÉMET LE VŒU

que la « Società Umanitaria », qui a si bien mérité des amis de l'école par la convocation de ce premier Congrès international, veuille fonder un bureau de renseignements sur les œuvres auxiliaires de l'école.

Signé : RUGARLI.

DEUXIÈME SECTION.

THÈMES GÉNÉRAUX :

1. *Enseignement professionnel pour les ouvriers.*

La Seconde Section du Congrès International des œuvres d'éducation populaire, à propos du thème général : *Enseignement professionnel pour les ouvriers* ;

ÉMET LE VŒU :

1. Que l'apprentissage se fasse généralement dans les ateliers, et que même lorsqu'il est fait dans des Instituts ou des écoles privées, il doive, en tout cas, être soumis à un contrôle des pouvoirs publics ;

2. Que la culture des élèves ouvriers soit complétée par des cours professionnels, ouverts le soir, ou, partiellement au moins, pendant la journée, de façon à ce que l'apprenti puisse y parfaire les connaissances acquises à l'atelier ;

3. Que ces cours soient créés par le concours du Gouvernement, des Provinces, des Communes, des Associations industrielles, des Instituts de bienfaisance, ou des particuliers et des syndicats ouvriers dans les centres où le groupement de certaines industries peut imposer cette solution ; qu'ils soient déclarés obligatoires pour les apprentis et soumis à la surveillance gouvernementale.

Signé : SALDINI.

2. *Enseignement professionnel pour les ouvrières.*

La Seconde Section du Congrès International des œuvres d'éducation populaire, à propos du thème général « Enseignement professionnel pour les ouvrières » ;

ÉMET LE VŒU :

1. Que l'apprentissage soit fait dans des écoles pourvues de laboratoires spéciaux, sous la surveillance des pouvoirs publics ;

2. Que le travail des jeunes apprenties, convenablement rémunéré (après déduction d'une partie des frais soutenus par l'École) s'accomplisse dans un milieu hygiénique et moralement sain ;

Signé : SALDINI.

QUESTIONS SPÉCIALES :

A) *Le travail manuel dans les écoles en tant que révélateur d'aptitudes individuelles.*

Le Congrès, tout en admettant que le travail manuel à l'École primaire puisse fournir un excellent moyen de développer l'esprit d'observation et d'exercer l'oeil et la main des élèves, opine qu'il ne peut servir à révéler de spéciales aptitudes professionnelles.

Signé : SALDINI.

HAENNI.

B) *L'enseignement préparatoire pour les ouvriers en général.*

C) *Écoles d'apprentissage et de perfectionnement pour ouvriers et écoles pour contre-maîtres.*

LE CONGRÈS

se rapportant aux vœux exprimés sur le thème général de la II^e Section, relativement aux thèmes particuliers :

b) Enseignement préparatoire ouvrier général ;

c) Enseignement d'apprentissage, de perfectionnement pour ouvriers, et technique pratique pour les contre-maîtres ;

ÉMET LE VŒU :

1. Que soient institués des cours obligatoires, complémentaires de l'enseignement général, pour tous les élèves qui abandonnent l'école primaire, de la durée de trois ans, ouverts à telles heures du jour que l'on jugera le plus opportunes selon les saisons, les conditions des élèves et celles des industries ;

2. Que soient institués dans les centres industriels des cours obligatoires destinés à donner aux apprentis les connaissances nécessaires pour compléter leur culture technique ou artistique ;

3. Que ces cours aient une durée d'au moins trois ans et soient complétés par un cours de deux années d'études supé-

rieures pour les élèves qui désireraient augmenter leur culture, ou pour les ouvriers accomplis aspirant au grade de contre-maitres ;

4. Que la création de bourses d'études permette aux meilleurs ouvriers la fréquentation des cours supérieurs.

Signé : SALDINI.

D) Écoles rurales.

LE CONGRÈS :

Considérant la grande importance de l'enseignement technique professionnel pour les jeunes ouvriers agricoles, et affirmant que les pouvoirs publics et les institutions de bienfaisance devraient en assurer le développement ;

considérant que l'enseignement agricole laissé aux instituteurs des écoles primaires n'a pas donné les résultats qu'on en espérait ;

ÉMET LE VŒU :

Qu'il soit pourvu dans les bourgades rurales, à la création de cours spéciaux d'agriculture et la fondation d'institutions qui puissent fournir les moyens et le matériel indispensables au développement et la diffusion de ces cours.

SAMOGGIA
SOETERS
PRINCE DE CASSANO.

LE CONGRÈS

considérant qu'il est très utile d'encourager les travaux manuels à la campagne,

ÉMET LE VŒU :

Que soient créés des musées ruraux pour permettre aux instituteurs de faire connaître aux enfants tout ce qui se rattache à la vie des champs et, en général, toutes les ressources et les richesses que peuvent offrir le sol et le sous-sol de leur commune.

Signé : A. GHIRARDI.

TROISIÈME SECTION.

THÈME GÉNÉRAL :

Culture générale populaire des adultes.

Le Congrès, ayant pris connaissance de la relation de M. Ghisleri et de celles des professeurs Schultz, Muirhead et Vink en ce qu'elles ont rapport au thème général, reconnaît le besoin que la culture technique et professionnelle soit complétée par toutes les branches de l'enseignement propres à orienter et à former la conscience nouvelle de l'homme et du citoyen ;

ET ÉMET LE VŒU :

1. Que les savants spécialistes, qui honorent les sciences et les études supérieures, se préoccupent du nouveau besoin de notre époque, en aidant, en favorisant, en éclairant l'élévation des classes populaires vers la culture.

2. Qu'à toutes les classes populaires soit facilitée l'intervention régulière, directe dans les fonctions des pouvoirs publics, car le Congrès reconnaît que la participation du peuple, même des illettrés dans la discussion et la résolution des questions qu'ils peuvent connaître et contrôler de près, est un des moyens initiaux les plus efficaces pour pousser, corriger, parfaire la culture générale des adultes.

Signé : ARCANGELO GHISLERI

QUESTIONS SPÉCIALES

A) *Les Universités Populaires. — Les extensions universitaires. — Les cours de culture populaire.*

B) *Ce qu'on doit faire afin que les écoles de culture générale populaire atteignent au but dans lequel elles ont été instituées.*

La III^e Section du Congrès, convaincue, après audition des rapports sur les Universités Populaires, que ces sortes d'institutions sont en progrès malgré quelques tâtonnements et quelques insuccès partiels, inconvénients inévitables aux périodes de début et, partant, d'essais, de recherches des voies les plus sûres et des meilleurs moyens d'adaptation ;

reconnaissant d'ailleurs que, loin de pouvoir se modeler sur un type uniforme, elles sont tenues, tout en demeurant ouvertes aux influences internationales, de répondre partout aux exigences locales, aux traits caractéristiques du milieu social;

affirme, en thèse générale, qu'elles doivent :

a) conserver leur caractère de vulgarisatrices de notions scientifiques, esthétiques, morales et civiques au profit de la collectivité entière et non à celui d'une seule classe, cette classe fût-elle la plus nombreuse, la plus opprimée, la plus dénuée de guides moraux ;

b) donner cependant un soin particulier à l'éducation intellectuelle et morale des classes ouvrières et, dans ce but, appliquer des formes spéciales d'enseignement et descendre, au besoin, jusqu'aux notions élémentaires accessibles aux illettrés ;

c) avoir partout des cours réguliers, méthodiques, avec professeurs attitrés et convenablement rétribués et partout, autour du programme central, des séries de conférences tenues en différents endroits et sur des sujets différents afin de jeter dans les masses le germe de toutes les grandes idées et d'évoquer, par l'énonciation des problèmes qui agitent notre époque, la formation d'une conscience sociale ;

d) ajouter à leurs leçons et conférences d'autres formes d'éducation : visites à des musées, galeries d'art, monuments, localités célèbres par leurs traditions historiques ou leurs beautés naturelles, spectacles gratuits. Le Congrès, à ce propos, recommande vivement la création d'un théâtre où l'âme du peuple soit appelée à prendre contact avec le grand art lyrique ou dramatique.

Signé : VARAZZANI.

Le Congrès, ayant affirmé la nécessité de donner une direction pratique et réellement efficace aux Écoles libres et aux Universités Populaires, exprime le vœu que, dans les villes où les deux institutions coexistent, elles coordonnent leur activité, et que partout où l'une ou l'autre est seule, elle se donne un double but : l'organisation de cours élémentaires pour les ouvriers entièrement ou quasi entièrement illettrés et l'ouverture de cours d'instruction générale pour les esprits de tout ordre, capables de s'assimiler des connaissances supérieures parce que plus cultivés.

Signé : LONGINOTTI, SALE, CASTELLI, R. SAVELLI.

Le Congrès, reconnaissant que l'esprit d'indépendance a jusqu'ici inspiré les Écoles et Universités populaires et les institutions similaires, exprime le vœu que leur action s'étende aux centres agricoles au moyen de chaires temporaires expressément instituées, qui utiliseraient autant que possible les énergies locales.

Signé : LONGINOTTI, SALE, CASTELLI, R. SAVELLI.

Le Congrès, ayant affirmé l'utilité de l'emploi des projections lumineuses dans l'instruction populaire ;

ÉMET LE VŒU

qu'il soit publié, aux soins de la Fédération Italienne des Universités Populaires, une liste des photogrammes conservés dans les diverses institutions, et que, pour éviter des frais doubles et pour faciliter l'échange de ces photogrammes, leurs dimensions soient réglementairement fixées.

Signé : LONGINOTTI, SALE, CASTELLI, R. SAVELLI.

Le Congrès International persuadé de la nécessité actuelle des Écoles Populaires dites des *Premiers Secours*, et encouragé par les résultats pratiques obtenus par l'*École Samaritaine* annexée à l'Université Populaire de Bologne, exprime le vœu que toutes les Universités Populaires Italiennes et Étrangères deviennent le siège d'une de ces Écoles humanitaires qui attendent encore le soutien moral et le concours pécuniaire des Pouvoirs Publics.

Signé : MUZIO PAZZI.

Le Congrès International des Œuvres d'Éducation Populaire, accueillant les considérations contenues dans le rapport sur l'enseignement des Sciences Expérimentales dans les Écoles Libres pour adultes,

invite les Universités Populaires et les Écoles Libres Populaires à donner le plus grand développement au susdit enseignement aussi bien dans le but de l'éducation individuelle, que dans le but du progrès public ; il compte que toutes les Écoles populaires voudront bien coopérer fraternellement pour faciliter ce dit enseignement partout où les moyens nécessaires seront insuffisants ou feront absolument défaut.

Signé : E. CASTELLI.

C) Les Bibliothèques Populaires — urbaines et rurales — en Italie et à l'Etranger.

Le Congrès (III^e Section):

où les rapports sur les Bibliothèques populaires, considérant qu'elles constituent un moyen économique et universel de propagation de la culture dans le peuple;

considérant l'inefficacité de l'école élémentaire par rapport à la culture populaire, là où une diffusion intensive et gratuite du livre ne pourroit pas à en prolonger les effets:

constate avec satisfaction le réveil d'un véritable et général mouvement en faveur des bibliothèques populaires au type moderne;

excite les organisations ouvrières, les coopératives, les industriels, instituteurs et particuliers à en créer partout où se trouvent, dans les écoles, associations, établissements industriels, prisons, hôpitaux, hospices, des groupes de personnes ayant besoin de s'élever ou le désirant;

conseille de rechercher partout l'efficace coopération des Universités populaires, écoles professionnelles, Musées, galeries et en général de toutes les institutions locales de culture populaire; croit qu'il faut s'inspirer dans la composition des bibliothèques à des idées de parfaite neutralité de fois politiques et religieuses, et affirmer:

1^o La nécessité que l'Etat, les Départements et les Communes viennent en aide à l'initiative particulière et la substituent là où elle se démontre insuffisante ou tardive à instituer des bibliothèques nationales et communales de haute culture, vigoureuses propagandes de caractère populaire dans les faubourgs ouvriers, soit en accordant aux Villes, en dépôt, des livres de culture populaire, en chargeant directement de l'institution et de son fonctionnement des bibliothèques populaires;

2^o L'opportunité que la bibliothèque du peuple soit confiée à des personnes compétentes, par conséquent l'Etat institue des cours de bibliothécaires à l'économie;

3^o L'opportunité que l'Etat, vigilant et débarrassé de formes bureaucratiques, soit de l'Etat soit des bibliothèques géantes techniques et assure une vigile surveillance aux bibliothèques du peuple.

Signé: L. FABRI.

Le Premier Congrès International pour les Œuvres d'Éducation Populaire, où les propositions et les conclusions des rapporteurs ;

vu la nécessité de répandre les Bibliothèques Populaires comme le moyen le plus efficace pour divulguer la culture ;

applaudit à l'œuvre du Consortium Milanais et au programme de la nouvelle institution « Pro-Cultura »,

ET DÉLIBÈRE :

1. Que soit constituée avant la clôture des travaux du Congrès, une Fédération Italienne des B. P., dans le sein de l'Institution Milanaise déjà existante ;

2. Qu'ait lieu, au plus tôt, un Congrès National, en engageant les délégués étrangers à en faire autant dans leurs Nations, constituant eux aussi des Fédérations dans le but de créer ensuite une Fédération Internationale ;

3. Que la Fédération Italienne commence aussitôt la publication d'un Bulletin périodique des B. P. ; qu'elle détermine, en l'étudiant soigneusement, la figure juridique exacte de ces fondations ; — qu'elle pourvoie opportunément afin que soit adopté dans les programmes pédagogiques l'enseignement de la Bibliothéconomie ; — et qu'elle provoque enfin par une action énergique et bien dirigée en faveur de ces Bibliothèques, le plus grand intérêt de la part du Gouvernement et des Communes.

Signé : MICHELE CAMPANELLI.

La Troisième Section du Congrès International pour les Œuvres d'Éducation populaire, réputant qu'il est indispensable de pourvoir les bibliothèques populaires de livres aptes à étendre la culture dans le peuple ;

ÉMET LE VŒU :

que la « Société Humanitaire » qui a tant fait pour la culture populaire, lance des concours spéciaux pour des livres d'éducation vraiment populaires et s'occupe soigneusement de la traduction des livres étrangers, signalés par des institutions semblables.

Signé : MORI, BELLONI.

Le Congrès, déclarant être persuadé que les bibliothèques scolaires peuvent être un moyen efficace :

1. pour continuer et seconder dans le garçon l'œuvre de l'école ;
2. pour le soustraire aux dangers de l'oisiveté et des jeux immoraux ;
3. pour faire pénétrer dans les familles du peuple, surtout dans les campagnes, l'usage du livre comme une arme contre l'ignorance et les superstitions ;

ÉMET LE VŒU

que les Communes et les autres autorités ou institutions, comme la « Société Humanitaire », prêtent leur appui pour les encourager et les divulguer.

Signé : CLARA CAVALIERI-ARCHIVOLTI.

Le Congrès émet le vœu que l'on crée et que l'on fournisse de nouveaux livres les bibliothèques des prisons.

Le Congrès émet le vœu que les directeurs des bibliothèques populaires soient impartiaux et libres dans le choix des livres, et qu'aucun idéal ne soit boycotté.

Signé : AVV. MOLINARI.

VŒUX D'OCCASION :

Pour constituer la Fédération des Œuvres d'Éducation populaire d'Italie.

Le Congrès International pour les Œuvres d'Éducation Populaire ;

CONSIDÉRANT

que pour faciliter et parachever l'éducation du peuple il est partout nécessaire — mais surtout en Italie — de réunir et organiser tous les efforts de l'initiative privée qui tendent à ce but ;

CONSIDÉRANT :

qu'il serait indispensable d'avoir en Italie une Fédération Nationale des Institutions pour l'instruction et l'éducation du peuple ;

EXPRIME LE VŒU :

que dans le plus bref délai, il soit tenu à Rome, par les soins des Institutions de ce genre déjà existantes, un premier Congrès National pour l'Éducation et l'Instruction du peuple, dans le but précis de pourvoir à l'organisation de cette désirable Fédération.

<i>Signé</i> : Principe di CASSANO.	Prof. ETTORE GARBATO.
MICHELE CAMPANELLI.	Prof. ALFREDO BATTELLI.
Prof. PIETRO CARONCINI.	Avv. DI SCANNO.
Avv. PIO DONATI.	NICOLA MASTROPAOLO.
Avv. LUIGI MOLINARI.	Prof. E. FABIETTI.
Prof. LUIGI FRISO.	Prof. PIETRO MARANZANA.
E. GAROFALO.	

***Vœu commun du Congrès Universel de la Paix
et du Congrès International de l'Éducation
Populaire.***

Vu le grand développement que les Universités populaires ont atteint dans tous les pays, le Congrès s'associe au vœu du « Congrès Universel de la Paix », que soient créées des Fédérations Nationales d'Universités populaires, qui puissent, à leur tour, en un espace de temps que nous souhaitons le plus court possible devenir, au moyen de communications et de cohésions d'intelligences et de consciences, des organes de rapprochements internationaux.

Signé : Prof. F. PULLÉ.

DERNIÈRE SÉANCE GÉNÉRALE :

***Pour la Fédération Internationale des Œuvres
d'Éducation populaire.***

Le Congrès ;
réaffirmant l'utilité des réunions internationales qui discutent toutes les questions se référant à l'éducation populaire ;

réaffirmant l'utilité que les œuvres d'éducation populaire, (Institutions intégratives de l'école élémentaire, bibliothèques populaires, universités, cours de culture populaire, écoles professionnelles), conservent toujours leur activité coordonnée;

reconnaissant l'opportunité d'une action continue commune, dans le but de former et de maintenir cette coordination, soit entre les diverses Institutions soit entre les diverses nations;

délibère la constitution de la Fédération internationale des Œuvres d'Éducation populaire et charge le Comité ordonnateur de ce Congrès d'en jeter les bases.

Signé : LE BUREAU DE LA TROISIÈME SECTION.



APPENDICE

Notizie di Cronaca del Congresso.

Nello scorcio del 1905 la Presidenza dell'Associazione Magistrale Milanese si assumeva di organizzare la Mostra Didattica Nazionale che fu Sezione temporanea dell'Esposizione Internazionale 1906. La Mostra stessa veniva così ripartita:

Prima Divisione. — Edifizi e arredi scolastici.

Seconda Divisione. — Materiale didattico.

Terza Divisione. — Fisiopsicologia pedagogica sperimentale.

Quarta Divisione. — Educazione fisica.

Quinta Divisione. — Istituzioni ausiliarie e integrative della scuola popolare.

Quest'ultima, affidata ad una speciale Commissione che lo Scrivente ebbe l'onore di presiedere, fu resa internazionale. Pel suo carattere popolare e sociale, ebbe l'appoggio di Enti come l'Umanitaria, il Ministero di Agricoltura Industria e Commercio, la Ligue française de l'Enseignement, il Commissariato Inglese, la Federazione delle Università popolari italiane, ecc., e di eminenti personalità quali Ernst Schultze e Edouard Petit.

Notevolmente numerose vi esposero: opere di assistenza scolastica, scuole professionali, biblioteche, scuole libere e università popolari.

Fu appunto dalla *Quinta Divisione della Mostra Didattica*, il cui successo ben presto si preannunziava a' suoi organizzatori, che germinò l'idea di un Congresso che ne fosse il commento vivo ed eloquente.

Allora appunto Edouard Petit ci scriveva:

« Que penseriez-vous d'une série de conférences — 6 environ — faites par des fondateurs ou directeurs d'œuvres complémentaires de l'Ecole...? De votre côté vous feriez appel à 6 de vos compatriotes... ».

A cui, poco appresso, noi rispondevamo:

« E che penserebbe Ella, invece, di un *Congresso internazionale per le Opere di Educazione popolare*? Questa idea troverebbe qui largo consenso. Mi è però necessario l'assentimento di Lei e de' suoi illustri amici... ».

Infatti il Consiglio della « Ligue française de l'Enseignement » accolse la proposta con grande favore, ed incoraggiamenti e promesse ci pervennero dall'Italia e dall'Estero. E verso la fine di marzo, in seguito a circolare firmata Gnocchi-Viani, consigliere dell'Università Popolare, Augusto Osimo, se-

gretario generale della Società Umanitaria, e Angelo Merlini, presidente per la Quinta Divisione della Mostra Didattica, un Comitato promotore si costituiva delle seguenti persone:

Le Signore: R. CALDERINI, R. CAVALLI-PORRO, C. CLERICI, L. GARZIN, L. MALNATI, CL. PELLEGRINI, A. RAVIZZA, e i Signori: G. B. ALESSI, C. ALBERICI, A. BRIOSCHI, A. BRONZINI, L. DELLA-TORRE, P. ERMOLI, E. FABIETTI, L. FRISO, O. GNOCCHI-VIANI, F. GRASSI, G. GRIFFINI, L. MAINO, V. E. MARIANI, N. MASTROPAOLO, A. MERLINI, F. MINORINI, C. MOR, A. OSIMO, F. PAGLIARI, R. RUSCA, C. SALDINI, F. SALTERIO, G. C. SILVA.

Contemporaneamente la Società Umanitaria accoglieva sotto i suoi auspici l'iniziativa del Congresso e nella propria Sede ne ospitava gli Uffici.

Quivi, il Comitato promotore, adunatosi la sera del 26 aprile e udito il relatore-proponente Merlini, dopo animata ed esauriente discussione sul programma e sulla possibilità, in sì breve tempo, di organizzare il vagheggiato Congresso, accogliendo i concetti svolti dal relatore, approvava unanime l'ordine del giorno presentato dall'on. Cabrini, in cui « riconoscendo che un Congresso internazionale per volgarizzare la conoscenza degli esperimenti e degli istituti esteri nel campo dell'educazione del popolo, *poteva* determinare nell'opinione pubblica un movimento attivamente favorevole alla trasformazione e allo sviluppo delle istituzioni scolastiche, *stabiliva*:

1° che il Congresso *avesse* luogo nell'autunno in Milano;

2° che in esso si *discutessero* i seguenti argomenti: a) assistenza scolastica (refezione scolastica, educatori, mutualità, ecc.); b) insegnamento e tirocinio professionale; c) scuole per emigrati ed emigranti; d) biblioteche ed università popolari ».

E si eleggevan tosto a comporre il Comitato ordinatore del Congresso i signori: Achille Brioschi, Rebecca Calderini, Rosa Cavalli-Porro, prof. Ettore Fabietti, prof. Luigi Friso, Laura Garzin, prof. Francesco Grassi, Giovanni Griffini, on. Luigi Maino, Linda Malnati, d. d. Angelo Merlini, ing. Francesco Minorini, prof. Augusto Osimo, prof. Francesco Pagliari, Alessandrina Ravizza ing. Rodolfo Rusca, prof. ing. Cesare Saldini.

Il Comitato Ordinatore, nelle sue prime adunanze del 4 e del 7 maggio, ripreso in esame il programma del Congresso per fissarne i limiti e i modi di attuazione, conveniva che scopo del Congresso, oltre lo scambio di informazioni su opere educative esistenti nei diversi paesi e la formulazione di voti, dovesse essere la discussione e la critica sulle opere stesse, e, attraverso il dibattito di idee, l'affermazione di principi in ordine alla scuola, all'educazione e alla coltura; precisava l'epoca di convocazione; stabiliva le tre branche di istituzioni che dovevan formar oggetto dei lavori del Congresso, e nominava l'Ufficio di Presidenza e le Sotto-Commissioni (v. p. 436-437).

Successivamente approvava il manifesto programma e l'elenco dei temi (v. p. 437-438); designava i relatori da officiare, si accaparrava la efficace cooperazione di istituzioni e di influenti personalità d'Italia e dell'Estero, specialmente di Francia, Belgio, Austria, Svizzera, Inghilterra e Stati Uniti, che si dedicano all'Educazione Popolare, ed otteneva il concorso finanziario della Società Umanitaria, del Comune e della Provincia di Milano, del Ministero della Pubblica Istruzione e di quello di Agricoltura Industria e Com-

